

COLLECTION



PIERRE LEON

**ECONOMIES
ET SOCIETES PRE-
INDUSTRIELLES**

T.2 1650-1780


ARMAND COLIN

£ 7.50
FF

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY



Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

**ÉCONOMIES
ET SOCIÉTÉS
PRÉINDUSTRIELLES
Tome 2 : 1650-1780**

Collection U

SÉRIE « HISTOIRE MODERNE »

L'esprit général de la collection U et les exigences propres à l'Histoire moderne justifient, dans cette nouvelle série, la rédaction de deux types d'ouvrages.

D'abord, une série de manuels de base qui donneront, à raison d'un livre par siècle, la trame et les cadres des événements, et qui ne craindront pas de fournir des faits assurés, logiquement ordonnés, présentés sobrement et clairement.

Ensuite, des ouvrages qui traiteront des grandes questions de l'Histoire moderne. Sans perdre de vue les données traditionnelles, on y tiendra compte des riches suggestions de l'histoire sociale. Les volumes prévus porteront sur la guerre et les relations internationales, les économies et les sociétés, l'histoire politique et institutionnelle, l'histoire religieuse et intellectuelle, ainsi que l'histoire coloniale. Une large part y sera faite aux documents. Les bibliographies seront conçues comme des guides pour des lectures fructueuses, des débats à orienter, des recherches à amorcer.

Parus

F. LEBRUN
P. GOUBERT
G. DURAND

Le XVII^e Siècle
L'Ancien Régime t. I
États et Institutions (XVI^e-XVIII^e siècles)

En préparation

R. GASCON
M. DENIS et N. BLAYAU
P. DEYON

Economies et sociétés préindustrielles, t.
Le XVIII^e Siècle
Les Religions du monde moderne

SÉRIE « HISTOIRE CONTEMPORAINE »

Parus

G. DUBY et R. MANDROU
R. RÉMOND
M. BEAUJOUR et J. EHRMANN
G. DUPEUX
P. SORLIN
J.-A. LESOURD et C. GÉRARD
J. DROZ
M. PACAUT et P. BOUJU
H. GRIMAL
O. VOILLIARD, et al.
R. RÉMOND, et al.
A. PROST
F.-G. DREYFUS
G. CASTELLAN

Histoire de la civilisation française (2 vol.)
La Vie politique en France, t. I : 1789-1848 ; t. II : 1848-1879
La France contemporaine
La Société française (1789-1960)
La Société soviétique (1917-1967)
Histoire économique XIX^e et XX^e siècles (2 vol.)
Le Socialisme démocratique (1864-1960)
Le Monde contemporain (1945-1968)
La Décolonisation (1919-1963)
Documents d'histoire contemporaine (1776-1967)
Atlas historique de la France contemporaine (1800-1965)
Histoire de l'enseignement en France (1800-1967)
Histoire des Allemagnes
L'Allemagne de Weimar (1918-1933)

Collection U

Série “ Histoire moderne ” dirigée par Pierre Goubert

PIERRE LÉON Professeur à l'Université de Lyon

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS PRÉINDUSTRIELLES

Tome 2 : 1650-1780

Les origines d'une accélération de l'histoire

Librairie Armand Colin
103, boulevard Saint-Michel, Paris V^e

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

PREMIÈRE PARTIE : L'ÈRE DES DIFFICULTÉS

- I. La récession de l'économie
- II. La lutte de la mort et de la vie
- III. La « revanche » des sociétés de la « terre »
- IV. La crise sociale et morale de l'Europe
- V. L'intervention de l'État
- VI. Les débuts d'une nouvelle civilisation économique

DEUXIÈME PARTIE : LES SYMPTOMES D'UN MONDE NOUVEAU

- VII. La prise de possession du monde : les moyens
- VIII. La prise de possession du monde : l'élan commercial
- IX. Le grand élan conjoncturel
- X. L'« explosion » démographique
- XI. Les doctrines de l'abondance

TROISIÈME PARTIE : LES ORIGINES DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

- XII. La « révolution technique »
- XIII. Les origines de l'industrialisation
- XIV. Puissances et faiblesses du capitalisme financier
- XV. Hésitations et résistances des sociétés rurales
- XVI. La montée des forces sociales nouvelles : l'ascension bourgeoise
- XVII. La montée des forces nouvelles : le monde du travail

ÉPILOGUE : LE MONDE FACE A L'EUROPE

ANNEXES

DE L'ÈRE DE LA TRADITION A L'AUBE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

1 — Puissance et faiblesses du XVI^e siècle —

Au cours des cent cinquante années qui séparent la découverte de l'Amérique des troubles de la Fronde et de la Première Révolution d'Angleterre, le grand xvi^e siècle avait connu des expansions triomphantes, des succès éclatants, des évolutions prometteuses. Tandis qu'une poussée commerciale sans précédent et des mouvements migratoires sensibles assuraient la maîtrise d'une Europe débordante de vie et de richesse sur un monde démesurément élargi, les techniques marchandes et bancaires, et bien entendu aussi celles des transports maritimes, profitaient de perfectionnements décisifs, qui permettaient un accroissement considérable du volume des échanges. Ainsi, s'affirmait la puissance du « Vieux Continent », ferment et moteur de ce que Pierre Chaunu appelle une « Économie-Monde »; et des mouvements, partis des rives occidentales de l'Atlantique, voire du très lointain

« Pacifique des Ibériques », entraînaient de profondes réactions sur ce qui, déjà, ressemble à une conjoncture européenne. Déjà, les rythmes des départs des flottes, vers le Nouveau Monde et vers l'Asie, celle des Indes, des îles de la Sonde et des Moluques, les rythmes de leurs « retours », orientaient, dans les grandes places maritimes et continentales de l'Europe, les spéculations et les espoirs. Enfin, les arrivages croissants des « trésors » du Potosi introduisaient massivement, dans l'économie continentale, des masses considérables de numéraire, qui alimentaient la prospérité et superposaient, aux grands circuits commerciaux, des circuits monétaires et bancaires, générateurs d'un resserrement des relations internes et d'une circulation sans cesse plus intense des produits et des capitaux.

Cependant, ces éléments de puissance et de grandeur ne doivent pas faire illusion. Derrière ces transformations évidentes, l'Europe et le monde entier demeuraient largement ce qu'ils étaient depuis des siècles et les secteurs majoritaires des économies et des sociétés en restaient encore, aux environs de 1640-1650, au stade de la « société traditionnelle », telle que Rostow la définit. En marge du monde brillant des grands marchands banquiers, de toute une bourgeoisie audacieuse qui monte à l'horizon de l'histoire, l'Europe et le monde du milieu du xvii^e siècle se présentent en écrasante majorité comme dominés par la stagnation. La terre reste la base primordiale des activités économiques, elle englobe au moins 90 % de la population mondiale, des grands domaines du Mexique à ceux de l'Europe et aux régions surpeuplées de l'Asie orientale : elle impose ses cadences immuables, ses méthodes ancestrales, ses rythmes lents; elle engendre, sous des formes sans doute très différentes, mais également contraignantes, des rapports sociaux de domination et de sujétion, qui entravent le progrès agricole. Elle constitue ainsi l'élément essentiel de freinage, qui amortit l'impact des grands mouvements, au fond superficiels, de l'économie d'échanges sur des structures décidément et fermement archaïques. Bien plus, si le commerce et la banque procèdent de techniques raffinées, la production industrielle est loin de suivre leur mouvement; elle reste, elle aussi, au stade élémentaire de la dispersion, dans les villes et dans les campagnes, au sein d'innombrables ateliers artisanaux ou familiaux, que l'on retrouve d'un bout à l'autre de l'Europe, mais aussi dans toute l'Afrique du Nord, dans le Moyen-Orient, dans l'Asie « féconde », de la Perse au Japon.

Ainsi, quelle qu'ait été la portée, à long terme, des grands ébranlements dont le xvi^e siècle fut l'instigateur, les formes de la société féodale ou seigneuriale, les aspects primitifs de la production, les mentalités aussi restent très largement tributaires d'un « long Moyen Age », qui se prolonge en pleine période moderne, avec son accompagnement de calamités « classiques »,

les « pestes », les crises alimentaires et les famines, les terribles « mortalités », qui en sont la conséquence inéluctable.

2 — L'accélération de l'histoire _____

Pourtant, dans ce monde en grande partie voué à l'immobilisme et à la souffrance, le siècle et demi qui s'étend de la guerre de Trente Ans aux prodromes de la Révolution va se révéler décisif. Sans doute, peut-il paraître excessif de parler d'« accélération » dans un ensemble planétaire qui, au sein de cette longue phase préindustrielle, ne connaît, au maximum, que de lentes et très progressives mutations. Malgré tout, imperceptiblement d'abord, en cette seconde moitié du xvii^e siècle, si trouble et si contradictoire, puis de plus en plus nettement, à partir des environs de 1730-1750, des traits symptomatiques ne vont cesser de s'affirmer, qui rompent avec les continuités du passé. Au sein des économies et des sociétés européennes apparaissent des éléments novateurs, des mentalités différentes, tandis que se modifient, dans le domaine capital de la production, industrielle surtout, mais aussi agricole, des formes que les changements du xvi^e siècle avaient laissé intactes. C'est, nous le verrons, autour des premiers balbutiements de ce qui sera, plus tard, le phénomène d'industrialisation, que se produisent, dans les pays les plus avancés, les manifestations préliminaires à un « démarrage », qui, par la suite, bouleversera les économies et, par une conséquence inéluctable, les sociétés de l'Europe, puis du monde entier.

3 — La position du problème _____

■ Ainsi, la période que nous envisageons se présente comme une période de caractère mixte. D'un côté, elle reste profondément engagée, jusqu'à son terme, dans l'ère des économies et des sociétés préindustrielles ; si certaines branches d'activité se révèlent animées par un puissant capitalisme commercial, ou même bancaire, peut-on considérer qu'il s'agit d'un fait bien nouveau ? Mais, par ailleurs, si l'« industrie », en tant que telle, est à peu près aussi ancienne que l'humanité, l'« industrialisation », s'opposant au concept « statique » de l'industrie traditionnelle, se présente comme un phénomène

DE LA TRADITION A LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

totalelement neuf; elle se fonde sur la diffusion constante d'un machinisme sans cesse plus perfectionné, d'une concentration géographique, économique et financière toujours plus compréhensive, d'investissements cumulés, d'une production en mouvement. Or, une grande partie de ces signes d'un monde nouveau apparaissent, progressivement, entre les environs de 1650 et les alentours de 1789; ils annoncent, bien que de façon inégale, un avenir prometteur : « cette civilisation de la croissance » qui est actuellement nôtre, entraînée par des cadences et des rythmes sans cesse accélérés. Si, à l'aube de la période révolutionnaire et impériale qui, au-dessus et au-delà des catastrophes qu'elle engendre, introduit la planète dans un univers radicalement différent de celui du passé, l'évolution n'est pas accomplie, elle se dessine très nettement et la « Société Industrielle » se profile déjà à l'horizon de l'Histoire.

Comment de telles transformations ont-elles été possibles? Par quelles phases, quelles vicissitudes, quels chocs le monde, et tout spécialement l'Europe, ont dû passer pour aborder ces « terres nouvelles »? Dans quelles conditions les structures de la production et de l'échange se sont-elles modifiées? Dans quelle mesure aussi les modifications proprement économiques ont-elles été liées à des mutations décisives dans la composition des classes et des groupes sociaux, ainsi que dans leurs rapports mutuels? Enfin, dans quel sens ont agi les mentalités sociales, les comportements sociaux et quelle fut leur place dans l'évolution d'ensemble? C'est à toutes ces questions primordiales que notre ouvrage s'efforcera de répondre, en s'appliquant à faire la part de l'économique, du social, du moral et du mental, dans cette évolution complexe et foisonnante de vie qui amènera une partie essentielle de la planète, en moins de 150 ans, au bord des émouvantes et redoutables réalisations du monde contemporain.

Première partie

L'ère des difficultés

Pourtant, cette transformation prometteuse semblait débiter sous les plus mauvais auspices. Dès les environs de 1620, et surtout à partir de 1640-1650, s'étend sur l'Europe entière et, semble-t-il, sur un monde qui présente déjà une relative cohérence, une période de difficultés, dont les répercussions se prolongent jusqu'aux environs de 1730. Après le « beau » xvi^e siècle, le dur, le « tragique » xvii^e siècle étend son ombre sur les économies et les sociétés. A l'ère des expansions paraît succéder celle des récessions, qui privilégie les structures et les forces du passé.

Sans doute, tout n'est pas faux, et de loin, dans cette vue des choses. Pourtant, depuis plusieurs années, les recherches de certains historiens de pointe nous ont amené à nuancer nos interprétations. A René Baehrel, le xvii^e siècle provençal apparaît comme une période de croissance, donc de prospérité, contrastant avec un xviii^e siècle « déclinant », et les études menées par Michel Morineau, dans le domaine des rendements agricoles, aboutissent à des conclusions qui ne semblent pas substantiellement différentes. De son côté, Emmanuel Le Roy Ladurie, assisté d'une vaillante équipe, semble reculer le point de départ de la « crise du xvii^e siècle » aux environs de 1680, voire de 1690, au terme d'une longue et patiente enquête, menée à l'aide des baux de dîmes sur la production agricole dans les principales régions françaises.

Allons-nous donc renverser la vapeur et bouleverser de fond en comble ce qui paraissait acquis? De fait, nous ne nous hasarderons pas totalement sur des voies encore insuffisamment fondées. Du moins serons-nous amenés à montrer que, dans ce xvii^e siècle des difficultés et des périls, les ombres n'obscurcissent pas entièrement le tableau. Des contradictions s'affirment, des points lumineux apparaissent; à travers les misères et les crises se forge lentement un avenir neuf.

1. Les conditions générales
2. La crise du commerce mondial
3. Les conséquences

CHAPITRE I

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE

1 — Les conditions générales —

Caractères et dimensions du mouvement long

Il paraît fermement acquis que la majeure partie du xvii^e siècle est le siège d'une récession de longue durée, d'une phase B, pour reprendre la terminologie de l'économiste François Simiand. Du domaine des prix, où le mouvement fut tout d'abord décelé, les recherches des historiens l'ont traquée dans celui du commerce, des revenus et, plus incomplètement, dans celui de la production. Partout se manifeste une chute inexorable, génératrice d'une paralysie lente de l'économie, que les esprits les plus aigus, parmi les contemporains, tels un Boisguilbert, ont dénoncée avec une remarquable netteté. C'est donc à une crise globale que nous avons affaire, qui met en cause les structures et secoue durement la conjoncture courte, en la soumettant à des épreuves accentuées.

Sur les dimensions du mouvement, les perspectives sont variables. Si l'on se fie au mouvement des prix, ainsi qu'à divers indices d'ordre commercial ou monétaire, il semble actuellement acquis que, dès les environs de 1620-1630, la récession atteint l'Europe méditerranéenne; elle ne débute que plus tard en Europe occidentale et dans l'Europe du Nord, où elle se fait attendre, jusque vers 1640, 1650, voire même 1660 en Pologne et en Russie. Malgré tout, à partir des années 1640, et principalement de la « rupture de la Fronde », qui a son équivalent dans presque toutes les contrées du continent, le branle est donné, et pour longtemps.

Ce n'est pas avant les environs de 1730, voire même de 1740, ou 1750, que se fera sentir le renversement de la tendance longue. Si la France, ainsi que M. Labrousse l'a péremptoirement démontré, sort du marasme dès 1730-1733, les pays du Nord, l'Angleterre, l'Allemagne, plus tardivement atteints parfois, devront attendre plus longuement l'heure du redressement.

Le problème des causes

Une crise d'une telle envergure pose, tout naturellement, mais de façon redoutable, le problème de ses causes. Et si, en la matière, les théories sont nombreuses, aucune série d'explications valables n'a été fournie. Sans doute, les effets de la guerre sont souvent allégués, non sans motifs. La guerre est perpétuelle, au moins jusqu'aux environs de 1715, et elle met sans cesse en cause les forces vives de l'Europe, ce moteur de la planète. Guerre de la France et des Habsbourg génératrice de multiples coalitions, depuis celles de la guerre de Trente Ans, qui ne trouve sa conclusion qu'en 1648 et 1659, jusqu'aux innombrables conflits de l'ère louis-quatorzienne, de la guerre de Dévolution à la guerre de Hollande, de la guerre de la Ligue d'Augsbourg à celle de la Succession d'Espagne; guerres du Nord, qui opposent la Hollande à la Suède, la Prusse à la Suède, la Suède à la Russie; si, en 1660, une sorte d'équilibre semble établi par la paix d'Oliva, les conflits reprendront au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle, et ils atteindront leur paroxysme à l'époque de Charles XII, au début du siècle suivant. Bien plus, ces luttes incessantes se doublent de rivalités maritimes et coloniales, où, après avoir mis fin à l'expansion des Ibériques, Hollandais, Anglais et Français se disputent la domination de la mer de l'Atlantique, de l'océan Indien, voire de la Méditerranée. Comment s'étonner que bien des historiens aient rendu la guerre responsable de déclenchement et de l'approfondissement du mouvement long?

Pourtant, ainsi que Gaston Imbert le fait très judicieusement observer, l'influence de la guerre est ambiguë; si elle peut exercer des effets dépressifs, à court et à long terme, par les perturbations monétaires qu'elle provoque, par la stagnation commerciale qu'elle peut entraîner, par les crises alimentaires et démographiques qu'elle engendre, elle peut fort bien se révéler, en sens inverse, comme un élément d'expansion, comme un stimulant de la production et de l'activité économique générale, par les commandes et les livraisons qu'elle suscite. Peut-on croire aussi que le ^{xvi}^e siècle prospère fut plus pacifique que le ^{xvii}^e, « récessif »? Et ne peut-on remarquer que le retour à la paix, après 1715, ne mit pas fin à la dépression.

Dans ces conditions, on a fait appel à la « famine monétaire », à la réduction relative du stock métallique par rapport aux besoins de l'économie; mais, nous le verrons, le problème est complexe et l'effet est souvent pris, en la matière, pour la cause. Invoquons-nous, en suivant Emmanuel Le Roy Ladurie, la faiblesse technologique, l'insuffisant essor de la production agricole par rapport à la population; mais il s'agit d'un phénomène chronique. Suivons-nous E. J. Hobsbawm qui voit, dans la crise du ^{xvii}^e siècle, les effets d'un divorce entre la nouvelle économie, d'essence capitaliste, et les vieilles structures qui bloquent son élan? Le problème demeure à peu près entier.

2 — La crise du commerce mondial —————

L'effondrement de la puissance dominante

Si les causes profondes du mouvement nous échappent encore, du moins pouvons-nous en percevoir les mécanismes. Et, dans ce domaine, l'effondrement commercial de l'Empire espagnol apparaît bien comme le phénomène central.

Les symptômes externes

Dès la première moitié du ^{xvii}^e siècle, le système ingénieux centré sur Séville et sur la fameuse « Carrera » donnait des signes évidents de faiblesse, sous les coups très rudes que lui portaient, dans l'Atlantique, les flottes hollandaises et anglaises, d'autant plus audacieuses qu'elles se fondaient sur de nombreux et solides points d'appui. La sécession du Portugal, en 1640, la révolte catalane, la même année, sonnaient le glas d'une domination

mondiale, elles annonçaient une décadence définitive, qui sera sanctionnée par les traités de Westphalie (1648), qui légalisent l'indépendance et la force économique de la Hollande, et des Pyrénées (1659), qui semblent livrer l'Europe aux armées et à la pénétration françaises, tandis que le traité de 1667 consacre la jeune gloire de l'Angleterre.

Sans doute, l'Espagne conserve son immense Empire américain, du Mexique à la Plata et à la Terre de Feu; elle reste présente aux Philippines. Mais le grand élan commercial, qui l'avait soulevée durant plus d'un siècle et qui avait fait de la conjoncture de son Empire celle de l'Europe, est brisé, et sa défaite politique n'est que le symptôme de phénomènes beaucoup plus profonds. La grande puissance dominante du xvi^e siècle, celle qui, par Séville, assurait une bonne partie — peut-être 80 % — du commerce mondial, s'écroule et sa chute met en cause l'ensemble du commerce et de la conjoncture planétaires.

La mesure du déclin

Grâce à l'immense effort accompli par Pierre et Huguette Chaunu, il nous est possible de mesurer statistiquement cette décadence. Certes, ainsi que le fait remarquer Pierre Jeannin, à propos des importantes statistiques du Sund, qui, avec celles de Séville, constituent pour la majeure partie du trafic européen, notre grande source documentaire, il ne convient pas de surestimer la représentativité des séries obtenues. Les chiffres du grand commerce peuvent porter sur des produits de luxe, dont le marché est socialement limité. Il n'est, d'autre part, pas sans danger d'assimiler le volume des échanges à celui des économies : à l'ère préindustrielle, où les rythmes de la production et de la population sont lents, de larges fluctuations du commerce extérieur peuvent induire en erreur sur l'orientation réelle de la conjoncture interne; et l'on se demande, à juste titre, si elles peuvent permettre de définir exactement les rythmes du monde.

Cependant, les chiffres recueillis sont impressionnants, et, finalement, significatifs. Le commerce sévillan qui, après le « sommet » de 1609-1610, avait subi un affaiblissement constant, de 1620 à 1650, atteint, au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle, de très bas niveaux. Les départs de Séville pour les Indes occidentales représentaient, dans les années 1640-1650, une moyenne annuelle de 25 navires et 8 500 tonneaux (contre 55 navires et 19 800 tonneaux pour la période 1600-1604); ils se réduisent à 8 navires et à 2 640 tonneaux pour les années 1701-1710, tandis que les retours tombent de 9 850 tonneaux à 2 310 tonneaux. La chute est donc de 69 % pour les allers, de 76,5 % pour les retours. Le Monopole, jusqu'alors théori-

quement incontesté, se trouve de plus en plus tourné par une contrebande sans bornes, tandis que l'effondrement financier de la « Carrera », l'usure des navires, la décadence et la corruption de l'administration rendent les relations de plus en plus discontinues entre une Espagne ruinée et un Empire qui se morcelle en une série d'entités régionales. Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, le trafic de la péninsule est entre les mains des étrangers, qui en tirent tous les profits, aux dépens d'un pays qui se meurt. A Cadix, en 1691, sur 53 millions de livres de marchandises parvenues dans ce « succédané » de Séville, plus proche de la mer, les Français en absorbent 25 %, les Hollandais 19 %, les Anglais 11 %, les Génois 21 %, l'Espagne se contentant, pour sa part, de 3,8 %.

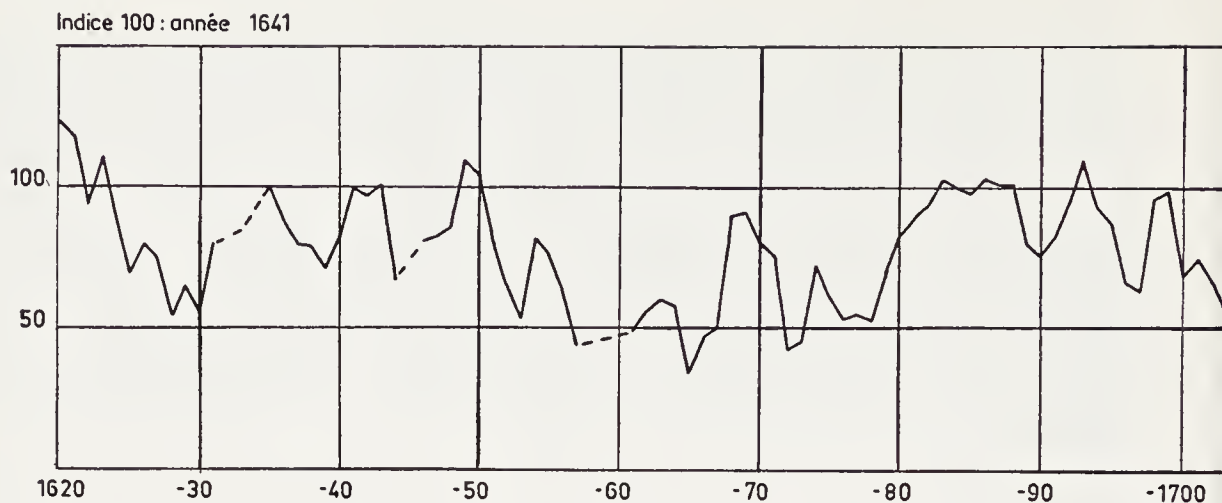
Conjoncture ibérique et conjoncture mondiale

Cette décadence n'est vraiment grave que dans la mesure où elle est celle de tout un univers, et peut-être même celle de la majeure partie de la conjoncture mondiale. Ainsi que Pierre Chaunu et après lui, Louis Dermigny, l'ont **démontré** de façon péremptoire, une corrélation à peu près totale se manifeste entre la conjoncture atlantique et celle du Pacifique. Des ports de la Nouvelle Espagne à ceux d'une partie de l'Europe et aux havres philippins et indonésiens, c'est une descente analogue que nous constatons, témoignage d'une économie déjà mondiale et de puissantes et étroites liaisons entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie par l'Atlantique et le Pacifique.

Les entrées dans la caisse de Manille dénotent par exemple une chute de 70 % entre les périodes 1616-1620 et 1686-1690, tandis que les droits de douane perçus aux Philippines s'effondrent dans la proportion de 20 à 1. Des environs de 1650 à ceux de 1685, la dépression, partie de l'épicentre philippin, se propage vers la Chine, par Macao et Formose, cette Chine qui, dès 1640-1644, connaît une période dépressive, génératrice de troubles politiques, de catastrophes **démographiques** et économiques, où s'effondre la prospère et puissante dynastie des Ming. La bourrasque, qui avait affecté dès les années 1630-1640 le Japon, atteint l'Inde à son tour, frappée par une fiscalité d'autant plus lourde que les activités industrielles déclinent, par de redoutables famines et aussi par de perpétuelles guerres intestines.

Ainsi, au moins jusque vers 1680-1685, se manifestent, dans la dépression longue, d'impressionnants synchronismes qui s'étendent à une large fraction du continent européen. L'analyse des trafics du Sund, heureusement conservés grâce à la publication de Nina Ellinger Bang, revêt une particulière importance. A partir des environs de 1649-1650, ils traduisent une contraction

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE



LA CRISE COMMERCIALE DU XVII^e SIÈCLE : LE TRAFIC DU SUND (1620-1733)

Chiffres annuels des passages de navires. Indices-base : 1641 = 100.
D'après Nina ELLINGER BANG, *Tables de la navigation et des marchandises passant par le Sund*, Copenhague-Leipzig, 1^{re} tranche, t. I, 1906; 2^e tranche, t. I, 1930, par Karl KORST.

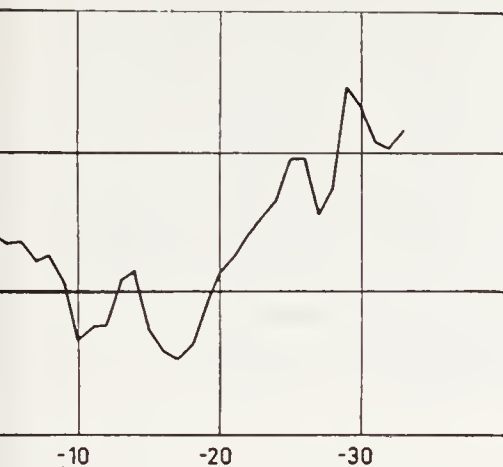
évidente, paroxystique, dans la période 1650-1670, et qui se poursuivra jusqu'aux environs de 1715, voire de 1730.

Les résistances

Pourtant, dans cette récession vraiment mondiale, des exceptions de taille se dessinent; elles la rendent plus significative.

Tandis que s'effondre le monde des Ibériques, la Hollande et l'Angleterre élèvent leur puissance commerciale nouvelle. Sans doute, dans l'Atlantique, leurs succès apparaissent fort limités, le rêve d'un Brésil néerlandais s'étant révélé vain, dès 1654, tandis que les établissements britanniques sur les côtes de l'Amérique du Nord restent fragiles, que les colonies de la Jamaïque (1655) et des Bermudes (1684) demeurent modestes. Par contre, la « revanche extrême-orientale » privilégie les nouveaux venus.

Installés solidement à Batavia (1619), à Malacca (1641), les Hollandais étendent leurs prises à l'Inde, à Ceylan, aux îles de la Sonde; ils s'établissent au Cap (1652), à Aden, à Mascate, à Cochin (1663), à Singapour, à Batavia, tendant, sur les grandes routes de l'Extrême-Orient, une chaîne aux maillons serrés de comptoirs et d'entrepôts, qui enveloppent une Chine à la fois hostile et convoitée. Dès 1638, ils s'étaient fait ouvrir par un Japon qui se repliait



sur lui-même l'îlot de Deshima, face à Nagasaki, générateur de profits considérables et exclusifs. Plus timidement, les Britanniques occupaient Madras, en 1640, et fondaient un comptoir à Bombay (1662), en attendant de s'installer, en 1686, près de Calcutta.

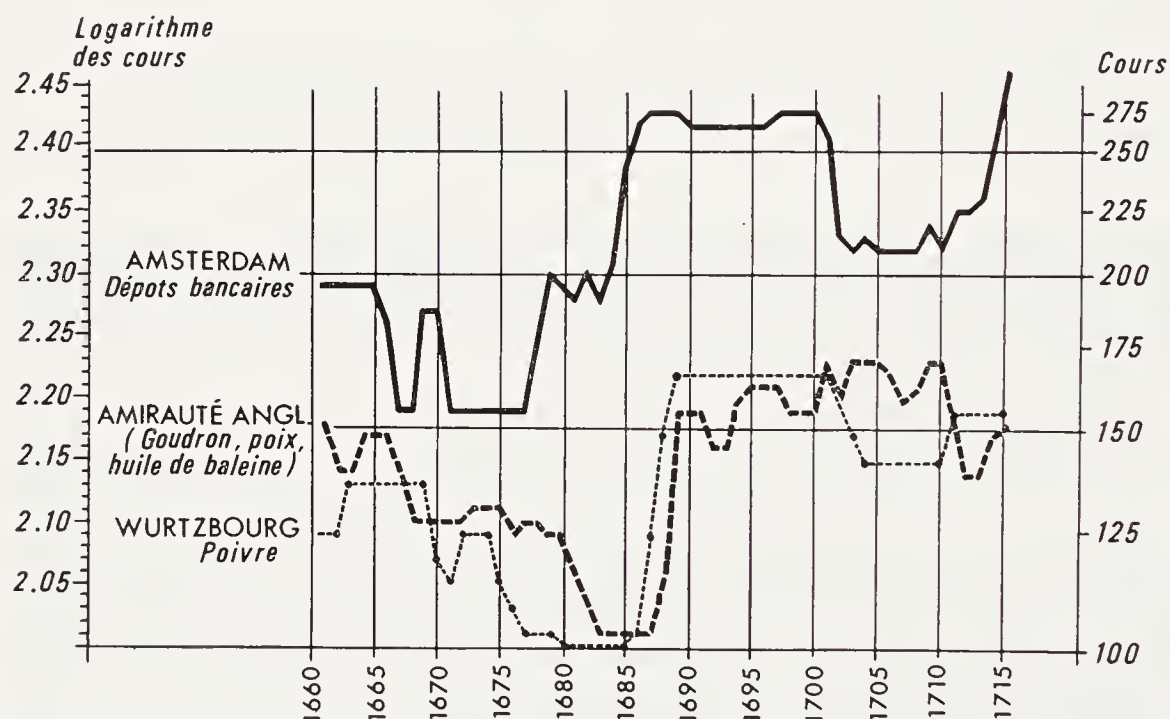
Alors qu'une bonne partie de la planète subit durement la crise commerciale longue, le trafic hollandais vers l'Extrême-Orient est en plein essor. Les ventes à Amsterdam des « retours » d'Asie montent de 72,9 millions de florins, pour la période 1639-1640 — 1648-1649, à 159 millions pour la décennie 1710-1719, soit un accroissement global de 54 %. De son côté, la Compagnie anglaise des Indes offre à ses commanditaires des dividendes qui atteignent 40 % en 1665 et 50 % en 1682, avant de connaître, après 1689, des difficultés accentuées, suivies d'une nouvelle phase d'essor.

De l'Inde, du Japon, et aussi de la Chine, par l'intermédiaire d'un « commerce d'Inde en Inde » qui ne cesse de s'enfler, parviennent en Europe, par Londres et Amsterdam, les textiles (calicots et soieries), le thé, le sucre, le cuivre japonais indispensable à un continent qui manque de numéraire, échangés contre les draps européens, certaines matières premières et aussi l'or et l'argent des puissances maritimes de l'Occident, que renforcent les disponibilités locales, habilement attirées à Batavia par les Hollandais, habitués à tirer parti de tous les mouvements monétaires.

Hollandais et Anglais réalisent de considérables profits, qui assurent à leur commerce général une expansion sans précédent et une domination sans cesse plus large sur les relations de l'Europe. Intermédiaires « obligés »

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE

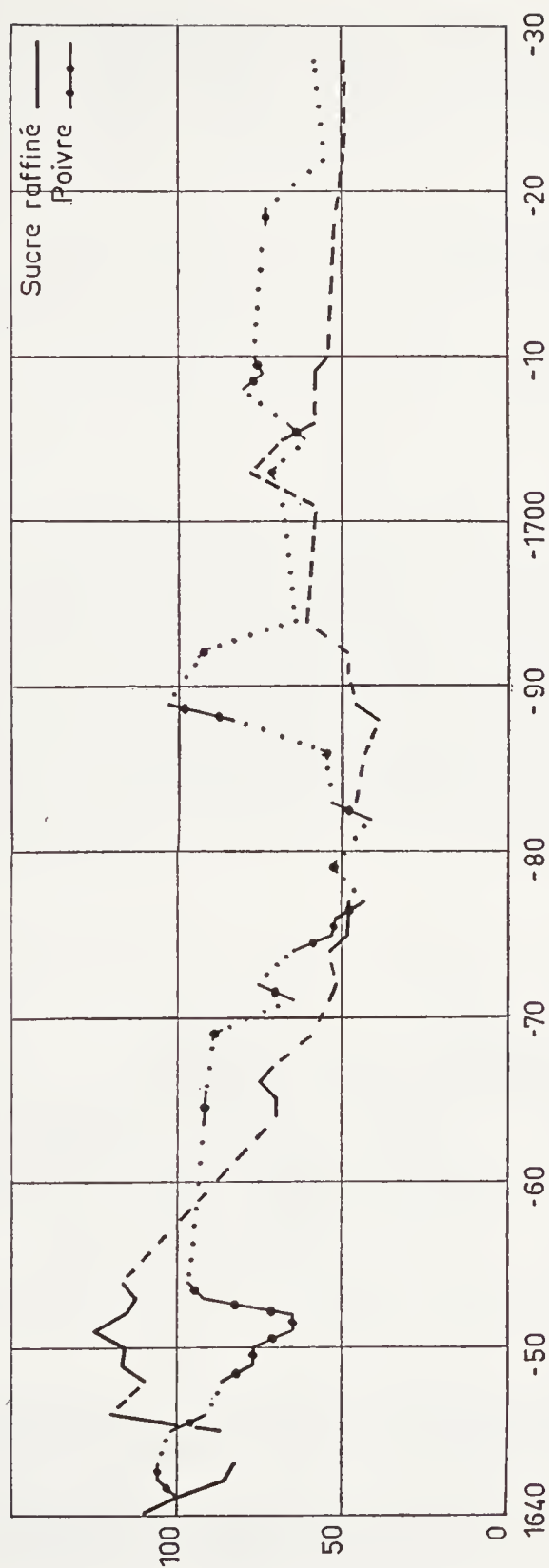
entre l'Europe du Nord et l'Europe de l'Ouest et du Sud, trafiquants « universels », les Hollandais le restent jusqu'en 1715. Quant au commerce britannique, il ne cesse de croître en volume, tout en modifiant, de façon significative, ses structures. De 1660 à 1700, les exportations britanniques montent de 4,1 millions de livres à 6,4 millions de livres (soit de 36 %), tandis que les importations s'élèvent de 4,4 millions de livres à 5,8 millions de livres (soit de 24 %). Surtout, les lainages, qui fournissaient, en 1640, 80 à 90 % des exportations, n'en représentent plus que 47 %, en 1700, et les réexportations des produits de l'Inde et de l'Amérique à destination de l'Europe — le tabac, le sucre, les cotonnades — connaissent une remarquable croissance.



BAISSE LONGUE ET REDRESSEMENT DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE
AU XVII^e SIÈCLE (1660-1715)

D'après Jean MEUVRET, « Les mouvements des prix de 1661 à 1715 et leurs répercussions », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, n° 5-6, 1944, p. 109.

Ainsi s'affirmaient de nouvelles dominations, qui assuraient le relais des puissances anciennes, tandis que, de 1660 à 1690, la flotte et le commerce français effectuaient de sensibles progrès; 273 navires quittaient La Rochelle, de 1670 à 1679, 411 de 1680 à 1689. Malgré tout, c'est dans une conjoncture



LA BAISSÉ DE LONGUE DURÉE DES PRIX COLONIAUX (1640-1728)

Sucre raffiné et poivre sur le marché d'Amsterdam.

Indices-base : 1641 = 100.

D'après N.W. POSTHUMUS, *Inquiry into the History of Prices in Holland*, Leyde, Brill, 1946, t. I, pp. 138 et 174.

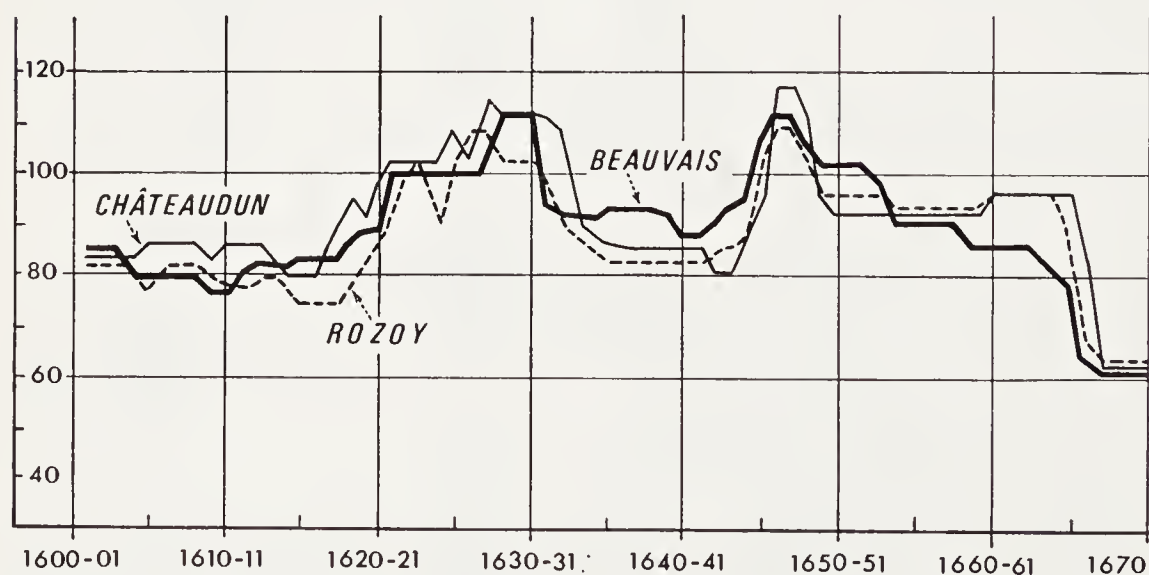
générale de contraction que s'effectuaient ces progrès. S'ils revêtent, pour le présent et pour l'avenir, une grande valeur, ils ne parviennent pas à masquer les redoutables conséquences d'une récession presque universelle.

3 — Les conséquences

La baisse conjoncturelle

Le mouvement des prix

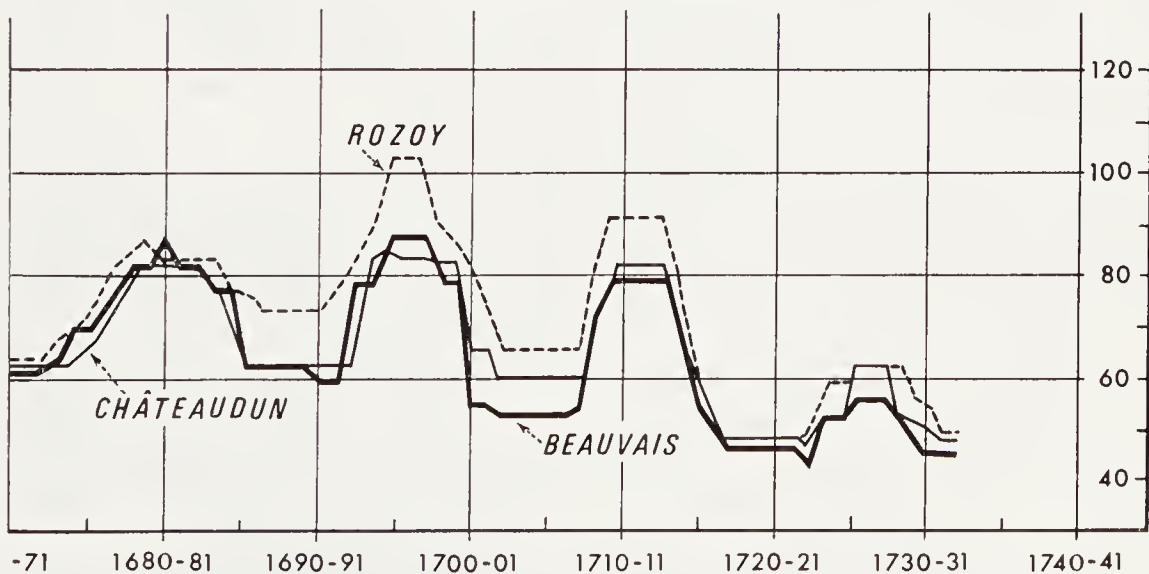
C'est, avant tout, par le mouvement des prix que se mesurent les difficultés et les vicissitudes d'une période contrastée, qu'il s'agisse des mouvements longs et aussi des fluctuations à courte période, dites cycliques. Il serait incontestablement souhaitable de pouvoir mesurer toutes ces perturbations à l'échelle planétaire, de la Chine à l'Amérique hispano-portugaise. En l'état actuel de la recherche, force nous sera de les envisager dans le cadre limité, mais de haute signification, d'une Europe qui est déjà, en grande partie, le moteur économique du monde, et aussi la caisse de résonance des ondes de choc les plus lointaines.



LA BAISSSE DE LONGUE DURÉE DES PRIX AGRICOLES : FRANCE
Mouvement des prix du froment : Beauvais, Beauce et Brie (1600-1732).

De ces fluctuations, les mouvements les moins sensibles aux contemporains, mais les plus déterminants, furent ceux de longue durée. Sans doute, les niveaux des prix sont-ils dans la période 1640-1730 très variables, et Fernand Braudel, à la suite de Jean Meuvret, a pu, surtout pour les céréales, opposer les prix bas de l'Europe du Sud aux prix élevés de l'Europe du Nord. Mais quelle que soit la valeur indicative de ces différences, elle s'efface devant le caractère international de la baisse. Qu'il s'agisse du poivre vendu à Amsterdam ou à Wurtzbourg, des prix des vins de Bourgogne et de Bordeaux, de ceux de l'étain anglais, des fers suédois débités sur le marché hollandais, des serges de Nouvelle-Castille ou d'Amsterdam, des laines de Ségovie, ou bien du froment de Rozoy-en-Brie et du seigle du « Nord », les séries témoignent, d'un bout à l'autre de l'Europe, et pour les produits les plus variés, d'une forte concordance tendancielle, jusqu'en 1715 et au-delà.

Certes, ainsi que nous l'avons fait valoir plus haut, des décalages se produisent au départ; ils isolent les prix méditerranéens, en baisse dès après 1620 ou 1630-1637, comme il apparaît nettement pour l'Espagne, grâce à la grande œuvre de E. J. Hamilton, des prix des pays du Nord qui, « frappés parfois précocement par le mal universel », selon l'expression de Pierre Deyon, en « guérissent », se libérant de la « tyrannie conjoncturelle », imposée jusqu'alors par le monde hispanique, à la faveur de la stabilité du florin, ou, paradoxalement, de la guerre de Trente Ans, qui stimule la demande. Mais le « décrochage » finit par se produire. Si l'on se fonde sur les prix d'Amsterdam,



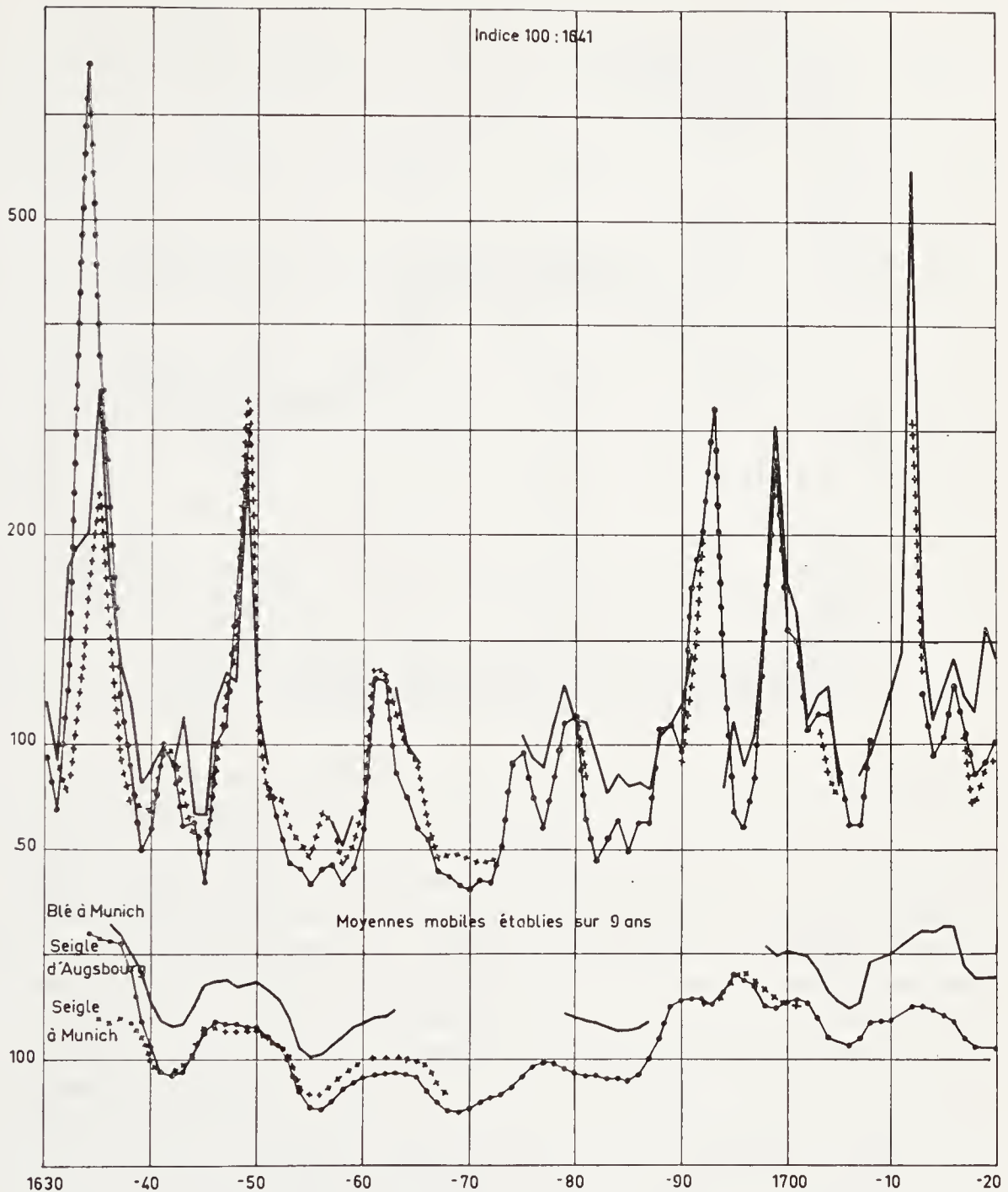
Indices-base : 1601-1650 = 100. Médianes mobiles de 11 ans.
D'après P. GOUBERT, *Beauvais et le Beauvaisis*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, t. II, pp. 92-93

réunis par Posthumus, sur les séries anglaises, constituées par Beveridge, sur les chiffres de Munich et d'Augsbourg, regroupés par Elsas, sur les statistiques nordiques, c'est à un ensemble de concordances que nous avons affaire. Dès les années 1640, la baisse se dessine en Allemagne et dans la France du Nord-Ouest; elle est retardée jusqu'vers 1650 en Angleterre et sur le marché d'Amsterdam; elle se fait attendre jusqu'vers 1650-1660 dans les pays baltes, en Pologne, en Scandinavie, en Russie.

Dès lors, dégagée des phénomènes inflationnistes qui, très souvent, la masquent, et exprimée en prix constants, la chute se révèle impressionnante. Les indices des prix agricoles essentiels, dans ces économies où la terre et ses produits sont primordiaux, calculés par W. Abel pour les principaux pays européens, témoignent, pour la France, d'une dépression de 100 à 59 entre les années 1626-1650 et 1681-1690; entre les périodes 1651-1700 et les périodes 1701-1750, elle varie de 100 à 84 pour l'Angleterre, à 75 pour la France, à 73 pour la Belgique, à 60 pour la Pologne. Mais, il ne s'agit, en l'occurrence, que de moyennes très larges; si l'on voit les choses de plus près, la profondeur de la récession apparaît beaucoup plus nettement. Ainsi, dans le Beauvaisis de Pierre Goubert, les indices du prix du froment tombent de 92 en 1634, à 42 en 1687, à 34 en 1732-1733, soit une perte de 63 %; de 1630-1637 à 1726-1735, compte tenu de la dépréciation de la livre tournois, la chute est de 50 %. A Munich, le prix du blé, qui avait atteint l'indice 232 en 1649, tombe à l'indice 67 en 1659, et, par la suite, il ne dépasse que rarement l'indice 100 jusqu'à la fin du siècle, voire jusqu'aux environs de 1730. Des mouvements identiques peuvent être observés sur tout le continent, de la Vieille-Castille à Winchester College et à Lwow, et pour toutes les régions françaises où l'étude a été faite, à l'exception de la Provence aixoise de Baehrel qui subit « les lois d'un autre monde ».

Mais, si les denrées alimentaires, avant tout céréalières, apparaissent fortement touchées par un mouvement général, les prix européens des matières premières et des produits industriels connaissent, eux aussi, bien que de façon parfois moins accentuée, des fléchissements identiques. Dans le Beauvaisis de la seconde moitié du xvii^e siècle, les laines et les filasses, le fer et le bois, sont fortement affectés par la baisse, de 1650 à 1680, puis se stabilisent à des niveaux inférieurs, tandis que les draperies se retrouvent, vers 1730, à des prix réels plus bas de 40 à 50 % que ceux qui se pratiquaient sous Colbert. A Lwow, le fer, monté en 1651-1660 à l'indice 219, tombe à la fin du siècle à l'indice 145.

Cependant, cette grande dépression ne s'accomplit pas d'un mouvement uniforme. Des inflexions grossièrement trentenaires, de caractère intercy-clique, l'accidentent, avec des « reprises », parfois assez longues, suivies de

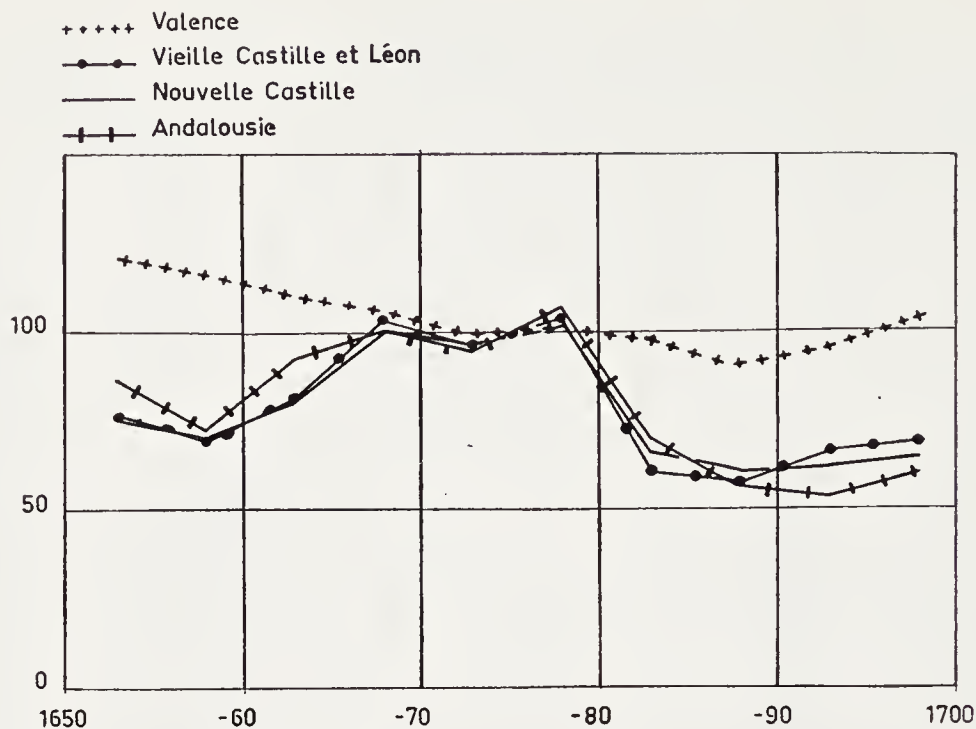


BAISSE DE LONGUE DURÉE ET REDRESSEMENT INTERCYCLIQUE :
LES PRIX CÉRÉALIERS EN ALLEMAGNE DU SUD (1630-1720)

Indices-base : 1641 = 100. Moyennes mobiles de 9 ans.

D'après M. J. ELSAS, *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland*, Munich, 1936, t. I, pp. 541, 560, 595.

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE



LA BAISSÉ DE LONGUE DURÉE DES PRIX : ESPAGNE (1650-1700)

Moyennes quinquennales des indices de prix « courants ». Indices-base : 1671-1680 = 100.
D'après E. J. HAMILTON, *War and Prices in Spain*, Cambridge, Mass., 1947, p. 121.

chutes plus accentuées. A ce point de vue, le « schéma beauvaisien » semble être reproduit, *grosso modo*, avec de multiples variantes locales, sur une bonne partie du continent. A la hausse des années 1630-1650, qui se répète en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, dans les régions de la Baltique, et dont l'aboutissement est le tragique « cycle de la Fronde », succède, de 1650 à 1672, une baisse générale, considérable et presque continue. De 1672 à 1687, un mouvement intercyclique marque, d'ailleurs de façon très inégale, un redressement temporaire, annonciateur d'une période cyclonique, qui s'étend, avec ténacité, de 1687 à 1717, suivie des environs de 1720 à ceux de 1730 par une phase assez atone, une fois levée l'hypothèque monétaire. Cependant, en Angleterre, les mouvements sont quelque peu différents : profonde dépression de 1650 à 1685; reprise de 1687-1692 à 1709-1710, puis chute lente jusque vers 1733-1743. En Espagne, une zone déprimée se dessine de 1650 à 1680; elle est suivie d'une reprise de 1680 à 1700, puis d'une alternance de creux et de bosses, de 1700-1715 à 1725-1738. Finalement, le fond de la crise semble bien se placer autour des années 1650-1680, le centre cyclonique étant suivi, dans une atmosphère générale de baisse, par une série de vicissitudes, sur lesquelles nous reviendrons.

Enfin, au-dessous de ces variations intercycliques, perçues directement et douloureusement par les contemporains, se détachent de terribles « tempêtes cycliques », porteuses de catastrophes de tous ordres. Le « cycle de la Fronde » (1645-1646 — 1656-1657) sera ainsi ressenti dans toute l'Europe, générateur de plusieurs poussées fantastiques, qui agissent, avant tout, sur les prix céréaliers; que l'on songe simplement qu'en Beauvaisis les deux « sommets » du cataclysme font monter les prix de plus de 200 % par rapport à leur niveau normal! Si la hausse de 1661-1662 rappelle celle du cycle précédent, le reflux est plus rapide. Mais la fin du siècle ramène les catastrophes : « cherté » de 1693-1694, où la hausse oscille entre 400 et 500 %; pointes aiguës de 1698-1699, de 1709-1710, — à la suite du fameux et terrible hiver —, de 1713-1714, de 1719-1720. Période effrayante, où des tempêtes d'une extraordinaire vigueur se succèdent sans répit : crises des mauvaises récoltes et de la rareté, où la hausse céréalière, fondamentale pour la vie même des populations, se double parfois d'une hausse des fromages et d'une crise de la viande.

Ainsi, se forme un complexe très particulier, où la baisse longue se trouve oblitérée par de brutales et désastreuses pulsations, qui, de façon assez différente, en doublent les effets. Mais, si du point de vue social et démographique, ces secousses revêtent une grande importance, il n'en reste pas moins que, du point de vue proprement économique, c'est la dépression séculaire des prix qui constitue le phénomène directeur.

La production et les revenus

La récession commerciale et la chute des prix ne pouvaient qu'agir sur la production. Sur la production agricole, que, sans doute, nous connaissons fort mal, mais qui, dans toute l'Europe, souffre d'autant plus qu'elle reste vouée à l'archaïsme, aux méthodes extensives et aux faibles rendements. Aussi, les ventes se font-elles à des taux de moins en moins rémunérateurs, dans des marchés de consommation souvent frappés par la dépopulation ou par la stagnation démographique et où l'offre se révèle surabondante. Pour la France, les études quantitatives d'E. Le Roy Ladurie et sa propre thèse témoignent d'effondrements massifs après 1660-1670, tandis que se multiplient ailleurs les symptômes indirects : abandons de terres, ralentissement des défrichements, des efforts de drainage, des conquêtes sur la mer aux Pays-Bas et dans les Provinces-Unies, où, entre les périodes 1615-1639 et 1715-1739, l'indice de la construction des polders passe de 418 à 100.

Plus nuancée semble la crise de la production industrielle, pour laquelle, il est vrai, nous ne disposons que d'indices bien faibles. Cependant, à Reims,

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE

le produit de la taxe sur les étamines se réduit des 5/6^e, tandis que la sayetterie amiénoise et la draperie languedocienne témoignent d'une baisse considérable d'activité; de 1650 à 1680, pas une fois on ne retrouve à Amiens, à Beauvais, à Reims, les hauts niveaux de production du début du xvii^e siècle, en dépit de quelques périodes de récupération, qui ne sont pas sans intérêt pour l'avenir. A Beauvais, 307 maîtres possédaient ouvroir en 1637, 179 en 1700, 187 en 1709, tandis que le nombre des métiers battants déclinait de près de 50 %, et que celui des apprentis tombait de 40 %; si la sergetterie s'y maintient tant bien que mal, la draperie y est l'objet d'une chute vertigineuse, qui se poursuit jusqu'en 1729, où les métiers se réduisent à 100, contre 400 un siècle plus tôt. De même, les grandes courbes de la draperie de Leyde, de la sayetterie de Hondschoote ou du textile de Pavie témoignent de profondes inflexions et l'ensemble des industries espagnoles connaît une période de sévères restrictions. Cependant, il est des secteurs abrités, que favorise la guerre, dans les industries sidérurgiques et de l'armement, dans la draperie ou dans la toilerie. Et l'on peut se demander si, dès avant la fin du siècle, les groupes industriels anglais et hollandais, entraînés par le commerce, n'ont pas connu une réelle prospérité.

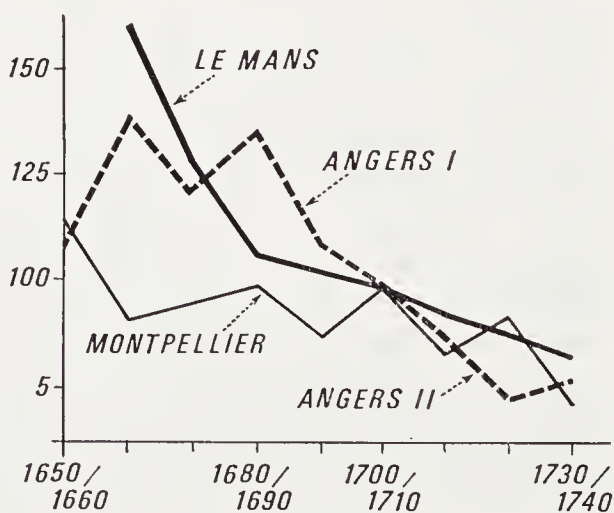
Il n'en reste pas moins que, sur l'ensemble continental, les revenus sont en forte baisse. Si les salaires, pour des motifs que nous exposerons, résistent à la crise, si nos renseignements sont faibles sur le mouvement des profits commerciaux, la rente foncière qui, dans ces sociétés, constitue l'essentiel des revenus nationaux, ne cesse de fléchir tandis que s'effondre le prix de la terre et le profit rural. En Allemagne, la crise se révèle dramatique, au moins jusque vers 1690-1700; les seigneurs se voient obligés de contracter de gros emprunts pour reconstituer leurs exploitations, alors que les prix céréaliers

LA CRISE DES REVENUS FONCIERS AU XVIII^e SIÈCLE : FRANCE.

Mouvement des fermages, 1640-1720 (Le Mans, Angers, Montpellier).

Évaluations en équivalent-argent. Indices-base : 1700-1710 = 100.

D'après W. ABEL, *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur*, Hambourg-Berlin, 1966, p. 155.



ne cessent de baisser, que les redevances paysannes rentrent difficilement et que les salaires montent, faute de main-d'œuvre; par ailleurs, ils doivent acheter à des prix relativement élevés des produits industriels indispensables; aussi, beaucoup d'entre eux se trouvent dans une situation désespérée. Ce n'est que très lentement, entre les environs de 1700 et ceux de 1740, qu'ils parviendront à rétablir l'équilibre de leurs exploitations, en profitant de la chute des salaires et de l'extension des défrichements. En Angleterre, la situation des propriétaires n'est pas plus favorable, et, des années 1660-1680 aux années 1740-1750, la réduction de la consommation — on parle de « surproduction » agricole —, le poids excessif des impôts, la chute des prix de vente, qui ne sont plus rémunérateurs, mettent les exploitations dans un déficit permanent et contraignent les maîtres du sol à s'endetter, tandis que leurs domaines ne cessent de perdre de leur valeur; le mal est si profond qu'il dépassera de beaucoup les limites « normales » de notre période. Il n'en va pas de façon différente en France, où tous les indices régionaux que nous possédons se révèlent concordants, à de rares exceptions près, qui semblent concerner la région parisienne, du Languedoc au Beauvaisis, à la Bourgogne. Les propriétaires tentent bien de se défendre, en réduisant la durée des baux consentis, afin de pouvoir procéder plus facilement à des « réajustements », en convertissant des rentes en argent en rentes en nature. Mais, tous ces moyens apparaissent, le plus souvent, fort peu efficaces. Tandis que les rentes en argent souffrent de la dépréciation monétaire, et perdent une bonne partie de leur pouvoir d'achat, les rentes en nature s'arrangent, et les propriétaires, pressés par des tenanciers réduits à la misère, doivent consentir d'importantes réductions de taux.

Le chaos monétaire

La « famine monétaire »

Un pareil ébranlement de l'économie ne pouvait qu'entraîner de graves troubles monétaires. Certes, la circulation de la monnaie reste, en Europe, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, relativement très limitée. Dans les campagnes, dans les échanges de la vie courante, les versements de numéraire sont réduits au minimum, le troc et la compensation jouant un rôle essentiel. Dans les inventaires après décès, même de commerçants, les fonds de roulement se révèlent minimes; partout, le crédit est de règle, et, à côté des obligations et des lettres de change, monopole des classes aisées, les

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE

cédules se transmettent couramment au sein du monde rural, constituant une sorte de papier monnaie.

C'est que la « famine monétaire » sévit avec rigueur. Entendons-nous pourtant sur ce terme et sur sa portée. A mesure que le ^{xvii}^e siècle s'avance, les arrivées des « trésors » d'Amérique diminuent de façon inquiétante. Selon les calculs de E. J. Hamilton, les importations de métaux précieux en Espagne passent, par périodes quinquennales, de 31,3 millions de maravédís pour les années 1606-1610, à 3,3 millions pour la période 1656-1660, alors que les autres sources de numéraire sont rares. Par la suite, c'est la quasi-stagnation. N'oublions pas non plus que le stock monétaire est, à 97 %, un stock-argent, l'or jouant un rôle fort négligeable dans les transactions nationales, voire internationales.

Pour expliquer ce grand événement, des éléments variés ont été mis en avant. On a allégué l'épuisement des mines du Potosi et du Mexique. On a insisté sur la fragilité du mécanisme minier, générateur de longs circuits économiques et d'engagements spéculatifs et importants de capitaux par les marchands espagnols. Pourtant, aucune de ces raisons n'emporte la conviction, et l'on peut se demander, avec Pierre Deyon, si la baisse productive des mines d'Amérique n'est pas plutôt l'effet de la récession économique, génératrice d'une demande amoindrie, qui réduisait la rentabilité des mines et diminuait les chances de découvertes minières.

Les effets d'un tel phénomène ne sont pas, cependant, aussi automatiques qu'on pourrait le penser, et les relations entre les mouvements des métaux précieux et ceux de la conjoncture se révèlent complexes. Mais, s'il n'existe pas de « pouvoir magique » des rythmes de la production minière, il n'en demeure pas moins qu'à mesure que le siècle s'avance, la masse monétaire répond de moins en moins aux besoins d'une économie européenne, qui, après 1680-1685, essaye de lutter contre la crise et se heurte à une grave « étroitesse » d'argent.

Le désordre des monnaies

Cette situation dangereuse se complique d'une nette insuffisance de la monnaie scripturale et, plus encore, d'une mauvaise répartition du numéraire entre les États européens. Celui-ci ne fait que passer à travers la péninsule Ibérique, quand il n'est pas détourné par les étrangers, maîtres du commerce de l'Espagne, avant même d'avoir touché terre. Il se concentre en Angleterre et aux Provinces-Unies, tandis que la France, qui pourtant réalise de gros profits au-delà des Pyrénées par suite de la fixation de son change à des taux trop bas, voit des sommes considérables qui devraient lui revenir se

détourner de son territoire et se concentrer dans les banques de Londres et d'Amsterdam. Ainsi, s'opère, au profit de quelques centres privilégiés, un véritable drainage des métaux précieux, et partout ailleurs c'est la pénurie qui domine. Aussi, assiste-t-on à un progressif effacement du « règne de l'argent », remplacé par ce « parvenu » de mauvais aloi qu'est le cuivre : cuivres allemands, suédois, japonais surtout, envahissent les États, qui, obérés par la guerre, multiplient les émissions et provoquent une dangereuse inflation. En Espagne, la prime de l'argent sur le cuivre, ou billon, est de 50 % dès 1650, de 150 % en 1664, de 275 % en 1680; en Russie, la prime sur le rouble d'argent, en termes de roubles de cuivre, monte à 4 pour 1 en 1661, à 15 pour 1 en 1663.

De telles politiques aggravent la dépression économique, en favorisant la thésaurisation et en entravant les échanges, tandis que la bonne monnaie disparaît des marchés. Surtout, elles accentuent les difficultés des finances publiques, qui sont grandes dans tous les pays, mais surtout en Espagne et en France. Dès lors, le mécanisme des mutations monétaires apparaît, à des gouvernements aux abois, comme une sorte de panacée. L'État joue sur les taux de change ou d'équivalence qui, dans l'ancien système monétaire, existaient entre la monnaie réelle et la monnaie de compte; en France, les espèces effectives, louis ou écus, étaient évaluées en livres, sous et deniers, qui n'étaient pas « représentés » et qui ne figuraient que dans les écritures; il en allait de même ailleurs. L'État en difficulté pouvait alors faire varier, par ce qu'on appelait une **mutation nominale**, la valeur de la pièce en unité de compte. Cette variation pouvait se faire par une augmentation de la valeur du louis, ou « **surhaussement** », dont le corollaire obligé était la diminution de la teneur métallique de l'unité de compte, la livre tournois, ou « **affaiblissement** ». Inversement, l'« **abaissement** » de la valeur des monnaies réelles provoquait le « **renforcement** » de la monnaie de compte. Les gouvernements trouvaient, dans ces manipulations, des profits immédiats, en obérant l'avenir. L'affaiblissement permettait de reprendre les pièces anciennes, obligatoirement estampillées, à des cours avantageux pour le porteur, mais inférieurs au cours nouveau, la différence entre les deux cours constituant le bénéfice du roi; inversement, le renforcement faisait sortir de leurs cachettes les capitaux monnayés, qui risquaient de se déprécier dans les coffres et qui venaient s'investir dans les emprunts d'État, offrant au pouvoir une masse d'argent frais.

Par ce jeu subtil, se manifeste une alternance de phases inflationnistes et déflationnistes, d'autant plus dommageables que les gouvernements recourent de plus en plus fréquemment aux mutations, qui viennent se combiner avec les émissions de billon. C'est peut-être en Espagne que le phénomène

revêtira l'allure la plus redoutable; il aboutira à la catastrophe monétaire des années 1660-1680, qui nécessitera une série de mesures drastiques, clôturées par les « stabilisations » de 1686 et de 1693. En France, si Colbert, instruit par les enseignements de la Fronde, réussit à maintenir la stabilité monétaire, non sans de secrets déséquilibres à partir de la guerre de Hollande (1672), l'instabilité devient chronique à partir des édits de 1686, 1689 et 1695. Tandis que pullule la mauvaise monnaie, les mutations se multiplient, atteignant leur paroxysme à la fin du règne de Louis XIV, où l'on en dénombre parfois plusieurs dans l'année, et, jusqu'à la stabilisation de 1726, la situation restera constamment fluide. Finalement, à chaque renforcement, le niveau était légèrement inférieur à celui qu'avait atteint le renforcement précédent, et la monnaie de compte, en France et ailleurs, connaissait un affaiblissement graduel. Toutes ces alternatives déprimantes renforçaient, dans tous les secteurs de la conjoncture, l'influence dirimante de la récession commerciale.

Ainsi, à de rares et significatives exceptions près, le « cycle infernal » se trouvait bouclé. Du trafic international, au domaine des prix et de la monnaie, à celui de la production, toute une série de blocages freinait l'élan des économies et semblait mettre un terme aux subtiles et réciproques actions d'entraînement, qui avaient, au cours du xvi^e siècle, uni l'Europe et les grands espaces planétaires dans une commune expansion. Des « ruptures » d'une telle portée ne pouvaient que retentir sur la vie de l'humanité tout entière.

DOCUMENTS

1. La production mondiale des métaux précieux au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle : la “famine monétaire”

(en quintaux)

OR				
Années	Europe Afrique	Amérique	Total	Amérique %
1621-1640	30,5	48,2	78,7	61,2
1641-1660	30,5	48,2	78,7	61,2
1661-1680	30,5	48,2	78,7	61,2
1681-1700	30,5	55,4	85,9	64,5

ARGENT				
1621-1640	240	3 253	3 493	93,1
1641-1660	240	3 136	3 376	92,9
1661-1680	260	2 759	3 019	91,4
1681-1700	300	2 727	3 027	90,1

POURCENTAGE OR-ARGENT		
Années	Or	Argent
1641-1660	2,2	97,8
1661-1680	2,5	97,5
1681-1700	2,8	97,2

St. HOSZOWSKI, *Les Prix à Lwow*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1954, p. 61.

2. Les difficultés commerciales

LA CHUTE DU TRAFIC ATLANTIQUE DE SÉVILLE

Moyennes annuelles

	Années 1600-1604	Années 1640-1650	Années 1670-1680	Années 1701-1710
Départs de Séville pour les Indes Orientales :				
— Navires.....	55	25	17	8
— Tonneaux	19 800	8 500	4 650	2 640
Arrivées à Séville :				
— Navires.....	56	29	19	7
— Tonneaux	21 600	9 850	5 600	2 310

Pierre et Huguette CHAUNU, *Séville et l'Atlantique, Documents statistiques*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1955.

LES VICISSITUDES DU COMMERCE FRANÇAIS A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE

GUERRE ET PAIX : MOUVEMENT DU PORT DE SAINT-MALO

Chiffres globaux : Total entrées et sorties

Années	Nombre de bateaux	Tonnages	Années	Nombre de bateaux	Tonnages
1681.....	2 536	81 172	1691.....	1 070	32 904
1682.....	2 167	79 138	1692.....	787	25 354
1683.....	2 357	79 286	1693.....	812	31 117
1684.....	2 178	62 075	1694.....	977	32 767
1685.....	2 294	67 289	1695.....	1 276	51 231
1686.....	3 276	93 338	1696.....	1 078	44 550
1687.....	3 053	98 056	1697.....	1 101	41 575
1688.....	2 548	87 288	1698.....	2 216	84 958
1689.....	1 698	53 068	1699.....	1 958	79 754
1690.....	1 080	43 137	1700.....	1 710	66 166

Années de paix : 22 289 bateaux 745 065 tonneaux

Années de guerre : 9 972 bateaux 355 703 tonneaux

Jean DELUMEAU, *Le Mouvement du port de Saint-Malo à la fin du XVII^e siècle (1681-1720)*, Paris, C. Klincksieck, 1967.

3. La "revanche asiatique"

LA PUISSANCE DU COMMERCE HOLLANDAIS EN ASIE

MOUVEMENT DES VENTES DE LA COMPAGNIE HOLLANDAISE DES INDES ORIENTALES A AMSTERDAM

Valeurs totales, en millions de florins

Années	Valeurs totales
1639/40-1648/49.....	72,9
1649/50-1658/59.....	81,8
1660-1669	89,5
1670-1679	92,9
1680-1689.....	101,6
1690-1699.....	124,4
1700-1709.....	137,9
1710-1719.....	159,1
1720-1729.....	188,5
1730-1739.....	167,8

K. GLAMANN, *Dutch-Asiatic Trade*, Copenhague-La Haye, 1958, p. 16.

STRUCTURE DU COMMERCE HOLLANDAIS EN ASIE AU COURS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

Achats en valeur; Pourcentages

Catégories	1648-1650	1668-1670	1698-1700
Epices	17,8	12,05	11,7
Poivre	50,3	30,5	11,2
Sucre.....	6,3	4,5	0,2
Thé-Café.....			4,2
Drogues	8,5	5,8	8,2
Salpêtre.....	2,07	5,08	3,9
Métaux.....	0,5	5,7	5,2
Textiles.....	14,1	36,4	54,7
Divers.....	0,1	0,06	0,39

K. GLAMANN, *op. cit.*, p. 12.

LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE

LE COMMERCE BRITANNIQUE AU COURS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

(en milliers de livres sterling)

Exportations	1663-1669	1699-1701
Exportations de Londres	2 039	2 773
Exportations des autres ports	1 200	1 660
Réexportations.....	900	1 986
Total des exportations.....	4 139	6 419
Importations	1663-1669	1699-1701
A Londres	3 495	4 667
Dans d'autres ports.....	900	1 182
Total des importations.....	4 395	5 849

R. DAVIS, in *Economic History Review*, t. VII, n° 2, 1954, p. 161.

4. La crise commerciale du XVII^e siècle

LA FRANCE ET L'OBSTACLE DE LA MER

Nos draps sont aujourd'huy en bonne réputation et très bien reçus en Levant, pour le moins aussy parfaits que ceux d'Angleterre et beaucoup meilleurs que ceux d'Hollande. Ils s'y vendent avec une facilité avantageuse, qui devrait donner à ce commerce une bien plus grande étendue qu'il n'a, car il est certain qu'on y profite 20 à 25 %, et autant pour le moins, sur les marchandises qu'on en retire.

Cependant, la situation malheureuse de la Guerre ne nous permettant pas de chasser les corsaires, qui sont en grand nombre sur les parages, est cause que les assurances coustent 35 à 40 pour cent, que le frêt a doublé, par la raison du monde qu'on met sur les bastimens. Cela, joint avec les droits qu'on paye aux Turcs, avec les avaries qu'on paye

sur les Échelles..., et le ... tonnage que la Chambre de Commerce exige, absorbent les profits qu'on peut faire sur ce négoce. Car, quoy que ce que la Chambre de Commerce retire soit très considérable..., le peu de Commerce qu'on fait depuis quelques années en Levant ne luy fournit pas un revenu suffisant pour payer toutes les charges.

Aussy, la plupart des négocians de cette place ont cessé de faire ce trafic, pour attendre une conjoncture plus favorable et ne pas s'exposer à faire des pertes, qui pourraient les déranger. Elles n'ont esté que trop fréquentes depuis cette dernière guerre, les trois quarts des bastimens affectés à ce port ayant esté pris par les ennemis.

Rapport de l'inspecteur Cauvière, de Marseille, au contrôleur général Desmarets, 9 novembre 1708, Bibliothèque Nationale, Mss. f., 8037, f° 3 v°.

5. La crise des capitaux : le détournement des profits commerciaux vers l'Angleterre et la Hollande

PLAINTES DES MARCHANDS EN GROS DE
LILLE, 1698

La province de Lille devrait attirer tous les ans 3 à 4 millions en espèces; cependant, on n'y en apporte point et on n'en apportera jamais, tant que les choses seront sur le pied où elles sont, et que l'on ne laissera pas aux négocians la liberté de trafiquer des espèces comme d'autres marchandises.

Il y a trois choses principales, qui font que l'argent qui devrait venir en espèces passe en Hollande et en Angleterre : premièrement, la facilité qu'ont les négocians à trouver des vaisseaux anglois et hollandois qui viennent d'Espagne, sur lesquels ils mettent plus volontiers leurs effets que sur les vaisseaux françois, à qui ils ne se fient guère; 2^o, le prix qu'ils retirent des lingots ou castilles, ou réaux d'argent, qui est bien plus grand en Hollande ou en Angleterre qu'en France; 3^o, l'antipathie naturelle des Espagnols et des François, qui fait qu'ils se serviront plutôt des étrangers prêts à partir, d'autant qu'ils sont en défiance de

la fidélité ou de l'impuissance des François.

Pour attirer dans un Royaume des espèces d'or et d'argent, il faut au moins en payer la valeur et la connoître auparavant; mais c'est un secret que la France paroît ne pas vouloir apprendre; en Angleterre, ce sont les orphèvres qui achètent les matières d'or et d'argent; en Hollande, tous les gros négocians en font trafic, le prix n'en est pas fixé; celui qui en a plus de besoin en donne davantage. Le poids et le titre est la seule chose qu'on y examine, et, sur ce pied, il y a encore avantage à envoyer des matières en Hollande, parce que l'essai qu'on y fait est plus avantageux qu'en France...

Enfin, le prix exorbitant des changes de France en Hollande détermine les marchands à y faire mettre leurs matières d'or et d'argent, pour le payement des marchandises qu'ils en tirent, parce qu'autrement, ils perdroyent la plus grande partie de leur profit.

Comte de BOULAINVILLIERS, *État de la France*, Londres, 1737, t. III, p. 496.

6. L'emprise du commerce hollandais à la fin du XVII^e siècle

Si les Hollandois sont estimables par leur activité, ils sont aussi très à craindre... Dans les premiers temps de l'établissement de leur commerce en France, nos pères, dans beaucoup de villes, étoient plongés dans une entière indolence et réduits à cultiver nos terres. Les Hollandois envoyèrent alors des facteurs et commissionnaires, qui, par leur savoir-

faire, se rendirent maîtres de tout le commerce de la plupart des ports de mer, et même des villes au-dedans du Royaume.

Comme ils enlevoient nos denrées, on les regarda de bon œil. On prenoit d'eux des marchandises de leur commerce, ils entretenoient les détailliers : on les vit bientôt faire de grosses fortunes

dans toutes les villes du Royaume, et se retirer chez eux avec de gros biens, laisser d'autres facteurs de leur nation sur leurs affaires, qui successivement firent aussi leur fortune, pendant que nous nous bornions à leur faire la cour pour nous décharger de nos denrées...

Il n'y auroit point d'inconvénient, si ce qu'ils nous fournissent n'excédoit pas ce que nous leur fournissons. Les Hollandois, de leur part, nous ont dérobé ce grand commerce de la pêche de la baleine, qu'ils ont si bien établie, que c'est eux qui nous fournissent aujourd'hui la plupart de ces marchandises...

Le but que cette nation a de nous faire tort est si visible que, quoique les blés aient été fort chers chez eux et le soient encore assez, ils n'ont presque pas discontinué de faire faire des eaux-de-vie de blé, qui, jointes à celles qu'ils tirent des pays étrangers..., échoueront les nôtres...

Lettre de des Casaux du Hallay, député de Nantes, au contrôleur général, 1701, A.M. de BOISLISLE, *Correspondance des contrôleurs généraux*, Paris, 1883, t. II, pp. 483-496; in *Textes et documents d'Histoire*, Paris, Hachette, 1959, pp. 177-178.

7. La baisse longue des revenus en France

Leur diminution, qui a commencé en 1660, ou environ, continue tous les jours avec augmentation, parce que la cause en est la même, qui est la diminution des revenus des fonds, qui ne sont pas, l'un portant l'autre, à la moitié de ce qu'ils étoient en ce tems là... Ainsi, ceux qui avoient mil livres de rente en fond, n'en aiant plus que cinq cens, n'emploient plus des ouvriers que pour la moitié de ce qu'ils faisoient autrefois, lesquels en usent de même à leur tour, à l'égard de ceux desquels ils se procuroient leurs besoins, par une circulation naturelle, qui fait que, les fonds commençans le mouvement, il faut que l'argent qu'ils forment pour faire sortir les denrées qu'ils produisent, passent par une infinité de mains, auparavant que son circuit achevé, il revienne à eux. De manière que, ne

faisant ces passages que pour autant qu'il en est sorti la première fois, on peut dire qu'une diminution de cinq cens livres par an, en pure perte dans un fond, en produit une de trois mille livres par an au corps de la République, et, par conséquent, préjudicie extrêmement au Roy, qui ne peut jamais tirer autant d'impôts de sujets pauvres comme de riches.

Boisguilbert ajoute, au chapitre IV de son livre :

Les fonds sont diminuez de moitié pour le moins; parce que le prix de toutes les denrées est à la moitié de ce qu'il étoit il y a quarante ans, et les denrées souffrent cette diminution, parce qu'il s'en consomme beaucoup moins.

P. LE PESANT DE BOISGUILBERT, *Le Détail de la France*, édit. de 1707, 1^{re} partie, chap. III, p. 7.

8. Les blocages des économies à l'ère préindustrielle

Tout au long de ce livre, ...une relation au moins... paraît solidement établie : c'est la faiblesse technologique de la société, c'est son inaptitude à élever la productivité, son incapacité à augmenter durablement et définitivement la production, qui a créé le plafond contre lequel est venu, en fin de période, se briser l'essor, quasi biséculaire, de la démographie et de la petite propriété paysannes.

On est bien dans la situation qu'évoquait Pierre Vilar, à Stockholm, en 1960, de cette « société préindustrielle à évolution technique lente », où les « processus de croissance et de décroissance » restent dominés « par un jeu entre expansion de la démographie et plafond des ressources ». D'un bout à l'autre du grand cycle agraire, de 1500 à 1700, le produit brut mène ce jeu, du reste fort passivement, et par le simple poids de son inertie tendancielle. C'est lui qui incurve progressivement, et jusqu'à la recourber vers le bas, la courbe démographique, dont la trajectoire parabolique, d'allure balistique, évoque, à la perfection, ce freinage d'une société par son produit brut. C'est lui qui... induit les phénomènes de paupérisation; qui... par son incapacité à croître rend accablants les prélèvements accrus, qu'une production dynamique supporterait, au contraire, gaillardement... Enfin, la retombée, plus exactement l'inertie retrouvée, après une phase momentanée d'emballement,

du produit brut, provoque le déclin final des populations, des parcellaires, des mises en valeur...

Si certaines économies, démographies et sociétés européennes, comme celles du Languedoc, ont plafonné, puis finalement décliné, dans le cours du ^{xvii}e siècle, après l'allègre montée du siècle précédent, ce n'est pas seulement parce que les colonisateurs de l'Amérique ont écrémé les meilleurs gisements des métaux précieux et consumé le prolétariat minier des Cordillères. Cette impasse monétaire existe bien. Mais elle n'est pas seule à faire obstacle à l'expansion. Elle fait partie de toute une famille et, comme d'un ensemble structurel d'impasses : savoir, l'impasse foncière, cette absence de réserves indéfinies de bonnes terres, faciles et rentables; et fondamentalement, ...l'impasse technologique, qui constitue l'empêchement essentiel...

En d'autres termes, si la société se crispe, si l'économie se sclérose, et, finalement, retombe à son niveau de base, à la fin du ^{xvii}e siècle, c'est parce que cette économie n'a su ni augmenter, ni renouveler ses stocks : stock de métaux précieux, bien sûr; mais aussi stock de bonnes terres, par définition limité; et, à défaut de celui-ci, « stock » de progrès techniques, ô combien dérisoires...

Emmanuel LE ROY LADURIE,
Les Paysans de Languedoc, Paris,
S.E.V.P.E.N., 1966, t. I, p. 639-640.

CHAPITRE II

1. Le mouvement
de la population
2. Les répartitions
3. Les bases
de la crise démographique

LA LUTTE DE LA MORT ET DE LA VIE

De même que la récession de l'économie, la crise démographique du xvii^e siècle, que tant de travaux récents avaient mis, avec une cruelle précision, en évidence, a été soit contestée, soit atténuée par une recherche fine, qui est actuellement en plein essor. Déjà les courbes présentées par René Baehrel, dans sa Provence rurale, témoignaient d'une réelle vitalité; les travaux de Michel Morineau insistent sur les « bonifications » démographiques dont la Flandre aurait été la bénéficiaire; les courbes qu'il a dressées dénotent, elles aussi, une ascension jusque vers 1665, suivies d'une reprise à partir de 1690 jusqu'en plein milieu du xviii^e siècle. Ainsi, s'opposerait un xvii^e siècle démographiquement « fort » à un xviii^e siècle « faible ».

Bien plus, poussant plus loin ses investigations, M. Morineau accuse la très médiocre croissance à très long terme d'une population européenne — voire mondiale — vouée, du xiii^e au xviii^e siècle, à des oscillations plus ou moins accentuées, de hauteur finalement réduite, à allure sinusoïdale. Il ne fait que généraliser les idées antérieurement émises par Emmanuel Le Roy Ladurie, qui, dans ses « Paysans de Languedoc », avait montré que

toute croissance démographique, dans l'ancien régime économique, se heurtait au plafond des ressources disponibles, dont l'inélasticité s'opposait à toute expansion décisive. Dans ces conditions, les croissances et les déclins ne revêtaient qu'une importance et une ampleur toutes relatives, les fluctuations de la population ne parvenant pas à échapper à l'emprise de structures économique-sociales particulièrement contraignantes. En un mot, la crise démographique du xvii^e siècle — si tant est qu'elle existe — n'apporterait rien de très neuf à un ensemble globalement stable, faiblement affecté par de simples houles de la surface.

Certes, la lutte de la vie contre une mort agressive et sans cesse présente à la conscience des hommes constitue, dans l'Europe et dans le monde du passé, un phénomène fondamental. Par ailleurs, il est possible que, dans certaines zones « abritées », la victoire de la vie ait été assurée au xvii^e siècle. Il n'en reste pas moins que la période 1640-1730 nous apparaît dominée par le « retrait », souvent accentué, et que ce retrait exerce sur les économies et sur la vie des sociétés l'influence la plus étendue. Dans ce domaine, comme dans celui de l'économie, c'est le phénomène de crise qui se révèle dominant. Il s'agit d'en mesurer l'ampleur, de distinguer les causes, d'en préciser les répercussions.

1 — Le mouvement de la population —

Les sources

Tâche difficile que celle du démographe, à une époque où le souci statistique reste faible et où la science démographique n'en est qu'à ses premiers balbutiements.

Les dénombrements sont, en effet, rares avant la fin du xvii^e siècle, sporadiques, souvent fautifs. En France, les états des feux, dressés depuis les xiv^e et xv^e siècles, sont bien imparfaits, et il en va de même pour les divers pays européens. Pourtant, à partir de 1660-1670, pour des motifs militaires, fiscaux, voire économiques, l'État mercantiliste se préoccupe de compter les hommes, en tant que contribuables, soldats ou travailleurs. Colbert instaure une première enquête en 1663, qui sera suivie par d'autres en 1693 et 1697-1700. La Grande-Bretagne, les Pays-Bas, les Provinces-Unies manifestent une certaine précocité dans ce domaine. Mais la Prusse ne disposera pas de véritables recensements avant les années 1740, voire 1774, tandis que

l'Espagne devra attendre 1787 pour posséder un dénombrement digne de ce nom.

Quant aux statistiques de l'état civil, obligatoires en France, dans le cadre des registres paroissiaux, depuis les édits de Villers-Cotterêts (1539), de Blois (1579) et surtout depuis l'ordonnance de 1667, qui prescrit l'enregistrement séparé des baptêmes, des mariages et des sépultures, elles ne sont pas tenues avec toute la précision souhaitable et leur interprétation pose bien des problèmes ardu.

Malgré tout, la démographie devient à la mode, et l'époque voit apparaître les premiers « arithméticiens politiques », en Angleterre surtout, avec un John Graunt, qui, dès 1662, dans ses « Observations naturelles et politiques », se livre à l'étude des bulletins de mortalité, avec un William Petty, qui, en 1687, dans ses « Essais d'arithmétique politique », pose les premières bases d'une science démographique, suivi par Charles Davenant et par Gregory King, qui, en 1696, inclut une étude serrée et très précieuse de la population, dans ses « Observations sur l'état de l'Angleterre », tandis que, dès 1693, l'astronome Halley établissait la première table de mortalité. Ces pionniers sont suivis en France par Vauban, avec la fameuse « Dîme royale » où il propose un recensement annuel, en Allemagne par Kasper Neuman.

Les essais d'appréhension de la population mondiale

Pourtant, nous ne disposons que de matériaux bien dispersés, insuffisamment étudiés, surtout centrés sur l'Europe occidentale, et, dans ces conditions, il peut paraître d'une extrême audace de tenter de définir le mouvement de la population planétaire. Fernand Braudel, à la suite de Beloch, de Carr Saunders, de Kuczynski et des travaux de l'O.N.U., et avec une très grande prudence, s'y est pourtant appliqué, en distinguant plusieurs hypothèses « vraisemblables ». En prenant les chiffres les plus bas, on peut penser que, vers 1650, la population planétaire pouvait osciller entre 387 et 522 millions d'habitants, et il semble que l'on puisse, avec beaucoup de circonspection, lui affecter un total de 465 à 470 millions. Vers 1750, les effectifs s'établiraient entre 660 et 694, soit un pourcentage d'accroissement de 41 à 47 %. Notons que ce point d'aboutissement se place postérieurement à la grande dépression du xvii^e siècle, et il est probable que si nous pouvions rétablir les chiffres de 1700 ou de 1715, la progression serait beaucoup moins forte; peut-être n'atteindrait-elle pas 30 %.

Si nous tentons de mesurer, très approximativement, la croissance, au cours de la période 1650-1750, des principaux continents, l'Océanie et l'Afrique

paraissent demeurer stagnantes avec des effectifs respectivement égaux à 2 millions et à 100 millions d'habitants. Les deux Amériques seraient passées de 8 à 11 millions d'habitants, soit un accroissement de 37,4 %; l'Europe aurait grimpé péniblement de 100-105 millions à 140-144 millions (+ 37,1 %), tandis que l'Asie aurait connu une croissance plus vigoureuse, montant de 250-257 millions à 406-437 millions (+ 62,4 à 70 %), soit même à 479 millions dans une hypothèse très optimiste. De fait, l'impression dominante est celle d'un mouvement très lent, voire insensible.

Les mouvements “nationaux”

L'Europe

Cette opinion sort renforcée de l'étude du mouvement démographique général des principaux pays européens, où nous disposons de données plus précises. De fait, le grand élan démographique d'un long *xvi^e* siècle, qui avait débuté après 1450 et qui vient mourir aux environs de 1600-1630, est suivi, partout, par une période de recul ou de morne stagnation, après un creux extrêmement accentué au milieu du *xvii^e* siècle. Sans doute, peut-on distinguer, avec Pierre Chaunu, une « Europe archaïque », à l'est et au sud du continent, une « Europe dynamique », englobant les Iles Britanniques, le Nord de l'Italie, les Pays-Bas, une partie de la France, une « Europe prématurément malthusienne », qui apparaît en diverses régions de France, de Suisse, de Catalogne ou de Wallonie; il ne s'agit que de nuances — qui d'ailleurs ont leur importance — dans un tableau assez uniforme.

Il semble assuré pourtant que les pays méditerranéens, dont le déclin économique et la ruine se précipitent, se révèlent particulièrement affectés par la récession. La population totale de l'Espagne passe, entre le début du *xvii^e* siècle et celui du *xviii^e*, de 8 millions à moins de 6, voire à 5 millions (— 37,5 %), bien que Vicens Vives ait estimé que sa décadence démographique ait été exagérée; les chiffres castillans, galiciens ou catalans révèlent une dépopulation plus faible qu'on ne l'avait pensé, la décadence du centre masquant la poussée des régions périphériques. Mais il n'en reste pas moins que le déficit séculaire s'élève au moins à 25 %, la contraction démographique frappant durement la Castille, la Manche, l'Andalousie, voire l'Aragon et le royaume de Valence, où l'expulsion des Morisques se solde par un désastre démographique. En Italie, le recul est difficile à suivre, par suite du cloisonnement politique; mais si une certaine récupération se manifeste entre

1650 et 1700, le niveau de 1600 n'est pratiquement pas dépassé à la fin du siècle.

Par contre, les pays de l'Europe du Nord-Ouest et du Nord, vers lesquels se déplace la richesse, profitent d'une progression très limitée, mais certaine. L'Angleterre passerait, entre 1603 et 1690, de 4,8 millions d'habitants à 5,5 millions (+ 14,5 %, dans l'hypothèse la plus favorable), grâce à l'essor des cantons « industriels », dont le meilleur exemple est celui du Vale of Trent. Si les Pays-Bas semblent souffrir d'une légère récession jusque vers 1676-1678, les Provinces-Unies montent, entre 1600 et 1700, de 1,4 million à 1,850 million (voire de 1,6 à 1,950 million), tandis que la Scandinavie témoigne de progrès relativement considérables, de l'ordre de 50 % pour la Suède et la Norvège. Seule l'Allemagne présente un véritable « vide », à la suite des terribles ravages subis du fait de la guerre de Trente Ans; de 16 millions vers 1620, sa population s'effondre à 10 millions en 1650 (— 37,5 %), et, par la suite, la récupération est très lente : le niveau de 1600 ne sera, en effet, atteint que vers 1740-1750. Enfin, la position de la France apparaît comme très contrastée, certaines régions s'inscrivant en hausse, d'autres en baisse; le pays a-t-il perdu 2 ou 4 millions d'habitants? Il est impossible de l'affirmer, et il semble bien que les fluctuations subies se soient soldées par un état de stagnation qui fait osciller la population aux environs de 18 à 19 millions.

Enfin, à l'est, et notamment en Russie, un certain élan démographique semble se manifester. Au cours du siècle, la population de l'Empire des tzars serait passée de 11-12 millions à 17-18 millions (+ 52,1 %), à la faveur de l'exploitation des Terres Noires, d'une forte immigration étrangère et de transferts autoritaires de serfs par les propriétaires vers l'Ukraine, la Basse-Volga, les régions du Don. Mais la valeur des dénombrements, faussés par les exemptions et la fraude, reste faible.

Les pays extra-européens

Hors d'Europe, nous ne disposons que de données sporadiques et, dans le brouillard qui nous entoure, nous ne pouvons discerner que quelques masses. Du moins, savons-nous que la Chine, comme l'Inde, subit, jusqu'aux environs de 1650, et pendant un siècle, une crise démographique accentuée; de 1562 à 1650, la chute globale est de 29,5 %, elle est de 20,8 % de 1600 à 1650. Mais par la suite le redressement se révèle vigoureux : de 45 millions en 1650, le pays passe à 70-75 millions vers 1700, dépassant nettement le niveau du xvi^e siècle; de 1650 à 1730, la croissance est de 109,6 %, soit un

doublement en 70 ans. Il semble qu'il en aille de même pour l'Inde, et ainsi l'Asie précède l'Europe sur la voie de la puissance vitale.

Il n'en est pas de même sur le continent américain. Tandis que l'Amérique du Nord, à l'exception des « colonies anglaises », futurs États-Unis, ne connaît qu'une lente progression, due en grande partie à l'immigration, l'Amérique latine est paralysée par cette curieuse et séculaire « maladie de langueur », qui atteint des populations indiennes découragées, cruellement affectées par les maladies importées d'Europe, sous-alimentées et subissant, ainsi que l'ont montré Sherburne F. Cook et l'École de Berkeley, une dépression cyclique longue, résultat d'un rapport défavorable entre les effectifs et les ressources. Dans ce processus que Pierre Chaunu tient pour un « désastre biologique », et qui atteint son point le plus bas vers 1670, l'apport des Européens reste faible quantitativement; il ne parvient pas à redonner de la vigueur à une démographie marquée par le déclin.

2 — Les répartitions

L'occupation de l'espace

Dans ce monde immense et qui apparaît encore, aux contemporains, en dépit des découvertes et des explorations, comme sans bornes, ce sont les zones vides qui dominent, et l'occupation de l'espace se révèle très inégale et, généralement, très faible. Ainsi que le fait remarquer si justement Fernand Braudel, les zones « sauvages » sont innombrables : elles occupent presque toute l'Afrique, toute l'Asie intérieure, presque toute la surface des deux Amériques. « Avant le XVIII^e siècle, le livre de la jungle peut s'ouvrir presque n'importe où », et si les tigres rôdent autour des villes et des villages d'Afrique, le loup provoque, dans toute l'Europe, une peur justifiée, source de tout un folklore.

Hors d'Europe, ne sont vraiment peuplés que les plaines et les deltas fertiles de l'Asie des moussons, du Japon à la Chine, à l'Indonésie et à l'Inde. La densité y dépasse le « seuil » fatidique de 10 habitants au km², elle peut atteindre 25 habitants au km², et même des taux de 100, voire 150 habitants par km² en Chine, de 50 à 80 au Japon. De même, les zones « filiformes » du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en bordure des déserts, dépassent souvent une densité de 15. Mais il ne s'agit que de taches, au milieu de « mers » de solitudes. L'ensemble de l'Afrique non méditerranéenne ne comporte

pas, en moyenne, plus de 1,2 à 2 habitants par 10 km²; la densité moyenne de l'Asie et celle des 3/4 des deux Amériques comporte un habitant par 30 km².

L'Europe est, à ce point de vue, relativement favorisée. Mais elle aussi comporte des « zones ». De fait, si la densité moyenne, fort honorable, est de 17, l'opposition est profonde entre les noyaux de peuplement, les « taches foncées » (bassin de Londres, ensemble des Pays-Bas et des Provinces-Unies, France de l'Ouest, Italie du Nord, Campanie, Espagne du Levant) et les « taches claires » du Nord-Ouest, du Nord, de l'Est et du Sud du continent. Si l'Italie présente une densité moyenne de 44, les Pays-Bas de 40, la France de 34, l'Angleterre de 25, la densité générale de la péninsule Ibérique ne dépasse pas 12, celle de l'Allemagne orientale est inférieure à 5, celle de la Norvège à 2. Ainsi, s'opposent à une « Europe dense », axée, selon P. Chaunu, de la Tweed à la Sicile, une « Europe hésitante », de l'Espagne à l'Allemagne, et une Europe désertique sur les marges du continent.

Bien plus, même dans les pays peuplés et surpeuplés, se dessinent des « discontinuités », occupées par des landes, de vastes espaces forestiers, des incultes; et les steppes de l'Aragon et de la Castille isolent les cultures de l'Èbre, et une grande ceinture forestière sépare le cœur du Bassin Parisien des régions du pourtour.

Villes et campagnes

Toutes ces populations, si dispersées, restent, dans leur écrasante majorité, localisées dans les campagnes. Sans doute, la Chine, le Japon, l'Inde, comportent, comme par le passé, des villes immenses dont l'évolution, au xvii^e siècle, nous reste mal connue. Sans doute, les cités de l'Amérique hispano-portugaise, points d'appui de la colonisation et de l'exploitation du continent, paraissent-elles au moins se maintenir. Mais elles ne représentent que de faibles pourcentages des populations des campagnes.

En Europe la ville n'attire plus, et l'exode rural, sensible au xvi^e siècle, se trouve stoppé, sauf lors des grandes catastrophes, guerres, pestes et famines, où les gens des campagnes s'entassaient dans les agglomérations urbaines, mais pour y mourir en masse. C'est que la ville, centre commercial et industriel, noyau des groupes « évolués », est la plus touchée par la récession de l'économie; l'emploi s'y réduit, le chômage s'y développe, et les autorités urbaines font tout le possible pour en chasser les « oisifs » et les misérables, bouches inutiles.

Aussi voyons-nous, d'un bout à l'autre de l'Europe, et surtout dans la

zone de prédilection des grandes villes, les effectifs se contracter. Naples, qui recensait 280 000 habitants en 1600, n'en compte plus que 176 000 en 1688 (— 37,1 %); Madrid plafonne durant un siècle, et si Milan passe de 100 000 à 123 000 habitants, Venise tombe de 148 000 à 120 000 habitants. Ailleurs, en Belgique, en Hollande, en Angleterre, en France, à quelques exceptions près, la stagnation est générale, et la cité de moins de 20 000 habitants domine. Dans ces agglomérations, petites et grandes, l'entassement, souvent inouï, va de pair avec une effroyable insalubrité, propice à la propagation des épidémies.

Les migrations

Pourtant, la mobilité des populations se révèle beaucoup plus forte qu'on ne pourrait le penser.

D'un bout à l'autre de l'Europe, les mouvements sont intenses, en cette seconde moitié du XVII^e siècle, où les guerres, les troubles politico-religieux, la disette et la famine poussent sur les routes des masses de migrants, éparpillant dans toutes les directions des misérables, des persécutés, des proscrits. Les protestants wallons et flamands se dispersent en Hollande, en Allemagne, en Angleterre et même en France; les protestants de l'Allemagne du Sud se dirigent vers la Prusse, qu'ils contribueront à coloniser, vers la Scandinavie. Quant aux protestants français, leur exode occupe toute la période 1650-1730 : diffus avant 1685, il devient massif après la révocation de l'édit de Nantes, qui, en 30 ans, provoquera le départ de 50 000 familles et de 2 à 300 000 personnes, égaillées de la Suisse à l'Angleterre et à la Prusse. Par ailleurs, de grands mouvements de « colonisation » mettent en branle des foules paysannes vers l'Est ou le Sud-Est, en direction de la Pologne, de la Russie, de la Hongrie et de la Croatie, tandis que le lent glissement des paysanneries russes vers le Sud et vers l'Est étend implacablement la domination des tzars.

L'Europe est aussi un réservoir de forces jeunes, mais un réservoir dont le débit demeure limité. Si les Blancs constituent l'élément moteur de l'Amérique latine, ils ne représentent, en 1650, que 6,3 % de la population continentale. De fait, ces poignées d'hommes, qui dominent le pays plus qu'ils ne le tiennent, n'accroissent que très lentement leurs effectifs. Si l'émigration britannique est relativement forte en Amérique du Nord, au point que les colonies anglaises groupent, en 1714, 250 000 Blancs, si l'on recense 30 000 Blancs à Saint-Domingue et 10 000 pour la Guadeloupe et la Martinique, les Français ne sont que 19 000 dans l'immense Canada. Ailleurs,

des Échelles du Levant et de l'Afrique du Nord aux multiples comptoirs dispersés, depuis Le Cap et la mer Rouge jusqu'à Canton, les populations « flottantes » de marchands et de marins ne représentent que des effectifs relativement négligeables.

3 — Les bases de la crise démographique —

De fait, l'impression dominante est celle d'un monde rétracté, amenuisé, et dont les prudences et les régressions contrastent, de façon frappante, avec les audaces du *xvi^e* siècle. La clef de cette situation, nous la découvrirons en définissant les conditions qui dominaient la vie et la mort des hommes, dans toute leur précarité.

L'élan vital

Mythes et réalités

Il est indispensable, tout d'abord, de procéder à une véritable « démythification » de la démographie ancienne. Sans doute, l'élan vital, dans l'Europe de l'Ancien Régime, et aussi dans le monde entier, qui semble bien subir des rythmes analogues, se manifeste avec une très grande vigueur. Mais, contrairement à ce qu'une science quelque peu superficielle a longtemps affirmé, il n'est pas soumis aux règles débridées d'une démographie dite « naturelle », dominée par une très générale précocité du mariage, par une cadence régulièrement annuelle des naissances, par la présence d'une moyenne de douze enfants par famille, résultat d'une procréation sans bornes. Bien au contraire, en Europe, il s'agit d'un fait de civilisation, soumis déjà à des contrôles assez stricts et qui trouve ses limites dans toute une série de conditions sociales.

Les conditions de la fécondité

Certes la fécondité illégitime, qui paraît très rare dans les campagnes — au moins dans les campagnes françaises —, où l'opinion est vigilante et impose aux coupables une prompte « régularisation », est infiniment plus marquée dans les villes, et Maurice Garden a pu montrer qu'à Lyon elle

atteignait des taux relativement très élevés. Malgré tout, quelle que soit son importance pour l'étude profonde des sociétés urbaines, c'est surtout la fécondité légitime qui nous retiendra. Or, Pierre Goubert a distingué, pour la définir, quatre éléments essentiels : âge au mariage des filles; âge auquel elles cessent d'être « fertiles »; dimensions des « intervalles intergénésiques », entre le mariage et la première naissance et entre les naissances successives; enfin durée du mariage, celui-ci pouvant être rompu avant que la femme ait achevé de parcourir sa période normale de fécondité, ce qui oppose ainsi la famille « incomplète » à la famille « complète ».

Or, contrairement à ce qu'ont affirmé avec tant de force certains auteurs peu informés, l'âge au mariage, dans notre période, est relativement tardif. En Beauvaisis, les filles convolent, en moyenne, à 26 ans, tandis qu'à Port-en-Bessin, la moyenne dépasse 27 ans. A Amiens, l'âge au mariage s'élève, au cours de la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle : 25 ans 2 mois pour les années 1669-1676, 27 ans 1 mois pour les années 1721-1728, tandis que les garçons attendent 29 à 30 ans avant de prendre épouse. On pourrait multiplier les exemples à l'infini; tous vont dans le même sens, car le mariage retardé ou différé constitue un moyen puissant et efficace de lutte contre la misère.

La période de fécondité s'en trouve raccourcie, d'autant plus que, dans ce siècle de sous-alimentation, la femme reste assez rarement fertile au-delà de 45 ans. D'autant plus aussi que les intervalles intergénésiques sont beaucoup plus espacés qu'on ne l'avait pensé. Pour l'ensemble de l'Europe, ils s'établissent à 16 mois entre le mariage et la première naissance; ils montent à 24 ou 26 mois pour les naissances suivantes. A Auneuil, en Beauvaisis, l'intervalle moyen est de 26 mois, en éliminant les intervalles les plus longs; il est de 27 mois dans le Bas-Poitou, de 25 mois en Sologne, de 29 mois à Genève, de 23 mois seulement dans le Canada « privilégié ». C'est que les longues lactations, indispensables dans une économie de pénurie, où l'on s'efforce d'épargner les subsistances, imposent impérativement de tels rythmes, en réduisant les femmes à une stérilité provisoire. Sans doute, peut-on dresser, bien que sommairement, une « géographie de la fécondité », et opposer au Canada des pays à faible fécondité, tels que le Bas-Quercy et une partie de la Normandie, où les intervalles intergénésiques peuvent s'élever jusqu'à 30 mois. Mais qu'il s'agisse du Beauvaisis, d'Amiens, de Crulai, les rythmes ne sont pas très différents.

Une autre limitation à la fécondité — et non des moindres — provient de la « surmortalité » féminine, dans les deux premières années du mariage, de la « surmortalité masculine » au-delà. De fait, l'union est rompue le plus souvent au bout de 15 ans, parfois au bout de 20 ans, parfois aussi beaucoup plus tôt.

Dans ces conditions, la moyenne des naissances par famille se révèle bien inférieure à la légende. A Auneuil, 7 à 8 enfants peuvent voir le jour dans des familles « complètes » et dans les cas les plus favorables; mais la moyenne réelle s'établit au maximum autour de 5. Elle descend, à Paris, de 4,8 en 1670-1684 à 3,9 entre 1709 et 1720, tandis qu'elle tombe à Genève, au cours de notre période, de 5,4 à 2,9. Bien sûr, des exceptions se manifestent, et Maurice Garden a pu montrer qu'au XVIII^e siècle Lyon connaissait une extraordinaire fécondité; mais le cas, jusqu'à plus ample informé, ne paraît pas général.

Ajoutons que, dès la seconde moitié du XVII^e siècle, des tendances malthusiennes, visant à la restriction volontaire des naissances, commencent à s'affirmer. Parties des groupes aristocratiques et bourgeois, qui, par suite de leur richesse, semblent avoir « profité » longtemps d'une natalité plus forte, elles paraissent, à la faveur du malheur des temps, se répandre dans les classes populaires, témoignage à la fois de la misère et, comme le remarque Ruwet, pour les Pays-Bas, d'une profonde crise religieuse et morale.

L'impact de la mort

Les causes

Si la vie est donnée avec une parcimonie plus grande qu'on l'avait pensé, la mort, « perpétuelle hantise », est, selon l'expression de André Armengaud, « au centre de la vie comme le cimetière au centre du village »; dans ce monde de souffrance, elle frappe dru et fort.

Sans doute, la guerre est-elle une des pourvoyeuses des cimetières, par ses ravages, par ses massacres, surtout des populations civiles, car le champ de bataille n'est pas, au fond, très meurtrier. A ce point de vue, les villes, mieux abritées derrière leurs remparts, offrent une cible moins facile à atteindre que les campagnes, ouvertes aux troupes et aux bandes, amies et ennemies. Il est, d'autre part, des zones tristement « privilégiées », sur lesquelles s'acharneront les armées. La Pologne sera, vers 1660-1670 et à la fin du XVII^e siècle, piétinée sans cesse et largement dévastée. L'Allemagne surtout sera littéralement vidée de sa substance par un cataclysme dont il ne convient pas de minimiser la tragique ampleur, quelle qu'ait été l'importance locale du regroupement, dans certaines villes, des fugitifs des campagnes. Dans l'ensemble, la population de ses villes recule de 33 %, celle de ses campagnes de 40 % au moins. Si le Nord-Ouest et les pays alpestres, Suisse et Autriche, restent indemnes, si la Bohême et ses contreforts montagneux ne sont que moyenne-

ment éprouvés, le Brandebourg, la Thuringe, la Bavière et la Franconie perdent 50 % de leur population, le Palatinat, le Wurtemberg, la Poméranie et le Mecklembourg, 60 à 70 %, tandis que le long d'un axe unissant Strasbourg à Stralsund, bien des localités rurales subissent des pertes de 80 %; de nombreuses petites villes y furent réduites au rang de villages, tandis que de vastes zones, abandonnées, retournaient à la friche. Et, au-delà des limites continentales, les troubles graves qui agitent l'Empire turc déclinant et ses satellites de l'Afrique du Nord, du Maroc à l'Égypte, les convulsions et les révoltes qui scandent, au milieu du siècle, l'irréversible déclin de la Chine des Ming et l'avènement des Mandchous ne restent pas sans effets sur le mouvement démographique.

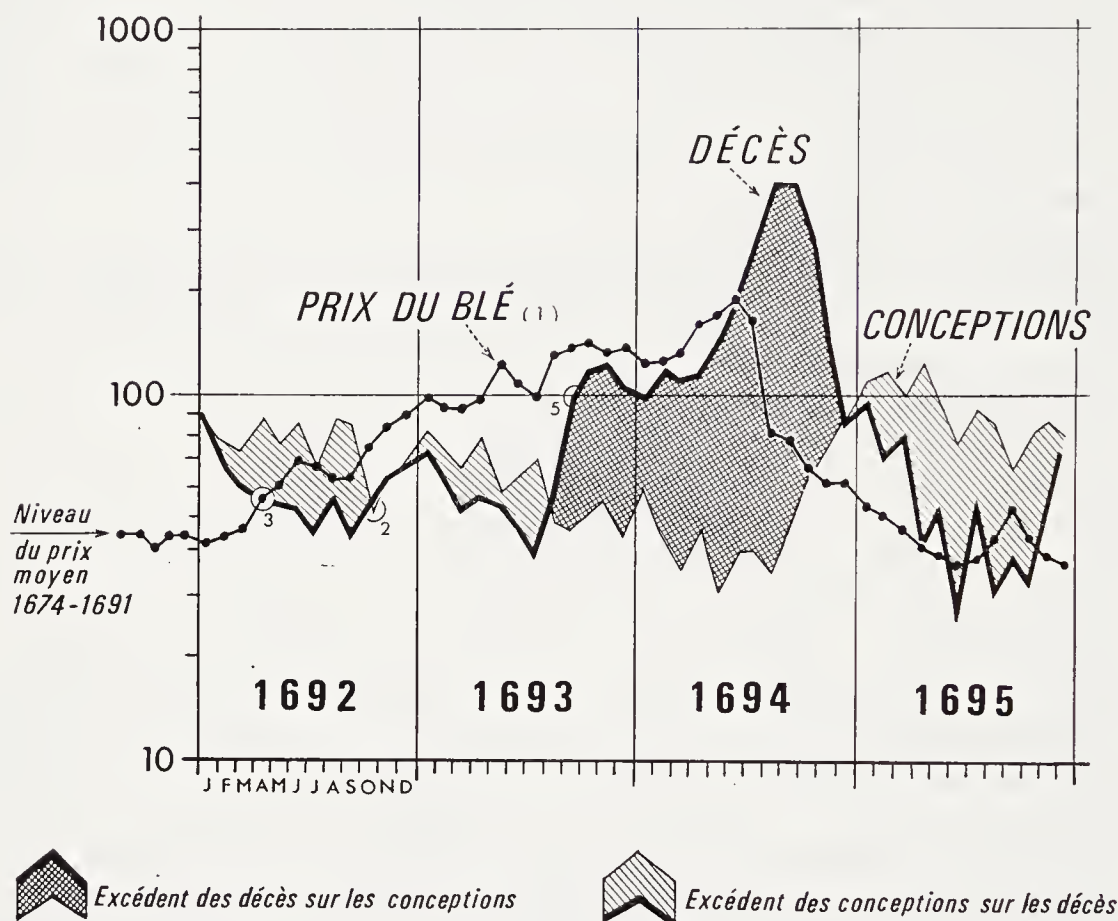
Malgré tout, l'influence de la guerre n'est pas totalement décisive. Elle agit surtout par les détériorations qu'elle apporte aux économies, par les facilités qu'elle offre aux épidémies, par la voie qu'elle ouvre souvent aux crises de subsistance.

Beaucoup plus déterminantes sont les crises alimentaires, qui parsèment la période et dont certaines, telles que celles de la « Fronde », de 1660-1662, 1693-1694, 1698-1699, 1709-1710, s'étendent à l'Europe entière ou à de vastes fractions du continent. Faut-il faire intervenir pour expliquer la fréquence et l'intensité de ces secousses l'influence de pulsations climatiques exceptionnelles? Les travaux de G. Utterström et d'Emmanuel Le Roy-Ladurie semblent montrer — mais de façon qui n'est pas totalement convaincante — que le xvii^e siècle correspond à une avance générale des fronts glaciaires, à certaines recrudescences de l'humidité et du froid, mesurés, en particulier, par le recul de la date des vendanges ou des moissons. Mais, si de semblables considérations peuvent donner la clef de variations à court terme, elles ne vont pas sans ambiguïtés et semblent peu assurées dans le long terme.

Du moins, grâce aux travaux d'Ernest Labrousse, connaissons-nous les péripéties essentielles de ces crises sans cesse répétées : succession de deux ou plusieurs mauvaises récoltes, conséquence d'accidents météorologiques accentués, raréfaction des céréales sur les marchés, montée des prix en flèche à des hauteurs vertigineuses. La crise débute généralement au printemps, elle peut sévir un an ou deux, voire plus; elle est d'autant plus redoutable qu'elle frappe des populations qui souffrent souvent d'une sous-alimentation chronique, à la fois quantitative et qualitative, manquant de vitamines et de protéines, bien que P. Chaunu oppose une « Europe de la faim », celle du Sud et de l'Est, à une « Europe bien nourrie », celle des « ventres accidentellement creux », représentée surtout par la Hollande et l'Angleterre, de façon plus douteuse par la France. Quoi qu'il en soit, la tourmente oblige les producteurs des campagnes, dont les maigres réserves sont vite épuisées,

LA LUTTE DE LA MORT ET DE LA VIE

à se transformer en acheteurs de grains, qu'ils n'ont pas les moyens de solder; elle réduit donc à la disette, voire à la famine, au sens « médiéval » du terme, des populations entières, aussi bien dans le plat pays que dans les villes, où le chômage et la réduction du travail industriel restreignent ou annihilent



CRISE ALIMENTAIRE ET CRISE DÉMOGRAPHIQUE : AMIENS (1692-1695)

L'Hôtel-Dieu et 9 paroisses.

D'après P. DEYON, *Amiens, capitale provinciale*, Paris, Mouton, 1967, p. 498.

les gains ouvriers. La famine n'est d'ailleurs pas, de loin, le privilège de l'Europe, et la situation en Chine ou dans l'Inde semble beaucoup plus aiguë, lors des grands cataclysmes alimentaires. Les drames s'y multiplient : abandons de femmes et d'enfants, suicides collectifs, tandis que les affamés ouvrent les ventres des morts et se repaissent de leurs entrailles.

Devant de tels événements, les pauvres mesures — toujours les mêmes — prises par les autorités : réquisition, taxation, vente obligatoire au marché,

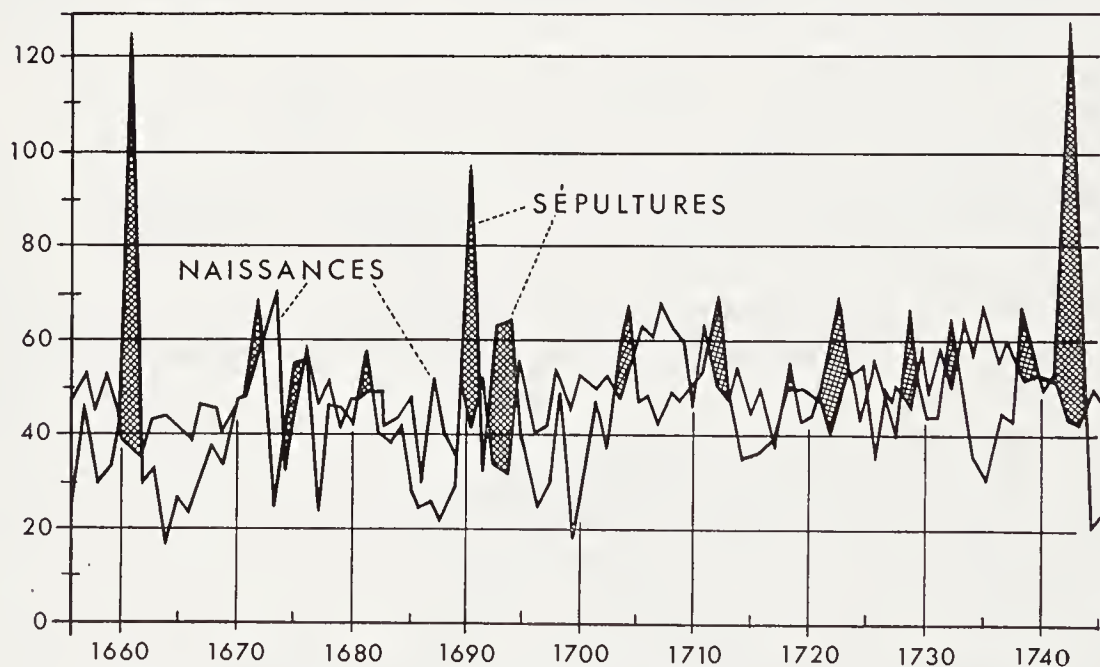
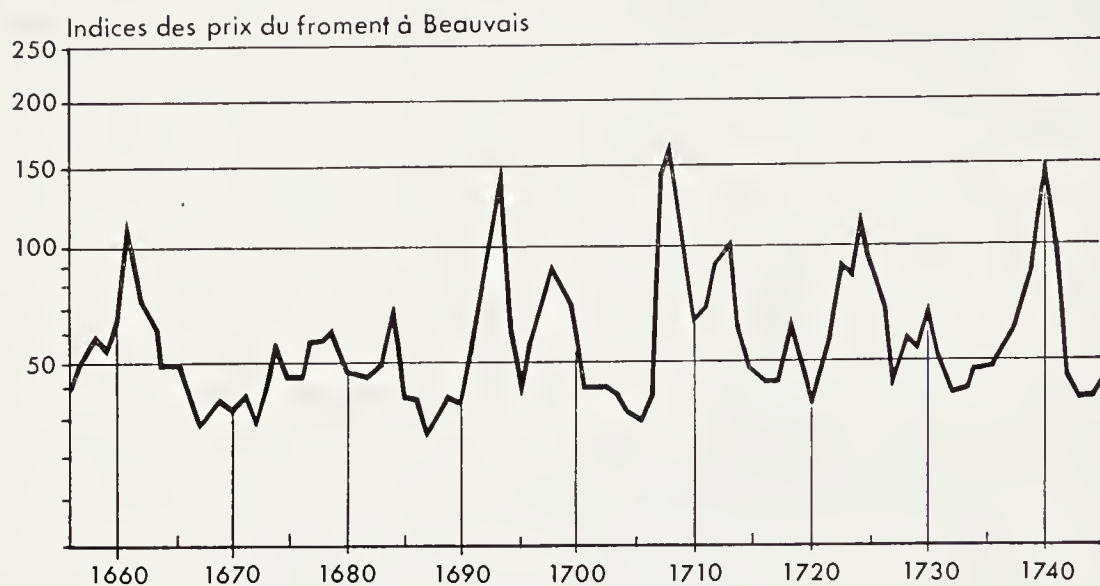
se révèlent sans effet, tandis que la charité prouve ses insuffisances. Surtout, la crise alimentaire fraye souvent, mais non toujours, la voie aux épidémies. Nous ignorons encore largement l'histoire de ces grandes maladies qui, venues des profondeurs de l'Asie ou du Moyen-Orient, frappent constamment tout ou partie du continent, qui le dépassent, en étendant leurs déprédations sur le monde entier; leur typologie, leur gravité, leurs causes, leurs points de départ — le plus souvent orientaux ou extrême-orientaux —, leurs marches et leurs offensives, demeurent fort mal connus. Du moins, savons-nous que la peste, pulmonaire ou bubonique, qui ravage encore l'Espagne et l'Italie en 1649-1654 et jusqu'à la fin du siècle, qui pousse de nombreuses pointes en France jusque vers 1655, à Londres jusqu'à l'« explosion » de 1665, disparaît pratiquement de l'Europe occidentale, voire centrale, après 1670, en dépit de quelques « reprises »; l'une d'elles frappera Marseille et la Provence en 1720, faisant 39 000 morts dans le grand *emporium* et provoquant 87 000 décès dans 59 communautés de la province, et, en 1743, encore, le fléau ravagera Messine. Mais elle se maintient, à l'état endémique et durant toute la période, en Europe orientale; ainsi, dès les premières années du XVIII^e siècle, le mal s'étend des Indes à la Turquie, il se diffuse vers la Hongrie, la Pologne, la Silésie, la Prusse qu'il atteint en 1707, tandis que la Russie, où il se combine avec la famine, en souffre en 1709-1710, et il se prolongera jusqu'en 1713 de Dantzic à Stralsund et à Copenhague. Surtout, elle est relayée par la typhoïde, la diphtérie, la terrible rougeole, la scarlatine, ou « suette », la tuberculose, toutes affections que la médecine du temps définit mal et confond sous le titre de « fièvres ». En tout cas, leurs ravages, sporadiques, difficilement quantifiables, sont considérables : Rome perd 10 % de sa population lors de la peste de 1656, Londres, peut-être 28 % en 1665; Amiens enterre 3 000 habitants sur 20 000 en 1668. Le danger est d'autant plus grand que la prophylaxie est surtout répressive, reléguant les malades dans leurs maisons, marquées d'une croix blanche ou rouge, isolant impitoyablement les suspects, et réprimant par la violence toute infraction, tandis que les morts sont jetés, comme du fumier, dans des charrettes et que, dans la cité désertée, circulent seulement le guet, les services du ravitaillement ou les prêtres venus porter aux mourants les ultimes consolations de la religion.

Mortalité « normale » et mortalité « exceptionnelle »

De pareilles situations ne sont pas monnaie de tous les jours. Mais, dans le train des années normales, la mortalité reste considérable. A Auneuil, on meurt, en moyenne, entre 1657 et 1676, à 20 ans et 10 mois. La mortalité

LA LUTTE DE LA MORT ET DE LA VIE

connaît des pulsations saisonnières; en hiver, la pneumonie frappe les adultes et les vieillards, dans des demeures humides et mal chauffées; l'été voit



LES GRANDES « MORTALITÉS » DU XVII^e SIÈCLE : BRESLES-EN-BEAUVAISIS

En haut, prix du froment à Beauvais.

Base 100 : sensiblement 2416 g d'argent fin pour 1 mine et le triple pour 1 hectolitre. Année-récolte : 1^{er} octobre-30 septembre. Prix corrigés selon les tables de N. de Wailly.

En bas, les courbes paroissiales longues.

D'après P. GOUBERT, *op. cit.*; in M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, Hachette, 1966, p. 182.

disparaître massivement les enfants, sous les effets des entéro-colites. La mortalité infantile est écrasante; à 10 ans, 1/3 de l'effectif a disparu, et, à 20 ans, il n'en reste plus que la moitié, de sorte que, sur 6 enfants nés en moyenne par mariage, 3 seulement, par un véritable gaspillage des forces humaines, parviennent à l'âge adulte. Il s'agit donc d'un véritable massacre des innocents, qui permet tout juste la relève des aînés et la survie du groupe.

Les grandes « mortalités » sont d'une tout autre envergure. Sur ces populations démographiquement fragiles, elles opèrent d'effrayants prélèvements, qui atteignent surtout les plus faibles, par une véritable sélection naturelle; au cours de la « saison des morts », les courbes paroissiales de la mortalité atteignent des sommets vertigineux. Dans le Bray, en 1693-1694, les décès triplent par rapport à l'ordinaire; ils augmentent 8 fois pour l'ensemble du Beauvaisis. En Finlande, la très grave crise de 1697-1698 tue 1/3 de la population. Le plus souvent, 10 ou 20 % des effectifs, parfois bien davantage, sont expédiés au cimetière, alors que la majeure partie des mariages prévus sont dissous par la mort ou différés par prudence, de sorte que la nuptialité tombe parfois de 50 % et que les conceptions s'effondrent souvent des 2/3 et parfois de 90 %. Ainsi se constituent des « classes creuses » dont les traces se retrouvent sur les courbes, pendant un demi-siècle et plus. Sans doute, ainsi que le remarque Pierre Goubert, « l'on se précipite aux épousailles dès que l'espoir renaît », mais la reprise de vitalité qui suit la crise se révèle impuissante à permettre une forte « récupération ».

Le bilan

Ainsi, la vie, modérément exubérante, ne parvient pas, au moins en Europe, à compenser totalement les effets de la mort. L'espérance de vie reste faible, et elle ne dépasse pas, dans la France de la fin du xvii^e siècle, 32 à 33 ans, 26 ans à Pavie; la proportion des plus de 60 ans s'abaisse à 5 % à Pavie, 10 % à Lichfield, en Angleterre. Bien sûr, dans cette conjoncture, la mortalité est « différentielle »; elle frappe proportionnellement beaucoup plus fortement les quartiers pauvres et les classes inférieures; en temps d'épidémie, la sociologie de la mort révèle la plus cruelle des inégalités; tandis que les notables fuient la ville malsaine, les pauvres y demeurent, victimes toutes désignées du fléau, parqués et surveillés cruellement dès qu'ils sont atteints par les symptômes de la maladie. A la « terreur », dont les dominants usent et abusent, s'oppose la haine des dominés, génératrice de véritables conflits de classe.

Le bilan se révèle donc peu favorable; il explique sans peine la langueur de la population européenne et, par une extension qui n'est pas abusive,

celle de la population mondiale. Il entraîne la récession de l'économie, il retarde les progrès économiques et sociaux, il favorise le repli d'un monde, qui était en train de s'épanouir, sur les « valeurs » de la terre et pérennise les rapports de force qu'elle suscite. En un mot, la démographie se comporte comme un élément de régression; elle contribue à maintenir la planète dans l'ère préindustrielle.

DOCUMENTS

9. L'évolution globale possible de la population mondiale : 1650-1800

(En millions d'hommes)

Continents	1650	1750	1800
Océanie.....	2	2	2
Afrique	100	100	100
Asie	257 (1)	437	
	230 (2)	479	602
	250 (3)	406	552
Amérique.....	8	11	
	13	12,4	24,6
	13	12,4	24,6
Europe (y compris Russie d'Eu- rope)	103	144	
	100	140	187
	100	140	187
Totaux (1)	470	694	
(2)	545	733	915,6
(3)	465	660,4	835,6

(1) Bulletin des Nations-Unies, décembre 1951.

(2) Carr SAUNDERS.

(3) KUCZYNSKI.

Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle et capitalisme*,
Paris, A. Colin, 1967, t. I, p. 26.

10. Les crises alimentaires au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle

LES CATASTROPHES CYCLIQUES

PRIX DU FROMENT EN BEAUVAISIS

(Prix trimestriels en livres à la mine de 33 litres)

Crise de 1693-1694	
Années-récoltes	Prix
1687-1688	24,8
1688-1689	30
1689-1690	36
1690-1691	35,3
1691-1692	54
1692-1693	95
1693-1694	150
1694-1695	56,5
1695-1696	34,2
Crise de 1709-1710	
Années-récoltes	Prix
1706-1707	28,2
1707-1708	34,5
1708-1709	136,8
1709-1710	157,2
1710-1711	63,2
1711-1712	69,4
1712-1713	97,7
1713-1714	105,4
1714-1715	57,1
1715-1716	42,7
1716-1717	40,6
1717-1718	39,2

Pierre GOUBERT, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*,
Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, p. 404.

LES DEUX POINTES CYCLIQUES CÉRÉALIÈRES DE LA FIN DU XVII^e SIÈCLE
LYON : 1689-1699

(Prix du froment : moyennes annuelles, en sols et deniers, du bichet)

Années	Prix
1689	35-3
1690	48-9
1691	65-9
1692	72-9
1693	126-3
1694	121
1695	66-6
1696	59
1697	62-3
1698	101-3
1699	113-6

Richard GASCON et Claude LATTA. « Une crise urbaine au XVII^e siècle - La crise de 1693-1694 à Lyon », *Cahiers d'Histoire*, t. VIII, n° 4, 1963, pp. 378-379.

11. Une grande “mortalité” au XVII^e siècle : Lyon, 1692-1694

ENTRÉES ET DÉCÈS A L'HOTEL-DIEU

Mois	1692 Entrées	1692 Décès	1694 Entrées	1694 Décès
Janvier	493	68	971	126
Février.....	472	64	930	149
Mars	432	68	1 175	127
Avril	442	60	1 004	210
Mai.....	436	66	1 562	303
Juin	396	55	1 973	275
Juillet.....	387	50	2 003	296
Août	470	59	1 729	273
Septembre	716	56	1 018	167
Octobre	574	83	806	121
Novembre	711	90	570	83
Décembre	747	112	606	77
Totaux annuels ...	6 276	831	14 347	2 207

Richard GASCON et Claude LATTA, *ibid.*, p. 386.

12. Les famines de l'Asie

TÉMOIGNAGE D'UN MARCHAND HOLLANDAIS DANS L'INDE DE 1630-1631 :

Des gens errent ici et là, sans secours, ayant abandonné leur ville ou leur village. Leur état se reconnaît aussitôt : les yeux profondément enfoncés, les visages blêmes, les lèvres couvertes d'écume; la mâchoire inférieure saille, les os percent la peau, le ventre pend comme un sac vide; certains hurlent de faim en réclamant l'aumône.

SUIVANT UN AUTRE TÉMOIGNAGE :

Des centaines et centaines de mille de gens mouraient, au point que le pays était entièrement couvert de cadavres, qui restaient sans sépulture; il s'en dégageait une telle puanteur, que l'air en était rempli et empesté.

Textes cités par Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle et capitalisme*, Paris, A. Colin, 1967, t. I, p.57.

13. La peste à Marseille en 1720

L'ASPECT DE LA VILLE. LA FUITE DES POPULATIONS DEVANT LE FLÉAU

Toutes les portes de la ville ont peine à suffire à la foule de ceux qui sortent... Presque tous les intendants de la Santé, ceux du Bureau de l'Abondance, les conseillers de la ville, les commissaires de police, les recteurs de tous les hôpitaux et de toutes les maisons et œuvres charitables, les commissaires même qu'on vient d'établir depuis quelques jours seulement dans les paroisses et les quartiers, pour vaquer au soulagement des pauvres, les artisans de tous métiers, et ceux qui sont les plus nécessaires à la vie..., tout déserte, tout abandonne, tout fuit... L'aspect de la ville excite déjà compassion, tout y a l'air de désolation; tous les magasins, toutes les boutiques sont partout généralement fermés, la plupart même des maisons, des églises et des couvents; toutes les places publiques sont désertes et personne n'est plus par les rues que des pauvres gémissants; le port est dans un dérangement total, les galères sont retirées du quai..., et tous les vaisseaux et bâtiments marchands sont hors de l'amarre et à l'écart.

Cette superbe Marseille, peu de jours

avant si florissante, cette source d'abondance et, si l'on ose dire, de félicité, n'est plus que la vraie image de la Jérusalem désolée.

PICHATTY DE CROISSAINTÉ, *Journal de ce qui s'est passé en la ville de Marseille depuis qu'elle est affligée de la contagion*, Marseille, 17 août 1720. Arch. de la Chambre de Commerce, G-18.

L'ABANDON DES MALADES

On ne pouvait plus ignorer qu'un seul malade suffit pour infecter toutes les autres personnes qui se trouvaient dans sa maison; on disait publiquement, et on le savait par expérience, qu'une personne mourait brusquement, dès qu'elle se sentait le moindre mal; un charbon, un clou, un frisson, une défaillance du cœur, tout était mortel. La crainte, l'épouvante fait abandonner les malades, et, dès le premier symptôme qu'on apercevait en eux, on déserte les maisons suspectes : chacun se charge de quelque ballot, se cherche un asile; la maladie se répand ainsi de plus en plus et se multiplie à vue d'œil.

P. GIRAUD, *Journal*, Manuscrit de la Bibliothèque de la ville de Marseille, n° 49 420.

L'homme qui va mourir est totalement seul :

Il est séquestré dans un galetas, ou dans l'appartement le plus reculé de la maison, sans meubles, sans commodité, couvert de vieux haillons et de ce qu'on a de plus usé, sans autre soulagement à ses maux qu'une cruche d'eau qu'on a mis en fuyant auprès de son lit et dont il faut qu'il s'abreuve lui-même, malgré sa langueur et sa faiblesse, souvent obligé de venir chercher son bouillon à la porte de la chambre et de se traîner après pour reprendre le lit. Il a beau se plaindre et gémir, il n'y a personne qui l'écoute, et on lui crie, de plus loin que l'on peut, qu'il ait bon courage, tandis qu'on le lui abat par ce cruel délaissement, heureux si on lui livre un domestique; tout le reste de la famille s'enferme dans l'appartement le plus éloigné de la chambre du malade, ou même abandonne tout à fait la maison.

BERTRAND, *Relation historique de la peste à Marseille en 1720*, Amsterdam, 1729, t. 117.

Les enfants eux-mêmes sont abandonnés à leur triste sort :

C'étaient des enfants que des parents inhumains, en qui la frayeur du mal étouffait tous les sentiments de la nature, mettaient dehors, et ne leur donnaient, pour tout couvert, qu'un vieux haillon,

devenant, par cette dureté barbare, les meurtriers de ceux à qui, peu auparavant, ils se glorifiaient d'avoir donné la vie.

BERTRAND, *op. cit.*, p. 132.

LES MALADES ENTASSÉS DANS LES RUES

D'un seul coup d'œil, on voyait la mort peinte sur cent visages différents et de cent couleurs différentes, l'un avec un visage pâle et cadavéreux, l'autre rouge et allumé, tantôt blême et livide, tantôt bleuâtre et violet...; des yeux éteints, d'autres étincelants, des regards languissants, d'autres égarés, tous avec un air de trouble et de frayeur, qui les rendait méconnaissables... Le Cours, qui est l'endroit le plus riant et la promenade la plus agréable, où nos femmes venaient étaler leur vanité et leur luxe, en est plus couvert que les autres places. Ils s'y mettent à l'ombre des arbres et sous les auvents des boutiques; là, brûlés en dehors par la chaleur du soleil et en dedans par les ardeurs de la fièvre, ils ne demandent que le secours le plus commun, l'eau qui se perd dans les rues, et personne ne leur en donne.

BERTRAND, *op. cit.*, p. 133.

Textes cités par Ch. CARRIÈRE, M. COURDURIE, F. REBUFFAT, *Marseille, ville morte. La peste de 1720*, Marseille, 1969, pp. 74, 78, 79, 82.

14. Une ville moyenne au XVII^e siècle : Beauvais

« Presque toute la ville, même la grande place, est bâtie en bois et en argile. On y voit peu de maisons de briques », notait Bacalan en 1768. « Aucune autre ville n'a conservé autant de maisons anciennes », écrivait Doyen en 1842...

L'on retrouve encore... quelques-unes de ces demeures de bois et de terre, avec leurs étages en surplomb, leurs poutres apparentes et historiées, leur colombage intact sous un mauvais crépi. Toutes petites demeures : deux pièces

en bas, deux pièces en haut, un appentis, un bout de jardin, un « bâtiment »¹; à l'intérieur, des portes basses, des corridors étroits et sombres, des escaliers abrupts, des coins et des recoins, quelque chose d'obscur, d'étriqué, de contourné. Les Beauvaisiens du XVII^e siècle vivaient dans des maisons de ce style, qui donnaient sur des ruelles aussi sombres et tortueuses qu'elles. Les malheureux s'y entassaient à raison d'une famille par pièce; les riches s'étalaient dans plusieurs « espaces »² de maisons.

Les rues, qu'on n'éclaira qu'en 1765, valaient encore moins que les maisons. Rarement pavées, boueuses, étroites, encombrées par les auvents, les étals et les bornes, elles offraient, comme en bien d'autres villes, le spectacle d'une malpropreté qui, à distance, nous paraît répugnante... Les bouchers jetaient régulièrement à la rue les « entrailles et boyaus » des bêtes abattues; rôtisseurs, pâtisseries et poissonniers les imitaient. Des volailles et des porcs erraient, cherchant leur nourriture dans les tas de fumier que chacun entretenait devant sa porte, dans l'espoir d'engraisser un jardin. Trop souvent, le bailli interdit aux Beauvaisiens de « faire leurs ordures dans les rues », d'y « jeter, tant de nuit que de jour, ordures et immondices, urines et excréments »...

La nature marécageuse du sol urbain accroissait l'insalubrité de la ville. Les ruisseaux qui la sillonnaient, qui servaient à la fois au lavage des laines et au

dégraissage des pièces tissées, jouaient aussi le rôle d'égout collecteur, à ciel ouvert. Certains baignaient le bas des maisons, où l'on accédait alors par de petites planches installées par les occupants avec la permission du bailli...

On n'utilisait quand même pas les rivières pour la boisson et la cuisson des aliments; on employait l'eau des puits. Valait-elle beaucoup mieux? En beaucoup d'endroits, la couche imperméable n'était qu'à quelques pieds au-dessous du sol : de douteuses infiltrations devaient l'alimenter, peut-être aussi la rivière, les canaux, les ruisseaux... Au fléau des eaux s'ajoutait celui des sépultures... On raconte que les riches paroissiens de Saint-Sauveur étaient couramment « incommodés » par l'odeur insupportable qui émanait des tombeaux... Pressés ou mal payés, les fossoyeurs creusaient à peine ; dans le cimetière Saint-Étienne, mal clos, des chiens et des rôdeurs erraient, des porcs fouillaient, des charrettes passaient...

... Au XVII^e siècle, il n'existait plus à Beauvais de maisons de bains, comme il s'en trouvait aux siècles précédents : l'esprit dévot du temps dut exiger la fermeture de ces « étuves », souvent scandaleuses, au nom de la pudeur et des bonnes mœurs... En revanche, crasse et vermine nous sont signalées couramment dans les maisons ouvrières et au Bureau des Pauvres, comme choses toutes naturelles.

Pierre GOUBERT, *op. cit.*, pp. 230-232.

1. Un « bâtiment » est à Beauvais une construction légère, qui sert de buanderie, de remise, de cellier ou de débarras.

2. Un « espace » est ce qui correspond au logement normal d'une famille : une pièce en bas, une pièce ou un grenier au-dessus, donnant sur la rue.

1. Le “repli ” sur la terre
2. Le resserrement des rapports de domination
3. La résistance de la “ possession ” paysanne

CHAPITRE III

LA “ REVANCHE ” DES SOCIÉTÉS DE LA “ TERRE ”

Dans ce monde aux parties mal jointes, et où l'espace demeure très dilaté, le xvi^e siècle avait incontestablement introduit des éléments non négligeables de liaison et provoqué la naissance de rythmes encore très divers, mais assez grossièrement communs. La contraction du xvii^e siècle provoque, d'un bout à l'autre de la planète, un repli général, un « retour », à bien des points de vue très accusé, à des structures et à des formes de pensée qui n'avaient jamais disparu, qui restaient même dominantes sur la surface de tous les continents, mais qui s'étaient trouvées quelque peu supplantées par une extraversion d'allure toute nouvelle. Or, parmi ces structures, ce sont celles du monde rural, qui, de l'Amérique à l'Asie orientale, exercent l'emprise la plus puissante sur des groupes humains, que la « crise » inquiète et atteint.

I — Le “repli” sur la terre

Les “inerties” du monde rural

La puissance des paysages agraires

Pourtant, au premier abord, rien ne semble devoir justifier cette « préférence pour la terre », qui caractérise la seconde moitié du xvii^e siècle. Dans ce monde des champs, tout paraît et reste effectivement immobile, peut-être depuis la Préhistoire, tout au moins depuis les premiers balbutiements de la civilisation, ainsi que le pensaient Marc Bloch et Gaston Roupnel, et pas seulement en Europe. En tout cas, dans la partie « tempérée froide » de l'Ancien Monde, les paysages agraires continuent à s'opposer, comme par le passé, en zones, dont les contours généraux varient peu.

La zone de l'openfield, des grands champs ouverts, disposés en lanières plus longues que larges, séparées les unes des autres par un sillon plus profond ou par des bornes pluri-séculaires, région des usages communautaires, impose, de la France du Bassin Parisien à la Russie, à travers les grandes plaines de l'Europe du Nord, les contraintes de l'assolement triennal, de la vaine pâture et du parcours, des communaux, assurant la solidité de la communauté, généralement groupée au village et permettant, grâce aux « usages », la survivance de tous ses membres. Au contraire, dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest du continent, de façon beaucoup moins massive, les bocages égaillent leurs chemins creux et leurs « levées » plantées d'arbres, leurs champs bien isolés et leurs hameaux, tandis que les terres « chaudes », cultivées, s'opposent aux « terres froides » des landes, propriété le plus souvent commune. Enfin, dans le Sud, la zone des « champs irréguliers » annonce, par le caractère composite de son paysage, où les terres prennent les formes les plus variées et les plus irrégulières, le monde méditerranéen.

Cependant, au-dessus de ces subdivisions « classiques », c'est partout sur la dialectique de l'*ager*, du *sallus* et de la *silva* que se joue le destin d'un monde rural, qui reste à la fois très écrasé et toujours encerclé par une forêt omniprésente et souvent immense, hostile et indispensable, réserve de bois et de fourrage, ou zone de culture par le défrichement. Ajoutons que, dans ces paysages, les formes mixtes, les enclaves, les exceptions pullulent, tandis que, dans bien des massifs montagneux et dans les zones éloignées de l'Est et du Sud-Est de l'Europe, les formes, plus anciennes encore, de la propriété

collective inscrivent leur marque sur le sol. Mais, quelle que soit la variété des paysages agraires, ce sont surtout leur immutabilité, leur archaïsme, leur adaptation, généralement ingénieuse, mais séculaire, à des conceptions et à des rapports sociaux le plus souvent figés qui dominent. Il en est de même, en dehors de l'Europe proprement dite, sur tout le pourtour de la Méditerranée, où les terrasses, les *huertas*, les oasis de la lisière méridionale de la « mer intérieure » encadrent des civilisations immobiles. Que dire du paysage de la rizière, répandu de l'Inde humide au Japon, et, si celui de la « plantation » tropicale, de l'Amérique et des Iles, se révèle plus récent, il ne donne que très partiellement naissance à des structures vraiment neuves.

L'archaïsme des techniques agricoles

Dans ces mondes clos, les surfaces cultivées restent, sur la planète tout entière, très minoritaires, en clairières, entourées par de vastes solitudes incultes et sauvages. Le progrès agricole est pratiquement inexistant, et les techniques n'ont que peu évolué depuis l'Antiquité. Sans doute, sont-elles parfois très ingénieuses : la Chine et l'Asie orientale de la civilisation du riz, l'Islam des « jardins » ont mis au point des méthodes perfectionnées d'utilisation de l'eau, des assolements complexes, qui permettent au sol de fournir parfois plusieurs récoltes par an, dans ces pays où l'élevage reste secondaire, voire quasi ignoré en tant que tel. De même, en Europe, le biennal et le triennal, avec leur système de jachères et de rotation des cultures, leurs soles inscrites dans le paysage par la diversité de leurs couleurs, leurs méthodes d'assolement forcé, qui font peser de lourdes disciplines sur les membres de la communauté, assurent un appréciable équilibre économique et humain et résolvent, non sans élégance, les problèmes ardu de la reconstitution des terres en éléments minéraux, de la nourriture simultanée des hommes et des animaux. Et, que dire des techniques ancestrales de la vigne, cette plante de haute civilisation ?

Force nous est cependant de reconnaître la faible valeur économique de toutes ces méthodes. La jachère fait perdre, à la communauté, le tiers ou la moitié du sol, donc de la récolte ; elle oblige à consacrer aux céréales une proportion excessive du finage, qui dépasse souvent 80 % de la surface utile, au détriment de spéculations plus rentables. Les exploitations, même les plus importantes, ne disposent d'autre part que d'un matériel rudimentaire, et le gros bétail est rare dans les campagnes européennes, même dans les plus riches, car les prés sont resserrés et les communaux souvent exigus. Au reste, ce bétail, médiocre en nombre, apparaît mal nourri, chétif, et, sur des

champs voués à une culture très extensive, les fumures sont insuffisantes. Dans bien des contrées, de la Bretagne à la Suède et à la Croatie, l'écobuage, la culture temporaire sur brûlis, remplacent, de façon très primitive, tout assolement. Quant aux façons culturales, elles restent insuffisantes; le sol n'est qu'égratigné par des charrues très légères, sans avant-train, dont le soc n'est pas toujours en métal, ou par l'araire, ou arreau, qui dérive directement de celui décrit par Varon ou par Columelle; parfois même, la houe ou la bêche doivent suppléer au labourage défaillant, tandis que les semailles se font à la volée et trop serrées.

Aussi, alors que, nous l'avons vu, la rente foncière subit une forte dépression, les rendements sont à la fois faibles et, en dépit de fluctuations dues aux saisons, immuables : 6 pour 1 en Angleterre, 4 à 5 en France, 3 à 4 en Espagne et en Pologne, moins encore en Russie, exceptionnellement 10 à 17 aux Pays-Bas, qui, depuis la fin du x^v^e siècle, font figure de pays très « avancé ». En Beauvaisis, le rapport, difficile à évaluer, est de 5 pour 1, mais parfois seulement de 3,5, rarement de 8. Or, un rendement de 6 pour 1 représente 9 quintaux à l'hectare, ce qui est bien médiocre. Finalement, le progrès agricole se heurte à un véritable « blocage technique », à un plafond qu'il ne peut dépasser, et qui s'oppose radicalement à la croissance.

La préférence pour le placement foncier

Ses causes

Et pourtant, en dépit de ses faiblesses, le placement foncier attire plus que jamais les élites. Les motifs de cette « conversion » sont faciles à saisir. En cette période de guerres, de troubles sociaux, de récession économique, où le profit commercial se trouve très généralement menacé par la contraction des trafics et les pulsations monétaires, la terre apparaît, pour les capitaux accumulés — et qui, nous le verrons, continuent à s'accumuler —, comme le refuge le plus sûr, comme la « valeur » la plus tangible et la plus solide. D'autant plus que, dans ce monde de pénurie, le taux d'intérêt ne cesse de baisser; en Bourgogne, il tombe de 6,30 % avant 1673, à 4,1 % après 1687, tandis qu'il passe, en Angleterre, de 8 à 10 % en 1624, à 6 % après 1660, à 5 % en 1713, et qu'il s'effondre même à 2,50 % aux Pays-Bas en 1723. Il ne s'agit pas, de loin, d'un phénomène nouveau; mais la conjoncture ambiante lui assure une vigueur accrue. Par ailleurs, le placement en terres assure la considération à ceux que le capital liquide enrichit, mais qu'il n'honore pas.

A ces motifs d'ordre général, s'en ajoutent d'autres, plus particuliers selon les régions. Les uns et les autres favorisent les riches et les puissants, jouent en faveur de la grande propriété, et aussi, parfois, du grand domaine.

L'extension de la grande propriété

EN EUROPE

Le continent européen tout entier est saisi par un mouvement irrésistible, qui, à l'ouest, est largement — mais non totalement — le fait de la bourgeoisie et des couches supérieures des paysanneries, désireuses de sécurité, mais aussi de revenu. Car, dans la déflation générale, la rente semble profiter d'une certaine réévaluation relative, tandis qu'en Angleterre, l'exploitation en grand assure, à ses maîtres, de substantiels bénéfices.

Aussi, assistons-nous, dans toute l'Europe occidentale, à une progression rapide du grand domaine. En France, tandis que la noblesse, haute et moyenne, procède à un regroupement de ses biens, s'efforce de remettre en culture et de reprendre les terres délaissées ou tombées en déshérence et s'applique à accroître ses possessions par tous les moyens, des « rassembleurs de terres » d'origine fréquemment bourgeoise s'affirment dans toutes les provinces. On les voit à l'œuvre en Languedoc où ils laminent avec efficacité la moyenne propriété, dans la région parisienne, dans l'Amiénois, en Bourgogne où la bourgeoisie dijonnaise, parlementaire ou non, poursuit et accentue une œuvre séculaire, et jusque dans le Bas-Dauphiné.

En Angleterre, la reprise du mouvement des « enclosures », qui avait débuté dès la fin du ^{xv}^e siècle et qui, au lendemain du hiatus de la guerre civile, reprend et se consolide après la restauration de 1660, provoque, des environs de 1680 à ceux de 1740, une solide poussée de la grande propriété, qui lèse, ainsi que le montrent nettement les études de Habakkuk et de Mingay, les intérêts de la classe moyenne, surclassée par les nouveaux venus, riches marchands, membres des professions libérales ou hommes de loi, pourvus de gros capitaux. En même temps, les membres de l'aristocratie font aux petits propriétaires, écrasés par les impôts et accablés par des prix de revient excessifs, une concurrence désastreuse, les contraignant à la vente, devant l'impossibilité de la lutte contre des entreprises plus rationnellement menées.

Dans l'Europe de l'Est, les conditions sont quelque peu différentes, mais les résultats analogues. La guerre de Trente Ans, les guerres du Nord dévastent et dépeuplent les États, suppriment les limites traditionnelles des propriétés, permettant aux puissants de multiplier les accaparements. D'autant

LA « REVANCHE » DES SOCIÉTÉS DE LA « TERRE »

plus qu'eux seuls ont les moyens de remettre en culture les terres ravagées et de faciliter la colonisation des zones désertes. A la faveur des événements, la mentalité des seigneurs évolue et l'esprit chevaleresque fait place à un esprit mercantile; l'Europe de l'Est, grande exportatrice de blé, siège de grands troupeaux, tire de larges profits de ses ventes à l'ouest et les maîtres du sol entendent bien que le plus clair de ces profits leur reviennent, afin de pouvoir s'en servir pour acquérir les denrées de luxe que l'Occident leur propose. Tout les pousse donc à étendre leurs territoires, qui deviennent immenses. L'Allemagne à l'est de l'Elbe, la Pologne et les pays baltes, la Russie, la Hongrie, la Bohême, voient les domaines de leurs *junkers*, de leurs magnats, de leurs barines se gonfler et prendre parfois la forme de véritables États dans l'État, englobant les hectares et les « âmes » par milliers, les villages et même les villes par dizaines. Ainsi se consolident d'immenses domaines, qui d'ailleurs ne sont pas le privilège de l'Europe orientale; on les retrouve dans le Sud de l'Espagne et de l'Italie, de l'Andalousie à l'Apulie et à la Sicile, où les possesseurs à peu près exclusifs du sol enrégimentent des masses villageoises de travailleurs sans terres, voués à des journées sans bornes pour assurer leur maigre pitance.

HORS D'EUROPE

Le phénomène n'était cependant pas limité à l'Europe; mais il semble bien, au cours de notre période, se diffuser à travers la planète.

Il est général dans ces annexes de l'Ancien Monde que constituent les deux Amériques. Sans doute, la terre n'y manque pas, et ce sont les hommes qui font défaut. Le système de l'*encomienda*, dès le xvi^e siècle, y avait paré, en « affectant » d'autorité, par le moyen des « repartimientos », la main-d'œuvre indienne aux maîtres. Mais ceux-ci n'étaient que des usufruitiers, nantis d'une concession temporaire. Dès avant 1650, mais surtout au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle, ils se pérennisent et se transforment en propriétaires, par le moyen des « compositions de terres », qui légalisent les usurpations, et en constituant, pour leurs aînés, des « majorats » inaliénables. Alors se figent, au Mexique, au Pérou, dans l'Empire espagnol et au Brésil, des domaines sans bornes, laïques et ecclésiastiques. La *hacienda* prend forme, aussi bien dans les zones de cultures céréalières et d'élevage, sur les plateaux, que dans les régions côtières et tropicales de « plantations », où la canne à sucre, le café, le cacao, l'indigo sont rois.

La « contagion » gagne les « îles » voisines, les colonies anglaises d'Amérique du Nord, le Canada, qui se fonde largement, dès l'origine, sur des bases « seigneuriales ». De façon très différente, l'insécurité, les troubles politiques, le resserrement économique produisent des effets analogues dans ces « mondes

séparés » que sont l'Inde et la Chine, où le grand propriétaire renforce sa puissance et profite de la crise générale pour étendre son emprise.

Ainsi la grande propriété se révélait dominante. Elle entraînait fatalement un resserrement des moyens traditionnels de domination.

2 — Le resserrement des rapports de domination

Le système domanial

Son approfondissement et ses conditions

A ce point de vue, la « frontière » de l'Elbe sépare, en Europe, deux mondes. Celui de l'Est est, de plus en plus, voué à un régime que les historiens marxistes dénomment « féodal », bien qu'il ne présente pas tous les traits de ce que l'on appelait ainsi au Moyen Age. Il semble plus juste de le qualifier de « domanial ».

Régime dur que celui de la *Gutsherrschaft* et de la *Gutswirtschaft*, qui s'approfondit, après la guerre de Trente Ans, en Prusse, en Poméranie, en Saxe, qui s'étend dans les États des Habsbourg, en Bohême, à partir de 1627, et surtout de 1680, où est promulguée la « Patente de la corvée », en Moravie, en Silésie, après 1650. On le retrouve au Danemark, où l'offensive nobiliaire est forte; il atteint son apogée en Pologne et, plus encore en Russie, où les mesures prises par Pierre le Grand — notamment l'ukase de 1684 — achèvent de mettre en place le système.

Toute cette évolution correspond, de la part du grand propriétaire, à une certaine conception de son exploitation. Comme à l'époque carolingienne en Europe occidentale, le seigneur refuse de se voir réduit au rôle de rentier du sol; il désire, au contraire, en être l'exploitant, soit directement, soit, le plus souvent — et surtout lorsqu'il s'agit d'un domaine ou de domaines considérables —, par la personne interposée d'un ou de plusieurs régisseurs. Soucieux de réaliser, sur la production et sur la vente à l'Occident, de gros bénéfices, il lui faut diminuer, le plus possible, ses prix de revient, et comment obtenir ce résultat, sinon en pressurant la main-d'œuvre? Une main-d'œuvre d'ailleurs relativement rare dans ces pays à la population assez clairsemée et qu'il s'agit de fixer au sol tout en l'exploitant.

Dans ces conditions, le servage apparaît comme la meilleure solution; et, au cours de notre période, il ne cesse de s'approfondir. Dès 1650, la *Gesind-*

ordnung interdit aux paysans saxons de quitter le pays sans l'autorisation du propriétaire. En Russie, les recensements de 1627-1628, les mesures de 1646, le code de 1649 fixent au sol le chef de famille et tous ceux qui vivent avec lui, tandis que toute prescription est supprimée pour la recherche des fugitifs; dès lors, la loi ne s'occupe plus des serfs et les livre aux maîtres du sol, permettant, en 1682, la vente des paysans sans la terre. Dès 1660-1680, l'évolution est achevée dans toute l'Europe orientale. Le serf n'a plus ni liberté, ni propriété, ni sûreté; il est, au même titre que le bétail, un bien meuble, fixé à perpétuité sur la glèbe; il ne dispose même pas de sa progéniture, vouée au service du seigneur, au nom de la *Gesinde*.

Un tel « incapable » ne peut disposer d'un salaire monétaire. Il est seulement alloué, par le propriétaire, à la communauté des « esclaves » une certaine étendue de terre, que la collectivité ou *mir* répartit entre ses membres. Mais la tenure n'est, en aucune façon, une quasi-propriété; elle est sujette, à mesure que la population s'accroît, à des redistributions périodiques. En échange de cette concession, le serf doit de multiples corvées, de durée variable, et il doit surtout assurer la mise en culture des terres propres du maître, au moins 2 à 3 jours par semaine, parfois 6 ou 7.

L'organisation domaniale

Finalement, le domaine se présente, dès la fin du xvii^e siècle, comme un organisme très solide, comme une machine parfaitement adaptée à l'exploitation des hommes. Au centre, la réserve, concentrée autour du manoir ou du château, groupe les services centraux de l'administration domaniale et réunit les meilleures terres, les prés, les bois; les tenures s'éparpillent au loin, mêlées, par les contraintes de l'assolement triennal, aux biens propres du seigneur. Mais elles se révèlent, le plus souvent, exiguës, mal cultivées, reléguées dans les cantons les moins fertiles.

Le domaine hors d'Europe

Hors d'Europe, le système domanial se retrouve, mais sous des formes assez nettement différentes, en Amérique latine. La *hacienda* hispanique, la grande exploitation sucrière du Brésil, qui ne sont, ainsi que le montre Frédéric Mauro, ni féodales, ni seigneuriales, tiennent, à certains points de vue, du domaine de l'Europe orientale, mais en mêlant aux formes patriarcales des formes presque « capitalistes », qui, selon Vicens Vives, tirent leurs caractères de l'industrie minière ou de l'industrie sucrière, étroitement associées aux activités agricoles. Mais le « hacendado » et le « capitaine donataire », au

Brésil, exploitent, eux aussi, la main-d'œuvre théoriquement libre des Indiens et pratiquement serve, ou les esclaves noirs des « Terres chaudes », tandis que la *hacienda* oppose de puissantes et fertiles « réserves » aux maigres tenures des « natifs » ou aux champs de cultures vivrières des Noirs.

Plus encore que le « domaine » européen, le « domaine » américain, surtout dans les zones frontières et minières du Nord du Mexique, est une entité largement indépendante, se suffisant à elle-même, produisant sa nourriture, disposant de ses bêtes de trait, fabriquant ses étoffes et ses ustensiles. Elle vit sous la protection d'un maître tout-puissant, qui, assisté de ses majordomes et de ses « capitaines », dispose de la police et rend la justice, organisant à son gré le travail de ses *péons*, groupés en équipes disciplinées, dirigées par des « caporaux » souvent métis ou mulâtres, misérables et perpétuellement faibles et dépendants, corvéables à merci, fixés, eux aussi, au sol qu'ils cultivent, pris, le plus souvent dans un enchevêtrement inextricable de dettes, dont ils ne peuvent jamais parvenir à se dégager.

L'emprise seigneuriale

La seigneurie : les caractères et les cadres

Assez différente se révèle la seigneurie, qui domine toute la vie économique et sociale des pays de l'Europe occidentale, à l'exclusion peut-être de l'Angleterre, où, dès le ^{xvii}e siècle, le régime « manorial » traditionnel est en rapide décomposition.

Il est d'ailleurs assez malaisé de définir la seigneurie, bien qu'elle constitue encore une très puissante réalité. Elle se présente, avant tout, comme un « dominium », comme un ensemble de droits, qui assurent, à leur possesseur, une prédominance incontestée sur ses « hommes ». Tandis que le régime féodal, avec ses rapports de vassal à suzerain, avec ses cérémonies désuètes de l'hommage et de la foi, avec sa hiérarchie apparemment stricte entre seigneurs, se dégrade lentement, non sans laisser, dans les mœurs et dans les usages, des traces qui persisteront jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la seigneurie, non seulement affirme sa vitalité, mais, à la faveur des troubles et des incertitudes, elle manifeste une nette tendance à se renforcer. Elle n'est pas obligatoirement liée à la noblesse et s'en détache même sans cesse davantage. Elle devient un bien comme un autre, et d'authentiques bourgeois sont seigneurs de villages et de hameaux, comme ils sont propriétaires de maisons ou de terres.

De plus, la seigneurie doit nettement être distinguée du « fief », souvent appelé « rente noble », qui résulte généralement de son démembrement; il représente une sorte « d'anoblissement des terres », « une possession de prestige limitée dans l'espace », qui donne, à son possesseur, la « directe », c'est-à-dire la possibilité de lever des droits spéciaux, sans plus, sur les habitants. Le fief apparaît ainsi, selon l'heureuse définition qu'en donne Georges Durand, comme une « réalité accidentelle », relativement floue, comme l'« envers de la seigneurie », comme une zone franche, échappant au droit commun. Les fiefs pullulent dans le monde rural de l'Ouest, ils n'entraînent guère que des revenus particuliers et des avantages fiscaux. Tout autre est la seigneurie, dont les caractères sont nettement déterminés. Elle est d'abord étroitement liée à la possession d'une « justice », haute, moyenne et basse, symbole de la puissance, inséparable de son existence même et assurant l'imprescriptibilité des droits du seigneur. Elle comporte, à peu près obligatoirement, l'existence d'un château ou d'un manoir. Comme le fait remarquer Pierre de Saint-Jacob, le paysan « voit » d'abord la seigneurie comme une « terre », et tout terrier commence par la description du « domaine utile », ou « domaine propre », écho lointain, mais non amorti, de l'*indominitatum* du passé. Elle entraîne la possession d'un domaine propre, bien que, par suite d'une évolution plusieurs fois séculaire, la seigneurie puisse se limiter à la simple possession de droits, de nature très diverse.

La seigneurie se présente comme une entité très vivante, où la puissance du maître s'étend sur un territoire nettement délimité. Ainsi se précise une géographie des seigneuries, dont les linéaments sont encore mal connus et qui aurait besoin, pour être définie, d'un gros effort de cartographie. Le diocèse de Beauvais comporte par exemple 617 seigneuries, pour 432 paroisses; le Beaujolais, 80; le Dauphiné, 330 seigneuries « juridictionnelles », pour 726 communautés. Bien entendu, il est des seigneuries, laïques — nobles, parlementaires ou bourgeoises —, ecclésiastiques, royales, de toutes tailles. Certaines sont fort exigües, et plusieurs coseigneurs peuvent se partager le territoire d'une paroisse; dans le Dauphiné du xvii^e siècle, certains seigneurs tiennent la moitié, un tiers, un sixième, voire un neuvième de communauté. Au contraire, des féodaux puissants peuvent « truster » à peu près toutes les seigneuries d'un canton, d'une région; ainsi les Lesdiguières, dans ce même Dauphiné, dominant 78 communautés. Le « tissu seigneurial » peut aussi être lâche ou serré, dégageant, pour l'implantation seigneuriale, des régions de prédilection.

L'organisation de la seigneurie

Ainsi se renforce une « classe seigneuriale » assez composite, avec des puissants et des médiocres, mais fortement consciente de ses droits, nettement élevée au-dessus de la piétaille des possesseurs de fiefs, tandis que la seigneurie se matérialise par une organisation propre. A l'intérieur de sa « mouvance », surtout lorsqu'elle est vaste, gravite, autour du maître, tout un état-major de juges, de greffiers et d'huissiers, de procureurs fiscaux et de gardes, qui président les assises du tribunal seigneurial, perçoivent les impôts et les amendes.

Il est donc un « ordre » seigneurial, qui isole nettement les paysanneries de l'administration centrale, et cet ordre est avant tout fiscal, assuré par le prélèvement d'un ensemble de droits, ou « directe ». De ces droits, ce sont incontestablement les cens qui sont, de beaucoup, les plus importants. Leur poids peut être plus ou moins lourd, mais leur « valeur » est capitale; ils sont la « représentation » même du pouvoir seigneurial, et toute reconstitution de seigneurie débute par la recherche des cens tombés en désuétude. La censive est la base même de la seigneurie, la marque de l'assujettissement des paysanneries, au même titre que la « justice »; de façon très significative, les « aveux » et « dénombrements » des terriers ont pour but primordial d'assurer, pour les terriers, cette reconnaissance de la dépendance. De leur côté, les droits de lods et ventes permettent le contrôle de toutes les mutations de biens, et, par là même, la surveillance permanente de la vie économique et sociale du groupe, tandis que l'assolement forcé entraîne la police des cultures et de l'économie, et que les banalités, le banvin, mais aussi le monopole du moulin, du four, du pressoir supposent la domination des échanges.

A tous ces droits, qui revêtent, à la fois, une valeur fiscale et une force de contrainte, s'ajoutent un nombre très varié et variable de prélèvements sur la production : la taille seigneuriale, qui s'ajoute à la taille royale, la dîme, seigneuriale ou ecclésiastique, qui ne pèse pas seulement sur les grains, mais aussi, sous le vocable de « menues dîmes », sur bien d'autres produits agricoles, le champart surtout, qui, sous des noms divers, règne dans toute l'Europe occidentale, charge considérable, oscillant autour de la 9^e gerbe, s'abaissant parfois à la 15^e ou à la 16^e, mais pouvant descendre aussi à la 6^e ou à la 5^e, prenant au moins un tiers du produit net, et s'accompagnant de toutes sortes de vexations et de gênes.

Ainsi, se resserre un complexe inextricable de droits, de privilèges honorifiques, de préséances, dont l'efficacité est assurée par une administration plus ou moins étendue, mais toujours vigilante, parce qu'elle est directement « intéressée » à l'accroissement du rendement, et qui enserre les paysanneries

dans un étau de plus en plus étroit. Le système apparaît comme si bien conçu qu'il s'exporte, lui aussi : au Canada où fiefs et seigneuries sont calqués sur ceux de France, dans les colonies anglaises d'Amérique de la zone « médiane », de la Pennsylvanie à la Virginie, aux Antilles françaises, anglaises et hollandaises. Peut-on parler, en Chine et au Japon, voire dans l'Inde, de « régime seigneurial », ou « féodal » ? Sans doute, la prudence est de règle, en la matière, et de grands développements seraient nécessaires pour introduire toutes les nuances indispensables. Cependant, à certains points de vue, le pouvoir du *daïmio* (ou du *samouraï*), du propriétaire chinois ou du *zamindar* hindou sur ses tenanciers participe de ce type de structures.

3 — La résistance de la “ possession ” paysanne : forces et faiblesses

Propriété et “ tenure ”

Face à cette puissante offensive, les paysanneries peuvent apparaître désarmées. Pourtant, elles ne sont pas totalement dépourvues de moyens de défense, car la notion de **propriété** n'a pas, au xvii^e siècle, la même force que de nos jours, et les contemporains n'en ont pas une notion parfaitement claire.

De fait, le « propriétaire » est souvent celui dont la **possession** se montre précaire, limitée dans le temps, et l'idée de « tenure » est beaucoup plus vigoureuse que celle de propriété. C'est que, dans le régime seigneurial, le tenancier jouit de son bien à titre perpétuel, héréditaire ; il est, en fait, le « vrai » propriétaire du sol, le seigneur n'en étant, sauf pour ses domaines propres, que l'usufruitier. Le paiement des cens et des rentes féodales, selon des combinaisons très variées, le règlement des champarts et des dîmes font, dans cette optique, figure d'impôts, qui n'entachent pas une « quasi-propriété ». Au contraire, les fermiers, métayers, grangers, qui, eux, sont des locataires à titre précaire, au sens contemporain du terme, soldent leurs baux sous la forme de rentes en argent ou en nature. Bien entendu, les deux modes de « possession » peuvent être liés et le sont très souvent en fait, le tenancier complétant son domaine par la location de terres supplémentaires ; à la limite, il peut être un pur locataire, et, nous le verrons, il n'est pas, dans ce cas, le moins riche.

Tandis qu'en Europe orientale, la précarité de la « possession » pèse durement sur le monde rural, les paysanneries de l'Occident « tiennent » vraiment le sol; elles se succèdent, de père en fils, sur les mêmes terres; elles s'en considèrent comme les propriétaires.

Le recul de la “ propriété ” paysanne

Cependant, face à l'offensive des domaines et des seigneuries, la part de la propriété paysanne demeure faible, et même, nous le verrons bientôt, elle se trouve sans cesse amenuisée et grignotée.

Sur les lisières méridionales de la région parisienne par exemple, les privilégiés se taillent la part du lion. A Avrainville, en 1688, sur 53 taillables, 16 seulement sont propriétaires. Dans la Brie de 1717, la noblesse occupe les 2/5^e du sol, soit 7 700 ha, l'Église et la bourgeoisie urbaine s'en attribuent 3 800, soit 1/5^e; il ne reste aux paysans que 4 000 ha, divisés entre 1 660 propriétaires. Aussi, la moyenne de la propriété paysanne est-elle de 2,5 ha, et si l'on exclut les exploitations de plus de 11 ha, de 160 ares, alors que la moyenne de la propriété privilégiée s'élève à 130 et 216 ha. En Beauvaisis, vers 1678-1680, la part des paysans est toujours inférieure à 50 % du terroir, et, en 1717, sur 37 paroisses arpentées, représentant un total de 24 000 ha, les taillables n'en possèdent que 45,4 %. A l'autre extrémité de l'Europe, en Mazovie, en Suède, le domaine de la paysannerie ne cesse de décliner; les paysans suédois se répartissaient 49,4 % du sol en 1560, 31,5 % en 1700, tandis que les terres de la noblesse avaient triplé.

Dans ces conditions, l'exiguïté des exploitations ne pouvait qu'aller croissant. A Espaubourg, en Beauvaisis, en 1678, aucun paysan ne tient plus de 10 ha, 6 laboureurs possèdent, en moyenne, 7 ha, 142 paysans ont moins de 4 ha, 125, moins de 2 ha. D'un bout à l'autre de l'Europe occidentale, la cellule d'exploitation, la « charrue » ou le meix, dépasse rarement 20 ha; il se tient, dans les cas les plus favorables, entre 8 et 15 ha, mais il est très souvent inférieur à ces dimensions. Songeons aussi, que, dans cette même Europe, les grands et très grands domaines se comptent par centaines et par milliers d'hectares. Ajoutons qu'à cette exiguïté des domaines paysans se superpose un extrême morcellement parcellaire, et nous saisirons sans peine la faiblesse de la propriété rurale.

Les systèmes de location

Le paysan, s'il a suffisamment de moyens, peut compléter son exploitation, souvent trop étroite, en louant des lopins à autrui, en général au seigneur, voire en prenant à son compte des exploitations supplémentaires. Les contrats en varient à l'infini, mais ils tournent autour de deux formes essentielles, le fermage et le métayage, réunies par toute une gamme de formes mixtes. Le métayage, fondé sur le partage des fruits, constitue le système le plus archaïque, le plus avantageux en apparence pour le paysan, le plus funeste en réalité. Sans doute, le propriétaire prend à son compte le cheptel, les impôts royaux, les semences, en totalité ou en partie; mais le cultivateur est réduit à ses propres forces, qui sont généralement faibles, et les livraisons exorbitantes, qu'il se voit contraint de faire, le ruinent lentement. Ainsi, dans la Gâtine poitevine, les clauses draconiennes des baux finissent par convertir les métayers en simples ouvriers agricoles, incapables de se procurer, par leurs propres moyens, les bestiaux nécessaires à la culture des exploitations prises à bail; ils se convertissent en un prolétariat misérable. De même, le système du *meiergut*, dans l'Allemagne du Nord-Ouest, celui du domaine congéable en Bretagne produisent des effets analogues.

Au-dessus de cette plèbe rurale, les fermiers font figure de privilégiés. Munis d'un capital d'exploitation, formé d'attelages et de charrues, souvent de réserves, en partie alimentaires, ils assument toutes les charges de l'exploitation, mais ils se libèrent vis-à-vis du propriétaire, une fois par an, par une redevance annuelle fixe, souvent en numéraire. Le fermage apparaît ainsi comme caractéristique des vastes exploitations et des régions de riche agriculture, de la Brie à la Picardie, au bassin de Londres, à la Flandre, voire à la Lombardie. Dès la fin du ^{xvii}e siècle, les fermes de 200 acres et plus se multiplient sur les terres céréalières de l'Angleterre du Sud-Est, et les baux s'y échelonnent entre 7 et 26 ans, avec une nette prédominance des engagements à long terme, qui facilitent les amendements et les améliorations. Mais ces formes évoluées d'exploitation demeurent très minoritaires.

Les structures sociales des paysanneries

A ces divers types d'exploitation correspondaient, peu à peu, des structures sociales progressivement plus différenciées. Sans doute, dans toute l'Europe orientale, à mesure que progressait le servage, les conditions s'unifiaient; les différences de statut s'amincissaient entre serfs de la Couronne et paysans

libres en Russie, et la fusion s'opérait sous le même arbitraire et dans la même misère; les seules régions où la propriété paysanne libre se trouvait préservée étaient les zones excentriques de l'Est et du Nord.

Par contre, dans l'Ouest du continent, si les structures restaient très uniformes dans les secteurs pauvres ou montagneux, à l'écart des grands courants de circulation, il en allait ailleurs de façon très différente; dans le Beauvaisis, 2 à 3 riches laboureurs ou gros fermiers dominant chaque village, suivis par 5 à 6 laboureurs moyens, par une vingtaine de paysans médiocres et par une masse de paysans pauvres.

Ainsi s'esquisse une hiérarchie, que l'on retrouve dans toutes les contrées évoluées, en France et hors de France. Au bas de l'échelle, les « manouvriers », les « cottagers » anglais, propriétaires de leur chaumière et d'un petit lopin, d'une vache étique, d'un porc ou de quelques moutons, s'élèvent au-dessus des indigents et des paysans sans terres, mais non des domestiques, nourris et logés à la ferme; car ils ne peuvent vivre de leur bien et sont obligés de se louer chez les paysans plus riches qu'eux ou d'exercer un métier artisanal, ce qui rend leur situation extrêmement précaire, et les met à la merci de la première crise. Plus haut, la paysannerie moyenne (« haricotiers », vignerons, jardiniers et maraîchers en France, *farmers* et tenanciers en Angleterre) dispose rarement de plus de 8 à 10 hectares, d'un cheptel modeste, et elle est obligée de prendre à bail des terres supplémentaires. Au sommet de l'échelle sociale, les « laboureurs », moyens ou riches, possèdent jusqu'à 20 et 30 hectares, et plus; véritables « coqs de village », ils dominent à plusieurs la paroisse et ne sont concurrencés que par les gros fermiers, qui, nous le verrons, sont souvent plus puissants qu'eux.

La force de la communauté villageoise

Cependant, quelles que soient les oppositions qui s'introduisent au sein de la paysannerie, et dont nous ne tarderons pas à percevoir le caractère dramatique, ce sont encore, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, les forces de cohésion qui l'emportent. En dépit des manœuvres engagées par les seigneurs pour rompre, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, les solidarités anciennes du groupe terrien, la communauté de village est peu ébranlée, sauf peut-être dans cette Angleterre, où le progrès agricole commence à s'affirmer. Communauté de labeur, communauté de résidents, figée dans le cadre immuable du finage et du village, attachée indéfectiblement à son terroir, à ses biens communaux, à son Église, à sa coutume, la paroisse constitue un « corps », légalement reconnu, socialement et moralement cimenté,

doué d'un solide esprit collectif, sûre de son être et de ses droits, unie par un tissu de solidarités profondes.

Ces solidarités étaient loin, en cette fin du xvii^e siècle, de se limiter à l'Europe occidentale. Par-delà le *mir* russe, elles semblent s'être étendues à l'Extrême-Orient. Aussi vieilles que la vie des communautés, elles manifestaient la vigueur persistante d'une force profonde et pratiquement universelle. Mais, ne nous le dissimulons pas, dans la conjoncture dépressive qui était celle du temps, l'avantage appartenait aux plus forts, aux champs comme dans les villes, tandis que se propageait, à travers les sociétés, un grave malaise social et moral.

DOCUMENTS

15. La seigneurie en Bourgogne à la fin du XVII^e siècle : le domaine et les droits

La seigneurie est d'abord une terre. Le paysan la voit ainsi. Elle fut un manse plus grand que les autres, mais un manse. Elle garde largement encore ce caractère. Tout terrier commence par la description du « domaine », du « domaine utile », du « domaine féodal », de ce qui est tenu « en domaine »... Le mot revient avec insistance, comme un écho lointain de l'*indominicatum*. Une notion de « propre », d'« ancien » existe encore au cœur de la seigneurie, comme au cœur des manses particuliers... On peut voir encore le meix seigneurial, avec le château sur sa motte, la haute cour, la basse cour, les bâtiments d'exploitation, les fossés, le pont « dormant » ou « gisant », le pont-levis; puis les terres du pourpris clos de murailles ou de haies, occupées par les jardins, les vergers, une vigne, un pré; au total, un « clos », qui est la part de « village » qui revient au maître et qui, comme les autres clos, s'oppose à la campagne ouverte; plus loin, les parcelles seigneuriales, plus ou moins vastes, plus ou moins dispersées. Parmi tous les manses, celui-là a gardé ses liaisons internes les plus fortes; les biens du domaine « meuvent » encore rigoureusement du meix seigneurial...

Quant à la structure interne du domaine, elle est peut-être plus riche d'enseignements que la superficie totale; elle conditionne la facilité de l'exploitation. La présence des grandes pièces

est d'ailleurs un signe de puissance plus probant que la vaste étendue. Le seigneur aime à considérer ses larges « corvées », s'insérant, comme des plaques massives, dans le finage et dans le laci des champs particuliers. Pour lui, le domaine est un mot plein de sens et tout empreint de la notion d'unité...

Souvent la seigneurie a pu constituer des *granges* ou des *rentes*, qui rassemblent leurs terres autour d'elle. Là, elle a tiré profit de l'habitat dispersé intercalaire pour réaliser l'homogénéité de son « domaine »... Beaucoup de seigneurs ne peuvent faire état d'aussi belles constructions. En bien des lieux, le domaine apparaît morcelé, fait de parcelles minuscules, qui souvent ne dépassent pas le quartier; il donne l'impression d'un assemblage difficile de lambeaux...

Hors de son domaine foncier, la seigneurie est un ensemble de droits. Le paysan ne le sait que trop. La vieille domination s'est maintenue et accentuée; l'idée de la « directe » reste vivace. La seigneurie atteint la communauté dans l'humain et dans l'espace, et partout elle garde le désir d'assurer l'omnipotence de son autorité sur le village et son aire. Son effort est au cœur de l'histoire du fief et de l'histoire agraire.

P. de SAINT-JACOB, *Les Paysans de la Bourgogne du Nord*, Paris, Les Belles Lettres, 1960, pp. 51-58.

16. Les structures sociales paysannes (seconde moitié du XVII^e siècle)

TYPES DE PAYSANS BEAUVAISINS VERS 1680-1690

Types	Maisons	Terres	Fermages	Animaux				Métiers annexes
				C	B	P	O	
Manouvrier.....	1 part	1 ha	— 4 ha	0	1	0	4	Textile
Haricotier.....	1	3 ha	4 ha	0 ou 1	2	1	8	Artisanat rural
Laboureur moyen ...	1 ou 2	9 ha	très variable	2	3	2	16	(Rare)-Blatier
Gros laboureur-fermier	2 à 4	20 ha	jusqu'à 40 ha	4	5	2	35	Roulier - Blatier March.
Fermier-receveur ...	1 louée, ou 0	rare et louées	50 à 100 ha + une seigneurie	8	12	5	60	Prêteur - Blatier

Abréviations : ha : hectare — C : chevaux et juments — B : bovins — P : porcins — O : ovins — March. : marchand.

Pierre GOUBERT, *op. cit.*, p. 189.

17. Bail à ferme et à cheptel de la métairie de la Ménaudière, paroisse de Secondigny-en-Gâtine, 2 mars 1741

Par devant nous, notaires royaux de la Sénéchaussée de Poitiers sous signés, ont comparus : M. Jean Pépin, marchand, demeurant au bourg de Secondigny, d'une part; et Jacques Martin, laboureur, et Perrine Grolleau, sa femme que son mari autorise pour la validité des présentes, Louis et Nicollas et Paul Martin, leurs enfants, demeurant tous ensemble et de mesme communauté à la métairie de la Mesnaudière, susdite paroisse, d'autre part;

Lequel dit Sieur Pepin a ce jour d'huy baillé et affermé, pour cinq années consécutives,... Scavoir est la métairie et appartenances dudit lieu de la Mesnaudière au sr bailleur appartenant tout ainsi qu'en ont joui les Pipet et que les preneurs en jouissent à présent, sans réserve, qu'ils ont dit bien connaître.

Faite la présente ferme pour la moitié de tous les fruits croissants et naissants sur ladite métairie, les terres de laquelle les preneurs ont promis de bien labourer, façonner, fumer et cultiver à leurs frais et dépens; sèmeront les parties les grains de toutes espèces par moitié, et les blés venus à maturité, les preneurs seront tenus d'iceux ramasser, lier, battre, venter et nettoyer à leurs frais et dépens, d'avertir le Sr bailleur pour les partager, iceux partagés de conduire sa moitié dans ses greniers audit bourg de Secondigny aussi à leurs frais...

Au regard des rentes, les preneurs en payeront seulement sur leur moitié douze boisseaux d'avoine, mesure de Secondigny; le surplus des rentes seront acquittées par ledit sieur bailleur, lesquelles les preneurs voitureront néan-

moins en entier aux endroits où elles sont rendables...

Jouiront au surplus les preneurs de lad. métairie en bon père de famille, sans y commettre, ni souffrir qu'il y soit commis aucune dégradation, ni malversation quelconques; n'abattront aucuns arbres par pied, soit mort ou vif, sans le consentement du Sr bailleur...; entretiendront les bastiments de couvertures de la main de l'ouvrier seulement, en fournissant par le Sr bailleur les mathériaux requis et nécessaires, que les preneurs envoirront quérir sur le

lieu de l'achat à leurs frais et dépens...

Seront sujets à toutes semonces et corvées de charrois pour lad. métairie et maison du Sr bailleur, lequel leur donnera un chesne pour faire une aiguille de charrette et deux limoneaux et quelques fresnes, pour faire les applets qu'il leur manquera. Vaut lad. métairie cent-quarente-livres de revenu annuel...

(suit un inventaire du cheptel)

Cité par L. MERLE, *La Métairie et l'évolution agraire de la Gâtine poitevine*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1958, pp. 228-229.

18. La "hacienda" en Amérique latine : unité économique et sociale

De même qu'au xvii^e siècle, les *haciendas* acquièrent des droits définitifs sur leurs terres, que les systèmes d'exploitation aboutissent au servage pour dettes des « péons » et petits tenanciers..., de même les grands domaines tendent à former des unités économiques semi-indépendantes et à constituer de nouvelles communautés rurales, sous l'autorité du propriétaire ou de son « majordome ».

Dans les provinces du Nord, si dépourvues de ressources, que l'Espagnol n'eut d'abord que ce qu'il apportait ou créait lui-même, les quelques *haciendas* isolées, sur ces immenses espaces, représentèrent, dès le début, des sortes de petits mondes, qui cherchaient à se suffire à eux-mêmes... Au xvii^e siècle, la décadence des mines vint renforcer l'autonomie économique de ces petits centres de peuplement.

Dans des régions bien différentes, peuplées et riches, à proximité des chemins ou à des distances raisonnables de Mexico ou de Vera-Cruz, les plus grands moulins à sucre offrirent très tôt des conditions analogues. C'est qu'en dehors des champs de canne soigneusement irrigués, il leur fallait des

pâturages pour leurs centaines de bêtes de somme et pour des troupeaux de vaches et de moutons destinés à fournir la viande, le cuir et la laine à toute une population d'Indiens et d'esclaves...

Mais cette autonomie sur le plan économique apparaît d'autant plus probable qu'au cours du xvii^e siècle, elle est manifeste sur le plan social... Tandis que les esclaves appartenaient au domaine, les « péons » passaient sous l'autorité du maître, du chapelain, quand il y en avait un, et des quelques Espagnols qui dirigeaient le travail... Les *haciendas* du xvii^e siècle groupaient sur place leurs *gananes*, *laborios* et péons, dans de petites cases situées autour de l'Église et de la maison du maître, encore que certains Indiens pussent habiter dans le village voisin, lorsque celui-ci n'était pas trop éloigné...

Pour certains travaux au rythme plus rapide, les maîtres utilisaient généralement des esclaves noirs. Ceux-ci constituaient la main-d'œuvre essentielle dans les exploitations à gros rendement, comme les moulins à sucre et les ateliers de tissage. Mais, à côté des péons indiens,

on utilisait encore les nègres dans bien des grands domaines; notamment pour l'élevage du mouton, qui se trouvait en plein développement au xvii^e siècle. Ainsi, les grosses *haciendas* comptaient couramment 10, 15, 20 esclaves... Dans les exploitations sucrières, la proportion d'esclaves était beaucoup plus forte... Au xvii^e siècle, les plus grandes sucreries en employaient de deux à trois cents...

Finalement, sous l'autorité plus ou moins paternelle du maître, les péons menaient une vie fort médiocre, certes, et sans horizons, mais aussi à l'abri des coups du sort et des mauvaises récoltes, ce qui n'était pas négligeable, dans un pays aux pluies faibles et irrégulières.

F. CHEVALIER, *La Formation des grands domaines du Mexique*, Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie, 1952, pp. 377-386.

19. Agriculture et industrie sucrière dans le Brésil du XVII^e siècle

LA COMPTABILITÉ D'UN « ENGENHO », OU MOULIN À SUCRE

Il s'agit des comptes de l'*engenho* de Sergipe, qui ont été résumés pour l'année 1635 par le père Estevão Pereira. L'usine valait alors 40 à 50 000 cruzados; elle nécessitait le travail de 80 nègres au minimum, et donnait, par an, en moyenne, 7 000 arobes de sucre blanc et 3 500 de sucre moscouade (un quintal = 4 arobes).

Recettes :

— sucre blanc : 7 000 arobes dont 3 500 pour le <i>senhor de engenho</i> , à 800 réaux l'arobe	2 800 000 réaux
— sucre moscouade : 3 500 arobes, dont moitié est donnée aux travailleurs, ou <i>lavradores</i> ; reste 1 750 arobes, au prix moyen de 360 réaux	630 000 réaux
— sucre panelle : 2 000 arobes à 180 réaux	360 000 réaux
— sucre blanc batido : 80 arobes à 600 réaux	48 000 réaux
— sucre moscouade batido : 150 arobes à 240 réaux	36 000 réaux
Total	3 874 000 réaux

(lorsque la récolte est bonne et que le sucre blanc est à 800 réaux)

Dépenses			Capital		
Salaires	806 000 réaux	24,4%	Appareils, meules, bassins, chaudières	10 000 cruzeros	20%
Combustibles	704 000 —	21,3%	80 nègres	8 000 —	16%
Cuivres	364 000 —	11,0%	Bœufs, charrettes, barques	20 000 —	40%
Barques	344 000 —	10,4%	Capital de départ ..	10 000 —	20%
Travaux	269 233 —	8,1%			
Esclaves	340 720 —	10,3%			
Divers	477 680 —	14,5%			
Totaux	3 305 633 réaux	100,0%	Totaux	48 000 cruzeros	96%

— Dépenses de personnel.....	34,7 %
— Dépenses de matériel.....	65,3 %
Bénéfice	568 367 réaux

F. MAURO, *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, pp. 213-219.

20. La situation de l'agriculture et des paysans en Écosse

Témoignage de John Ray (Select Remains, 1661), Londres, 1760.

Les hommes semblent être très paresseux; on peut fréquemment les voir labourer en manteaux... Ils n'ont ni bon pain, ni bons fromages, ni bonne boisson. Ils ne peuvent les fabriquer ou ne veulent l'apprendre. Leur beurre est très quelconque, et on se demande

comment ils s'arrangent pour le faire si mal... Les maisons ordinaires, à la campagne, sont de pitoyables chaumières, construites en pierres et couvertes de gazon, ne comprenant qu'une seule chambre, beaucoup n'ayant pas de cheminée, les fenêtres n'étant que des trous sans vitres.

En 1716, dans le comté d'Aberdeen, suivant la description de Sir Archibald Grant, sur la propriété de famille

Il n'y avait pas un acre enclos, pas un arbre de fût, sauf quelques ormes, sycomores et frênes autour d'un petit potager touchant à la maison, et quelques arbres isolés dans quelques cours de ferme, avec un petit taillis non enclos, rabougri et tout abrouiti par les moutons et le bétail. Toutes les exploitations mal distribuées et mêlées...; pas une seule voiture à roues sur le domaine, ni d'ailleurs aucune route qui eût permis de l'utiliser... Toute la terre par tas et inégale, et pleine de pierres, dont

beaucoup très grosses, dures comme le fer, et tous les sillons incurvés en forme d'S, avec des billons très élevés et pleins de mauvaises herbes, pauvres, épuisés par la culture, sans façons convenables... Les gens sont pauvres, ignorants et paresseux, ennemis-nés de toute plantation, de toute enclosure et de toute amélioration ou propreté.

Textes cités in Lord ERNLE, *Histoire rurale de l'Angleterre*, trad. franç., Paris, © Gallimard, 1952, p. 177.

CHAPITRE IV

1. L'accentuation
des contrastes sociaux
2. L'ère des tensions

LA CRISE SOCIALE ET MORALE DE L'EUROPE

Au cours des précédents chapitres, nous nous sommes efforcés de résister à la tendance fâcheuse qui nous aurait conduit à rapporter la vie de l'univers entier à celle de l'Europe. Si la partie occidentale de l'Ancien Monde apparaît, sans exagération, comme un des moteurs de la planète, sinon comme le principal d'entre eux, la Chine et l'Inde vivent cependant de leur vie propre ; elles sont affectées plus ou moins tard et plus ou moins complètement par les difficultés européennes. Le fait est plus net lorsque l'on considère la crise sociale et morale, qui est vraiment celle de l'Europe et dont les conséquences ne se répercutent qu'amorties sur les autres continents. Illusion de notre part ou insuffisance de nos connaissances ? Force nous sera de nous limiter géographiquement, tout en essayant de discerner, avec prudence, les répercussions mondiales d'un malaise accentué, qui semble avoir trouvé son épiceentre entre l'Espagne et la Russie.

1 — L'accentuation des contrastes sociaux —

La crise de l'Europe, au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle, est aussi une crise sociale de la profondeur. Que les guerres aient constitué pour cette épreuve aux lourdes conséquences un certain « terrain », la proposition est évidente, mais ne paraît pas suffisante. Faisons-nous appel à l'influence du malaise de l'État, au rôle des nouvelles relations qui s'instaurent entre l'État et la société, selon les thèses de Trevor-Rooper? Accepterons-nous les idées de Dobb et de Hobsbawm, qui insistent sur l'exaspération des oppositions fondamentales, entre féodalité et bourgeoisie, entre économie foncière et économie mobilière et capitaliste? Les choses ne sont pas aussi simples, et aucune théorie ne rend vraiment compte d'une réalité complexe. Il est cependant incontestable que les contrastes ne font que grandir, au fil des décennies et à la faveur de la crise économique, entre deux ensembles de groupes sociaux, dont les uns se renforcent et dont les autres s'affaiblissent irrémédiablement.

Ordres ou classes ?

Arrivés à ce point, nous nous heurtons immédiatement à un problème d'envergure, qu'il nous faut aborder, et, si possible, élucider, avant de progresser davantage. Sommes-nous, en cette seconde moitié du xvii^e siècle, et surtout en Europe occidentale, en présence d'une société d'ordres ou d'une société de classes?

Pour Roland Mousnier, il ne peut exister des classes que lorsque « dans une économie de marché ... le rôle joué dans la production des biens matériels et l'argent gagné ... place l'individu à son niveau de la hiérarchie sociale ». Pour qu'il y ait classes, il faut qu'à l'intérieur d'un groupe défini par une même source de revenu les individus soient unis par un même ordre de grandeur de revenus, par un même genre de vie, créateur d'une conscience commune. Ainsi, dans la société de classes, l'argent, le gain, la possession du capital liquide constituent les éléments fondamentaux de la structuration sociale. Au contraire, dans la société d'ordres, liée à une certaine lenteur évolutive des structures économiques, les groupes sociaux — « estats », *stände*, *estate* — sont hiérarchisés, non d'après leur position ou leur puissance dans l'économie, mais d'après l'« estime », l'« honneur », « la dignité attachés

par la société ou par des fractions sociales » à leur personne, sans rapport nécessaire avec la production des biens matériels. De plus, à l'intérieur de chaque « état », des « corps », des « compagnies » s'individualisent, disposant chacune d'un « statut social » propre, fondé sur l'« estime sociale », le *consensus* légalisé de l'opinion.

Ainsi s'oppose au monde de l'argent celui de la dignité, du rang, du sang aussi, les rangs supérieurs disposant légitimement de titres et de privilèges spéciaux, qui les élèvent au-dessus du commun des mortels. La société se constitue par la réunion d'ordres et d'états aux privilèges décroissants, les états inférieurs étant voués aux tâches serviles de la production, voire du commerce, tandis que les ordres supérieurs devraient se consacrer au service de l'État et, sous peine de dérogeance, aux nobles fonctions de l'armée et de la diplomatie. Enfin, dans cette optique, la richesse apparaît comme la conséquence et non comme l'origine du rang des individus et des corps dans la société.

Il est certain que, dans cette Europe du xvii^e siècle, toujours si fortement imprégnée d'influences « médiévales », la société d'ordres règne encore largement. Bien plus, elle semble se renforcer à la faveur de la crise longue de l'économie et du « repli » sur la terre. Néanmoins, dans cette période d'hésitations, où se cherche confusément un monde, des phénomènes nouveaux se manifestent, au sein des groupes sociaux, qui semblent annoncer très lentement ce qui sera, bien plus tard, la société de classes.

Les groupes “montants”

Le « resserrement » des noblesses

Sans doute, les noblesses conservent une grande partie de leur force, mais elles se transforment. De l'Espagne à la France, à l'Angleterre et à l'Allemagne de l'Ouest, les petits nobles et même une partie importante des membres de la moyenne noblesse souffrent durement de la crise et voient fondre leurs revenus réels. Vivant d'une vie besogneuse, de plus en plus « dépendants », couverts de dettes, ils ne cessent de décliner. En Beauvaisis, les dossiers de l'arrière-ban se révèlent, en effet, très significatifs; en 1693, le tiers des nobles de campagne se trouvent dans la catégorie des « pauvres honteux », et beaucoup ne subsistent que d'aumônes. En Angleterre, tandis que la *yeomanry* s'efface, bien des *squires* se trouvent dans une position difficile.

Par contre, les hautes noblesses, maîtresses de grands domaines, ont

tendance à se renforcer et à se resserrer. Elles triomphent en Espagne, où les « grands », les « titulos », s'élèvent bien au-dessus des *hidalgos* et des *caballeros*, unis par de multiples liens familiaux et par des intérêts puissants. En Grande-Bretagne, les *lords* et la *gentry*, parfois touchés par la crise, parviennent cependant à se maintenir, voire à progresser. En France, les grands seigneurs et bien des nobles moyens sont parmi les bénéficiaires de la « revanche foncière », tandis que les princes, à l'exemple de Condé, grossissent leur fortune, l'enrichissement compensant l'éloignement des vraies responsabilités politiques ou administratives et la domestication à la Cour. Partout, règne le préjugé, l'« obsession » nobiliaire, le désir de la « vie noble », oisive et honorée. La noblesse est tellement prisée qu'elle s'exporte hors d'Europe; elle s'introduit en Amérique latine, où bien des *hacendados* entrent dans les ordres militaires et figurent parmi les « titulos », unissant puissance foncière et prestige social.

La poussée des bourgeoisies

Les noblesses ne sont toutefois pas seules à profiter, au moins en partie, du mouvement d'ascension sociale, et, à bien des points de vue, la progression des bourgeoisies constitue, dès cette période, un phénomène plus impressionnant et plus déterminant.

On pourrait penser qu'il s'agit d'un paradoxe, puisque la bourgeoisie tire l'essentiel de sa force de l'argent, par l'intermédiaire du négoce : la récession devrait la défavoriser au premier chef. La crise est sans doute néfaste à la conjoncture commerciale; mais les périodes de difficulté ont toujours fourni, aux spéculateurs audacieux, de multiples occasions d'enrichissement, et ils ne les manquent pas. D'autant plus que, nous l'avons vu, la crise n'est pas totale et ne va pas sans comporter, dans le commerce et l'industrie, des secteurs abrités. A Amsterdam et à Londres, dans les ports français de l'Atlantique, à Cadix, sur les places intérieures, s'élèvent de grands marchands qui, tel Le Gendre à Rouen, nouent des relations avec la planète tout entière, entassant d'immenses fortunes. A Amsterdam, en 1674, le négociant Louis Trip possède plus de 1 million de florins, et bien des commerçants de la ville disposent de 4 à 500 000 florins; 56 personnes en détiennent de 2 à 400 000; 140, de 100 à 200 000. L'enrichissement est parfois très rapide: Jean de Neufville, industriel en soie, venu de Francfort, en 1647, sans un sou, meurt à Amsterdam à la fin du siècle en laissant 798 000 florins, tandis que Jérónimus de Haze abandonne, en 1725, la somme fantastique de 3,3 millions de florins. La Russie, où les Stroganov, à Moscou, font figure de grands

capitalistes marchands, voire de grands industriels, ne demeure pas à l'écart.

De même, dans toutes les grandes villes manufacturières, les marchands-fabricants, maîtres des métiers dispersés à travers la ville et les campagnes avoisinantes, s'enrichissent, soit qu'ils travaillent pour des marchés lointains, soit qu'ils se mettent en relations avec les administrations de la guerre.

Ce sont ces puissants, qui se jettent sur les placements fonciers, en profitant de la crise profonde des paysanneries, entassant les terres et rassemblant les seigneuries. Ce sont eux qui, par l'intermédiaire des rentes constituées, profitent de la misère des paysans et du marasme des nobles obérés, pour leur consentir des prêts d'argent et prendre des hypothèques sur leurs domaines, jusqu'à saisie; la crise agricole engendre ainsi un vaste transfert de propriété, dont nous mesurerons plus tard les profonds retentissements. Ce sont eux qui achètent — en dépit des résistances des gouvernements — des titres de noblesse. Ils acquièrent des charges et des offices pour leurs descendants, s'insèrent dans les administrations municipales, voire dans les ministères, en prêtant au Trésor en difficulté, jouent au seigneur et réclament pour eux une considération qu'ils ne méritent pas toujours. Le personnage du « Bourgeois gentilhomme » n'est pas une invention de Molière.

Alors, se forme un monde de grands marchands, de financiers, d'officiers, de membres des professions libérales et d'hommes de loi, qui ne constitue pas une nouveauté, mais dont la réussite et la force deviennent éclatantes. Sans doute, ses membres s'agrègent à la société à ordres, dont ils reconnaissent le prestige, mais n'oublions pas que c'est de la ville et de l'argent que le groupe tout entier tire son pouvoir. Dans les fortunes beauvaisiennes, à côté des fortunes « jeunes », celles des marchands, de Lucien Motte par exemple, où les créances et les stocks forment la majeure partie de l'actif, les fortunes « vivantes », en rapide accroissement, présentent un dosage significatif. Ainsi, les biens de Toussaint Foy (1661-1662), élu en l'élection, comportent 66,6 % de biens immeubles, urbains et surtout ruraux, 13,5 % de créances et de rentes, le reste étant représenté par la valeur de l'office (5,8 %), des stocks de vivres, de l'argent et des meubles. Les créances, à elles seules, formaient un capital de 23 113 livres et, significativement, elles portaient sur les villages où Foy avait concentré ses propriétés. Plus variée se révèle la fortune abandonnée à Amsterdam par Louis Trip, en 1698, où, si les immeubles représentent une valeur de 210 000 florins, sur un total de 1 million, le reste est constitué par des créances et surtout — signe d'évolution — des valeurs mobilières : obligations des villes hollandaises, actions et obligations de la Compagnie des Indes orientales.

La détresse des “ dominés ”

Les travailleurs du sol

Tandis que se renforcent les groupes dominants, la situation des dominés ne cessait de s'aggraver, dans les campagnes comme dans les villes.

Dans toute l'Europe occidentale, le poids du régime seigneurial s'alourdit pour les couches inférieures de la paysannerie, conjuguant ses effets avec l'exiguïté des exploitations, l'insuffisance du bétail, l'irrégularité des rendements, les crises alimentaires. La seconde moitié du ^{xvii}e siècle voit, en effet, s'appesantir une véritable « réaction féodale », qui correspond au désir des seigneurs, nobles et bourgeois, de compenser la réduction des revenus par une tension accrue sur les humbles. Partout, la réfection des terriers permet de faire revivre des cens oubliés, de récupérer des tenures, d'accroître le « domaine », tandis que les champarts et les dîmes voient leurs taux s'élever. L'édit de 1667 en France sur le droit de triage favorise de larges « usurpations » de terres sur les communaux, tandis que la reprise des *enclosures*, en Angleterre, permet des « extensions » plus ou moins légales.

Dès lors, conjuguées avec les misères du temps et avec les faiblesses latentes de l'agronomie, les charges qui pèsent sur la paysannerie : charges seigneuriales, ecclésiastiques et étatiques, deviennent insupportables, les prélèvements du propriétaire enlevant 1/4, 1/3 du revenu, parfois davantage ; en année normale, la vie est tout juste assurée pour les paysans moyens ; elle devient impossible en période de crise alimentaire, tandis que l'endettement ronge les ruraux. En Beauvaisis, il est nécessaire d'avoir, dans la seconde moitié du ^{xvii}e siècle, 12 ha de terres dans les bonnes années, 27 ha et demi dans les mauvaises ; seuls 2 à 3 gros laboureurs par village peuvent manger à leur faim en tout temps, constituer des réserves, vendre avec profit et pressurer leurs congénères en période de hauts prix. Les moyens laboureurs qui possèdent 12 à 27 ha ne sont dans une situation favorable que dans les bonnes années ; les petits laboureurs et les manouvriers ne sont jamais à leur aise et leur misère devient tragique en période de crise alimentaire. Voués à la famine et à la mort, ils sont les grands pourvoyeurs des cimetières. Or, ils constituent la majorité des masses paysannes à l'ouest.

Cette situation s'aggrave dans toute l'Europe orientale, où l'absence de liberté vient s'ajouter à des corvées sans fin et à une technique rudimentaire ; elle ne paraît pas différente dans toute l'Asie, des rives orientales de la Méditerranée à celles du Pacifique.

Les travailleurs de l'industrie

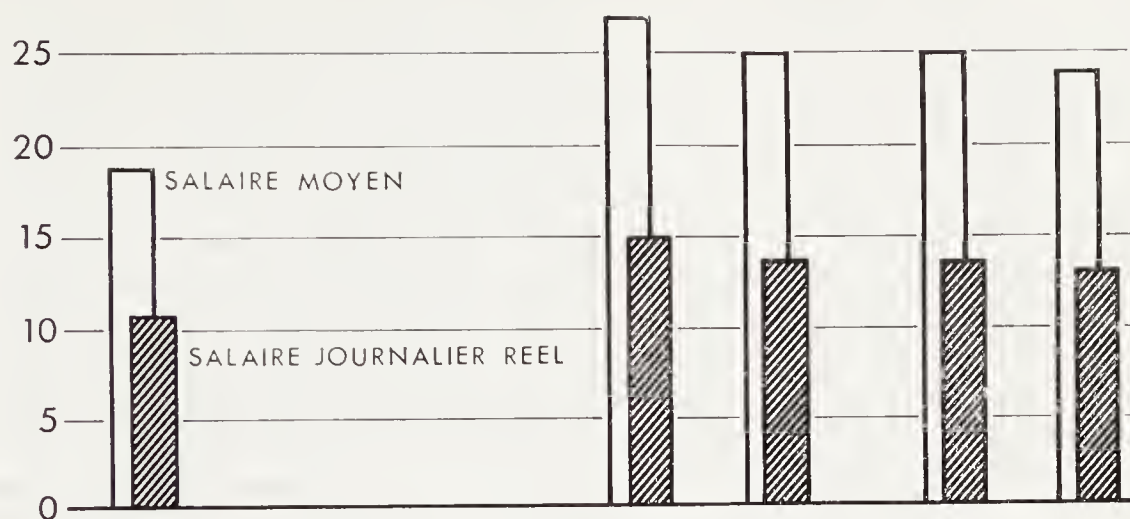
Plus grande encore, si possible, est souvent la misère des travailleurs de l'industrie. Une grande partie d'entre eux, sans doute, œuvre dans les campagnes, en qualité de tisserands, d'ouvriers des mines, des forges et des verreries, semi-paysans, plus ou moins « garantis » par la possession d'une maison ou d'un lopin. Mais, beaucoup d'entre eux vivent dans les villes, où ils sont livrés à l'arbitraire des marchands, voués à des journées interminables, dans des locaux insalubres, ou à des chômages angoissants. Dans l'ensemble, les salaires, de niveaux généralement faibles et très inégaux selon les pays et les métiers, tendent parfois à monter en valeur nominale; s'ils baissent ou stagnent en valeur réelle, leur rigidité, plus grande que celle des autres revenus, leur permet de résister, et, théoriquement, leur mouvement provoque une amélioration lente mais sensible du pouvoir d'achat. Cependant, les réalités sont tout autres et il n'en va pas ainsi partout. A Amiens, l'équivalent du salaire du manœuvre maçon en pain représente 9,7 livres dans les années 1665-1671, 8,1 livres en 1676-1687, 6,2 livres en 1698-1704 et 1,8 livre en 1710. A Lwow, l'indice du pouvoir d'achat du salaire passe, entre 1641-1650 et 1691-1700, de l'indice 48 à l'indice 32. Malgré tout, possible en temps normal, où les prix alimentaires sont bas, la vie devient pour eux insupportable dès que la hausse en flèche et la raréfaction du pain se combinent avec la baisse des salaires ou avec le chômage.

Alors, la tragédie atteint son comble, l'ouvrier se trouve incapable de nourrir sa famille, et la misère entraîne, à proprement parler, la mort. Ainsi, Lucien Lemaire, tisserand à Beauvais, et qui gagne 55 sous par semaine, peut nourrir péniblement sa femme, « toujours malade », et ses trois enfants, lorsque le pain est à bas prix; lorsqu'il double, et triple, il ne peut plus fournir aux siens que 8 livres, puis 5 livres de pain. Or, le pain double 6 fois, triple 4 fois, quadruple 2 fois, entre 1647 et 1725. Il en résulte des souffrances indicibles, d'autant plus que le gain approche de zéro lorsque le prix des subsistances atteint son apogée.

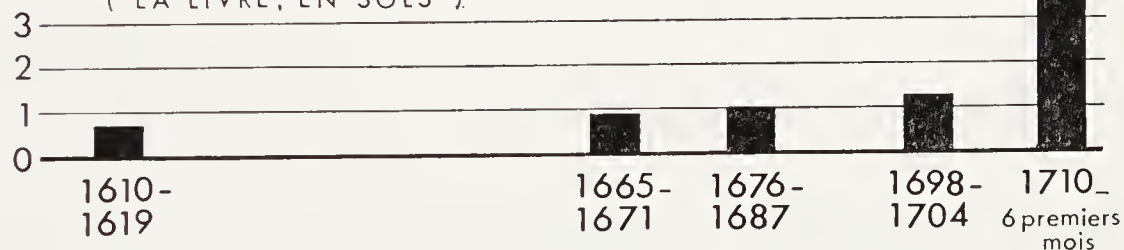
L'accentuation des contrastes sociaux

Finalement, entre les deux catégories de groupes, les oppositions sont estompées par la présence de catégories « médianes », petits nobles et moyens propriétaires des campagnes, boutiquiers et maîtres artisans des villes, officiers de rang inférieur et membres des professions libérales. Mais, on observe parfois un certain laminage de ces classes; il en est ainsi de la

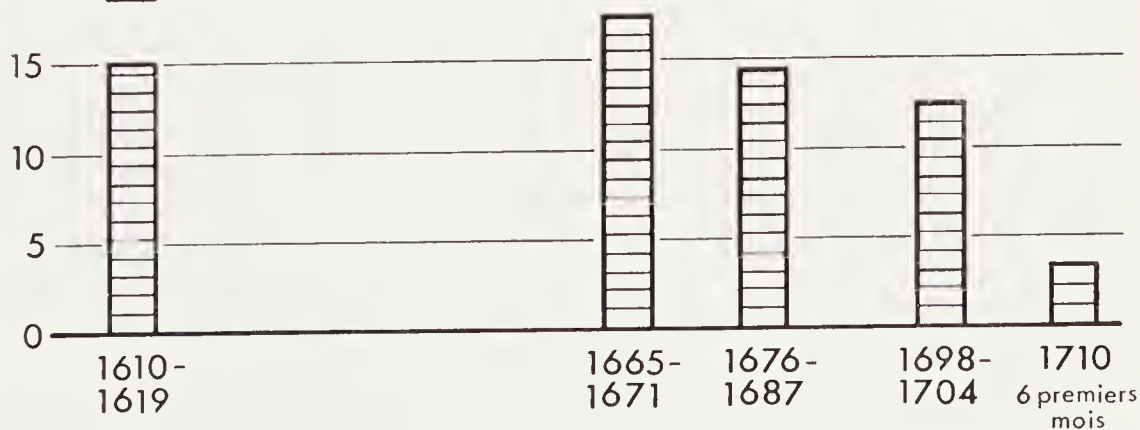
(EN SOLS)



PRIX MOYEN DU PAIN BIZETTE
(LA LIVRE, EN SOLS)



□ 1 LIVRE DE PAIN BIZETTE



LA MISÈRE OUVRIÈRE : LE SALAIRE RÉEL DU MAÎTRE-MAÇON A AMIENS

D'après P. DEYON, *op. cit.*, p. 518.

yeomanry et d'une partie des *squires* dans les campagnes anglaises. Surtout, entre les « extrêmes », les écarts sociaux, dont les documents fiscaux portent témoignage, ne cessent de s'accroître. A Beauvais, en 1691, 7 à 8 % des contribuables règlent plus de la moitié des impôts, et 300 familles dominent la ville, du haut de leur richesse ou de leur aisance, à une époque où plus de la moitié des Beauvaisiens sont très pauvres. Dans la même ville, les inventaires après décès ne révèlent pas d'argent liquide chez les ouvriers; on découvre presque toujours plus de 2 000 livres, parfois plus de 10 000 livres en espèces, chez les hauts bourgeois. Si l'on considère enfin les dots, celles des tisserands consistent en quelques hardes et meubles; un « fabricant » se met en ménage avec 1 000 livres, un haut-bourgeois avec 20 000 livres, soit l'équivalent de 40 000 journées de travail dans le textile, ou la nourriture annuelle de 100 personnes! On comprend sans peine que, dans ces conditions, les tensions sociales s'exaspèrent, à mesure que s'approfondit la longue dépression du xvii^e siècle.

2 — L'ère des tensions

Déclassement social et trouble moral

Le gonflement du paupérisme

Dans cette société en proie à un trouble profond, le paupérisme revêt une allure et une acuité toutes particulières. Nous sommes malheureusement peu renseignés sur la situation de l'emploi, sur ses fluctuations. Du moins, pouvons-nous pressentir, grâce aux travaux de Coleman, l'importance du sous-emploi dans une économie qui repose sur le travail humain, adulte et juvénile, et qui le gaspille. De fait, le chômage, phénomène chronique dans les sociétés de l'ère préindustrielle, s'enfle peu à peu sous l'effet de la récession longue, et se gonfle démesurément, dès que la catastrophe alimentaire paralyse les diverses branches de la production.

Les pauvres et les misérables forment ainsi, dans l'Europe de la seconde moitié du xvii^e siècle, une immense armée, qui représente un important pourcentage des populations. Dans l'Angleterre des années 1680 et 1690, les ouvrages récents ont confirmé les « *computs* » de Gregory King, et l'on pense que un quart à la moitié de la population se situe au-dessous de la ligne officielle de démarcation de la pauvreté. Si, dans les campagnes, la masse

des manouvriers verse régulièrement dans la misère, celle-ci est peut-être encore plus poignante dans les villes. S'il existe, dans les agglomérations urbaines, une « géographie de la pauvreté », avec ses quartiers spécialisés, les grandes pulsations alimentaires viennent ajouter, aux assistés « habituels », de nouveaux bataillons. Lors de la crise de 1693, à Rouen, 22 000 pauvres, sur une population de 70 à 80 000 habitants, sont inscrits à l'aumône, tandis que 3 000 mendiants errent dans les rues. A Paris, la ville recense 30 000 mendiants et peut-être 120 000 indigents, sur 650 000 habitants, tandis que l'on estime, en 1698, la proportion des pauvres au 1/5 de la population, en une période exceptionnelle, il est vrai.

C'est dans les villes qu'affluent, en temps de crise, les surnuméraires des campagnes; ils encomrent les rues et les places, victimes toutes désignées des épidémies, mendiant aux portes des monastères, des églises ou sur la voie publique, à la fois obséquieux, pressants et inquiétants.

La peur des pauvres

Face à cette vague de misère, qui submerge l'Europe entière et qui, par la Méditerranée et la Russie, semble déborder sur le monde de l'Islam et sur les masses de l'Asie orientale, le sentiment dominant est celui de la peur. D'autant que la détresse s'accompagne de phénomènes d'errance et de brigandage. Des bandes hétéroclites parcourent les campagnes, composées d'artisans en chômage, de soldats déserteurs, de moines en rupture de ban, d'adolescents abandonnés, d'hommes et de femmes de tous âges; certains de leurs membres sont seulement pittoresques et fourniront leurs héros aux romans picaresques; d'autres, professionnels du vagabondage ou du crime, sont singulièrement plus inquiétants. Ces « picaros », qui deviennent facilement des bandits, victimes du déséquilibre social, se livrent parfois à des migrations de longue portée; ainsi, assiste-t-on, en France, à une « descente massive, du Nord vers le Sud, de la gueuserie », qui parvient, en Languedoc, à renouveler le stock ethnique.

Dans sa lutte contre un mal d'une telle ampleur, la charité se révèle impuissante, qu'elle soit d'ordre privé ou public, et le sentiment qui domine parmi les classes aisées et au sein des gouvernements est fait de mépris, de peur et de haine. La « sainte pauvreté » devient une « pauvreté dangereuse », une atteinte à l'ordre social, en même temps qu'à l'hygiène et à la morale publiques. La pauvreté devient coupable; elle est un vice, voire un crime, qu'il s'agit de réprimer et de contraindre. D'autant que le pauvre, propagateur des épidémies, croupissant dans l'ignorance des « saints mystères » et vivant

dans le blasphème, doit être « sauvé » autoritairement, et, le cas échéant, contre son gré.

Vis-à-vis de ces misérables, tenus pour libertins et athées, victimes de leur fainéantise, dangereux pour la société par les troubles qu'ils provoquent, les mesures d'ordre sont indispensables, et les anciennes lois sont renforcées et complétées. Elles doivent permettre de les isoler et de les retrancher de la société civile; à ce point de vue, l'accord est total entre les États, l'Église et les groupes dirigeants. En Angleterre, s'édifient les *workhouses* qui, sous un régime de fer, prétendent régénérer les miséreux par un travail forcé, tandis qu'en 1662 la loi d'établissement (*law of settlement*) permet de renvoyer les indigents dans leur paroisse d'origine. En Allemagne, en Italie, en France, les mesures se durcissent sans cesse davantage, alors que les « grands renfermements » — celui de 1656 est, en France, le premier d'une série — concentrent indistinctement chômeurs, vagabonds et criminels, enfants et vieillards dans les hôpitaux; en France, en particulier, les ordonnances de 1680, 1685 et 1700 abandonnent les mendiants à l'arbitraire de la Police et déclarent la mendicité passible des galères, en cas de récidive.

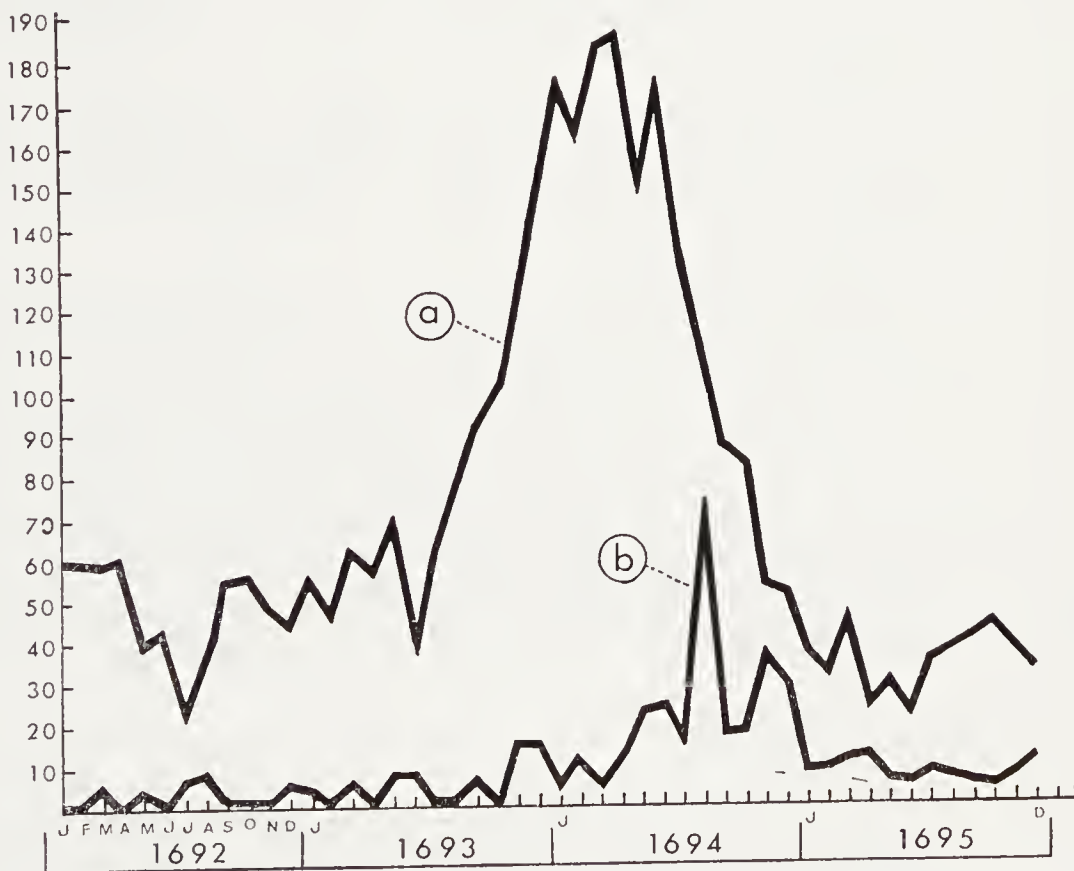
Les déséquilibres moraux

Ces phénomènes de déclassement social ne vont pas sans entraîner des manifestations d'un trouble moral profond. La violence est universelle et les archives criminelles en recèlent d'innombrables témoignages. Violence individuelle, courante, qui n'épargne nullement les clercs et les amène, comme les laïcs, à jouer pour les motifs les plus futiles du poing, du poignard ou de l'épée; la violence peut être gratuite, elle se déchaîne à la première occasion, elle témoigne d'un réel déséquilibre nerveux. Elle est aussi collective; au moindre prétexte, s'élèvent, dans les villes et les campagnes, des « émotions » populaires, nées de la faim ou de la haine des riches. Le brigandage est universel, car il est une des formes de la lutte pour la vie; les grands chemins sont dangereux, mais plus encore les régions montagneuses et les forêts, où vivent des populations inquiétantes et sans scrupules. Le banditisme « féodal » fleurit; les « Grands Jours » d'Auvergne (1664-1665) entre autres en fournissent des témoignages aussi nombreux que significatifs, mais le même phénomène se retrouve aussi bien en Russie et en Chine qu'en France.

Plus profondément ancrée encore dans l'âme humaine, la sorcellerie et la magie survivent et prospèrent. Sans doute, renonce-t-on, à peu près complètement, à partir de 1670-1680, à brûler les sorciers, au moins en France. Mais les pratiques de la magie persistent, surtout dans les campagnes, où l'homme, accablé par les désastres naturels et politiques, se sent abandonné de Dieu

et se voue au diable. Ainsi que l'indique, avec bonheur, Emmanuel Le Roy-Ladurie, la sorcellerie n'est pas sans comporter un « message social ». Elle est un « retournement fictif du monde réel » ; elle est, à sa manière, une sorte de révolte permettant la permutation des riches et des pauvres. A certains points de vue, elle obéit à des impératifs, à ceux qui, à la même époque, animent le grand courant de l'illuminisme et qui lui donnent un sens parfois « séditieux », surtout dans les villes industrielles.

C'est contre toutes ces tendances, contre l'immoralité et la misère qui, dans les périodes de crise, multiplient les bâtards et les abandons d'enfants, que l'Église catholique, les Églises protestantes devront lutter, en se raidissant et en favorisant un renouveau de la ferveur populaire, ainsi qu'un encadrement plus strict des masses par une discipline spirituelle plus rigoureuse.



UN « RÉVÉLATEUR » DE LA CRISE SOCIALE ET MORALE DU XVII^e SIÈCLE :
LES ABANDONS D'ENFANTS A LYON (1692-1695)

La courbe supérieure indique les enfants recueillis par l'Hôtel-Dieu; la courbe inférieure, les enfants adoptés directement par la Charité.
D'après R. GASCON et Cl. LATTA, « Une crise urbaine au XVII^e siècle », *Cahiers d'Histoire*, t. VIII, n° 4, 1963, p. 396.

Les conflits sociaux

L'ère du mépris

Non moins symptomatiques sont les conflits sociaux qui s'élèvent de toutes parts; ils sont largement le fruit, non seulement de l'écart croissant des conditions, mais aussi de la crise morale, qui exacerbe les passions et les vanités. Le mépris et la haine se généralisent. Les éléments dominants, et notamment les aristocraties, n'ont pas assez de hargne pour qualifier les artisans, dont les métiers sont tenus pour « mécaniques, vils et abjects ». Quant au peuple pris dans son ensemble, il est, pour les « superbes », la « vile populace », la « canaille ». La confusion est ainsi totale entre les artisans et les paysans d'une part, les vagabonds, les rôdeurs et les mauvais garçons de l'autre; l'assimilation apparaît toute naturelle entre « classes dangereuses » et « classes laborieuses ».

A ce mépris d'acier répond, du côté des humbles, la soumission apparente, le respect humain, mais aussi, lorsque la détresse atteint son comble, la colère la plus sauvage et la haine déchaînée, génératrice de révoltes et de répressions sanglantes.

Le mépris et la haine n'opposent pas seulement les élites et le peuple. Entre nobles et bourgeois des sentiments analogues s'exaspèrent. La noblesse s'inquiète de l'« infiltration bourgeoise »; elle s'efforce par tous les moyens de la stopper. Si en Angleterre l'aristocratie et la *gentry* se présentent comme des groupes ouverts, il n'en est pas de même en France, où les alliances de familles sont rares entre les deux classes, au moins jusque vers 1700 et dans les couches moyennes, tandis que les « réformations » de la noblesse — et notamment celle de 1664-1670 — font la chasse aux nobles de fraîche date et que les cours souveraines se ferment; dès 1659, le Parlement de Paris interdit l'entrée de ses rangs aux bourgeois; en 1715, il est noble à 81,5 %.

Les soulèvements populaires

De tous ces conflits, sourds ou patents, ce sont les révoltes populaires qui sont, de beaucoup, les plus graves et les plus significatives. De ces « émotions », les unes restent indifférenciées, et elles se présentent comme des émeutes de la faim, comme des soulèvements de consommateurs. Sans doute, ne visent-elles pas au bouleversement social; mais, ainsi que le font très justement remarquer Richard Gascon et Claude Latta, à propos de l'insurrection lyonnaise de 1693, elles provoquent une « déchirure brutale », qui offre

à l'observateur une « vue soudaine sur les profondeurs » et qui constitue un « réactif » au déséquilibre des structures sociales. Malgré tout, ces explosions violentes, qui, en 1709, rassemblent 10 000 personnes à Rouen et 4 000 à Darnétal, peuvent menacer temporairement l'ordre public, mais sont sans finalité ni lendemain et ne mettent pas en cause la structure sociale.

Plus profondes sont les réactions populaires suscitées par les épidémies, qui, face aux mesures répressives de la bourgeoisie, suscitent la formation de véritables haines de classes, voire de « fronts de classe », opposant les pauvres et les riches, les « réprouvés » et les « gros ». Là encore, l'épidémie apparaît comme un révélateur des égoïsmes sociaux; cependant, là aussi, le mouvement s'apaise, du moins en surface, dès que se produit le retour à la santé.

Les agitations ouvrières, en dépit de l'acuité qu'elles peuvent atteindre, ne manifestent pas, au xvii^e siècle, plus de profondeur. Nées de la dégradation de la condition ouvrière, de la dictature exclusive des maîtres au sein des corporations, elles s'exaspèrent lors des grandes crises de subsistances. Ainsi se forment des vagues de grèves, surtout dans le textile et les mines, qui s'annoncent à Newcastle dès 1607, qui s'accroissent après 1685-1688 et dans les années 1690 et qui paraissent culminer en France entre 1704 et 1710, pour reprendre vers 1725 en Grande-Bretagne dans les deux premières décennies du xviii^e siècle, tandis que s'esquissent outre-Manche les premières *Unions* et que les compagnonnages fleurissent sur le continent. Toutefois, les « ouvriers » proprement dits sont rares; ils se distinguent mal des paysans, et ils ne manifestent pas de véritable « esprit de classe ».

Beaucoup plus déterminantes sont ces révoltes paysannes, qui s'étendent de la France à la Russie, voire à la Chine et à l'Inde, et qui parsèment toute notre période, avec des paroxysmes dont les étapes et la chronologie demeurent fort imprécises. Sans doute, ne peut-on vraiment assimiler les uns aux autres des mouvements nés à l'intérieur de structures politiques, économiques et sociales aussi radicalement différentes que celles qui caractérisent la France de Louis XIV, la Russie de Pierre le Grand et la Chine des Mandchous. Par ailleurs, toutes ces éruptions ne font que prolonger bien d'autres drames du même genre, et il est impossible, à plus forte raison, de penser que l'on se trouve en présence de mouvements concertés. Malgré tout, c'est de la misère insondable et perpétuellement renouvelée, de l'oppression des États et des groupes dominants que sortent, dans des conditions différentes, mais dans une ambiance assez analogue, toutes ces perturbations.

Émeutes de la souffrance que les révoltes endémiques de 1663-1665 en France, la grande insurrection bretonne de 1673-1675, les mouvements du Bas-Vivarais (1670) et de Bordeaux (1675), les mouvements sporadiques

des années 1690 et le spectaculaire soulèvement des camisards cévenols. Elles correspondent aux « émotions » russes de 1662 et de 1667-1671, — dominées par la personnalité de Stenka Razine, dans les régions du Don et de la Volga, où il annonce Pougatchev, — irlandaises de 1679, tchèques de 1670 et de 1680. Elles répondent aussi aux mouvements sibériens de 1658-1668 et des années 1690, et peut-être au grand soulèvement chinois de 1673-1681, voire aux troubles agraires de l'Inde et du Mexique.

Englober toutes ces actions dans une explication unique ou même tenter de rechercher des traits communs est vain. Il n'en reste pas moins, ainsi que Roland Mousnier l'a fait remarquer, que ces « émotions » éclatent, au moins en France, dans des secteurs « prédestinés » par la médiocrité de leur agriculture, par la fragilité de leurs exploitations, ou dans des zones de peuplement récent, où les fugitifs et les déracinés, nombreux, sont peu disposés à supporter les contrôles, au surplus, dans des régions disgraciées, aux grands contrastes climatiques, générateurs d'un profond retard économique et de fréquentes famines. Les révoltes sont surtout dirigées contre l'État, et essentiellement contre le fisc, contre les collecteurs d'un impôt dont le poids se révèle de plus en plus lourd à mesure que s'approfondit la détresse des campagnes. Parler de luttes de classes, selon les thèses de Porschnev, serait peu conforme à des réalités très fluctuantes, d'autant qu'à l'origine les classes dominantes ont parfois été satisfaites de voir les ruraux, occasionnellement aidés par les habitants des villes, se dresser contre un gouvernement dont elles redoutaient l'absolutisme centralisateur.

Ce n'est que dans certains cas, très limités, qu'une esquisse de programme politique et social fut ébauchée. Ainsi, lors de la révolte bretonne, dite du papier timbré, en 1675, qui s'orienta nettement, sous la direction d'un chef énergique, Le Balp, contre les nobles, un « code paysan » fut élaboré, qui dénote une sorte de conscience de classe. Dans ce vaste programme de revendications, qui annonce, à un siècle de distance, 1789, les rebelles réclamaient l'abolition des champarts et de la corvée, de la dîme et des banalités, la réforme de la justice seigneuriale, l'adoucissement des conditions de l'exploitation. Plus tardif et plus « avancé », le mouvement des Camisards, mélange curieux de fanatisme religieux, d'hystérie convulsionnaire et apocalyptique, d'ardeur guerrière et de haine contre le fisc, se révélait aussi comme proprement démocratique et égalitaire. A l'autre bout de l'Europe, le héros des troubles de 1670, le Russe Stenka Razine, réclamait la réforme de l'État, la libération des serfs, la libre discussion des contrats entre propriétaires et tenanciers. Dans ses « Lettres séductrices », il préconisait une rude justice contre les « suceurs du sang du peuple », le nivellement des rangs, l'établissement du « système cosaque », fondé sur la liberté et l'égalité absolues, le

gouvernement, démocratique et patriarcal, étant assuré par une assemblée délibérante de chefs élus.

Sans doute, ne s'agit-il que de velléités, qui restèrent, le plus souvent, à l'état d'intentions; le respect de l'autorité du roi ou du tzar, totalement séparé de l'animosité qui s'exerce contre ses représentants, exclut tout mouvement vraiment révolutionnaire. D'ailleurs, la peur aidant, les classes dirigeantes abandonnèrent les révoltés et permirent au gouvernement de réprimer promptement et féroce­ment toutes ces impulsions. Malgré tout, on peut se demander si l'ampleur prise par certaines « révolutions » de la seconde moitié du xvii^e siècle, encore mal connues dans leur profondeur, ne provenait pas du fait qu'elles reposaient sur tout un substratum politico-social. Ainsi dut-il en être de la Fronde, des troubles des Provinces-Unies, et, incontestablement, de la première révolution d'Angleterre, dans ses aspects les plus aigus. C'est en vain que les « diggers », que les « levellers », ou « niveleurs », prenant appui sur la « démocratie des sectes », réclamèrent une constitution écrite, le suffrage universel, l'égalité sociale, voire le communisme, publiant, en 1649, l'« Agreement of the People », premier manifeste cohérent des classes inférieures, selon l'opinion de François Furet, tandis que les « prolétaires » exigeaient le partage des terres.

La seconde moitié du xvii^e siècle apparaissait ainsi comme le point de départ, encore très confus, de toutes les oppositions sociales de l'avenir. Tandis que, derrière les contestations qui s'élevaient entre nobles et bourgeois, se préparait le choc de deux conceptions de l'ordre social, l'une paternaliste et hiérarchique, reposant sur la naissance, le rang et l'« ordre », l'autre individualiste, fondée sur le capital mobilier et le profit, d'autres conflits se préparaient dans les couches plus profondes des sociétés; contre la domination seigneuriale, contre l'individualisme montant des puissances économiques nouvelles, se dressaient, dans l'anarchie et la confusion, des masses inorganiques dans les villes et dans les campagnes. Leur affirmation était bien incertaine et souvent presque imperceptible, mais, à la faveur de la dépression longue, qui mettait rudement à l'épreuve les hiérarchies traditionnelles, commençait à se faire jour, au sein des éléments les plus évolués de masses, rudes, ignorantes et brutales, l'idée de structures sociales radicalement différentes de celles du passé.

DOCUMENTS

21. La Fronde et la misère des campagnes parisiennes

Lettre de Lescot, échevin de Paris, chargé d'une mission de subsistance entre Paris et Melun, 21 mars 1649 :

Nous prévoions deux choses. La cherté extraordinaire du blé par l'artifice des marchands... L'autre est la disette, de laquelle est menacée nostre ville, à cause des mauvais effets que la guerre a causé en ce pays, tant à cause que l'armée a faict de très grands dégasts de grins (ayant reduict la ville et pays circonvoisin de Corbeil dans une si grande disette que, pour faire du pain de munition, on vient achepter du bled en cette ville de Melun), que aussy que les mars manqueront, manque de chevaux, et que les laboureurs

n'osent paroistre avec leurs chevaux et charrues, pour les volleurs qui courent toute la campagne; que mesme il a esté dérobé jusques aux portes de cette ville. Ausquelles nous pouvons adjouter une troiesme, qui est l'abbord et l'affluence de la plus part des pauvres habitants de la campagne d'autour de Paris, qui ont été ruinez comme il est notoire à tout le monde, et ausquel il sembleroit que sans crime on ne leur en oseroit refuser.

Texte cité par Marc VENARD, *Bourgeois et paysans au XVII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1957, p. 97.

22. Crise de subsistances et misère urbaine

LA SITUATION A BEAUVAIS EN AVRIL 1694

L'on ne voit plus à Beauvais qu'un nombre infini de pauvres, que la faim et la misère fait languir, et qui meurent dans les places et dans les rues, dans les villes et à la campagne, par manque-ment de pain et par disette. N'ayant point d'occupation et de travail, ils n'ont pas d'argent pour acheter du pain et ainsi, ils se voient mourir misérablement par la faim...

La plupart de ces pauvres, pour prolonger un peu leur vie et apaiser un peu leur faim, par défaut de pain, mangent des choses immondes et corrompues, comme des chats, de la chair de chevaux écorchés et jetés à la voirie...

le sang qui coule dans le ruisseau des bœufs et des vaches qu'on égorge, les tripailles, boyaux, intestins et autres choses semblables... Une autre partie de ces pauvres mangent des racines d'herbes et des herbes, qu'ils font bouillir dans de l'eau, comme sont des orties et d'autres semblables herbes, et tout cela produit des corruptions dans le corps humain... Les uns, pressés par la faim, volent et dérobent, et les autres vont déterrer les febves et menus grains semés au printemps, afin de les manger.

Journal de Le Caron, agent des affaires de l'Évêché, cité par Pierre GOUBERT, *op. cit.*, p. 303.

L'AFFLUX DES MENDIANTS DANS LES VILLES

Le maire de Dieppe, juillet 1709

Le maire insiste sur la nécessité de colmater une brèche qui s'est ouverte dans les défenses de la ville, pour « se préserver, non seulement de la part des ennemis de l'Etat, mais encore des paysans et habitants de Picardie, qui, par disette et manque de grains arrivé dans leur pays, sont venus, depuis peu, en très grand nombre, dans le pays de Caux, en sorte que,

s'assemblant comme ils le font journellement, il leur sera aisé, quand ils le voudront, d'escalader les murailles des remparts.

Texte cité par G. LEMARCHAND, « Crise économique et atmosphère sociale en milieu urbain sous Louis XIV », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1967, n° 3, p. 257.

23. Crises alimentaires et manœuvres spéculatives

Lettre adressée par d'Argenson, lieutenant général de Police à Paris, au contrôleur général, 11 décembre 1697

Monsieur, il y a dans le commerce des bleds qui se voient dans cette ville, un fonds de malice inexcusable; mais le grand nombre des complices et leur liaison, formés par les motifs d'un intérêt commun, empêchent qu'on ne puisse aisément pénétrer ce mystère d'iniquité. Je ne puis assez me plaindre, à ce sujet, des seigneurs des terres voisines, et de leurs fermiers, qui n'envoient jamais leurs bleds dans les marchés publics, et qui s'estudient à n'ouvrir leurs greniers que dans les temps de la plus grande cherté. Ces fermiers ont, sous eux, certains émissaires, qui sèment de mauvais bruits dans les

marchés circonvoisins, et n'y font des achats de bleds que pour en diminuer l'abondance et pour gagner sur la revente. La correspondance exacte que j'entretiens dans les principales villes du Royaume, sur le fait des grains, augmente de plus en plus mon étonnement sur le prix excessif des nôtres, et ne permet pas de douter de ces intelligences d'entre les fermiers, les boulangers et les marchands.

Cité par E. MIREAUX, *Une Province française au temps du Grand Roi, la Brie*, Paris, Hachette, 1958, pp.170-171.

24. Disette et troubles populaires

Daguesseau père, conseiller au Conseil Royal, au contrôleur général des Finances, 24 avril 1709

Rien n'est si terrible, ni si dangereux que de laisser le blé au prix excessif où il est, et de souffrir que le commerce

s'en fasse avec autant de désordre et de confusion qu'il se fait. Les magistrats des villes ne veulent pas en laisser

sortir du blé pour la campagne, et la campagne ne veut pas en laisser sortir des villages pour le transporter aux villes. Ceux qui sont possesseurs de blés et autres grains n'en sont pas les maîtres; les peuples attroupés en disposent comme ils le veulent et les enlèvent de force dans les greniers des

villes et de la campagne et sur les grands chemins; même, en quelques endroits, ceux qui ont été acheté pour le Roi : de sorte que tout le monde est dans un état très incertain et très violent.

Texte cité par A. de BOISLISLE, *Correspondance des contrôleurs généraux*, t. III, p. 133.

25. L'effervescence ouvrière

[Lorsque les prix des grains haussent,] il y a un esprit de rébellion si fort établi contre la justice dans ces occasions entre les ouvriers..., que l'on voit, dans les villes de commerce, des 7 à 800 ouvriers d'une seule manufacture s'absenter tout à coup et en un moment, en quittant les ouvrages imparfaits, parce qu'on leur voulait diminuer d'un sou leur journée, le prix de leurs ouvrages étant baissé quatre fois davantage; les plus mutins usant de violence envers ceux qui auraient pu être raisonnables. Il y a même des statuts parmi eux, dont quelques-uns sont par écrit, et qu'ils se remettent de main en main, quoique la plupart forains et étrangers, par lesquels il est porté que si l'un d'eux

entreprend de diminuer le prix ordinaire, il soit aussitôt interdit de faire le métier; et outre la voie de fait dont ils usent en ces occasions, le maître même s'en ressent, par une défense générale à tous les ouvriers de travailler jamais chez lui : on a vu des marchands considérables faire banqueroute, par cette seule raison qu'ils avaient été deux ou trois ans sans pouvoir trouver personne pour faire leurs ouvrages, quoi qu'il y en eût quantité sur le lieu, de même art, qui ne trouvaient point de maître.

LE PESANT DE BOISGUILBERT, *Traité des Grains*; cité par E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie*, Paris, Rousseau, t. II, p. 393.

26. Les destins populaires

LES MANOUVRIERS DES CAMPAGNES A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE

Parmi le menu peuple, notamment celui de la campagne, il y a un très grand nombre de gens qui, ne faisant profession d'aucun métier en particulier, ne laissent pas d'en faire plusieurs très nécessaires, et dont on ne sçauroit se passer. Tels sont ceux que nous appelons manouvriers, dont la plupart, n'ayant que leurs bras, ou fort peu de choses au delà, travaillent à la journée, ou par entreprise,

pour qui veut les employer. Ce sont eux qui font toutes les grandes besognes, comme de faucher, moissonner, battre à la grange, couper les bois, labourer la terre et les vignes..., et faire plusieurs autres ouvrages, qui sont rudes et pénibles. Ces gens peuvent bien trouver à s'employer de la sorte une partie de l'année, et il est vrai que, pendant la fauchaison, la moisson et les vendanges,

ils gagnent, pour l'ordinaire, d'assez bonnes journées; mais il n'en est pas de même le reste de l'année...

... On doit prendre garde, sur toutes choses, à ménager le menu peuple, afin qu'il s'accroisse et qu'il puisse trouver dans son travail, de quoy soutenir sa vie et se vêtir avec quelque commodité... Comme il est beaucoup diminué dans ces dernières années, qui en ont fait mourir de faim un grand nombre, et réduit beaucoup d'autres à la mendicité, il est bon de faire tout ce qu'on pourra pour le rétablir...

... Je suppose que, des 365 jours qui font l'année, il en puisse travailler utilement 180, et qu'il puisse gagner 9 sols par jour. C'est beaucoup, car il est certain, qu'excepté le temps de la moisson et des vendanges, la plupart ne gagnent pas plus de 8 sols par jour, l'un portant l'autre; mais passons 9 sols. Ce seroit donc 85 livres 10 sous. Passons 90 livres; desquelles il faut ôter ce qu'il doit payer, suivant la dernière ou plus forte augmentation, dans les temps que l'État sera dans un grand besoin, c'est-à-dire le trentième de son gain, qui est de trois livres, ce qui, doublé, fera six livres, et, pour le sel de quatre personnes, dont je suppose la famille composée, comme celle du tisserand, sur le pied de 30 livres le minot, 8 livres 16 sols. Ces deux sommes ensemble porteront celle de 14 livres 16 sols, laquelle ôtée de 90 livres, restera 75 livres 4 sols.

Comme je suppose cette famille, ainsi que celle du tisserand, composée de 4 personnes, il ne faut pas moins de 10 setiers de bled, mesure de Paris, pour leur nourriture. Ce bled, moitié froment, moitié seigle, le froment estimé à 7 livres, et le seigle à 5 livres, par commune année, viendra, pour prix commun, à 6 livres le septier mêlé de

l'un et de l'autre, lequel, multiplié par dix, fera soixante livres, qui, ôtées de 75 livres 4 sous, fera 15 L. 4 s.; sur quoy il faut que ce manœuvrier paye le louage ou les réparations de sa maison, l'achat de quelques meubles, quand ce ne seroit que de quelques écuelles de terre; des habits et du linge; et qu'il fournisse à tous les besoins de sa famille pendant une année.

Mais, ces 15 L. 4 s. ne le mèneront pas fort loin, à moins que son industrie, ou quelque commerce particulier ne remplisse les vides du temps qu'il ne travaillera pas; et que sa femme ne contribue, de quelque chose, à la dépense, par le travail de sa quenouille, par la couture, par le tricotage de quelque paire de bas, ou par la façon d'un peu de dentelle, selon le pays; par la culture aussi d'un petit jardin; par la nourriture de quelques volailles, et peut-être d'une vache, d'un cochon, d'une chèvre pour les plus accommodés, qui donneront un peu de lait; au moyen de quoi il puisse acheter quelque morceau de lard, et un peu de beurre ou d'huile, pour se faire du potage. Et si on n'y ajoute la culture de quelque petite pièce de terre, il sera difficile qu'il puisse subsister; ou, du moins, il sera réduit, lui et sa famille, à faire très misérable chère. Et si, au lieu de deux enfants, il en a quatre, ce sera pis encore, jusqu'à ce qu'ils soient en âge de gagner leur vie.

Ainsi, de quelque façon qu'on prenne la chose, il est certain qu'il aura toujours bien de la peine à attraper le bout de son année. D'où il est manifeste que pour peu qu'il soit surchargé, il faut qu'il succombe; ce qui fait voir combien il est important de le ménager.

VAUBAN, *Projet de Dîme royale*, Paris, édit. Daire, coll. des Grands Économistes, 1844, p. 78.

27. La crainte des classes laborieuses et « dangereuses »

TÉMOIGNAGE D'UN BOURGEOIS DE ROUEN

Les émotions populaires n'arrivent ordinairement que dans les très grandes villes; et vouloir les y empêcher, ce seroit quelquefois s'opposer à l'impétuosité d'un torrent rapide, que nulle digue ne peut arrêter. Comme ceux qui causent ces désordres sont presque toujours des gens de la lie du peuple, il n'est pas étonnant que, sensibles seulement aux maux qui les pressent,

ils fassent peu d'attention aux desseins et volonté de Dieu, qui veut qu'on obéisse sans murmurer aux Princes et à ceux qui sont préposez de leur part, quelques excès qu'ils commettent dans les impôts qu'ils exigent.

Histoire de la ville de Rouen en six parties par un solitaire, Rouen, 1731, t. I, p. 535. Texte cité par G. LEMARCHAND, art. cité, pp. 251-252.

L'ATTITUDE DU PARLEMENT DE ROUEN

Arrêt du Parlement de Rouen, 15 novembre 1675

[L'arrêt parle des errants et des misérables de la ville comme d'une canaille, qui est composée, pour l'ordinaire, de gens qui ne connaissent pas Dieu, qui sont sans religion et sans instruction, qui vivent dans la licence et dans le dérèglement de toutes sortes de vices, dans un mélange honteux et horrible mesme, les uns avec les autres,

sans distinction de sexe, de parenté ny d'alliance, comme les animaux, qui, étant conçus et nourris dans les vices, y passent leur vie et se portent facilement à toutes sortes de crimes.

G. PANEL, *Documents concernant les pauvres de Rouen*, Rouen, 1917, t. II, p. 72; texte cité par G. LEMARCHAND, art. cité, p. 252.

28. L'Église contre l'enrichissement illicite

LE PÈRE CHEMINAIS

Vouloir s'enrichir sans borne et sans mesure, et se contenter des appointements et émoluments ordinaires de son emploi..., vouloir s'enrichir promptement et n'aller à sa fin que par des voies légitimes et ne nuire à personne, c'est

une chimère; quiconque a cette passion tombe dans les pièges du démon.

Sermon sur les Restitutions, Paris, 1690-1692; texte cité par P. DEYON, *Amiens, capitale provinciale*, Paris-La Haye, Mouton, 1967, p. 296.

BOURDALOUE

L'homme riche est ou injuste dans sa présence, ou héritier de l'injustice... Parcourez les maisons et les familles distinguées par les richesses et par

l'abondance des biens, je dis celles qui se piquent d'être honorablement établies, celles où il paraît d'ailleurs de la probité et de la religion; si vous remontez

jusqu'à la source d'où cette opulence est venue, à peine en trouverez-vous, où l'on ne découvre, dans l'origine et dans le principe, des choses qui font trembler.

... A peine en pourriez-vous marquer, où l'on ne vous fasse voir une succession d'injustices, aussi bien que d'héritages, c'est-à-dire où la mauvaise foi d'un père n'ait été par exemple le fondement de la fortune d'un fils, où la friponnerie de l'un n'ait servi à enrichir l'autre... Où sont les riches qui, contents de ce

qui suffit, et portant leurs pensées plus haut, disent : c'est assez de biens sur la terre... Malheur à vous qui joignez maison à maison, héritage à héritage... Malheur à l'homme qui veut sans cesse multiplier ses revenus... Malheur à l'homme qui, n'écoutant que son ambition et son avarice, forme toujours de nouveaux projets, et conçoit de hautes idées pour l'agrandissement de sa maison.

Sermon sur les Richesses, in Carême, t. II, Paris, 1708; cité par P. DEYON, op. cit., p. 296.

CHAPITRE V

1. Les doctrines de la pénurie
2. Les politiques
3. Les résultats

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Au sein de ce bouleversement des économies et des sociétés, l'action des individus ou des groupes se trouvait nettement inefficace, face à des événements qui les dépassaient par leur immensité. Le recours aux États constituait le seul élément possible de redressement. Encore fallait-il que ces États eussent les moyens nécessaires pour agir sur la conjoncture et pour modifier des structures largement dépassées. Or, la réalisation de semblables conditions n'était possible qu'en Europe, et surtout en Europe occidentale, où s'achevait la formation d'États véritablement « nationaux ». Force nous sera donc de concentrer encore nos prises de vues.

1 — Les doctrines de la pénurie

Les antécédents

Ce sont bien des doctrines de la pénurie, qui, dans les principales puissances de l'Europe, s'expriment avec force, et elles sont loin d'être entièrement nouvelles.

Dès les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, en effet, l'influence de la scolastique, issue de la *Somme théologique* de saint Thomas, ce premier grand traité d'économie politique, avait exercé sur les penseurs et sur les gouvernements une forte influence. L'École de Salamanque, fondée par Francisco de Vitoria (1480-1546) et illustrée par Domingo de Soto (1494-1560), avait émis des idées fécondes sur la « loi » de l'offre et de la demande, sur les effets de la concurrence sur le mouvement des prix, sur l'influence de la quantité de monnaie et des conditions de change sur les fluctuations économiques. Dès le début du ^{xvii}^e siècle, leurs disciples insistaient sur ce qu'il peut y avoir d'implacable dans la conquête des marchés, sur la nécessité aussi, pour les gouvernements, d'organiser les économies « nationales ».

Par ailleurs, à mesure que le siècle avance, l'État, en France, en Grande-Bretagne, aux Provinces-Unies, aux Pays-Bas, prend conscience de sa force, mais aussi de ses devoirs. Si le milieu du siècle est marqué par une série de révolutions antiabsolutistes, dès 1655-1660 la monarchie de droit divin triomphe partout; les souverains se jugent propriétaires de leurs royaumes et l'organisation de l'économie, la prospérité leur apparaissent, à eux ou à leurs ministres, comme la condition même de leur gloire.

N'oublions pas, non plus, que la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle assiste au triomphe européen du cartésianisme qui est, avant tout, lutte contre la Nature, exaltation de la Raison, et qui marque, au moins autant, le triomphe du « mécanisme ». L'économie, phénomène antinaturel, fait purement artificiel et de civilisation, doit donc être strictement réglée, obéir à des principes rationnels, être, elle aussi, dominée par des lois.

Enfin, il est certain que les agents de l'économie, avant tout les marchands, portent une large part de responsabilité dans l'éclosion du système. Eux aussi sentent confusément le besoin de s'appuyer sur des gouvernements forts. Lorsqu'ils sont doués d'une certaine culture, ils sont amenés à réfléchir sur leur métier, sur les problèmes du temps, à élaborer leurs idées en de courts opuscules; d'autant plus que bien des dirigeants politiques sortent des milieux du grand commerce. Ainsi, se manifeste entre la « base » mercantile et le « sommet » gouvernemental de perpétuels et fructueux échanges.

Les traits généraux du mercantilisme

De ces influences diverses, le mercantilisme tire un certain nombre de ses caractères. Alors que les doctrines économiques de la scolastique ne sont qu'une partie d'une immense synthèse philosophique, le mercantilisme ne s'embarrasse pas de principes métaphysiques ou moraux; il se révèle empi-

rique, œuvre d'autodidactes, traitant dans leurs ouvrages de questions « immédiates », qu'ils connaissent par la pratique.

Chez eux, aucun idéal de justice et de bien commun, car ils servent souvent des intérêts privés — tel Thomas Mun, porte-parole de la Compagnie anglaise des Indes orientales —, ou bien ils ont en vue les intérêts précis de leurs pays respectifs. L'égoïsme national, la xénophobie s'expriment sans fard dans leurs œuvres, et l'amoralité est de règle; les problèmes de la population et de l'emploi, du travail et de la production sont uniquement considérés sous l'angle économique.

Ces hommes d'action sont également férus d'observation économique, dans la mesure où ils peuvent la pousser, et ils se révèlent très attentifs aux faits statistiques, à « l'arithmétique politique », rendant ainsi d'énormes services à leurs gouvernements et à une science économique qui se cherche. Enfin, commerçants avant tout, ils placent l'activité commerciale au-dessus de toutes les activités humaines; ils en font le pilier de l'économie et de l'État.

Les thèses fondamentales du mercantilisme

Pourtant, ne tenons pas le mercantilisme pour une doctrine unique, logiquement formulée. Aucun « système » ne s'y affirme sans conteste et les divergences, individuelles ou nationales, sont grandes au sein d'une « École », qui n'a existé que dans l'imagination de ses commentateurs. Cependant, un certain nombre de thèses ont fini par se dessiner, qui se sont plus ou moins imposées aux gouvernants.

Les sources de la richesse

Tout d'abord, pour les mercantilistes, la richesse apparaît comme la fin suprême de la vie des sociétés. Elle est, avant tout, profit, et profit du marchand; et ce profit, qui s'accumule, a besoin pour se réaliser de la puissance de l'État, dont il assure, en contrepartie, la prospérité et la gloire.

Pour que le profit soit possible et ample, deux conditions indispensables doivent être remplies. Il faut que les hommes soient nombreux sur le marché du travail. Il est nécessaire aussi que l'argent, ce lubrifiant des économies, vienne faciliter, par son abondance, et son bon aloi, l'emprunt, donc le financement des entreprises. Ainsi s'affirme une des thèses majeures du mercantilisme, parfaitement compréhensible si l'on songe que, dans cette période de famine monétaire, l'« étroitesse » de numéraire est une constante

réalité. Néanmoins, ne nous y trompons pas; pour la majorité des théoriciens, l'abondance des signes monétaires n'est pas tenue pour la cause de la richesse intrinsèque d'un pays, mais comme un moyen et un signe. Si la pléthore des travailleurs et du numéraire favorise d'autre part les spéculations du marchand, elle est aussi à la base de la force de l'État. Si, pour l'homme d'affaires et pour le chef de gouvernement, les fins sont différentes, les moyens concordent.

Le profit semble l'élément moteur de l'économie, la cause première de l'enrichissement des dominants et de la prospérité générale de la nation. Comment l'assurer, si ce n'est par le commerce extérieur, c'est-à-dire par la différence entre le prix d'achat d'une marchandise, dans un pays où elle est aisément produite, donc avantageuse, et son prix de vente en une contrée où elle est rare et chère. Le marché « prochain » se révèle alors insuffisant; c'est le recours aux marchés lointains, demandeurs de produits qu'ils ne peuvent fabriquer, ou qu'ils obtiennent dans des conditions plus onéreuses, qui assure le maximum de profit et de richesse.

L'exclusivisme commercial

Ce bénéfice du grand commerce entraîne ceux de l'industrie et de l'agriculture; il ne peut se réaliser que par la conquête. Il s'agit d'arracher aux concurrents, dans un marché mondial limité, des aires de ventes fructueuses dans les pays exotiques. Dans cette ambiance, la guerre économique doit être permanente et acharnée; elle exige l'appui de l'État, de son prestige, et aussi de ses flottes et de ses armées, car elle risque toujours de se muer en un conflit entre puissances.

Ainsi, le mercantilisme débouche sur un total exclusivisme commercial. La domination de la mer, dans son optique, se révèle d'une absolue nécessité. Elle doit s'allier, selon la théorie de la « balance du commerce », à des soldes constamment positifs dans les relations commerciales engagées avec toutes les puissances liées à la puissance dominante; partout et toujours, les exportations doivent excéder, le plus possible, les importations. De plus, si certaines importations utiles — de denrées alimentaires ou de matières premières — doivent être facilitées, l'introduction des produits fabriqués de l'étranger, mortels pour les industries nationales, doit être arrêtée par tout un arsenal de tarifs et de prohibitions, tandis que toutes les mesures possibles viendront favoriser la vente au-dehors des produits de l'industrie nationale. La conquête des marchés et l'excédent des balances commerciales s'accompagnent également d'un accaparement croissant de métaux précieux, nécessairement gagnés sur les rivaux.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Dans cette perspective, le système de l'Exclusif, ou Pacte Colonial, vient s'insérer logiquement. Pour le mercantilisme, les marchés coloniaux seront réservés aux trafics des métropoles, à qui ils doivent fournir les denrées alimentaires et les matières premières qui leur manquent, et dont ils doivent absorber les produits fabriqués. Ne croyons pas pourtant à une exploitation absolue; si toute activité industrielle susceptible de concurrencer celle de la mère patrie est interdite aux colonies, si celles-ci doivent s'abstenir de toutes relations avec l'étranger, elles sont assurées de trouver, pour leur production, un débouché permanent, et souvent rémunérateur, dans la métropole.

La civilisation du travail

Le mercantilisme se présente comme une exaltation du travail, que rien ne peut remplacer et qui, seul, permet la réalisation du profit et la conquête de l'or. Aussi, sera-t-il souvent industrialiste, car l'industrie est le meilleur moyen de mettre les populations au labour, et de fournir au commerce une partie de ses aliments. Pour ces doctrinaires, l'activité industrielle est, d'autre part, bien supérieure aux activités agricoles, fondamentales dans les économies de l'ère préindustrielle; insensible aux fluctuations de la météorologie, à la loi du rendement non proportionnel, elle est, pour les pays pauvres, le meilleur moyen de solder leurs importations alimentaires, et, pour les pays naturellement riches, un élément supplémentaire d'opulence; elle favorise, par surcroît, l'essor démographique et permet de lutter efficacement contre le chômage et la mendicité.

Ainsi, thèses industrialistes et thèses populationnistes s'accordent pour présenter l'image exaltante d'une civilisation nouvelle, celle de l'effort et de l'expansion, seule capable de lutter contre la récession générale. Tous les mercantilistes insistent sur l'importance du potentiel humain, « la principale richesse d'un peuple », selon Josias Child. Pour eux, il existe un optimum entre la surface d'un État et la densité de sa population, et cet optimum, s'il n'est pas réalisé, doit être obtenu par une large politique d'immigration et par l'opposition au départ des travailleurs nationaux.

L'interventionnisme

Cependant, ces principes ne sont applicables que dans la mesure où l'État intervient dans l'activité économique, au nom de l'intérêt supérieur de la nation, incarné par le souverain. Le gouvernement se doit donc d'orienter et de diriger les forces économiques, pour en accroître l'efficacité. Si bien des dirigeants, tel un Colbert, se déclarent partisans de la « liberté du commerce »,

ils ne conçoivent cette liberté que dans certains cadres, dans des limites précises. Ils estiment aussi que, devant la faiblesse ou les défaillances des initiatives individuelles, c'est un devoir, pour l'État, de les susciter, de les soutenir ou de les suppléer.

Les Écoles “nationales”

Cependant, derrière les thèmes majeurs, se dessinaient des tendances, des Écoles « nationales », aux orientations quelque peu divergentes.

Le mercantilisme espagnol, défensif et bullionniste, visant à retenir un stock métallique qui lui échappait sans cesse, ne nous arrêtera pas. Par contre, les analyses du mercantilisme anglais, dominé par des hommes comme Josias Child, William Petty ou William Temple, sont fort pertinentes. Pour eux, un important commerce extérieur peut se révéler néfaste et une nation peut s'appauvrir, en transportant de grandes quantités de marchandises; seuls comptent les excédents. De plus, tout en essayant de distinguer qualitativement balance commerciale et balance des comptes, ces penseurs font remarquer qu'un trafic désavantageux avec un pays déterminé peut être maintenu, s'il est la condition d'un commerce profitable avec un autre; on peut acheter beaucoup, si c'est une raison pour vendre plus. Les réexportations doivent, par ailleurs, être favorisées, et l'industrie, utile, doit toujours soumettre ses intérêts à ceux du commerce. D'autre part, l'enrichissement national se mesure moins par l'accroissement du stock monétaire que par l'augmentation du tonnage de la marine marchande, qui dénote obligatoirement une balance positive. Enfin, si le commerce doit être protégé, s'il doit viser à la conquête des routes maritimes, l'idéal serait de supprimer toutes les barrières douanières et de faire confiance à la libre-concurrence, une fois assurée la primauté britannique.

Ainsi se manifestait, outre-Manche, un mercantilisme essentiellement commercial, foncièrement impérialiste, presque uniquement axé sur la maîtrise des mers, mais où se mêlent curieusement certaines tendances libérales de grand avenir. On les retrouve dans les écrits des théoriciens hollandais. N'oublions pas, en effet, que les Provinces-Unies constituent, de par leur position géographique, l'atmosphère politico-sociale où elles baignent, une terre de liberté. Aussi, peut-on dénoter, dans les écrits économiques du temps, à la fois un libéralisme réel et un autoritarisme de fait. D'une part, les auteurs revendiquent la liberté totale du trafic; ils insistent sur la nécessité de la concurrence, réclament la mer « ouverte », à la suite de Grotius, la libre circulation des capitaux et du change; et comment s'en étonner

lorsque l'on sait le rôle d'Amsterdam? Mais, de l'autre, les compagnies monopolistiques imposent aux dirigeants une âpre exploitation des marchés et un exclusivisme sans scrupules.

Le mercantilisme français, ou colbertisme, ignore ces hésitations. Axé, lui aussi, sur la conquête, il est, avant tout, industrialiste et interventionniste. Pour ce réaliste et ce cartésien qu'était Colbert, l'expansion est une nécessité; elle sera obtenue par une tension constante des forces profondes du pays, par une utilisation intensive des hommes, par la mise sur pied d'une puissante industrie, à la fois de luxe et courante, qui soutiendra le commerce dans sa lutte pour la maîtrise des marchés, une lutte que l'on mènera jusqu'au bout, en alliant étroitement politique commerciale, navale, coloniale. Ainsi, se dessinait, dans l'esprit du ministre, une conception globale et grandiose de l'économie nationale, diverse, mais unie dans ses parties, formant un ensemble harmonieusement lié, fermement encadré, et orienté par une volonté directrice.

Le colbertisme représentait, à sa manière, une sorte de synthèse suprême. Destiné à se diffuser dans toute l'Europe, il appelait, de par son essence même, une intervention serrée et continue des États, dans tous les domaines de l'activité économique, de ces États qui étaient seuls capables de définir et de poursuivre des politiques.

2 — Les politiques

Les initiateurs

La « maîtrise » de Colbert

De ces politiques, le premier promoteur est, par excellence, Colbert, dont l'œuvre bénéficiera d'une longue lignée d'imitateurs et de successeurs, dans l'Europe entière. Non pas que son action soit vraiment originale; le contrôleur des Finances de Louis XIV s'est contenté de reprendre bien des idées et bien des mesures qui avaient été émises et expérimentées depuis plus d'un siècle. Mais il les a coordonnées et surtout il s'appliquera à la réalisation de ses conceptions avec une extraordinaire ardeur.

Chez ce perpétuel laborieux, doué d'une résistance intellectuelle sans bornes, les décisions sont minutieusement pesées. Cartésien dans l'âme, Colbert n'improvise rien. Il se fait longuement renseigner; il annote les rapports,

classe les arguments, fait entreprendre des enquêtes sur place, avant de conclure. Cet homme dur, voire inhumain, obsédé de puissance économique et d'essor, au sein de la récession, sacrifiera tout à la réalisation de ses buts. Méditant longuement son action, il se préoccupera, plus encore, d'en assurer l'exécution. Aussi saura-t-il s'entourer de tout un état-major de collaborateurs, choisis dans les milieux les plus divers, élite limitée, mais de grande capacité. A côté de son fils, Seignelay, François Bellinzani, grand financier et lanceur de sociétés, apparaît comme l'expert indispensable; Colbert utilise des hommes de pratique, qu'il envoie en mission, qui assurent le départ des entreprises et en assument parfois la direction : les marchands Camuset et Amonet, le banquier Jabach, des ingénieurs tels que Clerville, des métallurgistes comme les frères Dalliez, ou les Suédois de Besch, Jacques Savary, auteur du « Parfait Négociant » (1675), ce grand manuel de la pratique commerciale, et rédacteur du Code de Commerce.

Les émules

La politique du grand ministre aura très vite un tel retentissement que, dans toute l'Europe, elle trouvera des adaptateurs. En Belgique, le comte de Bergeyk, trésorier général du gouverneur des Pays-Bas, Maximilien-Emmanuel de Bavière, méritera d'être qualifié de « Colbert belge », bien que, chez lui, l'imitation des méthodes françaises s'allie à un certain « libéralisme ». En Espagne, Charles II et surtout Philippe V subissent directement l'influence française, grâce à l'action de Patiño, de José Campillo et de La Ensenada. En Italie, les princes et les gouvernants s'efforcent de suivre une politique semblable, des Médicis de Florence aux Napolitains, et surtout aux Piémontais, qui, sous Victor-Amédée, se révèlent, dans les 25 premières années du XVIII^e siècle, avec des hommes comme le comte d'Orméa, les meilleurs introducteurs des méthodes françaises. Il en est de même dans toute l'Allemagne, — et, en particulier, dans la Prusse du Roi-Sergent —, dans les pays scandinaves et en Russie, où Pierre le Grand apparaît, à bien des points de vue, comme un colbertiste typique. Seules la Hollande et l'Angleterre, puissances ennemies, mais aussi sièges de principes nouveaux, échapperont en partie à cette puissante influence, encore que l'arrivée massive de réfugiés protestants français introduise, dans ces pays, une vague d'industrialisme, qui doit beaucoup à la France.

La promotion de l'industrie

La manufacture

Dans cet ensemble de politiques, qui recouvre l'essentiel du continent européen, c'est la promotion industrielle qui apparaît surtout comme le phénomène primordial.

Colbert en est incontestablement l'« inventeur », bien que, dès le *xvi^e* siècle et à l'époque de Richelieu, des efforts de concentration se soient manifestés. Pourtant, il n'en vint à la conception de la manufacture qu'assez tardivement, car il reste très largement un homme du passé et le cadre corporatif traditionnel lui semble efficace pour obtenir une production de qualité. C'est dans cet esprit qu'il s'efforça de faire revivre, par l'édit de 1673, les anciennes disciplines. Il s'aperçut pourtant très vite que la corporation ne permettrait pas cette production de masse, que la lutte économique rendait nécessaire.

Ne nous y trompons pourtant pas. La « manufacture » colbertiste, telle qu'elle va s'imposer à l'Europe entière, n'est pas, obligatoirement, une grande fabrique concentrée. Elle est seulement une entreprise « privilégiée », subventionnée par l'État, placée hors du droit commun et des limitations corporatives. Elle est donc susceptible de profiter d'une extension indéfinie, sans être ligotée par les règles de l'égalité entre maîtres, de la limitation du nombre des apprentis et des compagnons.

Ainsi, la manufacture peut se réduire, à l'origine, à un très modeste atelier. Mais, ce modeste atelier est placé sous la protection du roi, et, si la réussite le favorise, rien ne s'oppose à ce qu'il se transforme en une fabrique. La manufacture est donc orientée, par principe, vers la production de masse; cependant, si son privilège lui permet un grand développement, sa liberté n'est pas sans bornes; car la production est aussi dirigée, surveillée, encadrée dans un plan d'ensemble.

De ces caractères très particuliers, découle toute une série de types. Certaines manufactures sont « collectives », telles la draperie de Sedan ou d'Elbeuf, ou la manufacture d'armes de Saint-Étienne : elles respectent les multiples centres artisanaux qui les composent, les privilèges étant attribués à l'ensemble de ceux-ci. Par ailleurs, les manufactures « privées », parfois simples ateliers, parfois véritables « usines », peuvent englober des entreprises « individuelles » ou des « sociétés », de grandes compagnies, qui essaient dans plusieurs provinces, détachant « succursales » et « bureaux », plus ou moins concentrés, telle la manufacture des dentelles, dite des « Points de France ». Enfin, les manufactures d'État, ou manufactures du Roi, pro-

priété du souverain, telles que les Gobelins, ou Sèvres, mais aussi les arsenaux et les fonderies de canons, sont à peu près toujours concentrées.

Il n'en reste pas moins que, pour Colbert, l'atelier artisanal demeure un modèle; il se méfie de la grande entreprise, génératrice de monopoles susceptibles de gêner l'État. Aussi, même dans les manufactures concentrées, les structures sont de nature très traditionnelle; chaque maître forme et dirige personnellement ses ouvriers, traite séparément avec la direction aux conditions qui lui conviennent; les cadres corporatifs se pérennisent dans l'« usine ».

Ils ne peuvent, toutefois, échapper à toute une série de normes et de contraintes. Les privilèges — monopole de la fabrication, de la vente, du transit, dans un rayon donné ou pour un temps donné, exemptions fiscales et privilèges de juridiction — se payent par une direction rigide. La réglementation fleurit dans toutes les branches, imposant des normes de fabrication uniformes, ainsi que le contrôle et la « marque » des étoffes. Un corps d'inspecteurs des manufactures s'affermi, chargé d'assurer le respect des règles techniques et la bonne qualité des produits, tandis que de sévères pénalités viennent frapper les malfaçons et les fraudes. Ainsi se précise toute une politique de la quantité et de la qualité.

La diffusion des manufactures

Contrairement à une opinion courante, la manufacture est loin de concerner uniquement des produits de luxe, glaces, tapisseries ou dentelles. Colbert est, assurément, le fondateur de Saint-Gobain et d'Aubusson; mais il l'a fait dans un but proprement monétaire, afin de produire, en France même, des denrées jusqu'alors importées de l'étranger, et dont le roi et l'aristocratie refusaient de se passer; l'essentiel de son effort s'est, en réalité, porté sur les industries de masse : sur le textile, lainier et linier, à Elbeuf, à Sedan, en Languedoc, comme à Valenciennes ou à Cambrai, sur la sidérurgie, base des industries de l'armement, sur les papeteries. Plus de 400 fondations, dont 300 pour le textile, ont été assurées par ses soins. Sans doute n'a-t-il pas créé une « base industrielle », qui existait depuis des siècles; il s'est seulement efforcé de la renforcer et de la concentrer. S'il est impossible de mesurer le degré de concentration atteint par l'industrie française, à la fin du xvii^e siècle, dans ses diverses branches, il est incontestable que, sporadiquement, les manufactures du Roi, et surtout les grandes fabriques de draperie, les arsenaux et les fonderies de canons, qui groupaient des centaines de travailleurs disciplinés, implantaient, sur le sol du royaume, la « forme » même de l'usine de l'avenir.

L'exemple ne fut pas perdu. La manufacture de type français s'étend à toute l'Europe. Les groupes textiles piémontais, saxon, prussien, s'inspirent des grandes firmes de Normandie ou de Languedoc, parfois animés par des Français, mais aussi par des nationaux. L'Espagne, qui se réveillait depuis la Pragmatique de 1682, voit se fonder, en Catalogne surtout — le futur grand foyer industriel de la péninsule —, des fabriques de soieries et de toiles. Les forges et les papeteries connaissent une nouvelle période d'essor, en Italie du Nord, en Biscaye, en Styrie et en Carinthie, et, plus encore, en Russie, où, sous la poigne de fer de Pierre le Grand, sous la direction du Saxon Von Hennin, de Tatitshev, et de la dynastie des Demidov, le groupe métallurgique de l'Oural connaît un premier essor.

La politique de main-d'œuvre

Toutes ces créations s'accompagnent d'une politique de main-d'œuvre. Tandis que des mesures de 1665-1666 venaient encourager les mariages précoces et les grandes familles, le mémoire du 22 octobre 1664 s'élevait contre la prolifération des « oisifs ». Suivant l'exemple de la France, les gouvernements européens poussent à la « peuplade », afin d'obtenir une main-d'œuvre abondante, docile et que l'on payera le moins possible. Seul Josias Child tient l'élévation du pouvoir d'achat pour un des meilleurs stimulants de l'activité économique. Il n'est pas écouté, l'exploitation de la main-d'œuvre « libre », soumise, dans les manufactures, à une discipline rigoureuse, va de pair avec une mobilisation générale des pauvres dans les hôpitaux et les hospices.

Enfin, les gouvernements s'efforcent, pour implanter des activités nouvelles, d'attirer les techniciens étrangers : Italiens, spécialistes du textile de luxe et de la verrerie ; Allemands et Autrichiens, hors pair dans l'art des mines ; Anglais et Suédois, experts en sidérurgie. On les « enlève » parfois, on les protège toujours, et, lorsqu'ils réussissent, on les comble d'honneurs et d'argent.

Les méthodes de lutte commerciale

Nettement moins originales, mais aussi développées, sont les méthodes de lutte commerciale. La France, et, à sa suite, ses rivaux et toute l'Europe ne font que reprendre en les systématisant une série de moyens déjà fortement employés dans le passé.

L'essor des Compagnies de commerce

Assurément, la Compagnie de commerce était bien implantée, vers 1660, dans les activités de l'Europe. Depuis le *xvi^e* siècle, les *Merchant Adventurers* sillonnaient les mers du Nord; la fondation des deux piliers du commerce mondial, la Compagnie anglaise des Indes orientales (1600), la Compagnie hollandaise (1602), avait imposé une forme d'organisation, dans laquelle se couleront toutes les créations ultérieures. Émanation du grand capitalisme commercial, de Londres ou d'Amsterdam, ces organismes sont fortement hiérarchisés, dominés par des oligarchies toutes puissantes.

Les Compagnies se révèlent de type « mixte ». Sociétés de droit public, pourvues d'une charte et de privilèges, disposant du monopole du trafic dans un vaste secteur du monde, elles dominent de nombreux agents, des flottes et des troupes, et elles peuvent fonder des comptoirs, voire des colonies, qu'elles administrent elles-mêmes. Elles se posent ainsi en États, face à l'État. La Compagnie hollandaise des Indes orientales régit, dans les îles de la Sonde, un véritable Empire, qu'elle exploite très durement. Mais, par ailleurs, les Compagnies se constituent en sociétés de capitaux, divisés en parts ou actions, négociables en Bourse, offrant de réelles possibilités de manœuvre aux spéculateurs, tandis qu'apparaissent les obligations, qui excluent toute participation aux risques et offrent des dividendes fixes. Bien plus, en Angleterre, tandis que la *Regulated*, d'origine plus ancienne, impose à une association de marchands, dont chacun agit pour son compte, quelques règles générales, la *joint stock* représente déjà une véritable société par actions, unissant étroitement les participants aux bénéfices, mais aussi aux risques et aux pertes des expéditions.

C'est sur ces bases que s'était créée la Société hollandaise des Indes (en 1621) et que se fondera, en 1670, la fameuse Société de la baie d'Hudson. Colbert, sur les débris des créations plus ou moins manquées de Richelieu, s'efforcera de rivaliser avec ses modèles. Divisant les espaces planétaires en quelques grands secteurs « réservés », il créera successivement les Compagnies des Indes orientales et occidentales (1664), du Nord (1663-1664), du Levant (1669-1670), du Sénégal (1673), les dotant de statuts identiques, leur assurant le monopole du trafic, les terres et les mines, ainsi que la souveraineté, sur les terres conquises, les autorisant à solder des troupes et à entretenir des flottes armées, leur accordant le droit de traiter avec les souverains locaux, tandis que leur capital était formé en partie par le roi, en partie par un large appel au public.

Les moyens « auxiliaires »

A l'appui de ces créations, les gouvernements faisaient appel aux moyens « traditionnels ». Le « Tarif » n'était pas nouveau, et il faisait partie de l'arsenal mercantiliste, dans un sens protectionniste et prohibitionniste. Dès 1651, l'Angleterre de Cromwell avait inauguré, dans ce domaine, une politique plus active, en promulguant l'Acte de Navigation qui, renforcé plus tard par les Actes de 1660 et de 1662-1664, visait à réserver aux navires nationaux, montés par des équipages britanniques, la majeure partie des relations avec l'Europe et avec l'outre-mer. Tandis que se trouvait menacé le commerce d'intermédiaire, monopolisé par la Hollande, un élan décisif était donné au trafic et aux flottes d'Albion, et si, dans l'immédiat, les effets de ces mesures se traduisirent par des difficultés, une des bases de la puissance anglaise était posée à long terme.

La France ne tardera pas à entrer dans la compétition. Colbert, sans inventer l'arsenal prohibitionniste, l'emploiera avec rigueur dès les années 1660.

Par ailleurs, à l'imitation de la Hollande, dont les ateliers de Saardam jouissaient d'une réputation mondiale, favorisés par la standardisation des types et l'organisation de véritables « chaînes de montage », la France colbertienne s'appliquera à assurer, dans ses grands ports de commerce, le développement des constructions navales, en facilitant la formation des ingénieurs et des maîtres charpentiers. De son côté, l'Angleterre s'attachait à réduire ses achats aux Provinces-Unies; la Compagnie des Indes commençait à lancer ces fameux *Indiamen*, de grande taille, solidement construits, capables de supporter les longs voyages et les fortes cargaisons, atteignant et dépassant 4 à 500 tonnes. Ces efforts se complétaient, bien entendu, par l'entretien et l'extension de puissantes flottes de guerre, et, tout naturellement, par une incitation intense à la colonisation et à la « peuplade » des terres nouvelles.

3 — Les résultats

Les décalages structurels

Ainsi se trouvaient mises en jeu, dans toute l'Europe, des politiques apparemment semblables, mais dont pourtant les résultats se révélaient fort divergents. De fait, des décalages structurels manifestes opposaient l'Europe

continentale aux puissances maritimes. Tandis que l'Angleterre et les Provinces-Unies profitaient, ainsi que nous le verrons mieux encore par la suite, d'une avance économique évidente et d'une réelle souplesse de jeu, qui faciliteront leur triomphe en même temps que l'éclosion, en leur sein, de formes très neuves, l'Europe continentale, à l'exemple de la France, se heurtait à la résistance de multiples structures traditionnelles, profondément ancrées dans les esprits.

Résistance d'abord de la vieille industrie familiale et artisanale, dispersant ses forges, ses papeteries et ses verreries le long des torrents et dans les régions forestières, groupant, dans le cadre corporatif, ses ateliers urbains du textile, ou les éparpillant à travers les campagnes avoisinantes. L'implantation artificielle de la manufacture colbertiste, dans un milieu hostile, heurtait trop de traditions pour qu'elle fût viable; elle souffrait aussi de son extrême rigidité, de sa médiocre « rationalisation » et parfois de véritables faiblesses techniques. Aussi, bien des créations furent-elles sans lendemain.

De son côté, le marchand refusait le commerce « imposé », les entreprises officielles, si elles n'apparaissaient pas rentables. Par suite, les Compagnies de Colbert furent boudées; celle du Nord ne résista pas longtemps; en 1674, la Compagnie des Indes occidentales subissait une liquidation désastreuse, et, en 1684, la Compagnie des Indes orientales déposait son bilan, avec un déficit de 2,3 millions de livres. Il faudra attendre le début du XVIII^e siècle pour que, dans une ambiance économique toute différente, les Compagnies puissent vraiment prendre racine sur le continent.

Les questions de financement posaient, d'autre part, de redoutables problèmes, souvent insurmontables, alors qu'ils étaient fort bien résolus à Amsterdam et à Londres. En l'absence de solides structures bancaires, c'était l'État qui devait fournir une bonne partie des capitaux indispensables. Louis XIV versera à la Compagnie des Indes 4,2 millions de livres, sur un total de 9,2 millions de livres, et 3 millions de livres à celle des Indes occidentales. Les commandes effectuées par le gouvernement aux manufactures françaises, de 1664 à 1684, dépasseront 20 millions de livres. Il n'en allait pas différemment ailleurs. Sans doute, fit-on appel aux officiers, aux financiers et aux marchands, qui souscrivirent des sommes parfois considérables. Mais le placement foncier et l'achat des offices conservaient l'avantage, et les fonds obtenus se révélèrent souvent insuffisants. Dans ces conditions, la lutte économique devenait fort inégale.

Le heurt des nationalismes économiques

Cependant, elle s'engageait avec une extrême âpreté, provoquant entre la France et ses deux rivaux mondiaux une guerre permanente, où l'opposition des intérêts engageait de plus en plus profondément les États.

L'offensive commerciale française

Le combat s'inaugurait par une lutte de tarifs sans merci. Dès 1664 et 1667, la France opposait, à l'entrée des produits anglais et hollandais, des droits exorbitants, qui ne tardaient pas à provoquer des représailles, surtout du côté britannique, en 1668, 1672-1674, 1678, 1685. Mais c'est surtout vers les Provinces-Unies que se tournait l'animosité de Colbert et, chez lui, « l'obsession hollandaise », exacerbée par les succès des Provinces-Unies, ainsi que la domination qu'elles exerçaient sur le commerce français l'amenaient à envisager, bien avant 1672, son intégration au royaume.

Dès lors, la lutte était fatale. Tandis que les puissances maritimes mettaient fin, en 1667, à un grand conflit qui, depuis 1654, les avait opposées pour la maîtrise de l'Atlantique, la France prenait, sur tous les fronts, une offensive qui se poursuivra victorieusement, sur le plan économique, comme sur le plan militaire, jusqu'aux environs de 1690. Alors qu'une grande politique méditerranéenne aidait le commerce français, grâce à de fructueuses négociations avec Constantinople, à reprendre en mains les Échelles du Levant, à réorganiser les consulats, à renouveler les Capitulations, à reparaître à Tunis et au Maroc, les marchés lointains étaient l'objet de tous les soins du gouvernement. En 1667, la Compagnie des Indes s'installait à Surate, et l'action de François Caron lui permettait de nouer de vastes relations, de prendre pied à Ceylan, à Malacca, en Perse et dans le Deccan. Au Canada, où une active politique de « peuplade » était poussée, les explorations de Louis Joliet et du père Marquette (1671-1673) atteignaient l'Arkansas, tandis qu'en 1681 Cavelier de la Salle descendait le Mississipi jusqu'au golfe du Mexique, ouvrant les grandes plaines de l'Amérique du Nord au trafic privé, au moment même où, en 1683, 205 navires abordaient les Antilles françaises, contre 60 seulement en 1670, permettant ainsi à la France de concurrencer ses rivales dans l'importation des plantes tinctoriales et du sucre. Enfin, la France s'efforçait de dominer le marché européen, de la péninsule Ibérique à ce mystérieux « Nord », où Colbert envoyait des agents et multipliait les traités de commerce.

La montée des « dominations » nouvelles

Cependant, tant que la Hollande ne serait pas définitivement abattue, tous ces succès demeureraient insuffisants. Vaincre les Provinces-Unies, c'était, dans la ligne du mercantilisme français, s'assurer définitivement la domination de la mer et des marchés mondiaux; l'enjeu était de taille, et l'invasion de 1672 fut soigneusement préméditée et préparée. Elle fut même sur le point de réussir; devant cette attaque brusquée, l'économie hollandaise tout entière faillit s'effondrer, sous l'effet des dévastations et d'une crise commerciale et financière sans précédent.

Mais grâce à l'appui des puissances continentales, à celui de l'Angleterre plus encore, de plus en plus étroit à partir de la révolution de 1688, qui amène sur le trône de Grande-Bretagne le prince d'Orange, la résistance se durcit. A travers les guerres qui se succèdent, coupées par les courtes pauses de Nimègue (1678) et de Ryswick (1697-1701) et en dépit, après 1701, de l'appoint espagnol, il est vrai très « dévalué », le conflit économique double, plus que jamais, les opérations militaires et les ambitions diplomatiques. La France s'y essouffle, en menant parallèlement une lutte impossible sur le continent et à travers les mers. Les défaites navales françaises du cap Béveziers (1690) et de La Hougue (1692), l'écrasement des galions espagnols dans la baie de Vigo (1703), permettaient aux puissances maritimes de déplacer à leur gré leurs flottes sur tous les océans, tandis qu'elles resserraient leurs relations commerciales avec l'Asie orientale, l'Amérique et le Nord, et qu'elles grignotaient le domaine colonial français, de Pondichéry à l'Acadie.

Ainsi se préparait un nouveau « règne » économique, qui s'affirmera aux traités d'Utrecht (1713) et de La Haye (1714); et ce « règne », qui était surtout celui de l'Angleterre, amenait avec lui de nouvelles conceptions, exclusives des principes du mercantilisme militant.

L'intervention de l'État, au moins sous sa forme colbertiste, se soldait par de rudes échecs; d'une façon plus générale, le mercantilisme était victime de sa rigidité, de sa perpétuelle hésitation entre l'expansion et la prohibition, la contrainte et le développement des forces capitalistes. Il avait souffert d'une définition trop étroite de la richesse, et aussi de cette illusion qui l'amenait à solidariser les intérêts privés et ceux de l'État, en négligeant les antagonismes dans l'État.

Pourtant, tout n'était pas vain. Le mercantilisme avait proposé à l'Europe des « modèles » de grand avenir, et il avait attiré son attention sur l'importance de l'investissement. A sa manière, il avait favorisé l'éclosion d'une nouvelle civilisation économique et sociale, dont les premiers signes se dessinaient dès la fin de la longue période de dépression, qui avait atteint le Monde du ^{xvii}^e siècle.

DOCUMENTS

29. Les conceptions de Colbert en matière commerciale

... Les choses faciles ne produisent point ou peu de gloire et d'avantages ; les difficiles, au contraire. Si, à la puissance naturelle de la France, le Roy y peut joindre celle que l'art et l'industrie du commerce peut produire, pour peu de réflexions que l'on fasse sur la puissance des villes et des Etats qui ont eu seulement en partage cet art et cette industrie, l'on jugera facilement que la grandeur et la puissance du Roy augmenteront prodigieusement...

... La France n'a pas présentement 200 vaisseaux raisonnables dans ses ports ; les Hollandois en avoient, en 1658, 16 000. Il est seulement question que l'application et la protection tout entière du Roy augmente les vaisseaux de ses sujets en 8 ou 10 années de temps, peut-estre jusqu'à 2 000... La puissance du Roy par terre est supérieure à toutes celles de l'Europe, par mer est inférieure. C'est le seul moyen de la rendre égale partout...

... Il convient de voir en détail l'estat auquel estoit réduit le commerce, lorsque Sa Majesté a commencé à prendre soin de ses affaires.

Pour le commerce du dedans et de port en port :

Les manufactures de draps et serges et autres étoffes de cette qualité, les papeteries, les quincailleries, les soyeries, les toiles, les savonneries, et généralement toutes les autres manufactures estoient et sont encore presque entièrement ruinées.

Les Hollandois les ont toutes empêchées et nous apportent ces mesmes manufactures, pour tirer de nous, en échange, les denrées nécessaires à leur

consommation et à leur trafic, au lieu que si ces manufactures estoient bien restablies, non seulement nous en aurions pour nostre usage, en sorte qu'ils seroient obligés de nous apporter de l'argent comptant qu'ils retiennent chez eux, mais mesme nous en aurions pour envoyer au dehors, qui nous produiroient pareillement des retours en argent, ce qui est en un mot le seul but du commerce, et le seul moyen d'augmenter la grandeur et la puissance de cet Estat...

Je crois que l'on demeurera facilement d'accord de ce principe, qu'il n'y a que l'abondance d'argent dans un Estat qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance. Sur ce principe, il est certain qu'il sort tous les ans hors du Royaume, en denrées de son cru nécessaires pour la consommation des pays estrangers (ces denrées sont vins, eaux-de-vie, vinaigre, fer, fruits, papiers, toiles, quincailleries, soyeries, merceries), pour 12 à 13 millions de livres. Ce sont là les mines de nostre Royaume, à la conservation desquelles il faut soigneusement travailler.

Les Hollandois et autres Estrangers font une guerre perpétuelle à ces mines, et ont si bien fait jusqu'à présent qu'au lieu que cette somme devoit entrer dans le royaume en argent comptant et y produire par conséquent une prodigieuse abondance, ils nous en apportent en diverses marchandises, ou de leurs manufactures, ou qu'ils tirent des pays étrangers, pour les deux tiers de cette somme, en sorte qu'il n'entre tous les ans dans le royaume, en comptant, que 4, 5, à 6 millions de livres.

... Outre les avantages que produira

l'entrée d'une plus grande quantité d'argent comptant dans le royaume, il est certain que, par les manufactures, un million de peuples, qui languissent dans la fainéantise, gagneront leur vie; qu'un nombre aussi considérable gagnera sa vie dans la navigation et sur les ports de mer; que la multiplication presque à l'infini des vaisseaux mul-

tipliera de mesme la grandeur et la puissance de l'Etat.

Voilà, à mon sens, les fins auxquelles doivent tendre l'application du Roy, sa bonté et son amour pour ses peuples.

Rapport de Colbert au premier Conseil de Commerce, le 3 août 1664, en présence du Roi; in *Colbert, Lettres, Instructions, Mémoires*, t. II, 1^{re} partie, 2^o.

30. Les idées d'un mercantiliste anglais sur le commerce

On n'entend partout que des plaintes, sitôt qu'on voit qu'on porte de l'argent dans les pays estrangers : on s'écrie ordinairement que c'est autant d'argent perdu, et que c'est une chose absolument deffendue par toutes sortes de loix... On allègue que..., dans l'Espagne même, qui est comme la source de tout l'or et de l'argent, on ne permet pas d'en emporter dans les pays estrangers, si ce n'est dans quelques occasions, qui sont pourtant très rares. Je pourrois bien répondre à cela qu'on n'en fait point de difficulté dans les républiques de Venise, de Florence, de Gênes et des Pays-Bas; que le peuple y consent et qu'ils y trouvent fort bien leur compte. Mais, comme tous ces exemples sont inutiles pour prouver une chose si contraire aux sentiments communs, il faut la prouver par des raisons invincibles.

... Nous avons desja supposé que nous consommons tous les ans, dans notre pays, pour deux millions de marchandises estrangères, et que nous envoyons des nostres à nos voisins pour 200 000 livres et davantage, qu'il faut que nous recevions en argent, ne les prenant pas en marchandises. Mais si nous ajoutons 300 000 livres sterlings à ce que nous envoyons dans les pays estrangers, quel profit en tirerons-nous? disent quelques-uns, et à quoy nous servira de rapporter

une fois autant d'argent que nous faisons auparavant, puisque nous l'aurons emporté de notre propre pays, pour l'y rapporter dans la suite?

Je réponds à ceux qui raisonnent de cette manière, qu'après que nous avons préparé et fait porter dans les pays estrangers autant de nos marchandises que nous y en pouvons vendre, je ne prétens pas qu'il soit à propos d'y joindre quelque somme d'argent, pour le rapporter ensuite immédiatement dans le Royaume, après en avoir tiré quelque petit profit; mais je prétens qu'il faudroit s'en servir pour augmenter nostre commerce, et pour apporter dans nostre pays plus de marchandises estrangères que nous ne faisons auparavant, afin de les envoyer vendre dans d'autres pays, et gagner, par ce moyen, des sommes très considérables.

Car nous apportons, par ce moyen, bien plus de marchandises dans nostre pays, que nous n'avions de coustume; nous augmentons le nombre de nos vaisseaux et de nos mariniers, aussi bien que le revenu du Roy; et comme nous n'en consommons pas davantage qu'auparavant, nous les envoyons vendre dans d'autres pays,... et nostre argent nous rapporte, par ce moyen, un très grand profit.

... Il en est de même du trésor d'un

Royaume, que du bien d'un particulier, qui, ayant une très grande quantité de marchandises, ne cesse pourtant pas de faire son commerce avec ce qui luy reste d'argent comptant, et d'acheter encore tous les jours d'autres marchandises. C'est par ce moyen qu'il devient bien tost riche, et il peut, quand il lui plaira, avoir tout son bien en argent comptant; car tous ceux qui ont des marchandises trouvent toujours autant d'argent qu'ils en veulent.

Il ne faut pas aussi s'imaginer que l'argent soit comme l'âme et la vie du commerce : on pourroit fort bien s'en passer. Les Italiens et plusieurs autres peuples n'ont pas voulu estre sujets à cette nécessité, et ils y ont trouvé un remède. Ils ne se donnent que des billets

des sommes qu'ils se doivent les uns aux autres, et ils ont des Banques publiques et particulières, auxquelles ils renvoient leurs créanciers, avec de simples billets, pendant qu'ils emploient tout ce qu'ils ont d'argent dans le commerce des pays estrangers.

... Si nous ne considérons un laboureur que dans le temps qu'il jette son bled dans la terre, nous luy donnerions avec raison le nom de fou; mais si nous regardons le profit qu'il en reçoit pendant la moisson, qui est le but de tous ses travaux, nous ne pouvons pas nous empêcher de le louer, et d'avouer qu'il a très bien fait.

Thomas MUN, *Traité du Commerce*, 1621; traduit de l'anglais, Paris, 1679, pp. 42 et suiv.

31. Le mercantilisme anglais et les relations commerciales franco-britanniques à la fin du XVII^e siècle

Toutes les nations de l'Europe semblent se disputer entre elles la supériorité en fait de commerce; elles sont toutes d'accord sur cette maxime que, moins on consomme de marchandises étrangères, plus la nation y trouve son avantage. Les Hollandais, pour obvier à la trop grande consommation de marchandises étrangères chez eux, ont établi l'excise; et, pour cette raison, en ont mis une très haute sur les vins de France. Les Français s'attachent à prévenir cet inconvénient par des droits d'entrée sur la consommation de province à province, par d'exactes visites, des prohibitions, et par l'exemple que donne la Cour, en s'habillant des draps des manufactures du pays.

Nous avons, depuis quelques années, épargné bien de l'argent, en imposant de hauts droits sur l'entrée des marchandises étrangères, ce qui en a non seulement empêché la trop grande consom-

mation, mais a encore eu cet autre bon effet d'encourager l'établissement, l'accroissement et la perfection des manufactures les plus avantageuses à l'Angleterre; de sorte qu'il faudroit que nous eussions perdu le sens, pour permettre l'introduction des marchandises de France, au préjudice et à la ruine des nôtres.

Nous sommes, grâce à Dieu, depuis peu en paix et en bonne intelligence avec la France; nous sommes en libre correspondance de commerce; ils sont les maîtres de prendre chez nous ce dont ils ont besoin, et c'est tout ce que nous devons désirer d'eux. Nous pouvons librement faire venir de leurs bons vins rouges, et les avoir à des conditions raisonnables, si nous ne les achetons pas en trop grande quantité. Mais, à l'égard de leurs manufactures, il est incontestable qu'il est de notre avantage de nous en passer, puisqu'il faut que nous les

payions avec de l'argent; leurs draps et autres étoffes de laine étant à meilleur marché que les nôtres, il ne faut pas s'attendre qu'ils en prennent chez nous, en échange de leurs soieries, papiers et toiles; et, comme ils ne tirent de nous que ce qui leur manque nécessairement, ils ne doivent pas raisonnablement attendre que nous tirions d'eux des marchandises, dont nous n'avons aucune sorte de besoin.

Il est très nécessaire d'avoir une connaissance parfaite des poids, des mesures, des douanes et des monnaies des nations avec lesquelles on a une correspondance ouverte. La monnaie de France a éprouvé une altération sensible depuis que nous faisons quelque commerce dans ce pays, ce qui est d'une grande importance... L'écu nouveau de France est exactement et intrinsèquement de même valeur que l'écu d'Angleterre; il vaut en France 5 livres, de sorte que chaque écu vaut 100 sols. Notre écu d'Angleterre vaut 5 shillings, de sorte que notre écu vaut 60 sols. Comme leur écu est de 5 livres, de même que le nôtre de 5 shillings, et que l'un et l'autre sont de même poids et valeur intrinsèque, un shilling est exactement de la valeur d'une livre tournois, et réciproquement... Je pense que le sort de la Grande-Bretagne, en fait de commerce, dépend beaucoup de ce point.

Avant la guerre, ce que j'achetais en France une livre tournois, je le payais 18 sols d'Angleterre. Si j'achète la même chose maintenant en France une livre, elle ne me coûtera qu'un shilling; ce qui a rendu leurs manufactures à si bon marché pour nous que, si l'on ne mettait ici des droits modiques sur leur entrée, nous serions incontinent inondés de marchandises de France. Et, comme les artisans ne reçoivent pas un plus grand salaire de leur journée qu'auparavant, leurs toiles, papiers et draps ne leur reviennent pas à plus de sols en nombre qu'auparavant. C'est pourquoi, si j'ache-

tais autrefois l'aune de toile une livre elle me coûtait 18 sols ou un shilling et demi; maintenant, une aune de même toile, que j'achète également une livre, ne me coûte que 12 sols ou un shilling. Au contraire, quand la France, avant cette guerre, achetait de nous quelque denrée une livre sterling, elle lui revenait à 13 livres tournois; et, s'ils achètent la même chose une livre sterling, ils la payent 20 livres tournois; ce qui rend nos marchandises si chères pour eux qu'il n'est guère possible qu'ils s'avisent de tirer de nous que les choses dont ils ont un besoin absolu.

... Pour la commodité du lecteur, je vais résumer, en peu de mots..., ce qui a été dit ci-dessus :

1^o Que la prospérité et le bonheur de ce Royaume dépendent en grande partie de son commerce étranger;

2^o Nous n'avons ni or, ni argent dans nos mines; tout celui que nous avons vient du dehors, en échange des productions et des manufactures de notre pays;

3^o Nous tirons l'or et l'argent des pays qui ne peuvent nous vendre pour une aussi grande valeur de leurs manufactures qu'ils en prennent des nôtres, parce que, dans ce cas, la balance doit se payer en argent;

4^o Il faut que nous payions un solde en argent à l'étranger, en proportion de ce qu'il nous fournit plus de ses manufactures qu'il n'en tire des nôtres; et la masse d'argent de l'État est nécessairement diminuée par un tel commerce, à moins que les marchandises que nous importons au delà de la balance ne soient ensuite réexportées;

5^o Nous nous enrichissons avec les États qui nous payent beaucoup d'argent pour cette balance; nous nous appauvrissons avec ceux à qui nous payons, pour cette balance;

6^o Le commerce, qui contribue le plus à occuper et à nourrir nos habitants, à faire valoir nos terres, est le plus précieux;

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

7° Le commerce, qui diminue le plus les moyens de subsister pour les habitants et la valeur des terres, est ruineux pour la nation;

9° Le pays, qui nous vend plus qu'il n'achète de nous, diminue la balance de notre commerce, les subsistances de notre peuple et la valeur de nos terres...

Certainement, tandis que nous devons mettre tous nos soins à cultiver les

branches de commerce, dont nous sommes en possession, avec chacun de ces États, il faudrait que nous eussions perdu le sens pour diminuer les avantages de quelqu'un d'eux, à l'occasion d'un commerce nouveau avec quelque autre pays.

Gregory KING, *The British Merchant*, Trad. franç. sous le titre : *Marchand anglais*, Dresde, 1753, pp. 26-32.

32. Appel aux souscriptions en faveur de la Compagnie des Indes orientales

Paris, 20 novembre 1664

Le Roi, les Reines, Mgr le Dauphin, les princes du sang et toutes les personnes de qualité du royaume, et, à leur exemple, les Compagnies souveraines, avec une infinité de gens de toutes sortes de professions, ayant pris intérêt dans la Compagnie des Indes orientales, sur la connaissance infaillible qu'un chacun a prise des grands avantages qui s'y trouveront, Sa Majesté n'a pas douté que vous ne profitassiez d'une si belle occasion qui vous est offerte de bien mériter envers Dieu (le principal dessein d'un si grand établissement étant de porter les lumières de l'Évangile en ces pays

éloignés), envers Elle, qui y contribue si fortement en faisant une avance d'un million d'or et se chargeant de toute la perte, en cas qu'il s'en trouvât dans les commencemens, et envers le public, qui y rencontrera ses commodités, en sorte que vous prendrez part à la gloire et à l'utilité, en vous intéressant dans cette compagnie, suivant vos facultés. En mon particulier, étant si bien persuadé de tous ses avantages, je ne saurais m'empêcher de vous en conjurer instamment.

Lettre de Colbert aux présidents et trésoriers généraux de France, au bureau des finances de Bourges. *Correspondance de Colbert*, édit. Clément, t. II/2, p. 428.

33. L'industrialisme colbertiste

LETTRES PATENTES D'OCTOBRE 1665, EN FAVEUR DE LA MANUFACTURE VAN ROBAIS, D'ABBEVILLE

La connaissance que nous avons des grands avantages qu'apporte à nos sujets l'établissement des manufactures dans notre Royaume, nous fait volontiers écouter les ouvertures qui nous en sont faites, et traiter favorablement ceux dont les propositions sont jugées devoir

apporter au public quelque utilité dans leur exécution. Aussi, sachant que la protection ouverte que nous donnons au commerce et aux manufactures convie les étrangers de venir en recevoir les effets, notre bien-aimé Joseph Van Robais, marchand hollandais, nous a fait

proposer le dessein qu'il avait de venir s'habiter dans la ville d'Abbeville et d'y établir une manufacture de draps fins façon d'Espagne et de Hollande, et, à cet effet, de faire transporter quantité de métiers à draper et moulins à fouler, et faire passer avec lui quarante ou cinquante ouvriers hollandais, pour employer à ladite manufacture, laquelle proposition, avec les conditions d'icelle, ayant été vue et examinée par notre aimé et principal conseiller en notre Conseil royal, le Sr Colbert..., ledit Van Robais se serait retiré par devers nous et nous aurait très humblement supplié de vouloir lui accorder la permission de faire l'établissement de ladite manufacture et nos lettres nécessaires.

A ces causes, voulant favorablement traiter ledit Van Robais et attirer, par son exemple, ceux qui excellent parmi les étrangers, dans quelque sorte de manufacture, d'en venir faire dans notre Royaume les établissements, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons permis et accordé et, par ces présentes signées de notre main, permettons et accordons au dit Van Robais de venir s'installer dans ladite ville d'Abbeville avec cinquante ouvriers hollandais, et d'établir en icelle une manufacture de draps fins, façon et tels qu'ils se fabriquent en Espagne et Hollande, et, pour cet effet, d'y faire transporter et dresser trente métiers à draper, avec des moulins à fouler et toutes sortes d'autres outils servant à ladite manufacture...

Il sera loisible audit Entrepreneur d'employer lesdits ouvriers qu'il avisera pour la construction desdits métiers, moulins, bâtiments, teintures et autres ateliers, même des teinturiers, chaudronniers, cardeurs, tondeurs, et tous les autres qui lui seront nécessaires, pour ladite manufacture, sans qu'aucun corps des arts et métiers puisse lui donner aucun trouble et empêchement...

Il lui sera permis de commettre la vente des draps de sa fabrique à telles personnes que bon lui semblera, tant dans cette ville de Paris, qu'aux autres de notre Royaume. Et, pour les traiter d'autant plus favorablement, nous voulons que lui et ses associés et ouvriers étrangers servant actuellement à ladite manufacture soient censés et réputés véritables Français, regnicoles et naturalisés...

... Et, pour davantage témoigner audit Entrepreneur et à ses associés la satisfaction que nous recevons de leur entreprise..., nous avons ordonné et ordonnons, voulons et il nous plaît que, par le trésorier de nos bâtiments étant en exercice et sur les ordres dudit Sr Colbert, il soit payé et délivré comptant la somme de 12 000 livres audit entrepreneur... Outre laquelle somme, il lui sera encore payé et délivré, comme il est dit, celle de 12 000 livres, pour chaque métier qu'il montera et établira, pendant les trois premières années de son établissement; dont lui avons fait prêt et avance pendant dix années, sans intérêt...

Et, afin que le suppliant puisse jouir en toute liberté des fruits de son travail, nous avons fait défense à tous ouvriers et à autres personnes..., d'imiter ou contrefaire la marque desdits draps, pendant le temps de vingt années, ni d'établir dans ladite ville, et à dix lieues aux environs d'icelle, parcs métiers à draper, et de faire construire aucun moulin, sans la permission dudit entrepreneur et de ses associés, à peine de 1 500 livres d'amende...

Car tel est notre bon plaisir...

Données à Paris, au mois d'octobre, l'an de grâce 1665 de notre Règne.

Signé : LOUIS.

P. BOISSONNADE, *Colbert*, Paris, M. Rivière, 1932, pp. 328-332.

34. Mercantilisme anglais et politique d'immigration

LES CONDITIONS GÉNÉRALES

Ce qui fait d'ordinaire qu'un pays est fort peuplé, c'est la bonté du climat, quand il est propre à la génération et utile à la santé, et que l'on y vit longtemps; ou la nature du gouvernement, lorsqu'on y peut trouver toute sorte de sûreté et de tranquillité. Car cela y attire beaucoup de gens, qui ne trouvaient pas ces mêmes avantages chez eux. Quand une fois les choses sont mises en train, un commerce produit l'autre, comme un feu allume un autre feu; et l'on

court d'ordinaire où l'on voit qu'il y a déjà beaucoup de monde, comme la foule augmente et grossit toujours dans les rues, et à la campagne, dès qu'on y voit des gens s'y assembler, quoiqu'on n'y vienne, comme les autres, que pour voir et parler.

W. TEMPLE, *Works*, t. III, p. 7; cité par P. DOCKES, « Les problèmes du développement au XVII^e siècle. Deux analyses anglaises », *Revue d'Histoire économique et sociale*, t. XLV, 1967, n° 4, p. 439.

MOYENS POUR FACILITER L'ARRIVÉE DES ÉTRANGERS

Le premier doit se faire par une naturalisation facile, par la franchise de nos corporations, et en donnant la liberté de conscience aux religions qui ne sont pas dangereuses à l'État. En faisant un registre des terres, qui peuvent servir d'assurance aux étrangers pour l'argent qu'ils apporteront dans le Royaume. Et surtout, par la sagesse, la fermeté et la sûreté de notre gouvernement, qui con-

tribuerait à y attirer de grands nombres de personnes, qui vivent dans des pays où les lois et les taxes sont arbitraires, ou dans d'autres, qui sont sujets et exposés à de soudaines et à de fréquentes invasions de voisins ambitieux et puissants.

W. TEMPLE, *Œuvres posthumes*, p. 71; art. cité, p. 440.

L'EXEMPLE DE LA HOLLANDE

La confluence du peuple, qui s'y est rendu de Flandres, d'Angleterre, de France et d'Allemagne, y ayant été conviée par la force de ses villes, et par la forme et le crédit de son gouvernement, par la liberté de conscience, par la

sûreté qu'il y trouvait pour sa vie et pour son bien.

W. TEMPLE, *Remarques sur les Provinces-Unies des Pays-Bas*, pp. 296-297; art. cité, p. 439.

1. Les velléités de reprise
conjoncturelle
2. Les modifications structurelles
3. Évolutions sociales
et cheminements idéologiques

CHAPITRE VI

LES DÉBUTS D'UNE NOUVELLE CIVILISATION ÉCONOMIQUE

Tandis que la dépression longue suivait son cours jusqu'aux environs de 1730, des tendances quelque peu divergentes se manifestaient à partir des années 1690. En dépit de l'accentuation des crises alimentaires et des tempêtes cycliques, de l'acharnement des guerres continentales et maritimes, de la récession déflationniste des années 1720, consécutive au gonflement spéculatif dans la période qui avait immédiatement succédé au rétablissement de la paix européenne, des signes timides et sporadiques, mais significatifs d'un monde nouveau, faisaient leur apparition. Partis de la conjoncture, ils commençaient à exercer leur action sur les structures économiques et sociales, modifiant par surcroît les conceptions et les idéologies.

1 — Les velléités de reprise conjoncturelle —

Le redressement commercial

L'incitation extrême-orientale

Il est difficile de dire par quel secteur et dans quelle région du globe le mouvement s'est d'abord manifesté, et les indicateurs dont nous pouvons disposer demeurent fort incertains. Malgré tout, il semble bien que, sans imposer aucune relation d'antécédence, c'est dans le mouvement commercial que les signes de redressement apparaissent les plus amples et les plus significatifs, et l'on peut se demander si ce n'est pas la conjoncture extrême-orientale qui a pu jouer, en l'occurrence, le rôle d'incitateur.

Certes, nos affirmations, en la matière, doivent être fort prudentes, car nous ne possédons pas, pour le trafic avec l'Amérique, de séries comparables à celles que Pierre et Huguette Chaunu avaient réunies pour la période précédente, et, par ailleurs, les courbes du Sund, qui demeurent fort contrastées, ne suffisent pas à nous renseigner sur la conjoncture européenne. Il semble bien pourtant que, dans la foulée des mouvements que nous avons analysés plus haut, le centre d'intérêt du grand commerce se soit déplacé vers l'Asie. Ainsi que Pierre Chaunu l'a démontré magistralement, le « poids » de la conjoncture asiatique joue un rôle qui n'est pas mineur, dans le renversement de la conjoncture longue, et son influence se retrouve dans le mouvement de sens inverse.

En effet, à partir des environs de 1685, et jusque vers 1720, le Pacifique des Ibériques témoigne d'une récupération à la fois rapide et considérable, et les séries constituées sur ses deux rives, tant à partir des chiffres de Manille que de ceux d'Acapulco, sont révélatrices. Ainsi, entre 1660-1670 et 1716-1720, les recettes douanières s'accroissent de 2 600 %, tandis que le sommet des années 1611-1620 est dépassé de 200 %. A Manille, en 25 ans, le coefficient de croissance est de 12,5; il s'élève à 15,5 à Acapulco. Or, ne l'oublions pas, Manille est un des centres essentiels des relations avec Formose, avec Macao, avec la Chine, et c'est pratiquement toute la conjoncture de l'Extrême-Orient qui se reflète à travers ses statistiques fiscales.

Ces indices sont loin d'être isolés. Tandis que l'Empire chinois connaît un nouvel et vigoureux essor démographique, accompagné d'une reprise de l'agriculture, des mines, de la fabrication de la porcelaine, son trafic avec le Japon reprend une allure nouvelle. Les arrivées de jonques chinoises à Nagasaki, qui se réduisaient à 9 en 1681, montent à 147 en 1688, pour

se stabiliser ensuite entre 70 et 90, tandis que les Chinois deviennent les maîtres du marché du cuivre, aux dépens des Hollandais.

Du côté européen, les faits ne sont pas moins significatifs. La « revanche asiatique » de l'Angleterre et de la Hollande se poursuit, et, des environs de 1690 à ceux de 1730, les trafics de la Compagnie hollandaise des Indes atteignent leurs plus hauts niveaux; entre la période 1680-1689 et les années 1720-1729, le chiffre global des ventes de la Compagnie passe de 101 millions de florins à 188, soit une hausse de 87 %. La forte poussée des dépôts et du stock métallique à la Wisselbank d'Amsterdam — culminants vers 1700 — revêt une signification analogue.

De fait, on assiste à une ruée de l'Europe sur toute la zone de l'Extrême-Orient et du Pacifique. C'est à partir des années 1690 que les Anglais s'efforcent de se faire ouvrir les portes du marché chinois, jusqu'alors hermétiquement closes, poussant, entre 1690 et 1697, leurs tentatives par Formose et Amoy, suivis par les Français et les Hollandais. C'est à partir des environs de 1698-1700 que, par Canton, le commerce européen s'implante dans l'Empire du Milieu, et la courbe des expéditions de navires à destination de l'Asie est symptomatique : 256 pour la période 1706-1710; 394 de 1719 à 1726. Au-delà de la Chine, « la mer du Sud », c'est-à-dire les côtes du Chili et du Pérou, provoque, dans le même temps, un mouvement considérable d'expéditions, vers ce qui apparaît, aux marchands et aux armateurs européens, comme un nouvel Eldorado. Pour nous limiter à la France, de Saint-Malo, de Marseille, du Havre, les navires partent sans cesse plus nombreux pour de fructueuses campagnes.

Les effets d'entraînement

Un tel mouvement ne reste pas limité à un secteur du monde; mais il semble bien avoir exercé des effets très généraux d'entraînement. De la zone Pacifique, l'expansion s'étend à l'Amérique, par les côtes orientales du grand océan, et aussi par les « Iles », qui montent à l'horizon économique de la planète. Saint-Domingue, qui ne comportait pas une seule sucrerie en 1685, en dénombre 100 en 1717; les expéditions rochelaises passent de 20 à 40 par an, génératrices d'une reprise d'émigration tandis que le commerce anglais, favorisé par les traités de 1713-1714, inaugure une phase d'exploitation systématique de l'Amérique latine.

Il n'est pas jusqu'à la Méditerranée, où s'étende la « reprise ». La concurrence est vive, dans les Échelles, entre les draps anglo-hollandais et les draps français; mais elle n'empêche pas, dès les environs de 1700, le « grand départ » de Marseille; de 4,8 millions de livres en 1680, le trafic du grand port avec

le Levant dépasse 13,7 millions de livres en 1701, et il ne cessera de se gonfler par la suite. Les pays ibériques, eux-mêmes, sont entraînés par la conjoncture. Tandis qu'à partir de 1690, le Portugal prospère, attiré bientôt dans le sillage britannique, Cadix relaye Séville, et Barcelone voit son commerce doubler.

Les puissances

Un pareil mouvement suscite, en Europe, et surtout en Europe occidentale, une nouvelle efflorescence d'entreprises commerciales, et aussi de Compagnies de commerce. Tandis que la Compagnie anglaise des Indes orientales, éprouvée par diverses vicissitudes, se reconstitue, en 1708, sur des bases solides, de petites sociétés françaises, celles d'Afrique (1690), de Chine (1698), des Mers du Sud (1702), apparues significativement, se fondaient, en 1717-1719, dans la grande Compagnie des Indes orientales, celle de Law, qui survivra aux vicissitudes du « Système ». Si la Compagnie des Mers du Sud, victime du krach de 1720, s'effondrait outre-Manche, si la Compagnie d'Ostende, créée en 1722 pour assurer à l'Empire des Habsbourg des débouchés coloniaux, échouait rapidement (1731), les Compagnies suédoise et danoise des Indes devaient survivre.

Cependant, si le commerce français reprenait vigueur par intervalles, dès avant 1715, et surtout après le « Système » qui l'avait revigoré, essaimant de la Chine aux îles, si la Hollande restait un centre mondial d'échanges, c'était l'Angleterre qui était en train de dominer les mers, bâtissant un Empire commercial de grand avenir. Surveillant sa rivale française par toute une série de « barrières », échelonnées des Pays-Bas à l'Italie, maîtresse de « carrefours » essentiels sur le continent ou à proximité immédiate de ses côtes, bloquant la Méditerranée par Minorque et Gibraltar, les Détroits par le Hanovre, elle avait bénéficié, de par les traités de paix, d'avantages commerciaux inestimables. Le traité de Méthuen (1703) transformait le Portugal et son Empire brésilien en satellites économiques, les traités de commerce de 1713 avec la Savoie et les Pays-Bas lui permettaient d'étendre son influence en Méditerranée et de fermer la Belgique à la France. Surtout, le traité avec l'Espagne (1713) lui ouvrait les « Indes espagnoles », lui permettant, par le privilège d'*asiento*, de contrôler la traite des nègres, et par le « vaisseau de permission », multiplié mystérieusement, d'assurer le triomphe du commerce « interlope » et d'exploiter économiquement l'Amérique latine, tandis que le trafic français se trouvait écarté — théoriquement — de la péninsule Ibérique. Dès l'aube du XVIII^e siècle débutait le règne d'une Grande-Bretagne qui s'installait fermement dans l'Inde, qui venait, par surcroît,

d'arracher à la France Terre-Neuve, l'Acadie et la baie d'Hudson, et dont les flottes s'accroissaient rapidement, aux dépens de la Hollande.

Les indices “ subsidiaires ”

La réduction de la famine monétaire

Derrière ces phénomènes primordiaux, d'autres ordres de faits agissaient dans un sens qui semble identique.

Tout d'abord, la famine monétaire, si elle n'était pas calmée, tendait à se réduire. Entre les environs de 1680 et ceux de 1740, l'or de Chine donnait lieu à d'avantageuses spéculations; échangé à Canton à un taux très bas contre l'argent amené d'Europe, il venait irriguer les marchés monétaires occidentaux, où les trafiquants le cédaient à bon compte. L'abondance de l'or extrême-oriental était telle en Angleterre, que celle-ci abandonnait peu à peu l'étalon-argent, et passait à l'or, qu'elle ne lâchera plus. En même temps, se dessinait un « cycle de l'or japonais », qui se terminera vers 1700-1715. Surtout, à mesure que le prix de l'or montait en Extrême-Orient et que ses arrivages déclinaient en Europe, le relais était pris par l'or du Brésil; à Lisbonne, regorgeant de prospérité, les « flottes de l'or » remplaçaient les « flottes du sucre », à partir des années 1680 et 1690. De 725 kg en 1699, les arrivages montaient à 14 500 kg en 1712, à plus de 25 000 en 1720. Au cours des vingt premières années du xviii^e siècle, le Portugal recevait autant d'or que Séville en avait vu passer de 1510 à 1660.

Tandis que la domination de l'argent, qui s'était affirmée durant deux siècles, était remplacée — significativement — par celle de l'or, symbole nouveau de la richesse et de la puissance, la relative abondance du stock métallique chassait progressivement le billon et permettait aux États de stabiliser leurs monnaies. Le fait était accompli en Espagne dès 1680, en Hollande en 1682, en Angleterre en 1694; la France, longtemps victime du mécanisme entraînant des « mutations », ne réalisera sa stabilisation, de façon définitive, qu'en 1726, mais pour tout le xviii^e siècle. A l'ère de la monnaie plus abondante correspondait la clôture de l'ère de l'inflation et de l'instabilité.

Les mouvements des prix

Beaucoup plus contestables et contestés apparaissent les mouvements des prix. Si Jean Meuvret a insisté, non sans introduire de sérieuses réserves, sur la « rupture » de 1685, et montré qu'à l'échelle des grands prix interna-

tionaux une tendance au redressement se manifestait jusqu'aux environs de 1715, Pierre Goubert met l'accent sur l'extrême irrégularité des prix céréaliers, et il conclut en faveur d'une poursuite, à moyen terme, de la chute des prix-or. Les séries réunies par Elsas pour Munich et Augsbourg, celles de Beveridge pour l'Angleterre, paraissent bien confirmer ces vues.

On peut pourtant penser que, dans le domaine des prix industriels, malgré l'insuffisance de notre documentation, il n'en va pas toujours de même. En dépit de fortes divergences, les indices établis pour Amsterdam, par Posthumus, témoignent pour certaines denrées coloniales, pour certaines matières premières ou produits semi-ouvrés, tels que les laines, les chanvres, l'indigo, la cochenille, voire le sucre ou le fil de fer, de pulsations de hausse entre 1685 et 1720, voire au-delà de 1715-1720. Ainsi, le coton de Smyrne, qui avait baissé, entre 1646 et 1675-1677, de l'indice 185 à l'indice 84, remonte fortement dès 1682-1683; il atteint l'indice 184 en 1694, et au cours des deux premières décennies du XVIII^e siècle, il ne descend qu'une fois au-dessous de l'indice 100, atteignant, en 1710, l'indice 154. La laine de Ségovie, qui s'était abaissée, entre 1651 et 1677-1679, de l'indice 105 à l'indice 59, hausse lentement au cours des années 1680 et 1690, et se maintient, par la suite, autour de l'indice 75. Sans doute, bien des contradictions, bien des incertitudes aussi, subsistent, et le dossier reste ouvert. Mais il est possible de percevoir, dans cet important domaine, quelques frémissements précurseurs.

Les mouvements de la production

Nous sommes encore bien plus démunis pour apprécier les mouvements de la production, où tant de données sérielles nous manquent.

Cependant, s'il apparaît, à la lumière des recherches entreprises pour la France par Emmanuel Le Roy-Ladurie, que la production céréalière plonge assez brutalement à partir de 1680-1690, parfois jusque vers 1740, on peut se demander si l'essor de l'élevage et de la viticulture n'introduisent pas une réelle compensation. Mais surtout, dans plusieurs secteurs industriels, la reprise est assurée. A Amiens, à Lille, à Saint-Quentin, le textile lainier ou toilier voit s'accroître le nombre de ses métiers. Si l'industrie drapière de Leyde est en difficulté, celle des velours d'Utrecht est en pleine expansion et celle des toiles de Haarlem atteint, avec ses 20 000 tisserands, son point culminant. L'Angleterre produisait 2,1 millions de tonnes de houille en 1660, 3 millions en 1681-1690, 4 millions vers 1730.

Ces quelques indices, très dispersés et bien incertains, ne suffisaient pas à définir vraiment un mouvement; ils témoignent, néanmoins, à leur manière, dans un ensemble plus vaste.

2 — Les modifications structurelles

Ces évolutions conjoncturelles ne pouvaient qu'entraîner des modifications de structure. Ces modifications demeurent superficielles; en particulier, elles n'entament pratiquement pas le monde de la terre, figé dans ses traditions et dans ses détresses. Il n'en reste pas moins qu'elles préparent lentement l'avenir.

La “ reprise ” technique

C'est tout d'abord dans le domaine des techniques que nous observons les changements les plus significatifs; et le fait est d'autant plus important qu'après les « révolutions » du xvi^e siècle, la majeure partie du xvii^e avait été caractérisée par une période de pause. Des environs de 1680 à ceux de 1730, se préparent, dans une atmosphère modifiée, les bouleversements techniques du xviii^e siècle.

Les techniques industrielles

Et, tout d'abord, dans la sphère des techniques industrielles. La circulation des innovations est assurée par une perpétuelle circulation des spécialistes; si Colbert et ses successeurs ont attiré constamment les experts étrangers, l'Angleterre a beaucoup profité de l'arrivée des réfugiés protestants français, introducteurs de l'art de la soie, dès 1692, de méthodes plus perfectionnées en matière de papeterie, en 1686, de la fabrication des glaces. Il en va de même pour la Hollande et la Prusse, tandis que la Suède fait appel aux forgerons wallons et que la Russie de Pierre le Grand attire les Allemands, les Hollandais, les Suédois.

Ainsi, tend à se créer une sorte d'« internationalisme technique », qui vient compléter l'« internationalisme scientifique », auquel il commence à se mêler, sous l'influence du newtonisme et de l'essor des sciences expérimentales; n'oublions pas que les « Principes mathématiques de la Philosophie naturelle » ont été publiés en 1686, et qu'ils sont la somme de tout un effort, mené par les savants européens, pour reprendre contact avec le réel. De Pascal à Huygens et à Newton, la voie est alors ouverte; elle favorise les contacts, par la physique et par la mécanique, avec la technique. Dans les grandes Sociétés savantes, à la Royal Society de Londres (1662), à l'Académie des sciences de Paris (1666), les ingénieurs ont leur place et, dès 1704, l'Académie des sciences sort le premier volume de son admirable collection :

« Description et Perfectionnement des Arts et Métiers », qui servira, plus tard, de modèle à l'Encyclopédie. Lentement, les savants commencent à s'intéresser aux problèmes de la technique, tandis que, non moins lentement, celle-ci commence à sortir de l'empirisme.

Pourtant, les recherches techniques demeurent, le plus souvent, le domaine de tâcherons sans formation scientifique. Ce sont eux qui produisent les premiers métiers automatiques, celui de Galantier et Blache en 1687, celui de Bouchon (en 1725), dans la soierie lyonnaise. Autodidactes sont aussi les célèbres Darby de Coalbrookdale, qui, en 1709-1713, parviennent les premiers à produire la fonte au coke, derniers maillons d'une série de tentatives; grâce à leur réussite, un bouleversement de la métallurgie, aux conséquences indéfinies, s'annonçait. Par contre, les premières réalisations de la machine à vapeur, le digesteur de Papin (1690), la machine de Thomas Savery (1698), et, plus encore, celle de Newcomen (1720), sont l'œuvre de scientifiques; simples « pompes à feu », n'utilisant la tension de la vapeur que pour faire le vide par condensation, elles ne sont encore que des machines « atmosphériques », où l'air joue le rôle moteur; elles témoignent cependant de progrès remarquables dans la conquête d'une force nouvelle.

La fonte au coke, les ébauches de machines à vapeur, les débuts de l'automatisme textile, la fabrication industrielle des grandes glaces et du verre à vitres, toutes ces innovations annonçaient une ère nouvelle, bien que leur diffusion reste, jusqu'au « grand » XVIII^e siècle, très restreinte et fort incertaine.

Les recherches agronomiques

Non moins grosses d'avenir sont les recherches agronomiques, qui très peu appliquées, elles aussi, œuvre de jardiniers et d'expérimentateurs, devaient se révéler de grande portée.

Depuis la fin du XV^e siècle et surtout au cours du XVI^e, la Hollande avait constitué, pour les médiocres techniques agricoles de l'Europe, un exemple exceptionnel, et qu'elles ne suivaient pas. A la faveur de la lutte contre les eaux, et de l'édification des polders, une école d'agronomes s'était constituée, qui avait intronisé, dans les domaines de la culture et de l'élevage, des techniques intensives. Leurs travaux furent repris en Angleterre, où, dès la fin du XVII^e siècle, se développait une forte littérature spécialisée. Certes, les œuvres des contemporains de Richard Weston, qui écrivait dans les années 1650, mêlent, à des idées fécondes sur l'irrigation, la rotation des cultures et le rôle « régénérateur » du trèfle, bien des erreurs, des enfantillages et des superstitions. Mais les travaux de John Worlidge (*Systema Agriculturae*, 1679), de John Ray (*Catalogus plantarum Angliae*, 1670), de

J. Evelyn (*Sylva*, 1664, et *Terra*, 1676), de J. Houghton aussi (*Collection of Letters for Improvement of Husbandry*, 1681-1683 et 1692-1703), marquent le point de départ d'idées toutes nouvelles. Ils préconisent la lutte contre la jachère par un système d'assolements complexes, réclament des labours plus profonds, insistent sur l'importance du chaulage et du marnage.

Tandis que les Hollandais mettent en pratique des assolements de 6 et de 9 ans, emploient massivement les engrais, et multiplient les soins culturels, les jardiniers français, influencés par l'œuvre remarquable de La Quintinie, dont les créations de Versailles ont laissé des traces jusqu'à nos jours, se mettent à classer les sols, à étudier scientifiquement la physiologie végétale, à naturaliser des espèces nouvelles. Ils sont aidés, dans leur œuvre, par le Jardin du Roi, où Antoine de Jussieu enseigne dès 1708, par les jardins botaniques de province, et aussi par l'Académie des sciences; naturalistes et physiologistes commencent à s'intéresser aux problèmes agronomiques et l'abbé de Vallemont, s'inspirant des travaux du Hollandais Loewenhoeck, émet, sur la circulation de la sève et sur la nutrition des plantes, des vues particulièrement pénétrantes.

Les formes nouvelles de la production

Parallèlement, la production profitait de modifications lentes, mais de grande conséquence. Dans le domaine industriel, face à une Europe textile demeurée largement prépondérante, le règne de la houille débutait en Angleterre : devant les 3 à 4 millions de tonnes annuelles britanniques, le continent n'en alignait que 1/4 ou 1/6^e, soit 450 000 à 750 000 tonnes. Du moins, la guerre fouettait les métallurgies, et les centres anglais se déplaçaient du Sud vers le Nord, à la recherche du charbon et du fer. Par ailleurs, tandis que les lainages et les toiles continuaient à occuper le gros des travailleurs, les cotonnades faisaient leur apparition dans le Lancashire, et les toiles peintes, imitées de celles de l'Inde, inauguraient en Hollande une glorieuse et longue carrière. Enfin, les premières sociétés par actions, ou *joint stock*, s'appliquaient, en Grande-Bretagne, aux raffineries de cuivre, voire aux charbonnages, qui préféraient pourtant les *partnerships*, plus limités par les capitaux mis en jeu et par le nombre des associés.

L'agriculture se diversifiait. À côté des secteurs majoritaires, uniformément voués aux céréales pauvres et à un élevage misérable, des régions se spécialisaient dans la culture des céréales riches, dans le bassin de Londres, la Beauce, la Flandre intérieure, les îles de Zélande, la Podolie et l'Ukraine. Surtout, à la faveur de la baisse des prix agricoles, bien des champs se trou-

vaient convertis en prairies, et les cheptels s'enflaient, de l'Espagne à l'Autriche, de la Suisse au Sud des Pays-Bas et à l'Angleterre. Les bovins prospéraient en Hollande, où se concentrait une forte production des fromages et des beurres; en 1697, 3,4 millions de livres de fromage passèrent sur la balance publique de Gouda, et, dans le Pays de Herve, les prairies occupaient, dès 1683, 93,3 % du sol. En même temps, on assistait à une forte poussée des vignobles européens, tandis que les « grands crus » naissaient, de Porto au Bordelais, à l'Italie et à la Champagne, illustrée, à la fin du xvii^e siècle, par dom Pérignon.

Les nouveaux aspects du crédit

Les origines du crédit d'État

Les structures financières ne restaient pas immobiles. Si les formes du crédit privé, de la lettre de change, aux détours subtils, et de l'arbitrage de place à place n'évoluaient pas, l'essor des affaires rendait indispensable la multiplication des signes monétaires, en dépit de l'or du Brésil, d'autant plus que les besoins des pouvoirs publics se développaient au moins autant que ceux des particuliers. La création d'une masse monétaire auxiliaire devenait nécessaire; mais elle ne pouvait gagner la confiance générale qu'en s'appuyant sur le crédit des États.

Dès 1656, la Banque de Suède délivrait à ses déposants des billets au porteur, sans intérêt, véritables instruments de paiement, qui, en 1668, acquerraient valeur libératoire. Bien avant, en Grande-Bretagne, les orfèvres de Londres émettaient des *Running Cash Notes*, ordres de paiement au porteur, ancêtres du chèque, et des *Promissory Notes*, payables à vue et transférables : le *banknote* était né, mais son rayonnement demeurait fort restreint et il restait indépendant du pouvoir.

La création de la Banque d'Angleterre (1694) assura l'indispensable jonction entre monnaie et crédit public, à la faveur de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, qui entraîna la Grande-Bretagne dans de considérables dépenses et l'amena à fonder un organisme chargé de contracter des emprunts publics et de contrôler le crédit. En échange d'un prêt de 1,2 million de livres sterling, la Banque, constituée sous la forme d'une *joint stock*, se voyait attribuer le privilège de l'émission des billets et celui de l'achat et de la vente des monnaies. Elle fonctionnait à la fois comme une banque ordinaire, assurant l'escompte des lettres de change et consentant des avances sur marchandises, et comme une banque d'État, disposant, en tant que telle, à partir

de 1709, d'un monopole. En dépit de quelques erreurs initiales, elle favorisa un sensible abaissement du loyer de l'argent, l'émission d'un papier-monnaie solidement fondé, assurant ainsi, par le développement des moyens de paiement, des facilités exceptionnelles aux affaires.

Elle resta longtemps le seul exemple d'une des institutions fondamentales du monde contemporain. En France, les tentatives des « billets de monnaie », en 1701, 1703, 1706-1707, 1712-1713, se terminèrent par de rapides dépréciations. L'essai de Law et de sa Banque royale, pour naturaliser en France la monnaie fiduciaire et pour lier l'essor bancaire au développement de la Compagnie des Indes et de la colonisation de la Louisiane, ne se révéla pas plus heureux.

La pression des grands marchés de capitaux

Du moins, à Londres, à Paris, à Amsterdam, à Hambourg se développaient des marchés de capitaux, dont la puissance dépassait de beaucoup ceux du passé. A Amsterdam, le montant des dépôts à la Wisselbank, qui était de 3 millions de florins en 1653, s'élevait à 17 millions en 1698, tandis que les taux de change et les bilans de la banque dénotent une forte croissance. Amsterdam demeure, à la fois, le rendez-vous des agents de toutes les grandes compagnies de commerce, le centre des plus importantes spéculations mondiales sur les produits de grande consommation, et aussi le foyer où, de toute la planète, se concentrent les métaux précieux, comme dans une « place refuge ». Ces capitaux énormes s'emploient surtout dans les prêts aux gouvernements, mais aussi dans les investissements privés : les Provinces-Unies sont ainsi en train de contribuer au développement industriel de l'Europe entière.

Cependant, dès la période 1700-1730, elles sont de plus en plus concurrencées, à ce point de vue, par une Grande-Bretagne, dont la richesse nationale semble s'être accrue entre 3 et 5 fois au cours du *xvii^e* siècle. Dès lors, sur le marché londonien des capitaux, les fonds étrangers affluent, tandis que les spéculations au Stock Exchange, sur les valeurs d'État et sur les actions des Compagnies sont aussi actives qu'à Amsterdam et dépassent largement celles de la Bourse de Paris. Dans cette ambiance, les krachs concomitants du « Système » et du South Sea Bubble (1719-1720), conclusion sévère de cinq années de « récupération » et d'expansion incontrôlée, marquent, à leur manière, l'ouverture d'une ère nouvelle.

3 — Évolutions sociales et cheminements idéologiques

Les signes d'évolution sociale

Dans une Europe, qui commence à prendre possession du monde, et dont certaines structures fondamentales se modifient, les sociétés se trouvaient fatalement touchées, bien que les changements décisifs soient encore lointains. La hiérarchie des ordres se survit et même se revigore en France, avec les théories de Fénelon et le gouvernement des ducs, annonciateur de la doctrine des « corps intermédiaires ». D'autre part, si la révolution anglaise de 1688 a assuré le triomphe de la bourgeoisie capitaliste, elle ne fait que ratifier une situation acquise. De même, la puissance des financiers, ces « parvenus » partis, tels un Legendre, un Crozat ou un Samuel Bernard, des plus bas échelons de la société, et qui, à la faveur de la guerre et des difficultés du Trésor, monopolisent, en France, les « affaires du roi », le pouvoir des grands brasseurs d'affaires anglais, un Ambrose Crowley, un Sir Joseph Herne, fournisseurs de subsides aux alliés d'Albion et lanceurs de sociétés témoignent seulement de la poursuite d'un processus ancien.

Il est cependant exact que le capital liquide acquiert une puissance et une efficacité toutes nouvelles, destructrices des distinctions du passé. A ce point de vue, l'affirmation, à travers les frontières des États, de ce que Herbert Lüthy dénomme l'« Internationale huguenote » revêt une importance toute particulière; entre les grandes firmes protestantes de France, de Genève, de Hollande et d'Angleterre, se tisse un réseau serré de relations commerciales, bancaires, monétaires, qui se poursuivront et s'accentueront durant tout le XVIII^e siècle. Par ailleurs, le fait qu'un Louis XIV ait consenti à faire, à un Samuel Bernard, les honneurs de Versailles, revêt une valeur symbolique et indique que les temps sont en train de changer. Les grands élans spéculatifs, qui saisissent la France et l'Angleterre, au lendemain des traités, et les chutes qui leur succèdent, confondent les classes, assurent de spectaculaires ascensions et provoquent des ruines retentissantes, bouleversant, à leur manière, les structures sociales du passé, introduisant plus profondément le règne de l'argent.

Vers de nouvelles idéologies économiques

Plus importants encore se révèlent les glissements de l'idéologie. Tandis que l'on assiste, de l'Acte d'Habeas Corpus (1679) à la Déclaration des Droits

(1689), de Locke à Spinoza et au *Télémaque* de Fénelon, à une mise en cause de l'absolutisme et à l'affirmation des droits naturels de l'individu, la morale puritaine glorifie ce même individu, affirme sa responsabilité et sa liberté, tient le profit pour une bénédiction de Dieu, la misère pour une punition céleste. Elle exalte le marchand et, plus encore, le progrès économique, tandis que, pour Locke, la propriété est un droit sacré, antérieur à toute société.

De toutes parts, l'attaque est menée contre les fondements idéologiques de l'État et de la religion traditionnelle : la « religion naturelle » s'élève contre le catholicisme et le christianisme, le « droit naturel » contre la monarchie absolue, la morale sociale contre la foi; Fontenelle et Shaftesbury placent le bonheur, non plus au ciel, mais sur terre, et les récits de voyages, développant la notion de relativité, aiguïssent la critique contre la société ambiante.

De son côté, la « révolution newtonienne », en substituant au rationalisme et au mécanisme cartésiens les leçons de l'expérience, assurait le triomphe de l'idée de Nature et des lois naturelles, en même temps que Locke, suivant la voie tracée, dès 1651, par Hobbes, dans son *Leviathan*, insistait sur le rôle de l'utilité. Les penseurs économiques se saisissaient de ces idées, et contre les rigidités rationnelles du cartésianisme ils revendiquaient, au nom de la Nature et de l'Individu, une plus grande liberté du commerce et de l'entreprise. Tandis que W. Petty détrônait l'or, Dudley North, dans son « Discours sur le Commerce » (1691), s'élevait contre l'intervention de l'État, et Boisguilbert, dans son « Factum de la France » (1707), réclamait une politique d'expansion fondée sur la liberté des marchés et l'équilibre naturel des prix.

Ainsi, dans bien des domaines, le « tragique » xvii^e siècle prenait fin. A l'ère des récessions et des difficultés allait succéder l'ère des expansions et des réussites.

35. Billets de monnaie, projet de Banque et bruits spéculatifs en France

Trudaine, intendant à Lyon, au contrôleur général, 19 janvier 1709

Il n'y a pas de grande nouveauté depuis avant-hier sur les billets de monnaie; ils se négocient toujours à 19 de perte Rois pour Rois, et à 25 % comptant; et même, ceux qui en ont ne veulent plus les donner qu'à 18 de perte; mais l'on n'en prend point encore à ce prix...

Il se répand, depuis avant-hier, le bruit d'un autre projet que ceux dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, dans ma lettre du 17 de ce mois. L'on dit que vous avez formé une compagnie, à la tête de laquelle sont les sieurs Bernard, Crozat, Prondre et autres, qui doivent faire pour 20 000 000 de livres de petits billets de 100 livres, que l'on dénommera *billets de la Banque Royale*; que l'on retirera, avec ces billets de Banque, autant de billets de monnaie; que ces billets de Banque se prendront dans toutes sortes de paiements pour argent; que le Roi les recevra dans toutes ses recettes et les donnera de même... Ceux ici qui se croient les mieux avertis sont persuadés que c'est là le projet qui a produit le rabais subit de la perte des billets de monnaie. L'on ajoute même que l'on payera au public les intérêts de ces billets de 100 livres, par une espèce de loterie et que le sort décidera en faveur de quelques porteurs de ces billets, pour leur donner la part qui devrait être répandue sur chaque billet.

Il y a environ deux ans que j'ai vu une idée de ce projet. A l'égard de la

loterie, cela me paroît si puéril, dans une affaire d'aussi grande conséquence que celle-ci, que je n'y ajoute aucune foi... Mais, revenant au fond du projet, si, d'un côté, il facilite, pour un temps, la diminution de la perte des billets de monnaie, l'on peut légitimement craindre qu'il ne fasse extrêmement resserrer l'argent, et, par la suite, augmenter la perte des billets... Il tombera à tout le monde dans l'esprit qu'aussitôt que la Banque sera ouverte, que chacun s'empressera à aller prendre les billets de Banque pour des billets de monnaie, et que, du même pas, on ira à la caisse où on les doit rembourser à 5 % de perte, en prendre la valeur en espèces, que l'on enfouira en terre, jusqu'à ce que l'on ait pris quelque confiance en ces billets, qui retourneront incessamment dans la Banque d'où ils sont sortis... Les étrangers traiteront ces nouveaux billets de papillottes, et donneront ordre d'en retirer la valeur en argent, aussitôt que leurs correspondants en auront pour leur compte...

De la manière dont on parle de la tournure de cette affaire, il est à craindre que, dans peu, la perte sur les billets de monnaie n'augmente et que l'argent ne se resserre.

A. DE BOISLISLE, *Correspondance des contrôleurs généraux, op. cit., t. III, p. 88.*

36. La Banque d'Amsterdam à la fin du XVII^e siècle

Dans la ville d'Amsterdam est cette banque, qui est si renommée par tout le monde, à cause de son trésor, le plus grand de tous ceux que l'on connaît, réels ou imaginaires. La place, où on le loge, est une grande voûte sous la Maison de Ville, garnie de portes et serrures, et de toutes les autres sûretés nécessaires pour sa garde et conservation. Et il est certain que, toutes les fois que quelqu'un ira voir la Banque, il trouvera qu'il faut croire qu'il y a un très grand trésor en lingots et barres d'or et d'argent, en vaisselle et en une quantité incroyable de sacs pleins de métal, que l'on suppose être or et argent, comme je crois qu'il l'est, en effet.

Mais, d'autant qu'il n'y a que les Bourguemaîtres qui aient la direction de cette Banque, et qu'il n'y a personne qui tienne un compte particulier de ce qu'il y entre ou en sort de temps en temps, il est impossible de savoir bien pertinemment, et même de deviner, quelle proportion il y a entre le trésor effectif et entre le crédit de la Banque. C'est pourquoi la sûreté de la Banque ne consiste pas seulement dans l'or et l'argent qui s'y trouve en effet, mais aussi au crédit de toute la Ville et de tout l'État d'Amsterdam, dont le fonds et le revenu est aussi grand que celui de quelques Royaumes, et elle est obligée de répondre de tous les deniers qui y sont apportés.

Les plus grands paiements qui se fassent ordinairement entre les Marchands de la Ville se font par des Billets de Banque, et non seulement dans plusieurs autres Villes des Provinces, mais aussi en plusieurs autres Villes marchandes du Monde. Tellement que l'on

peut dire que cette Banque est proprement la caisse générale, où chacun serre son argent, parce qu'on le juge là en plus grande sûreté, et l'on en dispose plus facilement, tant en payant qu'en recevant, que si on le tenait en ses propres coffres. Et tant s'en faut que la Banque paye intérêt de l'argent que l'on y dépose, que même celui qui y est vaut plus que la monnaie courante, dont les paiements se font manuellement; parce que l'on n'y apporte point d'autres espèces que les meilleures, les plus approuvées et les plus généralement connues, tant en Allemagne qu'aux Pays-Bas...

... Ce sont ces circonstances qui ont donné si grand crédit à la Banque d'Amsterdam, laquelle a aussi convié les peuples à s'y retirer, et à y mettre à couvert cette partie de leurs deniers comptants qu'ils pouvaient emporter avec eux, et laquelle ils n'espéraient pas pouvoir conserver en leur Patrie. Et ce n'ont pas été seulement les peuples qui se sont réfugiés en ce pays, qui y ont mis leur argent, mais aussi, et en plus grand nombre, ceux qui n'ont pas quitté leur pays : soit qu'ils fissent provision, pour une retraite contre l'orage, ou qu'ils jugeassent qu'il n'y avait point de lieu plus sûr, et d'où ils pussent faire tenir, avec plus de facilité, leur argent en toutes les parties du monde.

W. TEMPLE, ambassadeur de Grande-Bretagne à La Haye, *Remarques sur l'État des Provinces-Unies des Pays-Bas*, de Monsieur le Chevalier Temple, Utrecht, 1702, pp. 94-96 et 103; in Louis GOTHIER et Albert TROUX, *Recueil de textes d'histoire*, t. III, Les temps modernes, Paris-Liège, Dessain, 1967, pp. 212-213.

37. Lois naturelles et liberté des échanges

La nature donc, ou la Providence, peut seule faire observer cette justice, pourvu, encore une fois, que qui que ce soit autre ne s'en mêle; et voici comment elle s'en acquitte. Elle établit d'abord une égale nécessité de vendre et d'acheter dans toutes sortes de trafics, de façon que le seul désir du profit soit l'âme de tous les marchés, tant dans le vendeur que dans l'acheteur; et c'est à l'aide de cet équilibre ou de cette balance que l'un et l'autre sont également forcés d'entendre raison et de s'y soumettre...

La dérogance à cette loi, qui devrait être sacrée, est la première et la principale cause de la misère publique, attendu que l'observation en est plus ignorée.

L'équilibre entre toutes les denrées, unique conservateur de l'opulence générale, en reçoit les plus cruelles atteintes, en sorte que, si on voit un royaume tout rempli de biens, pendant que les peuples en manquent tout à fait, il n'en faut point aller chercher la cause ailleurs. Celui-ci périt parce que ses caves sont pleines de vin et qu'il manque du reste; cet autre se

trouve dans la même disposition à l'égard de ses grains; et enfin tout le reste, vivant d'industrie, languit également, ne pouvant recouvrer le pain et les liqueurs par le fruit de son travail, dont le défaut jette également les possesseurs de ces mannes dans la même misère, de ne pouvoir en échanger une partie contre leurs autres besoins, comme des habits, des souliers et le reste.

Si l'on demande à chacun de ces particuliers la raison de leur misère, ils répondent tranquillement qu'ils ne peuvent rien vendre, à moins que ce ne soit à perte, ne prenant garde qu'ils ne sont dans cette malheureuse situation que parce qu'ils prétendent exiger cette règle des autres et ne pas la recevoir pour eux.

LE PESANT DE BOISGUILBERT, *Dissertation sur la nature des richesses*; cité par H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, P.U.F., coll. « Thémis », 1966, pp. 135-136; et in *Économistes financiers du XVII^e siècle*, Paris, 1843, pp. 409 et 411.

38. Prospérité des nations et liberté des échanges

D'où vient que les Phéniciens se sont rendus les maîtres du commerce de toute la Terre, et qu'ils s'enrichissent ainsi aux dépens de tous les autres peuples? — Vous le voyez...; la situation de Tyr est heureuse pour le commerce. C'est notre patrie qui a la gloire d'avoir inventé la navigation : les Tyriens furent les premiers, s'il faut en croire ce qu'on raconte de la plus obscure antiquité, qui domptèrent les flots... Les Tyriens sont industriels, patients, laborieux, propres, sobres et ménagers; ils ont une exacte police; ils sont parfaitement d'accord

entre eux; jamais peuple n'a été plus constant, plus sincère, plus fidèle, plus sûr, plus commode à tous les étrangers...

Mais, expliquez-moi... les vrais moyens d'établir un jour à Ithaque un pareil commerce. — Faites... comme on fait ici : recevez bien et facilement tous les étrangers; faites-leur trouver, dans vos ports, la sûreté, la commodité, la liberté entière; ne vous laissez jamais entraîner ni par l'avarice, ni par l'orgueil. Le vrai moyen de gagner beaucoup est de ne vouloir jamais trop gagner, et de savoir perdre à propos. Faites-vous aider par

tous les étrangers ; souffrez même quelque chose d'eux ; craignez d'exciter leur jalousie par votre hauteur ; soyez constant dans les règles du commerce ; qu'elles soient simples et faciles ; accoutumez vos peuples à les suivre inviolablement ; punissez sévèrement la fraude et même la négligence ou le faste des marchands, qui ruinent le commerce en ruinant les hommes qui le font.

Surtout, n'entreprenez jamais de gêner le commerce pour le tourner selon vos vues. Il faut que le prince ne s'en mêle point, de peur de le gêner, et qu'il en laisse tout le profit à ses sujets qui en ont la peine ; autrement, il les découragera ; il en tirera assez d'avantages par les grandes richesses qui entreront dans ses États. Le commerce est comme certaines sources : si vous voulez détourner leur cours, vous les faites tarir. Il n'y a que le profit et la commodité qui attirent les étrangers chez vous ; si vous leur rendez le commerce moins commode et moins utile, ils se retirent insensiblement et ne reviennent plus, parce que d'autres peuples, profitant de votre imprudence, les attirent chez eux et les accoutument à se passer de vous. Il faut même vous avouer que, depuis quelque temps, la gloire de Tyr est bien obscurcie. Oh ! si vous l'aviez vue, mon cher Télémaque, avant le règne de Pygmalion, vous auriez été bien plus étonné !

Vous ne trouvez plus maintenant ici que les tristes restes d'une grandeur qui menace ruine. O malheureuse Tyr ! en quelles mains es-tu tombée ! autrefois, la mer t'apportait le tribut de tous les peuples de la terre.

Pygmalion craint tout, et des étrangers, et de ses sujets. Au lieu d'ouvrir, suivant notre ancienne coutume, ses ports à toutes les nations les plus éloignées, dans une entière liberté, il veut savoir le nombre des vaisseaux qui arrivent, leur pays, les noms des hommes qui y sont, leur genre de commerce, la nature et le prix de leurs marchandises, et le temps qu'ils doivent rester ici. Il fait encore pis, car il use de supercherie pour surprendre les marchands et pour confisquer leurs marchandises. Il inquiète les marchands qu'il croit les plus opulents ; il établit, sous divers prétextes, de nouveaux impôts. Il veut entrer lui-même dans le commerce, et tout le monde craint d'avoir quelque affaire avec lui. Ainsi, le commerce languit ; les étrangers oublient peu à peu le chemin de Tyr, qui leur était autrefois si doux ; et si Pygmalion ne change de conduite, notre gloire et notre puissance seront bientôt transportées à quelque autre peuple mieux gouverné que nous.

FÉNELON, *Télémaque*, Paris, édit. Garnier, livre III, pp. 85-87.

39. Prise de position contre le colbertisme industriel. Les soupirs de la France Esclave

Nous envoyons aux étrangers nos blés, nos vins, nos manufactures ; ils nous envoient leurs poissons salés, leurs épiceries et leurs étoffes, et l'argent roule par ce moyen. Nous avons appris aux étrangers un secret dont ils se servent pour nous ruiner. Nous avons voulu nous priver de leurs étoffes de laine ; ils ont

trouvé moyen d'établir des manufactures de soie et d'imiter nos étoffes, ce qui est cause que le commerce est entièrement ruiné, et que, de 7 ou 8 000 métiers qui travaillaient à Tours, il n'en reste plus que 8 ou 900.

Cité par P. CLÉMENT, *Colbert*, Paris, Perrin et Cie, 1875, t. I, p. 331.

40. La foi dans la science et dans le progrès technique

Discours du célèbre médecin hollandais Boerhaave, devant l'Académie de Leyde, le 8 février 1715

Voici un vaste champ de connaissances propres à l'usage et à l'avantage des hommes ici-bas; à savoir inventer des machines nouvelles et rapides, qui abrègent ou facilitent notre travail; combiner l'application sagace de plusieurs agents ou matériaux, qui nous assurent des produits nouveaux et bienfaisants,

dont nous puissions nous servir, et accroître par là l'ensemble de nos richesses, c'est-à-dire des choses utiles aux commodités de notre existence [...].

De Comparando Certo in physicis;
cité par P. HAZARD, *La Crise de la conscience européenne*, Paris, Fayard, 2^e édit. 1967, p. 297.

Deuxième partie

Les symptômes d'un monde nouveau

Depuis une époque qu'il est difficile de situer exactement, mais qui débute aux environs de 1630-1640, et qui s'affirme à partir de 1680-1690, la civilisation économique de l'Europe commençait à se détacher de plus en plus nettement des grandes civilisations de la planète. Disposant, grâce à la rationalité cartésienne, à l'esprit pascalien de finesse et à l'impitoyable critique de Spinoza et de Bayle, d'un outillage intellectuel de grande valeur, qui la prédisposait sans cesse davantage à la recherche dans tous les domaines et au dynamisme créateur, elle se trouvait de mieux en mieux armée pour conquérir la maîtrise du monde. A une époque où l'Inde et la Chine sont encore de grandes puissances commerciales et industrielles, productrices de métaux précieux et utiles, des bronzes et des laques, des soieries et des cotonnades appréciées et copiées par l'Occident tout entier, les pays de l'Europe sont en train d'acquérir un plus haut degré de technicité et d'efficacité, né d'une science fondée à la fois sur la raison et sur les données de l'expérience, sur la déduction mathématique et sur l'induction physique.

Ainsi, se préparaient, au milieu de la « crise » du ^{xvii}e siècle, de façon très lente et incomplète, ce que Rostow appelle « les conditions préalables au démarrage ». Si les économies et les sociétés de l'Europe se présentaient comme profondément enracinées dans le passé, et comme entachées d'archaïsme, elles commençaient aussi — en Europe occidentale surtout — à se tourner vers l'avenir. Cette évolution s'accroît à partir des années 1736-1740; au cours du « beau ^{xviii}e siècle », les symptômes d'un monde nouveau s'affirment. Tandis que s'effacent progressivement les caractères fondamentaux, qui marquaient de leur empreinte l'ère préindustrielle, la maîtrise de l'Europe sur la planète se dessine vraiment pour la première fois, d'une Europe saisie par un élan de plus en plus fort de vitalité et de création dans tous les domaines, d'une Europe ivre de puissance, de prestige et de profit, consciente de sa force et de ses possibilités. Face à des civilisations qui n'évoluent plus ou qui régressent, à une Asie musulmane ancrée dans ses traditions, à une Asie orientale vouée à l'anarchie, les grandes puissances de l'Occident possèdent une maîtrise de plus en plus incontestée. Le ^{xviii}e siècle va être déjà le siècle de l'Europe, de sa civilisation économique, de ses conceptions sociales.

1. La « conquête » des grands espaces mondiaux

2. L'organisation de l'espace européen

CHAPITRE VII

3. La pratique commerciale

LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : LES MOYENS

Cette maîtrise de l'Europe supposait, dès l'abord, une prise de possession effective du monde par l'Europe. Non pas que, dans l'ensemble des phénomènes de renouveau, la conquête commerciale ait joué le rôle d'un « antécédent non substituable », pour reprendre la terminologie de Simiand. En la matière, chacun des phénomènes dont nous allons faire l'étude est à la fois cause et effet. Si l'élargissement des horizons commerciaux a facilité les transformations de la production, l'affermissement de nouvelles méthodes de crédit, voire l'essor démographique, tous ces facteurs, et d'autres encore, ont réagi, à leur tour, en tant que phénomènes d'entraînement, sur les mouvements du trafic, en lui fournissant des objets plus étendus ou des ressources plus vastes.

Par ailleurs, cet approfondissement de l'influence de l'Ancien Continent, préparé par une évolution biséculaire, n'aura pas un caractère aussi spectaculaire qu'on pourrait le penser et bien des entraves s'opposeront à ses

progrès. Malgré tout, c'est à une évolution décisive que nous avons affaire ; elle est due, tout d'abord, à un élargissement encore modeste, mais réel, des moyens commerciaux.

1 — La “conquête” des grands espaces mondiaux

L'élargissement de la connaissance du monde

Cette conquête du monde est, avant tout, élargissement, connaissance plus intime des espaces planétaires, océaniques et continentaux.

Voyages et explorations : les conditions

Après les grandes découvertes du ^{xvi}e siècle, le ^{xvii}e siècle avait marqué, en matière d'explorations, un temps d'arrêt presque absolu, au moins jusque vers 1670. Par la suite, des environs de 1680 à ceux de 1720, les routes de la Sibérie orientale et de la Transbaïkalie avaient été ouvertes par les Russes et, en 1689, le traité de Nertchinsk avait fixé, pour longtemps, la frontière avec la Chine, le long des rives du fleuve Amour. A l'autre extrémité du globe, Français et Anglais avaient atteint les Grands Lacs, le Mississipi, en route vers un Far West sans bornes. Cependant, les résultats de tout cet effort restaient minces.

A partir de 1730, et, plus encore de la paix européenne et maritime de 1763, une ère nouvelle s'annonce. Les récits de voyages, œuvres de missionnaires et de commerçants, se multiplient. Après Chardin, Tavernier découvre la Perse à un vaste public ; les pères Labat et Charlevoix, les Iles et l'Amérique du Sud. La Chine, si hermétique et si mal connue, devient l'objet d'une grande curiosité : à la période de l'engouement pour un « Empire modèle », succède, après 1750-1760, la désaffection et le mépris. L'exotisme devient à la mode dans toute l'Europe, et la philosophie propage, pour les besoins de sa cause, les mythes des « sages de la Chine » et du « bon sauvage ».

Les récits de voyages appellent les explorations proprement dites, collectives, soutenues « officiellement » par des gouvernements mus par des ambitions coloniales, stimulées par la curiosité scientifique attisée par les académies « nationales » et parfois par les universités. Les expéditions sont, à mesure que le siècle s'avance, organisées de plus en plus méthodiquement, surtout

les campagnes maritimes. La Pérouse disposera, sur l'un de ses navires, d'un laboratoire de chimie, d'une salle de cartes, d'une bibliothèque.

Les découvertes

De toutes ces aventures, les résultats sont variables. Grâce aux grandes explorations maritimes de Bougainville (1766-1769), qui découvre Tahiti, les Hébrides, les Salomon, de La Pérouse (1785-1788), qui se déplace de Sakhaline jusqu'à l'Est de l'Australie, et surtout de James Cook, qui dans ses trois voyages (1768-1771, 1772-1775 et 1776-1779) découvre un monde, du cercle polaire aux Hawaï et à la Nouvelle-Zélande, le Pacifique cesse d'être un océan vide. En même temps, de très nombreuses expéditions russes quadrillent toute la Sibirie orientale, débordent, par les Kouriles, vers l'Alaska et la Californie.

Par un mouvement symétrique, tandis que les Brésiliens, partis de leur étroite bande côtière, pénètrent sur les plateaux du Sertão, que les Espagnols, descendus du Pérou, explorent la Pampa argentine, la poussée franco-anglaise continuait, à travers la Prairie nord-américaine, vers les sources du Missouri et du Mississippi, vers les lointaines Rocheuses. Si La Verendrye et ses fils (1728-1743) parviennent au confluent de la Rivière Rouge et de l'Assiniboine et fondent Winnipeg, en 1738, atteignent, par le Saskatchewan, le Missouri supérieur et le Nord-Est du Wyoming, leur effort restera en partie isolé jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, où les Anglo-Saxons toucheront le Pacifique.

Enfin, commerçants et missionnaires de l'Europe s'efforçaient de pénétrer en Chine, au Japon, en Indo-Chine. Cependant, si les grands océans sont connus, une bonne partie des deux Amériques et de l'Asie restent inviolées, et, de l'Afrique, l'Europe, en dehors de ses côtes, ignore à peu près tout.

L'essor des grandes liaisons océaniques

Du moins l'Europe est en train d'assurer, dans des conditions nettement meilleures, ses liaisons, à travers les espaces océaniques, avec les grands centres que son commerce lui conquiert.

Constructions navales et typologie du navire

Le monopole de la Hollande, en matière de constructions navales, est de plus en plus contrebattu par le développement de nouveaux centres, capables de lutter avec Saardam. En Belgique, en Prusse, dans la péninsule Ibérique et dans les pays scandinaves, voire en Russie, mais surtout en France et en Angleterre, s'élèvent de vastes chantiers disposant de cons-

tructeurs capables de dresser des plans, et d'ingénieurs aptes à effectuer les calculs nécessaires. Les méthodes s'améliorent et se standardisent. La création de bassins de radoub facilite les réparations. Pour la construction de la coque, les liaisons se renforcent; l'assemblage devient plus minutieux, grâce à la transformation de l'outillage, à une exécution plus fine des plans, au meilleur choix des matériaux, aux minutieux et longs traitements subis par les bois; il s'opère par tranches successives, ce qui permet aux pièces de travailler et de s'ajuster plus exactement. La coque, qui forme bloc, est ainsi plus résistante, et elle sera renforcée, après 1780, par un « doublage » en cuivre, tandis que la « barre » est profondément modifiée, assurant au navire une plus grande souplesse. L'aspect du vaisseau évolue. Les châteaux s'abaissent, tandis que la voilure se répartit entre des surfaces plus variées et plus nombreuses, susceptibles de mieux utiliser la force du vent. Les mâts élèvent leur « pomme »; plus robustes, ils sont équipés d'un réseau bien agencé de cordages et d'agrès, qui permettent des manœuvres plus précises et plus rapides. Les navires apparaissent mieux profilés, plus maniables, plus solides, plus aptes à s'élever au vent.

Aux types traditionnels, se substituent des types nouveaux, mieux adaptés au long cours. Si le flibot hollandais, navire simple et peu racé, domine le trafic des mers intra-européennes, l'*indiamen* fait prime, tandis que les navires plus légers, la corvette, le brick, la goëlette, sont taillés pour la course et se révèlent très maniables.

A mesure que les commerces se gonflent, les tonnages augmentent. Le seuil des 1 000 tonnes est rapidement atteint pour le commerce de Canton; à la fin du siècle, on voit circuler des vaisseaux de 1 200, 1 600 tonnes, les Français et les Anglais suivant, à retardement, l'exemple donné par les Nordiques. Le coût s'en ressent. Un vaisseau de 600 tonnes, construit à Lorient, revient à 190 000 livres; mais le « Duc de Bourgogne » (1752), de 1 050 tonnes, coûta 254 740 livres, pour une longévité qui ne dépassait pas 12 à 14 ans. A ce point de vue, les Anglais, qui recevaient directement leurs bois des pays de la Baltique, produisaient à meilleur compte.

Les faiblesses

Les perfectionnements de l'art nautique sont sensibles; grâce aux modifications apportées à la boussole, ou compas, grâce à l'invention de l'octant, puis du sextant, par l'Anglais Hardley (1731), qui permet une détermination plus précise de la latitude, grâce à la livraison de chronomètres d'une extrême précision, résultat des efforts de l'Anglais Harrison et du Français Pierre Le Roy (1766), qui assurent le calcul des longitudes, la navigation en haute

mer gagne en sécurité. Mais bien des faiblesses demeurent. Les navigations sont marquées par leur longueur et surtout par l'extrême irrégularité des temps, selon les caprices des vents et des flots, les délais des escales, les tracasseries des administrations. Ainsi, pour le voyage d'Europe à Canton, on embarque en hiver, pour arriver à destination au début de l'automne suivant; on repart en décembre ou au début de janvier, pour se trouver à Lorient, à Londres ou à Amsterdam au début de l'été, c'est-à-dire un an et demi après le jour du départ. De fait, au cours du XVIII^e siècle, les moyennes varieront peu : celles des expéditions françaises oscillent entre 558 et 653 jours; celles des expéditions suédoises, entre 657 jours, pour la période 1731-1764, et 545 jours pour les années 1770-1790.

Vers l'Amérique, un aller et retour Europe-Brésil septentrional-Antilles exige un an; un aller et retour vers le Mexique et l'Isthme en réclame deux; un voyage au Pérou, de 3 à 4 ans; aux Philippines, 5 à 6.

Bien plus les « chances de mer » sont considérables. De San Lucar à l'isthme de Panama, la durée moyenne du trajet est de 92 jours; mais la « moyenne courte » est de 42 jours, et, par contre, le voyage peut exiger 4 et 6 mois. De Madrid à Lima et au Potosi, le minimum est de 15 jours, le maximum de 2 ans et demi. Sur 75 voyages effectués à Canton au cours du XVIII^e siècle, 58 % seulement se situèrent autour de la moyenne, 30 % exigèrent plus de 700 jours; les temps se répartissent entre moins de 400 jours et 3 ans et 8 mois.

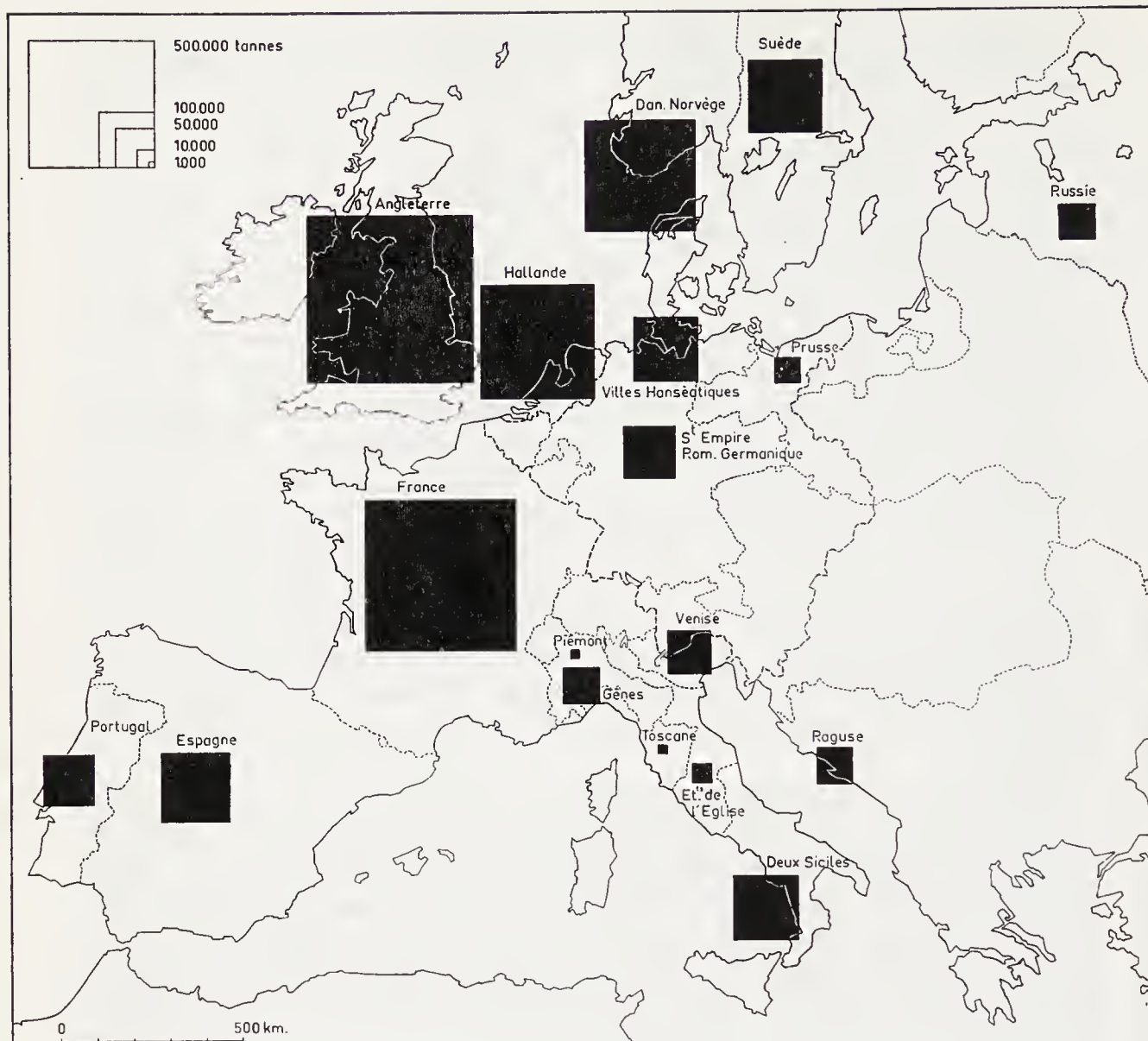
Ainsi, les grandes liaisons continuent à se faire sous le signe de l'incertitude, et aussi de l'inconfort et de l'entassement, de l'eau saumâtre et de la nourriture avariée, de la maladie, de la piraterie largement étendue, des flibustiers antillais aux barbaresques et aux corsaires européens. Mais l'Europe est faite à ces lenteurs, à ces avatars, à ces incertitudes et à ces risques, qui entrent dans les calculs des marchands. Bon gré mal gré, si la « révolution » des transports maritimes ne se fera qu'au XIX^e siècle, l'Europe est reliée au monde par des fils de plus en plus solides.

2 — L'organisation de l'espace européen —

Le point de départ : espace européen et espaces continentaux

En même temps, l'espace européen perfectionnait son organisation. Problème de première importance, s'il en fut, car c'est dans la mesure où l'Europe

LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : LES MOYENS



LES FLOTTES EN EUROPE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE (1786-1787)

Tonnages par pays.
D'après R. ROMANO, « Per una valutazione della flotta mercantile europea alla fine del secolo XVIII », *Studi in onore di Amintore Fanfani*, 1962, t. V, pp. 575-591.

pourra dominer son propre espace, et si possible l'unifier, qu'elle parviendra à mieux assurer sa maîtrise sur le monde.

Et pourtant, à la fin du xviii^e siècle, elle ne se détachait, à ce point de vue, que bien peu des autres grands espaces continentaux. Tandis que les deux Amériques, l'Afrique et la zone de l'Islam, de l'Atlantique au golfe Persique, en demeuraient au stade de la piste ou du sentier, que les routes antiques

de l'Empire chinois achevaient de se dégrader, tandis que déclinait sa puissance, l'Europe utilise, comme ses rivaux, beaucoup plus couramment la voie d'eau que la voie de terre. D'un bout à l'autre du continent, non seulement les grands fleuves et les rivières, mais leurs affluents, et souvent jusqu'aux plus minces cours d'eau, sont parcourus par des courants de navigation ou de flottage très denses, qui jouent, comme par le passé, un rôle primordial dans la vie intérieure du continent. Les avantages de la voie d'eau restent, et resteront, durant la majeure partie du XVIII^e siècle, considérables : rapidité et sûreté plus grandes, capacité de transport supérieure, parfois régularité, lorsque les crues et les étiages se produisent à des époques fixes. Bien plus, la route se subordonne à la rivière et au fleuve, épousant soigneusement les sinuosités de leur cours ou se bornant à unir deux bassins, sous la forme de véritables « portages »; ainsi des routes du Beaujolais, du Mâconnais et du Vivarais, entre Saône, Rhône et Loire, ainsi des voies du Limousin, entre Charente, Dordogne et Vézère.

Au contraire, la route terrestre, qui forme un réseau assez serré, surtout à l'ouest du continent, demeure largement celle du Moyen Age; formée, fréquemment, par la réunion d'anciens chemins ruraux et de tronçons d'antiques voies romaines, elle se perd dans des sinuosités irrationnelles et, à certains endroits, en un écheveau de divagations qui l'assimilent à la piste. Très dépendante du milieu géographique et des matériaux fournis par le sol, elle court souvent sur les hauteurs, à l'abri des marécages et des crues des rivières, mais non des contrepentes, qui rompent le rythme de la circulation. Le gué remplace, le plus souvent, le pont, très rarement construit en pierre, au passage des rivières. Par ailleurs, les fondations sont insuffisamment solides : la route a tendance à s'enfoncer; elle est parsemée d'ornières profondes, qui, en hiver, se transforment en lacs de boue. Sa largeur, au surplus, dépasse rarement 6 mètres, et les empiétements des riverains tendent à la réduire à un simple chemin.

Les administrations des Ponts et Chaussées sont pratiquement absentes; à peu près partout, l'entretien est abandonné aux paroisses riveraines, qui manifestent la plus grande répugnance à s'acquitter de leurs obligations. La France est peut-être le seul pays où, grâce à l'influence d'un Colbert, un effort de régularisation administrative et technique a été tenté; mais, ses effets, non négligeables, ont été limités à la banlieue parisienne et aux régions frontières du Nord-Est et de l'Est.

Aussi, dans toute l'Europe, la circulation est-elle très lente et malaisée, et, de ce grand fait, les témoignages sont innombrables. Lorsque Marie Leczynska arrive en France, en 1725, pour épouser Louis XV, elle ne trouve que des chemins inondés, « où Sa Majesté pensa se noyer ». Dans l'Angleterre

de 1730, le trafic se réduit en hiver, et, en octobre 1736, on prie la reine de quitter Kensington pour Saint-James, car la route était si mauvaise qu'elle risquait de se trouver séparée du gouvernement « par un golfe de boue interminable ». Les grands personnages sont obligés de faire précéder leurs carrosses par des compagnies de pionniers, et le commun des mortels voyage généralement à cheval, tandis que les marchandises circulent couramment à dos de mulets, en de longues caravanes. On comprend sans peine que la vie de l'Europe s'en trouve ralentie.

Les progrès des techniques de la circulation

Les débuts de la route moderne

C'est vraiment à partir de 1730-1740 que se forme en Europe la route moderne, et, si le « modèle » français est essentiel, il n'est pas le seul.

Tout d'abord, dans presque tous les pays du continent, se crée une administration véritable des routes. Les motifs en sont évidents : désir des États d'assurer plus efficacement leur volonté de centralisation, en même temps que le déplacement des troupes vers les frontières ; pression des grands propriétaires, mus par la physiocratie et désireux d'écouler plus facilement et plus loin leurs récoltes ; action des commerçants et des industriels — en particulier des exploitants de mines de houille en Angleterre — soucieux de disposer de moyens plus adaptés à l'élan et aux nécessités de l'économie. La route, affaire d'État, est prise en main par les agents de l'État. Ainsi, grâce aux efforts de Orry, le créateur de la corvée royale (1738), qui sera aussi efficace que mal supportée par les populations, et surtout de Daniel Trudaine, directeur des Ponts et Chaussées en 1743, de Perronet et de Trudaine de Montigny, se créent successivement en France, l'École des Ponts et Chaussées (1747), solidement fondée, le « corps » des ingénieurs, recrutés par concours, formés aux mathématiques, à la topographie, à la mécanique, strictement hiérarchisés et répartis entre les provinces, tandis que le Bureau des dessinateurs est chargé de mettre au net les levés et les cartes. L'exemple de la France est suivi par le Piémont, une partie des États italiens, les Pays-Bas, la Prusse et l'Espagne. L'Angleterre presque seule préfère renforcer, en 1773, la responsabilité des paroisses et les faire contrôler par des « surveillants » désignés par les juges de paix, tout en faisant confiance, nous le verrons, à l'initiative individuelle, ainsi qu'aux forces du capitalisme.

Mieux administrée, la route se perfectionne, et l'influence des techniques françaises se répand à travers le continent. Grâce aux efforts de générations

d'ingénieurs souvent remarquables, les tracés s'améliorent, épousent les courbes du terrain, et, en plaine, présentent de grands alignements rectilignes, où la circulation est aisée. La voie s'élargit, se bombe pour faciliter l'écoulement des eaux, se borde de fossés et de rangées d'arbres, tandis que les substructures se durcissent et que les ponts se multiplient. La Route Royale se crée, qui sillonne orgueilleusement le plat pays et que l'on imite à travers tout le continent.

En Angleterre pourtant, les méthodes se révèlent différentes. La *Turnpike Road* apparaît sous la forme d'une société, groupant *landlords*, *farmers*, commerçants et industriels, exigeant des usagers le versement d'un péage, pour en assurer l'entretien. Placées sous le contrôle du Parlement, ces sociétés se multiplient à partir de 1740-1750; 452 « acts » d'autorisation sont promulgués, de 1760 à 1774, 643 de 1785 à 1800. Des routes de type nouveau s'édifient, construites par des ingénieurs remarquables, tels que Telford, le maître des sols durs, réduisant au minimum le travail de traction, Mac Adam, l'inventeur du revêtement qui, aujourd'hui encore, porte son nom, ou Metcalf, constructeur acharné.

Les réseaux nationaux s'améliorent et surtout s'étendent. A la fin du XVIII^e siècle, le réseau français, rayonnant de Paris vers les frontières de terre et la mer, assure les grandes liaisons nationales, avec ses 40 000 km de voies construites ou tracées, dont la largeur varie de 12 à 20 mètres, pavées sur 4 000 km; le budget des Ponts et Chaussées, qui ne dépassait pas 700 000 livres au début du XVIII^e siècle, atteint 7 millions de livres sous Louis XVI, et, si l'on y ajoute les dépenses des pays d'État et le produit de la corvée, plus de 25 millions.

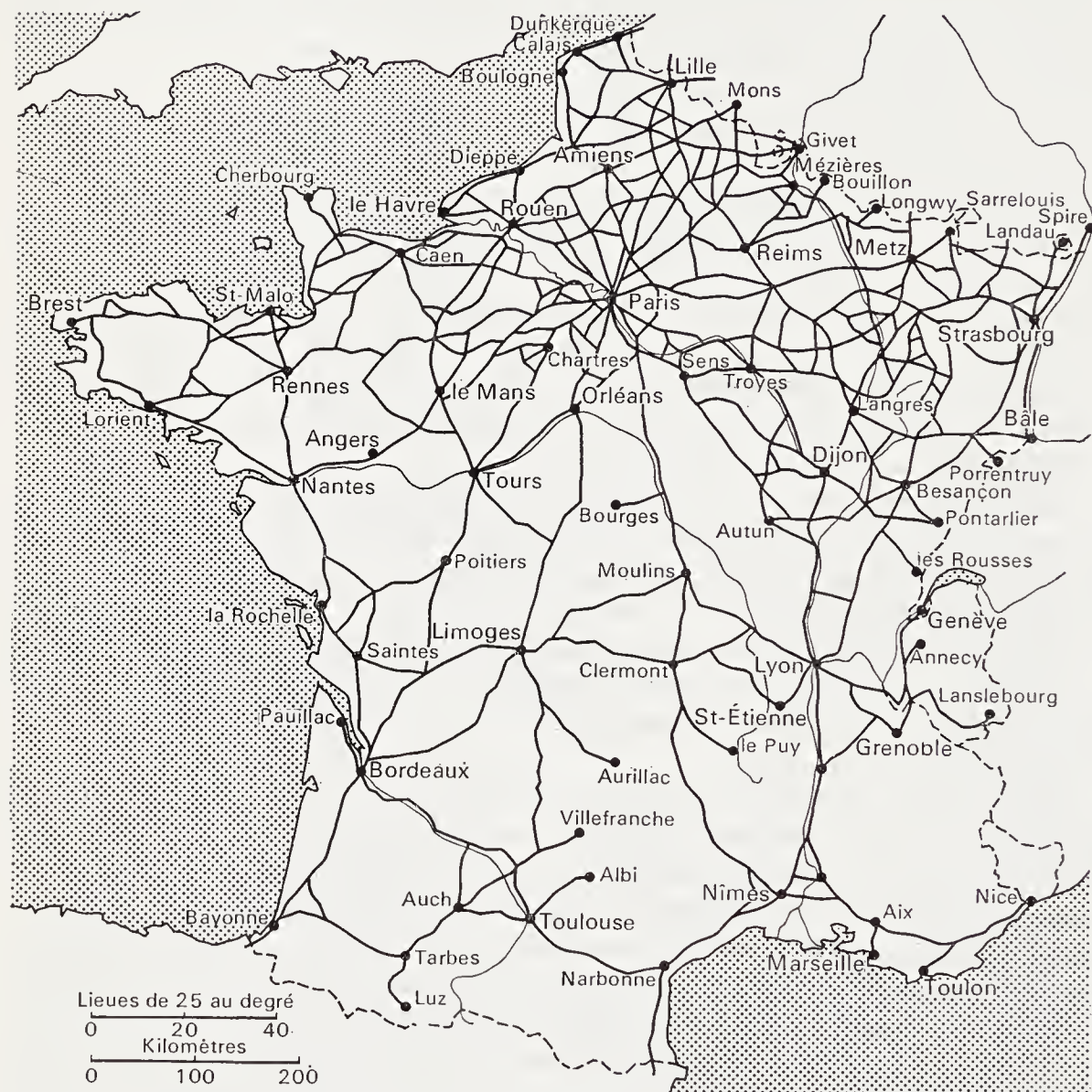
Mais la France, tout en disposant des plus belles routes d'Europe, n'est pas la seule. Les Bourbons d'Espagne suivent la même voie; l'ordonnance de 1767, œuvre de Charles III, prévoit la construction de « caminos reales », unissant Madrid à la Catalogne, à Valence, à l'Andalousie, à la Galice, et Floridablanca, superintendant des chemins (1777-1788), s'emploie si bien à réaliser ce projet que la péninsule possède, à la fin du XVIII^e siècle, 10 000 km de voies carrossables. Le Piémont, de son côté, met en régie les routes alpestres, dès 1761, vers la France, la Suisse et l'Autriche; la Belgique se dote, à partir de 1750, d'un réseau remarquable, centré sur Bruxelles et sur Liège. Cependant, la Prusse ne possède sa première chaussée véritable qu'en 1775; la Russie devra attendre 1831.

L'ère des canaux

La voie d'eau, de son côté, s'améliore. Tandis que de grands travaux d'endiguement sont poursuivis sur les fleuves et les rivières, une véritable

LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : LES MOYENS

« manie » des canaux se propage à travers le continent, sous l'influence des grands industriels et des agrariens, désireux de faire circuler les marchandises lourdes à plus longue distance.



De la Hollande, des Pays-Bas, où la tradition est ancienne, le mouvement se propage vers la France, qui, surtout à la fin du siècle, s'efforce de réaliser un grand plan national de canalisation, unissant le Nord et Paris, à la Loire et au sillon Saône-Rhône. De fait, on en restera souvent aux projets ou aux ébauches; mais, dans le Nord, grâce au canal Crozat, entre l'Oise et la Somme (1738), au canal de Neufossé (1753-1786), entre l'Aa et la Lys, au

canal Escaut-Scarpe, qui venaient compléter le canal de la haute Deule (1693) et le canal de la Bassée, un réseau cohérent se formait, uni à la capitale. De même, la jonction était assurée avec la Loire par le canal de Briare, achevé



L'ESSOR DE LA ROUTE ROYALE

Deux réseaux centralisés à la fin du XVIII^e siècle : France et Espagne.

D'après H. CAVAILLÈS, *La Route française*, Paris, A. Colin, 1946, p. 162; J. VICENS VIVES, *Historia social y economica de España y America*, Barcelone, Teide, tome IV 1958, p. 203.

en 1692, et par le Loing canalisé (1724). Si le canal des Deux Mers, le « grand dessein » de Colbert, n'avait qu'une faible efficacité, les canaux du Centre, ou du Charolais, de Bourgogne, de Franche-Comté s'esquissaient, visant à la liaison Seine-Saône-Rhin.

Mais, c'est surtout en Angleterre que le canal s'affermissait, en tant que transporteur de houille. Grâce à l'action de grands seigneurs, tels que le

duc de Bridgewater, ou le comte de Thanet, et d'ingénieurs de génie, tels que James Brindley, un réseau cohérent s'édifiait, à partir de la réussite du canal de Worsley à Manchester (1759-1761), totalement horizontal, traversant des collines par des galeries souterraines et franchissant la rivière Irwell sur un pont-aqueduc. De 1758 à 1807, 165 demandes d'autorisation étaient déposées. A la fin du siècle, le Great Trunk reliait Manchester à Liverpool, à Bristol et à Hull, en traversant la chaîne Pennine, unissant le Lancashire au Yorkshire, tandis que des liaisons s'opéraient avec les Midlands et avec Londres. Toutes les grandes régions industrielles de l'Angleterre se trouvaient unies.

La « fièvre » se propageait en Espagne, où étaient creusés les canaux de Castille (1752) et d'Aragon (1778), en Prusse, en Russie, où, dès Pierre le Grand, un projet d'union entre la Néva et la Volga, la Baltique et la mer Noire était formé, que Catherine II n'arrivera pas à mener à son terme.

Les résultats

De tout cet effort, les effets sont évidents, mais incomplets. D'une part, il est incontestable que la circulation des marchandises à l'intérieur des États et à l'intérieur du continent s'est trouvée facilitée. Ainsi se trouvaient mis en place des moyens, qui favoriseront l'expansion commerciale.

Les insuffisances techniques

Mais, par ailleurs, les réseaux routiers demeurent inachevés, avec d'importantes lacunes. Leur viabilité est très inégale, et elle diminue rapidement d'ouest en est, des régions de plaine vers celles de montagne, tandis que le réseau secondaire demeure primitif, faisant de la « Route Royale » une étrangère dans les campagnes qu'elle traverse. Les conditions de la navigation fluviale demeurent souvent celles du passé; d'innombrables îles et bancs de sable encombrant les fleuves, ainsi que de multiples obstacles, moulins, pilotis ou culées des ponts. Aussi, la navigation, scandée par les crues et les maigres, se révèle-t-elle difficile, surtout à la remontée. Quant aux canaux, ils sont de gabarit hétérogène, ou insuffisamment larges et profonds; ainsi, sur le Great Trunk, la galerie de Huricastle n'a que 2 m de large, 3,60 m de haut depuis le fond du canal, de sorte que les conducteurs des bateaux, couchés sur le dos, doivent pousser l'embarcation en pesant avec leurs pieds sur les parois du tunnel, qui, bien entendu, comporte un sens alterné.

Les conditions des transports

De son côté, l'organisation des transports n'évolue que lentement. Sur les routes, le convoyage des marchandises est abandonné aux rouliers paysans, tandis que le transport des voyageurs est effectué par des Compagnies de messageries, que Turgot essayera, en vain, d'unifier en France, qui apparaissent dans toute l'Europe, mais dont les moyens sont généralement faibles. Sur les voies d'eau, ce sont de petites sociétés ou des particuliers, qui affrètent des embarcations de types très variés, mues parfois à la voile, le plus souvent tirées par des chevaux. D'une façon générale, et si l'on excepte, à la fin du siècle, certaines sociétés puissantes de transports terrestres, telles que les Messageries royales de France, le capitalisme ne pénètre pas dans ce domaine, dont les moyens — charrettes, diligences ou coches d'eau — restent peu perfectionnés.

Aussi les voyages sont-ils inconfortables et longs. Les temps se raccourcissent peu au cours du siècle. Si des services réguliers par terre s'organisent, en France, en Angleterre, voire en Espagne, entre les principales villes, il faut encore, après 1760, 4 à 6 jours pour aller de Londres à Exeter, 8 jours pour gagner York, 15 jours pour atteindre Édimbourg. Sans doute, Lyon est relié à Paris en 120 heures, par diligence, vers 1770, alors que le coche en exigeait 240 en 1660; mais, en général, les progrès restent faibles. A la fin du XVIII^e siècle, la diligence peut arriver à effectuer 40 à 60 km par jour, tandis que les charrettes des rouliers ne couvrent pas plus de 15 à 20 km quotidiennement; il faut 20 jours pour faire venir des marchandises de Marseille à Toulouse, 34 jours de Lorient à Grenoble. Par eau, la descente Roanne-Nevers, sur la Loire, se fait en 1 jour et demi; la remontée en exige, dans les conditions les meilleures, 3 à 4. Mais, évidemment, sur terre comme sur le fleuve, les causes d'incertitude sont nombreuses, et les temps y sont élastiques; il faut parfois 8 mois pour remonter de Nantes à Nevers.

Ajoutons que les coûts, généralement élevés, sont nettement inférieurs par eau, le bateau joignant, à l'avantage du bon marché, celui d'une capacité très supérieure à celle de la charrette, pouvant atteindre 150 tonnes et plus, contre 3 à 4. Le trajet Liverpool-Manchester revient, par exemple, par la route, à 40 shillings par tonne; par eau, à 6 shillings.

3 — La pratique commerciale

Ce mouvement si lent des techniques du transport donnait pourtant un avantage décisif à l'Europe. Peut-on en dire de même de la pratique commerciale?

Les derniers feux des Compagnies de commerce

Dans ce monde où le mercantilisme se survit longtemps, les Compagnies connaissent une dernière période de splendeur, de 1730 à 1770. La Compagnie anglaise des Indes orientales, renforcée depuis 1708, profite, surtout après 1763, d'une prospérité inouïe; puissance commerciale et financière, puissance politique aussi, elle fait de l'Inde un État. La création de Law survit au désastre de 1720; reconstituée en 1722-1723, munie d'une solide administration, elle règne des Indes orientales à la Louisiane. Les jeunes Compagnies danoise et suédoise se pressent vers la Chine, les nouvelles Compagnies espagnoles et portugaises, de préférence vers l'Amérique latine : Compagnies espagnoles de Honduras (1718), de Caracas (1728), de Galice (1734), de La Havane (1740), de Barcelone (1755); Compagnies portugaises de Para et Maranhão (1752), de Pernambouc (1755). La Prusse de Frédéric II, elle-même, se lance dans l'aventure; la Russie créera une Compagnie du Kamtchatka et une Compagnie de la mer Noire (1774).

Cependant, les fragilités sont réelles, en dépit d'une forte capitalisation et de flottes, qui, pour la Compagnie française, atteignent 40 navires, pour la Compagnie hollandaise, 60. Le privilège se paye par une dépendance croissante à l'égard de l'État, des banques aussi, génératrice d'un fort endettement et d'une sérieuse aliénation de la liberté. De plus, la rigidité des méthodes favorise la fraude; en dépit de toutes les interdictions, l'interlope, le commerce libre, ne cessent de croître. Aussi, la fin du XVIII^e siècle est-elle marquée par une crise générale des Compagnies.

Attaquée par Gournay, dès 1755, la Compagnie française des Indes orientales subit le coup de grâce en 1769, victime de sa médiocre gestion et d'une offensive de certains milieux d'affaires et du gouvernement. Une seconde Compagnie verra le jour en 1785, mais elle ne pourra plus afficher les mêmes prétentions que sa devancière. Au cours des années 1780, la Compagnie hollandaise se trouve au bord de la faillite, tandis que sa rivale danoise se débat dans d'inextricables difficultés financières. Si la East India Company,

chancelante depuis 1770, est sauvée, en 1784, par le Commutation Act, le Regulating Act la soumet au contrôle du gouvernement de Londres.

La montée de l'entreprise privée

Le trafic privé rompait, en effet, le monopole. Certes, la puissance des grands négociants n'était pas un fait nouveau, et la liberté n'avait jamais perdu, en fait, ses droits. Mais, de Canton à Pernambouc, ce sont les entreprises particulières qui assurent les gros trafics, avec la complicité des agents des Compagnies, qui, au nom du commerce « d'Inde en Inde », opèrent pour leur compte.

Cependant, le contraste reste grand entre l'envergure mondiale des affaires et la modestie de l'entreprise elle-même. Ses locaux se réduisent, comme par le passé, à des caves ou à des entrepôts, tandis que des bureaux occupent une ou plusieurs pièces d'un appartement. Le personnel de manutention est aussi faible que le personnel commercial : quelques employés suffisent à la besogne, bien que, dans les firmes plus importantes, le patron soit entouré d'un assez grand nombre de copistes et de teneurs de livres, aptes aux écritures de la comptabilité à parties doubles.

Mais ces apparences cachent une vie profonde, fondée sur une correspondance mondiale. Tous les ans, des centaines, voire des milliers de lettres, unissent la maison mère à tout un réseau de facteurs, de correspondants dispersés à travers la planète, pendant que des subrécargues voyagent avec les cargaisons, achètent et vendent au loin pour le compte du patron.

Les méthodes commerciales

La polyvalence caractérise ces firmes, et le « petit risque » — ce « quotidien » du commerce — voisine avec les grandes affaires. De plus, tout en trafiquant des produits les plus variés, l'entreprise pratique la banque, par le jeu subtil de la lettre de change; elle se voue, pour les pays exotiques et lointains, au prêt à la grosse aventure; elle s'associe à d'autres firmes dans des contrats d'affrètement et ne néglige pas l'assurance maritime. Surtout, le commerce de commission, aux risques limités, entraîne de gros profits; les ventes, effectuées pour le compte d'autrui, donnent lieu au prélèvement d'honnêtes pourcentages et à des « règlements » fructueux. Toutefois, les dangers demeurent réels, car la rotation des capitaux est aussi lente que les mouvements des flottes : 3 à 5 ans entre l'Angleterre et l'Amérique, un an entre

LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : LES MOYENS

l'Angleterre et la France. Le fait est d'autant plus grave que l'homme d'affaires achète comptant et consent à ses clients de longs crédits.

Si le XVIII^e siècle n'a pas vu se réaliser la « révolution des transports », qui appartient au siècle suivant, si ses méthodes demeurent traditionnelles, ses rythmes lents, un ensemble de modifications partielles déplaçait progressivement l'équilibre des forces en faveur d'une Europe débordante de vie. Il lui fournissait les moyens de soutenir un grand élan commercial.

DOCUMENTS

41. Témoignages sur l'état des routes en Angleterre

LA SITUATION A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE
PRÈS DE NORWICH :

Il y a trente ans, c'était une vaste lande, sans arbre ni buisson, simple terrain de parcours pour les moutons. Un tel nombre de voitures la traversait qu'elles se trouvaient parfois à un mille l'une de l'autre, à la même hauteur, cherchant chacune la meilleure piste. Maintenant, il y a une excellente route à péage, bordée de chaque côté par une bonne haie vive, et le tout est mis en clôture et cultivé selon le système de Norfolk, de façon supérieure.

Témoignage des années 1780, in Lord ERNLE, *Histoire rurale de l'Angleterre*, trad. franç. Paris, © Galimard, 1952, p. 302.

TÉMOIGNAGE D'ARTHUR YOUNG :

[Vers 1770, entre Preston et Wigan, Arthur Young mesura des] ornières profondes de quatre pieds et inondées

de boue par un seul été humide... Je ne connais pas, dans toute la gamme du vocabulaire, de termes suffisamment expressifs pour décrire cette route infernale. Je dois avertir très sérieusement tous les voyageurs qui peuvent, par accident, se proposer de voyager dans cet horrible pays, de l'éviter comme le diable, car, à mille contre un, ils se briseraient le cou et les membres, par chutes ou ruptures.

[Quant à la route qui se dirige de Newcastle vers le Sud] : une route plus effroyable ne peut être imaginée. Je fus obligé de louer deux hommes à un endroit pour empêcher ma chaise de verser. Que tous les voyageurs soient persuadés d'éviter ce terrible pays, qui, ou bien disloquera leurs os par ses pavés, ou bien les ensevelira dans le sable boueux.

Lord ERNLE, *op. cit.*, p. 224.

42. Les voyages par eau au XVIII^e siècle

LA NAVIGATION SUR LA LOIRE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

Dans toutes les saisons, on trouve à Roanne dix, vingt « cabanes », un grand nombre de bateaux garnis de leurs agrès, et une multitude de mariniers prêts à partir dans le moment même... pour tous les pays qu'arrose la Loire. Ces cabanes, capables de résister aux coups de vent et à l'échouage, sont cependant faites le plus légèrement possible et avec la moindre dépense, attendu qu'on ne les remonte presque jamais, et qu'on est contraint, par la nécessité,

de les donner à bon marché dans les lieux où se terminent les voyages. Le marinier... n'a pour tout lit que de la paille; pour sa nourriture, que des aliments de première nécessité et pour boisson, que du vin tourné... C'est ainsi que, sans s'arrêter, depuis le premier crépuscule jusqu'au dernier des plus longs comme des moindres jours, il conduit sa barque avec d'autant plus de soin et de circonspection qu'elle forme quelquefois le capital de sa for-

tune... Ce marinier, d'ailleurs, renferme en lui seul les qualités d'entrepreneur, de directeur, de commis...

... C'est de cette manière que des voyageurs, qui viennent d'Italie et d'une partie du Midi de la France, peuvent toujours, à toute heure, partir de Roanne et arriver à Nantes avec la plus grande diligence, parce que le marinier, qui n'a point à s'arrêter que pour le coucher des voyageurs, a tout l'intérêt possible d'abrèger son absence du lieu du départ,

afin de pouvoir recommencer une nouvelle course. Mais, pour se la procurer..., il faut que, depuis Nantes, il fasse 150 ou 160 lieues à pied, qu'il ne mette que 10 à 12 jours au plus, qu'il vive très frugalement, afin d'avoir quelque argent de reste pour soulager sa famille souvent indigente.

Rapport de l'Inspecteur Bouchet, 1782, cité par Roger DION, « Orléans et l'ancienne navigation de la Loire », Annales de Géographie, t. 47, mars 1938, pp. 137-138.

43. Les voyages maritimes au XVIII^e siècle. Les temps. Voyage de Canton. Temps moyens (aller et retour)

EXPÉDITIONS FRANÇAISES (y compris le séjour à Canton et les escales dans l'Inde)

● *Moyennes par périodes*

1719-1754	653 jours en moyenne
1763-1769	558 jours en moyenne
1770-1790	641 jours en moyenne
Moyenne générale (période 1719-1769 seulement)	624 jours (20 mois ½)

● *Par tranches successives*

{	1719-1769	moins de 400 à 550 jours	25,3 %
		de 550 à 700 jours	58,6 %
		plus de 700 jours	16 %
{	1770-1790	moins de 400 à 550 jours	54,5 %
		de 550 à 700 jours	15,5 %
		plus de 700 jours	30,3 %

EXPÉDITIONS SUÉDOISES

● *Moyennes par périodes*

1731-1764	657 jours (21 mois ½)
1770-1790	545 jours (18 mois)

● *Par tranches successives*

{	1731-1764	moins de 400 à 550 jours	18,3 %
		de 550 à 700 jours	53,0 %
		plus de 700 jours	28,5 %
{	1770-1790	moins de 400 à 550 jours	58,8 %
		de 550 à 700 jours	39,2 %
		plus de 700 jours	1,9 %

L. DERMIGNY, *Le Commerce à Canton au XVIII^e siècle*. Paris, S.E.V.P.E.N., 1964, t. 1, p. 265.

44. Les taux et dépenses d'affrètement des navires de la Compagnie hollandaise des Indes orientales

1714-1728 : DÉPARTS D'AMSTERDAM (CHAMBRE D'AMSTERDAM)

Pour un total de 106,7 millions de florins; pourcentages des diverses catégories de dépenses.

Cargaisons.....		43,3%
dont monnaie.....	38,9%	
marchandises	4,4%	
Navires.....		22,8%
dont victuailles.....	7,7%	
matériel	15,1%	
Salaires.....		26,7%
dont équipages	18,4%	
travailleurs.....	8,3%	
Autres dépenses :		
chargement et déchargement...		5,4%
achat et vente.....		1,5%

DÉPENSES NÉCESSAIRES A L'AFFRÈTEMENT DE 5 NAVIRES
POUR LA CHINE (CHAMBRE D'AMSTERDAM) 1728-1730

Cargaison :	
argent	71,3%
marchandises	2,9%
Navires	6,6%
Salaires	9,0%
Divers	10,1%

Dépense totale : 1 878 311 florins.

K. GLAMANN, *Dutch Asiatic Trade*, op. cit., p. 44.

45. Les tractations commerciales au XVIII^e siècle

Une police d'assurances maritimes

POLICE D'ASSURANCES POUR LE TRANSPORT DES CAFÉS DE LA SOCIÉTÉ DE JÉRÉMIE, DE SAINT-DOMINGUE A BORDEAUX ; BORDEAUX, 18 AOUT 1791

Police d'assurance n° 89

Bordeaux

(Texte manuscrit)

Nous soussignés, promettons d'assurer et assurons par ces présentes, chacun de nous, la somme par nous ci-après déclarée, à vous Monsieur Pierre Texier, faisant et stipulant pour votre compte, ou de qui que ce soit, suivant la lettre F. du 28 juin dernier, sur 12 boucauds, neuf tierçons café, marqués DF, n° 14 à 34, chargés ou à charger dans le navire nommé la *Marguerite-Jeanne* de Bordeaux, Capitaine Cérault, pour, de l'Isle et côte de Saint-Domingue, venir à Bordeaux, à prendre les risques tels qu'ils sont stipulés dans l'imprimé ci-après, vous permettant de faire assurer l'entier capital, le dixième et la prime, le tout de bonne foi,

(Texte imprimé)

dont nous prenons les risques à notre charge : savoir est, sur le corps du navire ou des navires, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et sur les marchandises depuis le jour et heure qu'elles ont été embarquées ou seront embarquées pour être portées de terre à bord, pour durer jusqu'à l'arrivée dudit navire ou navires au port et havre de Bordeaux, et que lesdites marchandises soient déchargées et mises à terre en bon sauvement, sans aucun dommage...; de laquelle assurance nous prenons aussi à nos risques tous périls de mer, de feu, de vents, d'amis, d'ennemis, de lettres de marque, de contremarque, d'arrêt et détention des Rois, des princes et seigneurs quel-

conques..., et généralement tous autres périls maritimes qui pourront avenir, en quelque manière que ce soit, ou que l'on puisse imaginer; nous mettant en tout et partout au lieu et place de vous pour raison des susdits risques maritimes, entendant vous en garantir et indemniser; et le cas avenant de perte ou d'infortune auxdites marchandises ou navires, promettons et nous obligeons de rembourser à vous ou à votre commis, toute la perte ou dommage par vous soufferts;...

Et dans le cas de défaut des nouvelles des navires, nous convenons qu'il vous sera permis de nous faire abandon dans deux ans pour les voyages au-delà du Cap de Bonne Espérance, dans un an pour les autres voyages de long cours et grand cabotage, le tout à compter du dernier départ, renonçant sur bonnes ou mauvaises nouvelles, à la lieue et demie par heure.

Expressément convenu à l'égard des avaries simples et particulières : premièrement, que nous ne les payerons qu'autant qu'elles excéderont 5 % sur le sucre brut, et les marchandises liquides et sujettes à coulage, logées en futaille ou en verre; secondement, que nous ne les payerons qu'autant qu'elles excéderont 3 % sur toutes les marchandises autres que celles ci-dessus énoncées; et que, dans l'un ou l'autre cas, il nous sera bonifié 1 %; demeurant exempts du coulage et du cassage ordinaires, même des extraordinaires sur les liquides, s'il y a échouement; ... Et à l'égard des avaries grosses et communes, nous les payerons si elles s'élèvent à 1 %. ... Et

déclarons que la prime nous sera payée en billets à ordre, payables 6 mois après l'arrivée, à raison de deux un quart pour cent, si le navire part ou est parti des colonies depuis le 1^{er} février jusqu'au 4 août inclusivement; et à raison de 4 1/4 %, s'il part depuis le 5 août ou est parti jusqu'au dernier janvier aussi inclusivement.

Convenu qu'en cas de guerre, hostilités ou représailles entre la France et quelque puissance maritime, pendant la durée de nos risques, la prime sera augmentée en proportion du risque couru... Et s'il survient des contestations entre nous sur le fait de la présente

assurance, et dépendance d'icelle, pour quelque cause que ce soit, convenons d'arbitres pour juger nos différends..., et ce conformément à l'ordonnance de la marine de 1681, le tout de bonne foi, sans dol ni fraude, suivant ladite ordonnance et la déclaration du Roi du 17 août 1779...

Ainsi fait et passé à Bordeaux, le 18 août 1791

6 000 pour Curcier l'aîné et Vigues;
6 000 pour Chicon St Bris.

Archives départementales de l'Isère, II E 381. Texte cité par Pierre LÉON, *Les Dolle et les Raby*, Paris, Les Belles Lettres, 1963, pp. 188-190.

46. La pratique commerciale : la rotation et la circulation des capitaux

Les marchandises d'un négociant ne lui donnent pas de profit, avant qu'il les ait converties en argent, et cet argent ne lui donnera pas davantage, avant qu'il l'ait, de nouveau, échangé contre des marchandises. Le capital sort continuellement de ses mains sous une forme, pour y rentrer sous une autre, et ce n'est qu'au moyen de cette circulation ou de ces échanges successifs, qu'il peut lui rendre quelque profit. Les capitaux de ce genre peuvent donc être très proprement nommés capitaux circulants.

Les colonies d'Amérique traînent

leurs paiements en longueur avec leurs correspondants, qui leur expédient des marchandises d'Europe, aussi longtemps que ces correspondants le leur veulent bien laisser faire. La totalité des sommes que leur avancent leurs correspondants ne rentrent guère, en Grande-Bretagne, avant trois ans, et quelquefois avant quatre ou cinq.

A. SMITH, *La Richesse des nations*, t. II, pp. 5 et 390; textes cités par J. CHAPPEY, *La Crise du capital*, pp. 208 et 251.

47. L'administration de la Compagnie anglaise des Indes orientales, vers 1775

La Compagnie anglaise avait eu, jusqu'à ces derniers temps, une conduite supérieure à celle des autres compagnies. Ses agents, ses facteurs étaient bien choisis. Les principaux étaient des jeunes gens de famille, déjà parfaitement instruits des éléments du commerce, et

qui ne craignaient point d'aller servir leur patrie au-delà des mers, de ces mers immenses, que la nation regarde comme une partie de son Empire. La Compagnie avait vu le plus souvent son commerce en grand, et l'avait presque toujours fait comme une société de vrais poli-

tiques, autant que comme une société de négociants. Enfin, ses colons, ses marchands, ses militaires avaient conservé plus de mœurs, plus de discipline, plus de vigueur que ceux des autres nations.

Qui aurait imaginé que cette même Compagnie, changeant tout à coup de conduite, et de système, en viendrait bientôt au point de faire regretter aux peuples du Bengale le despotisme de leurs anciens maîtres? Cette funeste révolution n'a été que trop prompte et trop réelle. Une tyrannie méthodique a succédé à l'autorité arbitraire...

Les Anglais, souverains du Bengale..., ont voulu tout à la fois augmenter le produit des fermes et s'en approprier le bénéfice. Pour remplir ce double objet, la Compagnie anglaise, cette Compagnie souveraine, est devenue la fermière de son propre *soubab*, c'est-à-dire d'un esclave auquel elle venait d'imposer ce vain titre, pour en imposer plus durement aux peuples... Elle s'est encore emparée de la vente exclusive du sel, du tabac, du bétel, objets de première nécessité dans ces contrées. Il y a plus; elle a fait créer, en sa faveur, par ce même *soubab*, un privilège exclusif pour la vente du coton venant de l'étranger, afin de le porter à un prix excessif..., et elle a fini par faire publier un édit qui défend le commerce dans l'intérieur du Bengale à tout particulier Européen, et qui le permet aux seuls Anglais... La cupidité personnelle des membres du conseil de Calcutta a dicté cette loi honteuse : Ils ont voulu s'assurer le produit de toutes les manufactures, pour forcer ensuite les négociants des autres nations, qui voudraient commercer d'Inde en Inde, à acheter d'eux des objets à des prix excessifs, ou à renoncer à leurs entreprises.

Cependant, au milieu de cette tyrannie si contraire à l'avantage de leurs commettants, ces agents infidèles ont essayé de

se couvrir de l'apparence du zèle. Ils ont dit que, dans la nécessité de faire passer en Angleterre une quantité de marchandises proportionnée à l'étendue de son commerce, la concurrence des particuliers nuisait aux achats de la Compagnie...

C'est sous le même prétexte, et pour étendre indirectement l'Exclusif jusqu'aux autres compagnies, en paraissant respecter leurs droits, qu'ils ont commandé, dans ces dernières années, plus de marchandises que le Bengale n'en pouvait fournir. Il a été défendu, en même temps, aux tisserands, de travailler pour les autres nations, jusqu'à ce que les ordres de la Compagnie anglaise fussent exécutés. Ainsi, ces ouvriers, n'ayant plus la liberté de choisir entre plusieurs acheteurs, ont été forcés de livrer le fruit de leur travail pour le prix qu'on a bien voulu leur en donner.

Et dans quelle monnaie les a-t-on payés? C'est ici que la raison se confond... Les Anglais, vainqueurs du Bengale, possesseurs des trésors immenses que la fécondité du sol et l'industrie des habitants y avaient rassemblés, ont osé se permettre d'altérer le titre des espèces... On avait frappé en roupies d'or environ quinze millions, valeur nominale, mais qui ne représentaient effectivement que neuf millions, parce qu'on y avait mêlé quatre dixièmes d'alliage, et même quelque chose de plus. Il fut enjoint à tous ceux qui se trouveraient avoir de ces roupies d'or, de faux aloi, de les transporter au Trésor de Calcutta, où on les rembourserait en roupies d'argent. Mais au lieu de dix roupies et demi d'argent que chaque roupie d'or devait valoir, suivant sa dénomination, on n'en donna que six, de manière que l'alliage fut définitivement en pure perte pour le propriétaire...

Il était impossible qu'une administration si vicieuse ne rendit pas inutiles les moyens de prospérité attachés à la

possession de ces vastes contrées. Déjà la Compagnie, pressée par des besoins réels, et ne trouvant plus que des ressources insuffisantes dans ces richesses qui étonnaient l'imagination, vient d'être obligée de déchirer le voile qui dérobait sa situation à ses yeux. Suivant le travail arrêté au premier janvier 1773, la totalité de ce qu'elle possède en Europe, soit en recouvrements à faire, soit en marchandises existantes dans ses magasins, soit même en immeubles, ne s'élève qu'à une somme de 175 156 000 livres, tandis que ses engagements sont portés à 207 430 000 livres, d'où il résulte un vide de 32 274 000 livres.

Il faut en convenir, la corruption à laquelle les Anglais se sont livrés dès les premiers moments de leur puissance, l'oppression qui en a été la suite, les abus qui se multiplient encore tous les jours, l'oubli profond de tous les principes : tout cela forme un contraste révoltant avec leur conduite passée dans l'Inde, avec la constitution actuelle de leur gouvernement en Europe.

C. T. RAYNAL, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, Genève, 1775, t. I, pp. 350-364.

CHAPITRE VIII

1. La poussée des commerces extérieurs
2. Les structures des commerces extérieurs
3. Les circuits commerciaux

LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : L'ÉLAN COMMERCIAL

Le grand mouvement commercial du xviii^e siècle semble dépasser les expansions du passé, par son ampleur, par son universalité, par les avantages qu'il donne à l'Ancien Continent dans la création d'une dynamique vraiment mondiale, par le rôle qu'il joue dans la naissance du phénomène d'industrialisation et dans l'éclosion d'un capitalisme de type presque moderne. L'apparition au sein des économies et des sociétés de l'ère préindustrielle des symptômes de ce que sera la « société industrielle », au sens où l'entend Raymond Aron, est très largement due à ces modifications quantitatives, génératrices, par leurs dimensions, de changements qualitatifs de grande envergure.

1 — La poussée des commerces extérieurs —

Les conditions de l'étude

Rien n'est pourtant plus malaisé que de déterminer, avec une exactitude suffisante, les mouvements commerciaux du ^{xviii}e siècle. Si l'Angleterre, depuis 1697, la France, depuis 1716, disposent de séries statistiques continues, les données se révèlent ailleurs tardives et partielles. Le mode d'établissement des chiffres eux-mêmes prête à discussion. Les administrations douanières se sont fondées, non sur des poids, mais sur des valeurs, établies souvent selon des « prix courants », dont le réajustement au mouvement du coût de la vie s'est opéré irrégulièrement. Aucun compte n'a été tenu de la fraude, de la contrebande, à la fois considérables, difficiles à apprécier et variables dans le temps.

Dans un autre ordre d'idées, il est fort arbitraire de séparer commerce extérieur et commerce intérieur. Des produits qui appartiennent aux « circuits extérieurs » — telles les denrées coloniales — viennent animer les marchés intérieurs, tandis que les céréales concernent à la fois les marchés régionaux et le trafic international. En outre, on pose souvent en principe que, dans chacune des puissances de l'Europe, le volume des échanges intérieurs dépasse de beaucoup celui des relations externes. L'assertion ne repose, en général, que sur des bases contestables; c'est, en tout cas, à son expansion mondiale que l'Europe du ^{xviii}e siècle doit sa puissance et sa prospérité. Le grand commerce apparaît comme le « secteur pilote », exerçant les « effets de domination » les plus étendus.

Les mouvements nationaux

S'il nous est impossible d'évaluer la croissance globale du commerce extérieur de l'Europe, nous disposons d'indications précises sur certains mouvements nationaux.

Tandis que le commerce de la Hollande, cette « dominante » du ^{xvii}e siècle, se « resserre » lentement jusque vers 1750, puis se contracte de plus en plus fortement, à mesure que les Provinces-Unies perdent leur rôle d'intermédiaire et que les nations se passent d'elles pour négocier directement avec leur clientèle, les trafics de la France et de la Grande-Bretagne ne cessent de monter.

Entre les années 1716-1720 et 1784-1788, le commerce extérieur total

de l'Angleterre proprement dite et du Pays de Galles est multiplié par 2,4 passant de 13 à 31 millions de livres sterling. Le mouvement du commerce français aurait augmenté de 567 %, selon les chiffres de la balance du commerce, de 394 % selon les données réunies par Arnould; il semble que l'on puisse tabler sur une hausse de 400 à 450 %, qui se réduirait cependant à un triplement, si l'on tient compte du mouvement des prix. Malgré tout, même dans cette hypothèse, la progression du trafic français resterait supérieure à celle du commerce britannique. La France, dont les échanges dépassaient à peine, en 1716, la moitié de ceux qu'effectuait sa rivale, aurait atteint, à la veille de la Révolution, un niveau très voisin de la Grande-Bretagne.

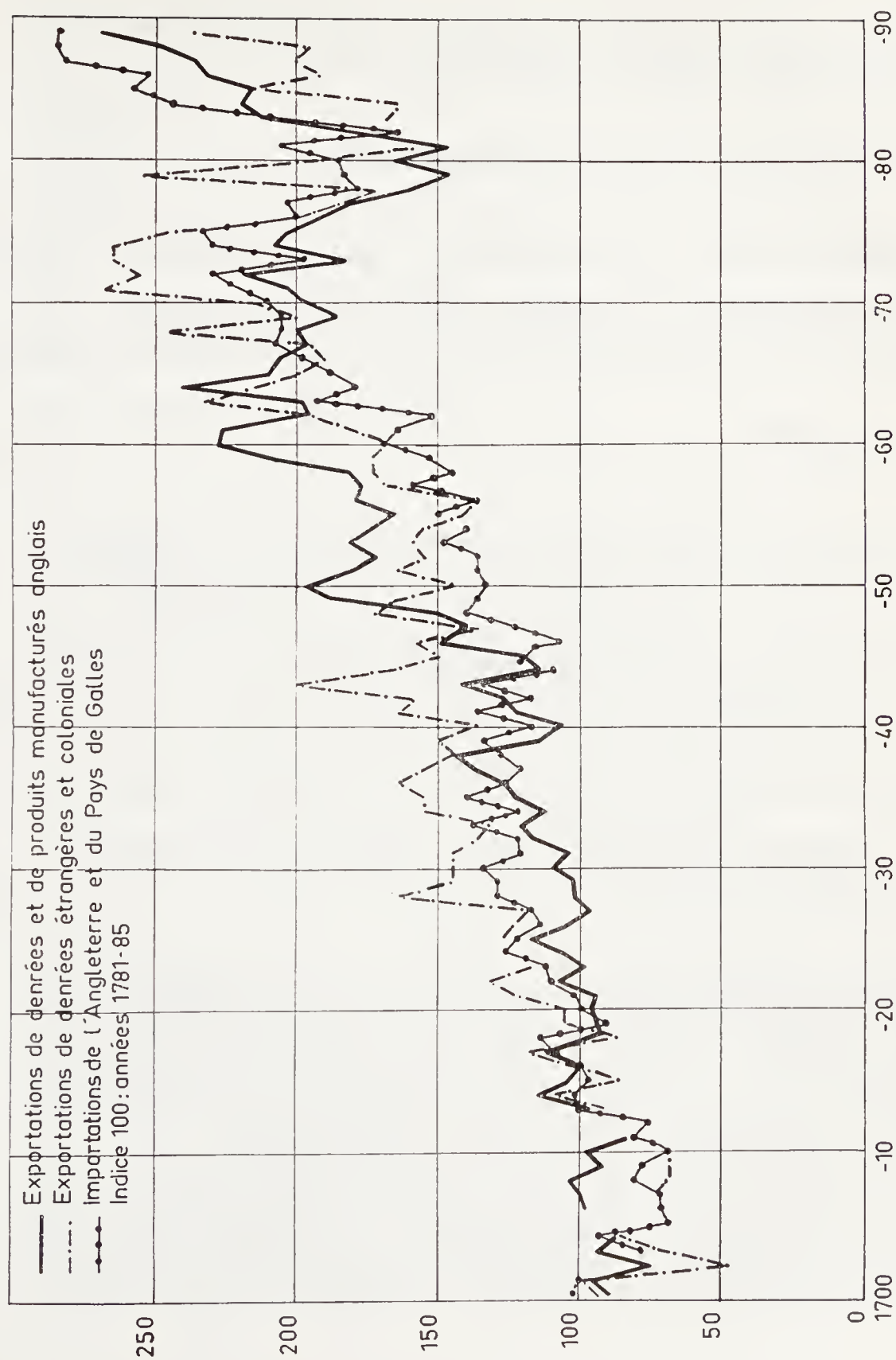
Ailleurs, l'impression est identique. Les chiffres du Sund témoignent d'un doublement des passages de navires entre 1725-1734 et les années 1780. La Russie voit tripler son commerce de 1720 à 1784-1788; les échanges décuplent avec la France. L'Espagne profite, après 1760, d'une forte poussée, qui s'accroît à partir de 1778, tandis que le commerce belge profite de la décadence hollandaise.

Mouvement des flottes et essor des grandes places commerciales

Le développement des flottes va de pair avec la progression commerciale. Si nous sommes mal renseignés sur l'essor général de la flotte française, l'état des armements, dans les différents ports, témoigne d'une croissance générale. Ainsi, Nantes arme 21 navires négriers par an de 1749 à 1753, 16 de 1762 à 1777, 35 de 1783 à 1792, plus de 40 en 1786. En 1786-1787, la flotte française aurait comporté 729 340 tonneaux et 5 268 navires; à la même époque, la flotte anglaise n'aurait totalisé que 881 963 tonneaux, 1,2 million de tonneaux, en comprenant les caboteurs dans les effectifs.

Cependant, de 1743 à 1763, le tonnage de la marine marchande britannique double; il passe de 1763 à 1790 de 550 000 tonnes à 1 461 000 tonnes (+ 165,6 %). En 1787, la flotte anglaise représente 26,1 % de la flotte européenne; mais la France possède 21 % du tonnage, surclassant la Hollande (11,7 %) et les pays scandinaves (16,4 %).

De même, si quelques grandes places intérieures, telles que Francfort ou Leipzig, à la jonction des « Deux Europes », connaissent une réelle expansion, ce sont surtout les grands ports qui, significativement, témoignent de l'ascension la plus spectaculaire. A Londres, le tonnage des navires entrés et sortis se multiplie par 8, tandis que Liverpool voit son trafic sextupler entre 1740 et 1789. Le chiffre d'affaires de Bordeaux monte de 12 millions de livres en 1712, à 75 millions en 1749, à 250 en 1782, au moment où le port



LE MOUVEMENT DU COMMERCE BRITANNIQUE (1700-1789)

Indices-base : 1781-1785 = 100.

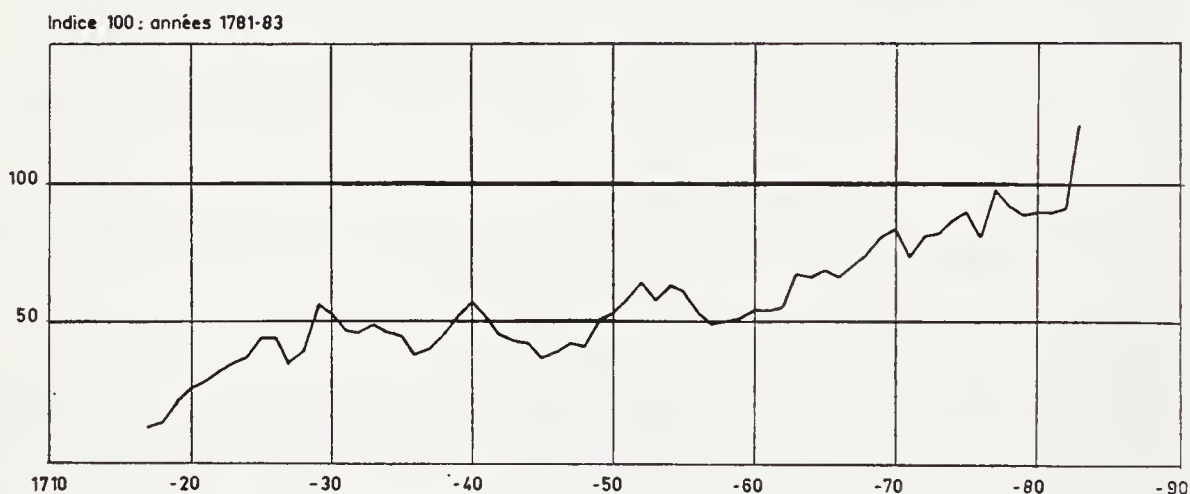
D'après Elisabeth BOODY-SCHUMPETER, *English Oversea's Trade Statistics*, Oxford, 1960, pp. 15-16, tables I-IV.

effectue le quart du commerce extérieur de la France. Hambourg reçoit 2 000 navires par an dans les dernières années du siècle.

Les phases de la croissance commerciale

Cependant, cette remarquable ascension était rompue par des pulsations d'amplitude variable, qui diversifiaient, par périodes, les taux de croissance.

Ainsi, pour le commerce anglais, la période 1700-1745 apparaît comme marquée par un mouvement très lent; le taux moyen annuel ne dépasse



MOUVEMENT DES PASSAGES DE NAVIRES A TRAVERS LE SUND (1715-1783)

Indices-base : 1781-1783 = 100.

D'après Nina ELLINGER BANG, *op. cit.*, 2^e tranche, par Karl KORST.

pas 0,8 % par an. De 1745 à 1760, l'expansion s'élève à 3,9 % par an, pour se stabiliser, pour la période 1745-1771, à 2,8 %. Après l'intermède de la guerre d'Amérique, la croissance atteint un paroxysme, que la Révolution n'interrompt pas : de 1779 à 1802, la progression se fait selon le pourcentage annuel de 4,9 %. Les « temps forts » sont représentés, de façon significative, par les deux impulsions des années 1745-1760 et 1780-1790.

L'évolution du commerce français est très différente. Beaucoup plus rapide durant la première moitié du siècle, où les exportations croissent au taux annuel de 4,1 % pour la période 1716-1748, et où le trafic global double en moins de vingt ans, de 1736-1739 à 1749-1755, l'élan est brutalement interrompu par la guerre de Sept Ans, qui provoque une chute de 60 %.

La reprise est rapide, de 1763 à 1771, mais, dès les années 1770, la stagnation domine, suivie d'un net recul lors de la guerre d'Amérique et d'un démarrage, vite brisé, à la veille de la Révolution. De 1749 à 1778, le taux de croissance n'est que de 1 %; il ne dépasse pas 1,4 % par la suite. Ainsi, s'affirme, en France, la « crise de l'Ancien Régime », qui favorise la prodigieuse ascension du commerce britannique.

2 — Les structures des commerces extérieurs —

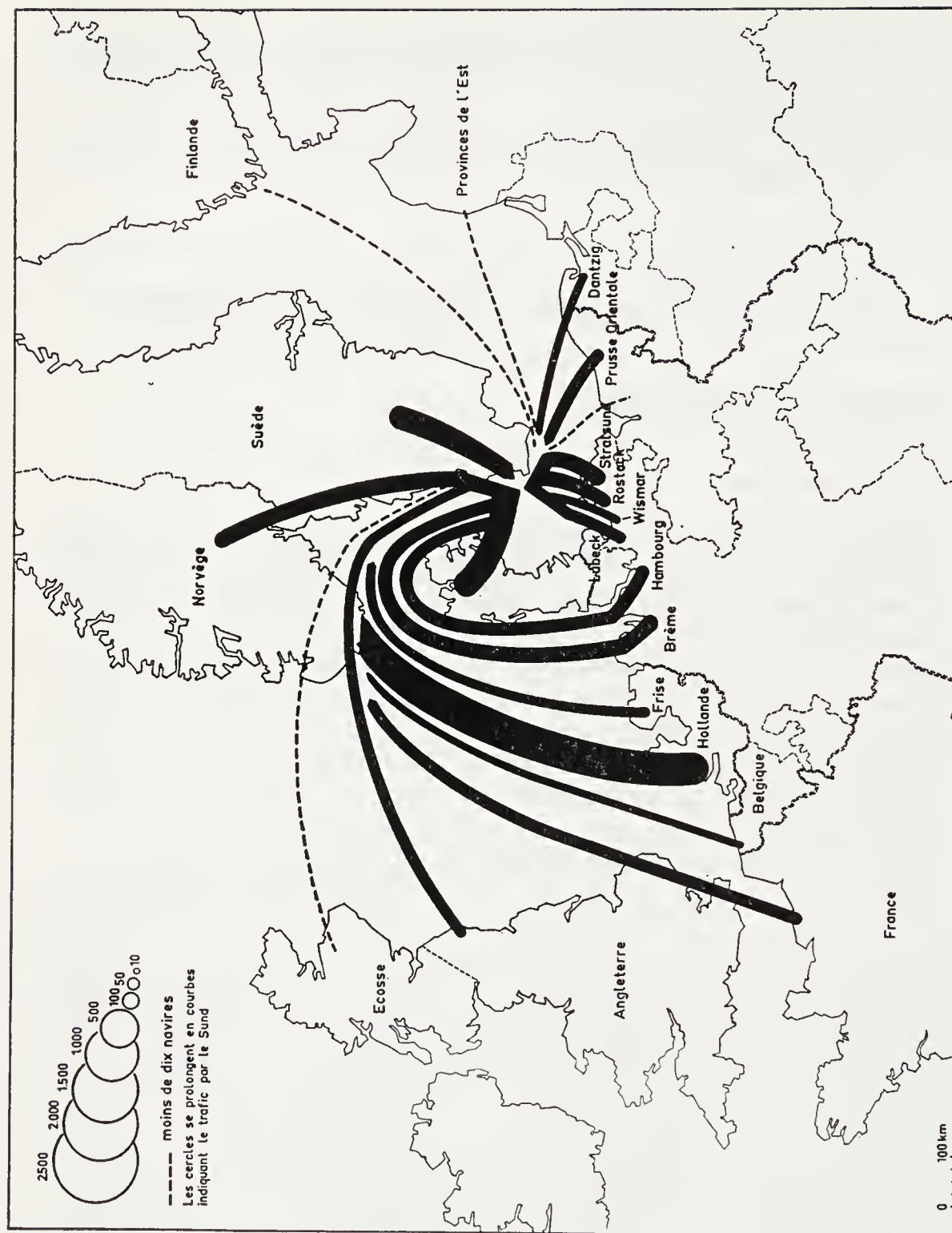
Les balances commerciales

Déficits et excédents

L'examen des balances commerciales dénote, généralement, des excédents notables. Le commerce « total » de la France recèle, en effet, un rapport des exportations au total — importations plus exportations — presque toujours supérieur à 50 %, sauf lorsque se conjuguent la crise économique et la guerre. De même, le « commerce étranger » (Europe — plus — Levant) présente, sur 68 années, 36 dont le pourcentage est supérieur à 60 %. Sans doute, est-il, dans ce domaine, des secteurs privilégiés, tel le « Nord », où les exportations françaises s'accroissent de 1 639 %, tandis que le commerce du Levant se révèle très contrasté et le commerce antillais heureusement déficitaire, pour des raisons que nous exposerons plus loin.

Si l'on s'en tient aux chiffres stricts des exportations nationales et des importations, la position britannique paraît défavorable. Pour l'ensemble Angleterre-Pays de Galles, les déficits sont nettement accusés, de période en période, en dépit de la croissance globale. S'ils se réduisent au cours de la période 1740-1769, ils s'accroissent par la suite et ils atteignent 4,9 millions de livres sterling pour la période 1780-1789, soit 18,7 % du commerce global.

Pourtant, ces chiffres ne présentent aucun caractère inquiétant, car ils ne comportent pas les réexportations, dont l'importance est au moins aussi grande pour le commerce anglais que pour le commerce français, et, par ailleurs, ils révèlent, de la part de l'économie britannique, un gros effort d'équipement, qui gonfle normalement les importations. La considération du simple mouvement des exportations est significative : elles quadruplent de la période 1710-1719 aux années 1790-1799, tandis que les importations ne font guère plus que tripler; à prix constants, elles se multiplient par 5.



LE TRAFIC DU SUND : MOUVEMENT DES NAVIRES EN 1665

D'après Nina ELLINGER BANG, *op. cit.*



LE TRAFIC DU SUND : MOUVEMENT DES NAVIRES EN 1770

En 1688, les exportations de marchandises anglaises représentaient 5 à 6 % du revenu national, elles en formaient 11 % dans la période 1780-1800.

Toutes les puissances de l'Europe — surtout les puissances maritimes —, de l'Espagne à la Suède, des États italiens à la Belgique, dénotaient des excédents importants de recettes. La balance commerciale de la Russie est ainsi constamment excédentaire de 1760 à 1789 : 2,6 millions de roubles ou 13,4 % du total pour les années 1760-1764; 7,2 millions de roubles, soit 12,7 % du commerce global, pour la période 1785-1789.

Les réexportations

Cependant, à nous en tenir à ces données, nous n'aurions des commerces extérieurs européens qu'une vue très incomplète. La fortune des principales puissances commerçantes provient de leurs réexportations de produits exotiques. Les ventes des Compagnies de commerce, les « retours » des expéditions de l'interlope assurent aux États des revenus considérables, qui transforment les déficits en excédents et gonflent les balances normalement bénéficiaires.

Tel est le cas du petit Danemark et de la Suède, de l'Autriche — grâce à la Compagnie d'Ostende, pour un temps, de la Compagnie de Trieste, par la suite —, du Portugal, et même de l'Espagne, qui participe à la fois de la conjoncture américaine, par son Empire, et de la conjoncture extrême-orientale par les Philippines : ses recettes seraient ainsi passées entre 1778 et la fin du XVIII^e siècle de 75 à 300 millions de réaux, soit un accroissement de 284 %.

Mais les exemples les plus frappants restent ceux de la France et de l'Angleterre. A Bordeaux, de 1721 à 1778, 73,8 % des quantités totales de sucre importé sont réexpédiées dans toute l'Europe; sur 45 années, de 1733 à 1778, les réexportations de café dépassent, durant 31 ans, 80 % des importations. En Angleterre, les réexportations sauvent la balance commerciale, ainsi que celle des comptes, et déjà les « exportations invisibles » — intérêts des capitaux placés à l'étranger, frets, assurances maritimes des Lloyds — jouent leur rôle. Le pourcentage des réexportations par rapport aux exportations représente 40 % dans les années 1750, 55 % au cours des années 1790, assurant le rééquilibre des balances.

Si l'on se replace dans la très longue période, tous ces mouvements demeurent modestes, l'évolution accélérée du commerce britannique se localise à partir des années 1860, lorsque la révolution industrielle du pays sera achevée; les exportations britanniques, qui au cours du XVIII^e siècle ne montent que de 7 à 11 % du revenu national, s'élèveront brusquement à 14 %, et atteindront 40 % du revenu national en 1910-1914. Cependant, dès avant les années 1790, une évolution irréversible se dessinait.

Les évolutions qualitatives

Les structures traditionnelles

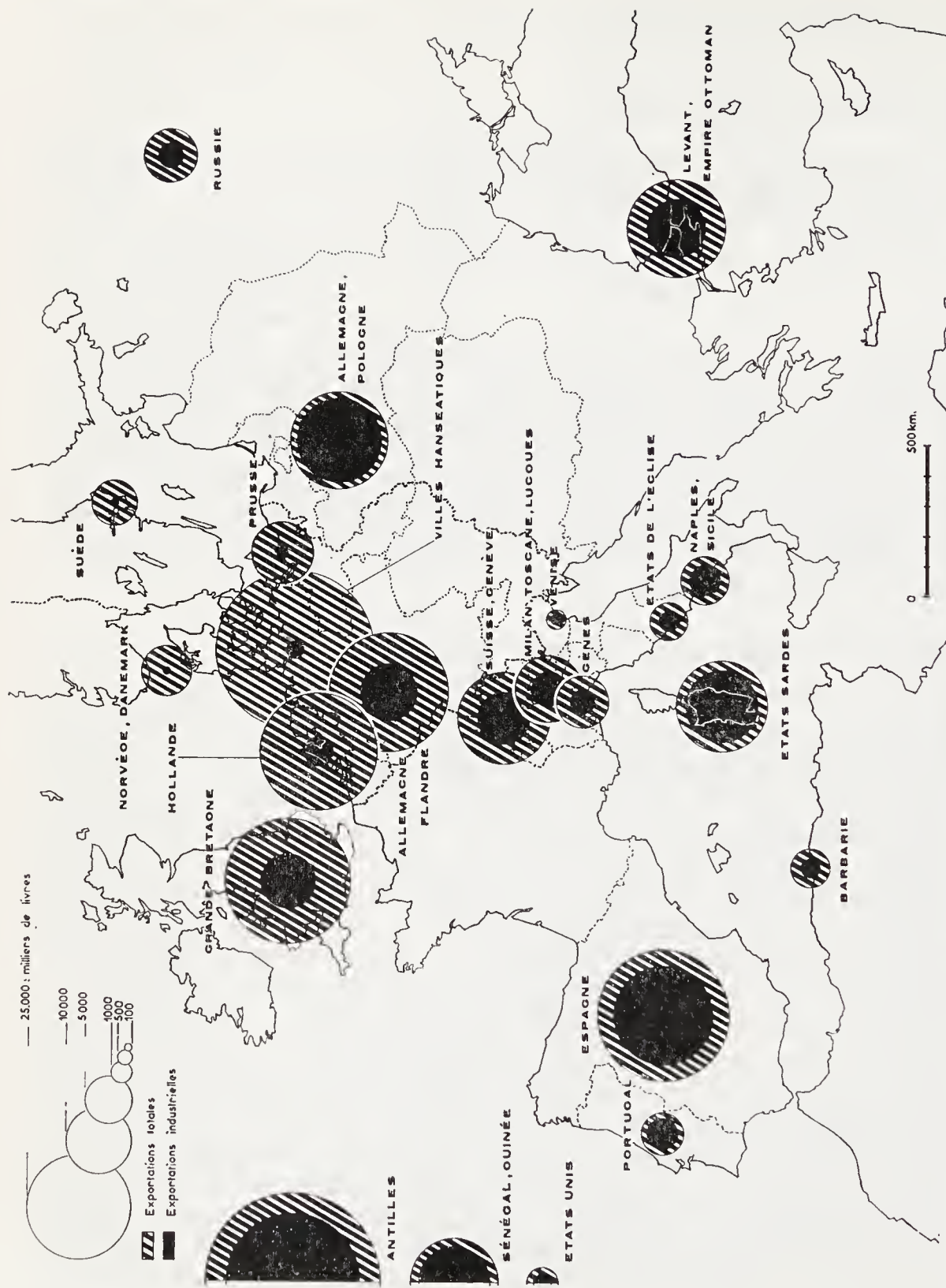
Si nous passons à l'étude des échanges par catégories de produits, des distinctions fondamentales doivent être faites.

D'une part, certains pays, dont l'économie demeure largement agricole, restent attachés à des structures commerciales de forme traditionnelle. Tel est le cas des pays de l'Europe de l'Est et du Nord, exportateurs de denrées alimentaires — surtout céréalières — et de matières premières, importateurs, comme par le passé, de produits fabriqués et de luxe. Sans doute, une puissance comme la Russie, en voie de très réelle industrialisation, essaye de vendre ses fers, ses toiles, ses cuirs travaillés; ainsi, les exportations de fers en barres s'accroissent de 200 % entre 1760 et 1780, et elles représentent, en 1793, 11,6 % des exportations totales russes. Malgré tout, les produits ouvrés ne dépassent pas, à la fin du XVIII^e siècle, le tiers en valeur des exportations, tandis que les importations de lainages et de cotonnades s'accroissent de façon inquiétante.

Structures « mixtes » et structures évoluées

Le cas de la France est différent. Son commerce reste néanmoins qualitativement marqué par les influences du passé. Entre 1716 et 1787, le pays semble importer moins de denrées alimentaires (de 16,7 % du total à 9,1 %), mais il ne reçoit pas plus de matières premières (19,4 % et 20,3 %). Les besoins en produits fabriqués restent constants (14,1 % et 13,3 %). Aux exportations, les objets manufacturés ne tiennent la première place que si l'on sépare expéditions de denrées alimentaires nationales et réexportations coloniales, et leur pourcentage fléchit légèrement (de 36,1 % à 33,2 %), tandis que les exportations alimentaires se tiennent aux environs de 50 % des exportations totales. La France est donc loin d'avoir atteint sa maturité économique.

Beaucoup plus en pointe apparaissent les structures du commerce britannique. Dès les années 1699-1701, les importations de matières premières et de denrées alimentaires représentaient 68,3 % des importations totales; elles en forment 83,1 % pour les années 1772-1774, tandis que les exportations de produits industriels groupent 54,1 % des exportations totales. Surtout, les ventes de lainages, qui formaient la presque totalité des exportations britanniques, voient, après 1740-1750, leur pourcentage se réduire constamment au profit des exportations des autres produits industriels, métallurgiques, toiliers, et à la fin du XVIII^e siècle, cotonniers. Dans les



STRUCTURES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE : EXPORTATIONS AGRICOLES ET EXPORTATIONS INDUSTRIELLES EN 1787

En milliers de livres tournois.
D'après ARNOULD, De la balance du commerce de la France, Paris, 1791, t. III : Tableaux statistiques.



AIRES GÉOGRAPHIQUES ET STRUCTURE DU COMMERCE ANGLAIS : IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS, PAR PAYS (1786-1790)

En millions de livres sterling.
D'après Elisabeth BOODY-SCHUMPETER, *op. cit.*, pp. 15-16.

années 1780, la part des exportations industrielles dans les ventes britanniques se fixait entre les 2/5 et les 2/3 des exportations totales, témoignage d'une évolution très avancée.

3 — Les circuits commerciaux

Les échanges intra-européens

Ces transformations structurelles allaient de pair avec un très réel élargissement des circuits commerciaux.

Les plus « traditionnels » sont certainement les circuits intra-européens. Comme par le passé, l'Europe du Nord et celle du Sud poursuivent leurs échanges. Par terre, les vins et les fruits d'Espagne et d'Italie remontent, souvent à travers la France, vers l'Angleterre, l'Allemagne, la Scandinavie, tandis que, par Cadix et Lisbonne, sont expédiés les blés de Sicile et les laines de la péninsule Ibérique. En sens inverse, un courant plus fort fait descendre de France, d'Angleterre et des Provinces-Unies les étoffes légères de laine, produites de plus en plus massivement par tout ce secteur du continent; à ces objets essentiels, s'ajoutent les produits métallurgiques et les armes, les livres, les articles de quincaillerie et de mercerie.

Malgré tout, c'est entre les deux Europes, structurellement complémentaires, de l'Est et de l'Ouest que se font les échanges les plus denses. Durant tout le XVIII^e siècle, l'Ouest reçoit les fers bruts de Suède et surtout de la région ouralienne, longtemps indispensables à la métallurgie anglaise, le lin et le chanvre de la Baltique, les bois, les fournitures navales, et surtout les blés de Pologne et d'Ukraine, qui viennent pallier les déficits et les crises alimentaires. Les brusques poussées d'activité dans le Sund correspondent à des disettes en Europe occidentale, la montée en flèche des sorties de grains répondant d'ailleurs à un net fléchissement des achats de matières premières.

En sens inverse, l'Occident considère les pays de l'Est comme l'exutoire « naturel » de ses excédents industriels, de sa production de luxe, mais aussi de ses vins et des denrées coloniales. La conquête du « Nord » est à l'ordre du jour; entre la France et l'Angleterre, la lutte est acharnée. Cependant, si, jusqu'à la fin du siècle, la Grande-Bretagne exerce une influence prépondérante en Russie, son commerce européen faiblit devant le développement des industries continentales. La part de l'Europe dans les exportations britanniques passe, entre 1699-1700 et 1772-1774, de 47,7 % des exportations

totales à 24,4 %, de 22,1 % à 10,7 % des importations. Au contraire, la France demeure solidement accrochée au continent : la part de l'Europe dans son trafic total est de 74,2 % en 1726, de 63,2 % en 1775.

L'attrait de l'hémisphère occidental

Malgré tout, c'est dans l'hémisphère occidental que se réalisent, durant la majeure partie du XVIII^e siècle, les plus gros profits.

Si le commerce canadien des fourrures demeure limité, si les relations de l'Angleterre avec les « plantations » contribuent à la fortune de Liverpool, c'est surtout dans les dernières décennies de la période que les États-Unis montent à l'horizon du grand commerce.

En réalité, c'est le trafic avec l'immense domaine de l'Amérique des Ibériques, du Mexique au Pérou et au Rio de la Plata, ainsi qu'avec l'ensemble de la « Méditerranée antillaise » qui apparaît, à l'Europe, comme une des sources majeures de la richesse. L'Angleterre y jouit d'un véritable privilège. Disposant de nombreux et importants « relais » et de bases sur le pourtour de la zone des Caraïbes, à Porto Belo, au Honduras, au Venezuela et sur le Rio de la Plata, l'interlope britannique dominait commercialement toute l'Amérique latine, dès les environs de 1740, et il se renforçait de 1740 à 1763. Par le Brésil ami, par les routes qui, du territoire du Sacramento, menaient vers la Bolivie et le Pérou, par la Vera Cruz et les voies des hauts plateaux mexicains, les produits britanniques cheminaient vers les capitales, s'échangeant contre l'or du Brésil et du Mexique, le sucre, le coton et les précieuses piastres. Aussi la part de l'Amérique, prise dans son ensemble, ne cessait de monter dans le commerce britannique : de 10 % à 37 % des exportations nationales, entre 1700-1701 et 1772-1773; de 20 % à 36 % des importations.

Si le monopole anglais paraissait largement dominant sur la « terre ferme », les Iles appartenaient, en grande partie, au commerce français. Des environs de 1730 à ceux de 1780, Saint-Domingue atteint son apogée, et le trafic antillais fait la fortune de Bordeaux, de Nantes et du Havre. Certes, le commerce est déficitaire pour la métropole; de 1716 à 1786, les exportations françaises aux Antilles montent de 368 %; les importations antillaises en France haussent de 784 %. Mais, contre les produits manufacturés qu'il y expédie, le royaume en retire les sucres et les rhums, le café et l'indigo, qu'il redistribue fructueusement à travers tout le continent.

Toutes ces relations se font, soit en « droiture », soit sous la forme du commerce triangulaire, ou « circuîteux », qui fait entrer l'Afrique et ses

nègres dans le grand commerce. Les navires armés pour la traite quittent les côtes d'Europe à destination du Sénégal, de la Côte de l'Or ou du Congo ; ils échangent leur pacotille contre leur cargaison humaine. Ils la vendent du Brésil au Sud des États-Unis, et regagnent leurs bases, chargés des produits américains. Ainsi estime-t-on à 2,1 millions le nombre des Noirs transportés, de 1680 à 1786, par les bateaux anglais. Les négriers havrais assurèrent, de 1728 à 1760, le transfert de 203 000 nègres d'Afrique vers les Antilles. Nantes apparaît comme la capitale mondiale de la traite, avec de fortes pulsations dans les années 1770 et 1780.

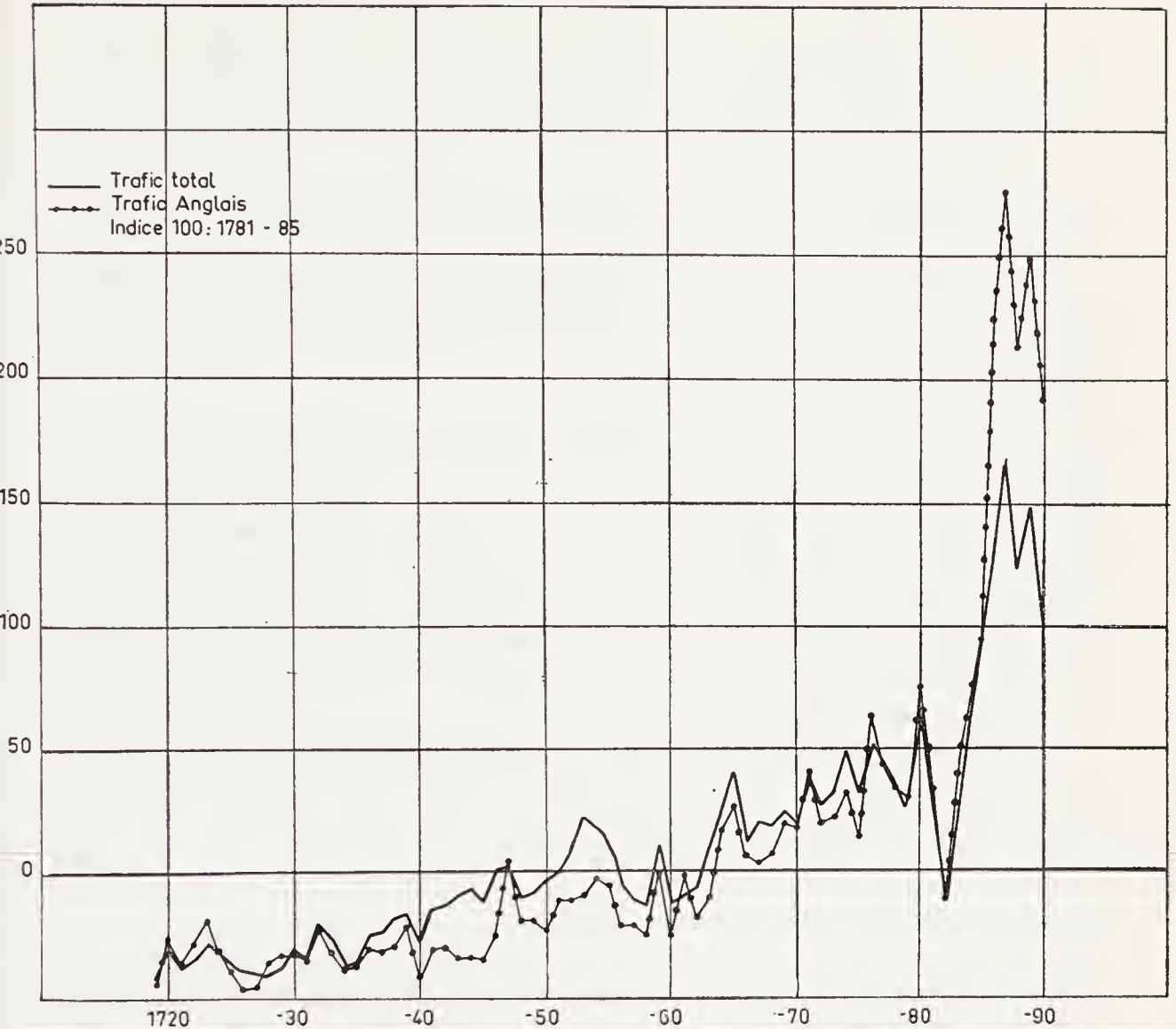
La montée de l'Asie

Cependant, dans les trois dernières décennies du siècle, l'Amérique semblait subir, dans la dynamique commerciale du monde, un déclin relatif. La concurrence acharnée de la France et de l'Angleterre, l'intervention des États-Unis, devenus indépendants, dans un domaine qui n'était plus « réservé », réduisaient les marges bénéficiaires. C'était maintenant l'Asie qui attirait de plus en plus l'attention du haut négoce.

Dans cette conjoncture, la Méditerranée profitait d'un élan général, qui, en assurant la fortune de Marseille, favorisait les exportations de lainages français, languedociens en particulier, vers les Échelles ; encore qu'à la fin du XVIII^e siècle la concurrence hollandaise et surtout anglaise, voire saxonne et silésienne, se soit fait sentir avec acuité. Mais, en fait, le centre des activités majeures se déplace vers l'Extrême-Orient.

L'Extrême-Orient : les conditions générales du trafic

Jusque vers 1750-1760, le domaine extrême-oriental apparaît comme assez partagé. Tandis que les Compagnies française et anglaise des Indes s'efforcent d'accaparer le trafic du pays, échangeant les draperies contre les mousselines, les toiles peintes ou les pierres précieuses, la Chine semble déjà aux Occidentaux un marché plus profitable. Les conditions du trafic y sont pénibles ; le gouvernement chinois, dans son double mépris pour les marchands et pour les étrangers, ne fait qu'entrebâiller, à ceux qu'il tient pour des « tributaires », une seule porte, celle de Canton. Par ailleurs, il impose aux négociants de passer obligatoirement, pour toutes leurs transactions, par la Compagnie des marchands de Canton, le Co-Hong. Ces marchands « hanistes » forment ainsi une véritable « corporation », au sens anglais du terme, chaque participant restant maître de ses opérations, mais devant se soumettre à une



L'ÉLAN DU TRAFIC ANGLAIS A CANTON (1719-1790)

Indices des tonnages-base : 1781-1785 = 100.

D'après L. DERMIGNY, *Le Commerce à Canton au XVIII^e siècle*, Paris S.E.V.P.E.N., 1964, t. II, pp. 521-523.

série de règles disciplinaires. Il va de soi que ces capitalistes imposent, ainsi que les représentants du gouvernement central, toutes sortes de vexations et de taxes à leurs partenaires, isolés dans leur « lazaret commercial ».

Mais, si le commerce de Canton contraste, par son apparente « étroitesse », avec l'« ouverture » si large de l'Inde, n'oublions pas que derrière le port se déploie l'immense et très riche Chine méridionale. Aussi, toutes les grandes Compagnies de commerce sont représentées sur les bords de la « Rivière des

Perles », à Whampou, par des subrécargues et des « résidents ». On y achète encore des objets de luxe : les bronzes, les laques, les admirables soieries, les porcelaines, qui se vulgariseront. Mais, très vite, le trafic du thé se révèle fondamental, en lui-même et par toutes les « liaisons » qu'il entraîne.

La grande poussée commerciale et la puissance anglaise

C'est à partir des environs de 1750-1760 que les conditions se modifient. Maîtresse de l'Inde, la Compagnie anglaise, entraînant ses rivales dans son sillage, s'assure de Bombay et de Calcutta à Canton une prépondérance incontestable.

Tandis que 10 à 15 navires venaient mouiller annuellement à Whampou jusque vers 1745, il en arrive 25 à 30 en moyenne dans les années 1760 et 1770, 30 à 40 dans les années 1780. Sans doute, le mouvement s'accroîtra infiniment plus par la suite, pour atteindre une moyenne de 80 navires par an vers 1800 et de 150 vers 1830. Entre 1719-1725 et 1828-1833, la capacité de transport aura été multipliée par 23 ! Dès la fin de l'Ancien Régime, cependant, les profits du commerce de Chine étaient bien supérieurs à ceux de l'Inde ; dans les années 1785-1791, les valeurs des « retours » représentaient 62,1 % du montant total en provenance de Chine, 37,3 % pour l'Inde. Dans cette croissance prodigieuse, le trafic britannique est celui qui augmente le plus ; dès la période 1761-1770, sur 235 navires européens parvenus à Canton, 140, soit 59 %, sont anglais.

Commerce du thé et « Country Trade »

C'est le thé qui provoque les mouvements les plus amples. En un siècle, les ventes s'accroissent de 70 fois en volume, de 16 fois seulement en valeur, par suite de la baisse des prix. Le thé s'importe massivement en Grande-Bretagne, où il s'élève au rang de boisson nationale, tandis que les ports de l'Europe entière, de Göteborg à Lorient, se livrent à une contrebande fructueuse. Ce trafic se complète, avec la tolérance de la Compagnie, par un énorme commerce « d'Inde en Inde », qui, pratiqué par des maisons privées, anglaises ou indigènes, unit Calcutta à Canton, introduisant en Chine le coton du Bengale et bientôt le précieux et funeste opium, qui viennent rééquilibrer les balances. Ainsi, l'interlope, représenté par les *Agency Houses*, venait « appuyer » la Compagnie, tout en préparant sa ruine, tandis que, dès 1793, la mission Macartney réclamait une ouverture plus large de la Chine au commerce britannique.

Mouvements commerciaux et mouvements de l'argent

Tous ces mouvements de marchandises entraînaient de vastes transferts de capitaux. A l'origine, un grand courant de métaux précieux, et surtout d'argent, traverse l'Atlantique d'ouest en est, d'Amérique en Europe. Si le commerce avec les Antilles se révèle déficitaire, il n'en est pas de même des trafics avec le continent sud-américain; les piastres, mexicaines ou péruviennes, irriguent l'économie européenne, tandis qu'une grande partie des sommes importées se dirige vers le Levant, véritable « gouffre de l'argent », et surtout vers l'Extrême-Orient.

Car, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, le trafic de l'Inde et de la Chine exige de gros envois de numéraire, pour compléter la faible valeur des cargaisons. Les choses changent progressivement à mesure que se développent, dans toute l'Asie, la puissance anglaise et le *Country Trade*. Les expéditions du Bengale présentent, en effet, l'énorme avantage d'offrir une contrepartie en nature aux achats de thé, d'éviter de fortes sorties de numéraire de la métropole, de former des « surplus », qui permettent aux « nababs », maîtres incontestés de l'interlope, de consentir des prêts considérables aux marchands chinois, voire même de subventionner une partie de l'économie du pays.

Tous ces courants d'échanges et de numéraire se soldaient finalement, pour l'Europe occidentale, par de gros profits. C'est en Europe que se stockaient les produits rares et chers, redistribués avec de fortes marges bénéficiaires. C'est en Europe que se concentraient les bénéfices réalisés dans le Nord, en Asie et en Amérique, aux dépens d'économies faiblement évoluées; c'est en Europe enfin que s'accumulaient les capitaux. L'Europe possédait déjà solidement le monde, elle l'exploitait activement, et ce n'est pas un effet du hasard si la Grande-Bretagne, première puissance commerciale de la planète, était en train d'acquérir la puissance industrielle.

DOCUMENTS

48. Les mouvements des commerces extérieurs : France et Angleterre

LE MOUVEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS : 1660-1789

(Moyennes annuelles, évaluées en millions de francs en prix courants.)

Périodes	Valeurs	% de la production totale en valeur
1660	40	3
1685	100	7
1716-1720	155	(10)
1733	210	(12)
1751-1755	495	25
1758	275	(12) (guerre de Sept Ans)
1761-1765	434	16
1774	615	(18)
1771-1780	623	(18)
1777-1779	599	(17) (guerre d'Amérique)
1787-1789	999	(25) (reprise)

N.B. : Les chiffres entre parenthèses sont interpolés.

J. MARCZEWSKI, « Some aspects of Economic Growth », *Economic Development and Cultural Change*, t. IX, 1961, n° 3, p. 372.

LE MOUVEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR ANGLAIS : 1697-1804

(Moyennes annuelles, en millions de livres sterling.)

Années	Importations nettes	Exportations nationales	Import. + Export.
1697-1704	4,9	3,5	8,4
1700-1709	4,8	3,9	8,7
1710-1719	5,1	4,7	9,8
1720-1729	6,3	4,9	11,2
1730-1739	7,0	5,8	12,8
1740-1749	6,2	6,5	12,7
1750-1759	8,2	8,7	17,9
1760-1769	10,6	10,0	20,6
1770-1779	11,8	9,3	21,1
1780-1789	15,7	10,8	26,5
1790-1799	21,2	17,7	38,9
1795-1804	24,3	21,9	46,2

(Les chiffres sont ceux du commerce de l'Angleterre jusqu'en 1779, de la Grande-Bretagne à partir de 1780.)

Phyllis DEANE et W. A. COLE, *British Economic Growth*, Cambridge, Cambridge University Press, 1964, p. 48.

LES TAUX DE CROISSANCE DU COMMERCE BRITANNIQUE

Angleterre-Galles		Royaume-Uni	
1700-1730	1,2 % (par an)	1760-1790	1,8 %
1710-1740	1,0 %	1770-1800	2,3 %
1720-1750	1,1 %		
1730-1760	1,5 %		
1740-1770	1,9 %		
1750-1780	1,1 %		

Ibid., p. 29.STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR BRITANNIQUE
PAR CONTINENT ET EN POURCENTAGE DU TOTAL
(IRLANDE EXCLUE)

	Europe	Afrique	Amérique	Asie
Exportations (y compris les réexportations)				
1701-1705	71,1	0,1	6,4	4,7
1746-1750	55,4	1,8	14,4	6,5
1786-1790	51,3	5,2	30,0	13,6
Importations				
1701-1705	55,7	—	19,4	18,1
1746-1750	47,2	—	29,4	16,3
1786-1790	40,0	0,7	32,0	25,6

P. BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*,
Paris, S.E.D.E.S., 1964, p. 263.

49. Le mouvement du trafic européen à Canton au XVIII^e siècle

ARRIVÉES A WHAMPOU: 1719-1791

(Moyennes annuelles)

Périodes	Vaisseaux	Tonnage	Tonnage moyen par unité	Indices	
				Vaisseaux	Tonnage
1719-1726	6	2 803	467	24,3	14,4
1727-1734	6,5	3 178	488	26,3	15,9
1735-1740	8,8	4 968	564	35,6	24,8
1741-1748	14,2	9 093	640	57,4	45,5
1749-1756	17,4	11 620	667	70,4	58,1
1757-1762	15,1	10 199	678	61,1	51
1763-1768	22,3	15 344	688	90,2	76,7
1769-1775	23,3	16 537	709	94,3	82,7
1776-1782	18,3	16 158	882	74	80,8
1783-1791	30,5	25 013	820	123,4	125,2

L. DERMIGNY, *Le Commerce à Canton au XVIII^e siècle*,
Paris, S.E.V.P.E.N., 1964, t. I, p. 204.

50. L'Angleterre et la maîtrise des relations commerciales et cambistes avec l'Inde à la fin du XVIII^e siècle

Que nos capitaux aillent tous les ans se perdre dans l'Inde, c'est sans doute un grand mal... Mais combien ce mal est-il plus grand si c'est une Nation Européenne, une nation rivale, souvent même ennemie, qui s'enrichit de cette perte et augmente son numéraire d'une partie de celui qui nous échappe! Or, c'est ce qui est constamment arrivé, tant que nos Négocians ont fait directement le commerce de l'Inde. Réduits, faute de piastres, à prendre en Angleterre des lettres de change sur l'Inde, ils payoient aux Anglais : 1^o des frais de commission pour cette négociation; 2^o toute la différence de l'échange de ces lettres contre la monnaie effective de l'Inde, et nous avons vu que cette différence étoit à l'avantage des Anglois de plus

de 20 pour cent; 3^o un prix d'échange encore plus fort, lorsqu'en paiement de leurs traites, ils consentoient à prendre de mauvaises marchandises, que les Anglois leur vendoient avec un bénéfice de 25 et 30 pour cent. C'étoit donc plus d'un quart du numéraire destiné au commerce de l'Inde que cette méthode faisoit passer en Angleterre. C'étoit, sur une donnée de vingt millions, plus de cinq qu'elle enlevait annuellement à la France...

Au fret et à la commission près, que gagnent nos armateurs? Tout le bénéfice qui se fait à la vente est pour le propriétaire anglois; et ce bénéfice pris sur nous, puisque c'est nous qui consommons, passe tout entier à Londres...

L'Angleterre gaignoit sur les lettres

de change que nos armateurs y achetoient... Elle gagnoit sur les marchandises de l'Inde, que ces armateurs voituroient en France pour le compte des Anglois; qu'ils nous vendoient; et dont le prix passoit en Angleterre. Elle gagnoit enfin sur celles que, faute d'assortimens dans les importations du commerce particulier, nous étions obligés d'aller acheter dans ses marchés, et

qu'elle nous faisoit payer un quart en sus de ce qu'elles nous auroient coûté, achetées de la première main.

« Consultation pour les actionnaires de la Compagnie des Indes », par Hardoin, Gerbier et de Bonnières, Paris, 1788, pp. 46-48 et 60-64; cité par L. DERMIGNY, *Cargaisons indiennes, Solier et Cie (1781-1793)*, Paris, S.E.V.P.E.N., t. I, 1959, p. 161.

51. La Chine et la circulation mondiale des métaux précieux

L'on jugera par là combien les Chinois sont adonnés au commerce tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Royaume; aussy on peut dire qu'il n'est point sous le ciel de région comparable à la Chine pour la richesse, tant par son propre fond que par les matières d'or et d'argent que cette nation tire de toutes les parties du monde, étant très constant que ces précieux métaux n'en sortent point, puisqu'ils n'ont besoin de rien du cru des autres pays qui, au contraire, ne peuvent se passer des marchandises et des rares productions de cette contrée célèbre, ce qui est sans exemple ailleurs. Il est vray que le commerce qui se fait par les flottes et les galions d'Espagne est sans contredit celui qui fournit le plus d'argent

effectif, cela peut aller à cent millions par an. Mais qu'en reste-il en Europe? N'en passe-t-il pas au moins la moitié dans les Échelles du Levant et dans la Haute Asie par les vaisseaux qui composent les diverses Compagnies des Indes? L'Europe ne conserve donc que 50 millions des trésors de l'Amérique, qui se distribuent entre toutes les nations de cette partie-là. Or, par la supputation ci-dessus, il entre au moins à la Chine 70 millions de matière tous les ans, qui n'en sortent point. Il s'ensuivroit donc que les richesses de ce grand Empire excédroient celles de toute l'Europe ensemble.

Observations du Sr de Gennes, 1734 ou 1735. Bibliothèque Nationale, Nouv. acq. fr., 9347; cité par L. DERMIGNY, *op. cit.*, t. II, 1960, p. 725.

CHAPITRE IX

1. Les influences générales
2. Le mouvement long des prix
3. Le mouvement des revenus « dominants »
4. Les fluctuations économiques

LE GRAND ÉLAN CONJONCTUREL

Les développements pris par le grand commerce de l'Europe, à travers les espaces planétaires, n'étaient qu'un des aspects d'un vaste mouvement conjoncturel qui, sous des formes diverses, s'était emparé de l'Ancien Continent. A partir des années 1730-1740, le renversement de la situation qui avait opprimé le ^{xviii}^e siècle s'affirmait, suscitant, dans les domaines essentiels des prix et des revenus, une hausse séculaire de grande ampleur. A l'ère de la restriction et de la pénurie succédait l'ère de l'expansion et de l'abondance, génératrice d'une vague de transformations fondamentales.

1 — Les influences générales —————

Actuellement encore, les causes de ce grand élan demeurent en grande partie indéterminées. Du moins, pouvons-nous mettre en valeur plusieurs influences, qui faciliteront une modification radicale du « climat ».

Le retour à l'abondance monétaire

La poussée des stocks métalliques

Dans cette ambiance nouvelle, les facteurs monétaires ont incontestablement joué leur rôle. A l'époque de la famine monétaire succède une période de numéraire plus abondant.

La production des mines de métaux précieux entre dans une nouvelle phase d'activité. Si les apports de métal jaune d'origine chinoise se tarissent à partir de 1740, l'or du Brésil soutient les stocks, et son influence reste sensible jusque vers 1770. Aux quantités déclarées s'ajoute une contrebande très importante qui s'éparpille de Lisbonne vers l'Angleterre, Hambourg, Amsterdam et Gênes. De 1720 à 1790, le stock mondial d'or s'accroît de plus de 100 %.

Quant à l'argent, c'est surtout le Mexique qui le fournit en quantités croissantes, grâce à la découverte de nouveaux filons dans le Nord, à la mise au point de techniques plus perfectionnées; de 240 000 kg pour les années 1721-1740, la production se hausse à 562 000 kg pour la période 1781-1800 (+ 134,1 %). A l'échelle du stock mondial, on note un doublement. La production planétaire de métaux précieux, qui ne s'était accrue que de 1,08 % au cours des années 1701-1720, progresse de 23,3 % pour la période 1761-1780. Le pourcentage de l'or ne dépasse sans doute pas 40 % du total. Mais un équilibre assez nouveau s'établit entre les deux métaux précieux.

Non d'ailleurs sans perturbations pour certains États. Ainsi, l'Angleterre attire l'or français, coté trop bas par rapport à l'argent; si les hôtels des monnaies britanniques frappent, de 1713 à 1773, 60 fois plus, en valeur, de pièces d'or que de pièces d'argent, le métal blanc quitte la Grande-Bretagne, qui souffre d'une disette de numéraire. En France, c'est le phénomène inverse qui se produit, et deux zones géographiques s'opposent : celle de l'or, périphérique et commerçante; celle de l'argent, intérieure et pauvre.

La stabilité monétaire

Toutes ces perturbations s'effacent devant ce grand fait que constitue le rétablissement de la stabilité monétaire en Europe. En France, l'édit de juin 1726 met définitivement fin à la longue période des mutations, établissant une sorte de bimétallisme, qui se perpétuera jusqu'à la Révolution, sur la base du louis d'or et de l'écu d'argent. Il en est de même dans les États italiens. Par contre, les États allemands, la Prusse et l'Autriche en tête, s'orientent vers un mono-métallisme-argent, fondé sur cette monnaie

quasi universelle, que constitue le thaler, issu de la piastre latino-américaine, homologue du dollar, et qui circule, sous des noms différents, des pays scandinaves à la Suisse et à la Hollande, où le florin devient monnaie réelle.

Enfin, si, en Angleterre s'opposait, depuis 1663 et surtout depuis 1717, au sterling, monnaie-argent, la guinée, fondée sur l'or, à mesure que le siècle s'avance, la Grande-Bretagne se tourne de plus en plus résolument vers le *gold standard*, qui assurera le rayonnement mondial de sa monnaie. L'Act de 1774 mettait un point final à un long processus, en limitant le pouvoir libératoire de l'argent, et en assurant le règne de l'or, qui s'accompagnait d'une liberté absolue de frappe et d'exportation.

Ce rétablissement général n'ira pas sans comporter des exceptions; l'Espagne de Charles III, la Russie de Catherine II subiront, dans les années 1780, de fortes pressions inflationnistes. Malgré tout, il ne s'agissait que d'accidents, dans un refus général des aventures monétaires.

Le rôle des conditions politiques

Plus indirecte, l'influence des conditions politiques n'est pas moins importante. Si les périodes de guerre sont relativement longues et fréquentes, de 1715 à 1733, voire à 1740, et de 1763 à 1789, si l'on excepte la guerre d'Amérique, les conflits de l'Est et quelques passes d'armes limitées, l'Europe ignore la guerre. Surtout, si la « guerre en dentelles » appartient à la légende, l'impact des luttes armées n'est plus comparable à ce qu'il était au siècle précédent. Les opérations, limitées, ne sont, à certains points de vue, qu'un moyen de pression plus accusé. Si la guerre est loin d'être indifférente aux économies, elle n'interrompt que peu leur élan.

Par ailleurs, l'évolution de l'État agit dans un sens très positif. Son renforcement, sous le signe du Despotisme Éclairé, permet le maintien des tendances du nationalisme économique et du colbertisme, voire d'un mercantilisme qui se survit à lui-même. Pourtant, peu à peu, l'action des gouvernements s'assouplit, au nom des Lumières, de l'idée de progrès, du désir d'assurer le bonheur des peuples, de respecter aussi l'« ordre naturel » et de favoriser la propagation de la science. Tout en offrant aux économies des cadres et un appui matériel, l'État interventionniste fait davantage confiance aux individus, à leur dynamisme créateur.

Si l'esprit est partout identique, les méthodes diffèrent; un Frédéric II ne comprend pas, comme un Joseph II, le « bonheur » de ses sujets. Cependant, de la Suède de Gustave III, au Portugal de Pombal, à l'Espagne de Campomanès et de Jovellanos, l'État, teinté de libéralisme, met ses forces au service d'une poussée économique qui le dépasse, mais dont il tire profit.

2 — Le mouvement long des prix —

Les caractères

A partir des années 1730-1740, toute la vie du XVIII^e siècle apparaît comme dominée par cette longue montée des prix, que nous connaissons bien grâce aux travaux célèbres de Labrousse et de Beveridge, d'Elsas et de Posthumus, de Hamilton et de Verlinden. S'appuyant sur une masse considérable de mentions et de séries, extraites des mercuriales, des états administratifs, des comptabilités hospitalières et des archives des collèges, ils ont mis en valeur l'importance d'une période qui s'étend sur plus d'un siècle et qui, au-delà des fluctuations de la Révolution et de l'Empire, vient mourir aux environs de 1817-1820.

Remarquable par sa durée et sa continuité, le mouvement long l'est aussi par son universalité. Il s'applique à l'Europe entière et, vraisemblablement, si nous nous fions aux quelques séries asiatiques et américaines que nous possédons, à toute la planète. Il n'est pas moins important par son ampleur, diverse selon les catégories de produits, mais frappante pour les denrées qui commandent la vie des masses humaines. C'est vraiment, par cette immense impulsion, que l'Europe, et, derrière elle, les continents qu'elle domine sont introduits dans une ère nouvelle.

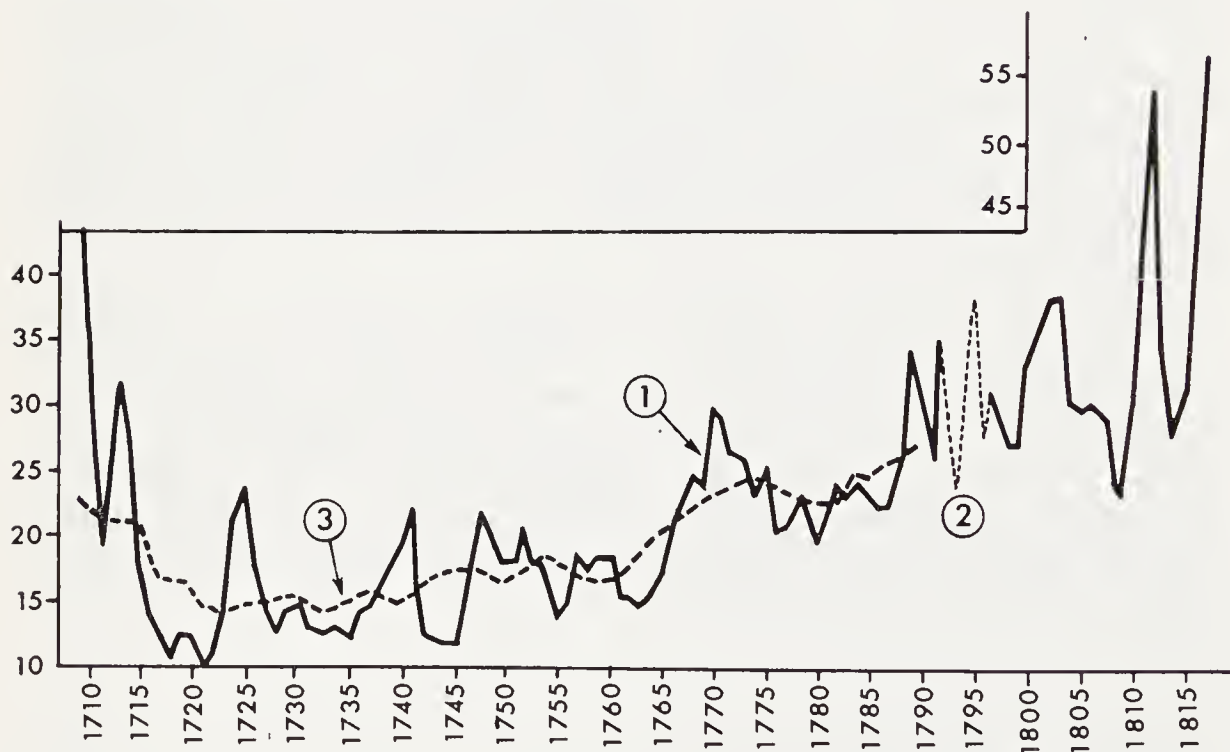
Sans doute, de pays à pays, des décalages se produisent, et comment s'en étonner? Le point de départ se révèle plus précoce en Espagne (1722-1723) et en Allemagne (1720-1730), un peu plus tardif en France (1733) et aux Pays-Bas (1730-1734), plus lent à se manifester en Angleterre (entre 1733 et 1743). La hausse générale est, d'autre part, faible en Allemagne; elle est beaucoup plus vigoureuse en France, tandis que le vrai démarrage anglais ne se produit pas avant 1760. Mais il ne s'agit que de modalités, sans influence réelle sur le tableau d'ensemble.

Les prix agricoles

Ce sont les prix agricoles dont les mouvements sont les plus accentués, et, tout d'abord, les prix céréaliers. Faut-il invoquer, pour expliquer leur ascension, l'essor démographique, générateur d'une pression de la demande? Ou bien, peut-on faire intervenir une accélération de la circulation des métaux précieux? La mise en culture de terres nouvelles, l'influence des défrichements ont pu agir dans le même sens, car ils se sont appliqués à des terres

moins fertiles, provoquant des coûts de production plus élevés et des prix en hausse? Aucune de ces explications n'est exclusive des autres.

En tout cas, les indices européens réunis par Abel sont concluants. Pour l'ensemble des prix agricoles, l'augmentation, entre les années 1730-1740 et 1801-1810, est de 250 % pour l'Angleterre, de 205 % pour l'Italie du Nord, de 210 % pour l'Allemagne, de 163 % pour la France, de 265 % pour les Pays-Bas, de 269 % pour l'Autriche. Si nous nous tournons vers les prix proprement céréaliers, et si nous nous limitons à la période 1730-1789, nous noterons des hausses moins spectaculaires, mais qui restent, pour l'époque, considérables. Les mouvements, en dépit de décrochages, sont à peu près parallèles; ils sont plus amples pour le seigle, céréale pauvre, base de l'alimentation populaire, que pour le froment, nourriture des riches. Enfin, partout, la poussée des prix céréaliers dépasse celle des prix industriels et des salaires.



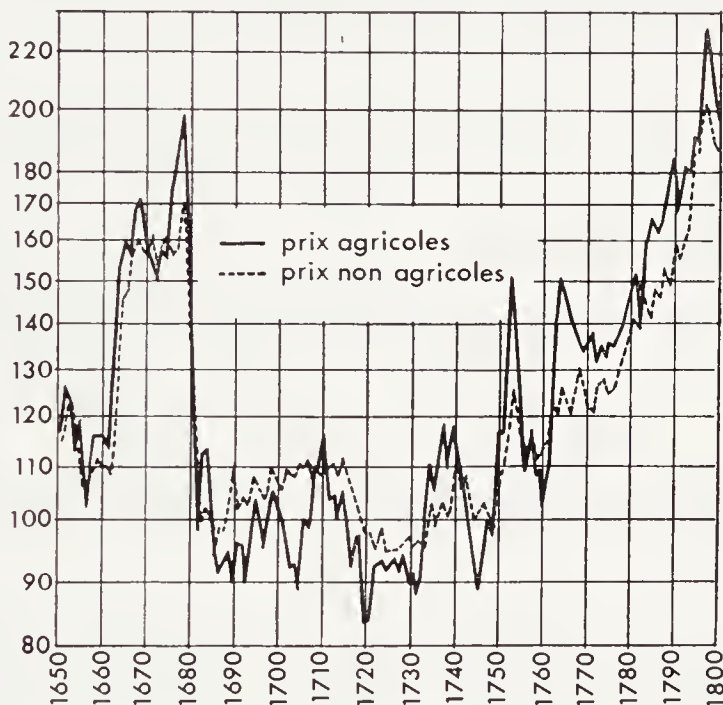
LA POUSSÉE DE LONGUE DURÉE DES PRIX : LE BLÉ EN FRANCE (1709-1817)

1. Moyennes annuelles. — 2. Prix reconstitués (d'après l'indice de Beveridge). — 3. Mouvement de longue durée (moyennes mobiles).

D'après C.-E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz, 1933, t. I, p. 98.

Ainsi, en France, entre les périodes 1726-1741 et 1771-1789, le blé hausse de 56 à 60 %, les céréales pauvres de 60 à 71 %; entre 1733 et 1789, l'indice

du blé passe de 100 à 192. En Angleterre, l'accroissement est très fort de 1740 à 1773, puis de 1782 à 1789 : à Winchester College, sur une base 1781-1785, l'indice du prix du blé passe de 49,3 en 1733 à 103 en 1788, à 121 en 1789 (+ 146,9 %). En Allemagne, selon les indices recueillis par Elsas, le prix du seigle à Augsbourg monte, entre 1733 et 1789, de l'indice 58,5 à l'indice 161 (+ 177,5 %); en Silésie, les prix céréaliers haussent de 57 % entre 1711 et 1790. Il en est de même dans toute l'Europe, de la Pologne à la Belgique et à l'Espagne.



PRIX AGRICOLES ET PRIX NON AGRICOLES EN NOUVELLE-CASTILLE (1651-1800)

Indices-base; 1726-1750 = 100

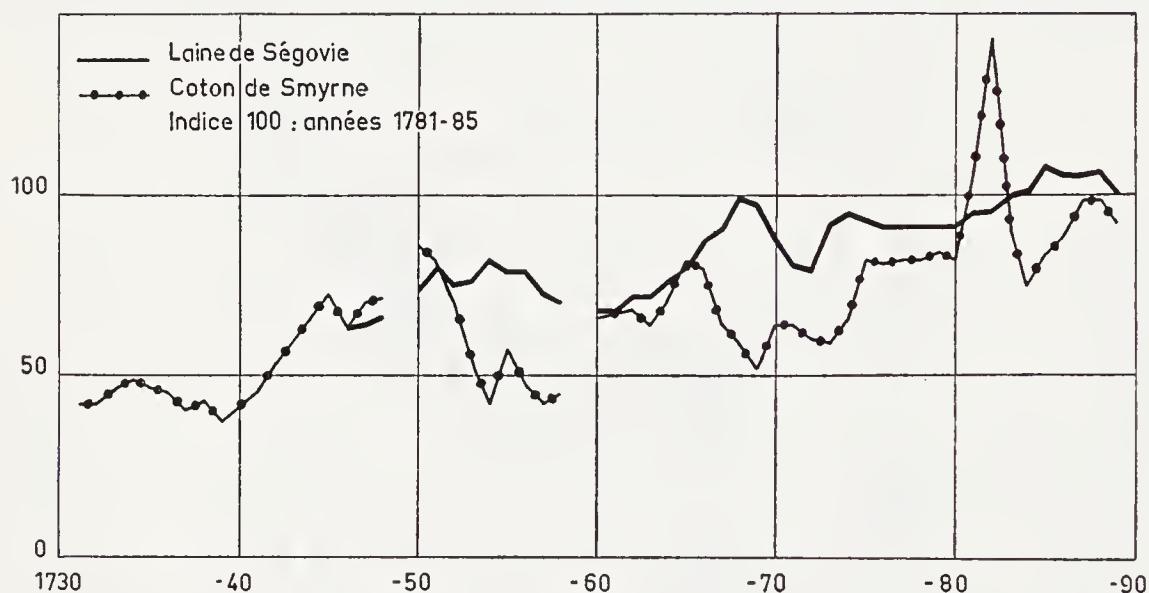
D'après E. J. HAMILTON, *op. cit.*, p. 173.

Les prix alimentaires non céréaliers témoignent, par contre, d'une progression nettement plus faible. En France, si la viande de bœuf monte, au cours de la période, de 67 %, la hausse des viandes plus délicates se tient aux environs de 40 à 55 %. Les prix du vin ne gagnent que 13 à 14 %, se désolidarisant, à partir de 1781, des cours des autres produits agricoles.

Les mouvements les plus accentués atteignent surtout les denrées de consommation courante et frappent les consommateurs en raison inverse de leur richesse. Mais si le fait est déplorable du point de vue social, nous verrons que cette évolution des prix favorise les dominants, et, par eux, l'expansion économique générale.

Les prix industriels

Si nous passons aux matières premières et aux combustibles, nous nous heurterons à des mouvements d'amplitude variée, mais souvent modérée. Le bois à brûler, cependant, subit une hausse vigoureuse, qui répond à l'essor industriel et à l'épuisement des forêts; en France, elle atteint 91 % entre 1726-1741 et 1785-1789, 63 % entre la période initiale et les années 1771-1789; en Hainaut, la corde de bois fait plus que quintupler. Par contre, la laine profite d'un élan modéré : 41 à 44 % en France, 37 % à Amsterdam pour la laine de Ségovie, entre 1746 et 1788.



LE MOUVEMENT DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES TEXTILES
 SUR LE MARCHÉ D'AMSTERDAM (1731-1789)

Indices-base : 1781-1785 = 100.

D'après N. W. POSTHUMUS, *op. cit.*, t. I, pp. 268 et 281.

Dans le domaine des produits fabriqués, la croissance se révèle plus faible encore : sur le marché d'Amsterdam, les prix des draps de Leyde demeurent stagnants; en France, la hausse de longue durée ne dépasse pas 22 %, tandis que les toiles montent de 36 à 38 %. Quant au fer, sa progression, difficile à évaluer à l'échelle nationale, se limite à 30 % en France, tandis qu'à Amsterdam l'acier suédois passe, entre 1739 et 1788, de l'indice 82 à l'indice 100 (+ 18 %), le fer suédois haussant, dans les mêmes limites chronologiques, de 36 %.

Les denrées “ coloniales ”

Sur le mouvement des produits exotiques, nos renseignements sont beaucoup moins circonstanciés. Les séries réunies par Louis Dermigny, pour le commerce de Canton, témoignent toutefois de tendances fort contrastées. D'une part, le prix du thé, et notamment du thé Boui, dont la qualité ne cessait de décliner à mesure que son usage se vulgarisait, dénote, à Amsterdam, entre 1719 et 1769, une baisse de 101 %, et la chute s'accroît jusqu'à la fin de notre période. Il en est de même du café de Moka, voire de celui de Java, dont les prix étaient nettement inférieurs, au cours des années 1780, à ce qu'ils étaient dans les années 1730. Par contre, la soie de Nankin profitait d'une hausse continue; sur le marché d'Amsterdam, elle s'élevait, pour la période 1785-1791, au pourcentage de 122 % sur les années de base 1719-1725, alors que les soies bengalaises, italiennes et françaises ne connaissaient que des mouvements plus limités. De même, à Marseille, les sucres antillais progressaient de 20 à 58 % entre 1743 et 1776, de 20 à 50 % de 1776 à 1789, tandis que les cafés montaient de 125 % et les cotons de 80 %. La moyenne de hausse passait de 26 à 46 % entre les deux périodes.

3 — Le mouvement des revenus “ dominants ”

Ainsi, de façon inégale, mais réelle, la poussée des prix de toutes catégories se révélait universelle et souvent impressionnante. Elle entraînait, pour les revenus « dominants », une période de remarquable prospérité.

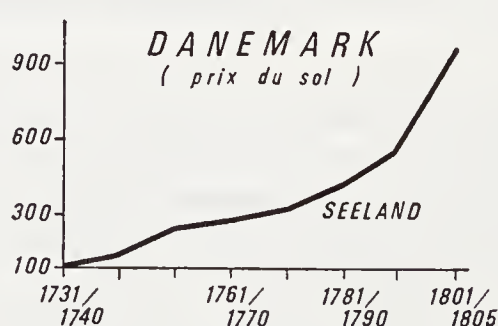
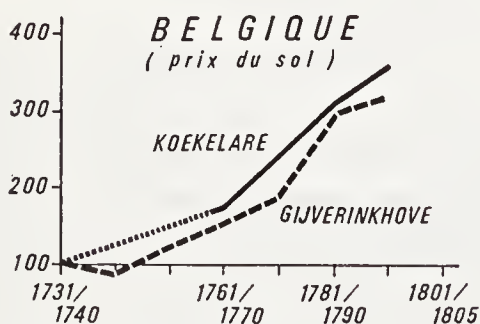
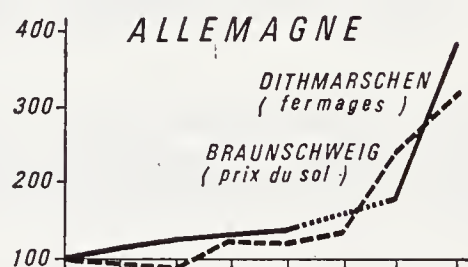
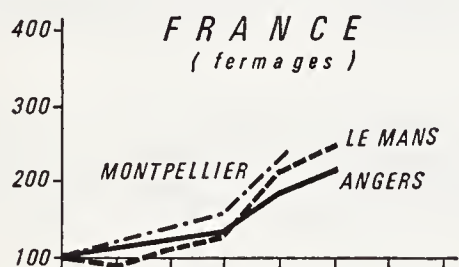
La poussée de la rente foncière

De cette grande montée, c'est, avant tout, la rente foncière qui profite, ainsi qu'on pouvait s'y attendre dans des sociétés qui restent essentiellement agraires. Par rente foncière, on entend le produit du sol, abstraction faite de toutes améliorations techniques et de tous agrandissements; il s'agit, en un mot, de ce que les physiocrates appellent le profit net, qui est celui du propriétaire.

Or, en France et dans toute l'Europe, ce revenu « privilégié » bénéficie, au cours du XVIII^e siècle, d'une hausse exceptionnelle, dépassant, par son élan, la hausse des prix céréaliers, la montée modeste des salaires nominaux, et peut-être même les gains industriels et commerciaux. Il constitue « le »

grand revenu de l'époque, le moteur par excellence de l'économie, à la fois par l'accroissement des besoins, en confort et en luxe, de ceux qui en sont les bénéficiaires, et aussi par le grand transfert de revenus et d'argent auquel il donne lieu. Car, ne l'oublions pas, la haute et la moyenne noblesse, le haut clergé, la bourgeoisie propriétaire, qui vivent en rentiers du sol et profitent seuls de la hausse des prix agricoles, résident en ville. Tandis que ces éléments sociaux vident les campagnes de leurs capitaux, les classes dominantes investissent en bâtiments, en tissus, en carrosses, ou subventionnent parfois les entreprises minières, les forges, les papeteries.

En tout cas, la hausse, en France, est de 98 % dans le cas des fermages en espèces; elle est plus forte encore pour les fermages en nature, et atteint jusqu'à 154 % entre 1720 et 1789, le mouvement des prix agricoles se trouvant renforcé par les droits féodaux et les dîmes, par l'accroissement de la productivité et aussi par la baisse longue du salaire réel. Il en va de même en Espagne, en Belgique, où la rente double, en Grande-Bretagne, où le revenu du *landlord* monte en flèche à partir de 1760 : telles fermes du Northumberland voient leur prix de location passer, entre 1772 et 1805, de 360 à 1 600 livres sterling (+ 344,4 %), de 240 à 1 200 (+ 400 %), de 250 à 900 (+ 260 %).



MOUVEMENT DES FERMAGES ET DU PRIX DE LA TERRE EN EUROPE OCCIDENTALE (1731-1808)

Prix en équivalent-argent. Indices-base : 1731-1740 = 100.
D'après W. ABEL, op. cit., p. 199.

En même temps, la hausse du prix de la terre renforce la position des « superbes » : l'accroissement démographique, entraînant une forte poussée de la demande, l'abondance de l'argent, la baisse des salaires elle-même agissent dans le même sens. Ainsi, en Schleswig-Holstein, tandis que les prix céréaliers passent, entre 1760 et 1791-1800, de l'indice 100 à l'indice 174, le prix du sol s'élève à l'indice 241. En Silésie, de 1740 à 1790, la montée est de 58 %; elle est de 105 % en Brandebourg. En Bretagne, dans les banlieues des villes, les poussées se révèlent vertigineuses, dépassant souvent 200 %, voire même 6 et 700 %, tandis qu'en Bourgogne les prés atteignent des prix prohibitifs.

La montée des profits industriels et commerciaux

Nous sommes beaucoup moins bien renseignés sur l'ampleur et sur le mouvement des profits de l'industrie et du commerce. Cependant, les indications éparses que nous pouvons glaner sur les bénéfices des « grandes affaires » sont révélatrices. Si le commerce de commission n'engendre que des profits médiocres —, les Grenier, de Marseille, travaillent à 2 %, — le négoce « direct » suscite des plus-values nettement supérieures; les Magon, de Saint-Malo, retirent 15 à 20 % de leurs ventes en Amérique. Les affaires d'armement et de prêt à la grosse aventure sont beaucoup plus rémunératrices. Vers 1750, l'armateur Magon et son associé, le négociant lavallois Pousteau-Duplessis, encaissent des primes de 32 à 50 % pour la Vera Cruz et Buenos Aires; le premier envoi des Grenier aux Indes leur rapporte 69 % en trois ans. En Chine, le commerce du thé entraîne, pour la Compagnie hollandaise, des bénéfices nets de 100 à 120 %, et, à Londres, le taux moyen des bénéfices, pour la période 1749-1791, varie de 146 % à 239 % sur le thé, et se fixe à 109 % pour la soie.

Pourtant, ne confondons pas les primes exceptionnelles avec les bénéfices courants; très souvent, le profit « réel » est beaucoup plus modeste, déduction faite des frais et compte tenu de la lenteur des règlements. Louis Dermigny estime le « vrai bénéfice » des « cargaisons indiennes », expédiées par les Solier de Marseille, entre 20 et 40 %, ce qui est déjà plus qu'honorable. Ajoutons qu'à la fin de notre période, les grandes activités glissent des Antilles vers l'Extrême-Orient, vers l'Ile-de-France et la côte orientale d'Afrique, où les bénéfices sont bien supérieurs.

Quant aux profits industriels, nous savons qu'en Angleterre ils peuvent atteindre plus de 15 % et même de 20 % dans les bonnes années. En France, les bénéfices s'accroissent de 6,6 % par an à Anzin à partir de 1771, de 6,7 %

à l'usine Oberkampf de Jouy, tandis que le chiffre d'affaires global progresse de 3 % par an dans la toilerie rouennaise, entre 1719 et 1786, de 7,8 % à Mulhouse.

Dans ces conditions, l'enrichissement national, autant que nous puissions le saisir, apparaît éclatant. Selon Arnould, la masse circulante en France serait passée, de 1715 à 1788, de 731 millions de livres à plus de 2 milliards, vraisemblablement seulement à 1 800 millions; mais le gain demeurerait très fort. En France, également, le produit matériel total s'élève de 69 % entre 1701-1710 et 1781-1790; le revenu national anglais aurait monté de 48 millions de livres sterling en 1688, à 130 millions en 1770, soit un bond de 170 %; si les chiffres avancés sont douteux, on sait toutefois que le produit national anglais a augmenté de 0,5 % par an, entre 1700 et 1740, de 1 % par an de 1740 à 1770.

4 — Les fluctuations économiques —

Cependant cette prospérité ne s'est pas épanouie d'un seul bond; d'assez fortes fluctuations, des rythmes plus courts en scandent le mouvement.

Le schéma “classique”

Suivant un schéma devenu classique, et que M. Labrousse a établi de façon pratiquement définitive, les pulsations cycliques et les crises du XVIII^e siècle sont dues, avant tout, aux caprices de la météorologie et aux balancements violents des prix céréaliers, du seigle plus encore que du froment.

Selon des rythmes très grossièrement décennaux, ou interdécennaux, les cycles des époques antérieures se poursuivent, faisant alterner, au gré des bonnes et des mauvaises récoltes, les périodes de poussée et de dépression. Ainsi, en France, les années 1726-1741, 1742-1757, 1758-1770, 1771-1789 manifestent des écarts de plus en plus prononcés, jusqu'au maximum cyclique de 1789, qui domine toute la période. Bien entendu, le point culminant de la hausse, qui correspond à une raréfaction des produits alimentaires, marque le sommet d'une crise, qui revêt néanmoins un caractère sensiblement moins tragique qu'au XVII^e siècle : à l'ère des famines succède progressivement l'ère des disettes. Malgré tout, de 1700 à 1800, l'Angleterre connaît 12 crises

alimentaires et le continent au moins autant. Certaines d'entre elles ont été d'autant plus accentuées qu'elles se produisaient à la suite de 2 ou 3 mauvaises années.

La crise alimentaire comporte toujours, au XVIII^e siècle, des répercussions étendues; d'autant que l'écrasante majorité de la population reste vouée à l'agriculture, mais aussi que, déjà, les activités industrielles prennent une certaine place dans la vie des populations. Si la hausse des prix assure la fortune de tous ceux qui disposent de « surplus négociables », grands propriétaires et gros fermiers, la masse des paysans, devenue acheteuse de grains pour sa subsistance et pour ses semences, est obligée d'acquérir, à très hauts prix, les précieuses denrées, et ceci d'autant plus qu'elle est consommatrice de céréales pauvres. Aussi, doivent-ils ajourner toutes les dépenses autres que celles du pain, et la sous-consommation forcée des produits industriels déclenche la crise des activités industrielles et le chômage, ainsi que la paralysie commerciale.

Sans doute, M. Labrousse montre très nettement que, s'il y a, le plus souvent, contrariété cyclique dans les grands centres textiles français, normands, picards ou champenois, entre la hausse des prix céréaliers et la baisse productive, l'ajustement n'est pas automatique, par suite de l'intervention de phénomènes complexes, qui modifient la situation, tels que le niveau des prix et des stocks, l'état des salaires, les besoins de l'exportation, les concordances ou les discordances dans les prix internationaux des grains. Mais il ne s'agit que d'exceptions dans un complexe redoutable.

Les éléments aberrants

Cependant, quelle que soit la valeur de ces thèses, que les faits et les courbes viennent corroborer, même en Angleterre, où la disette de 1739-1740 coïncide avec le ralentissement des mines de Cornouailles et de la draperie du Yorkshire, force nous est de reconnaître qu'elle ne rend pas compte de tous les « accidents ». Ainsi, les régions de vignoble échappent largement aux données de la crise céréalière, surtout celles qui, tel le Bordelais, sont tournées vers l'exportation; n'oublions pas non plus que la grande crise viticole française de la fin du siècle est une crise de l'abondance : elle se superpose à la crise céréalière, sans se mêler à elle. De même, dans les régions d'élevage, dans les zones proches des grands ports se devinent des fluctuations de type particulier.

Bien plus, des crises totalement ou partiellement indépendantes de la crise agricole semblent bien s'être affirmées. La crise du système de Law,

plus encore la crise de déflation de 1724-1725, se révèlent purement monétaires; le facteur alimentaire n'entre pour rien, ni dans leur déclenchement, ni dans leur évolution. De même, l'influence propre des guerres retentira sur les économies évoluées de l'Occident; les grands conflits se traduiront, en France, par des reculs très brutaux des courbes commerciales; ils provoqueront, en Grande-Bretagne, des conséquences plus diverses : si les impôts s'alourdissent, si les emprunts d'État détournent d'importants capitaux de l'économie, si le gonflement des avances de la Banque d'Angleterre au gouvernement suscite une restriction de l'escompte et du crédit, l'accroissement des dépenses publiques entraîne un plus large appel à l'emploi, tandis que l'industrie se trouve revigorée par les commandes officielles. Malgré tout, l'essor reste fragile, et, si le conflit dure trop longtemps, ainsi que T. S. Ashton l'a nettement indiqué, c'est le marasme qui finit par l'emporter jusqu'au rétablissement de la paix.

A côté des cycles céréaliers, il semble donc que l'on puisse distinguer d'autres fluctuations, à dominante politique, à dominante financière aussi. A ce point de vue, les grandes pulsations de 1720, et surtout de 1763, de 1772-1773, de 1778-1779, que nous retrouverons par ailleurs, semblent introduire un type de crise entièrement nouveau, annonciateur du monde contemporain.

DOCUMENTS

52. L'évolution du stock mondial de métaux précieux

Périodes	Argent (kg)	Or (kg)	Coefficient d'accroissement de la production mondiale d'argent et d'or
1701-1720	335 000	12 820	1,08 %
1721-1740	431 200	10 080	21,26 %
1741-1760	533 145	24 160	23,64 %
1761-1780	652 740	20 705	23,64 %
1781-1800	879 150	17 790	34,67 %

D'après A. SOETBEER, *Edelmetall-Produktion und Wertverhältnisse zwischen gold und silber seit der Entdeckung Amerikas*. Gotha, 1879.

La poussée de la production en onces — par périodes

1720-1760 : 1 400 000 or
31 000 000 argent

1760-1790 : 900 000 or
35 000 000 argent

Total pour la période

1720-1790 or 2 300 000
argent 66 000 000

Pour la période

1640-1720 or 1 300 000
argent 45 000 000

soit, d'une période à l'autre, un accroissement de

+ 46,6 % pour l'argent
+ 76,9 % pour l'or

53. Les mouvements des prix et des profits

PRIX AGRICOLES ET PRIX NON AGRICOLES DANS L'ESPAGNE DU XVIII^e SIÈCLE

Indices-base : 1726-1750 = 100

Années	Produits agricoles	Produits non agricoles	Différence
1700	103,1	107,4	— 4,3
1720	83,2	96,9	— 13,7
1740	114,4	104,8	+ 9,6
1760	110	111,8	— 1,8
1765	149,9	125,7	+ 24,2
1780	144,4	135,5	+ 8,9
1790	181,2	157,1	+ 24,1
1800	200	187,6	+ 12,4

J. VICENS VIVES, *Manual de Historia Económica de España*,
Barcelone, Edit. Teide, 1959, p. 458.

LA MONTÉE DES PRIX DE LA TERRE EN ALLEMAGNE

Indices-base : 1740-1760 = 100

Périodes	Silésie	Brandebourg	Schleswig
1740-1760	100	100	100
1761-1770	117	158	125
1771-1780	121	183	152
1781-1790	158	205	—
1791-1800	203	326	262

W. ABEL, *Geschichte der deutschen Landwirtschaft*,
Stuttgart, Ulmer, 1962, p. 305.

LES MOUVEMENTS DES PROFITS

QUELQUES PROFITS ANNUELS DE L'ENTREPRISE MINIÈRE D'ANZIN

1771	360 000	livres	tournois
1779	700 000	—	—
1782	1 000 000	—	—
1788	1 400 000	—	—
1789	1 100 000	—	—

M. ROUFF, *Les Mines de charbon en France*, Paris, F. Rieder, 1922.

LES PROFITS ANNUELS DE L'USINE DE TOILES PEINTES OBERKAMPF, A JOUY
(en livres tournois)

1763	7 640	1777	273 600
1764	88 349	1778	370 310
1765	67 350	1779	504 732
1766	132 555	1780	334 378
1767	175 539	1781	434 656
1768		1782	364 222
1769	482 806	1783	309 306
1770	230 005	1784	579 222
1771	282 326	1785	531 631
1772	454 257	1786	673 637
1773	431 573	1787	642 348
1774	269 010	1788	499 700
1775	286 873	1789	451 984
1776	229 541		

H. CLOUZOT, *Histoire de la manufacture de Jouy*, Paris et Bruxelles, Van Oest, 1928, p. 60.

54. L'évolution du revenu national de l'Angleterre

Années	Revenu national à prix courants (en millions de livres sterling)	Population (en millions)	Revenu national par habitant (en livres sterling)	Revenu national à prix constants	
				Total (en millions de livres sterling)	par habitant (en livres sterling)
1688	48	5,5	8,7	50	9,1
1770	130	7,1	18,5	134	19,1
1798	200	9,0	22,2	139	15,4
1812	290	10,5	27,6	149	14,2

P. BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, S.E.D.E.S., 1964, p. 271.

55. Les effets de la hausse longue des revenus agricoles : la supériorité de la rente foncière

A la différence de la hausse courte et convulsive, la hausse longue et progressive a, dans une très large mesure, sa signification d'aujourd'hui. Qui dit hausse, dit ici expansion, prospérité. Qui dit baisse dit régression économique. Le rêve des physiocrates et de Turgot était d'atténuer les variations courtes, notamment les variations cycliques, par la liberté du commerce intérieur des grains, par l'assistance mutuelle permanente de toutes les régions françaises, et de leur substituer un long et lent mouvement de hausse, que suffirait à déclencher la libre exportation. Toutes les variétés de hausses longues... sont, en effet, des temps d'expansion. Prix, production, revenus montent alors de conserve. Rien de tel qu'un prix progressif pour sécréter du profit, pour exciter l'entrepreneur à produire davantage... Ce n'est plus ici la production qui commande au prix, comme dans le cas des variations cycliques, mais le prix qui commande à la production. Ce que le vendeur gagne par l'avance du prix, il ne le reperd pas, et au-delà, par le recul des quantités négociables. Il gagne, au contraire, doublement, sur le prix, et sur les quantités. Son chiffre d'affaires et son profit croissent sous l'action de ces deux facteurs. De même, la rente foncière, en plein essor comme le profit...

Cependant, la répartition des revenus et leur mouvement se présentent selon des conditions variables, et c'est surtout le propriétaire non exploitant qui profite de la hausse du XVIII^e siècle.

Le propriétaire non exploitant n'est pas à plaindre. Sa situation est à peu près celle du fermier, s'il est payé en nature. S'il est payé en argent, il perçoit une rente en forte hausse, dont

le mouvement s'accélère à partir de 1770. Le propriétaire seigneurial de droits payables en produits agricoles (auquel on doit assimiler le décimateur) semble avoir plus de raisons encore de se féliciter de la conjoncture. Il gagne automatiquement, ou presque, à la fois sur les prix et sur les quantités, à mesure que les uns et les autres progressent. Son prélèvement s'ajuste chaque année à la récolte. Vendeur, il bénéficie immédiatement du prix en hausse. Ainsi, la rente seigneuriale, à la différence de la rente bourgeoise, ne prend pas de retard sur le profit. Du moins théoriquement, quand ces droits ne sont pas afferlés...

Autres avantages, dont bénéficient toutefois en commun ces propriétaires bourgeois, qui disposent de fermages acquittés en nature : « accapareurs » par vocation, pourvus de stocks énormes, ils ont beaucoup à vendre lors des grandes pointes de hausse; en temps de baisse, leurs produits s'échapperont du marché national, et rechercheront au loin, grâce à la liberté de l'exportation dont ils seront les principaux bénéficiaires, le prix le plus rémunérateur.

Mais, à la différence du profit, la rente accumulée ne fera pas, le plus souvent, retour à la terre. Le propriétaire habite la ville. L'absentéisme des personnes entraîne ici l'absentéisme des capitaux. La rente se remploiera de préférence à la ville, en biens de consommation ou en biens de production. En biens de consommation, et, pour une grande part, en services et en produits de luxe; le patriciat foncier, en pleine renaissance, s'entourera d'une domesticité élargie, se fera, jusque dans les provinces, grand consommateur d'articles coloniaux; surtout, il recherchera le confort du loge-

ment; des constructions nouvelles s'élèveront, qu'il faudra décorer et qui donneront une vive impulsion au groupe considérable du bâtiment urbain... Ce sera la façon de la rente de retourner à la nature. Elle se remploiera aussi très largement — mais encore à la ville — en biens de production. Elle s'investira dans l'entreprise industrielle et commerciale... Soit que le grand propriétaire se fasse lui-même entrepreneur... Soit

que notre propriétaire commandite,... directement ou indirectement, ses capitaux, qui constituent, en raison de l'énorme prépondérance de la propriété foncière, la grande réserve monétaire disponible, irriguant toute l'économie urbaine...

C. E. LABROUSSE, *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, P.U.F., 1943, pp. XVI-XVII.

CHAPITRE X

1. L'essor de la population mondiale
2. Les origines
d'un nouveau régime démographique
3. Les déplacements humains

L' "EXPLOSION" DÉMOGRAPHIQUE

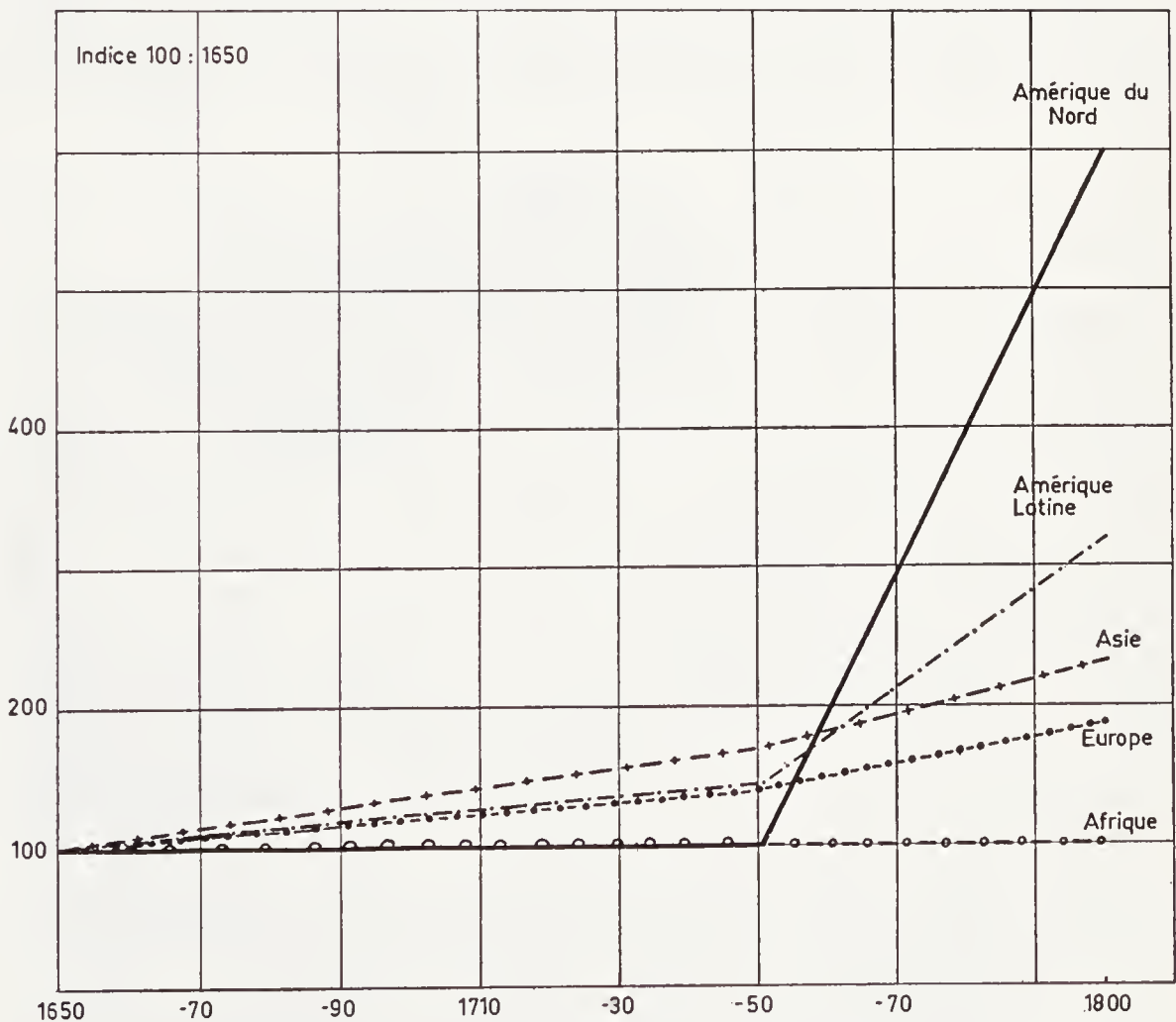
Les grands développements, dont l'économie était le siège, ne pouvaient laisser la démographie indifférente. Dès les premières décennies du XVIII^e siècle, et à partir de 1740, la situation désastreuse qui s'était instaurée depuis près de cent ans faisait progressivement place, dans ce domaine, comme dans les autres, à une conjoncture nouvelle. S'il est impossible — et assez vain — de décider quel fut, de l'économie ou de la démographie, le facteur primordial d'entraînement, on peut se demander, plus légitimement, si cette « explosion » assure une totale rupture avec les conditions du passé. Le problème est de taille; il pose celui du devenir de l'Europe et du monde.

1 — L'essor de la population mondiale —

Il est, en tout cas, un grand fait qui ne paraît pas contestable; c'est celui du remarquable essor dont bénéficie la population mondiale.

Les doutes des contemporains

Et pourtant, le phénomène est resté inaperçu de la majeure partie des contemporains. Les plus éclairés d'entre eux restent hantés, jusqu'à Malthus, qui inaugurerait une nécessaire réaction, par la fixité de la population et surtout par sa constante décroissance. Montesquieu oppose ainsi les 20 millions de Français du ^{xvi}^e siècle aux 14 millions du ^{xviii}^e; le physiocrate Mirabeau estime que la plupart des États européens se dépeuplent, faisant écho aux statisticiens anglais. Voltaire et Buffon pensent que la démographie planétaire tout entière témoigne d'un déclin inquiétant. Tous insistent sur les effets



L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE PAR CONTINENT (1650-1800)

Indices-base : 1650 = 100.

D'après F. PERROUX, « Le revenu national », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, 4^e série, D, fasc. 8, 1957, p. 27.

désastreux des guerres, de la vie chère et des crises alimentaires, et des hommes d'État comme Lord Chatham redoutent, pour la survie de leur pays, les effets d'une évolution désastreuse.

L'écrasante majorité des économistes, soucieux de réagir contre ces processus redoutables, prolongent la tradition du colbertisme et se montrent des « populationnistes » convaincus. Sans parler des néo-mercantilistes, qui, de Law à Dutot et à Forbonnais, tiennent une forte population pour un des éléments essentiels de la richesse nationale, les physiocrates, Moheau, Cantillon, Necker se font tous les apôtres d'une politique nataliste. Moheau appelle de tous ses vœux la salutaire régénération des mœurs, seule capable d'assurer l'effacement de l'« esprit de calcul », tandis que Cantillon attend, des propriétaires fonciers et des États, une action énergique susceptible de revigorer les économies, d'améliorer le niveau de vie populaire et de favoriser, par une politique systématique de l'emploi, la propagation plantureuse de l'espèce et le redressement des courbes démographiques.

Inégalités et incertitudes de la statistique

Cependant, à l'intérieur des pays les plus avancés de l'Europe, les « arithméticiens politiques », que nous avons vu se manifester au cours du *xvii^e* siècle, devenaient plus nombreux et plus entreprenants. S'ils étaient fort actifs en Grande-Bretagne et en France, ils apparaissaient en Allemagne dès 1740, en Autriche à partir de 1760, en Hongrie et même en Russie. En même temps, les dénombremements se multipliaient. Si l'Angleterre, rigidement fidèle à une certaine tradition biblique, se refusait, jusqu'en 1801, à tout recensement officiel, les enquêtes se développaient de l'autre côté de la Manche. Dans l'Empire des Habsbourg, Marie-Thérèse et Joseph II complétaient les états d'ensemble par des recensements locaux, en Hongrie et en Bohême. A partir de 1770-1775, le « cens » est pratiqué dans toute l'Europe, tandis que s'étendent les statistiques de l'état civil; les pays scandinaves disposent, en la matière, des séries les plus continues et les plus remarquables.

Les méthodes se perfectionnaient. Des savants comme Expilly et Messance posaient les bases d'une véritable science démographique; opérant par sondages, ils se préoccupaient non seulement du mouvement général des effectifs, mais de la répartition de la population par âges, sexes, classes sociales; ils s'intéressaient aux fluctuations de la natalité, de la mortalité, de la fécondité urbaine et rurale; ils esquissaient des comparaisons à l'échelle internationale.

Malgré tout, les fondements d'une étude de la démographie mondiale demeurent bien peu solides. Si les renseignements dont nous pouvons disposer



L'ÉQUILIBRE DÉMOGRAPHIQUE DES MASSES CONTINENTALES VERS 1750

En millions d'habitants.

D'après F. PERROUX, *op. cit.*, p. 27.

pour l'Europe sont assez circonstanciés, en dépit de fortes inégalités de la documentation et de son exploitation, nous en restons, pour les autres continents, au stade des estimations, et, pour le mouvement naturel des populations, à la phase des indices dispersés et des conjectures.

Le mouvement planétaire

Cependant, sur le mouvement général de la population planétaire, le doute n'est pas permis. Des environs de 1700 à ceux de 1800, l'ensemble de la démographie mondiale profite d'une croissance relativement rapide : 470 millions au maximum en 1650, peut-être 510 millions en 1700, 694 millions en 1750, 919 millions en 1800; le taux moyen d'accroissement, fixé à 4 ‰ de 1650 à 1750, s'élance à 6 et 7 ‰ de 1750 à 1800.

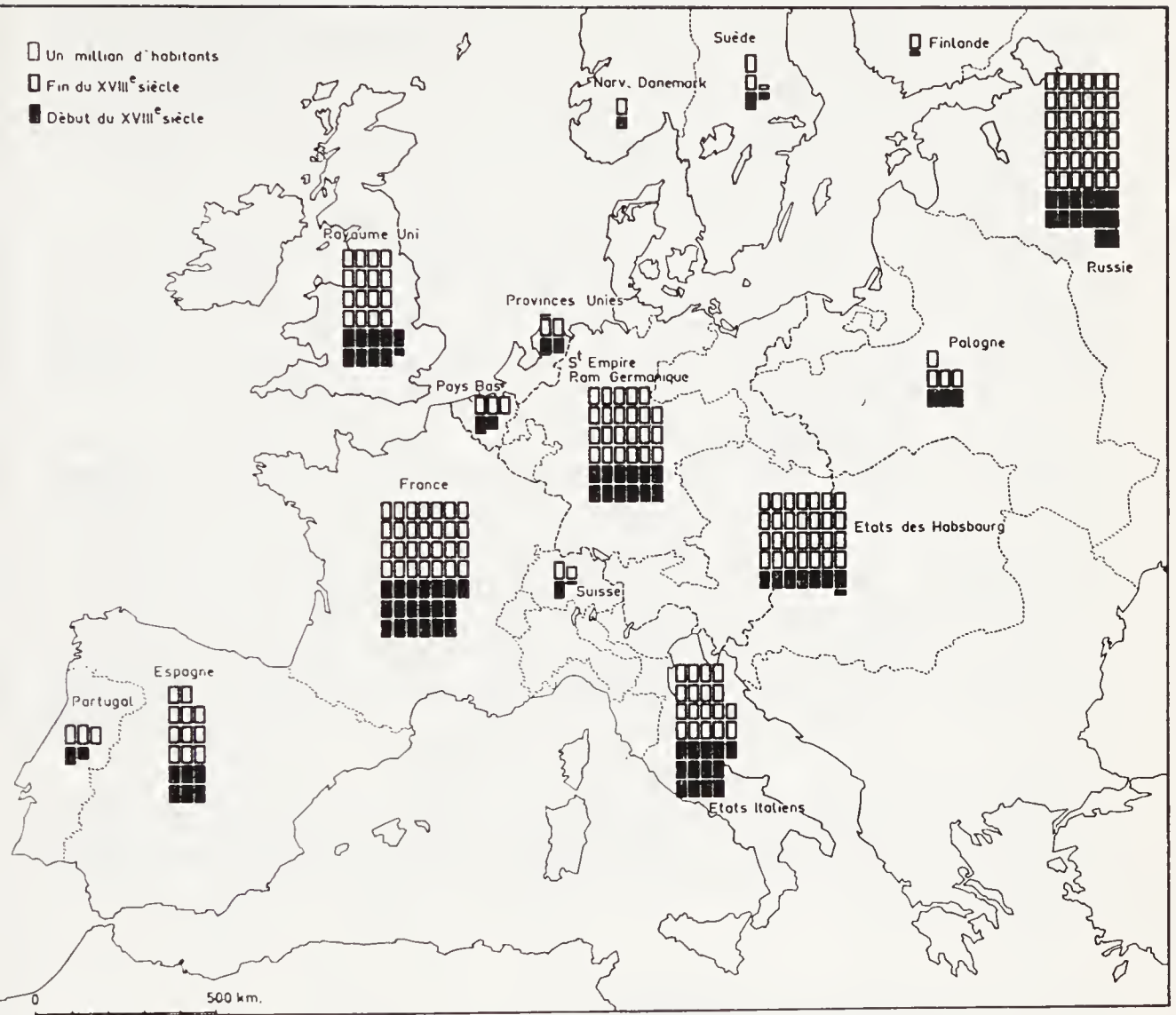
Par ailleurs, si les effectifs de l'Afrique semblent stagner aux environs de 100 millions, la population de l'Asie bondit de 300 millions à 575, voire 597 millions (+ 80 %), celle de l'Amérique du Nord progresse de 1 à 6 au cours de la seconde partie du siècle, tandis que l'Amérique du Sud se hausse de 72 %. Quant à l'Europe, qui n'est pas la plus favorisée, elle profite d'une poussée de 66 %, passant de 118 millions en 1700, à 193 millions en 1800; elle gagne ainsi 25 % au cours du dernier demi-siècle, alors qu'elle n'avait bénéficié que d'une hausse médiocre de 36 % durant les cent années précédant 1750.

Les modalités “régionales”

Les croissances européennes

Si nous passons à l'étude des mouvements régionaux, ceux de l'Europe nous permettent d'opérer d'importantes distinctions.

L'Europe du Sud et une partie de l'Europe occidentale apparaissent vouées à des développements assez médiocres. Si la population de l'Espagne s'accroît de 83 %, le mouvement ne se déclenche qu'à partir de 1760, et il est alors très rapide; mais l'Italie ne bénéficie que d'une augmentation de 56 %, bien que le gain atteigne 5 millions en valeur absolue. La France appartient démographiquement à la même zone. Si l'on adopte le chiffre de Vauban, soit 19 millions pour 1700, et celui de 26,3 millions pour 1789, la progression relative n'est que de 36 %! La Grande-Bretagne, quant à elle, profite, au cours du siècle, d'une hausse de 63 %, notable, mais non sensationnelle.



LE MOUVEMENT DES POPULATIONS EUROPÉENNES PAR ÉTATS, AU COURS DU XVIII^e SIÈCLE

D'après M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *op. cit.*, pp. 200-240.

Par contre, la population des Pays-Bas double, et, à mesure que l'on s'avance vers le Nord et vers l'Est du continent, les mouvements se renforcent, tandis que se comblent lentement les vides du passé. Dans le Saint-Empire, l'Allemagne de l'Ouest, celle du doublement, s'oppose à l'Allemagne de l'Est, celle du triplement; si le Wurtemberg gagne 94 %, la Prusse orientale profite d'une poussée de 132 %, la Poméranie voit ses effectifs monter de 316 %. L'Empire des Habsbourg s'accroît globalement de 128 % (7,3 millions en 1725, 16 millions en 1786), mais tandis qu'entre 1734 et 1789 la

population de l'Autriche ne s'élève que de 38 %, celle de la Hongrie monte de 183 %, de 300 % entre 1700 et 1787. Si les pourcentages sont nettement plus faibles pour les pays scandinaves (66 % pour la Suède de 1720 à 1800; 33 % pour la Norvège de 1735 à 1795), sauf pour la Finlande (+ 166 % de 1720 à 1800), la Russie progresse de 157 % entre 1724 et 1796 (de 14 à 36 millions); si son territoire s'est étendu par la conquête, l'ensemble Russie centrale-Ukraine traduit au moins un doublement en un siècle.

A l'intérieur de chaque État, de fortes disparités se manifestent dans la croissance. En France, l'Alsace progresse de 156 %, mais la Bourgogne ne gagne que 10 %; en Angleterre, le Nord industriel se développe beaucoup plus rapidement que le Sud agricole; le Centre de l'Espagne se dépeuple au profit des zones périphériques du Levant et de l'Andalousie.

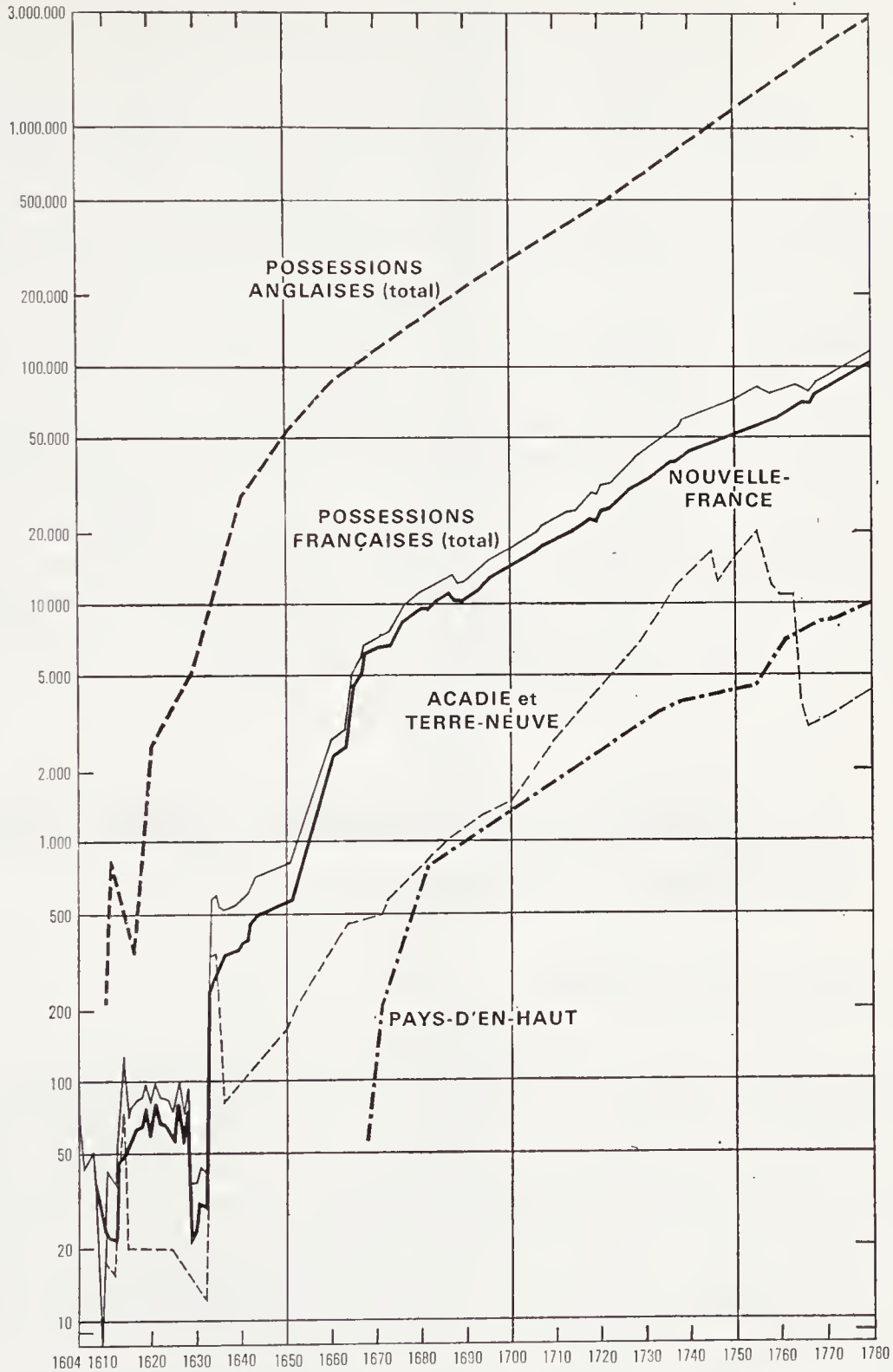
De même, des inégalités apparaissent dans les profils des taux annuels moyens de croissance. En France, ils ne dépassent pas 0,2 % pour la période 1700-1755; ils s'élèvent à 0,8 % pour les années 1755-1776, qui marquent une apogée; ils se stabilisent, par la suite, à 0,4 %. Au contraire, le mouvement anglais, d'abord très lent, voire même déclinant dans les années 1730, ne cesse de croître par la suite, passant de 0,2 % à 0,8 %; par décennie, la montée se révèle impressionnante : 3,6 % pour les années 1740, 7,3 % pour les années 1760, 9,5 % pour la décennie 1781-1790. La Suède et la Norvège voient, de leur côté, leurs taux annuels grimper de 0,3 et 0,2 % avant 1748 à 0,6 et 0,8 % pour la seconde moitié du siècle.

Malgré tout, après la Russie qui, en 1800, absorbe 21 % de la population continentale, la France reste le pays le plus peuplé d'Europe (16 %), devant l'Empire des Habsbourg (15 %), le Saint-Empire (13 %), le Royaume-Uni et l'Italie (9 %).

Les mouvements extra-européens

Hors d'Europe, la croissance est plus impressionnante encore, bien qu'inégale.

En Asie, le Japon, misérable, et qui pratique une politique systématique de prévention des naissances, oscille entre 24 et 27 millions; mais la Chine poursuit inéluctablement une progression qui semble avoir débuté bien avant 1700; de 105 millions en 1721, les effectifs atteignent, d'après les estimations, 246 millions en 1770, 313 millions en 1794 (+ 200 %), tandis que l'Inde ne paraît pas avoir dépassé 155 millions à la fin d'une longue période de « récupération ». Par contre, les régions du Moyen-Orient, celles de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire, vouées à des systèmes économiques et sociaux



LE MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE DE L'AMÉRIQUE DU NORD (1604-1780)

D'après J. N. BIRABEN, « Le peuplement du Canada français », *Annales de Démographie historique*, 1966, p. 115.

archaïques ou primitifs, sont condamnées à l'immobilisme; l'Égypte et l'ensemble du Maghreb ne comptent pas plus de 5 millions d'habitants.

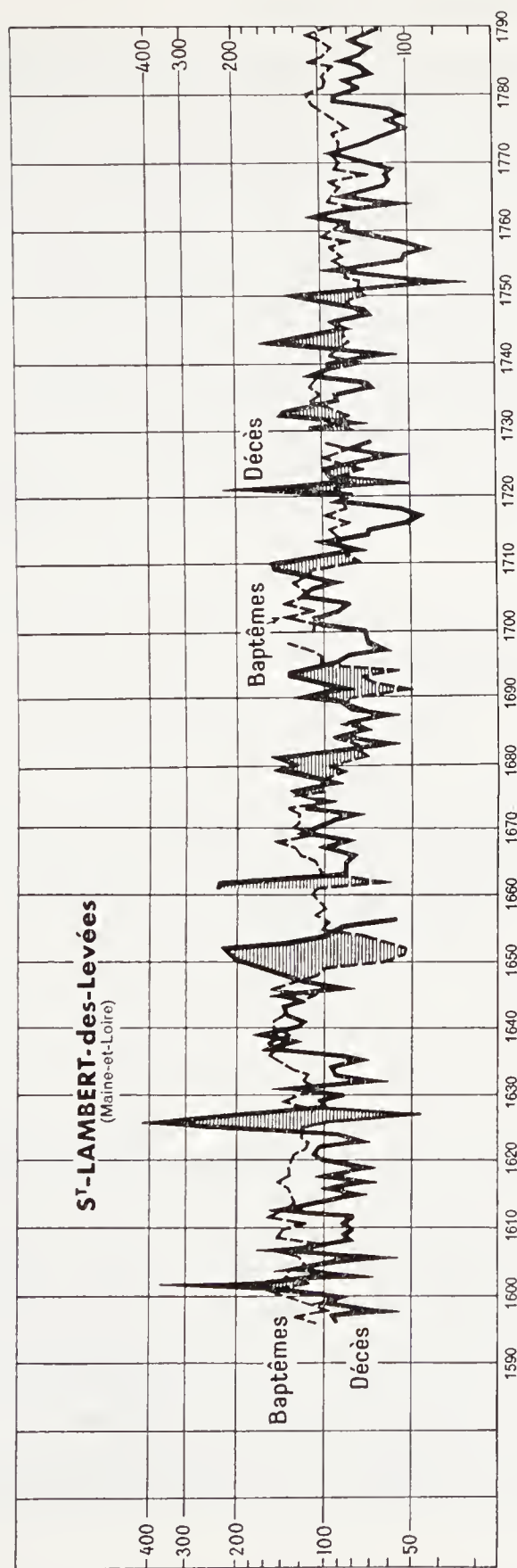
Au contraire, dans l'hémisphère occidental, la croissance foudroyante des États-Unis témoigne de leur percée dans le monde : 0,3 million d'habitants au début du siècle, 5 millions en 1800 (+ 1 233 %); ils entraînent, surtout après 1763, le Canada dans leur sillage (+ 1 025 % de 1700 à 1800), ainsi que les Iles, qui connaissent leur âge d'or : Saint-Domingue, qui dénombrait 130 000 habitants en 1727, en recense 288 000 en 1779, 523 000 en 1789, traduisant une croissance globale de 302 % entre les dates extrêmes; la Martinique passe de 22 000 habitants en 1701, à 79 000 en 1751, à 100 000 en 1789 (+ 354,5 %), tandis que la Guadeloupe monte de 11 000 habitants en 1697, à 56 000 en 1754, à 122 000 à la veille de la Révolution (+ 1 009 %); de leur côté, Cuba, Porto-Rico, la Jamaïque et les autres terres profitent de mouvements identiques. Seule l'Amérique latine ne regagne que lentement le terrain perdu, grâce au redressement de la démographie indienne : si ses 11 millions de 1700 occupent 2 millions de km², les 19 millions de 1800 en couvrent 8, et la croissance globale, sur des territoires beaucoup plus étendus, n'est que de 72 %. Pour la partie méridionale de l'hémisphère, l'heure des grandes expansions n'a pas encore sonné.

2 — Les origines d'un nouveau régime démographique

La position du problème

Une expansion d'une telle universalité et d'une telle envergure pose, immédiatement, le problème de ses causes. Or, toutes les explications qui ont été données du phénomène se révèlent nettement insuffisantes. D'autant plus qu'en la matière, si nous pouvons tabler, pour l'Europe, sur de multiples études et sur des synthèses solidement fondées, nous restons souvent, pour les régions extra-européennes, dans la pénombre, voire dans la nuit, faute d'une documentation solide ou d'une exploitation suffisante des sources. Aussi, nos constatations et nos conclusions seront-elles surtout valables pour l'Europe.

De plus, si l'on s'en tient à l'Occident lui-même, les controverses sont vives entre les historiens sur la « valeur » du régime démographique qui



LE PASSAGE D'UN RÉGIME DÉMOGRAPHIQUE « ANCIEN » A UN RÉGIME « MODERNE » SAINT-LAMBERT-DES-LEVÉES (MAINE-ET-LOIRE) (1590-1790)

D'après P. GOUBERT, *op. cit.*, t. II, pp. 48-49.

semble s'instaurer. Tandis que Pierre Goubert voit apparaître, au cours du siècle, des structures démographiques « modernes », assurant une rupture radicale avec un passé pluri-séculaire, René Baehrel fait valoir ses courbes provençales, considère le xvii^e siècle comme une époque de croissance démographique, le xviii^e comme une époque de régression. Plus récemment, Michel Morineau montre, en s'appuyant sur des données flamandes, que la « révolution de la mortalité », généralement admise pour le xviii^e siècle, comporte des exceptions significatives. Finalement, il récuse toute « modernité » à notre époque; il la replace dans l' « Ancien Régime », tel que nous l'avons précédemment défini, avec ses phases de dépression, ses périodes de récupération, son plafond uniformément horizontal. En un mot, avons-nous affaire au xviii^e siècle à une pulsation conjoncturelle longue, peut-être étendue au monde entier, ou à une évolution résolument structurelle et de grande conséquence?

Résistance et recul de la mort

Les faits

Sans insister sur l'ampleur de cette prétendue pulsation conjoncturelle que nous venons de mesurer, il semble incontestable que nous assistons à une lente, inégale, mais irrésistible régression de la mort.

Bien sûr, l'épidémie et la faim restent latentes, dans le monde entier. Si nous sommes mal renseignés sur la situation des contrées extra-européennes, nous pressentons de terribles et régulières famines en Chine et dans l'Inde, en Afrique et en Amérique du Sud. Nous savons qu'en 1783 les 410 000 habitants de la région de Tohoku, au Japon, se réduisirent, sous l'effet de la maladie, à 270 000, et qu'en 1787 une terrible pénurie alimentaire ravagea le pays tout entier. Même en Europe la menace reste grande. Le typhus et la dysenterie sévissent dans toute la partie centrale et orientale du continent, entre 1734 et 1744, la peste règne en Russie en 1775, et, jusqu'à la fin du siècle, de la Pologne aux Balkans. Jusqu'aux années 1780, les épidémies manifestent des recrudescences violentes, qui s'étendent jusqu'à l'Europe occidentale; à partir de 1771, la typhoïde, la rougeole, la petite vérole poussent des pointes jusqu'en France, et le royaume subit, dans les années 1780, une sensible offensive de la morbidité et de la mortalité.

Cependant, au moins en Europe, les faits témoignent, en général avec netteté. Si des retours en arrière, des « pointes » de surmortalité persistent — telle

celle qui, en 1772, à Königsberg, fait monter le pourcentage de mortalité à 46,5 ‰ —, les courbes tendent à se raboter, et les hauts « clochers » du siècle précédent se font de plus en plus rares. Les coefficients de mortalité générale tombent, en France, des environs de 38 à 40 ‰ à 32,8 ‰, pour les années 1786-1790. En Grande-Bretagne, la mortalité croît jusque vers 1740, puis baisse de 35,8 ‰ à 28,6 ‰, voire même à 24 ‰ dans le comté de Worcester, et, exceptionnellement, à 18 ‰ dans la région industrielle du Vale of Trent. Si en Italie la mort résiste, même en Lombardie (32 à 37 ‰), les chiffres s'abaissent aux Pays-Bas et en Hollande, en Allemagne occidentale, dans toute la partie occidentale de l'Empire des Habsbourg, en Suède et en Norvège, où des taux de 26 à 28 ‰ ne sont pas rares, tandis que toute l'Europe danubienne et balkanique, la Pologne, la Russie offrent des taux plus souvent voisins de 40 ‰ que de 30 ‰, assurant vraisemblablement la transition avec l'Asie.

De son côté la mortalité infantile (des moins de un an) et juvénile (des moins de dix ans) ne cède que lentement du terrain, et comme à contrecœur. A Mayence, la mortalité infantile représente encore, à la fin du siècle, 45 % de la mortalité des adultes, et, dans bien des grandes villes — telle Lyon —, on assiste à un véritable « massacre des innocents ». Mais, ailleurs, les choses sont différentes. A Beauvais, sur 100 enfants, 72 dépassent leur première année d'existence, et, tandis qu'au xvii^e siècle 50 % seulement des jeunes gens atteignaient leur vingtième année, les 2/3 y parviennent dès 1770-1780. En Languedoc, en Anjou, en Auvergne, une tendance identique se manifeste, et le cas de la France n'est pas, de loin, exceptionnel.

La recherche des causes

Ainsi, au moins en Europe, la mort desserrait peu à peu son étreinte. Le phénomène est-il le privilège exclusif de l'Ancien Continent, un des éléments de sa supériorité, ou s'est-il lentement et incomplètement propagé à travers la planète? Question majeure, à laquelle il faudra bien répondre un jour.

En tout cas, si nous nous limitons à l'Occident, les causes de ce recul demeurent largement mystérieuses. Il est possible que le développement des transports, en réduisant la fragmentation du marché « national » en une poussière de marchés locaux, en favorisant les apports extérieurs, ait joué son rôle. On a invoqué aussi l'influence d'une alimentation plus abondante, parfois plus variée et de meilleure qualité, suscitant une résistance plus vigoureuse de l'organisme humain aux offensives microbiennes. Dans les

pays les plus avancés, les progrès de l'agronomie, l'extension des espaces cultivés ont pu agir sur ces processus. Mais, comment rendre compte du recul de la mort dans les pays faiblement évolués de l'Est et du Sud? Et qu'en fut-il en Asie ou dans les zones indiennes de l'Amérique du Sud? De même, l'essor industriel, multiplicateur de l'emploi, n'a pu jouer que dans des secteurs fort limités, tel le Vale of Trent, si souvent cité.

Par ailleurs, l'appel aux progrès de l'hygiène et de la médecine se heurte à des réalités très différentes. Dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, la plus avancée, les règles les plus élémentaires de l'hygiène sont ignorées, dans les villes comme dans les campagnes; la promiscuité, l'entassement, la méconnaissance du bain et du savon favorisent la crasse, la vermine et la propagation des maladies. Le recours au médecin — rare dans le plat pays — ne se pratique qu'à l'article de la mort; l'invention de la vaccine par Jenner est trop tardive pour exercer ses effets; l'équipement hospitalier demeure insuffisant et inégal, tandis que la médecine tâtonne, à la recherche d'une définition scientifique du malade et de la maladie, ainsi que d'une thérapeutique valable; ce n'est qu'à l'extrême fin de notre période que les problèmes majeurs du « terrain » et de l'infection microbienne commencent à être pressentis.

En fait, il semble bien que si la mort régresse, c'est en grande partie parce que les facteurs primordiaux de dépopulation, qui dominaient depuis des siècles, tendent à s'effacer. La guerre est moins meurtrière, la disette, en Europe au moins, remplace l'affreuse famine, les épidémies et les endémies s'espacent et s'atténuent. Éléments négatifs, mais qui suffisent pourtant, semble-t-il, à renverser peu à peu les déséquilibres traditionnels.

La puissance persistante de la vie

D'autant plus que la vie persiste dans toute sa puissance. C'est que les rythmes et les traditions du passé pèsent toujours sur les unions. L'âge au mariage varie peu, ainsi que les intervalles intergénéraliques; les conceptions connaissent une pointe au printemps et s'adaptent aux prescriptions de l'Église. Si la réduction des mariages marque le passage des crises alimentaires, la moindre rigueur des disettes réduit l'ampleur des pulsations. Les influences sociales et religieuses enfin poussent à la natalité.

Les taux restent fort élevés. En France, le taux général est encore de 38,5 ‰ en 1771-1775, de 36,4 ‰ en 1786-1790; il s'élève à 40,3 ‰ dans la Bourgogne de 1787. Il n'en va pas autrement en Angleterre, où l'on assiste, durant tout le siècle, à une lente poussée, de 31 à 37 ‰, dans les pays du Sud, en Flandre, où, en 1786, la natalité varie de 36 à 42 ‰. Si l'affaiblisse-

ment est réel en Scandinavie (30 ‰), la Russie, l'Allemagne de l'Est, l'Empire des Habsbourg dépassent les taux de 40 et de 50 ‰, s'alignant vraisemblablement sur les taux de l'Inde et de la Chine, tandis qu'en Amérique la natalité canadienne est de 65 ‰ entre 1761 et 1770.

Aussi, la nuptialité et la fécondité demeurent-elles fortes. En France, le taux brut de reproduction, légèrement abaissé, s'accroche quand même à 22,4 ‰ en 1786-1790 (contre 13,2 en 1956-1959); il est, en Flandre, de 12 à 17 ‰, et parfois de 21 ‰; il dépasse 23 ‰ au Canada, dans les années 1750. Sauf dans certains cas rares, le nombre d'enfants par mariage tend à augmenter. En Angleterre, 3,3 en 1730, 4 à 4,8 à la fin du XVIII^e siècle; à Venise, 3,2 au début du XVIII^e siècle, 4,6 en 1780; en Belgique, de 3,7 à 4,2 et à 5; au Canada, 8 à 9, et jusqu'à 18!

Cependant, à mesure que le siècle avance, des tendances inverses se font sentir. Dans certains pays, tels que la Suisse ou la Scandinavie, mais aussi dans plusieurs régions de France ou d'Angleterre, la régression de la vitalité est sensible. En Suède, un véritable freinage de la nuptialité et de la natalité commence à se manifester. Le malthusianisme démographique tend à se répandre, en même temps que les « funestes secrets », auxquels Moheau réserve ses foudres. L'avortement, la contraception partent des hautes classes, de la caste des ducs et pairs en France, de la bourgeoisie protestante de Genève; ils se répandent dans les villes et même dans les campagnes, tandis que s'étend le célibat — autre forme de résistance à la vie. Des éléments très divers agissent sur ces attitudes : influence de la surcharge démographique, peur des aléas de l'existence et désir de sécurité, déchristianisation précoce, progrès de la « civilisation ». Quoi qu'il en soit, on a pu, en France, mais aussi ailleurs, déterminer une géographie de la fécondité, avec des zones de haute pression — l'Est, le Sud-Est, l'Ouest, marquées par une contraction des intervalles intergénéraliques —, et des zones de basse pression — le Bassin Parisien, le Bassin Aquitain —, où les intervalles se révèlent plus longs et plus irréguliers, où la chute du taux de fécondité est plus rapide en fonction des âges féminins. Mais il est difficile de dire si ces divergences sont dues à des facteurs « naturels » ou à une limitation volontaire des naissances. Surtout, ces phénomènes restent très diffus; de grande conséquence en tant que signes, ils n'entravent pas réellement la puissante exubérance vitale de l'Europe et du monde.

Les effets

De tous ces processus, insuffisamment expliqués, découlent des effets évidents. Tout d'abord, un net décalage entre la vie et la mort, l'affirmation

d'excédents croissants entre natalité et mortalité, qui justifient la croissance démographique planétaire, même si parfois les composants restent mal définis. Ainsi, dans la France des années 1786-1790, l'écart moyen est de 3,6 ‰; il s'élève en Grande-Bretagne à 9,1 ‰; même en Lombardie, il est de 2 à 3 ‰. Il dépasse 10 ‰ en Europe orientale, atteint 20 ‰ au Canada.

L'espérance de vie s'élève. A Auneuil, en Beauvaisis, on meurt à 21 ans sous Colbert, à 32 ans sous Necker; tandis que les octogénaires ne sont plus des phénomènes, le pourcentage des « plus de 60 ans », dans les décès d'adultes, s'élève de 43 à 61 %. A Port-en-Bessin, si l'on fait abstraction des décès d'enfants, l'âge moyen des décès au-dessus de 20 ans est de 62 ans; on voit apparaître de robustes vieillards, capables de fournir de gros efforts. De même, en Suède, l'espérance de vie à la naissance dépasse 40 ans. Ainsi que le fait remarquer P. Gouhier, pour un Européen du XVIII^e siècle, la vie ne se termine pas normalement à 40 ans, mais vingt ans plus tard.

Malgré tout, les populations restent caractérisées par leur jeunesse. Dans l'Espagne de 1797, les moins de 15 ans représentent 35,2 % de la population totale. En Grande-Bretagne, les moins de 20 ans bloquent 44,5 % du contingent; en France et en Suède, 40,3 et 42,9 %; aux États-Unis, 56,7 %. En Chine, les enfants groupent 30 à 40 % de la population.

Au-delà des flux et des reflux, qui se poursuivent au gré des crises alimentaires, et qui ajustent, non sans dégâts, les populations aux subsistances, remplaçant, selon l'expression de P. Ruwet, les terribles « crises de mortalité » par des « mortalités de crise », les résultats démographiques généraux s'inscrivaient en expansion. Pour la première fois, en Europe, dans ses « annexes » de l'outre-mer et peut-être dans une partie du monde, le cycle fatal qui enserrait l'humanité depuis des siècles et même des millénaires se trouvait rompu.

3 — Les déplacements humains

L'occupation de l'espace

La légère avance démographique que la race blanche semblait être en train de conquérir sur les autres races du globe se complétait par une mobilité bien supérieure. Tandis que la Chine et le Japon, contre une de leurs traditions anciennes, se muraient dans les provinces les plus riches et que l'Islam

semblait marquer un temps d'arrêt, les densités s'épaississaient en Europe. Sans doute, entre l'Est et l'Ouest, les différences subsistent. Si les densités supérieures à 100 sont rares, mais non exceptionnelles, dans les pays les plus avancés, l'Italie voit, de 1700 à 1800, sa densité moyenne s'élever de 45 habitants au km² à 60; l'Espagne, de 10 à 23, tandis que la France culmine à 50, l'Angleterre et la Hollande à 65, le Pays de Liège à 67. Mais, au-dessus des moyennes, certaines zones privilégiées alignent des chiffres bien supérieurs : 70 à 100 en Alsace, 200 et plus dans la région industrielle de la Meuse, 80 dans les campagnes belges de la Hesbaye, 72 en Wurtemberg. Si les contrastes sont plus faibles qu'aujourd'hui entre régions rurales et régions industrielles, ils commencent cependant à s'accuser; dans le Lancashire, la densité par mille carré hausse de 127 à 253; elle passe dans le West Riding de 92 à 174, et monte à 236 dans le Warwickshire.

A l'Est, la chute est forte, mais les oppositions se révèlent significatives. Si la Russie voit sa densité moyenne progresser faiblement, de 3 à 6 ou 7 habitants par km², on compte déjà 50 habitants par km² dans le gouvernement de Moscou, 40 dans ceux de Kalouga et de Toula, 30 dans le secteur de Kiev et de Kharkov. De même, les plaines hongroises et roumaines se remplissent, tandis que, sur les terres à blé de Pologne, les densités se gonflent. Malgré tout, il subsiste beaucoup d'espaces vides.

Il en reste plus encore en Asie, en dehors des deltas surpeuplés, du Japon à l'Inde, tandis que dans les deux Amériques, la densité moyenne n'est pas supérieure à 1 042 habitants par km². Il est vrai qu'au Mexique les intendances de Mexico et de Puebla comptent respectivement 255 et 301 habitants par km²; mais Cuba n'en dénombre que 4, le Chili et le Pérou, 1.

Les mouvements migratoires

Mouvements internes et migrations intra-européennes

Malgré tout, l'Europe est, beaucoup plus que par le passé, en mouvement. Si les errants restent nombreux, ils ne constituent plus, comme au xvii^e siècle, un danger mortel, et le vagabondage fait place à la migration organisée.

Les déplacements « nationaux », à l'intérieur des frontières d'un pays, s'accroissent. De grands transferts déplacent des masses de serfs russes vers l'Ukraine, transferts autoritaires, accompagnés de distributions de terres, et prolongés par une colonisation volontaire. Aussi, tandis que la population du Centre s'accroît de 36 %, celle des Terres Noires du Centre et du Sud

augmente de 122 et 126 %, fondant la puissance agricole de l'Empire des tzars et venant appuyer son expansion vers la mer Noire et l'Asie. En Espagne, le trop-plein des populations du Nord se déverse sur le Sud; les Galiciens, Asturiens et Basques envahissent la Castille et l'Andalousie, renforcés par les Catalans, propageant le progrès économique. En Grande-Bretagne, des études récentes ont montré que la « montée » du Sud vers la zone industrielle du Nord a été moins massive que P. Mantoux ne le pensait. Les oppositions de mœurs et de dialectes, la difficulté de voyages effectués le plus souvent à pied, la législation sur les pauvres, ont réduit le mouvement à une série de glissements à courte distance, tandis que la croissance naturelle assurait sur place une bonne partie des besoins en main-d'œuvre. Malgré tout, l'immigration a joué son rôle dans le gonflement des taux d'accroissement du Lancashire, du Cheshire, du West Riding.

Plus décisifs encore se révèlent les déplacements intra-européens, phénomène ancien, mais qui prend une ampleur nouvelle. Les causes en sont variables : surpeuplement des régions pauvres, persécutions religieuses et politiques, incitations des Despotes Éclairés, espoir d'une vie meilleure dans les terres nouvelles. Les gouvernements encouragent ce mouvement, qui est surtout dirigé d'est en ouest, vers les zones vides de la Hongrie, de la Roumanie, de la Pologne, de la Prusse et de la Russie méridionale et orientale. Par le manifeste du 4 décembre 1762, Catherine II permettait à tous les étrangers de s'établir où ils le désiraient; le Pouvoir leur remboursait les frais du voyage, leur garantissait le libre exercice de leur religion, leur promettait des exemptions fiscales pour une durée de trente ans s'ils se fixaient, en colonies, dans les campagnes; il leur accordait des subventions pour leur permettre d'acheter du bétail, des semences, des instruments aratoires. En Prusse, l'action menée dans le même sens par Frédéric-Guillaume I^{er} était poursuivie et renforcée par Frédéric II, surtout à partir de 1763; la colonisation « planifiée » était placée sous la direction d'agences spéciales de recrutement, à Francfort et à Hambourg.

Les résultats furent concluants. Vers la Prusse affluèrent tous les persécutés de l'Allemagne et de l'Europe, protestants français et hollandais, frères moraves, calvinistes de Saxe, Salzbourgeois; de 1750 à 1756, 120 000 colons au moins étaient installés en Prusse orientale, en Poméranie, dans la Nouvelle Marche et le Brandebourg; à partir de 1763, c'est une masse de 300 000 personnes qui s'établit, surtout dans les régions de l'Oder et de la Wartha. En Russie, des Allemands se dirigeaient vers la Volga et les terres du Sud, suivis par des groupes de Roumains, de Bulgares et de Tchèques. En Hongrie, surtout dans l'Alföld, se produisait un afflux de Croates, de Serbes, de Slovaques, de Germains aussi, au point que les Magyars se trouvaient mino-

ritaires. Quant à la Pologne, elle recevait des Petits et Blancs-Russiens, des Lithuaniens, des Juifs, des Allemands, amenés par de véritables « entrepreneurs ».

A côté de ce mouvement essentiel, d'autres déplacements, de moindre envergure, se dessinaient. L'Angleterre accueillait des Allemands, des Moraves, mais aussi des Écossais et des Irlandais, auxquels étaient réservés les emplois les plus durs, à Londres et dans les villes. Par ailleurs, les colonies étrangères ne cessaient de se gonfler en Espagne, surtout à Madrid, Cadix et Séville; en 1797, 12 % de la population caditane étaient composés d'étrangers.

Il semble bien que, dans cette conjoncture, certains pays aient été, par préférence, des pôles d'émigration. Tel est le cas de la Suisse; 300 000 de ses fils, fidèles à leur tradition, quittaient leur pauvre pays et se dirigeaient dans toutes les directions; seuls les Allemands étaient susceptibles de les concurrencer, et ils s'orientaient aussi bien vers les pays de l'Est que vers l'Espagne.

Les déplacements intercontinentaux

Mais, l'outre-mer attire aussi, et de plus en plus, une Europe débordante de vie et de surplus humains. Si l'émigration vers l'Asie ne concerne que de petites minorités de commerçants, de « résidents », de cadres administratifs, qui, dispersés de l'Inde à Canton, ne représentent pas plus de 100 000 personnes, l'hémisphère occidental reçoit les « gros bataillons ».

Une partie de cette émigration est d'ailleurs « forcée ». La traite négrière prend une ampleur extraordinaire : l'on estime à 7 millions et même à 10 millions le nombre des esclaves transportés au cours du siècle, contre 1 million au ^{xvi}^e, et 2,5 millions au ^{xvii}^e, répartis dans les Antilles, sur les côtes du Brésil, dans les plantations des « terres chaudes » de l'Empire espagnol, enfin au Maryland, en Virginie, en Géorgie et dans les deux Carolines, où ils ne sont que 500 000 en 1776, alors qu'on en dénombre plus de 1 million dans les seules Antilles.

Cet afflux massif enlève tout intérêt à l'« engagement », qui avait été pratiqué, aux Iles, au cours du ^{xvii}^e siècle, et qui faisait de l'« engagé » — français ou anglais — un véritable serf. Il favorise, au contraire, l'émigration libre, dont l'histoire reste à faire. Émigration de planteurs et de commerçants, d'officiers et d'aventuriers, de fils de famille déchus, voire de forçats. Ce sont les Anglais qui, significativement, prennent la tête du mouvement, et il est possible qu'un million d'entre eux se soit expatrié au cours du siècle, surtout vers les futurs États-Unis et vers les possessions antillaises

de la Grande-Bretagne, mais aussi dans toute l'Amérique latine. Ils laissent loin derrière eux les Ibériques, et aussi les Français, qui préfèrent Saint-Domingue au Canada déshérité.

L'attrait de la ville

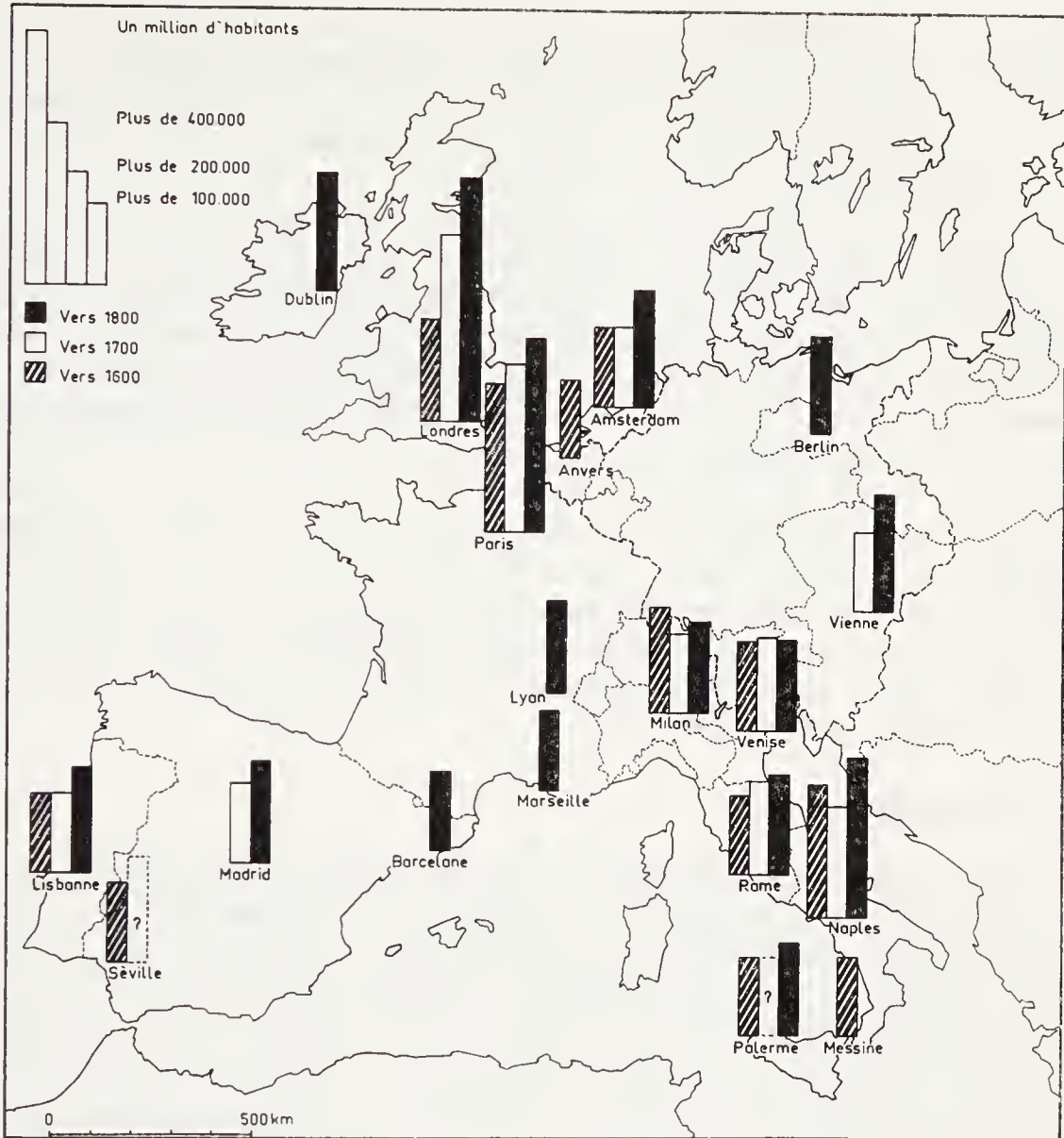
Cependant, pour beaucoup d'Européens, qui répugnent à l'aventure lointaine et qui rêvent d'un sort meilleur, le départ vers la ville offre l'occasion d'une autre aventure qui, souvent, n'est pas moins redoutable.

L'essor urbain

Le mouvement n'est pas nouveau, et il ne paraît pas être, non plus, le privilège de l'Europe. Les grandes villes de l'Asie orientale, de l'Inde au Japon, celles des deux Amériques ne cessent de se gonfler au cours du siècle. Tokio passe de 150 000 à 500 000 habitants, Osaka, de 280 000 à 400 000; Pékin, en 1793, est une cité immense de plus de 3 millions d'âmes, tandis que Boston, Mexico, Lima ou Buenos Aires concentrent des masses beaucoup plus limitées, mais fortement croissantes.

En Europe, on recense, vers 1700, 10 villes de plus de 100 000 habitants; on en compte, vers 1800, 17, et, dans le groupe, 5 d'entre elles ont plus de 200 000 habitants. Les cités de très grande envergure sont toutefois en nombre limité, et il semble bien que ce soient elles qui bénéficient de la croissance la plus forte. Si Londres est un « géant » de taille exceptionnelle, qui, parti de plus de 400 000 habitants en 1700, atteindrait peut-être les 900 000 habitants, Paris passerait de 400 000 à 600 000; Naples, de 215 000 à 426 000. Amsterdam et Vienne s'accroissent dans des proportions identiques, de même que Barcelone ou Milan.

Bien entendu, les villes se concentrent en Italie et en Espagne, en France et en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Hollande, en Allemagne occidentale, c'est-à-dire dans les pays qui jouissent d'une longue tradition urbaine. Au centre et surtout à l'est du continent, les villes s'essaient, et la majeure partie de la population urbaine occupe la ou les capitales, qui tranchent sur un fond très uniforme et largement rural; ainsi en est-il, en Russie, de Moscou et de Saint-Pétersbourg, en Hongrie de Buda-Pest. Sur l'ensemble du continent, les pourcentages de population urbaine croissent lentement et inégalement. A la fin du XVIII^e siècle, la France ne recense que 20 à 23 % de sa population totale dans les villes; l'Angleterre et la Hollande en groupent exceptionnellement 35 et 50 %, mais l'Europe occidentale, cette « région



LES GRANDES VILLES D'EUROPE, DE 1600 A 1800

D'après R. MOLS, *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe*, Louvain, 1955, t. II, p. 512.

de villes », dépasse difficilement les 20 %. Quant à la Russie, elle ne présente que des pourcentages infimes : 3 % en 1724, 4 % en 1796.

Ne nous y trompons pas : la très grande ville revêt, en Europe, une haute signification, mais reste minoritaire. Même à l'ouest, ce sont les villes moyennes, inférieures à 100 000 habitants, voire à 50 000, qui forment la trame la plus serrée. En 1789, la France compte 25 villes de 25 000 à 100 000 habitants, contre 12 en 1726. De même en Angleterre, Manchester, Birmingham et

Liverpool s'échelonnent, à la fin du XVIII^e siècle, entre 74 000 et 84 000 habitants, dépassant de beaucoup les autres cités. Dans l'Espagne de 1797, Madrid atteint 168 000 habitants; mais, au-dessous, 7 villes dépassent 40 000 habitants, sans affleurer les 100 000, sauf Barcelone; 30 villes s'échelonnent entre 10 000 et 40 000 habitants.

Mais — et c'est peut-être le fait essentiel — la distinction doit être faite entre les villes anciennes, qui plafonnent ou déclinent, — celles du bassin de Londres ou celles de l'Allemagne moyenne, — et celles qui montent rapidement, centres politiques, comme Berlin, qui s'accroît de 240 %, ou Saint-Pétersbourg, qui triple de 1750 à 1789, et surtout centres industriels et commerciaux, ports et villes manufacturières de Belgique, de France, plus encore de Grande-Bretagne, mais aussi d'Espagne, voire d'Italie. Verviers voit, par exemple, sa population doubler au cours du XVIII^e siècle; mais Liverpool la voit multipliée par 10, Manchester par 5. Birmingham augmente de 100 % en quarante ans, de 1760 à 1800, tandis qu'autour des métropoles régionales se forme un complexe de villes-satellites, dont le développement est plus rapide encore : Oldham passe de 400 habitants à 20 000, entre 1760 et 1801; Bolton, de quelques centaines à 12 000. La ville industrielle crée ainsi la région industrielle.

La vie urbaine

Dans ces villes, et surtout dans les villes montantes, la démographie prend des caractères très particuliers. Les conditions de l'existence y sont dures, pour une population largement immigrée, souvent ouvrière, et qui s'entasse dans les faubourgs, dont la croissance est généralement plus rapide que celle de la ville proprement dite. Dans ces cités, qui, en dépit d'un certain effort d'urbanisme, limité aux quartiers riches, grandissent trop vite et restent malsaines, avec leurs rues étroites et tortueuses, leurs maisons hautes, leur voirie médiocre, leurs égouts en plein air, les densités dépassent souvent 200 à 500 habitants à l'hectare, et les ménages se tassent dans des locaux exigus, sans air ni lumière, dans des impasses, le long de « cours » obscures ou dans des constructions adventices.

Aussi, la ville est-elle grosse consommatrice d'hommes. Elle se distingue par une forte proportion de femmes, surtout de veuves, par suite de la surmortalité masculine, par un recul de la natalité et par une mortalité infantile, qui atteint parfois des proportions effrayantes, tandis que se gonflent les pourcentages des naissances illégitimes et des abandons d'enfants : à Francfort, on dénombre, en 1710-1719, 1 naissance illégitime sur 83 naissances; en 1770-1779, 1 sur 15, tandis qu'à Leipzig, en 1780-1790, 1 naissance sur 5

est « naturelle »; à Toulouse, 1 sur 4. Dans ces conditions, le déficit est endémique, et ces « villes tombeaux » ne peuvent croître que par un constant appel à l'immigration des ruraux : Maurice Garden l'a montré, de façon frappante, pour Lyon, mais il ne s'agit pas d'un exemple isolé.

Ainsi apparaissaient, au moins en Europe, certains phénomènes qui, de façon très différente, préparaient et annonçaient un bouleversement des conditions démographiques. Si les « structures modernes » se teignent, à la fin du XVIII^e siècle, de bien des survivances d'un passé qui reste encore en partie présent, des évolutions décisives sont déjà engagées. L'« explosion démographique » pouvait rester insuffisante; elle favorisait déjà les premières réussites des sociétés industrielles de l'avenir.

DOCUMENTS

56. Le mouvement de la population de l'Europe au XVIII^e siècle

(Par pays. En millions d'habitants)

Pays	Vers 1700	Vers 1800
Iles Britanniques	9,4	16,0
Angleterre - Galles	5,8	9,2
Écosse	1,0	1,7
Irlande	2,5	5,1
France	19,0	26 à 28
Portugal	1,7 (1732)	2,9
Espagne	6,0	11,0
Italie	13,0	18,0
Allemagne	12,0	23,0
Autriche-Hongrie (États des Habsbourg)	7,3	28,0
Pays-Bas (Belgique)	1,7	3,0
Provinces-Unies (Hollande)	1,9	2,1
Suisse	1,2	1,7 (1789)
Pologne	3,0	4,0
Suède	1,4 (1720)	2,3
Norvège	0,6	0,9
Finlande	0,3 (1720)	0,8
Danemark	0,7 (1735)	0,9
Russie	14,0 (1724)	36,0 (1796)

57. La croissance démographique de la Grande-Bretagne. Les pulsations

Périodes	SELON BROWNLEE		SELON GRIFFITH	
	Population	Variation décennale (en %)	Population	Variation décennale (en %)
1700	5 835 000		5 826 000	
1710	6 013 000	+ 3,1	5 981 000	+ 2,7
1720	6 048 000	+ 0,6	6 001 000	+ 0,3
1730	6 008 000	— 0,7	5 947 000	— 0,9
1740	6 013 000	+ 0,1	5 926 000	— 0,4
1750	6 253 000	+ 4,0	6 140 000	+ 3,6
1760	6 665 000	+ 6,6	6 569 000	+ 7,0
1770	7 124 000	+ 7,1	7 052 000	+ 7,4
1780	7 581 000	+ 6,4	7 531 000	+ 6,8
1790	8 216 000	+ 8,4	8 247 000	+ 9,3
1801	9 186 000	+ 11,6	9 156 000	+ 11,0

P. BAIROCH, *op. cit.*, p. 216.

ANGLETERRE-GALLES — TAUX PAR DECENNIE

1701-1711	+ 2,7	1751-1761	+ 7,0
1711-1721	+ 0,3	1761-1771	+ 7,3
1721-1731	— 0,9	1771-1781	+ 6,8
1731-1741	— 0,3	1781-1791	+ 9,5
1741-1751	+ 3,6	1791-1801	+ 11,0

Ph. DEANE et W. A. COLE, *op. cit.*, p. 288.

58. Les doctrines populationnistes. Richesse agricole et population

La vraie richesse ne consiste qu'en la population; la population dépend de la subsistance, la subsistance ne se tire que de la terre; le produit de la terre dépend de l'agriculture, d'où s'ensuit que tous autres moyens, le commerce, les sciences, les arts, ne servent et n'éta-

blissent une prospérité fixe et indépendante qu'autant qu'ils vivifient, encouragent et éclairent l'agriculture, le premier, le plus utile, le plus innocent et le plus précieux des arts...

La mesure de la subsistance est celle de la population... Si la multiplication

d'une espèce dépendait de la fécondité, certainement il y aurait dans le monde cent fois plus de loups que de moutons... Cependant la terre est couverte de la race (des moutons); tandis que celle (des loups) est très rare. Pourquoi cela? C'est que l'herbe est fort courte pour les loups et très étendue pour les moutons... Les hommes se multiplient comme les rats dans une grange s'ils ont les moyens de subsister... Si vous mettez un cheval de plus dans l'État, toutes autres choses demeurant égales, vous êtes certain d'y tuer quatre hommes au moins.

... Il est donc de fait que si le Prince et les propriétaires aiment les chevaux ou, pour mieux dire, s'ils emploient beaucoup de chevaux,... il y aura plus de prairies dans l'État, et moins de champs employés à la subsistance de l'homme. Que s'ils consomment plus en bois, il faudra plus de terrain destiné à être en forêts en coupe réglée; que la mode des boulingrins, charmillles, parcs, grandes avenues, chemins d'une largeur extra-

ordinaire, etc.... ôtent tout autant de terrain à la nourriture de l'homme, et qu'il y en a d'employé à toutes ces inutilités. Si, au contraire, les mœurs du Prince et des grands propriétaires les portent à entretenir beaucoup d'hommes, la pâture des chevaux décroîtra en proportion...

En proportion de ce qu'on cultive les terres et qu'on les emploie à produire ce qui est de la nourriture essentielle de l'homme, l'espèce s'accroît en nombre; en proportion de ce qu'on laisse en friche ou qu'on les emploie en inutilités, l'espèce diminue... D'où s'ensuit que les consommations en superfluités sont un crime contre la Société, qui tient au meurtre et à l'homicide.

MIRABEAU, *L'Ami des Hommes*, III, 216; I, pp. 11-12, 16-18, 86; III, 172; in Joseph J. SPENGLER, *Économie et population. Les doctrines françaises avant 1800*, I, *De Budé à Condorcet*, Paris, I.N.E.D., pp. 130-131.

59. Les grands propriétaires et la croissance démographique

Le fonds des terres appartient aux propriétaires; mais ce fonds leur deviendrait inutile si on ne le cultivait pas, et, plus on y travaille, toutes choses étant égales, plus il rend de denrées; et plus on travaille ces denrées, toutes choses étant égales, lorsqu'on en fait des marchandises, plus elles ont de valeur. Tout cela fait que les propriétaires ont besoin des autres habitants, comme ceux-ci ont besoin des propriétaires; mais dans cette économie, c'est aux propriétaires, qui ont la disposition et la direction des fonds, à donner le tour et le mouvement le plus avantageux au tout. Ainsi, tout dépend, dans un État, des humeurs, modes et façons de vivre des propriétaires de terres

principalement, comme je tâcherai de faire voir clairement dans la suite de cet essai.

... On peut établir que, excepté le prince et les propriétaires des terres, tous les habitants d'un État sont dépendants; qu'ils peuvent se diviser en deux classes, savoir en entrepreneurs et en gens à gages; et que les entrepreneurs sont comme à gages incertains, et tous les autres à gages certains pour le temps qu'ils en jouissent, bien que leurs fonctions et leur rang soient très disproportionnés.

Enfin, tous les habitants d'un État tirent leur subsistance et leurs avantages du fonds des propriétaires de terres et sont dépendants.

J'établirai donc par principe que les propriétaires de terres sont les seuls indépendants naturellement dans un État; que tous les autres ordres sont dépendants, soit comme entrepreneurs, ou comme à gages, et que tout le troc et la circulation de l'État se conduit par l'entremise de ces entrepreneurs.

... Si par le prix qu'ils donnent au marché des denrées et marchandises, (le Prince et les propriétaires terriens) déterminent les fermiers à mettre les terres à d'autres usages qu'à l'entretien des habitants..., les habitants diminueront nécessairement en nombre. Les uns, faute d'emploi, seront obligés de quitter le pays; d'autres, ne se voyant pas les moyens nécessaires pour élever des enfants, ne se marieront pas ou ne

se marieront que tard, après avoir mis quelque chose à part pour le soutien du ménage.

... Voilà, ce me semble, assez d'inductions pour faire sentir que le nombre des habitants, dans un État, dépend des moyens de subsister; et comme les moyens de subsistance dépendent de l'application et des usages qu'on fait des terres, et que ces usages dépendent des volontés, du goût et de la façon de vivre des propriétaires de terres principalement, il est clair que la multiplication ou le décroissement des peuples dépend d'eux.

Richard CANTILLON, *Essai sur la nature du commerce en général*, 1^{re} partie, chap. II, VI, XIII, pp. 25-31, 33, 40, 41, 85; in Joseph J. SPENGLER, *op. cit.*, pp. 117-119.

60. Population et subsistances

L'objet principal du présent essai est d'examiner les effets d'une grande cause intimement liée à la nature même de l'homme... La cause à laquelle je fais allusion est la tendance constante qui se manifeste chez tous les êtres vivants à s'accroître au-delà de la nourriture préparée pour eux... La nature, dans le règne animal et végétal, a répandu les germes de vie de la main la plus prodigue et la plus libérale, mais, en comparaison, elle s'est montrée économe quant à l'espace et à la nourriture nécessaires à leur développement. Les germes de vie contenus sur la terre, s'ils pouvaient librement se développer, rempliraient des millions de mondes en l'espace de quelques milliers d'années. La nécessité, cette impérieuse et exceptionnelle loi de la nature, borne cette expansion aux limites prescrites. Les espèces végétales et les espèces animales se réduisent sous l'action de cette grande loi restrictive, et

l'homme lui-même ne peut parvenir à y échapper par aucun effort de sa raison...

Dans les États du Nord de l'Amérique, où les moyens de subsistance ont été plus larges, les mœurs plus pures et les obstacles aux mariages précoces moindres que dans aucun des États modernes de l'Europe, on a vu, pendant plus d'un siècle et demi de suite, la population doubler en moins de vingt-cinq ans. Et, pourtant, pendant ces périodes, dans quelques villes, les décès ont dépassé les naissances, ce qui prouve clairement que, dans les régions grâce auxquelles ces pertes ont été compensées, l'accroissement a été beaucoup plus rapide que la moyenne générale...

Selon une table d'Euler, calculée d'après une mortalité de 1 sur 36, si les naissances sont aux décès dans le rapport de 3 à 1, la période de doublement sera seulement de douze ans et

quatre cinquièmes. Et cette proportion n'est pas seulement une supposition vraisemblable, mais s'est réalisée actuellement, pour de courtes périodes, en plus d'un pays. Sir William Petty suppose qu'il suffit de dix ans pour que le doublement soit possible...

On peut donc déclarer, en toute sûreté, que la population, si elle n'est restreinte par aucun frein, va en doublant tous les vingt-cinq ans, ou croît selon une progression géométrique...

Le taux selon lequel on peut supposer que s'accroissent les productions de la terre n'est pas aisé à déterminer. Nous pouvons, cependant, être parfaitement certains que le taux de leur accroissement, sur un territoire limité, doit être d'une nature tout à fait différente de celui de l'accroissement de la population. Un nombre de mille millions d'hommes peut tout aussi facilement doubler tous les vingt-cinq ans, par la force de la population, qu'un millier. Mais la nourriture nécessaire pour subvenir à l'accroissement du nombre le plus grand ne pourra, en aucune façon, être obtenue aussi facilement. L'homme est nécessairement enfermé dans un espace limité. Quand un acre a été ajouté à un autre acre, jusqu'à ce que toute la terre fertile soit occupée, l'accroissement annuel de nourriture doit dépendre de l'amélioration de la terre déjà appropriée. C'est un fonds qui, selon la nature de toute terre, au lieu de s'accroître, doit progressivement diminuer...

On peut donc déclarer en toute sûreté que, en considérant l'état moyen actuel de la terre, les moyens de subsistance, dans les conditions les plus favorables du travail humain, ne pourraient parvenir à augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique...

Les résultats nécessaires de ces deux taux d'accroissement, lorsqu'on les rap-

proche l'un de l'autre, sont très frappants. Portons la population de cette île à onze millions et supposons que la production actuelle soit suffisante pour entretenir facilement une telle population. Au bout des premières vingt-cinq années, la population serait de 22 millions et, la nourriture ayant également doublé, les moyens de subsistance correspondraient à cet accroissement. Dans les 25 années suivantes, la population serait de 44 millions, et les moyens de subsistance seulement suffisants pour l'entretien de 33 millions d'habitants. Dans la période suivante, la population serait de 88 millions et les moyens de subsistance correspondraient tout juste à l'entretien de la moitié de ce nombre... Au lieu de cette île, prenons la Terre entière; l'émigration se trouvant exclue et supposons la population actuelle égale à 1 000 millions, l'espèce humaine s'accroîtrait comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, et les subsistances comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. En deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 à 9; en trois siècles, comme 4 096 à 13; en deux mille ans, la différence serait presque incalculable.

... Aucune espèce de limite n'a été assignée à la production de la terre. Elle peut s'accroître sans cesse et dépasser toute quantité imaginable, et cependant le pouvoir de la population est à ce point supérieur à chaque période, que l'accroissement de l'espèce humaine ne peut être maintenu au niveau des moyens de subsistance que par le jeu constant de la puissante loi de la nécessité, agissant comme un frein à l'égard du pouvoir d'accroissement le plus fort.

Thomas-Robert MALTHUS, *Essai sur le principe de la population*, 1798, livre I, chap. I.

1. Les fondements d'une
nouvelle pensée économique
2. Les théories
du capitalisme agraire
3. Les fondements de l'économie et
de la société industrielles
4. Les résultats

CHAPITRE XI

LES DOCTRINES DE L'ABONDANCE

Les grandes transformations qui affectaient l'économie devaient, tout naturellement, agir sur le climat idéologique. Au cours du XVIII^e siècle, tandis que s'effaçaient les craintes et les hantises du passé, et que les faits justifiaient un optimisme de plus en plus conquérant, les principes économiques et sociaux, qui, dans une atmosphère différente, avaient paru susceptibles d'engendrer la puissance et la prospérité des États, se trouvaient de plus en plus ouvertement battus en brèche. Peu à peu, s'élevaient des doctrines neuves, s'accordant au prodigieux élan qui animait l'Europe.

Ainsi, à l'ère des expansions correspondaient toute une série de grandes théories, dont l'influence allait être déterminante sur le destin, proche et lointain, du continent et de la planète. Par une analyse plus précise et plus soigneuse des mécanismes économiques, elles visaient à assurer l'abondance, à favoriser la croissance, à faire aussi le bonheur des peuples, en légitimant le capital et les capitalistes. A une époque où la Philosophie secrète le maté-

rialisme et lutte contre la foi, l'économiste est roi; nous nous efforcerons de déterminer l'ampleur des bouleversements qu'il introduit dans les économies et dans les sociétés de l'ère préindustrielle.

1 — Les fondements d'une nouvelle pensée économique

Les influences

L'influence des faits

Tout courant de pensée est, avant tout, le reflet de conditions objectives, de l'examen critique du milieu. Or, à mesure que le siècle s'avancait, les doctrines du mercantilisme apparaissaient comme de plus en plus inadaptées aux besoins d'une économie en plein essor.

En premier lieu, les thèses dominantes de l'« École », dans leur désir de promouvoir un monde nouveau, dégagé des servitudes et des routines paralysantes de la terre, n'avaient accordé pratiquement aucune attention au facteur agricole. Or, dans cette époque qui cherche des voies neuves, tout en restant attachée à des traditions profondes, l'agriculture conserve, dans la vie des Sociétés et des États, une importance primordiale. Bien plus, les esprits les plus éclairés n'avaient pas tardé à s'apercevoir que les activités du sol, non seulement assuraient l'emploi de l'écrasante majorité des populations, mais que la prospérité agricole, en assumant l'alimentation régulière des masses humaines et la montée de la rente foncière, était la condition même de l'essor commercial et industriel. Il s'agissait donc, dans une période où les crises de subsistances secouent encore durement les économies et les sociétés, de poser des principes susceptibles de rétablir un équilibre que le mercantilisme avait dangereusement rompu. Revenir à l'agriculture, c'était non seulement constater un état de fait, mais c'était aussi permettre un nouveau départ.

Par ailleurs, si les théoriciens du passé avaient prôné le développement du commerce et l'industrialisation, les règles qu'ils avaient établies pour faciliter la réalisation de ce double objectif, justifiables à l'époque de la pénurie, manifestaient, au contraire, à l'époque de l'abondance, un manque de souplesse remarquable. Au moment où, de toutes parts, s'affirment les

initiatives d'entrepreneurs, que pousse la conjoncture, il était malséant, et surtout funeste, de les ligoter dans des prescriptions minutieuses, qui, loin de les protéger, ne faisaient que les entraver. Les activités « secondaire » et « tertiaire » réclamaient, avant tout, pour se développer, d'autres conceptions et des politiques très différentes de celles du passé.

Les influences idéologiques

Les observateurs de l'économie en étaient d'autant plus conscients que, si la réalité quotidienne contredisait de plus en plus fermement les doctrines, les options idéologiques, qui s'étaient affirmées dès la fin du ^{xvii}^e siècle, se précisaient, orientant la réflexion des penseurs économiques et sociaux dans des directions qui s'adaptaient aux besoins des grands propriétaires et des hommes d'affaires.

Si, à mesure que le ^{xviii}^e siècle s'avance, le cartésianisme conserve une grande partie de son influence, imposant sa rationalité à une économie politique plus que jamais soucieuse de démonstration, de calcul, de statistique, donc d'induction, il révèle aussi ses insuffisances, sa méconnaissance de la complexité, de la souplesse ondoyante des choses. Aussi, le relais est-il pris en partie, bien avant 1750, par Malebranche et par Locke, plus tard par Condillac. Alors s'impose aux économistes la philosophie de l'« évidence », qui accorde une forte place aux « sensations », c'est-à-dire à l'observation de la réalité. Ainsi que l'écrit Quesnay : « L'évidence résulte nécessairement de l'observation intime de nos propres sensations; la voie des sens est l'unique source de nos connaissances naturelles et l'unique principe de l'évidence des vérités réelles. »

Plus profonde encore est l'action du newtonisme, qui, dans tous les domaines de la pensée, exerce une royauté incontestée. Des fameux « Principes » sort le souci d'une étude constante et minutieuse des faits, la nécessité de remonter de l'« expérience » vers les causes et les théories générales. L'induction va se conjuguer, chez les économistes comme chez les savants, avec la déduction rationnelle; elle leur permettra, à la fois, d'embrayer sur le réel et d'agir sur lui. Mais le newtonisme est encore bien autre chose; il introduit cette « philosophie de la Nature », qui efface le mécanisme cartésien. De même qu'il existe un « ordre naturel » du monde inanimé et des êtres vivants, il y a un « ordre naturel » des économies et des sociétés. C'est cet ordre qu'il s'agit de retrouver, en dehors de toute morale et de toute religion, pour imprimer à la vie matérielle et sociale des hommes les orientations qui assureront leur bonheur individuel et leur progrès collectif. Une « physique économique » devait se créer, dont les principes ne pouvaient être que révolutionnaires,

car, faisant table rase de toute « autorité », ils prétendaient se fonder sur l'établissement des « lois de la Nature ».

L'antimercantilisme

Dans ces conditions, l'antimercantilisme, au cours de la première moitié du siècle, est d'autant plus agressif que les écoles du passé s'efforcent de se survivre.

Les derniers combats du mercantilisme

Tandis que les vieilles réglementations du passé se maintiennent, et même se renforcent, les disciples attardés de Colbert pullulent sur le continent. Les uns, tels que les Espagnols Ustaritz (1727) et Ulloa (1740), essayent de concilier les doctrines françaises et anglaises, tout en maintenant haut le pavillon quelque peu défraîchi du chrysohédomisme. D'autres, tels que les Italiens Broggia (1743) et Belloni (1750), perpétuent les thèmes usés de la « balance du commerce ». Plus habile que l'Allemand Von Justi, mercantiliste de stricte obédience, dans ses « Économies d'État » (1755), l'Autrichien Sonnenfels (1765) instaure la théorie de la balance des profits, favorable lorsque le commerce extérieur assure l'existence d'un plus grand nombre d'hommes; ainsi, quand l'Autriche importe du Portugal plus de diamants qu'elle n'y exporte de toiles, la balance du commerce lui est adverse, mais celle des profits est, pour elle, bénéficiaire, parce que la production des toiles fait vivre plus d'ouvriers que celle des diamants.

Les néo-mercantilistes français se révèlent plus hardis et plus novateurs. Tout en maintenant les thèmes fondamentaux de la doctrine, ils insistent, de Law à Melon (1734) et à Forbonnais (« Éléments du commerce », 1754; « Recherches et considérations sur les finances de la France », 1758-1759), sur le rôle du crédit. Minimisant la fonction de l'or, tenu pour une « marchandise », ils montrent que sa masse importe moins que sa vitesse de circulation, aussi essentielle à la santé de l'organisme économique que la circulation du sang l'est pour celle du corps humain. La monnaie n'est pour Melon qu'une « richesse représentative », un simple instrument d'acquisition et d'échange, tandis que Forbonnais affirme que, si le numéraire est un « moyen de puissance » entre deux États, le plus riche est celui qui produit plus que l'autre, et non celui qui a le plus d'argent. Si le métal demeure un gage primordial, les émissions de papier proportionnelles aux besoins sont parfaitement admissibles. Forbonnais enfin se déclare partisan d'un libéralisme modéré, de l'affirmation d'une économie de type concurrentiel, visant moins à la puissance de l'État qu'au bien-être des masses.

La contre-offensive

En dépit de ces importantes concessions, l'École s'effondrait sous les coups d'esprits vigoureux. Le banquier anglais Richard Cantillon, dans son « Essai sur la nature du commerce en général » (1755), émettait des doutes sérieux sur les vertus du commerce extérieur, en tant qu'élément continu d'enrichissement national. Il montrait que des échanges constamment croissants provoquaient la hausse des salaires et surtout des prix, et finalement la diminution des ventes à un étranger produisant à meilleur marché. Il faisait remarquer que l'essor commercial entraînait le développement des dépenses de luxe, génératrices de fortes importations et d'hémorragies grandissantes de numéraire. Pour lui, un commerce excessif se tue lui-même et « la trop grande abondance d'argent qui fait, tant qu'elle dure, la puissance des États, les rejette insensiblement, mais naturellement, dans l'indigence ». Aussi, annonçant les physiocrates, Cantillon insistait-il sur la nécessaire prééminence des propriétaires fonciers.

Dans un autre ordre d'idées, David Hume renforçait son action. Dans ses « Discours politiques » (1752), il se faisait l'apôtre d'un régime de libre-concurrence et de libre-échange, qu'il tenait pour le meilleur stimulant des individus et des nations, apportant ainsi une contribution de taille aux futures théories de la croissance. Il insistait par ailleurs sur l'« équilibre automatique » de la balance commerciale, en dehors de tout dirigisme d'État; si une nation perd du métal, ses prix baissent, ses exportations se trouvent stimulées, le déficit se comble et l'hémorragie d'or s'arrête immédiatement. Enfin, tout en portant le coup de grâce au mercantilisme, Hume affirmait la nécessité et la fécondité de la division du travail international, voulu par la nature elle-même, et, fondant la Propriété sur le Travail, il légitimait l'indispensable inégalité de sa distribution, au nom de l'« efficacité ». Ainsi se trouvaient posés des principes neufs, que Hume estimait conformes à la « Nature » et que l'on retrouvera dans le credo des physiocrates et des libéraux.

2 — Les théories du capitalisme agraire —

L'École physiocratique

Vers 1750 le mercantilisme apparaissait comme totalement vaincu, mais les tendances adverses, encore diffuses, éprouvaient le besoin d'une École et d'un corps solide de doctrines.

C'est à ce besoin que répondit, à partir des environs de 1748, la formation du « Parti physiocratique ». L'ambiance générale y était favorable. Dès 1745, le contrôleur général Machault patronnait les idées nouvelles, tandis qu'en 1749 la publication des premiers « Discours » de J.-J. Rousseau et des trois premiers volumes de l'« Histoire naturelle » de Buffon assuraient à la Philosophie de la Nature une audience élargie. C'est en 1751 que Vincent de Gournay était nommé intendant du commerce, et lui aussi était un chaud partisan des doctrines « avancées ». Par ailleurs, tandis que, vers 1756-1759, l'agriculture donnait, en France, des signes évidents de faiblesse et que la banqueroute se révélait menaçante, l'agriculture anglaise et la prospérité britannique faisaient l'admiration de l'Europe. C'était donc outre-Manche qu'il s'agissait de prendre des leçons.

Le grand ouvrage du docteur Quesnay, le « Tableau économique », succédant à une série d'articles d'importance, parus dans l'*Encyclopédie*, « Fermiers », « Grains », et suivi, en 1761, de la « Théorie de l'impôt », donne le branle à un immense mouvement de pensée. Des journaux spécialisés se créent : au *Journal économique*, fondé en 1751, succèdent la *Gazette du Commerce*, le *Journal de l'Agriculture*, les *Éphémérides du Citoyen*, de l'abbé Baudeau, qui orchestrent la propagande. Autour de Quesnay, se groupe une élite de penseurs, et les œuvres d'envergure se multiplient : la « Philosophie rurale », de Mirabeau, en 1763 ; les « Réflexions sur la formation et la distribution des richesses », de Turgot, en 1766 ; l'« Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques », de Mercier de la Rivière, en 1767, tandis que Duhamel du Monceau fondait l'agronomie moderne. En 1768, l'ouvrage de Dupont de Nemours donnait son titre à l'École dans sa « Physiocratie ».

Le Parti put rapidement compter sur l'appui des encyclopédistes, de Diderot, des sociétés d'agriculture, de certains parlements et d'intendants éclairés, voire d'une partie des milieux de la cour. Son influence déborda, dès les années 1770, les frontières du royaume et s'étendit aux limites de l'Europe. Les Despotes Éclairés, petits ou grands, se mirent à l'école de la physiocratie, de Charles III d'Espagne à Gustave de Suède, de Léopold de Toscane à Catherine II et à l'empereur Joseph II, qui fut leur disciple le plus fervent. Les ministres des États prenaient l'avis des économistes, et l'arrivée de Turgot au pouvoir semblait revêtir une signification de haute portée. On vit Baudeau, puis Dupont de Nemours en Pologne, où la ferveur physiocratique était grande, Mercier de la Rivière en Russie, où il fut rapidement déçu, tandis que, sur tout le continent, les penseurs français formaient des disciples.

Le libéralisme « agrarianiste »

Les propositions de base

Des grands thèmes exposés par les physiocrates, les contemporains et les commentateurs les plus anciens ont retenu surtout ceux qui ont trait à l'« agrarianisme », sans toujours en discerner la portée profonde.

Réagissant avec vigueur contre les thèses du mercantilisme, les écrivains insistent sur la « fécondité » de l'agriculture, ce don gratuit de la nature, sur sa primauté aussi. L'agriculture fait, en effet, pour eux, la force des États, en favorisant les « bonnes mœurs » et la croissance démographique; les ressources qu'elle assure sont les plus constantes; surtout, elle est « antérieure » à l'industrie et au commerce et elle est la seule susceptible de fournir un « revenu net ». Par sa richesse perpétuellement renaissante, elle accorde au cultivateur un « vrai revenu », c'est-à-dire un « surplus », qui vient, au-delà des frais de production, s'ajouter au produit total; c'est le surplus qui forme la « rente ». L'agriculture est donc la seule activité dont le produit dépasse réellement les frais de production; la classe vraiment productive est celle des paysans, les seules avances productives sont consacrées à la culture.

Dans ces conditions, toutes les activités économiques apparaissent aux physiocrates comme dérivées, dépendantes, secondaires. L'industrie est pour eux « stérile »; elle ne peut se développer que par les matières premières que l'agriculture lui fournit; elle ne reproduit pas et se contente de transformer, s'additionnant des richesses déjà existantes; elle ne fournit donc pas de véritable produit net et les artisans sont, en fait, les « hommes à gages » des propriétaires. Quant au commerce, il n'a aucun pouvoir créateur et se contente de « transporter », alors que l'industrie ne fait que « transformer »; les agents de l'échange n'introduisent, dans le circuit économique, aucun accroissement de richesse, qu'ils troquent des marchandises contre d'autres marchandises ou contre de l'argent.

La « grande agriculture »

Aussi, est-ce l'agriculture qu'il s'agit de favoriser avant tout, et seule une « grande agriculture » est capable d'assurer la prospérité de l'État. C'est-à-dire une agriculture fondée sur la grande propriété et surtout sur la grande exploitation, sur les « grosses fermes »; une exploitation si possible d'un seul tenant, dégagée de tous les « usages » du passé et de toutes les contraintes collectives, profitant des avantages de l'individualisme agraire le plus total. Le maître sera entièrement libre de mener ses spéculations à son gré.

Cette grande agriculture, qui sera une agriculture fortement pourvue de capitaux, et très moderne, profitant de tous les perfectionnements de la science agronomique, devra être une agriculture rémunératrice. Le « bon prix » des grains sera l'une des conditions majeures de sa prospérité; les « revalorisateurs » préconisent un redressement général des prix céréaliers, seul susceptible d'assurer au producteur des revenus substantiels et au grand propriétaire le « produit net ». Pour favoriser l'établissement de ces « bons prix », le gouvernement assurera la libre circulation des grains, qui permettra l'égalisation et la régularisation des prix sur un marché véritablement « national ». Il favorisera aussi leur libre exportation, même au détriment des consommateurs, étant bien entendu que la puissance des riches doit faire le bonheur des pauvres. Quant à l'industrie, elle sera chargée de fournir aux paysans et aux propriétaires les produits qui leur sont nécessaires à bas prix, et les producteurs seront soumis au régime de la concurrence absolue. « Laissez faire, laissez passer », sera un des grands slogans de l'École.

L'ordre social

La « nation agricole » devra faire de ses membres essentiels, les propriétaires, ses vrais citoyens; car eux seuls jouissent d'un véritable revenu, disposent seuls de biens tangibles, qui les attachent physiquement et moralement au sol. La richesse foncière, et non plus la noblesse de race, doit fonder leur dignité. Sans doute, ceux-ci, en tant que tels, devront supporter la charge de l'impôt unique, qui sera un impôt foncier. Mais ils seront placés à la tête de l'ordre social.

La société doit s'accorder à l'« ordre naturel », voulu par la divinité pour le bonheur des hommes, qui sont tenus d'apprendre à le connaître et à s'y conformer. Elle est dirigée par un souverain, chef des propriétaires et grand propriétaire lui-même, qui doit assurer à ses membres, sous un gouvernement à la fois absolu et tempéré, un certain nombre de droits fondamentaux. La propriété y est sacrée et inviolable, strictement héréditaire; elle s'allie à une liberté indéfinie dans tous les domaines : liberté individuelle, voire religieuse, liberté du travail, du commerce — c'est-à-dire libre-échange. Par contre, l'inégalité y est « structurelle », et, comme l'écrit Mercier de la Rivière, « la loi de propriété se trouve nécessairement exclusive de l'égalité ». La société, telle que les physiocrates la conçoivent, est une société capitaliste, où les salariés se trouvent réduits à la portion congrue. S'ils affirment que les « bons prix », en enrichissant les propriétaires, assurent plus d'ouvrage aux travailleurs, ils estiment que les rémunérations perçues par ceux-ci doivent être aussi basses que possible. Le salaire doit être ramené au minimum vital,

à ce qui est nécessaire au tâcheron pour lui permettre de subsister et de reproduire sa force de travail; on y parviendra grâce à la concurrence qui s'établit entre salariés. La physiocratie annonce ainsi la fameuse « loi d'airain » du XIX^e siècle.

La physiocratie et les origines du système capitaliste

La circulation des capitaux

Ainsi, les thèses « agrariennes » de la physiocratie mettaient en avant quelques-uns des thèmes fondamentaux du libéralisme du XIX^e siècle. Mais la contribution de l'École à la formation du système capitaliste se révélait encore plus poussée.

Le « Tableau économique », dans cette perspective, apparaît comme le premier « modèle » du capitalisme, comme un exemple remarquable du mode de production, de circulation et de reconstitution des capitaux et des revenus à l'intérieur d'un régime qu'il pressent. Dans un schéma qui est resté, à juste titre, célèbre, il montre comment le jeu des achats et des revenus entre la classe productive — celle des agriculteurs —, la classe stérile — celle des artisans — et la classe dominante — celle des propriétaires — parvient à assurer, d'une année sur l'autre, et sans aucune déperdition de forces, en dépit des dépenses effectuées par les trois groupes principaux, le rétablissement de la « rente foncière » et la récupération des « avances ». C'est un circuit perpétuel, sans aucune « usure ».

Sans doute, Quesnay et ses disciples, aux yeux des économistes modernes, ont méconnu la nature du profit et n'ont pas su voir que le revenu du propriétaire est un prélèvement sur le revenu du fermier, que le profit lui-même existe aussi bien dans l'industrie et le commerce que dans l'agriculture. L'École a, d'autre part, une idée très matérielle des « richesses », ignore la notion « sociale » de valeur et méprise le rôle stimulant du commerce, l'influence créatrice de l'industrie, tandis qu'elle distingue mal le capital fixe du capital circulant. Cependant, la construction intellectuelle, qu'elle édifie audacieusement, se révèle d'une très grande importance. Elle montre que, dans le mode de production capitaliste, tout le mécanisme de l'activité économique dépend de l'initiative des détenteurs de capitaux, seuls capables de faire les avances nécessaires au « démarrage ». Le capital se voit, ainsi, attribuer, par l'investissement, un rôle directeur, la force de travail étant reléguée dans une situation subordonnée et passive, celle d'une marchandise.

L'investissement et la croissance

Les doctrines physiocratiques sont celles de la croissance, et, dans ce domaine, elles revêtent une très longue portée. Dans la perspective des idées de Quesnay, les propriétaires, qui épargnent une partie de leur revenu, l'utilisent sans doute en biens de consommation, mais l'investissent aussi sous la forme d'amendements et de matériel agricole. Les fermiers, de leur côté, achètent des instruments aratoires. On assiste à un accroissement illimité des revenus et des capitaux, et le progrès économique, conséquence de ces effets d'entraînement mutuel, apparaît indéfini. La croissance, l'expansion économique sont des phénomènes inhérents à un système, qui meurt dans la stagnation, et qui doit entraîner un développement constant du revenu national.

3 — Les fondements de l'économie et de la société industrielles _____

Les origines de l'École libérale

Cependant, à la fin des années 1770, la physiocratie avait pratiquement épuisé l'essentiel de son arsenal, et elle se heurtait à des résistances de plus en plus vives. Une fraction importante des philosophes prenait parti contre ses doctrines : Rousseau se révoltait contre le « Despotisme légal » et Voltaire caricaturait les idées de Quesnay dans « L'Homme aux quarante écus ». Les commerçants et les industriels refusaient de se trouver ravalés au second plan et leur défenseur, Dangeul, écrivait : « Les artisans produisent une valeur qui n'existait pas ». Il faisait remarquer, par ailleurs, que la France était en train de devenir une nation industrielle. De leur côté, les financiers, les petits propriétaires et les métayers se jugeaient sacrifiés.

De fait, la réaction anti-industrialiste était allée trop loin et les élites pensantes sentaient bien qu'un nouvel équilibre idéologique était devenu nécessaire qui, sans renier un certain nombre d'idées fécondes lancées par les physiocrates, permettrait une analyse plus poussée d'un monde en rapide mutation. Or, l'Angleterre était fort bien placée pour être le siège de doctrines plus avancées, car, de tous les pays d'Europe, elle était celui dont l'industrie était la plus puissante, la plus propice au « démarrage » du phénomène d'industrialisation, celui aussi où les oppositions se révélaient les plus profondes entre les patrons et les salariés des grandes entreprises.

C'est dans ce « climat » que l'œuvre exceptionnelle d'Adam Smith revêt toute sa portée. Écossais d'origine, étudiant à Glasgow, puis à Oxford, destiné à l'état ecclésiastique, mais attiré par les philosophies « avancées », Smith avait été nommé à l'université d'Édimbourg, où il enseignait la théologie naturelle, l'éthique, la jurisprudence et l'économie politique. Domaine sans bornes, que seules son immense culture et sa grande puissance de travail lui avaient permis de maîtriser. Disciple assidu de Newton et de la philosophie de la Nature, de Berkeley et de Hume, il avait publié, dès 1759, sa « Théorie des sentiments moraux », où il posait les premiers jalons de son futur système, insistant sur l'impossible conciliation entre liberté et égalité sociale. Dès 1763, dans ses cours de Glasgow, il systématisait le rôle du capital dans la production, poussant le plus loin possible les analyses des physiocrates, dont il rencontrera quelques-uns des représentants les plus célèbres, lors d'un long séjour qu'il effectuera en France de 1764 à 1766.

Rentré dans son pays, Smith s'efforça, au prix d'un labeur acharné, de mettre sur pied un grand ouvrage, qui devait faire la synthèse du monde présent comme du monde à venir. C'est ainsi que parut, en 1776, un des livres majeurs de la jeune science économique: les « Recherches sur la Nature et sur les causes de la richesse des nations » devaient constituer la « Bible du libéralisme »; elles représentaient un apport capital à la définition des ressorts de ce qui va être la « société industrielle ».

Les bases économiques de la société industrielle

Le travail et la valeur

Pour Adam Smith, c'est le travail qui constitue la base de la puissance économique. Mais ce travail, pour être efficace, doit être « divisé » entre des producteurs spécialisés. Selon le célèbre exemple de la manufacture d'épingles, si un homme se propose d'extraire la matière première du sol, il ne parviendra à fabriquer qu'une épingle en un an; s'il a du fil de laiton à sa disposition, il sortira 20 épingles par jour; si le travail est divisé, c'est 2 000 épingles par ouvrier et par jour qui seront produites. Ainsi, la division du travail augmente l'habileté des travailleurs, grâce à leur spécialisation de plus en plus stricte, procure une économie de temps, permet l'utilisation des machines.

Le travail, réparti de cette façon, est donc créateur de richesse, et, par conséquent, de valeur. Avant Adam Smith, la valeur était, le plus souvent, assimilée à l'utilité; l'auteur de « la richesse des nations » distingue, le premier, la valeur d'usage, fondée sur l'utilité sociale, sur des faits objectifs, sur un

besoin universel (l'air, l'eau), et la valeur d'échange, qui entre seule en ligne de compte dans la vie économique. Ainsi s'élabore la notion de la valeur-travail, dont la portée sera immense : chaque marchandise est revêtue d'une valeur, qui correspond au travail nécessaire à sa production. Le système capitaliste, fondé sur l'échange des marchandises, exige que les produits s'échangent en raison de leur valeur-travail. N'oublions pas que c'est en partant de ces notions, dont Smith ne saura pas tirer toutes les conséquences qu'elles portaient en elles, que Marx fondera ses thèses majeures sur la « plus-value ».

Le rôle du capital et la croissance

Cependant, dans cette perspective, le rôle du capital est primordial, car son usage permet d'augmenter la productivité du travail. Analysant la dépense de capital, Smith distingue le capital fixe, c'est-à-dire les équipements, et le capital circulant, formé de matières premières et de salaires. L'accumulation du capital et son investissement apparaissent donc comme les moteurs essentiels de l'économie; ils sont les résultats de l'épargne des classes riches et engendrent l'augmentation du nombre des travailleurs, l'accroissement de leur efficacité; ils se placent à l'origine de l'enrichissement et de la croissance.

Smith, allant plus loin encore, fournit un « modèle » de la croissance. Les capitaux se forment et s'investissent d'abord dans l'agriculture; à ce point de vue, comme à bien d'autres, le maître de Glasgow n'est pas un « industriel » intransigeant, et il subit très fortement l'influence de la physiocratie. Pour lui, la rente foncière reste capitale et l'investissement foncier demeure originellement le plus avantageux. Toutefois, au bout d'un certain temps, la rentabilité diminue dans ce secteur; les capitaux se fixent dans l'industrie, puis dans le commerce.

Tous ces emplois et ces transferts doivent se faire, selon l'« ordre naturel », dans la liberté la plus absolue, aussi bien du travail que des mouvements commerciaux. L'intervention de l'État est non seulement inutile, mais funeste, car elle brise la croissance, en détournant le capital des emplois vers lesquels il se serait spontanément dirigé. Le libre-échange constitue le meilleur stimulant pour l'industrie, par un élargissement constant des débouchés; il entraîne, en même temps, une heureuse division du travail international.

Le profit et le salaire

Si le prix mesure le travail, il assure aussi l'adaptation automatique de l'offre et de la demande. La production excessive d'une marchandise en fait

baisser le prix et amène les entrepreneurs à réduire leur production ; inversement, si une production se révèle insuffisante, les prix montent, incitant à produire. Surtout, le prix inclut le profit, qui représente un « prélèvement » légitime sur la valeur créée par le travail. Il est, pour le patron, la rémunération du risque, sans commune mesure avec le salaire ; selon l'intensité du risque, le profit est plus ou moins élevé, tandis que l'intérêt, portion du profit cédée par l'entrepreneur au prêteur pour avoir la disposition d'un capital, est rémunéré à un taux fixe et inférieur à celui du profit. De même nature est la rente foncière, différence entre le prix de la récolte et la somme des salaires et frais payés pour obtenir cette récolte ; la rente du sol n'est donc pas un « don de la nature », mais, elle aussi, un prélèvement sur la valeur créée par le travail, résultant de la situation de monopole du propriétaire, qui donne sa terre au plus offrant.

Opposé au profit, le salaire, prix du travail, est le résultat d'une lutte inégale entre dominants et dominés ; ainsi que l'a écrit fort bien Smith : « A la longue..., l'ouvrier est aussi nécessaire au maître que le maître à l'ouvrier ; mais le besoin qu'ils ont l'un de l'autre n'est pas aussi urgent ». Aussi, le salaire est-il fixé au taux le plus bas, bien que, dans les économies en expansion, il ait tendance à s'élever.

Finalement, si l'on peut distinguer le travail productif, qui ajoute à la valeur des choses, et le travail improductif — celui des services —, l'opposition fondamentale se dessine entre les travailleurs, qui assurent la reconstitution du capital, et les non-travailleurs — propriétaires, entrepreneurs, capitalistes —, qui se partagent les profits et entretiennent les travailleurs. Ainsi, la société est marquée par les conflits d'intérêts : conflits entre salariés et employeurs, entre industriels et agrariens ; conflits aussi entre les intérêts des propriétaires et des salariés d'une part, dont les revenus s'accroissent en même temps qu'augmente la richesse générale, des marchands et des industriels d'autre part, dont les taux de profit diminuent quand la richesse générale monte. Smith n'est, en effet, nullement un défenseur systématique des commerçants et des industriels ; il éprouve quelque sympathie pour les révoltes ouvrières. Mais, s'il reconnaît les imperfections du système, il se garde bien de le combattre, car il pense que les vertus qu'il porte en lui surpassent de beaucoup les vices qu'il engendre.

La glorification de l'individualisme

Adam Smith estime que le régime économique et social qui se crée permet à l'individu de développer, en toute liberté, ses virtualités. L'intérêt personnel lui apparaît comme le moteur des activités, et la conjonction de tous

les égoïsmes suffit à engendrer le progrès général. Il se rattache aux doctrines de l'« utilité » qui, issues du célèbre traité de Galiani (« *Della Moneta* »), et des idées de Condillac (« *Le Commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre* », 1776), aboutissent à Bentham. Selon le maître du « radicalisme philosophique » (« *Principes de morale et de législation* », 1789), l'homme recherche avant tout ce qui lui est utile et agréable. La « loi de nature » est de désirer le bonheur et l'égoïsme constitue la base de l'économie ; d'ailleurs l'individu, en agissant dans le sens de son intérêt, rend service à la société tout entière.

Le dernier aboutissement de la doctrine est un hymne à l'individualisme créateur, un refus de l'idéalisme, un appel au choc des intérêts, pour le plus grand bien des dominants et des forts. La philosophie de l'Histoire elle-même, avec Herder (« *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* », 1784-1791), lui apporte l'appui de son autorité, en estimant que l'inégalité temporaire qui résultera de la victoire du capitalisme est une phase nécessaire dans l'évolution humaine. La pensée la plus haute enfin, celle de Kant dans sa « *Critique de la raison pure* » (1781) et dans sa « *Critique du jugement* » (1790) tient l'inégalité sociale pour l'élément d'une finalité plus haute, qui assure le développement des facultés humaines. Enfin, le pasteur anglais Malthus, dans son fameux « *Essai sur le principe de la population* », tout en prévoyant un décalage croissant et tragique entre la croissance arithmétique des subsistances et l'essor, suivant une progression géométrique, de la population, accepte froidement que la mort fasse disparaître les « convives excédentaires au festin de la vie » ; l'inégalité des fortunes lui apparaît fatale, voire nécessaire ; la pauvreté lui semble un déshonneur, fruit de la « paresse », et toute législation sociale est condamnée par lui, sous prétexte qu'elle favorise la natalité.

4 — Les résultats

La lutte pour le libéralisme économique

De telles théories bouleversaient l'ensemble des conceptions sur lesquelles avaient vécu, depuis des siècles, les sociétés et les économies de l'ère pré-industrielle. Elles engendraient fatalement toute une série d'actions visant à briser les entraves qui s'opposaient au libre jeu des forces économiques.

Lutte difficile entre toutes que ce combat mené par les tenants de la physiocratie et des idées de Smith, et qui se heurtent partout à de vives résistances. N'oublions pas que, dans cette Grande-Bretagne qui est à la tête du progrès, les Actes de Navigation resteront en vigueur jusqu'en 1849 et que la East India Company reste une puissance. Dans tous les États européens, le régime de l'exclusif, le protectionnisme, les douanes intérieures subsistent; à partir de 1778, l'Espagne, pour protéger ses industries renaissantes, renforce tout un arsenal de droits et de tarifs digne du colbertisme.

Cependant, la pression de la liberté se révélait irrésistible, parce qu'elle était dans l'ordre des choses. Tandis que l'individualisme agraire progressait de l'Espagne à la Suède, la réglementation industrielle s'affaiblissait : à ce point de vue, la célèbre « bataille des toiles peintes », en France (1759), est symptomatique, et les lettres patentes de 1779 établissent la libre fabrication des étoffes, tandis que l'édit de Turgot, abolissant les corporations, en 1776, correspondait à un mouvement européen. Non moins significatifs étaient les édits de 1763-1764 et de 1774 sur la libre circulation et sur l'exportation des grains, dont le retentissement fut considérable, et non moins importantes furent les premières mesures de libération des échanges internationaux. Tandis que l'Espagne ouvrait en 1778, à la suite d'une longue évolution, son Empire américain au libre trafic de l'étranger, la France assouplissait le Pacte colonial et, en 1784, grâce à Calonne, entrebâillait ses ports antillais. Elle concluait enfin, en 1786, avec la Grande-Bretagne, le célèbre traité de commerce, qui devait susciter tant de controverses et qui aurait pu inaugurer, 74 ans avant le traité de 1860, l'ère du libre-échange dans le monde.

Les premières réactions contre l'individualisme

En même temps, par un mouvement antagoniste, mais logique, la froide cruauté du système qui s'élevait engendrait les premières réactions d'un socialisme qui se cherchait, ainsi que d'un évangélisme qu'horrifiait la montée des égoïsmes et des appétits. Déjà Morelly, dans son « Code de la nature » (1755), développant les idées de Rousseau, avait prôné la suppression de la propriété individuelle et l'établissement d'une société communiste, réduisant la liberté des citoyens pour favoriser l'égalité. Mably, estimant que la grave erreur des physiocrates avait été d'assimiler l'ordre économique et social à l'ordre physique, déclarait, en 1768, que l'égalité et la communauté des biens étaient seules conformes à l'ordre naturel; au nom de la justice sociale, il réclamait des « lois agraires ». De l'autre côté de la Manche, William Godwin, dans son « Essai sur la justice politique », critiquait, au nom de l'utilité

sociale, le droit de propriété. Hostile à l'individualisme, il réclamait, au nom de la solidarité humaine, une nouvelle répartition des biens en fonction des besoins, découvrant ainsi une des formules majeures des socialismes de l'avenir.

Bien avant lui, dès 1740, le pasteur anglais Wesley fondait le méthodisme, et lorsqu'il mourut en 1792, la secte comptait 71 000 fidèles groupés en cellules locales, en « unions » et en « circuits régionaux » ; allant directement au prolétariat souffrant des villes et des campagnes, agissant par la parole, au sein de « meetings populaires », Wesley et ses disciples prônaient, contre la sécheresse de l'Église établie, une religion du cœur et de la solidarité humaine, et, contre la division funeste de la société en groupes opposés, génératrice de misère et de souffrance, ils réclamaient l'harmonie des classes, qui, à leurs yeux, était seule susceptible de briser les intérêts particuliers, d'éviter la révolution, d'assurer le progrès humain.

L'idéologie couronnait toute une évolution et en préparait une autre. Tandis que les économies et les sociétés du passé se survivaient à elles-mêmes, des systèmes révolutionnaires glorifiaient l'individu contre la communauté, opposaient la liberté à la règle, exaltaient la puissance du capital vivant contre la richesse morte, substituaient à une inégalité établie par la tradition une autre inégalité, plus cruelle encore. Dès lors, les forces neuves qui s'épanouissaient en Europe et à travers le monde disposaient d'armes idéologiques infiniment puissantes et efficaces. Elles allaient rapidement les employer pour poser les bases des « sociétés industrielles de l'avenir ».

DOCUMENTS

61. Les conditions de l' "ordre économique-politique", selon Quesnay

Que l'autorité souveraine soit unique, et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers; car l'objet de la domination et de l'obéissance est la sûreté de tous, et l'intérêt licite de tous...

Que la nation soit instruite des lois générales de l'ordre naturel, qui constituent le gouvernement évidemment le plus parfait. L'étude de la jurisprudence humaine ne suffit pas pour former les hommes d'État; il est nécessaire que ceux qui se destinent aux emplois de l'administration soient assujettis à l'étude de l'ordre naturel le plus avantageux aux hommes réunis en société. Il est encore nécessaire que les connaissances pratiques et lumineuses que la nation acquiert par l'expérience et la réflexion se réunissent à la science générale du gouvernement; afin que l'autorité souveraine, toujours éclairée par l'évidence, institue les meilleures lois et les fasse observer exactement pour la sûreté de tous, et pour parvenir à la plus grande prospérité possible de la société.

Que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique source des richesses, et que c'est l'agriculture qui les multiplie. Car l'augmentation des richesses assure celle de la population; les hommes et les richesses font prospérer l'agriculture, étendent le commerce, animent l'industrie, accroissent et perpétuent les richesses...

Que la propriété des biens-fonds et des richesses mobilières soit assurée à ceux qui en sont les possesseurs légitimes; car la sûreté de la propriété est le fondement essentiel de l'ordre économique

de la société. Sans la certitude de la propriété, le territoire resterait inculte. Il n'y aurait ni propriétaires, ni fermiers pour y faire les dépenses nécessaires, pour le mettre en valeur et pour le cultiver, si la conservation du fonds et des produits n'était pas assurée à ceux qui font les avances de ces dépenses. C'est la sûreté de la possession permanente qui provoque le travail et l'emploi des richesses à l'amélioration et à la culture des terres et aux entreprises du commerce et de l'industrie...

Que l'impôt ne soit pas destructif ou disproportionné à la masse du revenu de la nation; que son augmentation suive l'augmentation du revenu; qu'il soit établi immédiatement sur le produit net des biens-fonds, et non sur le salaire des hommes, ni sur les denrées, où il multiplierait les frais de perception, préjudicierait au commerce et détruirait annuellement une partie des richesses de la nation. Qu'il ne se prenne pas non plus sur les richesses des fermiers des biens-fonds; car les avances de l'agriculture d'un royaume doivent être envisagées comme un immeuble qu'il faut conserver précieusement pour la production de l'impôt, du revenu et de la subsistance de toutes les classes de citoyens; autrement, l'impôt dégénère en spoliation et cause un dépérissement, qui ruine promptement un État...

Qu'une nation, qui a un grand territoire à cultiver et la facilité d'exercer un grand commerce des denrées du cru, n'étende pas trop l'emploi de l'argent et des hommes aux manufactures et au commerce de luxe, au préjudice des

travaux et des dépenses de l'agriculture; car préférablement à tout, le royaume doit être bien peuplé de riches cultivateurs.

Que chacun soit libre de cultiver, dans son champ, telles productions que son intérêt, ses facultés, la nature du terrain, lui suggèrent, pour en tirer le plus grand produit possible...

Que les terres employées à la culture des grains soient réunies, autant que possible, en grandes fermes, exploitées par de riches laboureurs; car il y a moins de dépense pour l'entretien et la réparation des bâtiments, et, à proportion, beaucoup moins de frais et beaucoup plus de produit net dans les grandes entreprises d'agriculture que dans les petites...

Qu'on ne fasse point baisser le prix des denrées et marchandises dans le royaume... Telle est la valeur vénale, tel est le revenu : abondance et non-valeur n'est pas richesse. Disette et cherté est misère. Abondance et cherté est opulence...

Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce; car la police du commerce intérieur et extérieur la plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à la nation et à l'État consiste dans la pleine liberté de la concurrence.

François QUESNAY, « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole », 1767; in *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris, I.N.E.D., 1958, t. II, pp. 949-955.

62. Origines du profit et de la rente foncière

Aussitôt qu'il y aura des capitaux accumulés dans les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ces capitaux à mettre en œuvre des gens industriels, auxquels ils fourniront des matériaux et des subsistances, afin de faire un profit sur la vente de leurs produits, ou sur ce que le travail de ces ouvriers ajoute de valeur aux matériaux. Quand l'ouvrage fini est échangé, ou contre de l'argent, ou contre du travail, ou contre d'autres marchandises, il faut bien qu'en outre de ce qui pourrait suffire à payer le prix des matériaux et les salaires des ouvriers, il y ait encore quelque chose de donné pour les profits de l'entrepreneur de l'ouvrage, qui hasarde ces capitaux dans cette affaire. Ainsi, la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye les salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur...

... Le fermage, considéré comme le prix payé pour l'usage de la terre, est naturellement le prix le plus élevé que

le fermier est en état de payer, dans les circonstances où se trouve la terre pour le moment. Lors de la stipulation des clauses du bail, le propriétaire fait tout ce qu'il peut pour ne lui laisser d'autre part dans le produit, que celle qui est nécessaire pour remplacer le capital qui fournit la semence, paye le travail, achète et entretient les bestiaux et autres instruments de labourage, et pour lui donner en outre les profits ordinaires que rendent les fermes dans le canton. Cette part est évidemment la plus petite dont le fermier puisse se contenter sans être en perte, et le propriétaire entend rarement lui en laisser davantage.

... Le fermage de la terre, considéré comme le prix payé pour l'usage de la terre, est donc naturellement un prix de monopole.

A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, trad. franç., 1843, I, pp. 66 et 187; cité par H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, P.U.F., 1966, pp. 188-189.

63. Les données fondamentales de l'activité économique dans les sociétés évoluées : valeur, travail, profit

Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les choses nécessaires, les commodités et les agréments de la vie. Mais la division une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un homme puisse obtenir directement par son travail; c'est du travail d'autrui qu'il lui faut attendre la plus grande partie de toutes ses jouissances; il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter.

Ainsi, la valeur d'un produit quelconque, pour celui qui le possède, et qui n'entend pas en user ou le consommer lui-même, mais qui a l'intention de l'échanger pour autre chose, est égal à la quantité de travail que ce produit le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise.

Le prix réel de chaque chose, ce que chaque chose coûte réellement, à celui qui veut se la procurer, c'est le travail et la peine que nécessite son acquisition. Ce que chaque chose vaut réellement pour celui qui, l'ayant acquise, désire l'aliéner ou l'échanger contre autre chose, c'est le travail et la peine que la possession de cette chose peut lui épargner et qu'elle lui permet d'imposer à d'autres... Le travail a été le premier prix, la monnaie d'achat originaire, payée pour toutes choses. Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du Monde ont été achetées originairement, et leur valeur, pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est précisément égale à la quantité de travail qu'elles les mettent en état d'acheter ou de commander.

... Des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il sacrifie la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. Le prix qu'il paye doit être toujours le même, quelle que soit la quantité de produits qu'il reçoive en récompense de son travail. Ce prix, à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une moindre quantité de produits, mais c'est la valeur de celle-ci qui varie, et non celle du travail qui les achète. En tous temps et en tous lieux, ce qui est cher, c'est ce qui est difficile à obtenir ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir; et ce qui est bon marché, c'est ce qu'on peut se procurer aisément, ou avec très peu de travail. Ainsi, le travail seul... est la seule mesure réelle et définitive, qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est leur prix réel, l'argent n'est que leur prix nominal...

Dans cet état primitif et grossier de la société, qui précède à la fois l'accumulation du capital et l'appropriation du sol, la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est, à ce qu'il semble, la proportion entre les quantités de travail nécessaires pour acquérir les différents objets d'échange... Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier au travailleur, et la quantité de travail communément employée pour produire ou acquérir une marchandise est la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail qu'elle devra com-

munément acheter, commander, ou obtenir en échange.

Aussitôt qu'il y aura un capital accumulé dans les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ce capital à mettre en œuvre des gens industriels, auxquels ils fourniront des matériaux et des subsistances, afin de faire un profit sur la vente de leurs produits ou sur ce que le travail de ces ouvriers ajoute à la valeur des matériaux... Ainsi la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout, en ce cas, en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits de leur employeur, d'après le capital total de matériaux et de salaires qu'il a avancé... Dans cet état de choses, le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il lui faut, le plus souvent, le partager avec le propriétaire du capital qui le fait travailler. La quantité de travail communément employée pour acquérir ou produire une marchandise n'est plus la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail qu'elle pourra communément acheter, commander ou obtenir en échange. Une quantité additionnelle est évidemment due pour le profit

du capital qui a avancé les salaires et qui a fourni les matériaux de ce travail.

Aussitôt que le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à récolter là où ils n'ont pas semé, et ils demandent une rente, même pour les produits naturels. Le bois des forêts, l'herbe des champs et tous les fruits naturels de la terre, qui, lorsque le sol était en commun, ne coûtaient au travailleur que la peine de les cueillir, viennent à lui pour recevoir un prix additionnel. Il faut qu'il paye pour avoir la permission de les cueillir et il faut qu'il abandonne au propriétaire du sol une partie de ce que son travail produit ou récolte. Cette portion, ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion, constitue la rente de la terre... et forme une troisième composante du prix...

Dans toute société, le prix de chaque marchandise se résout finalement en quelqu'une de ces trois parties ou en toutes trois, et, dans les sociétés civilisées, ces parties entrent toutes trois, plus ou moins, comme parties composantes, dans le prix de la plupart des marchandises.

Adam SMITH, *La Richesse des nations*, livre I, chap. V.

64. La liberté économique

Si on suit les sociétés dans leurs progrès, si l'on examine suivant quel ordre et par quel moyen les richesses s'y forment et s'y distribuent, on y verra l'intérêt particulier de chaque individu le porter à s'occuper d'améliorer sa fortune. S'il est agriculteur, ses épargnes, employées à des entreprises de culture, serviront à augmenter le produit de ses terres, à multiplier par conséquent la masse des denrées, à en procurer l'abondance, à en diminuer le prix. Est-ce par son travail, par son industrie qu'il peut

acquérir des richesses? Il cherchera les moyens de pouvoir, dans un même temps, ou produire plus d'ouvrage, ou faire des ouvrages plus parfaits et d'une plus grande valeur, et par conséquent à augmenter la somme totale de ces valeurs et à faire baisser le prix particulier de chaque objet. Le commerçant cherchera, par des spéculations plus adroites, à se procurer la facilité de vendre à plus bas prix les mêmes denrées, ou d'en fournir de meilleures au même prix; il tâchera de prévoir les besoins des habi-

tants du pays où s'étend son commerce, et de fournir à ces besoins pour un prix qui lui fasse obtenir la préférence. Les capitalistes, pour tirer de leurs fonds un plus grand revenu, les emploieront dans les entreprises de commerce et d'industrie, et leur donneront une activité utile au bien général... Ainsi, dans toutes les classes de la société, l'intérêt particulier de chacun tend naturellement à se confondre avec l'intérêt commun, et, tandis que la justice rigoureuse oblige de laisser jouir chaque individu de l'exercice le plus libre de sa propriété, le bien

général de tous est d'accord avec ce principe de justice...

... Quel droit peut donc avoir la société sur ces objets? Instituée pour conserver à l'homme ses droits naturels, obligée de veiller au bien commun de tous, la justice, l'intérêt public lui prescrivent également de borner la législation à protéger l'exercice le plus libre de la propriété de chacun, à n'établir aucune gêne, à détruire toutes celles qui subsistent, à empêcher que la fraude ou la violence n'en imposent de contraires aux lois.

CONDORCET, *Œuvres complètes*, t. V.

65. La réaction contre le libéralisme économique

« OBSERVATIONS SUR LE TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE »
(PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN, 1788)

Les alarmes du commerce s'accroissent tous les jours et deviennent des maux réels, par la vente la plus active de tous les articles des manufactures anglaises, qui peuvent entrer en concurrence avec ceux de nos fabriques. Il n'est aucun article de consommation habituelle, dont l'Angleterre n'ait déjà approvisionné et comblé les magasins de la France et particulièrement ceux de cette province; le plus grand nombre de ces articles donne aux Anglais une prépondérance victorieuse.

Il est affligeant de voir les fabricants, qui souffrent de cette rivalité, déjà diminuer successivement le nombre de leurs ouvriers, et des manufactures intéressantes céder, d'une autre manière, à ce fléau, en substituant à la vente des articles de leurs propres ateliers celle des articles anglais, qu'ils font venir à l'état de fabrication, où ils peuvent être établis en Angleterre à meilleur marché, n'ayant à recevoir qu'une dernière main. Ces marchandises reçoivent une préparation agréable pour la consommation; on les

nomme, on les marque et on les vend comme françaises, ce qui cause un préjudice infini à l'industrie nationale.

La Chambre appréhende l'effet immédiat de l'introduction des cotons anglais, dont la perfection, la préparation, le mérite de la filature, joints au bon marché, ont déjà procuré une vente immense...

Manchester est le Rouen de l'Angleterre; l'immense fabrication de cotonnades, l'industrie de leurs manufacturiers, leur activité, la ressource de leurs inventions mécaniques leur permettent de nous vendre de 10 à 15 % meilleur marché. Tout, dans leur fabrication, prouve la richesse des maîtres manufacturiers et la sollicitude du gouvernement à soutenir et favoriser leur industrie.

En général, leurs étoffes et leurs toiles sont plus fines, d'une filature plus égale et plus belle que les nôtres; cependant elles sont à plus bas prix, ce qui provient du secours de ces mécaniques à carder et à filer le coton, d'une exécution parfaite et très expéditive...

· · · · ·
Nous ne connaissons aux Anglais, pour leurs manufactures de toiles, d'autres inventions pour simplifier le travail que la navette volante et le moulin à lin (*flax mill*), parce que la nature des fibres du lin ne se prête point à l'application de machines à filer et à carder; cependant, on nous assure qu'ils ont trouvé le moyen, grâce aux moulins à eau, de tisser plusieurs pièces de toile à la fois et sur les mêmes métiers.

Le prix des charbons a quelque importance pour la fabrication des cotonnades. Les habitants de Manchester paient leur charbon 9 shillings ¹ la tonne de 2 000 livres (françaises), tandis qu'à Rouen il coûte de 47 à 50 livres la tonne.

· · · · ·
La situation de la France ne peut être assez méditée dans la circonstance actuelle; dans le même temps que la consommation de ses habitants, ce premier aliment naturel et nécessaire de sa

propre industrie devient un tribut pour l'Angleterre, elle qui a porté ses manufactures au plus haut degré de perfection, les fabricants et ouvriers français, découragés, sans travail et sans pain, pourraient offrir une conquête facile à l'Espagne, qui, plus éclairée à présent sur les moyens réels d'accroître sa prospérité et sa gloire, développe avec énergie le désir d'augmenter sa population, d'étendre et perfectionner son agriculture, d'acquérir une industrie nécessaire pour suffire à ses propres besoins et exclure, autant qu'il sera possible, de ses marchés les objets des fabrications étrangères. On nous assure que les ouvriers de nos provinces méridionales passent successivement dans les différentes manufactures qui s'élèvent en Espagne; émigration qui ne peut que s'accroître, par les effets mêmes du traité de commerce avec l'Angleterre...

Cité par Arthur YOUNG, *Voyages en France*, édit. H. Sée, pp. 929-934.

1. Le 2 janvier 1789, le change sur Londres s'établissait à raison de 29 1/6 pence pour un écu de 3 livres, ce qui portait le cours de la livre sterling à 25 livres tournois de France. Le sterling contient 20 shillings, et le shilling 12 pence.

Troisième partie

Les origines des sociétés industrielles

La transformation des techniques des transports, l'expansion des commerces extérieurs, la grande ascension des revenus, avaient été le fait de l'Europe; ils n'avaient exercé leur action sur les autres régions de la planète que par répercussion. La modification des régimes démographiques elle-même semble avoir été, à bien des points de vue, le privilège de l'Occident.

Ainsi, se déclenchait le « décollage » de l'Europe, qui prenait sur les autres continents un avantage décisif. Au fil des décennies, se profilaient quelques-uns des éléments fondamentaux, dont le groupement devait former plus tard la « Société Industrielle ». Privilège de l'Europe, qui allait lui permettre d'exercer sur les contrées moins favorisées du globe une longue et dure tutelle.

1. Les moteurs du progrès technique
2. Les secteurs du progrès technique
3. Les résultats

CHAPITRE XII

LA “ RÉVOLUTION TECHNIQUE ”

Parmi ces éléments de supériorité, la technique doit être incontestablement mise au premier rang. Encore faut-il préciser de quelle forme de technique il s'agit. Nous nous limiterons ici à l'étude des techniques de la production; beaucoup plus que celles du transport, ce sont elles qui portent en elles-mêmes — directement ou par des voies plus détournées — le phénomène d'industrialisation, ce moteur primordial du « take off ».

Et pourtant, il est indispensable de noter que des historiens ont dénié à cette évolution tout caractère « révolutionnaire ». Ils lui ont trouvé de lointains antécédents; ils ont insisté sur les fortes résistances que rencontrait la diffusion des machines et des procédés nouveaux. Il nous sera donc indispensable de voir dans quelle mesure leur opinion peut modifier ou non nos vues sur la réalité et l'impact des progrès réalisés.

1 — Les moteurs du progrès technique —

L'empire de la tradition

Il est incontestable qu'au début du XVIII^e siècle les techniques européennes restaient largement dominées par de pesantes traditions. Dans l'industrie, et plus encore dans l'agriculture, en dépit de l'existence de certains « îlots de progrès », les instruments demeuraient ceux du passé. On travaillait le sol dans les mêmes conditions qu'au Moyen Âge. Le textile vivait de ses antiques métiers et de ses rouets; la papeterie, de ses piles, de ses maillets et de ses cuves; si l'introduction de la « métallurgie à deux temps » avait permis de séparer la production de la fonte de celle du fer, la diffusion du haut fourneau restait inégale; bien des régions l'ignoraient. Les « moteurs » demeuraient primitifs ou mal conçus, la force humaine restait souvent exclusive de toute autre, et la force animale venait s'y ajouter, dans l'agriculture, avec parcimonie. Dans l'industrie, le vent se révèle plus efficace, mais son emploi est strictement localisé; l'eau anime, par l'intermédiaire des roues à aubes, les forges, les verreries, les papeteries ou les foulons, mais elle a ses rythmes saisonniers et ses caprices, son énergie est en grande partie perdue, tandis que la nécessaire localisation auprès des ruptures de pente et des chutes entraîne la dispersion des entreprises. Si l'on ajoute que le bois est le combustible universel, on estimera que l'activité industrielle demeure très étroitement liée à la nature.

Elle en a conservé les cadences. Les opérations sont longues, les procédés empiriques et routiniers; ils entraînent de fortes dépenses de matière, de main-d'œuvre et de temps. Les chômages saisonniers y sont habituels, par suite du manque d'approvisionnements, de la baisse des eaux ou des travaux des champs. Aussi, les rendements sont-ils faibles, les produits de qualité inégale.

Les conditions nouvelles

Les conditions économique-sociales

Ce cycle strictement « fermé » va se trouver rompu par la conjonction de conditions nouvelles, et, tout d'abord, par l'influence de l'ambiance économique et sociale.

Pour qu'il y ait innovation, il est, en effet, indispensable que le milieu économique soit à la fois stable, pour que la recherche puisse s'adapter à des situations bien définies, et, en même temps, apte au changement, afin que l'invention se trouve stimulée; tel est bien le cas de l'Europe du XVIII^e siècle. D'autre part, la plasticité du milieu social n'est pas moins nécessaire, car elle favorise la disparition, ou l'effacement, des hiérarchies héréditaires, l'expansion des initiatives; or, nous avons vu apparaître tous ces ferments dans les pays les plus avancés du continent.

Ajoutons le rôle de l'intérêt. Intérêt des États, plus que jamais soucieux de richesse; des bourgeoisies montantes, qui découvrent tout le profit matériel qu'elles pourront tirer des techniques de la production; des grands propriétaires, désireux d'accroître leurs revenus. Tous ces appétits sont stimulés par l'essor démographique, qui pousse à la consommation, par le progrès économique, par la montée conjoncturelle, par l'extension des marchés internes et externes.

Ainsi que le remarque Paul Bairoch, l'économie anticipe sur la technique, et c'est dans la mesure où la demande se gonfle, que celle-ci peut jouer en tant que « briseur de goulots d'étranglement ». Si la production mécanisée des filés de coton commence vraiment en Angleterre, à partir de 1771, c'est que la consommation de coton brut, par la Grande-Bretagne, avait progressé de 117 % en trente ans; de même, c'est à partir du moment où la consommation de fer par habitant atteignit 8 kg outre-Manche que l'emploi de la houille pour la production de la fonte put se généraliser. Dans un autre ordre d'idées, si le commerce extérieur, en provoquant un élargissement de la demande, pousse à la production de masse, il amène aussi, sur les marchés de l'Europe, des objets fabriqués à des prix compétitifs, contraignant les industriels à rivaliser avec ces concurrences imprévues.

Les éléments intellectuels

Les idéaux du siècle agissaient dans le même sens que les facteurs structurels et conjoncturels. L'idée de progrès, fondée sur une confiance absolue dans la puissance de la raison, en tant que moyen pour maîtriser les forces de la nature, aboutissait à un optimisme conquérant, que justifiaient les succès et le dynamisme de l'économie. Plus encore, la nouvelle conception du bonheur venait soutenir l'essor technique. A l'idéologie chrétienne, qui place le bonheur dans la vie éternelle, la philosophie opposait un bonheur immédiat et terrestre, qui est, en grande partie, confort matériel, dépendant étroitement d'une technique, que Voltaire saluait avec enthousiasme. N'ou-

blions pas non plus que les doctrines économiques du temps se présentent, largement, comme des théories de la Croissance, et qu'elles supposent le développement de toutes les techniques.

Cependant, le rôle de la science se révèle plus directement déterminant. L'essor des sciences expérimentales amenait les savants à entrer en un contact plus intime avec la matière, à s'intéresser plus précisément aux applications pratiques de leurs découvertes théoriques. Certes, dès le ^{xvii}^e siècle, Colbert, en fondant l'Académie des sciences, lui avait prescrit de se préoccuper aussi des problèmes techniques; s'il avait été obéi, la Compagnie n'était intervenue, dans ce domaine, qu'assez occasionnellement, sur la demande des praticiens.

Au ^{xviii}^e siècle, les choses évoluent. Tandis qu'à la Royal Society de Londres, les plus grands savants britanniques ne figurent pas dans les sections « pratiques », sa rivale parisienne engagera de remarquables publications techniques; son règlement de 1785 créait des divisions de « chimie et métallurgie », de « botanique et agriculture ». Si, dans certains secteurs, science et technique demeurent séparées, le rapprochement se manifestait ailleurs. Des hommes tels que Lavoisier ou Berthollet, Priestley ou Cavendish apportaient au progrès technique leur contribution personnelle. C'est aux Jussieu et à Daubenton, à Fr. Home et à Humphrey Davy que l'agronomie se doit de se constituer en science.

Innovation et inventeurs

Les caractères de l'innovation

Malgré tout, l'innovation reste, au ^{xviii}^e siècle, un phénomène largement autonome, qui est le fait de l'inventeur. Il importe cependant d'éviter, en la matière, tout malentendu. Le rôle de la chance et du hasard est très faible dans les grandes découvertes de l'époque. Toutes les machines, tous les procédés réussis ont été le résultat de recherches systématiques, poursuivies avec ténacité par des générations de techniciens, le dernier maillon dans une chaîne d'essais et d'échecs, le point d'aboutissement d'une œuvre vraiment collective. D'autant plus qu'une machine, dans son extrême complexité, est non seulement le résultat d'un effort industriel, mais la somme d'une combinaison de procédés indépendants. Finalement, l'inventeur, celui qui donne son nom à la découverte, n'est que le dernier venu; parfois même, il ne fait que reproduire une innovation mise au point bien avant lui, mais que l'ambiance économique et sociale privait de toute application pratique; le système bielle-manivelle, qui, dans la machine de Watt, transformera

le mouvement de va-et-vient en un mouvement circulaire, avait été trouvé au xv^e siècle.

Ainsi, le xviii^e siècle n'est vraiment créateur, en matière technique, que parce qu'il a donné, dans de nombreux domaines, l'impulsion décisive, chaque invention créant de féconds « déséquilibres », générateurs d'inventions nouvelles. La mise au point, par John Kay, de la « navette volante », en accélérant la production des tissus, exigera des quantités de fil beaucoup plus fortes, poussant à la découverte des mécaniques à filer; la filature se trouvant, à son tour, en avance sur le tissage, le « vide » sera comblé par la construction du métier automatique. De même, une émulation mutuelle se manifesterà entre branches différentes; la machine à vapeur exigera, de la métallurgie, la livraison de cylindres géométriques, de pistons adhérent sans frottement, d'engrenages précis.

Typologie de l'inventeur

L'inventeur devient un des rouages les plus importants du progrès économique, bien que, dans le monde « mêlé » des innovateurs, des distinctions doivent être faites. Jusqu'à la fin du xviii^e siècle, l'artisan, ou l'« amateur éclairé » dans l'industrie, l'« expérimentateur » dans l'agriculture, dominant. Bien des machines essentielles furent créées par des gens de métier : John Kay et Crompton étaient de simples tisserands, Vaucanson avait une formation de praticien. D'autres appartenaient à des professions aberrantes : Cartwright fut pasteur; Roebuk était médecin; d'autres encore furent des hommes de loi, des militaires, voire des aubergistes. Faiblement pourvus en géométrie, en mécanique et en dessin, ils savaient cependant réfléchir, animés souvent par le génie.

A un groupe voisin appartiennent les « expérimentateurs » agricoles, grands propriétaires aristocratiques et gros fermiers, parfois disciples des physiocrates. L'Angleterre donne l'exemple, avec Jethro Tull, Coke, Lord Townshend; mais sur le continent, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, les nobles « éclairés » de Pologne, de Russie, d'Italie ou d'Espagne leur donnent la réplique.

Plus haut dans l'échelle des « valeurs », se placent les « savants praticiens ». Les uns sont des hommes de science authentiques, capables de faire progresser de front études théoriques et recherches pratiques. Réaumur se livrera à des expériences fécondes sur l'acier; Buffon se révélera maître de forges avisé dans ses usines de Montbard, Berthollet sera l'un des créateurs des industries chimiques.

Primauté anglaise et réactions continentales

Si l'Europe entière participe à ce grand mouvement, la primauté britannique est éclatante. L'Angleterre est vraiment le « paradis des inventions » dans tous les domaines, et le mouvement d'innovation s'accroît très vite : 22 brevets enregistrés pour les années 1700, 205 dans la période 1761-1770, 512 de 1781 à 1790.

Cette victoire anglaise n'était pas l'effet du hasard. Si l'influence des sectes protestantes est discutable, si le rôle des Écossais apparaît plus évident, il est incontestable que la Grande-Bretagne était, de toute l'Europe, le pays où la plasticité économique et sociale devenait la plus grande, où la bourgeoisie capitaliste, maîtresse du pouvoir, était la plus évoluée et la plus libre d'agir. Par ailleurs, le taux d'accumulation du capital y était plus rapide que celui de la main-d'œuvre disponible; la pénurie d'ouvriers, en élevant les coûts, poussait à la recherche technique.

Le continent, néanmoins, se piquait d'émulation. S'il se mettait souvent à l'École de ses voisins, il s'efforçait d'adapter les machines et les procédés aux conditions locales, et, dans certains domaines, il innovait : dans la soierie, la papeterie, l'agronomie, l'exploitation minière. De cette collaboration entre insulaires et continentaux, parfois moins inégale qu'on ne l'a dit, devaient sortir, dans tous les secteurs de la production, des progrès décisifs.

2 — Les secteurs du progrès technique —

Le mouvement des techniques industrielles

Les débuts du machinisme

Dans le domaine des techniques industrielles, c'est à l'apparition d'un complexe totalement nouveau que nous assistons. Et ce complexe est, d'abord, dominé par la puissance des machines. Sans doute, la machine est presque aussi vieille que l'humanité; mais le XVIII^e siècle la développe systématiquement et il lui attribue, dans la production, un rôle de plus en plus dominant, limitant sans cesse davantage l'effort humain. C'est à cet emploi massif de la mécanisation que l'on affecte le terme de « machinisme »; si l'époque

ne lui a pas donné, de loin, sa forme définitive, elle a introduit le processus dans la phase des réalisations.

C'est dans le textile, surtout cotonnier, que le phénomène se révèle le plus nettement. L'invention de la navette volante (1731), en assurant un travail plus rapide et des économies de main-d'œuvre, par l'introduction, sur les métiers à tisser, d'un mécanisme simple mais efficace, donne le branle. L'ère de l'automatisme s'ouvre bientôt dans la filature, grâce aux fameuses « mécaniques ». Si la *spinning-jenny*, de Hargreaves (1765), est une machine relativement rustique et portable, assurant par le jeu d'un chariot la torsion du fil, le *waterframe* de Arkwright (1768), qui permet, par un système de cylindres et de broches, le laminage et la torsion, est déjà une machine plus compliquée; la *mule-jenny* de Crompton (1779), assurant la synthèse de l'une et de l'autre, est à la base des « renvideurs » des ^{xix}e et ^{xx}e siècles. A son tour, le métier automatique de Cartwright (1785) fournit, à la filature, la réponse du tissage; trop compliqué et difficile à manier, il sera mis au point dans les trente années qui suivront. Bien plus, ces machines essentielles se complètent par des séries de machines préparatoires, qui forment des « assortiments » : machines à battre, à carder, à filer en gros, à peigner. Dès lors, le rôle de l'ouvrier se réduit, de plus en plus, à des fonctions de surveillance. Le textile soyeux, de son côté, poursuivait ses recherches dans des directions analogues. Vaucanson crée, vers 1750, ses tours et ses moulins, dont les mouvements sont mécaniquement régularisés, tandis que ses métiers à tisser, résultat d'un ensemble d'efforts poursuivis depuis la fin du ^{xvii}e siècle, annoncent le métier automatique Jacquard (1801-1805). L'impression des toiles peintes, elle-même, était gagnée à la production en série, par la découverte du « cylindre », mis au point en France par Bonvallet (1756) et par Perrotin.

Du textile, la mécanisation attaque la papeterie. La Hollande, dès le début du ^{xviii}e siècle, invente les « cylindres », qui permettent une préparation beaucoup plus poussée de la pâte que par les vieux procédés des piles et des maillets. Ils ne tarderont pas à se répandre en France et dans toute l'Europe, tandis qu'à l'extrême fin du ^{xviii}e siècle la « machine » de Robert (1798), un Français, annonçait, encore que très modestement, les appareils complexes qui assureront une fabrication totalement automatique du papier.

L'ère des procédés

Si, dans le domaine des machines, la technique se développe à peu près indépendamment de la science, il n'en est pas de même dans celui de la métallurgie, où science et technique, non sans peine, tendent à collaborer.

La Grande-Bretagne y conserve l'initiative. Dès 1709-1713, nous l'avons vu, les célèbres Darby, maîtres de forges à Coalbrookdale, sur les confins du Pays de Galles, étaient parvenus, clôturant une série d'essais plus que séculaires, à fabriquer de la fonte valable, en employant un mélange de houille grillée, dite coke, de tourbe et de poussier, et surtout en utilisant dans leur haut fourneau une soufflerie suffisamment puissante pour provoquer une fusion complète. Bien plus, Darby avait montré qu'en variant les proportions du coke et du fondant il obtenait, à volonté, des fontes plus ou moins carburées. Tandis que l'empirisme perdait du terrain, le règne de la fonte commençait.

Celui de l'acier débuta lorsqu'en 1760, un horloger de la région de Sheffield, Benjamin Huntsman, remplaça les procédés traditionnels de production de l'« acier naturel » par celui de l'acier fondu. Mais les frais demeuraient élevés; il faudra attendre 1784 pour que Henry Cort, mettant au point, à l'aide du four à réverbère et du laminoir, le procédé du *puddlage*, puisse obtenir par une décarburation plus ou moins forte de la fonte, de l'acier ou du fer. Ainsi, jusqu'à l'invention des procédés Bessemer et Martin, l'Angleterre avait vraiment révolutionné la métallurgie et fait passer l'Europe, en quelques décennies, de la « civilisation du bois » à celle de la fonte et de l'acier.

Sous l'influence de ces innovations de grande portée, le matériel se modifiait : le haut fourneau s'élevait, les formes de son vide intérieur se modelaient pour assurer des réactions mieux calculées, tandis que forges et laminoirs s'agrandissaient. La chimie métallurgique s'affermissait, non sans erreurs; ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que, grâce aux découvertes de Black, de Cavendish et de Priestley, les efforts de Lavoisier, de Berthollet et de Monge écartaient définitivement les théories erronées de Stahl sur le phlogistique, et établissaient, en 1788, le rôle du carbone.

La chimie prenait conscience de son rôle industriel. Elle s'attaquait aux problèmes du blanchiment, dont elle assurait la résolution par le chlore — découvert par Berthollet —, à ceux de la teinture et de la fabrication de l'acide sulfurique.

La nouvelle force

Cette progressive jonction de la technique et de la science s'épanouissait avec l'invention de la machine à vapeur, issue des recherches poussées, au XVII^e siècle, par Mariotte et par Robert Boyle, des travaux poursuivis, au siècle suivant, sur la compression et la dynamique des gaz, sur la calorimétrie. Savants et techniciens avaient tiré de leurs essais le désir de construire des machines utilisant les différences de pression de l'air, et, si possible,

la force de la vapeur, plus puissante et plus régulière, mais plus difficile à appliquer et à maîtriser.

Ce désir répondait au vœu général d'un moteur nouveau, indépendant des caprices de la nature, applicable à toutes les industries, et d'abord aux mines. C'est dans ces conditions qu'au début du XVIII^e siècle avait été mise au point, après la machine de Thomas Savery (1698), celle de Newcomen (1711), ou « pompe à feu », qui marchait en utilisant principalement la pression de l'air, et en réduisant la puissance de la vapeur à un rôle second.

Quelle que fut la valeur de ces machines atmosphériques, le mérite exceptionnel de l'Écossais James Watt, grand savant et technicien de génie, fut de les remplacer par une véritable machine à vapeur. Créée partiellement dès 1767, constamment perfectionnée par la suite, permettant à la vapeur d'agir sur les deux faces du piston, la machine de Watt, grâce à la redécouverte du « parallélogramme articulé », c'est-à-dire du système bielle-manivelle, put transformer le mouvement de va-et-vient en un mouvement circulaire. Elle devenait « motrice », tandis que la mise au point du régulateur à boules assouplissait sa vitesse de rotation et que l'emploi de la détente (1776) lui assurait un supplément de puissance.

Ainsi, pour employer le langage de Lewis Mumford, se manifestait le passage de l'ère éotechnique à la phase paléotechnique, qui dominera le XIX^e siècle et une partie du XX^e, caractérisée par l'expansion de l'automatisme, la multiplication des applications de la science, le règne de la houille et de la sidérurgie.

Les progrès de l'agronomie

L'essor de la science agronomique

L'agriculture ne restait pas en arrière; une science agronomique digne de ce nom se fondait en Angleterre et en France, d'où elle se diffusait dans toute l'Europe.

Outre-Manche, les écrits des expérimentateurs restent longtemps imprégnés de préjugés et d'idées préconçues. L'ouvrage du grand propriétaire qu'était Jethro Tull, « *The New Horse hoeing husbandry* » (1731), estime que les plantes se nourrissent de particules de terre, et qu'il s'agit de leur fournir cette terre nourricière par une pulvérisation perpétuelle du sol, au moyen de labours constants; mais, par ailleurs, il refuse la jachère, prescrit l'occupation permanente du sol, et amorce les premières recherches sérieuses en matière de chimie et de physiologie végétales.

Plus important incontestablement pour l'avenir, fut le mouvement agronomique français. En la matière, ce sont les travaux de Duhamel du Monceau, un des membres les plus éminents de la physiocratie, dont l'influence se révéla la plus forte. Haut fonctionnaire à l'esprit pratique, savant d'un rang presque égal à celui d'un Buffon ou d'un Lavoisier, botaniste et physiologiste, médecin et ingénieur, il fit beaucoup plus que systématiser les expériences anglaises. Son « *Traité de la culture des terres* » (1762), ses « *Éléments d'agriculture* » (1762) fondent la science agronomique sur les bases de l'observation et du raisonnement; il se place à l'origine de tout un mouvement de recherche, qui assure la gloire de l'École agronomique française. Tandis que l'étude chimique des sols et des engrais progressait grâce aux efforts de Guyton de Morveau, de Fourcroy et surtout de Chaptal, dont les « *Éléments de chimie* » (1790) font date, d'autres recherches étaient poussées sur la physiologie et sur la nutrition des plantes. La zootechnique naissait, grâce à Daubenton, tandis que la médecine vétérinaire rayonnait dans les Écoles de Lyon et d'Alfort.

L'École française agissait aux Pays-Bas, où se révélaient des hommes de valeur; elle aidait les agronomes allemands à se dégager de l'influence du « caméralisme », trop juridique, et à se lancer sur les voies de la science. Elle se retrouvait avec une École anglaise, dont le grand maître, Humphrey Davy, donnera à la chimie agricole, de 1803 à 1813, des développements de grande portée.

Les applications

Si l'agronomie tourne parfois à l'« agromanie », le bilan de tant d'expériences et de recherches se révélait particulièrement fécond.

Tout d'abord, la réforme de l'assolement, grâce à l'introduction, sur la sole jachère, des fourrages artificiels, légumineuses, ou végétaux à racines charnues, permettait, en faisant alterner des plantes à racines traçantes, et des plantes à racines profondes, mais peu exigeantes en éléments chimiques, une reconstitution des sols, qui assurait leur occupation permanente, ainsi qu'un judicieux équilibre entre la nourriture des hommes et celle des bêtes. A la jachère « dérobée », se substituaient de nouveaux assolements, de 4 ans, tels que le « système de Norfolk », bientôt de 6, 11, 12 ans, dans lequel se succédaient cultures de céréales, plantes sarclées, fourrages artificiels.

Ainsi, se créaient des systèmes intensifs associant riches cultures et élevage soigneux, des systèmes qui exigeaient des façons culturales plus poussées, des labours plus profonds, un emploi plus large des engrais de ferme, mais aussi des chaulages et des marnages, susceptibles de modifier la qualité

des sols et de mieux les adapter aux cultures. En même temps, les instruments agricoles se modifiaient. La Grande-Bretagne, la Belgique sortaient des charrues en fer, plus puissantes, plus mobiles, tandis que, dans les années 1770 et 1780, apparaissait, en Angleterre, une sorte de machinisme agricole; les machines à battre, à vanner voisinaient avec les premières ébauches de faucheuses et avec des semoirs déjà perfectionnés.

Les méthodes d'élevage, longtemps si défectueuses, s'ébranlaient à leur tour. Grâce à l'influence de Bakewell, le grand fermier du Leicestershire, des croisements judicieusement opérés assuraient une réelle amélioration des races de bovins et d'ovins, pendant que Daubenton et ses nombreux émules introduisaient les moutons mérinos espagnols sur toute la surface du continent. Les bêtes mieux nourries, élevées dans des étables mieux conçues, prospéraient. Les célèbres bergeries de Rambouillet (1786) furent largement imitées.

3 — Les résultats

L'efficacité des techniques nouvelles

Un effort de renouvellement aussi intense et aussi étendu ne pouvait demeurer inefficace. Cependant, la réponse aux problèmes délicats des « rendements » et de la « qualité » n'était pas exactement la même dans l'industrie et dans l'agriculture.

Dans l'industrie

Du côté industriel, le développement des systèmes mécanisés, l'essor de procédés complexes engendraient de substantiels gains de temps, des économies de main-d'œuvre et de matière première. A temps égal, la production s'accroissait; on fabriquait plus vite et plus massivement.

Les « mécaniques » à filer, rapidement armées de 50 et même de 80 broches, augmentaient le rendement dans de très grandes proportions; à la fin du XVIII^e siècle, on estime à 1 livre et demie à 2 livres la production journalière moyenne par broche, soit 70 à 80 livres pour une machine de 40 broches. Si la navette volante avait permis de réduire la main-d'œuvre de moitié et de gonfler la productivité théorique d'au moins 50 %, dans l'Angleterre des toutes dernières années du siècle, deux métiers automatiques, mus par

la vapeur et surveillés par un enfant de quinze ans, tissaient trois pièces et demie d'étoffe, pendant qu'un ouvrier habile, travaillant sur un métier ordinaire, n'en produisait qu'une. Dans l'industrie des indiennes, le cylindre et surtout la presse impriment jusqu'à 5 000 mètres de cotonnades par jour. L'introduction, dans la papeterie, des cylindres hollandais raccourcit le temps de trituration de 24 à 30 heures à 8-10, limite les pertes de matière à 20 % — contre 30 à 40 % —, et accroît le rendement des chutes d'eau. Une machine à vapeur du Creusot, en 1785, donne deux fois plus de vent que les soufflets du plus grand modèle. A la même date et dans les forges de Wendel, en Lorraine, les hauts fourneaux arrivaient à produire 50 quintaux de fonte par jour, alors que la moyenne dépassait difficilement 15 à 20 quintaux.

La qualité s'améliorait — bien qu'inégalement — et s'unifiait. On accusa, non sans raison, le procédé de la fonte au coke d'abaisser la valeur des produits; les mécaniques, de fournir un fil inégal et cassant. La mise au point de méthodes plus scientifiques et plus précises de fondage permit néanmoins d'obtenir, à volonté, la combinaison souhaitée. De même, si le *waterframe* donnait des fils plus résistants, qui assuraient la production des calicots, la *mule-jenny* sortait des fils à la fois très solides et très fins, propres aux mousselines. Les indiennes, illustrées en France par Jouy, variaient sans cesse leurs dessins. La production de luxe, jadis réservée à une élite, tendait lentement à se vulgariser, sous l'effet d'une fabrication de masse et d'une certaine uniformité des goûts.

Dans l'agriculture

Le problème de l'amélioration des rendements, dans le domaine agricole, se révèle beaucoup plus complexe. Il semble bien que, dans la très longue durée, les rendements céréaliers se soient progressivement élevés. De 7 pour 1, dans la période 1500-1700, le rendement moyen s'élevait, en Angleterre, à 10,6 pour les années 1750-1820 (+ 49,2 %); en France, on passerait de 4,2 à 6,4 entre les périodes 1500-1699 et 1700-1820 (+ 52,2 %). De même, selon P. Bairoch, le rendement moyen du blé aurait monté, en France, de 6 quintaux/ha pour les années 1700, à 9 quintaux/ha pour la décennie 1781-1790 (+ 50 %). En Grande-Bretagne, l'accroissement décennal moyen du rendement céréalier passerait de + 1,3 % dans les années 1650, à + 3,1 % dans les années 1750, à + 5,9 % dans les années 1800. Alors que les rendements demeurent très faibles dans l'Europe de l'Est, ne dépassant pas, en moyenne, 3 pour 1 en Russie, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie du Nord, voire l'Espagne du Nord-Est dénotent de substantiels accroissements de productivité.

On avance, aussi, dans le domaine de l'élevage, de remarquables performances. Au marché de Smithfield, entre 1710 et 1795, le poids moyen des bestiaux passe de 370 livres à 800 pour les bœufs (+ 116,6 %); de 50 à 150 pour les veaux (+ 200 %); grâce aux méthodes employées par Bakewell, le rendement laitier d'une vache s'élève de 750 litres par an, à 1 200-1 500 litres vers 1800 (+ 60 à 100 %); en Allemagne, la moyenne oscille entre 1 000 et 1 200 litres; en Hollande, entre 1 100 et 1 800. Selon P. Bairoch, la productivité agricole par actif se serait accrue, entre 1700 et 1800, de 25 % en France, de 90 % en Grande-Bretagne.

La diffusion du progrès technique

Les méthodes

Cependant, quelle que soit la valeur de ces chiffres, il est indispensable d'opérer une nette distinction entre le progrès technique « possible », tel qu'il ressort de l'introduction des machines, des procédés industriels, des nouvelles méthodes agronomiques, et le progrès technique « effectif ». Dès lors, se pose le problème capital de la diffusion de ce progrès.

Gouvernements, agents administratifs, Académies et sociétés spécialisées rivalisèrent de zèle dans toute l'Europe. Les ministres éclairés et leurs subordonnés locaux se livrèrent à des distributions de machines ou de semences, diffusèrent, par la brochure ou le tract, les innovations, organisèrent des concours, créèrent des bureaux chargés d'encourager l'invention, soutenus, en Angleterre et ailleurs, par l'opinion éclairée. Les savants eux-mêmes furent mobilisés pour effectuer des enquêtes sur place ou à l'étranger.

L'initiative privée venait relayer et prolonger l'action officielle. Les Académies, nationales et régionales, les sociétés d'agriculture, qui, parties de France (1757) et d'Angleterre (1775), rayonnent sur tout le continent, les sociétés de pensée, telles que la National Society of Arts, la Litterary and Philosophical Society de Manchester, la célèbre Lunar Society de Birmingham, rivalisent avec les sociétés d'émulation, dont la plus remarquable est, sans doute, cette société des « Amis du Pays », qui, partie du Pays basque, répandra le progrès technique à travers toute l'Espagne.

Les Universités les plus avancées contribuaient au mouvement; l'influence des grands chimistes d'Édimbourg est, à ce point de vue, symptomatique. Des chaires de physique, de chimie, de biologie, d'agriculture se multipliaient, et l'abondante littérature technique qui s'épaississait sans cesse se conjugait avec le développement d'une presse spécialisée : les *Annales d'Agriculture*,

françaises, auront leur homologue en Angleterre, grâce à Arthur Young (1784), tandis que, dès 1776, le *Farmer's Magazine* répandait les méthodes agronomiques nouvelles bien au-delà des frontières de la Grande-Bretagne. L'*Encyclopédie*, elle-même, fera, de son côté, beaucoup pour la diffusion des techniques, en dépit d'une certaine méfiance à l'égard des innovations les plus révolutionnaires.

Enfin, la circulation des hommes favorisait la propagation des techniques. De tous les pays du continent, des « missions » scientifiques se dirigeaient vers ce « musée des merveilles » qu'était devenue l'Angleterre. Si elles se heurtent longtemps à un énergique refus, les relations se normalisent, à partir de 1760-1770, et les voyages se succèdent outre-Manche. Inversement, le continent est littéralement « envahi » par les techniciens anglais : grands industriels novateurs, tels que Wilkinson, qui contribuera à la fondation du Creusot, constructeurs de mécaniques, tels que Holker ou les Milne, ou modestes contremaîtres. On les retrouve de la Catalogne à la région de Saint-Pétersbourg, et partout ils implantent les procédés nouveaux, forment des élèves, construisent des machines en série : les Milne, grâce à leurs ateliers de Passy, à Paris, seront, dans les années 1780, les grands introducteurs, en France, des « assortiments ». Parfois, ce sont seulement les procédés qui traversent la Manche : l'accord de 1779, conclu entre Watt et Mathieu Boulton, maîtres de l'usine de Soho, près de Birmingham, d'une part, et les frères Périer de Paris, de l'autre, permit à ceux-ci de produire des machines à vapeur, qu'ils expédièrent bien au-delà des frontières du royaume.

Les effets : inégalités et résistances

De cet effort énorme, les résultats demeurent très inégaux. La diffusion du progrès technique industriel est, tout d'abord, beaucoup plus intense et profonde en Angleterre que dans les autres États, et, sur le continent, la France est en avance sur le reste de l'Europe. De plus, les disparités sont grandes entre les branches. L'industrie cotonnière se prête tout particulièrement à la diffusion des mécaniques, car la fibre répugne au travail manuel; aussi, la Grande-Bretagne recense-t-elle, en 1788, 20 000 *spinning-jennies*, tandis que le *waterframe* et la *mule-jenny* se répandent rapidement; la France elle-même compte, en 1790, les machines de Hargreaves par centaines, et celles de Arkwright sont couramment utilisées dans les grandes filatures; elles s'introduisent aussi en Saxe, en Espagne, en Russie. Mais, en Grande-Bretagne comme sur le continent, l'industrie lainière n'accepte qu'avec répugnance les machines nouvelles. Les machines de Newcomen deviennent courantes outre-Manche à partir de 1730-1750, et elles se diffusent en France,

en Belgique, en Rhénanie, où elles sont surtout utilisées dans les mines. Par contre, de 1776 à 1783, Watt et Boulton n'avaient réussi à construire que 66 machines à vapeur, dont 17 pour la sidérurgie; en France, les frères Périer en établirent seulement 40, de 1778 à 1791. Hors de France, les machines se comptaient par unités, et ce n'est qu'en 1786 que la première machine à vapeur sera montée en Russie, à l'usine d'Olonets, par l'Anglais Maskoyer. Enfin, si, en 1788, la production de fonte au coke représentait déjà 79 % de la production totale en Angleterre, la première coulée réussie sur le continent sera celle du Creusot, en 1785, et ce ne sera que trente ans plus tard que le procédé commencera à vraiment gagner l'Europe.

De fait, le progrès technique se heurtait partout à la forte résistance des habitudes acquises, des préjugés, et aussi des intérêts. Intérêts des patrons, qui répugnaient à investir pour améliorer leur matériel et transformer leurs méthodes; intérêts des ouvriers, qui redoutaient le chômage technologique, et dont les bandes ameutées, dans les régions industrielles de France et d'Angleterre, assaillaient les usines et brisaient les machines, au cours des années 1770 et 1780, du Yorkshire à la région de Rouen, annonçant les troubles luddistes du *xix^e* siècle. Mais les forces d'inertie se révélaient plus grandes encore dans le domaine agricole. Même en Angleterre, la jachère conservait une partie de son empire, et, dans tous les pays de l'Europe, des régions évoluées coexistaient avec de très larges plages de routine. Si des spécialisations prometteuses se dessinent, céréalières sur les plateaux et dans les grandes plaines de l'Europe, de la Flandre à la Silésie, viticoles en Ibérie, en Italie et dans les zones françaises de grands crus; si le maïs remonte de l'Espagne vers l'Europe moyenne et si la pomme de terre — plante de « remplacement » par excellence — s'insinue, après 1760, dans les champs de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Pologne, les vieux « usages » maintiennent partout ailleurs les spéculations pauvres du passé, les cultures maigres, les élevages déficients, dans un climat de médiocrité.

Est-ce à dire pourtant, suivant les thèses de Michel Morineau, que la « révolution agricole » n'est qu'un mythe, et que, au-delà des très fortes inégalités des rendements « réels », régionaux et locaux, aucun « décrochage » ne s'est produit dans le domaine de la productivité? Peut-on penser que le *xviii^e* siècle ne représente qu'une période de « récupération », survenue à la suite de la forte baisse du *xvii^e* et se plaçant à l'intérieur d'une phase de très longue durée, marquée, depuis le *xv^e* siècle, par la stabilité globale. Le dossier reste actuellement ouvert; mais il semble bien que si les modifications de la productivité agricole n'ont pas été aussi générales et aussi spectaculaires qu'on l'avait pensé, des progrès partiels, mais très sensibles, ont été finalement réalisés. Nous en mesurerons les effets sur les phénomènes de croissance.

LA « RÉVOLUTION TECHNIQUE »

Inégale, incomplète, cahotante, la « révolution technique » travaillait parfois, à la fin du XVIII^e siècle, plus pour l'avenir que pour le présent. Le processus était cependant très largement engagé et il produisait ses fruits en provoquant, pour la première fois dans le monde, l'apparition du phénomène d'industrialisation.

DOCUMENTS

66. Brevet de la mécanique à filer de Wyatt et Levis Paul, 1738

Cette machine est faite pour filer la laine ou le coton..., lesquels, avant d'y être placés, doivent être d'abord préparés de la manière suivante : le contenu de chaque carde, après avoir été roulé sur lui-même, est mis bout à bout (avec celui des autres cardes), de manière que toute la masse forme une sorte de corde ou de fil grossier...; une extrémité de cette corde est placée entre deux rouleaux ou cylindres, qui, par leur mouve-

ment de rotation, et à proportion de la vitesse de ce mouvement, entraînent le coton ou la laine qui doit être filée. Tandis que ce coton ou cette laine passe régulièrement entre ces deux cylindres, une succession d'autres cylindres, tournant avec une vitesse croissante, l'étirent en un fil aussi fin qu'on peut le désirer.

Cité par P. MANTOUX, *La Révolution industrielle en Angleterre*, Paris, Édouard Cornély et C^{ie}, 1906, p.203.

67. Les mines et forges de Carron, vues par un technicien français

Il y a, dans le même lieu, deux exploitations de mines de charbon, qui, avec le temps, se communiqueront et n'en formeront qu'une... On a reconnu trois couches de charbon l'une sur l'autre; on ignore s'il y en a de plus profondes. La première est à dix toises de profondeur; la seconde, dix toises plus bas; enfin, la troisième, cinq toises plus bas... Cette seconde couche a depuis trois pieds jusqu'à quatre pieds d'épaisseur... (Elle)... est travaillée, ainsi que les autres, à prix fait, par des maîtres-ouvriers, qu'on nomme entrepreneurs. Ils sont tous associés ensemble, par troupes ou compagnies, et ils sont obligés de se fournir les outils et la chandelle. Chaque troupe de mineurs se divise en deux bandes, une pour le matin, et l'autre pour travailler l'après-diné. L'ouvrage de celle du matin est de couper la veine inférieure, c'est-à-dire celle qui joint la mer. Ils ont, pour cela, des pics pointus des deux côtés. Les ouvriers de l'après-diné n'ont d'autre travail que d'abattre les deux lits supé-

rieurs, qui ont été déchaussés. Ils ont, pour cela, des coins de fer, qu'ils placent entre le toit et la chambre, et, frappant dessus avec des masses de fer, ils abattent le bon charbon en très gros morceaux, ce qui est nécessaire, soit pour les vendre à Londres, soit pour les forges de fer. On ne laisse point de piliers dans la mine; mais on ne travaille d'abord que d'un côté, et les ouvriers soutiennent le rocher avec des morceaux de bois..., qu'ils retirent à mesure qu'ils vont en avant, laissant derrière eux les déblais, sur lesquels le rocher s'affaisse...

On conduit le charbon sous les puits principaux, comme à Newcastle, c'est-à-dire qu'on a pratiqué des routes avec des pièces de bois, sur lesquelles roulent des chariots à quatre roues. Dans l'ancienne mine, où les ouvrages sont plus étendus..., on a descendu des chevaux, qui n'en sortent jamais... Mais, dans les routes moins larges, ce sont des chariots à bras d'hommes. Enfin, dans ceux où il n'y a point encore de routes faites, on a des petits traîneaux, conduits par de jeunes garçons.

On ne fait point usage de paniers... pour élever le charbon au jour... Ce sont des caisses, qui tiennent lieu de seaux... Le fond forme une porte, qui s'ouvre à l'aide d'une charnière. Une machine à molette, mue par deux chevaux, élève cette caisse... Il y a, pour chacune de ces mines, une machine à feu, dont le cylindre a 50 pouces de diamètre. Il n'y a qu'une chaudière à la nouvelle mine; on est sur le point d'en placer une seconde... Elles sont construites entièrement avec des plaques de fer...

Les fermiers des mines de charbon ont formé un établissement très considérable, à un demi-quart de lieue des mines, soit pour la fonte du minerai de fer, soit pour fabriquer du fer forgé et en former divers ouvrages. Ils ont trouvé, à portée de leurs mines de charbon, une très grande quantité de mines de fer.

... La préparation du charbon, pour le rendre propre à la fonte le réduit en une

espèce de cendres, auxquelles on donne le nom de coaks... Le charbon ainsi réduit en coak est beaucoup plus léger qu'auparavant; il est aussi moins noir... Le coak est employé seul et sans aucune addition de charbon, pour fondre les minerais de fer, dans deux grands hauts fourneaux... On m'a dit qu'ils avaient 30 pieds de hauteur, l'intérieur formant un ovale, dont le grand diamètre a 8 pieds... Les fourneaux de réverbère sont journellement en feu. On y fait ordinairement deux coulées par jour. Ils refroidissent pendant la nuit, et on les répare le matin, en faisant un nouveau sol en sable. Les matières qu'on y fond sont les rebuts des hauts fourneaux, c'est-à-dire de petits morceaux, les ouvrages cassés et de la vieille fonte de fer, qu'on y apporte de différents pays, outre cela, de la gueuse.

Chevalier JARS, *Voyages métallurgiques*, Lyon, 1774, t. I, pp. 265-279.

68. L'introduction de la machine à vapeur de Watt en France

LETTRE DE NECKER AU TECHNICIEN FRANÇAIS, LE COMTE D'HÉROUVILLE,
23 FÉVRIER 1778

M. Tolozan m'a rendu compte d'un mémoire du sieur Bolton, Anglois, qui demande à établir en France une nouvelle machine à feu, dont la construction est absolument différente des anciennes et supérieure à tous égards, soit parce que la pression de l'air y est beaucoup mieux et plus utilement employée, soit parce qu'elle consomme les trois quarts moins de charbon et que, cependant, elle produit autant d'effet. Cet inventeur demande un privilège exclusif, dont la durée soit de vingt-cinq ans, et vous offrés, vous, Monsieur, de faire établir cette machine dans les Moères, qui vous ont été concédées.

(« L'assèchement » des Moères était situé près de Dunkerque. D'Hérouville s'était livré à des essais de construction de machine à vapeur depuis les environs de 1758. Il semble qu'il se soit rendu en Angleterre en 1777, devançant, auprès de Boulton et de Watt, Jacques-Constantin Périer. Boulton et Watt cherchaient à obtenir des brevets en France et désiraient se servir de l'intermédiaire de d'Hérouville. Ce sont finalement les frères Périer de Chaillot qui traitèrent avec eux; mais, dès le 14 avril 1778, un arrêt du Conseil leur accordait le privilège souhaité.)

ARRÊT DU CONSEIL, DU 14 AVRIL 1778, EN FAVEUR DE WATT ET BOULTON

... Ils seraient parvenus, après plusieurs expériences réitérées, à inventer une nouvelle machine à feu, différente et d'une forme supérieure aux anciennes, sans que le poids de l'atmosphère soit l'agent qui donne le mouvement au piston, sur lequel l'action seule de la vapeur agit, que le cylindre de vapeur est toujours au même degré de chaleur que la vapeur même, sans qu'il arrive que l'injection de l'eau froide refroidisse, en aucune façon, le cylindre, que la condensation de la vapeur se fait dans un vaisseau différent du cylindre, appelé condenseur; que la vapeur étant introduite dans la cavité d'une roue contenant une matière fluide, elle donne à cette roue un mouvement circulaire, avec une force proportionnée à la capacité de la roue et la quantité de vapeur qu'elle peut recevoir, que l'effet de cette machine a l'avantage sur celles dont on s'est servi d'être moins précaire et mieux propor-

tionnée à la consommation de charbon qui s'y emploie et qu'elle en dépense infiniment moins; enfin, que cette machine est très propre à faire mouvoir des marteaux, des soufflets de forges, à rouler le cuivre et autres métaux et à tous les effets que les moulins à eau peuvent produire. Qu'on peut aussi l'employer avec succès pour le dessèchement des marais, que ses effets ont été constatés en Angleterre et qu'ils ont mérité que le gouvernement anglais accordât aux supplians un privilège exclusif.

(De fait, c'est avec les Périer que Watt et Boulton signèrent un traité pour la construction en France de leurs machines, le 12 février 1779.)

Arch. Marine, G 110, f° 147 sq. et Arch. Nat., F¹² 2205, cités in « La machine à vapeur en France », par B. GILLE, R. GOURMELON, O. de PRAT, M. DAUMAS, *Techniques et civilisations*, Édit. Métaux, vol. II, fasc. 11-12, 1953, p. 157.

69. Les ouvriers contre les machines

L'OPPOSITION AUX « MÉCANIQUES ANGLAISES »

Les mécaniques de filature anglaise, qu'on cherche à naturaliser en France, ont encore augmenté la somme des maux (en plus du traité de 1786)... On ne craint pas de dire qu'elles ont paralysé tous les bras et frappé de mort l'industrie des fileuses. En effet, le peuple, qui n'a d'autre propriété que ce genre d'industrie, se voit tout à coup dépouillé du seul travail qui assurait son existence. Les mécaniques n'occupent qu'un dixième des ouvriers qu'occupaient auparavant les filatures à la main, et par conséquent, on enlève aux neuf autres dixièmes son existence et son pain. De pareilles entreprises sont évidemment désastreuses, et jamais on ne persuadera qu'il importe à la mère patrie de dépouiller ses enfants, pour appeler des étrangers au partage

de ses richesses... Les mécaniques à filer le coton ne ruinent pas seulement la classe des fileurs et fileuses, tant dans la ville que dans les campagnes; elle ruine encore le commerce de la fabrique. Les cotons de ces mécaniques sont mous, cassants et pesants, difficiles à teindre et à fabriquer... Tout prouve et se réunit pour démontrer que le fil des mécaniques anglaises est ruineux pour les ouvriers et le fabricant.

Brochure publiée au moment de la convocation des états généraux : « Vœu des six sergenteries, faubourgs et banlieue de la ville de Caen, pour la suppression des mécaniques de filature »; in E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France*, Paris, Rousseau, 1901, t. II, p. 768.

LA « RÉVOLUTION TECHNIQUE »

LE « LUDDISME » EN ANGLETERRE

En nous rendant ici (à Bolton)..., nous rencontrâmes, sur la route, une troupe de plusieurs centaines d'hommes. Je crois qu'ils étaient bien cinq cents; et comme nous demandions à l'un d'entre eux à quelle occasion ils se trouvaient rassemblés en si grand nombre, ils me dirent qu'ils venaient de détruire quelques machines, et qu'ils entendaient en faire autant dans tout le pays. En conséquence, on est prévenu ici qu'on doit s'attendre à leur visite pour demain : les ouvriers du voisinage ont déjà réuni toutes les armes qu'ils ont pu trouver, et sont en train de fondre des balles et de faire provision de poudre pour attaquer demain matin. Sir Richard Clayton vient d'en apporter la nouvelle : il est en ce moment dans la ville, afin de s'entendre avec les habitants sur les moyens à prendre pour les protéger. Je crois qu'ils ont décidé d'envoyer immédiatement à Liverpool demander une partie des troupes qui y sont casernées...

Le même jour, dans l'après-midi, une grande fabrique située près de Chorley, et organisée selon le système d'Arcrite, qui en est l'un des propriétaires, fut attaquée par eux. La position du bâtiment ne leur permettait d'en approcher que par un passage étroit; grâce à quoi le chef de la fabrique put, avec l'aide de quelques voisins, repousser l'attaque et sauver la fabrique pour cette fois. Deux des assaillants furent tués sur la place, un noyé et plusieurs blessés. La

foule n'avait pas d'armes à feu et ne s'attendait pas à une aussi chaude réception. Ces gens furent exaspérés et jurèrent de se venger. Ils passèrent donc la journée de dimanche et la matinée de lundi à rassembler des fusils et des munitions... Les mineurs du duc de Bridgewater se joignirent alors à eux, et d'autres ouvriers encore, tant que leur nombre atteignît, nous a-t-on dit, huit mille hommes. Ces huit mille hommes marchèrent au son du tambour et enseignes déployées sur la fabrique d'où ils avaient été repoussés samedi. Ils trouvèrent là Sir Richard Clayton, à la tête d'une garde de cinquante invalides. Que pouvait faire une poignée d'hommes en face de ces milliers de forcenés? Ils durent se retirer — les invalides — et jouer le rôle de spectateurs, pendant que la foule détruisait de fond en comble un outillage évalué à plus de 10 000 £. C'est ainsi que se passa la journée de lundi. Mardi matin, nous entendîmes leurs tambours à une distance d'environ deux milles, un peu avant de quitter Bolton. Leur intention déclarée était de s'emparer de la ville, puis de Manchester et Stockport, de marcher de là sur Cromford, et de détruire les machines, non seulement dans ces différents endroits, mais dans toute l'Angleterre.

Lettres de Josiah Wedgwood à son collaborateur Th. Benthey, 3 et 9 oct. 1779; in P. MANTOUX, *op. cit.*, pp. 418-419.

70. Le progrès technique et l'emploi

(L'inspecteur des manufactures de Rouen, auteur du mémoire, ne croit pas au chômage technologique; il préconise l'emploi massif des mécaniques à filer, qui permettra une diminution de main-

d'œuvre et une lutte efficace contre l'Angleterre.)

On ne doit pas craindre aujourd'hui d'occuper moins d'ouvriers à nos manufactures, parce que nous ne pourrons,

dans la plupart des étoffes, obtenir la concurrence avec l'Angleterre qu'en diminuant le prix de la main-d'œuvre, pour pouvoir baisser celui des marchandises. Ces choses se faisant par gradation, les ouvriers qui seront de trop pourront être occupés utilement à d'autres ouvrages, aux progrès de l'agriculture, au défrichement des terres. Lorsqu'on a voulu établir en France les métiers à bas, il y eut, dans le temps, les plus fortes réclamations, à cause de la quantité de per-

sonnes occupées à ce travail, qui ne se faisait qu'à la main. La suite a prouvé que ces craintes étaient vaines, ainsi que celles que l'on a eu lors de la permission des toiles imprimées. On se flatte qu'il en soit de même aujourd'hui pour les mécaniques, qu'on propose d'établir le plus généralement qu'il sera possible.

Mémoire de l'Inspecteur des manufactures de Rouen, 1787, pp. 38-39, Arch. Nat., F¹² 1365.

71. Défense de la "grande agriculture" anglaise

L'avancement de l'agriculture demande que le gouvernement laisse au propriétaire la liberté de réunir ses terres en grandes fermes, s'il juge à propos, et aux fermiers celle de les louer. Il est des écrivains d'une opinion différente; ils conseillent au gouvernement de refuser une pareille liberté aux propriétaires et aux fermiers; ils soutiennent que les grandes fermes sont nuisibles à la population, et font renchérir toutes les denrées. J'ai déjà fait sentir la fausseté de cette opinion; mais..., je crois devoir démontrer, par des raisons générales, la nécessité d'accorder une pleine liberté à cet égard...

Qu'un riche fermier, sur une ferme d'une grande étendue, puisse faire des améliorations bien supérieures à celles que pourrait entreprendre le tenancier d'une petite ferme, toutes proportions gardées, c'est un fait démontré par l'expérience. Il est hors de doute que le fermier riche a, sur une grande ferme, des avantages inappréciables. Au moyen d'excellents attelages, de grands et forts ateliers, toutes les opérations diverses qu'exige l'exploitation des terres s'exécuteront avec autant d'efficacité que

de promptitude. On peut vérifier qu'il en est de même dans les manufactures : un entrepreneur, avec de grands fonds, portera toujours ses fabriques à un degré de supériorité que ne saurait atteindre le manufacturier pauvre. C'est sur les grandes fermes, exploitées par de riches fermiers, qu'on voit les plus nombreux troupeaux, les animaux de trait les plus robustes, les meilleurs instruments, les plus riches engrais, et les améliorations qui supposent des tentatives hasardeuses; tous ces objets sont d'autant plus importants qu'ils forcent le sol à rendre les plus grands produits. Mais ce sont ces produits, plus considérables dans les grandes fermes que dans les petites, qui enrichissent le fermier, son propriétaire et la nation; cette augmentation de richesse nationale se répand dans toutes les classes; et, dès lors, l'industrie, ainsi que la culture des terres, entretient un plus grand nombre d'hommes...

Arthur YOUNG, *Arithmétique politique*; in *Le Cultivateur anglais, Œuvres choisies*, trad. franç., Paris, 1801, t. XVIII, pp. 303-315.

CHAPITRE XIII

1. Le lent effacement des structures du passé
2. La concentration industrielle
3. L'investissement industriel
4. Croissance industrielle et “take off”

LES ORIGINES DE L'INDUSTRIALISATION

L'apparition et l'extension du phénomène d'industrialisation devaient jouer, dans le devenir de l'Europe et du monde contemporain, un rôle capital. Une civilisation nouvelle allait s'instaurer, entraînant progressivement la planète tout entière dans un vertige de croissance, effaçant les si nombreux facteurs de freinage qui, durant des siècles, avaient rigoureusement limité l'ampleur et la durée des expansions, dans une conjoncture globalement et désespérément stagnante. Dans cette évolution fondamentale, le XVIII^e siècle n'apparaît guère que comme un « introducteur ». Du moins, présente-t-il, dans les pays les plus avancés de l'Occident, et surtout en Grande-Bretagne, certains traits, qui préfigurent le grand « décollage ».

1 — Le lent effacement des structures du passé

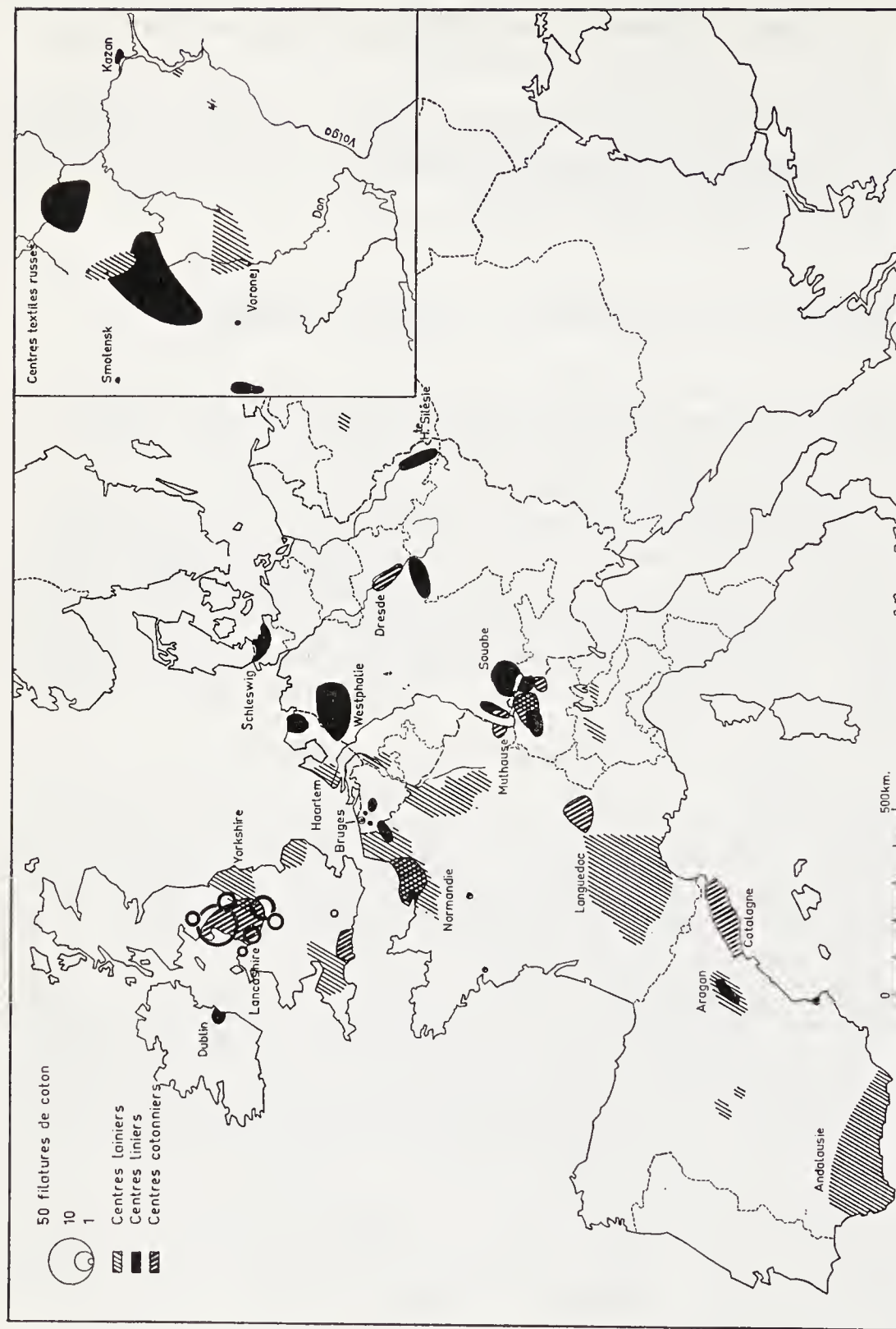
Traditionnellement, l'industrie européenne était marquée, nous l'avons vu, par la dispersion, c'est-à-dire par l'impuissance, et cette situation reste dominante pendant une partie du siècle.

Le domaine de la dispersion : villes et campagnes

Comme le fait remarquer Hermann Kellenbenz, l'éparpillement des ateliers familiaux et artisanaux, dans les campagnes et dans les villes, appartient à un même ordre de faits, et l'opposition « dualiste » des villes et des campagnes, systématisée jadis par Karl Bücher, a été sérieusement contestée. Autour des agglomérations dominantes, s'étendent des « espaces industriels » plus ou moins vastes, dont les dimensions dépendent des ressources naturelles et des relations commerciales, et dont les rapports avec le centre obéissent à une dialectique subtile. Si les industries « lourdes », fortes consommatrices d'eau et de bois, se diffusent le long des cours d'eau, le textile, la petite métallurgie ou les industries du cuir se répartissent, selon l'opportunité, entre la métropole et le plat pays.

Ainsi se dessinent, sur un fond monotone, un certain nombre de « nébuleuses industrielles », que le ^{xvii}^e siècle semble avoir renforcées, que le ^{xviii}^e siècle maintient. Elles se révèlent plus denses et plus puissantes dans l'Europe du Nord; elles enjambent les frontières, dans la mesure où s'épand le rayonnement des centres principaux et de leurs satellites. Si elles englobent des activités très diverses, elles privilégient cependant une industrie dominante, qui assure au groupe sa tonalité.

De grandes régions textiles forment d'immenses « plages », où s'affirme la multipolarité; zone lainière de l'Angleterre du Sud, poussant des pointes vers le West-Riding; régions drapières françaises, de la Picardie à la Champagne, de l'ensemble Normandie-Bretagne-Maine au Berry et au Languedoc; espace toilier suisse, qui, de Saint-Gall, diverge sur l'Allemagne du Sud et l'Autriche; vaste domaine linier, débordant de la France du Nord-Ouest vers la Flandre, la Hollande, la Rhénanie et la Basse-Saxe. Les espaces miniers et métallurgiques apparaissent avec une semblable netteté, du Sussex et du Weald à la région de Liège, au Massif schisteux rhénan, au secteur alpin, du Dauphiné à la Styrie-Carinthie, à la Bohême, à la Suède centrale, voire à la Biscaye et à l'Oural.



LES GRANDS CENTRES TEXTILES DE L'EUROPE AU XVIII^e SIÈCLE

Artisanat et système de l'entreprise

Dans toutes ces concentrations, l'organisation du travail n'a pas changé. Partout, les petits groupes sont de règle, sauf dans les forges et les verreries, qui exigent tout un personnel de bûcherons et de voituriers. La « manufacture » apparaît, dans la mesure où elle a pris quelque extension, comme un phénomène relativement rare et surtout artificiel. La ville reste soumise au régime corporatif, avec ses guildes, ses jurandes, ses métiers dits « libres » — et qui ne le sont pas —, ses statuts, ses conditions rigoureuses d'apprentissage et d'accès à la maîtrise, ses hiérarchies et ses gardes jurés. Dans toute l'Europe, on assiste, jusqu'aux environs de 1750, à un véritable « envahissement corporatif », de la France, qui prétend « organiser » tous les métiers, à l'Allemagne et à l'Autriche, où les corps se fédèrent, à la Belgique, à l'Italie et à l'Espagne. Mais l'emprise corporative laisse indemnes les campagnes, inaccessibles et rebelles à toute discipline.

En dépit de cet éparpillement, le système de l'« entreprise » assurait, depuis longtemps, un minimum de concentration. Les marchands des villes, forts de leur puissance financière, avaient groupé sous leur dépendance un nombre croissant d'ateliers. Leur pouvoir ne cesse de croître au XVIII^e siècle. Les « drapers » de Norwich, les « clothiers » de Leeds, les grands négociants de Sedan, de Reims ou d'Amiens, de Leyde ou de Verviers, dominant, sur de larges espaces, la production des étoffes de laine. Disposant de la matière première, parfois maîtres des métiers, ils engagent souvent le travailleur, par un redoutable système d'avances, dans un inextricable réseau de dettes. A Calw, en Würtemberg, les paysans, dans un certain rayon autour de la ville, doivent leur apporter obligatoirement leurs pièces fabriquées. Le monopole des entrepreneurs est identique dans la toilerie de Saint-Quentin et de Saxe, de Saint-Gall et de Haarlem, dans la coutellerie de Sheffield, de Solingen et de Thiers, dans la petite métallurgie de Birmingham, dans la rubannerie de Bâle, dans la soierie de Lyon.

Il en résulte une concentration parfois impressionnante des moyens. Autour de Sedan, plus de 15 000 paysans travaillent pour 25 négociants de la ville; en 1736, un entrepreneur du Lancashire emploie 3 000 personnes dans la région de Blackburn. L'« usine » de draperie de Poutivl, en Russie, se voyait « attacher » 20 000 paysans, à la fin du siècle.

La lutte pour la liberté

Les conditions générales

Un tel système n'allait pas sans comporter des avantages; il assurait à la production des horizons plus larges, il permettait aux producteurs une résistance plus grande aux risques et aux crises, il faisait entrer l'activité industrielle dans les circuits du crédit. Par contre, il entraînait des déplacements excessifs de matière, il rendait difficile le contrôle de la fabrication, il provoquait bien des pertes de temps. Finalement, sa rentabilité se révélait médiocre. A mesure que les exigences du commerce s'accroissaient et que la conjoncture poussait à la production, une véritable concentration industrielle devenait nécessaire. Aussi, grands marchands et entrepreneurs des manufactures ne tardèrent pas à œuvrer dans ce sens. Ils le pouvaient d'autant plus qu'ils disposaient des capitaux, qu'ils échappaient aux contraintes corporatives, les uns légalement, les autres grâce à leur pouvoir, et que le « climat doctrinal » les encourageait à l'action. A mesure que le siècle s'avance, le mouvement de revendication en faveur de la liberté de l'entreprise va se manifester avec une croissante ampleur, malgré la tenace opposition des « métiers » et des « maîtres ».

Les terrains de lutte

La lutte s'engage d'abord, dans toute l'Europe, contre un système corporatif que l'évolution économique condamnait et qui ne cessait de se scléroser, se perdant dans de vaines querelles et dans le favoritisme, assurant, par le jeu d'une mentalité de caste, l'accès à la maîtrise aux seuls fils et parents de maîtres, s'opposant à tout progrès technique, dressant contre lui à la fois les compagnons, privés de tout espoir d'ascension sociale, et les négociants, désespérant de voir s'affirmer la production massive dont ils avaient besoin pour alimenter leurs trafics.

Les sphères dirigeantes, pour des motifs évidents, ne tardèrent pas à entrer dans le jeu. Tandis qu'en Grande-Bretagne, le régime corporatif, très affaibli dès le début du siècle, s'effondrait définitivement, sous la pression de l'économie, la Belgique mettait fin au système, à la suite d'une longue évolution, en 1784. L'Espagne de Campomanès et de Jovellanos primait celle des « réformistes » dès les années 1760-1770. La France de Turgot établissait, par l'acte éclatant de 1776, la liberté du travail, au nom de la raison et de la croissance.

En même temps, se déclenchait la révolte contre toutes les manifestations du colbertisme industrialiste. Les règlements étaient partout ouvertement violés, les inspecteurs malmenés. De véritables « insurrections patronales » se déchaînaient, tel ce grand mouvement qui s'empara, en 1778-1781, d'une bonne partie des régions de la France industrielle. Les inspecteurs eux-mêmes faiblissaient souvent, et les plus éminents d'entre eux, un Roland de la Platière ou un Bacalan, reconnaissaient les énormes avantages de la liberté. Si, en Europe centrale et orientale, et parfois en Italie, les formes du passé profitaient de la relative lenteur de l'évolution économique pour se pérenniser, dans tous les pays avancés de l'Occident les entraves au libre essor des forces industrielles tombaient de toutes parts.

2 — La concentration industrielle —

Les degrés et les secteurs de la concentration

La concentration-nébuleuse

Cependant, la concentration industrielle progressait inégalement. Certaines régions et certaines branches en restaient au stade de la « concentration-nébuleuse », qui opposait un « noyau » groupé à une foule d'ateliers dispersés. C'est surtout dans le textile que se rencontraient ces formes, le tissage et la filature se faisant à domicile, les « apprêts » à l' « usine ». La célèbre manufacture de draperie van Robais, d'Abbeville, faisait travailler 1 800 ouvriers en atelier et 10 000 à domicile; la grande fabrique textile de Luckenwalde, en Prusse, dispersait la filature et le tissage, groupant plusieurs centaines de travailleurs pour les opérations de préparation et de finition. Le phénomène se manifestait aussi dans les branches les plus progressistes, cotonnades et toiles peintes. A Sulz, sur le Neckar, la fabrique de cotonnades, fondée en 1757, ne groupait que 130 ouvriers et en dispersait 1 542. Des faits analogues se retrouvaient dans la métallurgie, où la distinction restait nette, dans toute l'Europe, entre ouvriers « internes » et « externes », voire dans les entreprises minières, qui souvent, même en Grande-Bretagne, se contentaient d'unir, par des liens assez lâches, des brigades de travailleurs indépendants.

La concentration usinière

Un tel système perpétuait une bonne partie des inconvénients de l' « entreprise », sans assurer véritablement à la production les avantages de l'usine.

Il fallait donc aller plus avant et réaliser une concentration totale. Celle-ci se révéla fort inégale selon les secteurs. Dans le textile, les cotonnades et les toiles peintes se prêtaient d'autant plus aux mutations qu'elles exigeaient, nous l'avons vu, l'emploi massif des machines. Le mouvement se propage essentiellement d'amont en aval, de la filature au tissage et à l'impression. L'Angleterre donne l'exemple. Dès les années 1770, les grandes filatures créées par Arkwright et ses associés à Cromford, près de Derby, à Belper, à Manchester, groupent chacune plusieurs milliers de broches, plusieurs centaines d'ouvriers, d'orgueilleux bâtiments, qui atteignent jusqu'à six étages. Les établissements de filature et de tissage, que possède la célèbre famille Peel dans toute la région de Bury et de Manchester sont d'une semblable envergure. L'Europe suit le mouvement, avec un certain retard. Toutefois, les grandes firmes de cotonnades, et surtout de toiles peintes de Normandie et d'Alsace, sont déjà des usines « modernes », concentrées, mécanisées, puissamment pourvues de capitaux; l'usine Oberkampf, de Jouy-en-Josas, aligne d'imposantes constructions, « sort » 30 000 pièces par an, imprimées par 1 100 ouvriers. En Belgique et en Catalogne, en Suisse et en Saxe s'édifient de nombreuses firmes, de Barcelone à Neuchâtel, de Tournai et d'Anvers à Dresde.

Si, dans les charbonnages, même britanniques, la petite entreprise reste souvent dominante, de fortes exploitations commencent à apparaître, parfois liées aux forges, parfois indépendantes. A Newcastle, dans le Northumberland et le Durham, des installations d'envergure s'affermissent, pourvues de machines d'épuisement et de transports, de pontons et de docks. Anzin emploie, en 1790, 4 000 ouvriers; elle constitue le type rare, mais non unique, de la très grande entreprise minière.

Enfin, la grande firme sidérurgique, typique du monde contemporain, s'installe en Angleterre, mais également en France. Les usines Darby, de Coalbrookdale, en 1784, avec leurs 8 fourneaux, leurs 9 forges, leurs 1 600 ouvriers, répartis entre cinq usines, ont bien des homologues, des deux côtés de la Manche : les usines Wilkinson de Bersham, avec leurs 2 000 ouvriers, les forges de Carron en Écosse, la grande usine de constructions mécaniques de Soho, près de Birmingham, et aussi les usines de Dietrich, à Niederbronn, près de Strasbourg, unissant 6 établissements et 1 500 travailleurs, la célèbre firme de Wendel, à Hayange, plus encore Le Creusot, qui, à la veille de la Révolution, se présente comme une des entreprises les plus considérables et les plus imposantes de l'Europe, avec sa halle centrale, où 4 fours à réverbère et 4 étuves permettent de couler en fonte des masses de 12 000 livres d'un seul jet, avec ses 4 hauts fourneaux « géants » de 39 pieds de haut.

Les formes supérieures de la concentration

Les capacités de production s'accroissaient rapidement et elles se révélaient considérables pour l'époque. Ainsi, les usines Darby, qui ne coulaient que 600 tonnes de fonte par an au début du XVIII^e siècle, en produisaient 14 000 à la fin.

Cependant, les nécessités de la production étaient telles que les industriels se trouvaient engagés, par la logique même du système, dans un processus de croissance sans fin. Les formes les plus variées d'une concentration de type supérieur s'étendaient dans les régions les plus avancées. La concentration horizontale permettait d'assembler, en de vastes consortiums, des usines de même type. Elle proliférait dans la métallurgie anglaise et française, où de véritables « groupes » se constituaient en Lorraine, autour des de Wendel, et des Gouvy en Alsace, mais aussi autour de toutes les grandes firmes britanniques. De leur côté, les phénomènes d'intégration unissaient, dans la métallurgie, la mine — de fer et de charbon — à la forge, voire à la métallurgie différenciée, tandis que les entreprises textiles joignaient souvent filature, tissage, et impression. Le « roi » de la sidérurgie anglaise, John Wilkinson, créa, ainsi, autour de ses usines de Bersham et de Broseley, un véritable Empire minier et métallurgique, qui se prolongeait par de fortes participations dans les fonderies du Sud du Pays de Galles, dans les mines d'étain de Cornouailles. Autour du Creusot se formait un groupe puissant, qui s'efforçait de dominer, dans les années 1780, les plus grandes entreprises métallurgiques françaises.

Plus haut encore, de puissants cartels se constituaient, liant, dans une solide organisation, les patrons d'une même branche, établissant des quotas de production et de vente, répartissant le marché entre les membres de l'association, défendant les prix. Ils atteignent leur perfection dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle; dès 1760, les plus grosses firmes métallurgiques du pays s'unissent pour la production des machines à vapeur, tandis que s'affermait l'union des charbonnages de Newcastle, qui forme, en 1771, « la grande entente du Nord-Est », dont l'existence se poursuivra jusqu'en 1858. Le cartel du cuivre se fonde en 1785, entre la Cornish Metal Co et l'Anglesay Co, et l'entente des métallurgistes des Midlands se transforme en un cartel national des maîtres de forges, dont la puissance était telle que, dès les années 1780, il était capable de faire pression sur le gouvernement de Pitt lors du traité de commerce anglo-irlandais de 1785.

L'apparition des « régions industrielles »

Au sein des « nébuleuses industrielles » du passé, et parfois en dehors d'elles, commençaient à s'affirmer de véritables « régions industrielles », qui préfigurent celles des *xix^e* et *xx^e* siècles, alliant, en général, la houille, la grosse sidérurgie, le textile cotonnier, rassemblant routes et canaux, attirant dans des « complexes urbains », avec leurs centres majeurs et leurs villes-satellites, les populations déracinées des campagnes, contrastant avec les « zones » du passé par leur fièvre de croissance.

Tel est le cas du Yorkshire, du Lancashire, plus encore, et de la région de Birmingham, du Northumberland-Durham et du Sud du Pays de Galles, où la concentration est évidente; en 1788, sur 101 filatures britanniques de coton, le Lancashire, à lui seul, en possède 41, et la rapide croissance du double centre de Manchester-Liverpool va de pair avec la montée spectaculaire du « king cotton ». En France, où le phénomène est moins net, le centre de gravité industrielle se déplace rapidement, après 1760, de l'ancienne France riche, celle des draps et des toiles, vers la nouvelle France riche, celle des mines et de la métallurgie; si Rouen l'emporte sur Amiens, « le groupe du Nord-Est » connaît une croissance rapide. Une nouvelle géographie industrielle se crée, plus ramassée et plus dynamique. Hors de France, le groupe liégeois se rénove grâce à la houille et au textile de Verviers, tandis que la Saxe et ses annexes s'efforcent de se dégager des structures anciennes. Si la Prusse, la Pologne et l'Autriche restent vouées à une industrialisation diffuse, de type « colbertiste », des groupes industriels pionniers prolongent la poussée d'industrialisation. Face à une Suède provisoirement déclinante, la Russie est en train de devenir une puissance industrielle, grâce au gouvernement de Catherine II et aussi aux initiatives individuelles; elle recensait 233 manufactures à la mort de Pierre le Grand, elle en compte au moins 2 000 en 1796; alors que les usines métallurgiques de l'Oural s'élèvent de 40 en 1730, à 153 en 1796, plafonnant quelque peu sous Catherine II, les régions de Moscou et de Saint-Pétersbourg, centres d'industries différenciées, ne cessent de grandir. Enfin, autour des forges de Biscaye et des Asturies, et surtout dans la très active Catalogne, où le textile cotonnier emploie plus de 100 000 personnes, se posaient les bases d'une nouvelle puissance hispanique.

Ainsi, dans cette Europe en pleine fermentation, la nouvelle géographie industrielle créait de véritables « pôles de développement »; elle introduisait une dynamique très tendue de l'investissement et de la croissance.



LES PRINCIPALES ZONES MÉTALLURGIQUES DE L'EUROPE AU XVIII^e SIÈCLE

3 — L'investissement industriel —

L'origine des capitaux

Capital familial et autofinancement

De telles transformations exigeaient de gros capitaux. Et pourtant, les formes les plus simples, « primaires », de l'investissement, suffiront souvent à assurer la croissance d'entreprises devenues considérables. C'est que, dans ce stade primitif de la croissance industrielle, les capitaux d'entrée peuvent être très faibles. Les ratios nécessaires pour la période de démarrage, même en Grande-Bretagne, ne semblent pas dépasser, vers 1770-1780, 25 livres sterling par actif, soit 4 mois de salaire moyen du fileur; ils ne semblent pas excéder 30 livres sterling par actif dans la métallurgie. D'une façon générale, les mises de fonds initiales ne sont pas supérieures à 6 ou 8 mois de travail par actif, et le fait est d'autant plus important que, dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle, la taille des entreprises, au cours des premières années, peut être très modeste. Alors que la création d'une filature de coton exige actuellement au moins 100 actifs pour être rentable, un établissement semblable pouvait « partir » avec 5 ou 6 actifs et quelques milliers de livres sterling. De réelles possibilités d'action se trouvent donc offertes à une classe d'entrepreneurs actifs et intelligents, mais ne possédant que de faibles disponibilités.

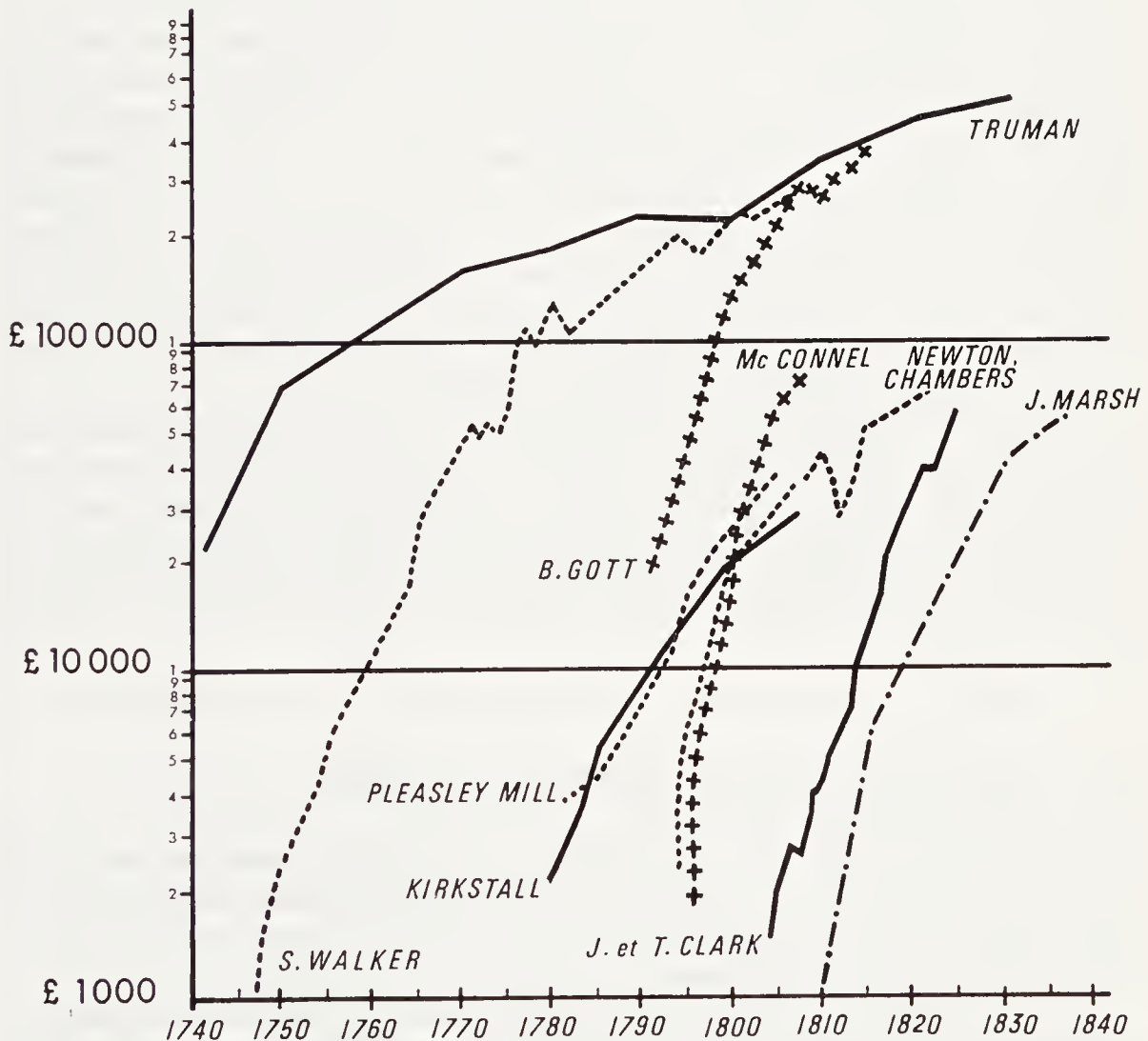
Dans ces conditions, non seulement outre-Manche, mais sur le continent, le capital familial et les méthodes d'autofinancement suffisent, durant de longues périodes, aux besoins de l'expansion industrielle. L'existence de ces pionniers demeure austère; ainsi, les Walkers se contenteront d'un salaire de 10 shillings par semaine, et ce n'est qu'en 1754, 15 ans après la fondation de l'usine, qu'ils s'accorderont un dividende de 150 livres sterling, soit 2,5 % de la valeur du capital. La quasi-totalité des bénéfices est immédiatement réinvestie et la progression des capitaux se fait très rapidement, par un phénomène de « boule de neige ».

Les concours « extérieurs »

Cependant, on peut se demander quelle est l'origine des capitaux initiaux, de ces premiers milliers de sterlings ou de livres tournois; on peut se demander aussi d'où proviennent les fonds qui viendront s'ajouter à ceux du ou des

fondateurs, lorsque l'entreprise aura atteint un certain degré de développement et que l'autofinancement tendra à s'essouffler.

Les capitaux d'État continuent à jouer leur rôle, selon la tradition du colbertisme. S'ils sont pratiquement nuls en Grande-Bretagne, les subventions de diverses caisses en France, — et notamment de celle du « Demi-pour-cent », — viendront appuyer bien des firmes, se transformant parfois, comme au Creusot, en une véritable « participation ». De même, dans toute l'Europe centrale et orientale, de la Prusse à l'Autriche et à la Russie, le gouvernement prendra souvent l'initiative du préfinancement.



LA CROISSANCE DU CAPITAL INDUSTRIEL EN ANGLETERRE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

Évaluation en livres sterling. Échelle logarithmique à trois modules.
D'après F. CROUZET, « La formation du capital en Grande-Bretagne pendant la révolution industrielle », Deuxième Conférence internationale d'Histoire économique, Aix, 1962, Paris, Mouton, 1965, t. I, p. 622.

C'est pourtant le capital privé qui, de plus en plus, assume l'effort d'industrialisation. Sur le continent, la rente foncière semble intervenir largement, surtout dans le domaine métallurgique et minier. Par contre, en Grande-Bretagne, le capital « terrien » revêt moins d'importance qu'au xviii^e siècle, et son action ne cessera de diminuer, car il est attiré par d'autres formes de revenu plus sûres : l'investissement agricole, le placement dans les sociétés de *turnpikes* ou de canaux, l'acquisition de fonds d'État.

Beaucoup plus importante se révèle l'influence du capital commercial. Ainsi, les Lyonnais fonderont des moulinages de soie en Dauphiné, et à Thiers les négociants de la ville dominaient la moitié des papeteries. En Russie, ce seront essentiellement les marchands, serfs ou non, qui, avec les capitaux qu'ils avaient acquis par leur trafic, seront les principaux promoteurs de l'industrialisation, même dans l'Oural; dès avant 1750, ils possédaient 40 % du capital industriel global. En Grande-Bretagne, si l'investissement par les « nababs » et par les planteurs des énormes profits qu'ils avaient réalisés en Extrême-Orient et aux Antilles a été exagéré, le capital commercial « normal » est à l'origine d'une foule de créations industrielles; Richard Arkwright fut soutenu, à ses débuts, par deux marchands-fabricants de bonneterie; les forges de Cyfartha, dans le Sud du Pays de Galles, furent développées par le marchand londonien Richard Crawshay.

Enfin, si l'intervention du capital bancaire fut loin d'être négligeable, de grands industriels financèrent bien des industries. En Angleterre, de larges transferts de capitaux s'opérèrent d'une branche à l'autre, des activités « secondaires » vers les activités « primaires », de la petite métallurgie vers la sidérurgie et les charbonnages, du commerce des tissus vers la filature, afin de réduire les goulots d'étranglement et d'assurer aussi aux capitaux une plus forte rentabilité.

Les formes de l'investissement : les sociétés

Les capitaux individuels ou familiaux se révéleront néanmoins peu à peu insuffisants, devant les nécessités du développement, qui exigeait une fréquente extension des bâtiments et un large renouvellement de l'outillage; la société devenait indispensable.

Pourtant, la pénétration des formes capitalistes restera lente et inégale; d'autant que, souvent, le droit des sociétés demeure très flou, que persistent des formes conservatrices des groupements de capitaux, et que même des pays comme la Grande-Bretagne et la France ne disposent pas de marchés financiers vraiment spécialisés; l'industrie française souffrira de ne pas avoir

possédé « un ou plusieurs centres nerveux de coordination ». De plus, le capital n'est pas toujours versé comptant, — il s'en faut de beaucoup, — ce qui gêne l'essor de l'entreprise, et, au moins, en France, l'augmentation de capital, loin d'être un signe de prospérité, annonce des situations difficiles.

Malgré tout, tant bien que mal, plusieurs types de sociétés finissent par s'individualiser. La plus simple — société « générale » ou en nom collectif en France, *partnership* en Grande-Bretagne, — unit quelques associés, qui se répartissent également la gestion et la responsabilité; elle pullule dans toutes les branches, et dans toute l'Europe, reposant souvent sur des capitaux modestes et ne permettant pas, sauf exceptions, de grandes opérations.

A un degré supérieur, la commandite, qui oppose les bailleurs de fonds au gérant, apparaît plus adaptée à de plus vastes firmes. Mieux encore, la « société de capitaux » — la *joint-stock* anglaise —, indéfiniment extensible, dirigée par le gérant, assisté par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale, convient parfaitement à l'« usine ». Elle constitue une véritable société par actions, dont le capital est divisé en « parts », dites « sols » et « deniers », qui assurent à leurs possesseurs un certain pouvoir de contrôle. Toutes les grandes firmes y viendront, mais fort lentement avant la fin du XVIII^e siècle. Ainsi, les forges de Carron, créées d'abord sous la forme d'une simple *partnership*, se constitueront, en 1772, en une *joint-stock*, qui groupait 600 actionnaires. En France, si, dans l'industrie houillère, les mines du Bourbonnais sont en commandite, Anzin et Aniche, Le Creusot et Saint-Gobain vivent sous le régime de la société anonyme. Mais, même dans les deux puissances les plus avancées, ces grandes concentrations demeurent rares.

Le mouvement de l'investissement et les taux de profit

Il est regrettable que nous ne puissions pas mesurer avec exactitude, dans les différents pays de l'Europe, le volume global de l'investissement industriel. Du moins, pouvons-nous tabler sur quelques données sûres. Tout d'abord, il semble qu'en Grande-Bretagne le processus soit discontinu, marqué par de fortes fluctuations; l'augmentation de la capacité productrice est concentrée sur de courtes périodes, en général dans la seconde phase des cycles intradécennaux, ou « cycles majeurs », qui provoquent des « décisions d'investir », dans une atmosphère d'optimisme, à un moment où la capacité de production est utilisée totalement. La réalisation de l'investissement peut se poursuivre au cours de la période dépressive, dont elle atténue l'acuité. Les vicissitudes de la paix et de la guerre agissent de leur côté; les guerres de Succession

d'Autriche, de Sept Ans, d'Amérique ont suscité, en Angleterre, de grandes vagues d'industrialisation, que la paix accentue, après 1783. L'existence de goulots d'étranglement, les développements du commerce extérieur, l'aisance du crédit, constituent également des éléments favorables.

Dans l'ensemble, les résultats partiels dont nous disposons révèlent une accumulation considérable du capital. Les usines Walker de Rotherham, « parties », en 1746, avec un capital de 600 livres sterling, l'avaient porté, dès 1780, à 122 000 livres, la croissance annuelle étant de 16,9 %. Les forges de Coalbrookdale le voient monter de 4,1 % par an, de 1709 à 1809; Oberkampf qui avait débuté avec 47 481 livres, dispose, en 1789, d'un fonds social de 8,8 millions de livres, tandis que celui d'Anzin passe, entre 1757 et 1781, de 630 000 livres à 9,2 millions de livres (+ 1 371 %).

Les taux de profit se révèlent considérables. Ils s'établissent, en Grande-Bretagne, entre 20 et 30 % du capital total dans le textile cotonnier; ils ne sont que légèrement inférieurs dans la sidérurgie, alors que, dans l'Angleterre des années 1956-1961, ils ne dépassent pas 9,3 %. A Anzin, les bénéfices s'accroissent en moyenne de 6,6 % par an à partir de 1771, de 6,7 % à Jouy après 1764. Dans ces conditions, l'expansion au niveau de l'entreprise devait être foudroyante, si l'on songe qu'un autofinancement de 30 % par an permet, en 12 ans, la multiplication du capital par 70!

4 — Croissance industrielle et “take off” —

Les conditions de la croissance industrielle

Les sources

Tous les éléments nécessaires semblaient donc réunis pour provoquer un grand départ de la croissance industrielle. Des études précises ont été menées à bien, qui nous apportent une documentation abondante et la possibilité de comparaisons; mais elles se limitent, actuellement, à la Grande-Bretagne et à la France. Sur la transmission de l'impulsion majeure à l'ensemble du continent, nous en sommes réduits à des indices très dispersés. Est-il légitime d'étendre des conclusions géographiquement limitées à un ensemble beaucoup plus vaste, dont les réactions apparaissent comme très diverses, et dont l'évolution est beaucoup plus lente?

Croissance agricole et croissance industrielle

La position du problème

Par ailleurs, la discussion reste ouverte sur le rôle que les divers éléments d'impulsion ont pu jouer dans ce processus. Si l'essor technique et la croissance démographique peuvent être surtout tenus pour des effets, il est possible que la montée longue des prix et les disparités qui se manifestent entre prix et salaires aient favorisé le démarrage. Il est probable aussi que l'accumulation du capital, résultat de la poussée des profits commerciaux et de la rente foncière, a dû agir fortement, encore que l'autofinancement ait été à l'origine de bien des expansions.

Faut-il donc mettre l'accent sur l'influence des progrès de la productivité et de la production agricoles? Paul Bairoch insiste sur le rôle d'un élément qu'il tient pour le « facteur déterminant d'amorce du développement ». Il fait valoir que l'accroissement des disponibilités agricoles, des deux côtés de la Manche, à partir de 1760, a favorisé la croissance démographique et facilité le décollage industriel, en provoquant de larges transferts de capitaux et de main-d'œuvre d'un secteur à l'autre, en assurant la nourriture des classes urbaines, en suscitant, par l'enrichissement des propriétaires et par l'extension des techniques culturales, une demande croissante d'instruments aratoires et de produits industriels. Ainsi, se seraient mis en route des « mécanismes d'entraînement » de plus en plus complexes, générateurs de goulots d'étranglement et de progrès techniques et productifs continus, de processus cumulatifs, la métallurgie et le textile s'entraînant naturellement, dans un mouvement de croissance sans cesse plus accentué.

La réponse des faits

Les faits répondent, pour le moment, de façon assez inégale à la théorie. Selon Ph. Deane et A. Cole, l'accroissement de la production agricole réelle en Angleterre, entre 1700 et 1790, serait de 38 %; dans le domaine céréalier, la stagnation aurait dominé jusque vers 1740; les progrès auraient été irréguliers jusque vers 1760-1770, considérables par la suite; pour P. Bairoch, le taux annuel de croissance serait passé de 0,3 % pour la première moitié du siècle, à 1,4 % pour la période 1750-1780. De même, J.-C. Toutain estime les taux annuels de croissance du produit agricole final en France, à 0,3 % avant 1760, à 1,3 % pour les années 1760-1770; la croissance agricole aurait été constamment supérieure à la croissance démographique, au cours du XVIII^e siècle.

Si E. Le Roy-Ladurie a critiqué certaines bases de calcul, il reconnaît cepen-

dant, à la suite de toute une série d'études locales, que, pour la France, à une période de « récupération » succède, à partir de 1750, une expansion productive telle que les records des siècles précédents sont dépassés. Le « décollage » agricole se serait donc bien produit, au moins partiellement; les données recueillies par J. Ruwet pour la Belgique et W. Abel pour la Prusse semblent le confirmer.

A ces chiffres, le grand mouvement de conquête du sol, dont l'Europe entière est l'objet, vient apporter une confirmation indirecte. Si les défrichements ont été plus inégaux qu'on ne l'avait pensé, ils affectent largement l'Angleterre des enclosures, la France des physiocrates, les Pays-Bas et la Hollande, l'Allemagne de l'Est, la Russie et la Hongrie, l'Espagne méridionale.

Finalement, l'agriculture a peut-être moins fourni d'hommes et de capitaux à une industrialisation qui s'est en partie nourrie de sa propre substance, elle a peut-être moins contribué à l'extension de la demande que ne le pense P. Bairoch. Mais elle a quand même constitué le préalable nécessaire.

Les mouvements de la croissance industrielle

Indices globaux et pulsations de la croissance

C'est à peu près uniquement sur les deux puissances du continent que nous possédons des données globales; mais elles sont hautement significatives.

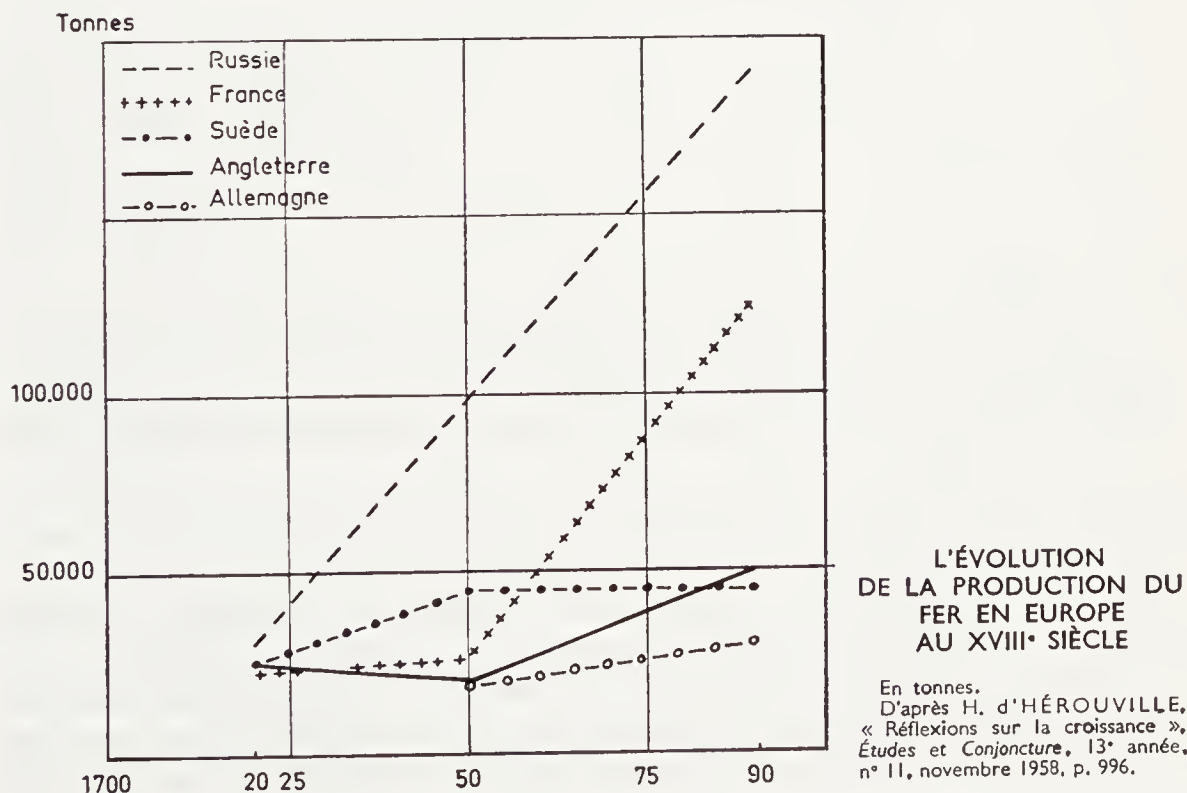
Dans l'ensemble, selon les indices de W. Hoffmann, l'indice général de la production industrielle anglaise se serait multiplié par trois, de 1700 à 1790; selon Ph. Deane et A. Cole, il aurait progressé de 100 à 285; le pourcentage annuel de croissance serait donc de 1,17 %. Du côté français, selon J. Marczewski, le taux de croissance s'élèverait à 1,91 %, plus vraisemblablement à 1 %, tandis que les exportations françaises de produits fabriqués auraient augmenté globalement de 200 %, et peut-être de 300 %, entre 1716 et 1787. Ainsi, les industries françaises et britanniques auraient progressé, au cours du XVIII^e siècle, selon un rythme sensiblement égal.

De plus, cette montée impressionnante ne s'était pas produite d'un mouvement uniforme; mais elle avait été coupée de phases significatives. Pour l'Angleterre, le développement industriel se révèle lent jusque vers 1740; l'indice de la production réelle ne s'accroît que de 31 %. De 1745 à 1760, un premier choc se produit, qui affecte surtout le textile, lainier et toilier, la production des métaux non ferreux. Il est suivi d'un ralentissement au cours des années 1760, auquel succède un second départ, qui touche

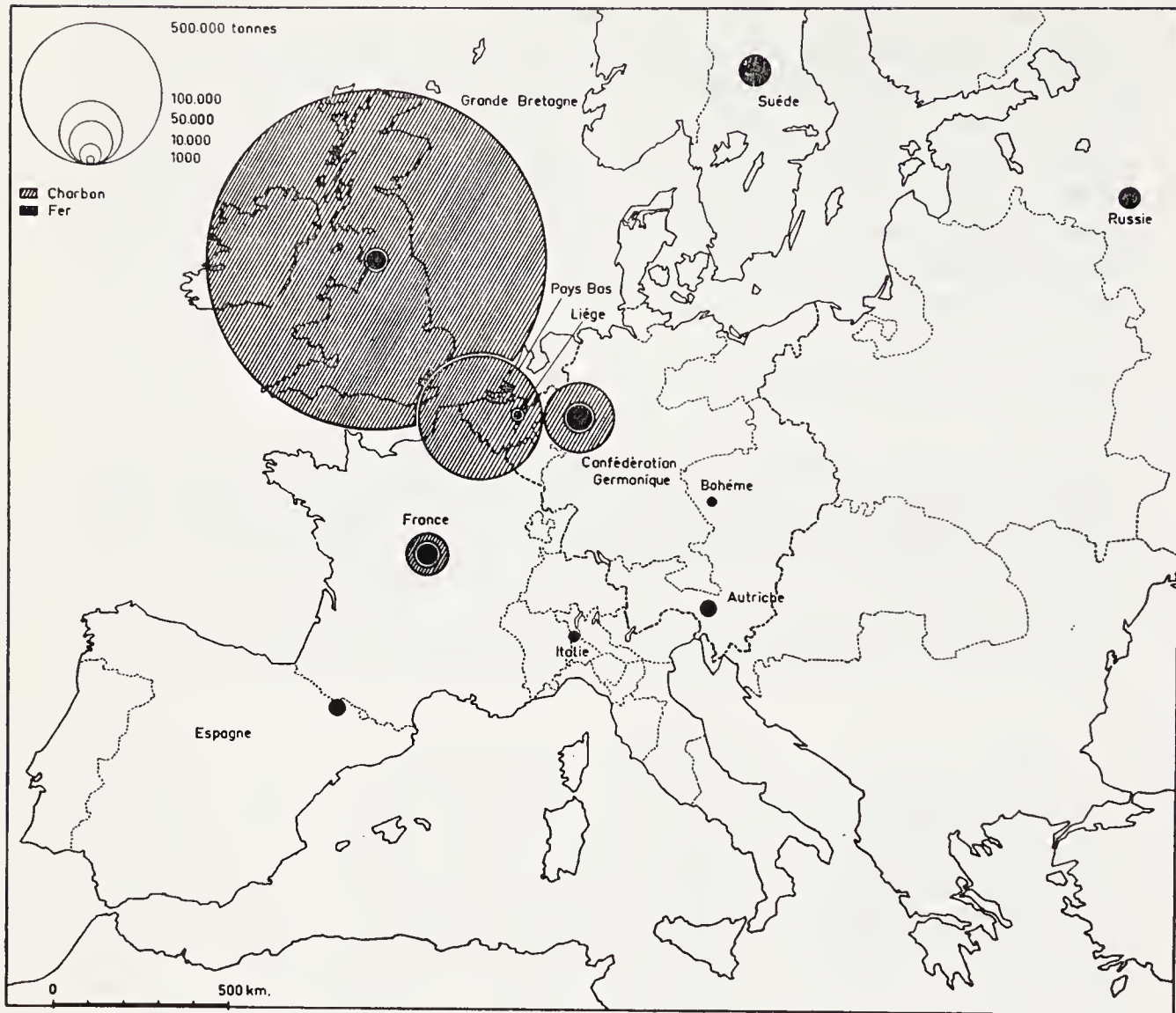
le coton, la métallurgie, l'industrie houillère, et qui s'accroît à partir de 1780, faisant vraiment entrer la Grande-Bretagne dans l'ère de la « révolution industrielle ». Les mouvements de l'industrie française sont nettement différents. A une « reprise » vigoureuse, des environs de 1720-1730 à ceux de 1750, succède un net freinage, qui se prolonge dans les années 1770 pour certaines industries et se conjugue, à partir de 1780, avec un complexe de dépression agricole et de crise industrielle. Aussi, la France ne rattrapera-t-elle pas, à la fin du XVIII^e siècle, la Révolution aidant, le « retard » qu'elle avait pris sur sa rivale.

Les mouvements sectoriels

Non moins significatifs se révélaient les mouvements sectoriels. Les industries du passé, souvent hostiles à la mécanisation et à la concentration, manifestent des taux de croissance relativement modérés. La production lainière française ne s'accroît que de 61 %, de la fin du XVII^e siècle à 1789; la production anglaise, plus évoluée, monte de 150 %, tandis que le mouvement de la draperie verviétoise dénote une quasi-stabilité. La toilerie n'est guère



LES ORIGINES DE L'INDUSTRIALISATION



LA PRODUCTION DE HOUILLE ET DE FER EN EUROPE AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE

En tonnes.
D'après J. U. NEF, *The Rise of British Coal Industry*, Chicago, University of Chicago Press, 1953, t II, p. 124; E. F. HECKSCHER, « Un grand chapitre de l'histoire du fer : le monopole suédois », *Annales d'Histoire économique et sociale*, t. IV, 1932, pp. 131-132.

plus vigoureuse en France, et si elle se développe rapidement en Écosse à partir de 1750, elle reste une activité mineure.

Un véritable « relais industriel », gros de signification, s'affirme, portant les mouvements des industries « dominantes », celles de l'avenir, à des taux paroxystiques. Les importations annuelles moyennes de coton en Grande-Bretagne montent de 1 million de livres-pesant au début du XVIII^e, à 15 millions de livres pour les années 1780, à 30 millions de livres en 1789.

Les exportations de cotonnades britanniques, indécises jusque vers 1750, prennent ensuite un prodigieux essor; entre les années 1700 et les années 1780, l'accroissement est de 5 637 %! En France, alors que le taux annuel de croissance s'établit à 1 % pour la draperie, entre 1,5 et 2 % pour la toilerie, il se fixe à 3,8 % pour la filature et le tissage du coton, c'est-à-dire à un niveau proche du niveau britannique. Dans l'industrie houillère, le taux de croissance français est de 500 à 800 %, de 3,8 % annuellement, alors que la production anglaise hausse globalement de 233 %. Dans la sidérurgie, la progression de la production française apparaît comme plus tendue que celle de presque tous les autres producteurs européens; de 1720 à 1790, elle monte de 468 % dans le Royaume, de 100 % en Angleterre, de 80 % en Suède; seule la Russie traduit une poussée exceptionnelle de 533 %. Le grand départ de la métallurgie anglaise, qui se dessinait au cours des années 1780, ne s'effectuera qu'à la faveur des guerres de la Révolution et de l'Empire.

La royauté industrielle de l'Angleterre

Cependant, en dépit de cette faiblesse, le Royaume-Uni jouissait d'une prépondérance incontestable dans le domaine industriel. Lui seul avait pleinement réalisé un « décollage », que la France, la Belgique et les pays les plus avancés esquissaient seulement. Tandis que son produit réel total et par tête s'accroissait rapidement, un nouvel équilibre s'établissait entre activités agricoles et activités industrielles. Le produit net industriel y surpassait de 255 millions de livres sterling le produit net agricole, alors qu'en France il lui était très inférieur.

On a beaucoup discuté sur les causes de la supériorité anglaise. On a invoqué l'influence du climat de liberté qui domine, dès le ^{xviii}e siècle, la vie de sa société. On a fait état d'une mobilité sociale plus grande, d'une mentalité plus mercantile, d'un esprit plus « scientifique ». Plus justement, François Crouzet a fait valoir l'importance de la demande interne, dans un marché plus unifié, l'extension des relations, à l'intérieur de « la plus vaste zone de libre-échange du monde », la structure d'une consommation, qui est véritablement « de masse ». Il semble pourtant que le rôle de l'offre est, en la matière, essentiel. La « famine » de combustible végétal, l'insuffisance réelle de main-d'œuvre, unique en Europe, les ressources en capital, l'accumulation plus rapide du capital que les autres facteurs de production ont engendré un processus de « progrès technique cumulatif » et une croissance industrielle sans fin, par une série de « réactions en chaîne ». Ainsi, selon l'heureuse

LES ORIGINES DE L'INDUSTRIALISATION

expression de David Landes, la « masse critique » a été atteinte dans cette Grande-Bretagne qui est en train de maîtriser le monde, alors qu'elle ne le sera que bien plus tard, en France et sur le continent.

Malgré tout, l'étincelle avait jailli et les temps n'étaient plus loin où, sous l'effet des « entraînements » britanniques, l'Europe continentale allait amorcer, à son tour, le processus d'industrialisation.

DOCUMENTS

72. La petite industrie dispersée

LE TEXTILE DE HALIFAX (YORKSHIRE) EN 1720

A mesure que nous nous rapprochions de Halifax, nous rencontrions des maisons de plus en plus voisines, et, dans les fonds, des villages de plus en plus grands. Bien plus, les flancs des collines, fort escarpées de chaque côté, étaient tout parsemés de maisons... Le pays était divisé en petits enclos, de 2 à 7 acres chacun, rarement davantage, et, pour trois ou quatre de ces pièces de terre, on trouvait une maison... Après avoir traversé la troisième colline, nous pûmes nous rendre compte que le pays formait comme un village continu, quoique le terrain fût toujours aussi montueux; c'est à peine s'il se trouvait une maison éloignée des autres

de plus d'une portée de voix. Bientôt nous connûmes l'occupation des habitants : le soleil se levait et ses rayons commençant à luire, nous aperçûmes, presque devant chaque maison, une rame à étendre les étoffes, et, sur chaque rame, une pièce de drap ordinaire, ou de kersey, ou de shalloon... Quelle que fût la direction où se portaient nos regards, de la base à la crête des collines, c'était partout la même vue : une multitude de maisons et de rames, et, sur chaque rame, une pièce d'étoffe blanche.

Daniel de FOE, *Tour III*, pp. 98-99;
cité par P. MANTOUX, *op. cit.*, p. 31.

LA RÉSISTANCE DES PETITS FABRICANTS A LA GRANDE INDUSTRIE

Pétition à la Chambre des communes des petits fabricants du Yorkshire, 1794

[Après avoir vanté les vertus du « Domestic System », les fabricants poursuivent :]

Ce régime, qui a si longtemps prévalu dans le Yorkshire, avec de si heureux résultats pour l'industrie, pour tous ceux qui en vivent et pour le public en général, est à présent menacé par l'introduction des méthodes en usage dans d'autres parties du royaume, où les inconvénients et les maux qui en résultent ont été cruellement ressentis. Ces méthodes tendent à constituer un monopole au profit de quelques gros capitalistes; elles sont pratiquées, dans le Yorkshire, par des personnes appartenant à la classe des marchands drapiers,

qui sont fabricants de drap. Plusieurs de ces marchands, notamment dans les villes de Leeds et de Halifax, se sont mis depuis peu à fabriquer, et plusieurs autres se montrent disposés à suivre leur exemple, en montant de grandes fabriques pour la filature et le tissage de la laine. Ce qui ne peut manquer, à ce que croient les pétitionnaires, d'avoir les conséquences les plus désastreuses pour eux, qui, avec un capital minime, ont su, jusqu'ici grâce à leur travail infatigable, et à celui de leurs femmes et enfants, unis sous un même toit, vivre honorablement et faire vivre leurs familles, sans rien demander à personne... Cette situation confortable et indépen-

dante, ils sont menacés de la perdre; et, si le nouveau système l'emporte, ils devront se séparer de leurs familles et se laisser réduire en servitude pour

payer leur pain et le pain de ceux qui leur sont chers.

Cité par P. MANTOUX, *op. cit.*, p. 264.

73. La naissance de l'usine

LES FORGES DE CARRON EN 1796 (Où l'on fabrique les caronades)

Au milieu de ces machines de guerre, de ces terribles instruments de mort, des grues gigantesques, des cabestans de toute sorte, des leviers, des machines à mouffles, servant à mouvoir tant de lourds fardeaux, sont disposés dans des places convenables à ce service. Leurs mouvements, les cris aigus des poulies, le bruit répété des marteaux, l'activité des bras qui donnent l'impulsion à tant de machines, tout offre ici un spectacle aussi nouveau qu'intéressant... Il existe une si grande suite de ces ateliers, que l'air en est échauffé au loin, et que la nuit tout est resplendissant de feu et de lumière, de manière que, lorsqu'on

aperçoit, à une certaine distance, tant de masses de charbon embrasé d'une part, de l'autre des gerbes de feu qui s'élancent au-dessus des hauts fourneaux, et qu'on entend le bruit des lourds marteaux qui frappent sur les enclumes retentissantes, mêlé au sifflement aigu des pompes à air, l'on ne sait si l'on est au pied d'un volcan en éruption, ou si l'on a été transporté, par quelque effet magique, sur les bords de l'ancre où Vulcain, avec ses cyclopes, s'occupe à préparer la foudre.

FAUJAS DE SAINT-FOND, *Voyage en Angleterre*, I, pp. 210-211 et 216-217; in P. MANTOUX, *op. cit.*, pp. 309 sq.

UN GRAND CHARBONNAGE : LES MINES D'ANZIN EN 1791

Sait-on bien ce que c'est que d'exploiter une mine? Creuser des galeries, les soutenir et en repousser sans cesse les eaux; percer des galeries à travers les rochers et en prévenir l'affaissement; placer partout des étais coûteux; établir des machines, des pompes à feu, des ventilateurs, faire pour tous ces travaux des dépenses ruineuses, les risquer pour des essais souvent infructueux; les continuer pour qu'ils ne soient pas inutiles, et avoir des fonds suffisants pour une grande quantité d'ouvriers.

Un exemple fera mieux connaître les dépenses énormes qu'exige la recherche des mines. Je citerai la Compagnie d'Anzin, près de Valenciennes; elle obtint

une concession, non pour exploiter une mine, mais pour la découvrir, lorsqu'aucun indice ne l'annonçait. Ce fut après 22 ans de travaux qu'elle toucha la mine. Le premier filon était à 300 pieds et n'était susceptible d'aucun produit. Pour y arriver, il avait fallu franchir un torrent intérieur, qui couvrait tout l'espace dans l'étendue de plusieurs lieues. On touchait la mine avec une sonde, et il fallait, non pas épuiser cette masse d'eau, ce qui était impossible, mais la traverser. Une machine immense fut construite; c'était un puits doublé de bois. On s'en servit pour contenir les eaux et traverser l'étang. Ce boisage fut prolongé jusqu'à 900 pieds de pro-

fondeur. Il fallut bientôt d'autres puits du même genre, et une foule d'autres machines. Chaque puits en bois, dans les mines d'Anzin, de 460 toises à plomb (car la mine a 1 200 pieds de profondeur) coûte 400 000 livres. Il y en a 25 à Anzin et 12 aux mines de Fresnes et de Vieux-Condé. Cet objet seul a coûté 15 millions. Il y a 12 pompes à feu, de 100 000 livres chacune. Les galeries et autres machines ont coûté 8 millions. On y emploie 600 chevaux, on y occupe 4 000 ouvriers.

Les dépenses en indemnités, accordées selon les règles que l'on suivait alors, en impositions et en pensions aux ouvriers malades, aux veuves, aux enfants des ouvriers, vont à plus de 100 000 livres chaque année. Je demande si les propriétaires du sol auraient pu tenter une aussi vaste entreprise?

Description de Mirabeau, cité par M. ROUFF, *Les Mines de charbon en France*, Paris, F. Rieder, 1922, p. 333.

74. La revendication de la liberté de l'entreprise industrielle

L'utilité de l'industrie tient essentiellement à la liberté, et sans la liberté, non seulement cette même utilité s'évanouirait, mais encore dégénérerait en monopoles et serait ainsi remplacée par des désordres, dont la ruine de l'État serait un effet nécessaire. Il est bien sensible que toute police qui resserrerait cette liberté tendrait à diminuer le nombre des manufacturiers, par conséquent la concurrence des acheteurs de

ces matières; qu'ainsi une telle police ne pourrait qu'être préjudiciable, puisque ce n'est que par le moyen de cette même concurrence que les premiers vendeurs de ces mêmes matières peuvent parvenir à prendre la plus grande part possible dans le meilleur prix possible de leurs productions.

MERCIER DE LA RIVIÈRE, *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Paris, 1767, pp. 594-595.

75. La marche vers le libéralisme au XVIII^e siècle. Le grand commerce et la croissance industrielle

Le même genre de raisonnement nous montrera l'avantage du commerce avec l'étranger, du point de vue de l'augmentation de la puissance de l'État, aussi bien que des richesses et du bonheur des sujets. Il augmente la quantité de travail dans la nation et le souverain peut orienter la part jugée nécessaire vers le service de l'État. Le commerce avec l'étranger, par ses importations,

procure des matières premières pour les nouvelles manufactures; et, par ses exportations, il engendre du travail incorporé dans les marchandises particulières qui ne pourraient pas être consommées dans le pays. En bref, un royaume qui a d'abondantes importations et exportations doit posséder davantage d'industrie, et de celle qui s'occupe des choses délicates et luxueuses,

qu'un royaume qui se contente de ses marchandises nationales. Il est donc plus puissant, aussi bien que plus riche et plus heureux. Les industries tirent un bénéfice de ces marchandises, dans la mesure où elles satisfont les sens et les désirs. Et l'État est également gagnant, puisqu'une plus grande quantité de travail est, par ce moyen, mise en réserve en vue de tout besoin public; ou encore, puisqu'un plus grand nombre d'hommes laborieux sont entretenus, qui peuvent être utilisés pour le service de l'État, sans qu'il soit rien dérobé des choses nécessaires à la vie ou même des principales choses utiles.

Si nous consultons l'histoire, nous verrons que, dans la plupart des nations, le commerce avec l'étranger a précédé chaque progrès des manufactures nationales, et donné naissance au luxe domestique. La tentation est plus grande de faire usage des marchandises étrangères, qui sont immédiatement utilisables, et qui sont entièrement nouvelles pour nous, que d'introduire des améliorations dans quelque marchandise nationale, ce qui toujours demande du temps, et ne nous fait jamais ressentir l'attrait de la nouveauté. Il y a aussi de grands profits à réaliser dans l'exportation de ce qui est superflu dans le pays et qui n'a pas de prix dans les pays étrangers, où le sol et le climat ne sont pas favorables pour ce genre de produits. Aussi, les hommes se familiarisent-ils avec les

plaisirs du luxe et les profits du commerce; et leur sensibilité ainsi que leur activité une fois éveillées les conduisent à de nouveaux progrès dans chaque branche du commerce intérieur, aussi bien que du commerce extérieur. Et cela est peut-être le principal avantage qui vient du commerce avec les étrangers. Il tire les hommes de leur indolence; et en apportant à la fraction la plus gaie et la plus opulente de la nation des objets de luxe dont elle n'avait jamais rêvé auparavant, il fait naître en elle le désir d'un genre de vie plus brillant que celui des ancêtres. Et, en même temps, le petit nombre de marchands qui possèdent le secret de cette importation et de cette exportation réalisent de grands profits; et, rivalisant de richesse avec l'ancienne noblesse, ils incitent d'autres hommes hardis à devenir leurs rivaux dans le commerce. Grâce à l'imitation, toutes ces activités se diffusent bientôt, tandis que les manufactures nationales cherchent à égaler les manufactures étrangères dans leurs améliorations et portent chaque produit jusqu'au plus haut degré de perfectionnement dont il est capable. Leurs aciers et leurs fers, travaillés par des mains si laborieuses, deviennent égaux à l'or et aux rubis des Indes.

D. HUME, *Writings on Economics*, nouvelle édition, Madison (U.S.A.), 1955, pp. 13-14; cité par H. DENIS, *op. cit.*, p. 142.

76. Les actifs de la plus importante société industrielle française à la fin du XVIII^e siècle

SAINT-GOBAIN : BILAN DU 1^{er} JANVIER 1777

Paris

(Comput en livres, sous et deniers.)

Terrains	351 749 l 5 s
Glaces	4 905 008 l 12 s 6 d
Verres blancs.....	30 078 l 1 s 6 d
Valeurs en caisse.....	745 770 l 18 s 8 d
Comptes courants	915 713 l 15 s 4 d
Caisse générale	2 729 237 l 13 s 2 d
A Rouen	44 804 l 8 s 5 d
Valeurs diverses.....	91 041 l 6 s 3 d
	53 456 l 9 s 4 d
Total	9 866 905 l 10 s 2 d

Saint-Gobain

Terrains et bâtiments	418 780 l
Outils et approvisionnements.....	984 414 l
Blés	12 848 l
Terrains de Chauny.....	22 630 l
Glaces	251 639 l 2 s
Caisse	51 867 l 12 s 1 d
Total	1 741 578 l 14 s 1 d

Tourlaville

Terrains et bâtiments	58 501 l 14 s
Ustensiles et approvisionnements	267 578 l 3 s 2 d
Glaces	88 948 l 15 s 6 d
Caisse	30 701 l 15 s 6 d
Total	443 730 l 3 s 11 d

Total général 12 054 014 l 7 s 14 d
(dont 4 millions de livres pour le portefeuille)

FRÉMY, *Histoire de la manufacture de glaces*, Paris, Plon, 1909, p. 239.

77. La croissance industrielle de l'Angleterre

INDICES GLOBAUX

Base : 1700 = 100

Années	Industries d'exportation (18)	Industries « nationales » (12)	Total Industrie + commerce
1700	100	100	100
1710	108	98	104
1720	125	108	118
1730	142	105	127
1740	148	105	131
1750	176	107	148
1760	222	114	179
1770	256	114	199
1780	246	123	197
1790	383	137	285

EXPORTATIONS INDUSTRIELLES

Années	Lainages (en livres sterling)	Cotonnades (en livres sterling)	Toiles de lin (en yards)	Fers et aciers (en tonnes)
	millions de £	£		
1697-1700	2,4	16 000	178 000	1 829
1700-1709	2,8	13 000	196 000	1 619
1710-1719	3,2	8 000	379 000	2 158
1720-1729	3,1	16 000	586 000	2 886
1730-1739	3,6	15 000	864 000	4 125
1740-1749	3,4	11 000	2 211 000	6 676
1750-1759	4,3	86 000	5 145 000	9 326
1760-1769	4,4	227 000	8 288 000	13 376
1770-1779	3,9	247 000	8 184 000	14 603
1780-1789	3,5	756 000	7 522 000	14 035

Ph. DEANE et W. A. COLE, *op. cit.*, pp. 59 et 78.

78. Les taux de croissance : France et Angleterre

LE PRODUIT RÉEL : GRANDE-BRETAGNE

(Taux de croissance en % moyens annuels)

Périodes	Produit total			Produit par tête		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
	%	%	%	%	%	%
1695-1715 — 1725-1745.....	0,3	0,4	0,2	0,3	0,4	0,1
1725-1745 — 1745-1765.....	1,0	1,1	0,8	0,6	0,8	0,5
1745-1765 — 1765-1785.....	0,7	0,8	0,6	0	0,1	0
1765-1785 — 1785-1805.....	1,8	2,1	1,5	0,9	1,1	0,6

(1) base 1700, y compris les industries domestiques.

(2) base 1700, sans les industries domestiques.

(3) base 1800, y compris les industries domestiques.

Ph. DEANE et W. A. COLE, *op. cit.*, p. 80.

CROISSANCE AGRICOLE ET CROISSANCE INDUSTRIELLE EN FRANCE

(en millions de francs 1905-1913)

Périodes	Agriculture		Industrie et artisanat	
	Production brute	Taux de croissance	Production brute	Taux de croissance
		%		%
1701-1710.....	2685		133	
1751-1760.....	3157	0,32		
1771-1780.....	4116	1,33		
1781-1790.....	4155	0,09	604	1,91
	1701-10 à 1781-90 = 0,54%			

N.B. Les taux de croissance représentent des pourcentages annuels moyens.

J. MARCZEWSKI, « Some aspects of Economic Growth of France », *Economic Development and Cultural Change*, t. IX, n° 3, 1961, p. 372.

CHAPITRE XIV

1. La « modernisation »
des structures bancaires
2. L'activité bancaire
3. L'essor de la spéculation

PUISSANCE ET FAIBLESSES DU CAPITALISME FINANCIER

La poussée planétaire du grand commerce européen, l'essor de l'industrialisation, la libération des forces techniques exigeaient, de la part de la Banque, de profondes transformations. L'adaptation de structures, de méthodes et de mentalités demeurées en grande partie archaïques, aux exigences de l'époque était devenue indispensable, pour permettre au capitalisme financier de répondre à une demande croissante de fonds, surtout d'assurer la mobilisation des épargnes et de soutenir le crédit des États, fondement du crédit des particuliers. On pouvait cependant se demander si des tâches aussi étendues et complexes seraient menées à bien en quelques décennies.

1 — La “modernisation” des structures bancaires

L'affermissement du crédit public

Dès le ^{xvii}^e siècle, les gouvernements et les praticiens les plus éclairés s'étaient aperçus que la réforme structurelle du crédit passait, d'abord, par la création et le développement des banques publiques, seules capables de garantir la stabilité monétaire, de permettre rationnellement l'émission des quantités nécessaires de monnaie supplémentaire, de contrôler et de régulariser l'activité des instituts privés, de faciliter aussi les paiements à l'échelle internationale, indépendamment des variations des changes et des modifications des rapports entre les métaux précieux. Sans banques publiques, pas d'évolution possible des structures bancaires du passé. Le ^{xvii}^e siècle avait découvert, au problème, deux solutions entre lesquelles le ^{xviii}^e hésitera quelque peu; d'une part, il avait donné à l'Europe les meilleurs prototypes des banques municipales; de l'autre, il avait inventé, nous l'avons vu, la Banque d'État, en même temps qu'il créait le billet de banque.

Les banques municipales

Parmi les banques municipales, la Banque d'Amsterdam (1609) et la Banque de Hambourg (1619) continuent à jouer un rôle considérable, jusqu'à la Révolution. Banques de dépôt et de virement, dépendant de pouvoirs locaux, détentrices d'énormes quantités de métal précieux remis par les particuliers, elles sont de véritables « centrales de paiements » garantissant leurs déposants contre les variations brutales de leurs soldes, grâce à l'introduction, dans leurs opérations, de monnaies de compte universellement admises, telles que le florin banco ou le marc banco; elles se livrent à de larges règlements par de simples jeux d'écritures. Ainsi, la « monnaie de banque » apparaissait comme une monnaie particulière, d'une stabilité à toute épreuve; au cours du ^{xviii}^e siècle, la Banque d'Amsterdam en vint à émettre des billets, en échange des dépôts, qui circulaient par simple transmission manuelle.

La solidité de ces banques est attestée par le gonflement de leur encaisse métallique. A la Banque d'Amsterdam, elle monte de 6,8 millions de florins en 1712, à 13,8 millions en 1739, à 20 millions en 1780; en 1775, 2 000 tonnes d'or garnissaient ses caves et plus de 2 000 personnes étaient en compte avec elle, tandis que le montant du change s'élevait, entre 1712 et 1780, de 10,3 millions de florins à 23,2 millions (+ 125,2 %). Sur son modèle, un

grand nombre de banques municipales s'édifièrent : la Wiener Stadtbank, en 1703; la Courant Bank, du royaume de Norvège-Danemark, en 1776; la Banque de Saint-Pétersbourg, en 1760; la Königliche Giro und Lehnbank de Berlin, en 1765. Cependant les dernières de ces créations dépassaient le cadre municipal, trop étriqué, et entretenaient des relations étroites avec les gouvernements, plaçant les dépôts qu'elles recevaient en fonds publics et assurant le service des intérêts de la Dette.

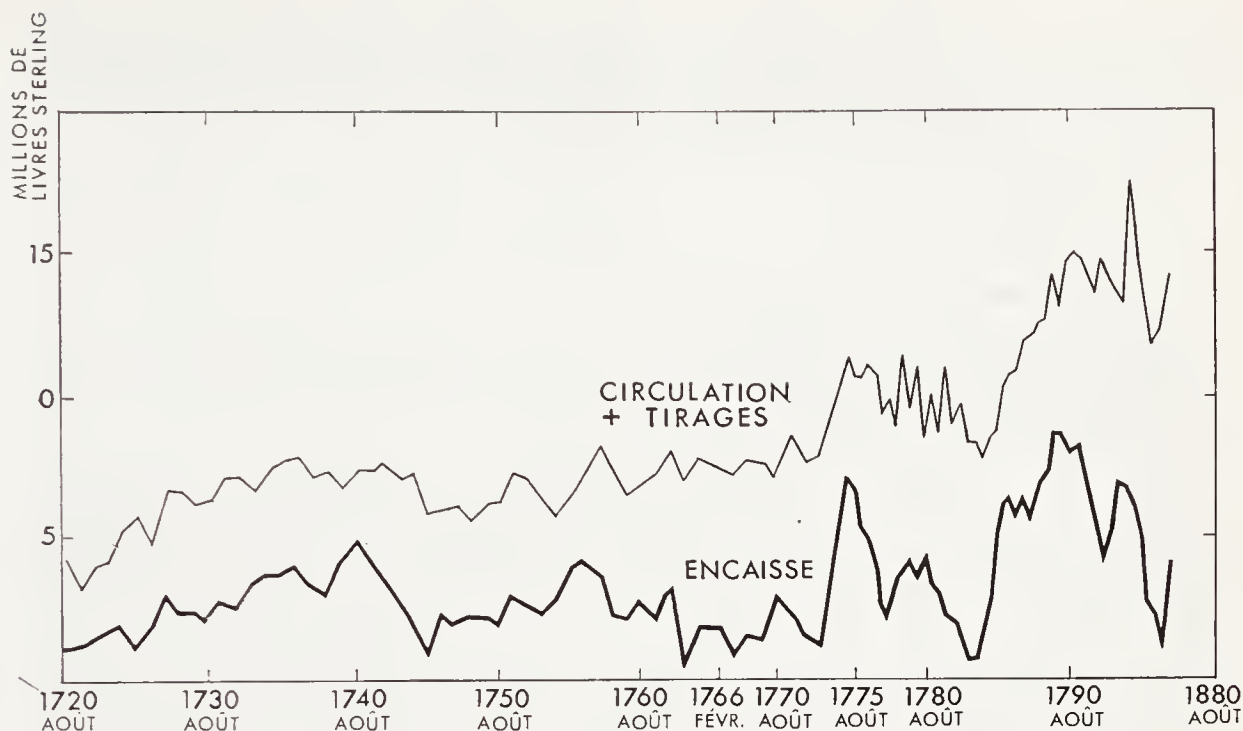
L'expansion des banques d'État

De fait, quelles que fussent leur prospérité et leur rayonnement, les banques municipales demeuraient liées à des conceptions « médiévales ». Elles devaient être partiellement relayées par des organismes nouveaux, conçus dans le cadre de l'État et d'une politique « nationale » de la monnaie et du crédit.

A ce point de vue, la création de la Banque d'Angleterre (1694) constituait un événement capital. Avec elle, apparaît le « modèle » de la Banque d'État, telle qu'elle se pérennisera presque jusqu'à nos jours, privée, mais contrôlée par le gouvernement, à la fois adonnée aux affaires courantes de banque et participant du crédit et de la force de l'État par le privilège de l'émission des billets, garantis par les pouvoirs publics.

Au cours du XVIII^e siècle, la force de la Banque d'Angleterre ne cesse de grandir. Syndicat de créanciers de l'État, soumise à ses demandes d'avances et de crédits, elle joue le rôle de Banque des banques, et, par le réescompte des effets de commerce, par le maniement du taux d'escompte, elle règle le niveau du marché monétaire selon les besoins de l'économie. Ses billets jouissent — au moins théoriquement — d'un monopole absolu, aux termes d'un Act de 1707; s'ils n'ont pas de valeur fixe, à l'origine, la somme étant inscrite par le tireur, ils se standardisent rapidement pour des montants déterminés, tandis que leur circulation ne cesse de s'accroître : 2,5 millions de livres sterling en 1720, 5,2 millions en 1770, 10 millions en 1780. Sans doute, le nominal élevé des billets, jamais inférieur à 10 livres sterling jusqu'en 1793, limitait leur circulation aux milieux du haut négoce, et les liait aux capitaux circulants et aux stocks, tandis que, géographiquement, la concurrence des billets des banques provinciales les empêchait de dépasser un rayon de 30 à 40 milles autour de la capitale et de se diffuser vers les zones industrielles. Cependant, tout en restant à peu près exclusivement au service des marchands de la City, la Banque d'Angleterre se révélait comme un des éléments majeurs d'expansion et comme un grand régulateur de l'économie britannique.

C'est sur son modèle que se multiplient, en Europe, les banques d'État.



LA BANQUE D'ANGLETERRE ET LE MARCHÉ MONÉTAIRE BRITANNIQUE AU XVIII^e SIÈCLE

Évaluation en millions de livres sterling.

D'après Sir John CLAPHAM, *The Bank of England*, Londres, 1944, t. I, p. 298.

La Banque royale d'Écosse s'établit en 1727; la Banque de Copenhague, en 1736; la Banque de Prusse, en 1765; la Banque de Saint-Charles, dirigée par Cabarrus, à Madrid, en 1782, tandis que la Russie créait, en 1754, une Banque pour la noblesse, et, en 1769, les deux banques d'assignats de Moscou et de Saint-Pétersbourg. D'Europe, la Banque d'État franchit l'Atlantique, et, en 1783, les États-Unis créent la Banque fédérale. Seule la France, fortement éprouvée par la Banque de Law, reste rebelle à ce genre d'institut pendant la majeure partie du siècle. Pourtant, l'établissement de la Caisse d'Escompte, en 1776, par le Vaudois Panchaud et l'Écossais Clonard, sous les auspices de Turgot, constitue un événement de grande importance; elle préfigure la Banque de France. Renforcée par Necker, en 1778, qui la mit entre les mains des grands banquiers de Paris, la Caisse réussit fort bien, émettant massivement des billets, escomptant, en moins de 20 ans, pour 4 300 millions de livres en effets, assurant au gouvernement des avances pour 265 millions. Seule, la Révolution mit fin à une carrière parfois agitée, mais brillante.

Finalement, sauf en Russie, où les abus du papier-monnaie furent réels, les banques d'État, fondées sur de larges encaisses métalliques, garantissaient

une stabilité monétaire générale en Europe; par leurs émissions de billets, par les facilités de réescompte qu'elles offraient, elles soutenaient les économies nationales et aidaient les banques privées.

Les banques privées

Les larges survivances du passé

Dans ce secteur primordial, les survivances du passé demeuraient pesantes, sur l'ensemble du continent européen, et les « systèmes bancaires » se révélaient, jusqu'à la fin du siècle, très primitifs.

A la base, dans les campagnes, de l'Espagne à la Russie, pullulent les usuriers et les petits escompteurs locaux, qui pratiquent surtout le prêt à la consommation et dont l'importance économique est très limitée. Plus haut dans l'échelle des banquiers, se pressent toute une série de catégories sociales, qui paraissent n'avoir avec le crédit que des rapports lointains et qui, cependant, y participent activement, comme aux siècles antérieurs. Les notaires jouent dans ce domaine un rôle variable, qui, dans les grandes villes, peut-être considérable; à Paris, ils réalisent parfois de grosses fortunes et l'un d'eux, Ducloz-Dufresnoy, administrateur de la Caisse d'Escompte, se livre à de fortes opérations de prêt. De même, les courtiers de commerce, dans toutes les places dominantes, reçoivent des dépôts, en dépit de toutes les interdictions légales, ouvrent des comptes courants, assurent des avances et des virements. En Angleterre, les officiers des *turnpikes* et des canaux, ailleurs les receveurs des impôts, se comportent comme de véritables banquiers.

Mais, dans cette Europe, où commerce et banque demeurent étroitement unis, ce sont les marchands, moyens ou grands, qui restent les banquiers par excellence; le terme de « merchant-banker » correspond à une solide réalité. C'est que les activités commerciales entraînent, pour leur règlement, des mouvements incessants de lettres de change, que le commerçant est tout naturellement tenté de négocier, tandis que les bénéfices laissent des soldes inemployés, qui peuvent être placés sous forme d'avances et de prêts. Si, dans toutes les villes de commerce se forment des maisons d'importance locale ou régionale, dans les centres majeurs, dans les capitales, se presse une aristocratie des affaires, qui unit le grand commerce international et les opérations bancaires les plus complexes, préfigurant la « haute banque » des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. Si les Rothschild ne font que poindre à Francfort, les Hope, les Baring à Londres, les Thélusson et les Tronchin à Paris émergent de la masse, tandis que se resserrent les liens qui unissent entre elles les grandes banques protestantes.

L'apparition de structures nouvelles : le système anglais

Cependant, ne nous y trompons pas. Le réseau que tissent ces banquiers reste à mailles très lâches. Il touche les grandes places; il laisse en dehors de ses prises d'immenses vides et il n'assure pas un véritable « ratissage » des épargnes sur de vastes territoires.

Plus évolué apparaît le système anglais, dont la cohérence et la puissance sont beaucoup plus fortes. Si les banques privées de Londres ressemblent à celles du continent, elles tendent à se spécialiser et à s'étoffer. On en compte 24 en 1725, 42 en 1770, 52 en 1786. Les fondations se ralentissent pendant et immédiatement après les guerres; elles se précipitent à partir des années 1760-1770, à la faveur du grand élan économique. De plus, deux catégories de banques ne tardent pas à s'individualiser. Les banquiers du West-End, les Hoare, les Child, les Gosling, méprisent le crédit commercial et nouent des relations avec l'aristocratie foncière et la *gentry*, leur consentant des prêts sur hypothèques, encaissant leurs rentes, recevant d'elles de gros dépôts, qu'ils investissent souvent, pour eux, en actions des grandes compagnies. Au contraire, le groupe de Lombard Street — Martin, Glyn Mill, Mastermann — entretient des rapports étroits avec les hommes de la City et se lie avec le grand commerce et la haute finance, pratiquant largement l'escompte, plus rarement la négociation des lettres de change réservée aux *merchant-bankers*.

Si ces grands banquiers londoniens, grâce à leurs relations immenses, maîtrisent un espace financier vraiment mondial, leur influence s'étend largement sur le marché intérieur, grâce à l'essor exceptionnel des banques provinciales, une institution qui n'existe nulle part ailleurs. La première d'entre elles fut créée, en 1716, à Bristol; mais c'est à partir des environs de 1760 que les *Country Banks* prolifèrent, fondées par des marchands, des hommes de loi, des fonctionnaires financiers, mais aussi par des industriels. On en recensait 12 en 1755, 150 en 1776, 400 en 1793. De faible envergure, à l'origine, car le privilège de la Banque d'Angleterre les empêchait de se constituer en *joint-stocks*, elles tournèrent bientôt la loi, s'abouchèrent avec des correspondants à Londres, sur lesquels elles tirèrent des traites, et, en contrepartie, émirent des « notes », qui jouèrent le rôle d'une monnaie effective. Beaucoup d'entre elles, par la suite, s'établiront dans la capitale; mais, en attendant, elles exercèrent une forte influence sur l'établissement de circuits « nationaux ».

En effet, dans les zones rurales, les *Country Banks* se comportent essentiellement comme des banques de dépôt, entassant les billets et les lettres de change, reçus par les commerçants et les *farmers* en paiement de leurs

ventes; elles les portent en compte et les envoient, à l'échéance, à Londres. Dans les zones industrielles, au contraire, les banques provinciales consentent des avances aux industriels; aussi, leurs moyens de paiement se révélant à peu près constamment insuffisants, elles font appel à leurs correspondants de la capitale, qui utilisent les balances positives des banques des régions rurales, par l'intermédiaire des *bill brokers*, spécialisés dans l'escompte, pour réaliser de vastes transferts de pouvoir d'achat, des zones excédentaires vers les zones déficitaires, facilitant largement l'investissement industriel.

2 — L'activité bancaire

De telles structures étaient vraiment exceptionnelles, dans l'Europe du xviii^e siècle, et elles contribuaient à asseoir la prépondérance britannique. Cependant, dans l'ensemble des pays européens, surtout à l'ouest d'une ligne Varsovie-Vienne, les activités bancaires se diversifiaient lentement et ne se dégageaient que peu à peu de leur gangue « médiévale ».

L'essor du crédit commercial

Le crédit commercial n'était pas chose nouvelle, et il avait atteint, depuis le xvi^e siècle, un haut degré de subtilité. Le xviii^e siècle voit le triomphe de la lettre de change, en tant qu'instrument de paiement et surtout en tant que moyen de crédit, en relation avec le développement des banques d'État. La forme même de la lettre de change se modifie et se fixe définitivement. Tirée par le créancier — ou tireur — sur le débiteur — ou « tiré », généralement un banquier — en faveur du bénéficiaire, elle n'est plus un ordre de paiement, mais une « traite », que le tiré « accepte », en conférant au papier sa pleine valeur par l'apposition de sa signature.

Moyen de paiement, par la technique de l'« endossement », qui autorise de nombreuses substitutions de créanciers et qui assure sa transmission et sa circulation, la lettre de change acquiert une remarquable souplesse, en tant que moyen de crédit par la pratique de l'escompte, antérieure au xviii^e siècle, mais qui se vulgarise. Tandis que l'extension de l'escompte permet à l'homme d'affaires d'obtenir rapidement et en tout temps des liquidités, de faire face plus facilement à ses échéances, de développer ses entreprises avec un minimum de numéraire, le banquier trouve la possibilité d'effectuer

un placement à court terme et de disposer d'un portefeuille de valeurs sûres, aisément réalisable par la méthode du réescompte.

Bien plus, la traite facilite, comme par le passé, à l'aristocratie des affaires le jeu, de place à place, sur les cours des changes, sur l'abondance plus ou moins grande du numéraire d'une place sur l'autre, origine de vastes opérations d'arbitrage. A la limite, le change, qui devait reposer sur des transferts de marchandises, risque de ne plus être représenté par des effets « réels » et de se transformer en traites de « cavalerie », origine de bien des krachs. Aussi, les maisons sérieuses se livrent-elles à un tri minutieux du papier qui leur est présenté.

En tout cas, par le mouvement sans cesse croissant des effets — que nous ne mesurons pas facilement —, de vastes circuits cambistes se formaient et se déformaient, unissant entre eux par des liens subtils, mais serrés, les pôles essentiels de l'espace financier européen. Cependant, une partie de ces courants avait, de plus en plus, tendance à s'échapper du continent, à se diriger vers l'Amérique, le Levant et surtout l'Extrême-Orient, où ils aidaient au financement du grand commerce.

Le financement du grand commerce

A l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, le crédit d'« acceptation » profite, au cours du XVIII^e siècle, d'une faveur générale, et il se lie étroitement avec le commerce de commission, dont nous avons souligné précédemment toute l'importance. Ainsi, lorsqu'un négociant français désire acheter du blé à Dantzig, il donne des ordres en conséquence à un commissionnaire établi dans le port, et qui effectuera les achats pour son compte. Mais, comme il ignore le montant exact des achats opérés et comme il ne sait pas quand ces marchandises lui seront livrées, il « accrédite » son commissionnaire auprès d'un négociant d'une grande place — d'Amsterdam par exemple —; le commissionnaire aura la possibilité de se payer, en tirant des traites sur ce négociant, conformément à l'« accreditif » octroyé. Ces opérations de « tirage sur tiers » connaîtront une vogue croissante au cours du XVIII^e siècle. Elles faciliteront les opérations du trafic international. Le marchand-banquier sera donc moins un émetteur ou un négociateur de lettres de change qu'un accepteur de tirages.

Aussi, sera-t-il de mieux en mieux armé pour assurer le financement du commerce extra-européen, et tout spécialement des relations avec l'Extrême-Orient, dont l'importance est primordiale à la fin du XVIII^e siècle. Comme nous l'avons expliqué, le grand courant de métaux précieux, et surtout

d'argent, qui partait des mines d'Amérique, finissait, à la suite de cheminement variés, par aboutir en Extrême-Orient, dans l'Inde et à Canton, où il rencontrait un autre courant, venu du Mexique à travers le Pacifique, par l'antique et célèbre « galion de Manille ».

De larges concentrations de numéraire se produisaient aux « Indes orientales », au détriment de l'Europe. Pourtant, à mesure que le siècle s'avancait, la part du métal précieux dans les cargaisons s'affaiblissait. Entre les périodes 1719-1762 et 1763-1806, elle tombait de 68 % à 25 % pour le commerce de l'Inde, de 86 % à 29 % pour le commerce de Chine, et cette chute était largement due à l'influence de la finance anglaise. En effet, en dépit des efforts du *country trade* et du commerce d'Inde en Inde, le déficit global de la balance britannique se révélait inquiétant; l'importation de produits chinois en Grande-Bretagne dépassait nettement les exportations de produits anglais vers la Chine. Les achats de l'East India Company à Canton étant donc supérieurs aux moyens de paiement qu'elle y trouvait, elle avait le plus grand besoin d'un élément compensateur, d'un « volant »; ce sont les lettres de change qui vont jouer ce rôle. De 1763-1769 à 1778-1784, leur volume ne cesse de monter, et elles finiront par représenter 65 % du total, assurant le « relais » du métal.

Le mécanisme en est simple. Les compagnies européennes, suivant l'exemple anglais, se mettent à emprunter sur place, à Macao, à Canton, à des particuliers ou à des marchands du cru. En contrepartie, elles émettent des lettres de change, payables soit dans l'Inde, soit surtout en Europe, notamment à Londres. Ainsi se trouve découvert un moyen « élégant » pour se passer des piastres, plus exactement pour profiter de leur accumulation à Canton, au lieu de les y apporter. Le système liait plus étroitement que jamais le grand commerce à la haute banque, tandis qu'il renforçait le *country trade* et faisait de la caisse de l'East India Company un organisme de virements. En même temps, les grands *merchant-bankers* anglais assuraient, également par lettres de change, les « retours » des énormes bénéfices réalisés par les « nababs », et ils en profitaient pour faciliter, par un jeu très subtil, les « approvisionnements » en numéraire des Compagnies européennes, qu'ils finissaient par tenir sous leur dépendance.

La Banque et l'investissement industriel

Vis-à-vis de l'industrie, la Banque européenne se montre beaucoup plus réservée. Sans doute, les relations se resserrent entre les deux activités, dans les pays les plus avancés. En Angleterre, à la fin du siècle, les grands indus-

triels ont des intérêts dans les banques, et parfois ils s'associent avec des banquiers. Samuel Oldknow participa à la Banque Williams et Vere, John Wilkinson à la Banque Weight et Jay, tandis qu'en 1778, Mathieu Boulton se groupait avec la Banque Elliot et Praed. D'autres industriels seront à l'origine de banques régionales destinées à un grand avenir : le maître de forges Samson Lloyd fondera, en 1765, à Birmingham une importante *Country Bank*, qui essaimera à Londres, en 1770, où elle deviendra un des plus puissants instituts de crédit de l'Angleterre contemporaine. De même, l'indienneur Robert Peel sera, en 1790, à l'origine de la Manchester Bank, tandis que l'association d'un métallurgiste et d'un banquier donnait le jour à la célèbre Banque Barclay.

On verra souvent les instituts de crédit soutenir de grosses affaires industrielles, par le jeu des avances sur titres — après 1770 —, des ouvertures de crédits ou « découverts », pour des sommes parfois considérables, voire par l'intermédiaire de la commandite. Ainsi, Wright, de Nottingham, fournira une aide substantielle à Arkwright pour ses filatures; en 1778, Lowe, Vere et Company de Londres consentiront à Boulton un crédit de 14 000 livres sterling. En France, le banquier Masson lance, dès le début du xviii^e siècle, les forges de La Chaussade, en Berry; la banque Tronchin soutient la manufacture de toiles peintes de Bourges en 1787, tandis que la haute banque parisienne, d'origine suisse et protestante, commandite beaucoup d'entreprises importantes : les Guiguer, les Thelusson s'intéressent aux mines, les Cottin, les Senn-Bidermann, les Pourtalès, aux toiles peintes et à la toilerie de Saint-Quentin, voire à la draperie de Sedan, d'autres à Saint-Gobain. De leur côté, ce sont les « groupes » dirigés par le financier parisien Sainte-James et par Mégret de Sérilly qui s'efforcent, en partant du Creusot, de réaliser le trust des grandes entreprises sidérurgiques françaises.

La « participation » est donc loin d'être inconnue, et elle est même active à l'échelon supérieur, annonçant les puissantes concentrations de l'avenir. Malgré tout, elle demeure relativement rare. Le banquier est beaucoup plus souvent un associé qu'un créancier.

Les emprunts publics

Beaucoup plus qu'à l'investissement industriel, aléatoire et dangereux, le banquier s'intéresse aux emprunts publics, selon une tradition ancienne et qui ne fera que s'étendre au xix^e siècle. A Londres, les *merchant-bankers* se livrent à de vastes opérations de transferts de fonds pour la solde des troupes britanniques engagées sur le continent, pour le payement des subsides

promis aux Alliés de la Grande-Bretagne, grâce à leur énorme réseau de correspondants, qui leur fournissent des lettres de change sur toutes les places. Surtout, ils avancent de grosses sommes à l'État et placent ses titres de rente dans le public, moyennant d'importantes commissions; et ils opèrent de même pour les gouvernements étrangers. Les Baring ne tarderont pas à acquérir, par ces tractations, une puissance considérable.

Mais si, dans ce domaine, l'influence de l'Angleterre ne cesse de s'accroître, la Hollande y joue toujours le rôle essentiel. Centre mondial des métaux précieux d'Amérique, comme au siècle précédent, disposant, par sa Banque, de disponibilités énormes, Amsterdam domine toutes les grandes tractations internationales. Les emprunts français s'y multiplient à partir de 1774, grâce à l'intervention de l'illustre Banque Hope, la rivale européenne des Baring, et aussi des Banques Van Staphorst et Fizeaux. Les participations hollandaises aux emprunts d'outre-Manche se révéleront d'autant plus fortes que l'intérêt y était plus élevé; en 1780, on prétendait que les prêts néerlandais à l'Angleterre représentaient 400 millions de florins, soit 1/4 de la dette publique anglaise. La Hollande consentait aussi des avances à l'Espagne, aux pays scandinaves; elle s'engageait avec la Russie à partir de 1769, avec les États-Unis en 1782.

Ainsi, tandis que la Banque restait fortement influencée par les méthodes du passé, des modes d'intervention nouveaux se faisaient jour. Le crédit à court terme prenait des aspects déjà modernes, le crédit à moyen terme se fixait; si le crédit à long terme ne s'individualisait que faiblement, des formes de spéculation apparaissaient, qui, elles aussi, approfondissaient la puissance d'un capitalisme financier en voie de renouvellement.

3 — L'essor de la spéculation —————

Le mouvement des sociétés

L'abondance des capitaux

A Amsterdam et à Londres, l'accumulation du capital est considérable, et les prêts aux gouvernements ne suffisent pas à épuiser les disponibilités. Mais celles-ci sont importantes aussi à Madrid et à Cadix, le grand « réservoir » européen des piastres. Il en va de même à Hambourg, à Leipzig et à Francfort, où montent les Rothschild, en tant que fournisseurs des princes. Paris,

avec ses 100 banquiers patentés, à la fin du XVIII^e siècle, avec ses receveurs, ses fermiers généraux et ses traitants, avec ses Suisses et ses Hollandais, fait, au dire de Samuel Ricard, « un commerce de banque d'une étendue incroyable ». Le loyer de l'argent a tendance à s'abaisser, tandis que s'accroît la propension à investir. En Angleterre, où le taux légal avait été fixé à 10 %, le taux réel n'était que de 4 % en 1727, de 3 % en 1757.

Les emplois

Des catégories sociales de plus en plus diverses tendent à utiliser leurs disponibilités, dans toute l'Europe, en achats de titres de rente, sans doute, mais aussi en acquisitions d'actions — et bientôt d'obligations — des sociétés.

De ces sociétés, les plus traditionnelles sont les sociétés de capitaux, dont le prototype est représenté par les Compagnies de commerce. Celles-ci, nous l'avons vu, prolifèrent et, surtout, se bardent de disponibilités considérables, sans commune mesure avec celles du passé. La Compagnie d'Ostende part avec 6 millions de florins. La Compañía General de Comercio, créée en 1752 à Madrid, disposait, en 1763, de 15 millions de réaux; en 1785, sous l'influence de la Banque de Saint-Charles, son capital était porté au chiffre de 30 millions, et la Compagnie, qui dominait de multiples entreprises industrielles en Espagne, disposait de *factories* de Mexico à Manille, de Londres à Hambourg.

Cependant, beaucoup plus significatif pour l'avenir du capitalisme financier se révélait l'essor sensible pris par les sociétés privées. Si les distinctions sont peu tranchées entre les types de « sociétés », si la gestion et les responsabilités sont médiocrement délimitées, si la *joint-stock* et la société anonyme, les plus adaptées au mouvement de l'économie, sont rares, l'« envahissement social » commençait à se manifester. Tandis que, dans les branches industrielles les plus dynamiques, les grandes entreprises, en dépit de multiples entraves légales, prenaient la forme de l'anonymat, les sociétés de canaux et de *turn-pikes* découpaient l'espace anglais; de 1758 à 1802, on estime que 13 millions de livres sterling ont été souscrits dans les sociétés britanniques de canaux, qui se forment, le plus souvent, en *joint-stocks*. Si les sociétés routières ne sont que de faible envergure, ne couvrant que quelques miles de routes, des fusions se produisaient entre sociétés, des « chaînes » se constituaient sur les grands itinéraires. Enfin, prolongeant l'action industrielle ou la création des moyens de communications, des compagnies de transport et de puissantes sociétés financières s'édifiaient à Paris et à Londres : Sociétés de messageries, Compagnie des eaux de Paris, Compagnies d'assurances, dominées par Clavière, préfigurent les spéculations de l'avenir.

Les participants

Dans la plupart de ces sociétés, le nominal de l'action est élevé, de sorte que les « parts » sont réservées à une clientèle riche. Le « sol » est de 2 500 livres tournois à Anzin, de 11 000 livres à Aniche, de 127 000 livres à Saint-Gobain. Il monte à 1 000 florins à la Compagnie d'Ostende, à 2 000 livres à la Compagnie des Indes orientales; il s'élève, en 1766, pour le Great Trunk, à 200 livres sterling, à 100 livres sterling pour le Great Junction, en 1803.

Les titres sont acquis essentiellement par des bourgeois, marchands et négociants, hommes de loi et financiers, mais également par des aristocrates. En Grande-Bretagne, où l'« ouverture » de l'aristocratie est réelle, la chose va de soi. Il n'en est pas de même sur le continent, où la « dérogeance » menace tout noble qui s'adonne au commerce. Cependant, les accommodements avec la loi sont possibles, d'autant plus que le fait d'être actionnaire ou commanditaire n'entraîne pas la qualité de commerçant. Aussi voyons-nous, en France, bien des nobles — et non des moindres — participer à de grandes entreprises. A Saint-Gobain, les capitaux aristocratiques sont majoritaires; les Croy et les Cernay se disputent Anzin, les Ségur et les Montmorency dominant Le Creusot.

L'activité boursière

Centres boursiers et papiers de Bourse

Bien entendu, tous ces titres se négocient, encore que, pendant une partie du XVIII^e siècle, les formalités du transfert restent longues et entourées de bien des précautions; elles ne seront mises au point qu'à partir de 1747 en France, tandis qu'en 1749 le certificat « au porteur » coexistait — très modestement — avec le titre nominatif. Dès 1720, la Bourse de Hambourg s'oppose à celle d'Amsterdam, sans grand succès; la Bourse de Paris, née rue Quincampoix, s'établit rue Vivienne en 1724; celle de Vienne, en 1771, suivie par celle de Francfort. Le Stock Exchange de Londres revêt, au XVIII^e siècle, une importance mondiale; en 1711, est organisée la Compagnie des agents de change, qui, comme à Paris et dans les autres places par la suite, se voit réserver le droit de publier et de coter la liste des valeurs; ce n'est cependant qu'en 1773 que la Bourse se verra affecter un local spécial.

Les « papiers de Bourse » se diversifient. Si les rentes et fonds des États restent majoritaires, si les rescriptions, les anticipations et les « bonds » qui constituent la « dette flottante », généralement à 6 mois et à 5 % sont

recherchés, les actions, « ou parts », apparaissent à la cote, ainsi que les valeurs à lots, ou obligations, qui permettent de tourner la prohibition canonique de l'usure, en Grande-Bretagne, par le système des « annuités », — ou *debentures*, — en France, par les loteries, qui assurent un remboursement progressif des capitaux empruntés par tirage au sort. Ainsi, la Bourse d'Amsterdam cotait 44 valeurs vers 1750, 94 en 1796; celle de Londres en cotait moins, mais les titres y étaient plus variés : les actions de la Banque d'Angleterre et de la Compagnie des Indes, des sociétés de canaux et de *turnpikes* y exerçaient une influence dominante.

Spéculation et crises financières

Dans tous les centres boursiers, l'agiotage est constant, et, tandis que des équipes de joueurs à la hausse ou à la baisse se forment, exploitant les « nouvelles » et les rumeurs, la spéculation boursière crée ses techniques propres. Techniques risquées, où, selon les règles de l'achat à terme, l'acheteur solde au vendeur une ristourne proportionnelle à la baisse du titre entre sa promesse d'achat et le paiement effectif, et où il reçoit, au contraire, un *agio*, lorsque le fonds a haussé dans le même temps, le marché pouvant être prolongé pour deux périodes de trois mois par la pratique du « report ». Plus dangereuse encore est la « vente à découvert », qui concerne la vente d'actions que le vendeur ne possède pas; s'il y a baisse, entre le moment où l'affaire a été conclue et celui où elle est soldée, le vendeur achète à bon marché et vend à l'ancien prix, c'est-à-dire plus cher, profitant ainsi de la plus-value; s'il y a hausse, le vendeur est contraint d'acheter à haut prix et de vendre à plus bas prix, donc à perte. S'il est vrai qu'il a la possibilité de résilier, en réglant une « prime », ou « dédit », toutes ces opérations se révèlent éminemment dangereuses.

Aussi les crises financières, où les spéculations boursières se combinent avec de fortes pulsations sur les changes, donnent-elles aux rythmes du grand capitalisme une allure de plus en plus heurtée. Surtout, elles desserrent les liens qui, jusqu'alors, avaient rattaché étroitement les économies aux pulsations et aux caprices de la météorologie. Elles présentent, dès avant l'apparition des grandes secousses du *xix^e* siècle, le prototype de la crise capitaliste internationale.

En effet, les relations étroites qui unissent entre elles les grandes places et les grandes firmes par le jeu perpétuel des avances et des changes, les liaisons renforcées entre la Banque et le grand commerce, les rapports naissants entre la Banque et l'effort d'industrialisation, tous ces éléments favorisaient l'apparition d'un type de crise, où l'onde de choc, partie des spécu-

lations financières, « remontait » vers les activités commerciales et industrielles, frappant par surcroît, et très inégalement, la grande agriculture.

Nos connaissances en la matière demeurent bien imparfaites. Cependant, le double et grave krach franco-anglais qui, en 1720, vit s'écrouler le système de Law, la Compagnie de la Mer du Sud et une série d'entreprises britanniques fondées dans la fièvre de l'« après-guerre » — les *Bubbles* —, peut apparaître, ainsi que la crise de déflation de 1724-1725, comme le premier symptôme d'une dynamique « révolutionnaire ». C'est au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle que le phénomène prend de l'ampleur, et surtout qu'il se répète. La crise de 1763, provoquée par les répercussions de la réforme monétaire prussienne, par la forte pesée qu'elle exerçait sur les changes, ainsi que par de gros et téméraires engagements hollandais dans l'Empire, entraîne d'immenses retraits de fonds britanniques à Amsterdam et à Hambourg, et, malgré les efforts des plus grands banquiers internationaux, elle étendra ses ravages sur toute l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, de Londres à Berlin, de Stockholm à Brême. Baisse des cours des valeurs mobilières, fluctuations violentes des taux de change, hémorragies d'or en Hollande et en Grande-Bretagne, mouvements désordonnés de capitaux : nous sommes bien loin des crises alimentaires qui, dans d'autres secteurs, poursuivent leurs effets. Il en sera de même, lors du krach de 1772-1773, qui succédait à une période décennale de croissance, d'investissements, d'essor industriel et commercial, consécutive au rétablissement de la paix, et peut-être encore en 1783. Si la « crise de l'Ancien Régime » reproduit, au moins en France, ainsi que l'a montré C. E. Labrousse, le schéma traditionnel, les mécanismes « nouveaux » n'y sont pas absents.

Ainsi s'esquissaient les traits généraux d'une nouvelle dynamique de la croissance, où la puissance du jeune capitalisme financier se faisait jour, en dépit de son inégale localisation et de ses insuffisances. Déjà, au moins en Grande-Bretagne, l'élasticité du marché monétaire et l'optimisme des banquiers assuraient, dans la période de prospérité, un flux de crédit, de spéculation et d'investissements, que suivait, quasi mathématiquement, une période de récession, dominée par la méfiance, le resserrement des escomptes et des avances, l'engorgement des marchés, le marasme industriel et bancaire. Des symptômes de la « crise capitaliste » contemporaine apparaissaient. Les fluctuations nationales et internationales du crédit, elles-mêmes dominées par les balances du commerce, des paiements et des changes, étaient en train de transformer la physionomie économique, et par conséquent sociale, de l'Europe, et bientôt du monde.

DOCUMENTS

79. Force et faiblesses de la Banque d'Angleterre au XVIII^e siècle

Si les billets et écritures de la Banque de Londres, qui me paraît la plus considérable, se montent, une semaine portant l'autre, à quatre millions d'onces d'argent ou environ un million sterling; et si on se contente d'y garder communément en caisse le quart, ou deux cent cinquante mille livres sterling, ou un million d'onces d'argent en espèces, l'utilité de cette Banque pour la circulation correspond à une augmentation de l'argent de l'État de trois millions d'onces, ou sept cent cinquante mille livres sterling, qui est sans doute une somme bien forte et d'une utilité très grande pour la circulation dans les circonstances que cette circulation a besoin d'être accélérée : car j'ai remarqué ailleurs qu'il y a des cas où il vaut mieux, pour le bien de l'État, de retarder la circulation que de l'accélérer...

La Banque nationale de Londres est composée d'un grand nombre d'actionnaires, qui choisissent des Directeurs pour en régir les opérations. Leur avantage primordial consistait à faire un partage annuel des profits qui s'y faisaient par l'intérêt de l'argent, qu'on prêtait hors des fonds qu'on déposait à la Banque; on y a ensuite incorporé des fonds publics, dont l'État paie un intérêt annuel.

Malgré un établissement si solide, on a vu (lorsque la Banque avait fait de grosses avances à l'État, et que les porteurs de billets de banque appréhendaient que la Banque ne fût embar-

rassée) qu'on courait sus et que les porteurs allaient en foule à la Banque pour retirer leur argent : la même chose est arrivée lors de la chute de la Mer du Sud, en mil sept cent vingt...

Il est... constant qu'une Banque d'intelligence avec un Ministre est capable de hausser et de soutenir le prix des fonds publics, et de baisser le prix de l'intérêt dans l'État au gré de ce Ministre, lorsque les opérations en sont ménagées avec discrétion, et, par-là, de libérer les dettes de l'État; mais ces raffinements, qui ouvrent la porte à gagner de grandes fortunes, ne sont que très rarement ménagés pour l'utilité seule de l'État; et les opérateurs s'y corrompent le plus souvent. Les billets de banque extraordinaires, qu'on fabrique et qu'on répand dans ces occasions, ne dérangent pas la circulation, parce qu'étant employés à l'achat et vente de fonds capitaux, ils ne servent pas à la dépense des familles, et qu'on ne les convertit point en argent; mais si quelque crainte ou accident imprévu poussait les Porteurs à demander de l'argent à la Banque, on en viendrait à crever la bombe, et on verrait que ce sont des opérations dangereuses.

Richard CANTILLON, *Essai sur la nature du commerce en général*, 1755, édit. H. HIGGS, Londres, 1931, pp. 306 et 318-322; cité in M. DEVÈZE et R. MARX, *Textes et documents d'histoire moderne*, Paris, S.E.D.E.S., 1967, pp. 317-320.

80. Le système de Law, vu par Saint-Simon

Le système de Law tiroit à sa fin. Si l'on se fût contenté de sa Banque réduite en de justes bornes et sages, on auroit doublé tout l'argent du Royaume et porté une facilité infinie à son commerce et à celui des particuliers entre eux, parce que, la Banque toujours en état de faire face partout, les billets continuellement payables de toute leur valeur, auroient été de l'argent comptant et souvent préférables à de l'argent comptant par la facilité du transport.

Encore faut-il convenir, comme je le soutins à Monsieur le Duc d'Orléans dans son cabinet, et comme je le dis hardiment en plein Conseil de Régence, quand la Banque y passa..., que, tout bon que pût être cet établissement en soi, il ne pouvoit l'être que dans une République, ou que dans une Monarchie telle qu'est l'Angleterre, dont les finances se gouvernent absolument par ceux-là qui les fournissent, et qui n'en fournissent qu'autant et que comme il leur plait; mais dans un État léger, changeant, plus qu'absolu, tel qu'est la France, la solidité y manquoit nécessairement, par conséquent la confiance,... puisqu'un Roi, et sous son nom, une maîtresse, des favoris, plus encore d'extrêmes nécessités, comme celles où le feu roi se trouva dans les années 1707, 1708, 1709 et 1710, cent choses enfin pouvoient renverser la Banque, dont l'appât étoit trop grand, et, en même temps, trop facile.

Mais, d'ajouter, comme on fit, au réel de cette Banque, la chimère du

Mississipi et de ses actions, de sa langue toute particulière, de sa science, c'est-à-dire un tour de passe-passe continuél pour tirer l'argent des uns et des autres, il falloit bien, puisqu'on n'avoit ni mines, ni pierre philosophale, que ces actions, à la fin, portassent à faux, et que le petit nombre se trouvât enrichi de la ruine entière du grand nombre, comme il arriva...

... Alors les billets commencèrent à perdre, un moment après à se décrier, et le décri à devenir public. De là la nécessité de les soutenir par la force, puisqu'on ne pouvoit plus par industrie, et, dès que la force se fût montrée, chacun désespéra de son salut. On vint à supprimer tout usage d'or, d'argent et de pierreries, je dis d'argent monnayé, à prétendre persuader que, depuis Abraham, qui paya comptant la sépulture de Sarah, jusqu'à nos temps, on avoit été dans l'illusion et dans l'erreur la plus grossière, dans toutes les Nations les plus policées du Monde, sur la monnaie et sur les métaux dont on la fait; que le papier étoit le seul utile et le seul nécessaire... Personne ne se laissa persuader, et, de là, le recours à l'autorité de plus en plus... La violence toutefois étoit trop excessive et, en tous genres, trop insoutenable pour pouvoir subsister longtemps; il en fallut donc revenir à de nouveaux papiers et à de nouveaux tours de passe-passe...

SAINT-SIMON, *Mémoires*, édit. Boislisle, Paris, Hachette, coll. des « Grands Écrivains », 1925, XXXVII, pp. 178-183.

81. Trafic des lettres de change et “retours” des Indes

L'on citera des particuliers qui se sont enrichis, en faisant, à l'Isle de

France, le commerce des toileries de l'Inde; ces faits sont certains, j'en ai

été moi-même le témoin; mais ces succès venaient d'une cause qui ne subsiste plus. Les négocians anglais établis dans l'Inde, ainsi que les agents de leur Compagnie, n'avaient alors aucune voie pour faire passer leur fortune en Europe. Ils recherchaient avec empressement des lettres de change sur Paris. Ce moyen fournissait des fonds aux armateurs de l'Isle de France qui, loin de leur coûter des intérêts, leur procuraient de grands avantages. Ils donnaient aux Anglais leurs traites sur Paris à six mois de vue, au change de 9 francs pour la pagode à l'étoile, ce qui leur établissait la roupie à 2 francs 50 centimes argent de France, qui est une valeur réelle. Ces armateurs vendaient à l'Isle de France les marchandises qu'ils apportaient de l'Inde sur le pied de 5 francs à 5 francs 50 centimes la roupie, et ils en convertissaient le produit en traites de la caisse royale de la Colonie sur les trésoriers de Paris à l'agio de 5 à 10 % de perte seulement. Ces traites étaient remises à leurs banquiers en France pour faire les fonds de celles qu'ils avaient tirées sur eux à l'ordre des Anglais. Cette opération,

des plus utiles, laissait à la vente des marchandises de l'Inde un bénéfice de 90 %. Les traites de la caisse sur Paris, recherchées pour un commerce aussi lucratif, prirent de la faveur; elles montèrent successivement jusques en 1792, à 33 ½ % d'agio, c'est-à-dire qu'il fallut donner 133 l 6 s 8 d de la Colonie pour une traite de 100 francs sur le Trésor. Il restait encore à ce taux un bénéfice de 50 %. Mais le Parlement d'Angleterre a ouvert les yeux sur un commerce aussi utile pour nous; et, depuis 1793, il a permis aux particuliers de doubler le cap de Bonne-Espérance pour leurs retours; il n'est donc plus possible de compter sur une ressource aussi précieuse; si elle subsistait encore, je n'aurais pas mis en question si l'Isle de France pouvait devenir le marché des produits de l'Asie; l'affirmative serait aussi bien démontrée que la négative l'est aujourd'hui.

P. BLANCARD, *Manuel du commerce des Indes orientales et de la Chine*, Paris, Bordeaux et Marseille, 1806, pp. 34-41; cité par L. DERMIGNY, *Les Cargaisons Solier*, op. cit., t. I, p. 134.

82. Les instruments du crédit : la lettre de change au XVIII^e siècle

LETTRE DE CHANGE DE PARIS SUR LYON

A Paris, ce 18 juin 1742.

P.L. : 3 800

En prochain payement d'aoust, payez par cette seconde décharge la présente relatant à l'ordre de Monsieur Tassier, trois mille huit cent livres, valeur reçue comptant dudit sieur.

Bon pour seconde de trois mille huit cent livres.

Signé : Salluet, et Cie

A Messieurs

Lavabre, Campreval et Cie, à Lion.

LE CAPITALISME FINANCIER

A l'endos :

Payés à l'ordre de Monsieur Druilhet, valeur reçue comptant dudit sieur,

A Paris, ce 18 juin 1742

Signé : Teissier

Payés à l'ordre de Monsieur Fortié, valeur en compte

Paris, le 19 dudit

Signé : Drouillet

Payés à l'ordre de Monsieur Jean-Jacques Rachet, valeur reçue comptant dudit sieur,

A Marseille, le 4 juillet 1742

Signé : Fortié

Payés à l'ordre de Messieurs Jean-Baptiste Honoré Roux et Cie, valeur reçue comptant desdits sieurs,

A Marseille, le 5 juillet 1742

Signé : Rachet

Payés à l'ordre de Messieurs David et Cusson, valeur en compte

A Marseille, le 6 juillet 1742.

LETTRE DE CHANGE DES ANTILLES SUR LA ROCHELLE

Au Cap, le 7 juin 1780.

Pour Livres 2 666 13 s 4 d

A trois mois de vue, payez par cette première de change à l'ordre de Monsieur Raby de Saint-Victor la somme de deux mille six cent soixante-six livres treize sols quatre deniers tournois, valeur reçue de Monsieur Boisson en deux testes de nègres, que passerez suivant l'avis de votre très humble et très obéissant serviteur.

A Monsieur Corbie, capitaine de navires à La Rochelle

Signé : Dufaud

A l'endos :

Pour moi, païé à l'ordre de Messieurs Dolle Frères, valeur en compte

La Marmelade, le 5 aoust 1780

Signé : Raby de Saint Victor

Arch. Dép. Isère, II E 376 et 380, Papiers Dolle.

LETTRE DE CHANGE DE LONDRES SUR ANVERS

Londres, le 9 décembre 1715

Pour £ sterling 50 à 37 shillings et 4 deniers de gros flamands par livre sterling.

A deux usances et 8 jours, payez par cette seconde de change à Messieurs John

Schoppens et John Edwards, à leur ordre, 50 livres sterling à 37 shillings et 4 deniers de gros flamands par livre sterling, pour valeur de la même, et mettez-là à mon compte par avis de

S. CLARKE.

A Mr Judocus van Diest, marchand, à Anvers.

Au dos :

Payez la présente à Jacques de Lanoy de Swindrecht sur son ordre et mettez-la à son compte.

Londres, le 9 décembre 1715

Signé : John Schoppens et John Edwards

(La lettre est rédigée en anglais et l'endos en flamand.)

R. DE ROOVER, *L'Évolution de la lettre de change*,
Paris, S.E.V.P.E.N., 1953, p. 157.

CHAPITRE XV

1. La gloire des aristocraties foncières
2. La tentation du capitalisme agraire
3. La détérioration de la condition paysanne
4. Le grand refus des paysanneries

HÉSITATIONS ET RÉSISTANCES DES SOCIÉTÉS RURALES

Au cours du XVIII^e siècle, les plus évolués des pays européens entraînaient rapidement le continent vers des formes économiques radicalement différentes de celles qui l'avaient dominé dans le passé. Pourtant, il convient de ne pas oublier que les processus que nous avons reconnus n'affectent qu'une partie numériquement très faible des sociétés. Le monde de la terre demeure massivement majoritaire; il représente, par rapport aux populations totales, des pourcentages qui, de l'Espagne à la Russie, varient de 75 à 92 %, la Grande-Bretagne seule faisant exception à la règle. Surtout, il semble irrémédiablement voué à la routine, à l'inertie, à l'obéissance. Face aux paysanneries, les aristocraties foncières, non seulement conservent tout leur pouvoir, mais elles paraissent même l'accroître et atteindre leur apogée, de 1730 à la crise révolutionnaire.

Et cependant, derrière cette façade d'immobilisme, l'ensemble des sociétés

rurales se révèle à la fois résistant et travaillé par des forces profondes et divergentes, qui, progressivement, accusaient les oppositions et rompaient les solidarités traditionnelles. Ce sont à la fois ces refus et ces impulsions d'un monde partagé entre le respect de la tradition et le désir de changement, entre le souci de l'efficacité économique et le désir de la justice sociale, entre la volonté de puissance et le refus des anciennes dominations, que nous nous appliquerons à dégager.

1 — La gloire des aristocraties foncières —

Le ^{xvii}e siècle avait vu les aristocraties européennes renforcer leur autorité sur les paysanneries, à la faveur de la récession économique. Paradoxalement, le ^{xviii}e siècle semble consacrer leur règne et marquer, sur le continent, l'apogée des noblesses, leur parfait épanouissement, dans un équilibre exceptionnel de leurs forces matérielles, morales et intellectuelles.

La condition nobiliaire

Apparemment, noblesses et aristocraties ne réunissent que de très faibles effectifs. En France, la noblesse, au sens large du terme, ne groupe pas plus de 400 000 personnes en 1789 (1,5 % de la population totale), et si le clergé, séculier et régulier, compte 130 000 membres (0,5 % de la population), quelques milliers de ses membres, au grand maximum, peuvent se réclamer de la qualité de noble. En Espagne, la noblesse recense, en 1787, 4 à 500 000 personnes (4,6 %); en Russie, elle se réduit à 5 % de la population du pays; en Pologne, à 8 %; en Hongrie, à 4,8 %. En Angleterre, la haute noblesse et le clergé ne réuniraient, en 1801, que 305 000 personnes.

Par ailleurs, la « condition nobiliaire » reste inégalement définie, et les frontières des groupes aristocratiques sont parfois floues. En Pologne, les limites avec la paysannerie sont imprécises, et en France, les « usurpations » très nombreuses. La « possession » de la noblesse est également ambiguë, instable, précaire. Dans le royaume de Louis XV et de Louis XVI, si les « réformations » redoutables du siècle précédent s'effacent, le noble est constamment obligé, dès qu'il sort de sa province, qu'il désire faire entrer ses filles à Saint-Cyr ou ses fils à l'École Militaire, de présenter les « preuves » de sa qualité, non sans peine.

Au-dessus de ces fluctuations, il est un certain nombre de traits qui distinguent le noble du commun des mortels. Si, en Europe occidentale, le fief et la seigneurie ne sont pas obligatoirement liés à la nobilité, beaucoup de nobles sont possesseurs de seigneuries, et la condition nobiliaire reste quand même liée à la disposition du sol et de l'ensemble des droits qui forment le régime seigneurial. A l'Est, la liaison avec la terre est beaucoup plus directe; en Pologne, en Bohême, en Hongrie, en Russie, les termes de propriétaire et de noble sont synonymes. L'essentiel n'est pourtant pas là, et la condition nobiliaire repose largement sur des « mythes », issus du fond des âges, mais qui ont conservé toute leur vigueur, qui se renforcent même au cours du XVIII^e siècle. Sortie des ouvrages de La Rocque et de Boulainvilliers, une « théorie nobiliaire » s'édifie en France, qui se diffuse dans toute l'Europe. Elle justifie l'existence des noblesses par les inévitables distinctions qu'entraîne la société civile, par la nécessité d'un « Ordre ». Elle fonde la prépondérance nobiliaire sur les exploits des aïeux, sur le prestige du guerrier, sur la « vertu des ancêtres », et finalement sur la « naissance », passant de l'histoire à la génétique. Le noble est donc l'homme « bien né », même s'il descend de marchands anoblis, et les thèses du « sang » — du « sang bleu » —, de la « race » ou de la « lignée » revêtent une réelle puissance de suggestion. La « naissance » assure ainsi, par un véritable racisme, à son heureux bénéficiaire les qualités physiologiques, mais aussi morales et intellectuelles, qui le rendent apte au commandement et à la domination.

Cet être d'exception ne s'adonne pas à un travail manuel, non plus qu'à des occupations mercantiles, tenus pour serviles et dégradants, et qui entraînent, très généralement, la « dérogeance ». Seul le service du souverain, dans l'administration, l'armée ou la diplomatie, est admis. Le noble apparaît donc comme « privilégié », et le privilège est l'essence même de la nobilité, à la fois sa conséquence et sa raison d'être, un des fondements de la cohésion et du prestige social des noblesses.

Typologie des noblesses

Les origines des noblesses

En dépit de l'influence de ces éléments unitaires, les noblesses européennes se révèlent très diverses. D'abord, par leurs origines. Ainsi, en Russie, la « noblesse de service » a relayé, à partir du règne de Pierre le Grand, la vieille aristocratie des « boïars »; la loi sur les majorats (1714), la Table des Rangs (1722) ont créé une classe de propriétaires fonciers utilisés par l'État, tandis

que le « tchin » fixait la hiérarchie des différentes fonctions et établissait des concordances entre grades civils et militaires. Le service, originellement long et dur, est peu à peu réduit et adouci; le principe cependant est maintenu et la nobilité reste assimilée au dévouement à l'empereur.

En Occident, ces mêmes notions conservent une partie de leur valeur, mais elles sont moins strictes. De plus, si, dans chaque pays, un nombre très limité de « familles » peuvent s'enorgueillir de descendre des chevaliers du Moyen Age, la majeure partie des nobles procèdent de marchands des ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles; tel est le cas des Russell, ducs de Bedford, des Cavendish, ducs de Devonshire, des Churchill ou des Walpole. Cependant, l'« ouverture » de ces noblesses n'est pas plus grande pour autant. Si, en Angleterre, la *gentry* s'adonne parfois aux activités économiques — d'ailleurs dans des limites plus étroites qu'on ne l'a dit — et si elle admet facilement des hommes d'affaires dans son sein, si l'aristocratie, féodale dans la forme, est, en réalité, dépourvue de privilèges et ploutocratique, ailleurs la porte n'est qu'entre-bâillée. L'anoblissement est, pour la bourgeoisie, comme nous le verrons, le moyen d'ascension sociale par excellence, mais il n'est réservé qu'à des élites restreintes, soigneusement triées. Les noblesses croient, ainsi, préserver leur pureté et sauvegarder leur puissance.

Ajoutons qu'en France, la distinction entre la noblesse d'épée et la noblesse de robe reste très factice, au moins aux échelons supérieurs. Les parlements sont essentiellement composés de nobles; ils se ferment de plus en plus impitoyablement à la roture, tandis que la symbiose est étroite entre les deux groupes, par le jeu des « doubles carrières », des mariages, des parentés.

Les hiérarchies nobiliaires

A cette diversité des origines, s'ajoute la distinction du « rang ». Si la noblesse est un « ordre », ou un « état », elle comporte, en son sein, de strictes hiérarchies.

Au sommet, autour des souverains, les « aristocraties » forment l'élite de l'élite. Les « princes du sang » en France, les ducs et pairs des deux côtés de la Manche, assistés d'un certain nombre de comtes et de marquis authentiques — à une époque où les « titres de courtoisie » se multiplient —, n'ont d'égaux que les « grands » d'Espagne et les « titulos » de Castille, les « magnats » polonais et hongrois, les princes russes; tous forment, dans leurs pays respectifs, la pointe de pyramides très aiguës, et aux bases larges. Dans la péninsule Ibérique, en 1789, 119 grands et 500 *titulos* s'opposent à plusieurs centaines de milliers de nobles moyens, les *caballeros*, et de hobereaux faméliques, les *hidalgos*.

De véritables classes s'individualisent, et la richesse joue son rôle dans la délimitation du rang. La très haute noblesse, titrée et possessionnée, vivant à la cour, domine une moyenne noblesse, qui se cantonne dans les villes de province et sur ses domaines, où elle se renforce souvent au cours du siècle, sans contact avec une véritable « plèbe nobiliaire », proliférante et sans espoir. En Bretagne, la noblesse riche se concentre autour de Rennes et de Nantes; très minoritaire, elle se révèle fort puissante; mais plus de la moitié de la caste provinciale est composée de nobles paysans, qui vivent la vie des rustres. Les magnats polonais, qui comptent parmi les plus riches seigneurs de l'Europe, ne comportent guère qu'une douzaine de familles; la « Szlachta », ou noblesse moyenne, recense bien des aisés, mais les gentils-hommes-laboureurs poussent la charrue, tandis que les « nobles dames » soignent le bétail; en 1791, 407 000 d'entre les 725 000 nobles sont réduits à cette condition, ou, pis, sont totalement dépourvus de terres.

Le prestige social

Le privilège et l'orgueil

Malgré tout, la majeure partie des nobles profite d'un prestige social, qui, au XVIII^e siècle, demeure apparemment intact, et se renforce même. Les privilèges en sont une des marques les plus apparentes : privilèges financiers, judiciaires, honorifiques, et ceux-ci sont loin d'être négligeables. Si les droits seigneuriaux ou féodaux peuvent être lucratifs — et combien pesants pour les assujettis! —, le cens affirme, nous l'avons vu, le pouvoir du seigneur sur sa mouvance, et la possession de la haute justice revêt une valeur identique. Le banc d'œuvre à l'église, la possibilité de posséder un blason et d'en marquer les vitraux, les portes et les voussures, ne sont pas sans signification. Tous ces « droits », qui sont innombrables, isolent et distinguent le noble dans toutes les manifestations de la vie sociale; même lorsqu'il est coupable, il comparaît devant des juridictions spéciales et il évite la pendaison infamante.

Aussi, l'orgueil est-il inséparable du prestige. Il éclate dans ce perpétuel souci de la héraldique et de la généalogie, dans l'inflation des « titres », dans l'ostentation des mariages et des funérailles, dans le faste de la vie courante. Les aristocrates et une grande partie de la moyenne noblesse ont besoin, pour maintenir leur prestige, des hôtels fastueux de la ville et des châteaux imposants de la campagne, au milieu de parcs imités de Versailles, du luxe des équipages et de la table, et ils s'entourent d'une domesticité nombreuse, qui n'est pas toujours exclusivement roturière. Tout magnat polonais, tout

grand seigneur français ou espagnol entretient une véritable cour, qui, en Pologne, comporte plusieurs centaines de gentilshommes, escorte et « clientèle ».

L'influence politique et spirituelle

La noblesse, en tant que telle, continue à dominer l'État. A elle, les hauts postes de l'administration et surtout du gouvernement, le commandement des armées, les offices les plus élevés de finance et de judicature. Sans doute, l'ascension sociale de la bourgeoisie amènera, dans les pays les plus avancés, certains de ses représentants à des fonctions de grande responsabilité; mais c'est dans la mesure où ils abandonneront leur bourgeoisie, par l'anoblissement, qu'ils parviendront à percer. Par ailleurs, les grands nobles disposent traditionnellement de la nomination à une foule d'offices municipaux, locaux ou régionaux, et, bien entendu, ils profitent de leur pouvoir pour y caser des hommes sûrs; leur influence s'étend bien au-delà de leurs fonctions personnelles.

A mesure que le siècle s'avance, cette emprise des noblesses sur les grands corps de l'État se resserre. Elle est exclusive dans toute l'Europe de l'Est; elle tend à l'être en France. En 1770, le Parlement de Paris est noble à 90 %, les hauts grades de l'armée et de la diplomatie sont pratiquement réservés aux « bien-nés ». L'Église, dans ses hautes dignités, archevêchés et évêchés, abbayes prestigieuses, canonicats réputés, est littéralement « colonisée » par la noblesse. Une coupure nette oppose donc haut et bas clergé, haute et basse administration, officiers nobles, à qui tous les espoirs sont permis, et officiers roturiers, condamnés à stagner dans les grades inférieurs.

Le rôle intellectuel

Enfin, beaucoup de ces nobles sont loin d'être dénués des dons de l'esprit, et ils joueront parfois un rôle de premier plan dans la vie intellectuelle. Ce sont eux qui, de l'Espagne à la Russie, diffuseront, dans toute l'Europe, les idées des philosophes et de la physiocratie, voire du libéralisme, qui participeront activement aux académies, aux sociétés de pensée et d'agriculture, qui s'initieront aux sciences expérimentales et appliquées, et qui seront souvent des mécènes éclairés. Si, en France, ces nobles cultivés sont légion, la haute noblesse espagnole, formée au « séminaire des nobles », depuis 1725, n'est pas en reste; le marquis de la Vera-Cruz, philosophe et savant, vient travailler à Paris, au laboratoire de Sigaud-Lafond, et, revenu chez lui, installe un cabinet de physique dans son palais de Madrid. La noblesse russe, suivant l'exemple donné par Catherine II, se met à l'école de la culture

française et se rue vers les salons parisiens, tandis que le prince Galytzine se lie à Voltaire, à Diderot, à Mercier de la Rivière. Sans doute, ne s'agit-il que d'élites, et l'« invention », littéraire ou scientifique, viendra rarement de ces amateurs. Ils contribueront pourtant au progrès intellectuel, en tant que diffuseurs d'idées.

2 — La tentation du capitalisme agraire —

La richesse nobiliaire

Cependant, ces puissantes aristocraties apparaissent comme d'autant plus solidement fondées que, si les écarts de fortune sont énormes à l'intérieur des groupes nobiliaires, l'« ordre », dans son ensemble, est riche, et sa richesse tend à l'orienter vers une certaine considération pour le capitalisme.

Son opulence, le noble — et surtout le grand noble — la tire de sources très diverses. La terre continue à lui assurer l'essentiel de ses revenus. A l'Est, alors que les terres royales restent parfois étendues, le « domaine » noble — ecclésiastique aussi en Pologne et en Hongrie — écrase les dernières traces de la petite propriété paysanne et devient le monopole d'une classe. En Russie, l'ukase de 1762 sécularise les biens d'Église, confiés à l'administration du Saint Synode depuis 1724, et les transforme en biens d'État, que Catherine II et Paul I^{er} redistribueront à leurs fidèles par centaines de milliers d'hectares, tandis que les lois de 1730, 1746 et 1754 interdisaient l'accès à la propriété aux marchands et aux artisans. Les *latifundia* prennent d'énormes proportions. En Ukraine polonaise, se concentrent les plus grosses fortunes foncières du pays, dominées par les très anciennes maisons des Radziwill, des Sapieha, des Sanguzko, tandis qu'en Petite Pologne règnent les Potocki et les Lubomirski; Charles Radziwill possède 16 villes et 600 villages; Stanislas Lubomirski dispose de 25 000 km². En Russie, 16 % des exploitants, en 1777, dirigent 80 % des serfs. En Moravie, les grands seigneurs d'origine allemande tiennent 1/7 des champs cultivés et la moitié des prairies et des forêts; les propriétés des Schwarzenberg, soit 150 000 ha, représentent 1/30 du pays. Les terres de l'Église espagnole forment 1/7 des zones herbagères des deux Castilles et du Léon, et celle-ci prélève 1/4 du revenu agricole en 1760. Si, à l'Ouest, la noblesse rencontre la concurrence bourgeoise et se heurte à l'opposition tenace des petits propriétaires paysans, si la répartition sociale du sol y varie à l'infini, 50 % de la terre cultivable

appartiennent, dans la France de 1785, à 300 000 privilégiés, qui se réservent les secteurs les plus fertiles. Cette grande propriété occidentale reste toutefois morcelée; le grand domaine y dépasse rarement 2 000 ha, il s'éparpille en groupes plus ou moins cohérents.

Pourtant, dans les revenus nobiliaires, les bénéfices directs ou indirects de la terre ne sont pas les seuls dont profitent les grands seigneurs. Ceux-ci sont possesseurs de mines et de forges; tout en disposant des traitements de multiples charges et offices, des pensions qui leur sont accordées, ils investissent, en dépit de la dérogeance, de gros capitaux dans des entreprises industrielles, commerciales, coloniales. Aussi, concentrent-ils des liquidités considérables. Le comte d'Aranda reçoit ainsi 1,6 million de réaux de rente, et l'on évalue, en 1791, les revenus du magnat polonais Félix Potocki à 3 millions de florins; ceux des aristocrates anglais s'échelonnent entre 10 et 30 000 livres sterling, et, dès 1734, le duc de Bedford touche annuellement 31 000 livres sterling.

Ces revenus immenses sont parfois dévorés par un train de vie trop fastueux et par une prodigalité sans bornes. Ainsi, la faillite retentissante des Rohan-Guéménée, en 1782-1783, traduit un déficit de plus de 6 millions de livres, et le duc d'Orléans avait, en 1789, 74 millions de dettes; de même, à la fin du XVIII^e siècle, le comte de Nottingham devait 30 000 livres sterling à la Banque Barclay, tandis que d'autres grands nobles britanniques étaient obérés pour 100 000, 140 000 livres sterling. Malgré tout, l'endettement atteint rarement un point critique et surtout, sous l'influence de l'ambiance générale, la mentalité nobiliaire évolue rapidement. Le noble pense de plus en plus en termes de revenus mobiliers, de bénéfices, de rendement; il emploie le langage des hommes d'affaires, sans pour autant se dégager totalement de la gangue « féodale ». Du moins, la possession de la terre est envisagée, à la fois comme une marque éminente de prestige et comme un placement, dont la rentabilité doit être accrue. Confronté avec un monde où l'argent devient roi, l'aristocrate se laisse gagner par la « contamination capitaliste ».

La recherche de la grande exploitation

L'exemple anglais : le mouvement des « enclosures »

Comme l'avaient nettement indiqué les économistes, la « Grande Agriculture » réclamait de vastes exploitations d'un seul tenant, libérées des contraintes collectives, et, en particulier, de la vaine pâture, qui prohibait les cultures délicates et entravait, par ses dégâts, les spéculations pluri-

annuelles. Les domaines devaient donc, pour que les rendements puissent s'accroître, être entièrement clos, interdits aux troupeaux errants et aux glaneurs, au nom de l'individualisme agraire. L'Angleterre l'avait compris depuis longtemps, et, dès le ^{xv}^e siècle, une procédure s'était fixée : vote d'un « act » par le Parlement, remembrement général des terres, y compris des terres communes, redistribuées entre les propriétaires, proportionnellement à l'étendue de leurs biens. Déjà, depuis plus de deux siècles, plusieurs pulsations d'*enclosures* s'étaient produites.

Celle qui se dessine à partir de 1760 est remarquable par son ampleur et sa durée. Appuyés par de larges secteurs de l'opinion, poussés à l'action par l'essor démographique, par la demande des villes en produits alimentaires, par la hausse des prix et le développement des transports, les grands propriétaires accélèrent le mouvement : 33 à 38 « acts » par décennie de 1720 à 1750, 56 « acts » dans les années 1750, 424 de 1760 à 1770, 642 de 1770 à 1780, 287 seulement de 1780 à 1790, 506 dans la dernière décennie du siècle ; mais on estime que, de 1761 à 1792, 478 000 acres au moins furent enclos. Si l'*openfield* résistait sur les terres à blé du Sud-Est et des Midlands, il cédait rapidement du terrain autour des agglomérations urbaines, dans les zones industrielles du Nord et du Nord-Ouest, dans l'Ouest.

Les recherches récentes ont montré que l'impact économique et social de cette évolution capitale s'est révélé moins brutal qu'on ne l'avait dit. Les commissaires chargés du remembrement ont agi impartialement, en tenant compte des droits de tous, et la petite propriété ne fut pas totalement ruinée. On a démontré aussi que le chômage rural a été exagéré, le progrès agricole résultant des *enclosures* ayant entraîné une forte demande de main-d'œuvre, et que l'exode vers les villes fut largement provoqué par l'attrait de hauts salaires. Malgré tout, tandis que les prairies s'étendaient aux dépens des emblavures, les petits propriétaires résistaient mal à la concurrence du grand domaine, vendaient et cédaient à l'attraction urbaine, ou devenaient les fermiers du grand propriétaire. Les *cottagers*, simples occupants des communaux, exclus des répartitions de terres, s'enrôlaient en partie comme ouvriers agricoles ou s'engageaient dans l'industrie. La société rurale britannique se trouvait sur le chemin de la simplification, et les grands propriétaires dominaient la masse des fermiers et des travailleurs du sol.

L'action du continent

Le continent s'engageait dans la même voie. Le gouvernement français publiait, à partir de 1769-1770, les célèbres « édits des clos », dont l'application faisait tâche d'huile ; de la Champagne à la Lorraine, du Béarn à la

Franche-Comté et à la Bourgogne, du Hainaut et de la Flandre au Roussillon. La « révolution des clôtures » s'étendait à la Belgique et au Luxembourg, à la Bavière, à la Toscane, à l'Espagne de Charles III, au Danemark de Struensee, à la Suède.

En même temps, s'engageait une lutte ardente en faveur du partage des communaux. En France, les droits de cantonnement et surtout de triage fournissaient au seigneur des armes efficaces, tandis qu'en Espagne, Campomanès réclamait l'aliénation des terres communes, au nom de la propriété individuelle et du libéralisme; il était écouté et suivi aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie du Nord.

Toutes ces actions générales s'accompagnaient, dans le détail, d'une foule d'opérations et de transactions, qui visaient à arrondir le grand domaine, à supprimer des enclaves, à réunir des morceaux dispersés. Tous les moyens étaient utilisés : achats, échanges, menaces et procès aussi; sans compter les prêts sur hypothèques, suivis de saisies.

La réforme de l'exploitation

A ces efforts de regroupement s'ajoutaient des tentatives de réforme profonde de l'administration domaniale. Progressivement, dans les régions les plus avancées de l'Ouest, les exploitations paysannes, de dimensions réduites, étaient remplacées par des « grosses fermes », prises à bail par de véritables entrepreneurs de culture. Ils en sous-louent parfois une partie; le plus souvent, ils s'en chargent totalement, dirigeant le travail des domestiques, calculant leurs profits.

Lorsque le domaine est particulièrement vaste, ou lorsque plusieurs domaines se trouvent réunis sous la même main, une administration centralisée se crée, dirigée par un « fermier général » qui, assisté d'un véritable état-major, surveille les intendants locaux et centralise la comptabilité. Dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle, les intendants sont investis de pouvoirs étendus; ils perçoivent les rentes, contrôlent les baux, les achats et les ventes; ils appliquent une politique systématique d'autofinancement et d'investissements. Parvenue à ce niveau, l'entreprise agricole s'aligne sur l'entreprise industrielle.

Symétriquement, les grands propriétaires de l'Est, saisis par le même vertige de gain, s'efforçaient de « rationaliser » leurs propres domaines. Sans doute, les structures domaniales ne se modifient pas sensiblement. L'opposition persiste entre la réserve et les tenures, tandis que l'intendant dirige la main-d'œuvre servile. Pourtant, un effort de calcul économique se fait

sentir. Les « instructions aux intendants » exigent qu'ils tiennent une comptabilité suivie, et qu'ils fassent « rendre » le plus possible à la propriété. L'intendant, traditionnellement policier, juge, administrateur, doit devenir agronome et économiste, pendant que les maîtres s'interrogent sur la meilleure méthode à suivre pour améliorer la rentabilité du domaine.

3 — La détérioration de la condition paysanne

Cependant, à l'Est comme à l'Ouest, sauf en Angleterre, les maîtres du sol refusaient d'opter. Attirés par les méthodes et les profits du capitalisme agraire, ils prétendaient, en même temps, maintenir intégralement leurs droits traditionnels et les relations du passé. Aussi, ne parvenaient-ils pas à donner à leurs exploitations une allure vraiment moderne, et ils se heurtaient à la résistance massive des paysanneries.

La “ réaction féodale ”

Le renforcement du « système domanial »

Sous des formes différentes, la réaction féodale s'amplifiait et atteignait son paroxysme à la fin du siècle. A l'Est, les seigneurs refusent de toucher au servage, condition essentielle de leur puissance et base des sociétés, et même ils l'étendent, avec l'aide des gouvernements. En Russie, les recensements successifs définissent et stabilisent les paysanneries; le manifeste de 1762 livre le serf à l'arbitraire du seigneur. Ainsi, tout contact est rompu entre les masses serviles et l'État, qui, désormais, ignore les 9/10^e de ses sujets; dès 1731, l'impôt était levé par le propriétaire, et, en 1767, les serfs perdent le droit de porter plainte contre leur maître. Leur situation légale se durcira encore après la révolte de Pougatchev (1773). Les distinctions qui s'étaient longtemps maintenues entre les diverses catégories de serfs tendent à s'effacer; les serfs privés et ceux de la Couronne, les paysans du Trésor, les paysans de l'industrie, « inscrits » ou « de possession », finissent par être pratiquement soumis au même sort; l'action unificatrice transforme les groupes humains en troupeaux anonymes.

A l'intérieur du domaine, le maître raidit son attitude à l'égard de ses « âmes ». Incapable de tenir une comptabilité digne de ce nom, il ignore les notions de prix de revient et d'amortissement, et ne sait pas calculer

ses frais de production. La politique de l'investissement lui est inconnue, et toute vente, pourvu qu'elle aboutisse à des rentrées d'argent, équivaut, pour lui, à un bénéfice. Méconnaissant les coûts de son entreprise, il tient sa main-d'œuvre pour rigoureusement gratuite — comme la terre —, alors qu'elle lui est très onéreuse. Aussi, le système domanial ruine-t-il implacablement son utilisateur, qui s'endette, et qui s'efforce de réagir en étendant inconsidérément les surfaces cultivées, aux dépens du rendement, en multipliant les spéculations souvent douteuses, et surtout en pressurant de plus en plus la force de travail.

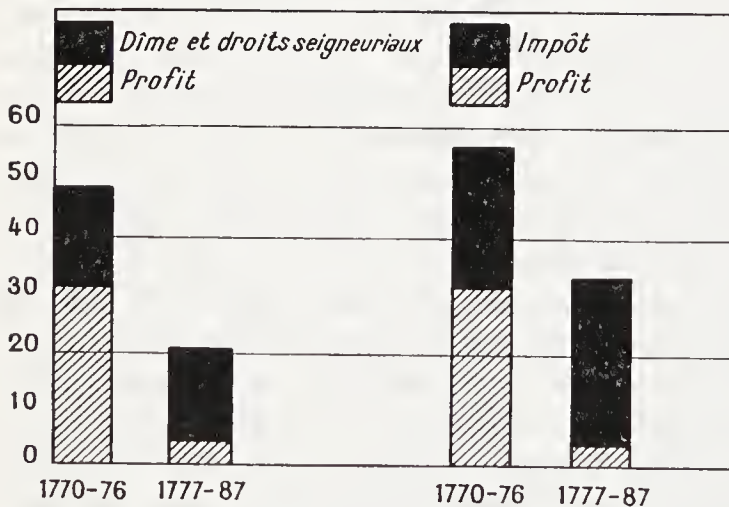
Partout, la corvée s'appesantit et s'aggrave. Aux corvées ordinaires, déjà nombreuses, s'ajoutent les corvées extraordinaires, d'autant plus douloureuses qu'elles sont imprévues. En Pologne, les corvées avec attelage prennent trois jours par semaine au possesseur d'une tenure de 9 ha; les corvées sans attelage, doublées, en arrivent à atteindre 8 jours sur 7 dans les cas extrêmes, car la corvée n'est pas seulement due par le titulaire de la terre, mais par sa famille : aussi, pour assurer les 8 jours prescrits, le père et le fils se voient contraints de travailler 4 jours sur 7 sur le domaine. En Russie, la corvée se révèle plus rigoureuse encore, elle oblige parfois le paysan à cultiver ses propres terres de nuit, s'il ne dispose pas d'une aide familiale suffisante. Quant aux retards et aux négligences, ils sont sévèrement punis; en Bohême, un retard d'une demi-heure à la corvée entraîne une demi-journée supplémentaire de travail, tandis que les récalcitrants sont mis aux fers; ajoutons que la « journée » comporte 12 à 14 heures de travail effectif, et que l'on impose aux enfants, dès l'âge de 13 ans, des tâches accablantes.

Cependant, à partir des environs de 1760-1770, les propriétaires russes éprouvent des doutes sérieux sur la rentabilité du système, et ils hésitent entre la *barchtchina* — ou corvée — et la redevance en argent, l'*obrok*. Dans l'ensemble, la *barchtchina* prospère sur les terres riches, où les rendements sont élevés, et où le propriétaire peut espérer de fortes redevances en nature; elle s'étend dans les régions où les transports sont relativement faciles et où la commercialisation aisée des récoltes réserve au « barine » de gros bénéfices. Par contre, l'*obrok* caractérise les zones aux sols pauvres du Nord, où le seigneur préfère se contenter d'un revenu assuré, indépendant des caprices météorologiques; il se cantonne surtout dans les secteurs écartés, où la vente est malaisée. Si les propriétaires russes donnent souvent leur préférence à des systèmes mixtes, qui équilibrent les chances, la *barchtchina* progresse régulièrement, sacrifiant l'avenir aux intérêts immédiats, augmentant uniquement le revenu brut en gaspillant la force de travail, en ruinant l'économie paysanne, en détruisant progressivement les forces de production, et en accélérant finalement la crise interne du domaine. En tournant le dos

à l'*obrok*, qui facilitait l'essor d'une « économie paysanne commercialisée » et qui contenait les germes d'un certain développement capitaliste, l'aristocratie ruinait systématiquement tous les efforts qu'elle avait tentés par ailleurs pour donner à ses domaines une allure plus moderne, et elle s'embourbait dans d'insolubles et redoutables contradictions.

L'offensive seigneuriale

En Europe occidentale, l'offensive seigneuriale reprenait une vigueur nouvelle, dans une confusion inextricable d'éléments proprement seigneuriaux et d'éléments féodaux. Assisté de ses juges, de ses procureurs fiscaux, de ses puissants et redoutables receveurs, de ses notaires et de ses huissiers, le seigneur, à partir des années 1760-1770, revendique ses droits avec une âpreté nouvelle. La réfection des terriers, générale en France et dans la plupart des pays voisins, permet d'étendre les cens, d'accroître le taux des champarts et des dîmes féodales. Les abus se multiplient, ainsi que les fraudes; la perception des droits de mouture, au moulin banal, donne lieu à des tromperies sur le poids, tandis que la levée des rentes se fait dans des conditions vexatoires, gênantes, ruineuses même. Parfois, les collecteurs laissent les rentes s'arranger et réclament l'arriéré, au bout de 15, 20, 29 ans, à la limite même de la prescription; de sorte que tel qui pensait avoir à solder 20 à 30 sous par an, se voit réclamer 200, 400, 800 et même 1 200 livres.



LE POIDS DES CHARGES SEIGNEURIALES ET DE L'IMPOT ROYAL SUR LE PAYSAN FRANÇAIS A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

On remarquera l'énorme accroissement relatif des charges en période de difficultés économiques.

Tiré de G. DUBY et R. MANDROU, *Histoire de la civilisation française*, Paris, A. Colin, coll. « U », 1968, t. II, p. 102.

Les clôtures s'accompagnent souvent de la mise en question des communaux. Tout en profitant à plein de ses droits, pour frustrer ses sujets des 2/3

de leurs terres communes, par le « cantonnement », ou du 1/3 par le « triage », le seigneur, profitant de la politique générale des défrichements, se livre à des usurpations pures et simples, privant le commun des paysans de ses pâturages et posant douloureusement le problème de l'herbe et du bétail, avec d'autant plus d'acuité que, partout, les prés proprement dits sont accaparés par les grands propriétaires et les riches laboureurs. Enfin, par la pratique des « afféagements », il peut déposséder les communautés de leurs droits d'usage sur les terres vagues et incultes, et y caser, sous prétexte de mettre en valeur des zones improductives, des bourgeois en quête de spéculations foncières ou des paysans riches.

Il se sent d'ailleurs d'autant plus fort que le pouvoir, désireux d'accroître la production agricole, le protège, et que la jurisprudence le soutient. Ainsi, en France, les parlements, les états provinciaux, les répertoires juridiques estiment que le seigneur est, par principe, propriétaire du communal, que la communauté en a seulement la jouissance, et que c'est à elle d'en fournir la preuve — ce dont elle est, le plus souvent, incapable —, enfin que le seigneur a le droit le plus absolu de mettre en culture des terres inertes, au nom du progrès économique et de l'utilité sociale. La puissance du seigneur est d'autant plus assurée, qu'il est le maître de la haute justice.

La détresse du monde rural

La détresse absolue des paysanneries orientales

Aussi, le monde des paysanneries, loin de profiter des progrès généraux de l'économie, se trouvait plongé dans la gêne, dans la misère ou dans la détresse.

A l'Est, sa situation devient intolérable. Tandis que les corvées pleuvent, la réserve seigneuriale s'agrandit, afin d'accroître les revenus du maître, et les surfaces mises à la disposition de la communauté se contractent. Les tenures deviennent de plus en plus exiguës, la croissance démographique aidant. En Allemagne orientale, elles dépassent rarement 2 à 3 « Morgen », consacrés au blé et aux légumes, soit un espace tout juste suffisant pour vivre. En Pologne, sur 132 villages de terres royales de Chelm, de Lwow et de Sarrok, les closiers et laboureurs disposant de moins de un quart de manse représentent, à la fin du siècle, 34 à 61 % de la population paysanne, alors que les tenanciers d'un demi-manse forment 13 à 28 % du total : de fait, c'est d'une prolétarianisation croissante qu'il s'agit. En Russie, les lots sont de 2,5 à 3,8 « dessiatines » en moyenne (soit 2,72 à 4,14 ha); ils atteignent

parfois 5,3 à 5,6 dessiatines (5,77 à 6,10 ha); ils sont souvent inférieurs à deux dessiatines (2,18 ha). La précarité croît avec l'exigüité. Partout, les tenures héréditaires s'effacent et les seigneurs peuvent détacher certaines parcelles de la tenure, reprendre tel champ fécondé par le tenancier, le déplacer d'une tenure sur une autre, tandis qu'en Russie les partages périodiques suppriment tout espoir de stabilité.

Le « climat moral » du domaine se révèle véritablement « concentrationnaire ». L'intendant, perpétuellement suspecté par le maître, et cruellement châtié à la moindre faute, se « couvre » en soumettant les serfs à un système de responsabilité collective, qui doit les amener à s'espionner et à se dénoncer les uns les autres. Les « starostes », qui sont à la fois les administrateurs du mir et des chefs de travaux, élus par leurs congénères, mais aussi désignés par le seigneur, se trouvent dans une position intenable. Le « domaine » devient plus encore un enfer, lorsque la famine et les épidémies viennent ajouter un terrible surcroît de malheurs à des êtres qui, dépourvus de personnalité juridique, restent confinés dans leur condition de la naissance à la mort, ne peuvent se marier, exercer un métier ou se déplacer sans autorisation, et sont susceptibles d'être vendus, loués, hypothéqués comme du bétail, châtiés, torturés, emprisonnés, avec la plus extrême rigueur et sans recours.

La misère matérielle de ces populations sous-alimentées et adonnées à des travaux exténuants, mal logées et mal vêtues, sans épargnes, à la merci de la faim et de la mort, est encore surpassée peut-être par une misère morale sans fond. Vouées aux vexations et aux injustices, menées par la terreur, elles joignent à une grossièreté toute « primitive » de mœurs, une superstition sans bornes, une crédulité enfantine, tandis que la moralité et l'honneur sombrent dans l'excès de la misère. Le serf, créature déchue, fait horreur et inspire la crainte; il y répond par le mensonge, l'hypocrisie et la haine.

Les difficultés du monde rural de l'Ouest

La résistance des petits exploitants

La situation n'est pas la même à l'Ouest, au moins de l'Allemagne rhénane et de la Belgique à l'Italie du Nord et à l'Espagne septentrionale. Car les petits exploitants, propriétaires, fermiers et métayers sont, très souvent, comme par le passé, dans une situation de quasi-propriétaires, et ils ont les moyens de se défendre.

Dans certains secteurs, la petite propriété paysanne, non seulement résiste à l'emprise du grand domaine, mais progresse; dans le Laonnais, entre 1750 et 1789, les paysans acquièrent quatre fois plus de terres qu'ils n'en perdent;

en Limousin, ils gagnent 4 000 arpents. Dans les plaines de la Flandre, du Hainaut, du Brabant, les cultivateurs directs, qui ont des disponibilités, grignotent les domaines. Il en est de même dans le Sud de la Bavière, dans une partie de la Hesse et de la Thuringe, en Lombardie, en Toscane, grâce à l'action des réformateurs agraires, qui suppriment la main-morte, permettent le développement de baux emphythéotiques, de très longue durée, ouvrent des possibilités de rachat et d'accession à la propriété. En Espagne même, les paysans de Catalogne et de Galice profitent d'un système semblable et constituent une solide classe moyenne, tandis que les « réformateurs » s'appliquent à favoriser un mouvement de colonisation et de morcellement dans le Sud, en réglementant les baux et en les allongeant, d'ailleurs sans grand succès.

La faiblesse des exploitations

Malgré tout, la concurrence et la pression économique du grand domaine, la réduction des communaux, l'offensive contre les usages, conjuguèrent leurs effets pour rendre difficile la situation de la petite, voire de la moyenne paysannerie. D'autant que l'exiguïté des exploitations va de pair avec leur morcellement parcellaire. En Bretagne, l'optimum est de 40 ha, répartis en 25 ha de terres labourables, 10 ha de prés, 5 ha de terres vaines pour les litières, assurant un rapport de 2 000 livres. Mais la moyenne des exploitations réelles s'établit à un niveau bien inférieur; vers 1770, une exploitation de 500 livres (10 à 12 ha) est importante, beaucoup s'échelonnent de 50 à 200 livres. En Italie du Nord, dans les Asturies, l'éparpillement aboutit au pullulement des *microfundia*. Les maîtres de ces humbles domaines manquent, le plus souvent, de capitaux et de réserves, et ils se révèlent incapables d'assurer leur indépendance économique; ils doivent donc, pour vivre, louer des terres supplémentaires, travailler sur les grands domaines ou exercer un autre métier.

La précarité des revenus

Les revenus des exploitants agricoles sont caractérisés par leur faiblesse et leur précarité; la médiocrité de leur hausse contraste avec la majestueuse poussée de la rente foncière. Tandis que la productivité de leurs domaines reste fort médiocre, les impôts royaux et les droits seigneuriaux pèsent lourdement. Théoriquement, le taux de prélèvement des droits en nature demeure faible. Mais le pourcentage vise la récolte brute, semences comprises, et, par rapport à la récolte négociable, la ponction apparaît beaucoup plus importante. Surtout, l'impôt sur le produit brut est proportionnellement plus pesant sur la terre pauvre, sur la pauvre culture, sur la mauvaise année;

en moyenne, il représente, en France, 28,5 % de la récolte négociable sur la terre riche, 40 % sur la terre pauvre; son incidence peut décupler en période de crise alimentaire.

Aussi, déduction faite de tous les frais et charges, le revenu net ressort-il, dans les meilleures conditions, à des taux modestes : 8,6 % du produit brut dans la région de Lille, beaucoup moins en Allemagne, et dans la France du Sud, dans l'Italie du Nord. Dans ces conditions, la vulnérabilité du revenu du petit paysan est extrême. Que survienne une mauvaise récolte, ou une série de mauvaises récoltes, sa détresse devient indicible. L'incidence de l'impôt, des droits, des fermages, s'ajoute à un déficit productif, qui oblige l'exploitant à acheter au plus haut prix ses semences et les produits nécessaires à sa nourriture, consommant sa ruine, au moment où le grand propriétaire, disposant de surplus vendables, réalise des superbénéfices sur la misère générale.

La prolétarianisation

La situation de la masse des exploitants était cependant bien supérieure à celle des innombrables prolétaires des champs, manouvriers, paysans sans terres, et domestiques, qui se comptent par millions dans chacun des pays de l'Europe occidentale, et qui, en France, représentent, au bas mot, 40 % de la population. Soumis à tous les aléas de la conjoncture, condamnés à un chômage sans espoir lorsque la crise éclate, ils souffrent partout d'un appauvrissement réel. Dans l'Espagne de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le salaire agricole en argent hausse de 20 %, pendant que les céréales montent de 100 %; en France, il passe à l'indice 122 dans les années 1785-1789, alors que le coût de la vie est à l'indice 162. Dans le pays de Liège, où le journalier non nourri reçoit 60 à 75 centimes par jour, la dépense d'une famille normale en pain de seigle revient à 30 centimes.

4 — Le grand refus des paysanneries —

Les révoltes

Ainsi s'accumulait un potentiel de souffrances, qui devait provoquer, dans toute l'Europe, de sérieuses secousses. Cependant, c'est en Europe orientale que, pour le moment, le danger se révélait le plus pressant.

De la résistance passive à la révolte

Dans le système domanial, tel qu'il est établi, le serf tient le propriétaire pour un usurpateur, qui le dépossède de sa terre et le prive de liberté. Tout lui semble bon pour échapper à la contrainte; la ruse, la passivité constituent ses moyens d'action habituels : « petits moyens », mais efficaces dans le « quotidien », car ils opposent, à l'« ordre » venu d'en haut, la « résistance » des habitudes et des routines. Souvent, la fuite dans les bois, vers la Pologne, ou, mieux, vers la Sibérie, terre de liberté, apparaît aux opprimés le moyen le plus efficace d'esquiver des charges intolérables.

Le brigandage constitue aussi, à sa manière, un moyen de lutte; endémique en Russie et dans toute l'Europe orientale, favorisé par l'immensité des espaces, bénéficiant de la complicité souvent active des paysans, il fait apparaître le bandit comme une sorte de héros populaire. Vers lui, accourt une masse flottante de misérables et de déclassés, chassés de leurs domiciles par la disette, les impôts, les mauvais traitements; des groupes organisés et disciplinés finissent par se former, dirigés par des « atamans »; en marge de la société, ils se livrent à des attaques à main armée contre les marchands, les intendants, voire les agents du fisc. Ils agissent comme des vengeurs du peuple.

Les actions collectives

Cependant, le serf reste habituellement respectueux et passif. Il ne se résignera à la révolte que poussé par les excès d'intendants ou de maîtres particulièrement cruels et surtout par la famine. Ainsi, se manifestent des mouvements locaux ou régionaux, explosions du désespoir ou flambées de terribles colères, qui ne cessent pratiquement jamais. De 1762 à 1772, 40 grandes révoltes éclatent en Russie; elles s'accompagnent d'incendies, de meurtres et de viols, perpétrés avec une sauvagerie primitive, qui suscitent une impitoyable répression.

Ces mouvements « primaires » s'effacent devant les grands ébranlements de masse. Résultat d'espoirs démesurés et d'impatiences grandissantes, provoqués par les projets de réforme, par des souvenirs historiques, en Bohême, par l'introduction du phénomène d'industrialisation, qui fournit des meneurs plus conscients, ils ébranlent les pays tchèques de 1767 à 1775, ils aboutissent à la terrible révolte de Pougatchev, issue de toute une série de mouvements ouraliens, qui, de 1767 à 1773, secoue les régions orientales de la Russie et met le trône lui-même en danger.

Les tensions

A l'Ouest, on ne va pas jusqu'à ces excès. Mais de véritables « fronts sociaux » se constituent, qui opposent aux propriétaires et à leurs alliés, riches laboureurs, gros fermiers, receveurs de seigneurie, tous accapareurs des meilleures terres, les humbles des champs. La communauté villageoise, qui avait tant bien que mal préservé son unité au cours de la crise du ^{xvii}^e siècle, tend à se dissocier. La lutte des intérêts supplante les solidarités anciennes.

La tension monte dans les assemblées locales, dans les justices, et tous les moyens sont bons pour résister à un régime détesté. A leur tour, les paysans « usurpent » des terres qui ne leur appartiennent pas, profitant de l'imprécision et de la mauvaise tenue des archives. Ils refusent les dîmes, contestent le taux des champarts, engagent des procès.

La force est aussi employée, mais sporadiquement, sous la forme de crimes agraires, voire de meurtres, sous la forme collective aussi. La destruction des clôtures et des fossés revêt, dans cette ambiance, une réelle valeur symbolique; elle aboutit, dans les années 1780, à de véritables révoltes, mal connues en France, pressenties ailleurs, qui définissent un « climat ».

Les idées de réforme

Confusément, des idées révolutionnaires germaient dans les paysanneries, et des sortes de « programmes paysans » apparaissaient. A l'Est, les serfs réclament la liberté, aspirent aussi à devenir propriétaires de leur tenure. A l'Ouest, la faim de terre n'est pas moins grande; les petits exploitants demandent non seulement l'abolition des droits féodaux, qui leur assurera la possession pleine et entière de leurs biens; mais les plus audacieux d'entre eux pensent à une nouvelle redistribution des propriétés, à la récupération de terres indûment conquises. Ils souhaitent l'établissement d'un impôt foncier équitable, frappant tous les propriétaires, privilégiés ou non, proportionnellement à leur fortune. Certains revendiquent une place dans le gouvernement du village, de la province, de l'État même, par des assemblées élues. Les bourgeoisies sauront tirer plus tard un excellent parti de ces principes et de ces aspirations.

Le problème semblait beaucoup plus urgent à l'Est; certains souverains et des esprits généreux songeaient à modifier un état social qui leur paraissait en désaccord de plus en plus profond avec l'évolution économique. En Pologne, des hommes comme le père Konarski, en Russie Anitchkov et Kozelski

réclament la suppression progressive du servage et de la corvée, l'élargissement des droits du paysan sur la terre, l'intervention de contrats librement débattus entre le propriétaire et les travailleurs du sol. Sous leur influence, furent prises d'abord des mesures privées, puis discutées des mesures législatives. Si, au Danemark, l'affranchissement des serfs est achevé, à la suite d'une longue évolution, en 1786-1787, si Joseph II abolit le servage dans ses États et prend, en 1786, des mesures pour faciliter l'accès à la propriété des paysanneries, Frédéric II et Catherine II en restent au domaine des bonnes intentions; en Pologne même, les projets de « code paysan », présentés à la Diète en 1774, et en 1777, ne furent pas votés. Partout, les résistances nobiliaires se dressaient avec ardeur contre les partisans des réformes, en invoquant les droits acquis et le refus de mettre en cause les structures sociales.

Les sociétés agricoles européennes demeuraient marquées par des hésitations et des contradictions, dont elles ne sortaient pas. La Révolution française, elle-même, en émancipant ou en préparant l'émancipation des paysanneries, ne parviendra pas à assurer l'accord entre une indispensable justice sociale et les nécessités d'une intervention du capitalisme dans un domaine qui lui était réfractaire. Au-delà de la grande crise de la fin du XVIII^e siècle, le problème restera longtemps posé et contribuera à freiner le développement économique et social du continent.

DOCUMENTS

83. Arthur Young, partisan des "enclosures"

Les champs arables et sans clôtures de la Picardie, de l'Artois, de la Normandie, de l'Ile-de-France, de la Brie et de la Beauce, sont affligés par tous les maux que l'on voit en Angleterre dans des cas semblables, c'est-à-dire par les droits de vaine pâture, commençant à un jour donné, quand la terre est ensemencée en blé, et s'exerçant pendant toute l'année de la jachère, aussi bien que par ce fantastique éparpillement de la propriété, qui semble avoir eu pour effet d'occasionner à l'occupant autant d'embarras et de dépense que possible dans la culture de ses bouts de champs. En Angleterre, depuis quarante ou cinquante ans, nous avons fait un progrès considérable dans le remembrement et la clôture des champs ouverts, et bien que les dîmes, la sottise, l'obstination, le préjugé et les lourdes dépenses qu'impose la pro-

cedure au Parlement aient empêché un assez grand nombre d'enclosures, cependant il s'en fait assez pour que nous conservions l'habitude, le goût et la pratique de cette opération; elle se poursuit et, grâce aux progrès du bon sens et de l'expérience, on peut espérer que, dans le siècle prochain, tout le royaume sera en clôtures. En France, au contraire, on n'a pas fait le premier pas en ce sens; on n'a pas imaginé de méthode pour procéder aux clôtures; on n'a pas eu l'idée de donner pleins pouvoirs à des commissaires, pour accomplir le travail d'Hercule, comme les Français doivent le penser, de faire une bonne répartition du sol, sans appel.

A. YOUNG, *Voyages en France, en 1787, 1788 et 1789*, trad. H. Sée, Paris, A. Colin, 1931, t. III, p. 727; cité par P. DE SAINT-JACOB, « Les enclosures anglaises », *Inform. hist.*, t. 17, 1955, n° 3, p. 93.

84. La lutte contre les "usages" : les principes des réformateurs français

CIRCULAIRE DE BERTIN, SOUS LA SIGNATURE DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL LAVERDY, AUX INTENDANTS

On prétend que la vaine pâture nuit à l'agriculture et principalement aux prairies artificielles...; cependant, il est à présumer que cet usage n'a été établi qu'en faveur des pauvres... et cette considération est importante dans l'examen de la question de savoir si l'on peut et s'il est utile de déroger par une nouvelle loi au droit de parcours établi dans le royaume.

CIRCULAIRE DE D'ORMESSON, 1768

Ces lois (les anciennes coutumes agraires) faites dans un tems où l'agriculture étoit bien éloignée des progrès qu'elle a faits depuis s'opposent aux nouveaux succès dont elle est encore susceptible; les habitants de ces Provinces (celles qui avaient déjà été touchées par les édits permettant la clôture) ont regardé comme un bienfait de Sa Majesté la faculté qu'elle leur a accordée de disposer de leurs héritages à leur gré et de les fermer

toutes les fois qu'ils le jugeroient convenable; et loin que l'on puisse craindre de voir diminuer le nombre des bestiaux, ces habitants sont bien convaincus qu'en multipliant les productions de la terre, l'on multiplie les subsistances et que, par conséquent, l'on donne la facilité

d'élever et de nourrir une plus grande quantité de bestiaux.

Marc BLOCH, « La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIII^e siècle », *Annales d'Histoire économique et sociale*, t. II, 1930, n^o 7, pp. 359-360.

85. Les "enclosures" anglaises et les structures sociales

LE CAS DE WIGSTON, LEICESTERSHIRE (où les "enclosures" ont été réalisées en 1766).

Surfaces	Propriétaires	Surfaces	Propriétaires
en acres	en 1765	en acres	en 1766
Moins de 2	39	Moins de 3	14
2 à 5	18	3 à 5	14
5 à 10	12	5 à 10	22
10 à 50	12	10 à 20	17
50 à 100	5	20 à 50	15
100 à 200	8	50 à 100	8
plus de 200	5	100 à 200	4
	99	plus de 200	3
			97

On remarquera une diminution du nombre des plus grandes et des plus petites fermes, un gonflement des fermes moyennes.

B. H. SLICHER VAN BATH, *The Agrarian History of Western Europe*, Londres, E. Arnold, 1966, p. 315.

86. L'opposition au partage des communaux en Lorraine à la fin du XVIII^e siècle

... Ce n'est pas Monsieur l'Intendant (La Galaizière) qu'il faut consulter; peut-être a-t-il la meilleure volonté et les meilleures vues; mais il est trop intéressé à la chose, et souvent l'intérêt personnel nous fait oublier le bien public.

Il peut, ainsi que les gens riches comme lui, faire des essais, des prairies artificielles. Mais les laboureurs n'en ont ni le temps, ni la faculté. Nous avons vu Monsieur l'Intendant faire venir de très belles vaches et des moutons beau-

coup plus gros que les nôtres, qui, par conséquent, devaient produire de la laine à proportion de leur taille, et les vaches rendaient un seau de lait par jour. Il conseillait qu'on suivît son exemple. Il n'a pu les entretenir parce que, dans notre province, ce n'est pas le même sol que dans celle d'où il les a tirés, et que nos pâtures sont trop maigres.

Des gens opulents peuvent faire toutes sortes d'épreuves, mais non pas des personnes qui sont dans la médiocrité, comme il n'y en a que trop en Lorraine... Juste comme vous êtes, Monseigneur, vous engagerez le Roi à laisser les choses dans l'état où elles sont. Nos anciens souverains, qui ne cherchaient qu'à procurer le bien à leurs sujets, ayant voulu faire des changements, ont toujours été obligés d'en revenir aux anciens usages. Dans ces sortes de matières, ce sont les gentilshommes de la campagne, qui font valoir par eux-mêmes, et les laboureurs, qu'il faut consulter... Vous

occasionneriez le plus grand mal si vous ôtiez le droit de parcours;... ce serait la perte de quantité de villages, qui ont de très petits finages et qui, par cette privation, ne pourraient plus entretenir de bestiaux... Le partage des Communes ne serait pas moins dangereux; il ferait absolument tomber le labourage. Il ne suffit pas d'avoir des terres arables; il faut être en état de nourrir des bêtes de trait, pour pouvoir les cultiver pendant ce qu'on appelle les neuf semaines, qui se comptent depuis la semaille des avoines jusqu'à la fenaison. Le laboureur n'a de ressource pour nourrir ses bestiaux que les communes; si vous l'en privez, il sera dans la dure nécessité d'abandonner son terrain.

Le comte de Raigecourt au contrôleur général Bertin, le 15 septembre 1777, in A. J. BOURDE, *Agronomie et Agronomes en France au XVIII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1967, t. III, p. 1492.

87. Les paysans russes au XVIII^e siècle

Les paysans russes paraissent être en général une race d'hommes grands, endurcis à la fatigue et très forts. Leur habillement consiste dans un chapeau rond ou un bonnet fort élevé, une robe de mauvais drap, ou en hiver une fourrure de peaux de mouton qui descend jusqu'au-dessous du genou, et s'attache à la veste par une ceinture, un haut-de-chausses d'une toile aussi forte que celle dont on fait les sacs, une pièce de drap ou de flanelle roulée autour des jambes en place de bas, des sandales de cordes d'écorce tressées, et attachées avec des liens de même matière qui, remontant autour de la jambe, servent de jarretières. En été la chemise et la

culotte de toile sont le plus souvent tout leur habillement.

Leurs cabanes sont construites comme celles des Lithuaniens, mais elles sont plus grandes et un peu mieux pourvues de meubles et d'ustensiles. La forme en est carrée, et elles sont bâties avec des arbres entiers entassés les uns sur les autres et joints dans les angles avec des mortaises et des tenons; les vides entre ces arbres sont remplis de mousse; en dedans ils sont unis avec la hache et ressemblent à une cloison; au dehors on les laisse tels quels avec leur écorce... Les fenêtres sont des ouvertures de quelques pouces carrés, qu'on ferme avec un volet qui glisse dans une rainure, et

les portes sont si basses qu'un homme de taille ordinaire doit se baisser pour y passer.

Ces cabanes ont rarement deux étages. Dans ce cas, celui de dessous sert de magasin pour les provisions, et celui d'en haut sert à loger la famille; l'escalier est une espèce d'échelle posée en dehors; mais, le plus souvent, la cabane n'a qu'un rez-de-chaussée et une seule chambre. Il m'est souvent arrivé, quand j'y passais la nuit, d'être réveillé par les poules qui venaient chercher du grain dans la paille où je couchais, et souvent ce n'était pas un animal si innocent qui venait me rendre visite... On voyait trois Russes, avec leurs longues barbes, étendus sur le plancher; vis-à-vis, trois femmes tout habillées dormaient sur un banc, pendant que le dessus du poêle servait de lit à une autre femme aussi habillée, et à quatre enfants presque nus,

qui y étaient étendus.

Les meubles de ces cabanes consistent principalement en une table de bois et des bancs attachés autour de la chambre. Les ustensiles sont quelques plats, bassins, cuillers (toujours de bois), quelquefois un pot de terre qui sert à cuire leurs mets. Ils se nourrissent principalement de pain de seigle, le plus souvent assez noir, d'œufs, de poisson salé, de lard, de mousserons. Leur plat le plus estimé est un ragoût composé de viande fraîche ou salée, de gruau, de farine d'avoine, assaisonné d'oignons et d'ail, car les Russes mettent partout de l'ail.

William COXE, *Voyage en Pologne, Suède, Danemark*, trad. de l'anglais par P. H. MALLET, *Voyage en Russie*, livre III, chap. I, pp. 123-125, in : A. TROUX, G. LIZERAND, G. MOREAU, *Recueil de textes d'histoire*, Liège, Paris, 1967, t. III, pp. 391-393.

88. Misère et précarité de la situation des classes rurales en Espagne

TÉMOIGNAGE DU « RÉFORMATEUR » ESPAGNOL, PABLO DE OLAVIDE

LA SITUATION DES TENANCIERS

Le propriétaire est libre de congédier le colon quand bon lui plaît. Les fermages sont à temps et pour un temps très bref; il est rare qu'ils dépassent trois ans. A chaque terme nouveau, le propriétaire exige du colon qu'il avance le prix du fermage, et, s'il ne le fait pas, le menace de louer la terre à un autre, assuré qu'il est — en raison du manque de terres labourables et de l'abondance des sollicitants — de trouver preneur; le colon, qui a déjà ses outils, son bétail, sa paille et autres réserves qu'il perd, s'il déloge de cette terre, se voit dans la triste nécessité de souscrire à tout ce que dicte la tyrannie du propriétaire, et, chaque année, celui-ci va augmentant

les prix, au point de les avoir rendus déjà intolérables.

... La troisième classe (des paysans) est constituée par les petits tenanciers, que l'on appelle ici *pelentrines*. Il y en a beaucoup dans tous les bourgs et cités; c'est une classe respectable d'hommes appliqués, qui, par leur travail, ont acquis deux ou trois attelages et un petit capital, qui leur permet de payer d'avance leur fermage, comme c'est ici la coutume. Ce sont eux qui cultivent la majeure partie de la terre, mais ils la cultivent mal, car ils n'ont pas de maison à proximité de leurs champs pour s'y abriter et ne peuvent être aidés de leurs fils ou de leur femme,

qui demeurent aux lieux accoutumés, s'habituant à la paresse et à la mendicité. Ils ne peuvent avoir aucun attachement à une terre qu'ils sont toujours exposés à quitter; ils ne peuvent utiliser le fumier de leur bétail, car ils n'ont pas où le ramasser, ni même tirer profit de tous les bons moments qu'offrent les saisons, en raison du temps qu'ils perdent à aller aux champs et revenir chaque jour à leur maison... Ces hommes sont aujourd'hui des malheureux, de mauvais laboureurs, des tenanciers précaires, et demain, si le gouvernement le veut, il peut en faire des laboureurs utiles et efficaces... Tout le secret consiste à leur donner, grâce à un bail de longue durée, ou par aliénation, la propriété d'un petit morceau de terre, où ils habitent avec leur famille et leur bétail. Ils seront désormais d'heureux propriétaires et leur grand nombre assurera l'abondance, la prospérité et la richesse de l'État.

LES JOURNALIERS AGRICOLES OU BRASSIERS

[Ils sont] les hommes les plus mal-

heureux que je connaisse en Espagne... Ils ne travaillent que lorsqu'on les appelle sur un *cortijo*. Alors, ils vivent à demi-nus, couchant à même le sol, mais, du moins, reçoivent-ils un peu de pain et de gazpacho (soupe andalouse). [A la morte-saison, la situation devient pour eux terrible]: « Ils meurent de faim, ils n'ont ni refuge, ni espérance... Il n'y a rien de si commun en Andalousie que de voir, en hiver, les grandes et petites villes envahies par ce qu'on appelle les hommes des champs, qui, la veille, travaillaient pour leur salaire journalier, et le lendemain, où les pluies empêchent les travaux, se réfugient dans la localité et commencent à demander l'aumône dans les rues. Chaque hiver, il en entre à Séville des milliers.

PABLO DE OLAVIDE, *Informe sobre la Ley agraria*, 1767, f^{os} 199 et 209; cité par M. DEFOURNEAUX, *Pablo de Olavide ou l'Afrancesado*, Paris, P.U.F., 1959, pp. 148-150

89. Les projets de réforme du servage en Pologne, à la fin du XVIII^e siècle

Serfs et paysans doivent être exempts d'impôts; qu'ils payent seulement à leurs seigneurs, et les seigneurs payeront à l'État les impôts en proportion de leurs revenus, tels qu'ils ressortent du dernier inventaire. Il faut peu à peu admettre les paysans à un cens, qu'ils payeront aux seigneurs, en remplacement de la corvée. Au préalable, on partagera entre eux, à la manière prussienne, les champs et les terres appartenant aux propriétaires fonciers. Il faut transférer aux tribunaux ordinaires de la République le droit de

vie et de mort sur les serfs et les affaires criminelles.

R.P. KONARSKI, *Ordonnances de la visite apostolique pour la province polonaise*, 1753.

Nous avons imposé à nos serfs le joug intolérable d'un esclavage tel qu'il n'existe et n'a existé nulle part ailleurs dans la chrétienté... L'humanité permet-elle que tout propriétaire soit maître de la vie et de la mort d'un homme ? et maître absolu du petit avoir de son

serf?... Qu'il lui prenne presque toutes ses journées, ou la plupart des jours de la semaine et de l'année...? Qu'il ne soit pas permis (au serf), dans la pire oppression, ... de chercher une autre résidence et un autre maître.

De l'économie publique et de l'économie privée, par deux rhétoriciens, 1757.

Mon discours suscitera de nombreuses critiques et, à beaucoup de cœurs, il paraîtra désagréable et dur; il soulèvera les clameurs de ces âmes sanguinaires, dont les délices sont de verser un sang innocent, d'opprimer et de pressurer le pauvre peuple, d'arracher au malheureux serf son dernier avoir. Il pourra soulever les clameurs de ces esprits obscurs et sans lumières, qui, sur le misérable lopin dont ils sont les propriétaires ou les fermiers, voudraient, en écorchant leurs serfs, s'élever au-dessus de la médiocrité de leurs aïeux ou de leur maison...

Je suis sûr que ces sermons... seront accueillis avec plaisir et avec profit par les seigneurs eux-mêmes et par les propriétaires fonciers. Et ceux qui tiennent les terres à ferme, en fief, en viager, et autres possesseurs de même

nature, ne murmureront que poussés par leur intérêt personnel... Car le propriétaire... s'efforce de maintenir ses paysans dans le meilleur état possible; pour son propre renom et pour sa postérité. Mais le fermier, sachant qu'il ne possédera pas longtemps cette fortune, voudrait écorcher sans cesse les serfs, parce qu'il désire accroître son capital et prendre ensuite une autre ferme plus avantageuse pour lui...

C'est seulement en améliorant la condition des paysans, et en relevant par là notre agriculture déchue, que nous pouvons espérer améliorer notre sort. C'est en vain ici que l'on m'opposera le « Statut de Lithuanie » et nos « Volumina Legum », qui taxent la tête du laboureur comme celle du bétail. En vain l'on produira des constitutions marquées de la grossièreté des siècles et des effets du préjugé gothique né de lois barbares. La loi de la nature proclame que Dieu seul a droit de vie et de mort.

R.P. KARPOWICZ, *De l'esclavage que l'on prétend imposer aux serfs, 1777*. Textes cités in A. JOBERT, *La Commission d'Éducation nationale*, Lyon, 1941, pp. 90, 100, 207.

CHAPITRE XVI

1. Mesure de la bourgeoisie
2. Les bases de la puissance bourgeoise
3. La vie des bourgeoisies

LA MONTÉE DES FORCES SOCIALES NOUVELLES : L'ASCENSION BOURGEOISE

Tandis que les sociétés du passé s'enfonçaient dans leurs inextricables contradictions, l'évolution économique privilégiait les forces sociales montantes, dont elle favorisait progressivement la prépondérance. Une prépondérance d'ailleurs incomplète et imparfaite à la fin du XVIII^e siècle. Si la ville permet le lent rassemblement des capitaux, des énergies et des intelligences, si elle facilite la formation de groupes qui s'éloignent sans cesse davantage de la vieille conception des « ordres », le processus n'est pas terminé à l'aube de l'ère contemporaine, et les éléments neufs, en voie de constitution, ne parviennent pas encore à se dégager totalement des préjugés et des contraintes, qui, parfois encore, les empêchent de développer toutes leurs virtualités. Du moins, se dessinent-ils avec décision, et ils sont prêts, dans les États les plus évolués, à assurer la « grande relève ».

1 — Mesure de la bourgeoisie

Face à des aristocraties qui, appuyées sur la richesse et le prestige, ne paraissent nullement décidées à capituler, la puissance des bourgeoisies pourrait sembler limitée. En réalité, la force bourgeoise s'affirme avec vigueur.

Définition de la bourgeoisie

De cette classe ascendante, bien des définitions ont été données, qui prétendaient enserrer, en une formule définitive, des réalités complexes; aucune n'est vraiment satisfaisante. Il ne nous paraît pas non plus souhaitable de nous en tenir aux coutumes de l'époque, qui, juridiquement, assimilaient la « bourgeoisie » à une situation acquise, à une certaine « oisiveté » de roturiers « vivant noblement » de leurs revenus, jouissant souvent de certains privilèges, d'un degré élevé de considération, venant sanctionner une réussite sociale; à ce niveau, la « bourgeoisie de Paris » ou celle de Genève font figure de patriciats. De fait, au-delà de ces castes numériquement réduites, c'est à la bourgeoisie, au sens étendu et déjà moderne du terme, que nous prétendons nous adresser.

Notons cependant que celle du xviii^e siècle ne peut pas être entièrement assimilée aux bourgeoisies du monde contemporain, car elle baigne dans un contexte économique et social différent, qui lui assure une coloration propre. On peut se demander aussi s'il est sage de partir de notions établies *a priori*, et s'il n'est pas préférable d'observer d'abord, et de tirer de l'observation les conclusions qui s'imposent. Il nous semble pourtant nécessaire de procéder, d'entrée de jeu, à un certain nombre de choix.

Options d'ailleurs délicates, car la bourgeoisie n'est pas, à elle seule, un « ordre ». Elle n'est pas davantage, antérieurement à la période révolutionnaire, une véritable « classe », car pour qu'il y ait classe, encore faut-il qu'il y ait conscience de classe; peut-on prétendre qu'au xviii^e siècle ce sentiment se manifestait avec une totale netteté? De fait, la bourgeoisie est « en mouvement »; elle sort de son ordre d'origine, elle tend à se constituer en classe, par une prise de conscience lente et incomplète, mais que facilite l'évolution économique et sociale.

Plus positivement, la bourgeoisie travaille, et ce caractère suffit à l'opposer aux aristocraties. Elle travaille de ses mains; elle travaille surtout de son cerveau; elle accorde parfois la préférence aux opérations intellectuelles qui favorisent le lucre, mais elle s'adonne aussi aux plus hautes spéculations

de l'esprit. La bourgeoisie est inséparable de la richesse, d'une richesse « dynamique », fondée sur une constante et croissante accumulation, et qui s'oppose à la richesse « acquise » du monde des privilégiés; si ceux-ci se mettent parfois à l'unisson, c'est dans la mesure où ils « pensent bourgeois ». A ce fait primordial s'ajoute ce que nous dénommerons, faute de mieux, un certain « style de vie », qui n'est ni celui du peuple, ni celui des nobles, marqué par un constant effort d'ascension. Le monde bourgeois, c'est un monde qui cherche sa place dans l'ordre social.

Les dimensions globales des bourgeoisies

Mesurer ces groupes sociaux est une tâche fort délicate. Non seulement les travaux sont rares, mais les « frontières » entre bourgeoisies et groupes privilégiés, surtout entre bourgeoisies et classes populaires manquent de netteté et se traduisent souvent par des dégradations insensibles. Il semble pourtant qu'entre les deux zones fondamentales de l'Europe, les proportions d'ensemble se révèlent différentes. En France, à 400 000 nobles et à 130 000 ecclésiastiques, s'opposent, en 1789, au moins 2,3 millions de bourgeois, soit 8,4 % de la population. En Espagne, le pourcentage monterait à 10 ou 11 %; il serait plus élevé encore en Grande-Bretagne. Par contre, en Russie, la bourgeoisie ne grouperait que 2,5 % de la population en 1762, alors que les privilégiés en fourniraient 5 %; en Hongrie, elle ne réunirait pas 2 % du total en 1787.

Cependant, ces calculs globaux ne présentent qu'une mince signification, car ils mêlent, inconsidérément, villes et campagnes. Si le XVIII^e siècle voit s'affermir, en Occident, de solides bourgeoisies rurales, c'est essentiellement l'agglomération urbaine qui « sécrète » la bourgeoisie; c'est donc aux recensements urbains qu'il faut s'adresser pour pouvoir apprécier le « poids » démographique et social des bourgeoisies. Or, d'une ville à l'autre, les dimensions et la composition des sphères bourgeoises se révèlent nettement différentes. A ce point de vue, les études réalisées sous l'impulsion de C. E. Labrousse sont significatives, et elles ne comportent que peu d'équivalents en dehors de la France. Une vaillante équipe, utilisant statistiquement les données offertes par les documents fiscaux, par les actes notariés, enfin par les dossiers de l'Enregistrement, s'est appliquée à restituer, pour chaque ville considérée, les « profils socio-professionnels ». Prenant appui sur les réalités de la profession, elle s'efforce de replacer les individus dans la hiérarchie du métier, en fonction de leur pouvoir économique, ou de leur influence sociale, de les affecter à la classe sociale qui correspond à leur fortune. Ainsi se dégagent

des niveaux sociaux, qui permettent de dénombrer avec beaucoup plus de précision les bourgeoisies, de préciser leur composition.

Quelle que soit l'importance des divergences locales, nous sommes très frappés par les fortes dimensions prises, en France, par une classe dont les proportions, au cours du XVIII^e siècle, ne cessent de s'élargir. A Grenoble, l'aristocratie ne représente, en 1725, que 6 % du total des cotes de capitation; les classes populaires en bloquent 58 %, avec un « appendice » de 15 % de déclassés, mais la bourgeoisie groupe 21 % de la population totale. Elle en forme 46 % au Havre en 1734; 39 % à Orléans à la fin de l'Ancien Régime; 31,3 % à Paris en 1749. Si les bourgeoisies sont, tout naturellement, minoritaires par rapport au peuple, elles dépassent de beaucoup, en Occident, par leur taille, les castes privilégiées. Dans la ville, centre nerveux de la nouvelle économie et point de départ des sociétés de l'avenir, elles ont pour elles l'avantage du nombre.

Les groupes bourgeois

A l'intérieur de la classe, les cloisonnements sont très divers, et la distinction « mécanique » entre haute, moyenne et petite bourgeoisie se résout en une grande variété de cas d'espèces, exclusifs de solutions d'ensemble. La pyramide sociale se présente sous des aspects variables selon la nature des activités urbaines dominantes, l'intensité de la fonction économique, les ambitions des groupes. Grenoble, ville parlementaire, voit se développer une importante bourgeoisie d'hommes de loi (13,8 % de l'effectif global, en 1773), bien que les marchands tiennent leur place dans la cité (11 %). Mais à Lyon, à Nantes, la part des hommes d'affaires dans la totalité bourgeoise est beaucoup plus importante, voire écrasante; il en serait certainement de même à Manchester, à Milan, ou à Leipzig, à Amsterdam et à Hambourg, si nous pouvions disposer, pour ces centres, d'études comparables.

Dans ces masses bourgeoises, la haute bourgeoisie ne constitue que des groupes numériquement fort minces. A Grenoble, en 1789, 101 « grandes familles » dominant 513 familles de moyenne bourgeoisie et 845 familles de petite bourgeoisie. A Paris, en 1749, la classe vraiment riche ne représente que 2,8 % d'un « échantillon » de 1964 cas. Mais la puissance se révèle, ici, inversement proportionnelle au nombre.

2 — Les bases de la puissance bourgeoise —

La force économique

Quelle que soit la diversité des activités et des orientations, c'est de sa participation à l'économie que la bourgeoisie européenne tire l'essentiel de sa force, en tant que détentrice de ce capital, qui est en train de bouleverser les sociétés.

Le triomphe du négociant

Cette force économique, la bourgeoisie la doit encore très largement au marchand, dont le XVIII^e siècle consacre le triomphe. La typologie du monde du commerce évolue peu; mais, au-dessus de la « piétaille » des petits marchands ruraux et surtout des innombrables boutiquiers urbains, les « hommes d'affaires » et les « négociants » apparaissent comme les maîtres de leur époque. Pourvus d'une solide formation théorique, et d'une expérience pratique immense, ils agissent vraiment à l'échelle du monde. Ils sont vraiment « polyvalents », avides du « grand risque », mais ne négligeant pas le « quotidien », trafiquant sur les produits les plus variés, unissant le commerce et la Banque, la « traite » et l'armement, prenant intérêt à l'investissement industriel, audacieux et vigilants, formant, à l'échelon le plus élevé, de véritables « groupes », qui se livrent parfois à des luttes ardentes.

La montée de l'industriel

Le négociant rencontre un puissant rival en la personne d'un « homme nouveau », l'industriel, personnage essentiel des sociétés de l'avenir. Dans les rangs patronaux, les privilégiés, nobles ou ecclésiastiques, conservent parfois une place importante. Cependant, les gros bataillons du patronat industriel sont d'essence bourgeoise. Rarement issus du milieu des inventeurs, ils sortent souvent, en Angleterre, des familles de petits et de moyens propriétaires des campagnes. D'autres sont d'anciens artisans; beaucoup sont d'anciens marchands, des « entrepreneurs » aussi; s'ils sont légion dans toute l'Europe occidentale, ils sont loin d'être dénués d'importance à l'Est. En Russie, libres ou d'origine servile, ils accaparent, au cours de la seconde moitié du siècle, le textile, la petite métallurgie, les industries légères, tout en remontant vers la sidérurgie.

L'industriel introduit, dans les sphères de l'économie, des conceptions nouvelles. Mû par le souci de « produire », il s'oppose au marchand, avant tout préoccupé par les problèmes de vente. Dans cette optique, le progrès technique, générateur d'économies de temps et d'homme, se révèle fondamental, et le prix de revient commence à guider les comportements; il amène l'industriel à rassembler, à investir, à construire. L'industriel est un « bâtisseur »; il est aussi un « organisateur ». Autour de lui, commencent à graviter de véritables états-majors, exécutants des conceptions directoriales ou gestionnaires des grands services; dans les plus considérables des charbonnages français apparaît une « direction du personnel » et une autre de la vente, et aux mines de Montcenis la société dispose d'un véritable bureau de la comptabilité.

De telles structures exigent de celui qui est à la tête de l'entreprise des qualités de chef. La puissance de l'industriel est, en effet, assez différente de celle du marchand, qui persuade et calcule plus qu'il n'ordonne. Le patron est investi du « pouvoir de décision » et surtout du « pouvoir de commandement ». Ses options et ses ordres sont gros de conséquences; mais ils entraînent, pour lui, un large prestige. Aussi, de la masse anonyme des petits patrons, se dégagent de grandes figures. Dès le début du XVIII^e siècle, un Nikita Demidov, maître féroce pour les serfs, se révèle un administrateur d'une qualité exceptionnelle. En Angleterre, un Mathieu Boulton, artiste et cultivé, apparaît comme le type du grand « constructeur »; si John Wilkinson est plus réaliste et plus positif, il domine, de sa haute taille, toute la sidérurgie britannique. En France, le prince de Croy, grand aristocrate, mais économiquement grand bourgeois, homme d'affaires redoutable et travailleur sans limites, animé par une volonté de puissance qui l'apparente aux plus illustres financiers de son temps, représente un brasseur d'affaires vraiment « actuel ».

Du financier au banquier

Dans le même temps, le monde de la Finance s'engageait dans des voies nouvelles. Monde beaucoup plus complexe, de « construction » peu apparente, où la richesse est liée au jeu subtil des monnaies et des changes. Monde contrasté, où s'élèvent deux milieux d'esprit très différent; sous les termes de « financiers » et de « banquiers », ce sont, finalement, deux conceptions de la société et du rôle de l'argent dans la société qui s'opposent.

Apparu en même temps que se formait l'État national, le financier est devenu indispensable à un fisc qui, dans des pays regorgeant parfois de richesses, est incapable de régler rationnellement ses problèmes de trésorerie et se trouve constamment en face d'échéances menaçantes. Lié à cette struc-

ture agricole et « princière », où les revenus du roi reposent sur le revenu de la terre, où sa dette, gagée sur les produits du sol, se révèle de mobilisation lente et difficile, ce financier est « solidement installé » dans les systèmes politiques. Si l'Angleterre et les Provinces-Unies échappent de plus en plus à son influence, il rayonne largement à travers les États continentaux. Titulaire d'offices de finances, il est essentiellement l'homme des grands transferts de numéraire. Il ravitaille les troupes en vivres, en équipements et en munitions, il prend à bail la « ferme » des impôts indirects, il met à la disposition du prince, en cas d'urgence, des sommes considérables, et, pour ce faire, il forme avec ses confrères de puissants « syndicats ».

Au cours du XVIII^e siècle, succédant aux aventuriers arrogants de la fin du XVII^e, dont la « dépendance » restait grande et la situation précaire, le financier affermit sa position. Des hommes distingués et probes, issus de plus en plus fréquemment de la bonne bourgeoisie, se chargent des « affaires d'État » et accèdent parfois au gouvernement.

Ils restent cependant tournés vers le passé, tandis que le banquier, indépendant des régimes, échappant à toutes les contraintes, est l'homme des « papiers commerciaux ». Par nature, il est un « cosmopolite », il jongle avec les « signes »; il est naturellement entraîné, de par le caractère de ses occupations, à une large participation aux grandes activités économiques; il est vraiment adapté à cette économie et à cette société nouvelles, où le calcul d'intérêt est roi, où la mesure du temps et du mouvement introduit la rationalité et le dynamisme. Il apparaît ainsi comme l'agent le plus actif du passage d'une société aristocratique et foncière à une société bourgeoise et capitaliste.

C'est surtout à partir de 1730-1750 que, d'abord dans les puissances maritimes, puis en France, et progressivement dans les pays de l'Ouest, s'affermissent ces démiurges d'un monde nouveau. Ils se mettent au service du vaste public des rentiers, français et étrangers; ils perçoivent leurs arrérages et exécutent leurs ordres; ils gèrent les « portefeuilles » et orientent les placements; ils constituent les intermédiaires par excellence entre les détenteurs de capitaux et les utilisateurs. Ils se présentent comme l'expression suprême de cette société industrielle en gestation.

Les éléments “subsidiaires”

Le rayonnement intellectuel

La force économique n'est pas tout; elle constitue cependant le ressort essentiel de la puissance bourgeoise. Le rayonnement intellectuel de la bourgeoisie n'est considérable que dans la mesure où l'intelligence bourgeoise

peut s'épanouir en toute liberté, dégagée du souci matériel par un solide appui sur la fortune. Voltaire est un homme d'affaires avisé, qui saura mener des spéculations audacieuses et des investissements profitables. Comme l'aristocrate, le bourgeois est un homme qui a des loisirs et qui en profite.

L'écrasante majorité des intellectuels est issue de la bourgeoisie. C'est par eux que la science progresse, que l'art évolue, que s'édifient les systèmes économiques et sociaux. La bourgeoisie impose, en tant que telle, sa marque profonde à tout un siècle, qui, ainsi que l'a observé C. E. Labrousse, « pense bourgeois ». La « culture bourgeoise », celle des philosophes et des encyclopédistes, s'étend à toute l'Europe, et les écrivains d'origine aristocratique s'alignent, le plus souvent, sur les conceptions d'hommes dont ils prétendent pourtant se distinguer socialement. Par son « ouverture », par ses ambitions universalistes, par son esprit rationaliste et critique, irrespectueux de la tradition et démolisseur de tous les respects, la bourgeoisie transmettait, de la France et de l'Angleterre à toute l'Europe, le ferment d'une pensée et d'une civilisation nouvelles dont la force d'expansion était telle qu'elle détruisait les antiques notions sur lesquelles reposait, depuis des siècles, l'ordre social.

La « capacité »

A cette puissance de l'esprit, s'ajoute l'emprise, partout présente, voire obsédante, de la « capacité ». Le bourgeois s'impose à toutes les autres classes sociales, dans les villes, mais aussi dans les campagnes, comme le « praticien » par excellence. Il est l'homme de loi, que tous consultent, le notaire, omniprésent, l'avoué ou l'huissier haï. Il est aussi le chirurgien, le médecin, maître des vies, trop rare et trop peu consulté, mais généralement respecté. Il est le « régent », le maître d'école ou le précepteur, peu considéré, mais non sans influence. Il est aussi l'« officier », l'agent du fisc ; il fournit à des sociétés parfois encore frustes cette armature puissante des « services » qui va constituer une des bases essentielles des sociétés de l'avenir.

3 — La vie des bourgeoisies _____

Les fortunes

Les niveaux

Les bourgeoisies sont les grandes bénéficiaires du mouvement du profit, qui contribue à donner son élan au XVIII^e siècle, et la fortune bourgeoise s'oppose à la richesse des aristocraties.

Sans doute, des distinctions doivent être faites et des niveaux de fortunes très variés s'échelonnent au sein de groupes hétérogènes. Dans le monde du négoce, les petits marchands vivent une existence besogneuse. Mais, à côté de ces « humbles », d'innombrables boutiquiers, des marchands d'envergure moyenne alignent des actifs qui atteignent et dépassent 10 000 livres, et parfois 100 000 livres. A Paris, en 1749, une « coupe » opérée à travers les contrats de mariage montre que 38 % des maîtres et marchands « apportent » plus de 5 000 livres en se mariant et que les milieux aisés de l'artisanat et de la boutique présentent des cas relativement nombreux d'apports échelonnés entre 5 000 et 50 000 livres.

A partir des environs de 100 000 livres, les fortunes s'enflent démesurément. C'est peut-être la « fortune industrielle » qui est la plus délicate à évaluer, car les avoirs se révèlent composites, et à dominante foncière. Dans le cas de la mine, de la forge, voire de la papeterie, la « firme » fait partie intégrante du domaine rural, et les biens de l'industriel se confondent avec ceux du rentier du sol. Cependant, nous savons qu'à Verviers les actifs du « drapier » F. Fyon montaient à sa mort, en 1789, à 523 663 florins. Afinki Demidov, le plus grand des maîtres de forges de l'Oural, disposait, en 1745, de 3 à 4 millions de roubles. Quant à Sir Robert Peel, le père du célèbre ministre, il laissait à ses héritiers une immense fortune évaluée à 1,4 million de livres sterling, soit 35 millions de francs de 1905.

Les négociants et, plus encore, les financiers ne demeuraient pas en reste. A Nantes, un des grands armateurs de la place abandonne, en 1789, une fortune de 8 millions de livres; à Marseille, on attribue à Georges Roux, le chef d'une maison de commerce d'envergure planétaire, un avoir de 30 millions, peut-être avec exagération; mais on ne prête qu'aux riches! Quant aux armateurs nantais, ils donnent à leurs filles des dots de 100 000 livres et plus. Les fortunes des grands financiers apparaissent comme fabuleuses. On évaluait l'avoir de Samuel Bernard à 100 millions de livres. En 1753, le financier Fillon de Villemur laisse 40 millions et Thoynard, vers 1789, 38 millions. Necker semble avoir possédé 7 à 8 millions. On ne peut douter que les grands financiers internationaux, de Genève à Londres et à Amsterdam, se sont placés à des niveaux équivalents et peut-être supérieurs.

Il est néanmoins certain que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la très grande fortune bourgeoise est restée inférieure à la très grande fortune nobiliaire ou ecclésiastique. A Paris, un fossé profond les sépare : les apports des négociants et des officiers peuvent atteindre très exceptionnellement 300 000 livres; ceux des héritiers de la noblesse montent plus couramment au million de livres.

La composition des fortunes

La composition de ces fortunes roturières est essentiellement marquée par la diversité. Les stocks et les usines y occupent parfois une place importante. Partout les rentes constituées, les créances, voire les titres de fonds d'État ou de grandes sociétés se retrouvent. Les investissements en offices continuent à être fort pratiqués, car ils représentent à la fois un élément de promotion sociale et un bon placement, la revente assurant au titulaire de gros bénéfices. Malgré tout, les placements fonciers conservent toute leur vogue.

Bien plus, à mesure que les progrès de l'agronomie s'affirment, les brasseurs d'affaires songent, plus que jamais, à donner à leurs investissements une allure capitaliste et cherchent, dans la terre, à la fois la sécurité et le rendement. Dans la majeure partie de l'Europe occidentale, le domaine bourgeois s'étend, profitant de toutes les occasions pour grignoter les domaines nobiliaires et pour arracher à la paysannerie d'humbles parcelles. Ainsi, les fabricants verviétois essaient autour de la ville : en 1774, P. D. Neuville possède des biens à Théminster, et J. de Bielloy achète des biens à Ensival et à Theux, tandis qu'en 1789 la veuve de J.-J. Simonis possède 7 fermes au ban de Walhorn, pour une valeur de 100 000 florins. A Oldham, les grandes familles cotonnières descendantes d'anciens *yeomen* avaient, dès les environs de 1800, racheté les terres de la *gentry* locale.

L'ascension sociale

L'achat d'offices et l'acquisition de terres ne constituent pas seulement de bons placements; ils sont aussi une étape dans une ascension sociale. La réunion d'une ou plusieurs seigneuries ne tarde pas à s'imposer aux plus prestigieux d'entre les hommes d'affaires, groupés autour de châteaux souvent somptueux; ceux que les financiers parisiens font édifier autour de la capitale sont aussi célèbres, par leur splendeur, que les hôtels qu'ils aménagent en ville. Déjà, Samuel Bernard était devenu seigneur de Boulainvilliers et de Champlâtreux, et le financier Poisson de Bourvalais disposait de 15 seigneuries. Le « banquier de la cour », à l'époque de Louis XVI, de Laborde, en possèdera 12.

Les mariages « mixtes » viennent consacrer parfois les réussites matérielles. Ainsi, le vicomte Barrington était le fils d'un fabricant de voiles; Lord Grandville, Lord Cowney, Lord Walpole épousèrent des filles d'industriels. Mais, si le fait était ancien en Angleterre, il n'en est pas de même sur le

continent. En Espagne, en Italie, l'exclusivisme nobiliaire persiste et dans toute l'Europe de l'Est la coupure reste profonde entre marchands et nobles. Cependant, dans la France aristocratique du XVIII^e siècle, bien des nobles — et des plus grands — ne reculent pas devant une mésalliance pour redorer leur blason, et les mariages mixtes ne se comptent plus.

Tout conduit finalement les plus notables des bourgeois à l'anoblissement. Les uns achètent des lettres de noblesse; d'autres acquièrent la qualité de noble par l'entrée dans une charge anoblissante ou par le passage par l'échevinat des grandes villes. D'autres encore sont anoblis directement par les gouvernements, pour récompenser leur mérite. La pratique est assez fréquente en Angleterre. Elle est beaucoup plus limitée sur le continent, en particulier en France, où la monarchie récompense ainsi les grands commerçants, les industriels émérites, les « hommes à talents », et les hauts fonctionnaires, créant une noblesse de type nouveau, qui devait tout à la valeur. Il semble qu'à un moment donné, subissant l'influence d'un mouvement d'opinion et d'ouvrages, le gouvernement français ait eu l'idée de faciliter l'établissement d'une société différente de celle du passé; il ne dépassera guère le stade des intentions.

La mentalité bourgeoise

Les idéaux

Parvenu à un certain niveau de richesse, le bourgeois tend à s'évader de sa classe. Tel est le cas de certains grands industriels et surtout des gros manieurs d'argent qui, par la somptuosité de leur train de vie, et parfois par leur culture, entrent de plain-pied dans les milieux supérieurs. Ainsi d'un Mathieu Boulton, qui est reçu par George III, et d'un Wedgwood, patronné par les plus grands noms d'Angleterre. Contamination de deux sociétés peut-être, mais surtout attraction vers le haut de toute une fraction d'origine bourgeoise.

La véritable vie bourgeoise n'est pas là, la « mentalité bourgeoise » non plus. L'une et l'autre sont essentiellement faites de simplicité, voire d'austérité. Dans les maisons bourgeoises de Paris, le confort existe, jamais le luxe, et, en Angleterre, le puritanisme se conjugue avec le souci de l'autofinancement. L'« humanisme bourgeois » repose sur un travail acharné; il prône la morale de « l'honneur commercial » et de l'épargne. Il donne au bourgeois bonne conscience. Le sens du risque calculé, le goût du pari vont parfois chez lui de pair avec une haute moralité et une conscience aiguë de ses devoirs envers

ses employés. Malheureusement, le désir de l'action et le souci de l'enrichissement s'accompagnent fréquemment d'un profond mépris des hommes, qui fait, de ces « conquérants », des tyrans cruels.

L'insatisfaction bourgeoise

Cependant, cette classe n'est pas totalement dominante, et elle en éprouve une impression profonde d'amertume et d'insatisfaction. Bien sûr, en Angleterre, les grands industriels marchent vers la puissance politique; à partir de la « crise constitutionnelle », ils contrôlent effectivement les actes du gouvernement britannique; mais ils sont exclus de la Chambre des lords et il faudra attendre 1834 pour que le « second » Robert Peel devienne Premier ministre. Si, aux Provinces-Unies et à Genève, les aristocraties marchandes règnent, partout ailleurs, sur le continent, le bourgeois occupe les charges municipales, il peuple les échelons inférieurs et moyens des administrations et des tribunaux, il dirige parfois de grands services publics. Il ne gouverne que par personne interposée, et, de toutes parts, une barrière particulièrement haute lui ferme l'accès du pouvoir.

Dans cette société qui, au fond, s'embourgeoise, mais qui demeure à dominante « seigneuriale », le roturier souffre du mépris des aristocraties, qui, même lorsqu'elles sont engagées dans l'économie de profit, restent fidèles à leurs mythes et tiennent le lucre pour « servile ». Contre le financier et le marchand, l'hostilité de la caste supérieure est unanime; l'Église leur est sévère. Pour elle, l'ascension économique et sociale de l'homme d'argent revêt un caractère scandaleux, dans la mesure où elle dérange l'ordre établi et entrave le salut du chrétien. Le manufacturier lui-même ne trouve pas grâce devant elle. Au fond, l'Église méprise et redoute le grand capitalisme.

A cette réprobation, le bourgeois répond par l'orgueil. Ses porte-parole exaltent les vertus du groupe, opposent son activité à la paresse des dominants, insistent sur le rôle éminent de l'homme d'affaires, bienfaiteur du genre humain. En 1784, le « négociant patriote » tient le commerçant, maître du monde, aimable et cultivé, pour un « génie transcendant », inaugurant un véritable « humanisme commercial ». C'est en France, où la bourgeoisie est peut-être à la fois plus puissante que partout ailleurs sur le continent, et par conséquent plus contrainte, que son aigreur est la plus profonde. Elle se forge, par réaction, une idéologie où le principe de liberté, issu de l'ordre économique, reçoit, dans l'ordre politique et social, les applications les plus étendues. La liberté individuelle, la liberté de pensée et d'opinion, jointes à la liberté du travail et de l'entreprise devaient ainsi permettre de prévoir un strict contrôle du pouvoir, par la classe ascendante, une mainmise de

celle-ci sur les ressorts essentiels de l'État, tandis qu'une égalité purement politique devait assurer l'abolition de tous les privilèges et de tous les obstacles qui empêchaient la bourgeoisie d'assurer définitivement sa prépondérance. De France, ces idées révolutionnaires se répandaient parmi les élites économiques et intellectuelles des bourgeoisies continentales. Elles préparaient la réalisation dans toute l'Europe d'un statut politique correspondant aux réalités toutes neuves de la société industrielle.

DOCUMENTS

90. La “justification providentielle” du marchand

De la manière que la Providence de Dieu a disposé les choses sur la Terre, on voit bien qu'il a voulu établir l'union et la charité entre tous les hommes, puisqu'il leur a imposé une espèce de nécessité d'avoir toujours besoin les uns des autres. Il n'a pas voulu que ce qui est nécessaire à la vie se trouvât en un même lieu; il a disposé des dons, afin que les hommes fassent commerce ensemble et que la nécessité matérielle qu'ils ont de s'entr'aider pût entretenir l'amitié entre eux; c'est cet échange continu de toutes les commodités de la vie qui fait le commerce; et c'est ce commerce aussi qui fait la douceur de la vie, puisque, par son moyen, il y a partout abondance de toutes choses.

Ce n'était pas assez que le commerce fût nécessaire, il fallait qu'il fût utile, pour obliger une partie des hommes à s'y adonner; car il y a plusieurs provinces, où l'abondance de la plupart des choses nécessaires à la vie aurait produit l'oisiveté, si le profit et le désir de s'élever n'avaient encore été un aiguillon

pour obliger de travailler au commerce. On ne peut douter de son utilité, premièrement à l'égard des particuliers qui vendent la marchandise, puisque la plus grande partie du Royaume subsiste honnêtement de cette profession et que l'on voit tous les jours les marchands et les négociants faire des fortunes considérables et mettre leurs enfants dans les premières charges de la robe. L'utilité du commerce s'étend aussi sur les Royaumes et sur les princes qui les gouvernent; plus on fait de commerce dans un pays, plus l'abondance y est grande. On a vu les États amasser ainsi, dans peu de temps, des richesses infinies...

Tout l'argent comptant étant entre les mains des banquiers et des marchands, c'est de là que les traitants et les gens d'affaires tirent les sommes immenses, dont quelquefois les rois ont besoin pour de grandes entreprises.

SAVARY, *Le Parfait Négociant*, 1675; cité par R. MAUZI, *L'Idée de Bonheur*, Paris, A. Colin, 3^e édit. 1967, p. 279.

91. La toute-puissance du marchand

Quel état, mon fils, que celui d'un homme qui, d'un trait de plume, se fait obéir d'un bout de l'Univers à l'autre! Son nom, son seing n'ont pas besoin, comme la monnaie des souverains, que la valeur du métal serve de caution à l'empreinte; sa personne a tout fait... il a signé, cela suffit...

Ce n'est pas un peuple, ce n'est pas une seule nation qu'il sert; il les sert toutes et en est servi; c'est l'homme de l'Univers... Quelques particuliers audacieux font armer les rois; la guerre s'allume, tout s'embrase, l'Europe est

divisée. Mais ce négociant anglais, hollandais, russe ou chinois n'en est pas moins l'ami de mon cœur. Nous sommes, sur la superficie de la Terre, autant de fils de soie, qui lient ensemble les nations et les ramènent à la paix par la nécessité du commerce... Je ne connais que deux états au-dessus du commerçant... : le magistrat, qui fait parler les lois, et le guerrier, qui défend la patrie.

SEDAINE, *Le Philosophe sans le savoir*, 1766; cité par R. MAUZI, *op. cit.*, p. 277.

92. Le marchand et l'évasion sociale

Il suffit d'être négociant pour être regardé avec mépris... Alors le négociant quitte son commerce pour se retirer à la campagne, ou achète une charge pour lui-même, pour sortir de cet esclavage. Et, s'il ne le fait pas, les enfants, qui ont vu les traitements que les pères ont reçus, s'en retirent eux-mêmes, employant leur argent en charges ou en biens-fonds, qui seraient restés dans le commerce,

si l'on y avait trouvé la protection nécessaire et quelques marques de distinction, qui les eussent mis à l'abri du mépris qu'ils essuient à tout moment des gens d'affaires et de justice.

Déclaration du député du Commerce de Dunkerque, 1701, cité par Ph. SAGNAC, *La Formation de la société française moderne*, Paris, 1944-1946, t. I, p. 162.

93. Bilan de la maison de commerce Antoine Guymonneau, à Rouen, en 1741

(Évaluation en livres, sous et deniers)

ACTIF :

Caisse	3 550 l 13 s 5 d
Marchandises en magasin..	152 831 l 15 s
Débiteurs.....	162 387 l 5 s 9 d
Intérêts de navires	29 650 l
Agrès de navires	100 l
Immeubles.....	52 125 l 19 s
Rentes foncières.....	2 090 l
Parts d'assurances.....	1 000 l
Total	409 735 l 13 s 2 d

PASSIF :

Créanciers privilégiés et hypothécaires	61 529 l 9 s 4 d
« Billets de mon fait sur le livre d'emprunt »	481 164 l 10 s 9 d
Rentes dues à divers	25 392 l 10 s 10 d
Créanciers chirographaires .	60 317 l 6 s 10 d
Total	628 403 l 17 s 9 d

Hors bilan :

Débiteurs en difficulté	26 686 l 16 s
Effets douteux.....	41 399 l 3 s 10 d
Acceptations	6 291 l 11 s 3 d

P. DARDEL, « Importateurs et exportateurs rouennais au XVIII^e siècle », *Bulletin de la Société d'Émulation de Rouen*, 1953, p. 102.

94. Le triomphe du banquier au XVIII^e siècle

Depuis longtemps, il existe une rivalité entre les Banquiers et les Financiers. Les derniers ont eu jusqu'à présent le dessus; mais vous réglez et vos Banquiers ont pris le haut bout... Tous nos prédécesseurs, depuis Sully, avoient préféré des Compagnies de Financiers à des Compagnies de Banquiers, parce qu'ils étoient persuadés que ceux-ci ont deux Patries, l'une où ils trouvent l'argent à bon marché, et l'autre où ils le vendent fort cher. Ces grands Ministres savoient que les Banquiers sont tellement indépendants du Gouvernement, qu'ils rendent au contraire le Gouvernement dépendant d'eux, quand il fait des affaires avec eux... Il faut qu'il paye sans pouvoir reculer; autrement, comme les effets ont passé par les Banques de Genève, de Londres, d'Hollande, le Gouvernement seroit réduit à faire une banqueroute, non seulement à ses Sujets, qui y sont accoutumés, mais à l'Europe, qui, par la suite, ne voudroit plus traiter avec une Administration perfide et deshonorée. [Au contraire, les Financiers]

craignoient pour leurs états, leurs emplois; les entrepreneurs pour leurs entreprises; les fermiers, pour leurs baux; les titulaires, pour leurs offices : tout étoit caution de l'étendue et de la fidélité de leurs ressources; mais vos Banquiers sont à l'abri de tout, ils n'ont rien à redouter, ils ont eu vos effets, ils ont eu soin de s'en défaire, ils n'en sont plus porteurs. Un homme de qualité, Monsieur le Comte de Lauragais, imprima, il y a un an, que jamais Ministre avoit eu un crédit plus prépondérant que le vôtre, précisément parce que vous n'êtes pas Ministre et que vous n'entrez pas au Conseil. Il avoit raison; par le jeu de votre banque, vous êtes le Cosmopolite le plus dangereux.

Lettre de Turgot à Monsieur Necker, par le fermier général Augeard, in « Collection complète de tous les ouvrages pour et contre Monsieur Necker », Utrecht, 1781, t. I, pp. 13-14; cité par H. LUTHY, La Banque protestante en France, Paris, S.E.V.P.E.N., 1961, t. II, p. 776.

95. Deux conceptions nouvelles de la noblesse française

LA NOBLESSE MILITAIRE

Préambule de l'Édit du 27 novembre 1750 :

La noblesse la plus ancienne de nos États, qui doit sa première origine à la gloire des armes, verra sans doute avec plaisir que nous regardons la communication de ses privilèges comme le prix le plus flatteur que puissent obtenir ceux qui ont marché sur ses traces pendant la guerre. Déjà anoblis par leurs actions, ils ont le mérite de la noblesse, s'ils n'en ont pas encore le titre.

Motifs portés sur les lettres de noblesse accordés à des officiers de l'armée royale :

C'est dans la profession des armes que la noblesse française a pris son origine; c'est cette noblesse guerrière qui a jeté les premiers fondements de notre royaume et qui, prodigue de son sang, en a, par sa valeur, étendu, de siècle en siècle, la puissance et la gloire. Ces considérations doivent, à l'exemple de nos prédécesseurs, nous exciter à favoriser l'état militaire et à soutenir sa noble existence par les marques et les distinctions qui doivent être les marques

de sa fidélité et de sa bravoure. Mais la longueur des temps, les dangers et les hasards de la guerre auraient bientôt épuisé cette noblesse primitive si, dans les familles honnêtes de notre royaume, il ne s'était élevé successivement des sujets qui, par les preuves qu'ils ont données de leur valeur et de leur courage, dans les différentes occasions où ils se sont rencontrés, ont mérité la confiance de leurs supérieurs, et se sont conduits de manière à ne laisser entre eux et les anciens nobles de notre royaume d'autre différence que celle de mériter personnellement les privilèges et les honneurs dont leurs compagnons d'armes se trouvaient en possession par la valeur de leurs ancêtres.

Textes recueillis in M. REINHARD, « Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. III, janvier-mars 1956, p. 8.

LA NOBLESSE COMMERÇANTE

Les réserves de Turgot :

C'est un témoignage solennel que donne le gouvernement de la considération avec laquelle il regarde l'état de commerçant, c'est pour eux un gage de

la considération publique et un motif d'estimer leur état et d'y rester attachés. Mais cette faveur ne doit pas être prodiguée. Elle doit, ce me semble, être réservée à des négociants d'un ordre supérieur, qui, par l'étendue et la nouveauté de leurs entreprises, ont fait faire un progrès réel au commerce de la nation, à ceux qui, dans des temps difficiles, ont servi l'État de leur fortune ou de leur crédit, à ceux qui ont introduit dans la nation une industrie inconnue avant eux et propre à former une branche de commerce avantageuse.

Ibid, p. 14

Un partisan de la noblesse commerçante : l'abbé Coyer :

Oui, oui, pour peu qu'on réfléchisse sur le système actuel de l'Europe, on s'aperçoit aisément que le commerce est devenu l'âme des intérêts politiques et de l'équilibre des puissances. Ce n'est plus une affaire de particuliers, c'est une science d'État. Il est bien anobli, puisque c'est la base de la grandeur des Rois et du bonheur du peuple.

La Noblesse commerçante, 1756; cité par R. MAUZI, *op. cit.*, p. 277.

96. L'idéologie bourgeoise. La nécessaire inégalité

[L'inégalité] n'est point un mal... Elle est un bonheur pour les hommes, un bienfait de celui qui a fait avec autant de bonté que de sagesse tous les éléments qui entrent dans la composition du cœur humain...

Ceux qui n'ont pas eu l'intelligence, ou l'occasion d'en acquérir (des capitaux) n'ont pas le droit d'en priver celui qui les a mérités, gagnés, obtenus par son travail. Si les paresseux et les ignorants dépouillaient les laborieux et les habiles,

tous les travaux seraient découragés, la misère serait générale. Il est plus juste et plus utile pour tous que ceux qui ont manqué d'esprit ou de bonheur prêtent leurs bras à ceux qui savent les employer... Il n'est pas injuste que celui qui a inventé un travail productif et qui a fourni à ses coopérateurs les aliments et les outils nécessaires pour l'exécuter, qui n'a fait avec eux pour cela que des contrats libres, se réserve la meilleure part, que, pour prix de ses avances, il

ait moins de peine et plus de loisir. Le loisir le met à la portée de réfléchir davantage, d'augmenter encore ses lumières; et ce qu'il peut économiser sur la part équitablement meilleure, qu'il doit avoir de ses produits, accroît ses

capitaux, son pouvoir de faire d'autres entreprises...

TURGOT, *Lettre à Madame de Graffigny sur les « Lettres Péruviennes »*, 1751, *Œuvres*, Paris, édit. Daire, 1844, t. II, pp. 785 sq.; cité par R. MAUZI, *op. cit.*, p. 153.



CHAPITRE XVII

1. Les milieux ouvriers
2. La condition ouvrière
3. L'accentuation des conflits sociaux

LA MONTÉE DES FORCES NOUVELLES : LE MONDE DU TRAVAIL

Les premiers développements du phénomène d'industrialisation ne pouvaient que retentir sur la situation de ce qu'on est convenu d'appeler le « monde du travail ». La bourgeoisie d'affaires qui dominait financièrement les grandes firmes, l'élite patronale qui les dirigeait ne pouvaient plus s'accommoder des rythmes et des normes de l'artisanat traditionnel. Elles exigeaient des cadences et des disciplines nouvelles; elles avaient besoin de troupes dociles et peu exigeantes. En un mot, il s'agissait, pour elles, de transformer le compagnon des corporations en ouvrier d'usine, par une modification radicale des méthodes de travail, des conditions d'existence, et, plus encore, des mentalités.

1 — Les milieux ouvriers

Les catégories ouvrières

Monde fort difficile à saisir que celui du travail, et qui échappe, à la fois, à la définition et au comput. Qu'est-ce, en effet, que l'« ouvrier », dans l'Europe du XVIII^e siècle? Peut-on le tenir pour un « prolétaire », pour un travailleur vivant uniquement de la force de ses bras, subsistant, au jour le jour, d'un maigre salaire, libre juridiquement, mais dépendant économiquement? A l'échelle continentale, il n'existe que peu de salariés « purs ». Le monde du travail, comme celui de la bourgeoisie, se présente comme un univers en gestation.

Les ouvriers traditionnels

Les ouvriers-paysans sont légion dans toutes les branches. Si, dans l'Europe de l'Est, la plupart d'entre eux travaillent exclusivement pour le domaine, il n'en est pas de même à l'Ouest, où les petits propriétaires, les humbles métayers, les manouvriers sans terres partagent leur temps, comme par le passé, entre la culture du sol et la production d'objets fabriqués destinés à la vente. Du Yorkshire à la Silésie, des millions de ruraux disposent, dans un coin de leur chaumière, d'un métier à tisser. Paysans sont aussi la majeure partie de ceux qui descendent dans les mines de houille et de fer, ruraux sont les travailleurs des verreries, des forges et des papeteries, et même des professions qui exigent une réelle habileté technique : les couteliers de Sheffield et de Solingen œuvrent dans les campagnes. Pour tous, le lien avec la terre reste primordial et c'est à « temps perdu » que se pratique le travail industriel.

Dans les centres urbains, à côté d'une foule de tâcherons « marginaux » sans qualification, gagne-deniers, portefaix et commissionnaires, pratiquant de « petits métiers », qui les livrent à tous les hasards de l'existence, se détachent les travailleurs des métiers, ou « compagnons ». Dispersés entre des myriades d'ateliers, mais rassemblés par le système corporatif et par l'austérité d'une vie sans horizons et où les possibilités d'ascension sociale se rétrécissent, ils continuent à former une sorte d'aristocratie du travail. Admis dans le métier à la suite d'un apprentissage en règle, ils éprouvent le sentiment d'appartenir à une « caste », qui les élève au-dessus du commun des travailleurs. C'est de leurs rangs pourtant que partiront les premières manifestations de ce que l'on appellera, plus tard, une « conscience de classe ».

La position de leurs maîtres est plus ambiguë. On pourrait les intégrer

au patronat : beaucoup d'entre eux sont propriétaires de leur métier et l'immense majorité emploie de la main-d'œuvre salariée. Mais, en la matière, le critère de l'indépendance économique se révèle décisif. Si, parmi les « fabricants », certains, par l'importance des stocks dont ils disposent, sont vraiment maîtres de leur destin, la plupart d'entre eux ne sont que des « façonniers », étroitement « tenus » par le marchand ; économiquement et socialement, ils font partie du monde du travail, des « dominés ». Il semble même que, dans bien des professions, à mesure que le XVIII^e siècle s'avance, la hiérarchie s'efface, nivelant maîtres et compagnons dans une commune dépendance ; le cas est particulièrement frappant dans la célèbre Fabrique de Lyon.

Les origines du prolétariat

Cependant, tous ces travailleurs, même pauvres, ne sont pas, en général, de véritables prolétaires ; beaucoup d'entre eux possèdent un appartement, une ou deux chambres, un petit bien rural, ou, au moins, leurs instruments de travail.

Les ouvriers des manufactures, dans les centres industriels de l'Ouest, bénéficient parfois d'avantages fiscaux et judiciaires, héritage du colbertisme. Par contre, dans les « usines » privées, ce sont des foules sans âme et sans propriété que dirige le patron, petits propriétaires ruinés, fermiers évincés, « cottagers » expulsés, manouvriers attirés par la ville dans l'espoir de hauts salaires. La plupart sont des « déracinés », ou des miséreux, voués à des tâches simples, à une époque où les progrès de la technique réduisent l'initiative individuelle.

Plus démunis encore sont les ouvriers-serfs des industries de l'Europe orientale, où le rassemblement et le maintien sur place d'une force de travail considérable constituent des nécessités primordiales dans des industries à faible technicité. Ainsi, dans la sidérurgie de l'Oural, dans la petite métallurgie de Toula, dans le textile d'Ivanovo et de Lwow, c'est le serf qui assure la marche des usines. Dès 1721, Pierre le Grand reconnaît aux marchands le droit d'acquérir les villages nécessaires à la production. Les ukases de 1734 et de 1736 précipitent le processus. Tandis que les « paysans du Trésor » sont mis à la disposition des firmes d'État, les serfs « inscrits » sont affectés aux forges par dizaines de milliers ; les serfs « de possession » sont « fixés », bientôt à perpétuité, dans des établissements déterminés.

Peut-on parler, dans ce cas, de prolétariat ? Parmi les historiens soviétiques, certains ont fait remarquer que la firme industrielle, venant s'insérer dans le système domanial, s'est pliée à ses exigences, exclusives de la constitution d'une véritable classe ouvrière, aussi bien que d'un capitalisme indus-

triel authentique. D'autres, tels que Strumilin ou Rubinstein, ont observé qu'au cours du siècle coexistent, dans l'usine russe, emploi massif de la main-d'œuvre servile et utilisation d'ouvriers « libres », recrutés par contrat. Ainsi, surtout à partir de 1750-1760, un embryon de salariat se serait formé. De fait, il semble bien qu'une sorte de prolétariat industriel se soit constitué, très lentement et incomplètement; il se composait de serfs à *obrok* et de paysans du Trésor, plus qualifiés que leurs congénères, probablement dépendants à l'égard de leurs propriétaires, mais ayant la possibilité de vendre aux maîtres des usines leur force de travail.

Les spécialistes

Au-dessus de ces masses encore très informes, une élite nouvelle se levait, qui s'opposait à l'ancienne élite corporative, celle des spécialistes. La spécialisation n'est pas un phénomène nouveau, mais une distinction doit être faite entre une spécialisation « élémentaire » et une qualification d'ordre supérieur. Dans la sidérurgie, les fondeurs et les forgeurs dominant, depuis des siècles, les marteleurs et les chauffeurs, de même que le maître mineur et le piqueur s'imposent aux hercheurs et aux boiseurs. Mais ces hiérarchies « primaires » s'effacent devant l'importance que prennent des ouvriers « supérieurs ». Les graveurs et les dessinateurs dans l'indienne, les spécialistes de l'évacuation des eaux dans les mines, les constructeurs de machines se dressent nettement au-dessus de la foule des tâcherons; avec eux, s'inaugure le règne du « technicien ».

Le problème des effectifs

En présence de ces masses, le problème du comput se révèle ardu. Sur quelles bases les recenser? Tout dépend de l'acception du terme « ouvrier ». Allons-nous englober, dans nos calculs, l'ensemble des individus qui, directement ou non, participent à une activité industrielle? Nous risquons d'intégrer des dizaines de millions de personnes, dont la plupart sont des agriculteurs.

De fait, c'est essentiellement la ville, où la population est la plus détachée du contexte rural, qui doit nous servir de base d'appréciation. Si nous nous en rapportons aux données qui nous sont fournies, nous en retirons l'impression de groupes en rapide essor. A Sedan, la population ouvrière de la ville elle-même passe de 800 personnes en 1683, à 14 000 en 1789. A Lyon, le nombre des « fabricants » hausse de 841 en 1660 à 7 000 à la veille de la

Révolution, tandis que Roland de la Platière dénombre, dans la seule industrie de la soie, 26 000 ouvriers. A Manchester et dans les villes satellites qui l'entourent, se groupent à la fin du XVIII^e siècle plus de 100 000 travailleurs, et peut-être autant dans le complexe Liège-Verviers, tandis qu'à Barcelone et dans ses environs se concentrent 100 000 « cotonniers ». Les effectifs urbains se prolongent dans des nébuleuses, qui se contractent autour des foyers les plus importants : 40 000 tisseurs œuvrent entre Saint-Gall et Zurich, et la région de Rouen emploie 188 000 hommes, femmes et enfants à la production des toiles.

Finalement, la France recensait peut-être 500 000 ouvriers « purs » à la veille de la Révolution, et la « population industrielle » devait atteindre 1,5 million de personnes. En Angleterre, elle se serait haussée à 5,6 millions de personnes sur une population totale de 10 millions; mais le chiffre semble excessif. Par contre, en Russie, le total des ouvriers salariés ne dépasserait pas 420 000 à la fin du siècle, sur une population de 36 millions d'habitants; 500 000, sur 10 millions d'habitants, dans l'Espagne de 1797.

Origines et mobilité de la main-d'œuvre

Dans cette Europe, où la mobilité est relativement faible, le gros des effectifs est engagé sur place. Dans les mines, la métallurgie, la papeterie, c'est souvent dans un rayon de quelques kilomètres que se recrutent les travailleurs. A Beauvais, de 1700 à 1732, sur 226 apprentis peigneurs, 58 seulement viennent de la campagne, et sur 465 contrats d'apprentis sergers, 69 concernent des « horsins ». Aux mines de Rive-de-Gier, une grande partie du personnel est formée de petits propriétaires du cru.

Cependant, le centre industriel attire sans cesse davantage les hommes, et de plus loin. Si l'on a exagéré l'amplitude et le volume des déplacements de main-d'œuvre, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, il est incontestable que l'on assiste, par étapes successives, à un lent déversement des zones agricoles du Sud vers les villes industrielles du Nord. A Lyon, l'apport permanent d'éléments nouveaux, issus de la Bresse, du Dauphiné, du Massif Central et aussi de régions beaucoup plus éloignées vient, ainsi que l'a démontré péremptoirement Maurice Garden, combler les vides creusés par les départs et surtout par la terrible mortalité infantile, et assurer une large croissance des effectifs ouvriers. Quant aux paysans « inscrits » des forges de l'Oural, ils sont parfois issus de villages distants de plusieurs centaines de kilomètres; il est vrai qu'il s'agit de déplacements forcés.

Malgré tout, le nomadisme des travailleurs est une des réalités du

xviii^e siècle. Il est la conséquence directe de l'extension de la condition prolétarienne; il constitue un moyen efficace de défense contre la baisse des salaires et le chômage. Les mouvements s'opèrent d'abord à l'échelle nationale; ainsi, en France, les mineurs du Nord essaient dans tous les charbonnages du pays, et les papetiers sont réputés pour leur instabilité; dans tous les centres industriels britanniques, les arrivées et les départs sont constants, dans les mines et la métallurgie : le Shropshire, les Midlands, le Northumberland constituent de grands centres de dispersion. Les échanges de main-d'œuvre s'opèrent aussi entre les divers pays de l'Europe. Si les ouvriers anglais s'égaillent sur tout le continent, les Saxons, les Piémontais, les Styriens et les Carinthiens se dispersent dans toutes les zones minières et métallurgiques, les indienneurs suisses émigrent vers Dresde, Mulhouse ou la région lyonnaise. Les Français eux-mêmes s'expatrient, en dépit de toutes les interdictions; les travailleurs picards et flamands, voire normands, passent la Manche, gagnent la Hollande et l'Allemagne; les ouvriers de la France du Sud se dirigent vers l'Italie, et, surtout à la fin du xviii^e siècle, s'orientent vers le foyer catalan et les centres portugais.

2 — La condition ouvrière

Le travail

Dans cette Europe, où la grande industrie progresse inégalement et dans une croissante liberté, la condition ouvrière se révèle d'autant plus dure que le travailleur est pratiquement livré à l'arbitraire patronal et aux exigences d'une production dont les cadences s'accélèrent.

L'apprentissage et l'embauche

Si, dans le système corporatif, l'apprentissage est réglé à la fois par un contrat et par les statuts, qui fixent sa durée, l'âge d'entrée dans le métier, les droits et les devoirs des deux parties, il n'en est pas de même dans les firmes nouvelles, qui se libèrent de toutes les entraves. La formation est assurée par le patron et par les « anciens »; elle se fait en dehors des normes traditionnelles, elle apparaît souvent sommaire.

Quant à l'embauche, elle s'opère, au stade artisanal, dans la corporation, mais aussi, parfois, au cours d'une réunion commune des patrons et des

« compagnons », dite « louée ». Dans les mines et dans les forges, le « prix fait » est général; le propriétaire de l'entreprise traite avec un maître qui se charge de former son équipe et de la diriger. Dans les grandes firmes, les contrats sont individuels, l'égalité de droit masquant une profonde inégalité de fait.

La peine des hommes

Une fois engagé dans le labeur, le travailleur est soumis, pour toute sa vie, à la peine. Aucune législation digne de ce nom ne vient limiter la journée de travail. Dans les mines, les ouvriers du fond restent à leurs « tailles » durant 6 à 8 heures par jour. Dans la métallurgie britannique, le travail se poursuit pendant 12 et 13 heures; il s'effectue, dans l'Oural, de 4 h 30 à 19 h en été. Dans le textile, il semble bien que la journée soit partout sans bornes; à Troyes, elle tourne autour de 15 et de 16 heures; elle peut atteindre 18 heures dans la soierie lyonnaise! Compte tenu des pauses, les journées effectives s'échelonnent fréquemment entre 10 heures et 13 heures. A la durée du labeur s'ajoutent sa dureté et son insalubrité. Les ouvriers du textile travaillent dans des locaux exigus, aux plafonds bas, aux fenêtres étroites; l'atmosphère des filatures se révèle malsaine. Dans les charbonnages de Littry, les hercheurs doivent transporter, sur un traîneau, un « panier » de bois plein pesant 200 kg, et la « tâche », qui s'effectue en 7 heures, comporte 217 « paniers »; pour un salaire de 12 sous par jour, chacun de ces malheureux devait parcourir environ 7 km; la plupart doublaient leur tâche, certains la quadruplaient, parcourant 27 km entre 6 heures du matin et 9 heures du soir! Travail d'autant plus pénible qu'ils étaient obligés de cheminer courbés.

A ces conditions très dures pour des hommes, les femmes et les enfants sont soumis avec d'autant plus d'inhumanité que, pour des besognes analogues, leurs salaires sont réduits des 2/3, voire des 3/4, et que la faiblesse des uns et des autres garantit leur docilité. On voit, dans les mines, des enfants ouvrir et fermer des portes, des femmes et des jeunes filles se livrer comme porteuses au plus épuisant des travaux, remontant, sans cesse, dans les mines du Northumberland, des charges de 170 livres, gravissant des échelles escarpées sur 150 ou 200 mètres de distance verticale.

Pour tous ces misérables, la discipline est sévère, voire féroce. Elle est d'autant plus intolérable qu'elle s'applique souvent à des hommes habitués au travail à domicile ou dans de petits ateliers, qui supportaient une certaine irrégularité. La fabrique, orientée par les nécessités d'une production de masse, impose ses règles et ses normes et refuse les « fantaisies » du travail dispersé. Elle entraîne des horaires stricts, sanctionne rigoureusement l'absentéisme,

pénalise toute réduction de l'effort, toute rupture des conventions, que, dès 1749, la législation anglaise assimile à un « crime ». C'est dans une usine mortellement triste que l'ouvrier doit passer ses journées interminables, inexorablement rivé à sa condition et ramené de force à l'atelier s'il le quitte sans congé. Pour les enfants, victimes innocentes, livrés sans défense à la brutalité, voire à la cruauté et au sadisme des adultes, la manufacture se transforme bien souvent en bagne, faisant d'eux les esclaves des esclaves; rien n'est plus poignant que cette exploitation sans merci d'une tendre jeunesse, qui atteint son paroxysme dans une Angleterre gorgée de richesses.

Le salaire ouvrier

A ces duretés du labeur quotidien, sans cesse renouvelées, s'ajoutent les peines d'une vie matérielle marquée par la gêne et la précarité.

Les conditions du salaire

L'analyse des salaires ouvriers est particulièrement délicate. Les difficultés tiennent d'abord à la forme même du salaire. Celui-ci est parfois soldé à la tâche ou aux pièces, c'est-à-dire au rendement. Ailleurs, il est fixé à la journée, voire au mois, ou même à l'année. Le salaire varie également selon les régions, les catégories de produits fabriqués, la valeur professionnelle de l'ouvrier. Aussi, les éléments de comparaison nous font-ils souvent défaut. Par ailleurs, le salaire-argent est rarement représentatif, au XVIII^e siècle, de la rémunération ouvrière. Aux sommes stipulées, s'ajoutent parfois le logement, des prestations en nature, la possibilité de s'approvisionner, théoriquement à bon compte, au magasin de l'usine.

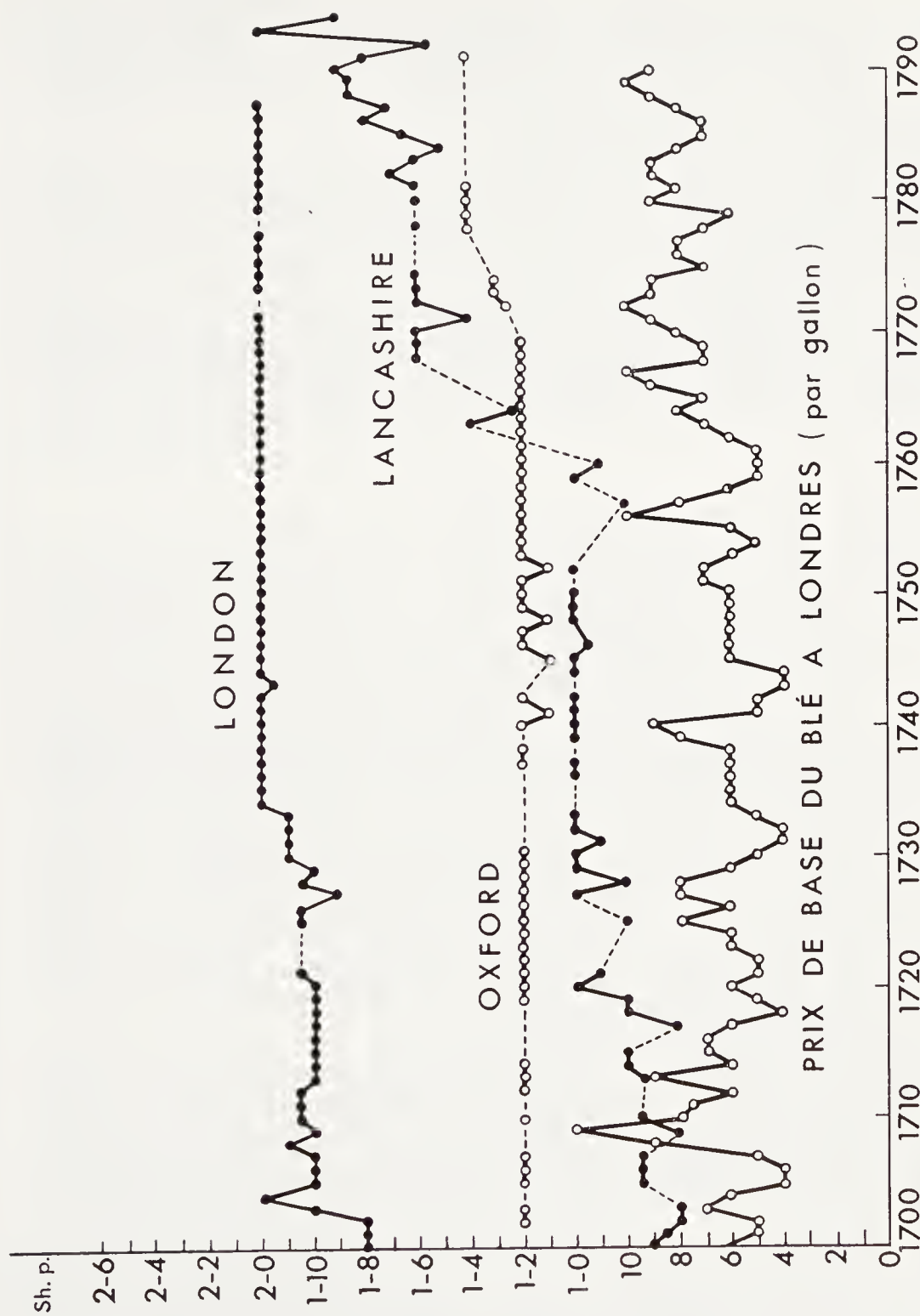
Tous ces éléments additionnels peuvent être compensés par des éléments réducteurs : amendes pour négligence, pour travail défectueux; frais pour l'entretien des outils, parfois retenues en échange de subsistances. Ajoutons que le patronat s'efforce constamment de faire pression sur le salaire, afin d'inciter l'ouvrier à accroître son effort, sous l'aiguillon de la nécessité. Ainsi, le directeur de fabrique prussien Majet, dans son « Mémoire sur les fabriques de Lyon », de 1786, déclare que l'ouvrier doit recevoir la somme exactement nécessaire pour se nourrir et s'habiller, que le bien-être endort le tâcheron, engendre la paresse et tous les vices; aussi, à mesure que sa situation s'améliore, son rendement diminue et son esprit de revendication se manifeste. De même Arthur Young estime qu'un abaissement autoritaire des salaires, conjugué avec un renchérissement du coût de la vie, serait bénéfique à l'essor industriel de l'Angleterre.

D'autre part, le paiement des sommes dues se révèle souvent irrégulier. Dans les usines de l'Oural, qui représentent peut-être un cas extrême, mais cependant plus fréquent qu'on ne le pense, le salaire ne constitue pas une rémunération constante du travail, mais une indemnité, versée de temps à autre, parfois tous les trois ans, lorsqu'il s'agit d'ouvriers soldés à l'année, d'une indemnité sujette d'ailleurs à variations et amputations, origine d'âpres contestations. En Angleterre même, les règlements se font parfois tous les trois mois, ce qui entraîne l'ouverture de « comptes » et l'attribution d'« avances », qui favorisent l'endettement de l'ouvrier et permettent de le « tenir » plus facilement. Le « truck system » place ainsi le travailleur dans l'obligation d'écouler, en général à perte, les marchandises de qualité inférieure, fournies en guise de salaire. Les données dont nous ferons état ne revêtiront qu'une valeur relative.

Les niveaux de salaires

Bien entendu, entre ouvriers des diverses branches et surtout à l'intérieur d'une même branche, les différences dans la rémunération sont sensibles. Elles varient selon la qualification, l'ancienneté, et opposent aussi, à ce point de vue, les travailleurs des villes et ceux des campagnes. Il serait souhaitable de nous livrer à des confrontations à l'échelle internationale; mais l'hétérogénéité de la documentation réunie, les différences dans la valeur des monnaies nous empêchent d'aller très loin dans cette voie. Du moins, pourrions-nous offrir quelques éléments de comparaison.

Dans la France de la fin du XVIII^e siècle, au sein d'une extrême diversité, nous pouvons distinguer quatre niveaux essentiels. Au bas de l'échelle, les catégories les plus défavorisées gagnent moins de 10 sous par jour, suivies de près par celles dont le gain s'échelonne entre 10 et 20 sous. Tel est le cas d'une grande partie des ouvriers et surtout des ouvrières du textile, des fileurs et fileuses, des tisserands des régions rurales et des étoffes communes, ainsi que de tous ceux qui se livrent aux opérations préparatoires, des ouvriers « secondaires » des charbonnages et des auxiliaires des forges. Plus haut, la catégorie des ouvriers « moyens » profite de salaires qui se placent entre 20 et 30 sous; tel est le cas des tisseurs de draps, de toiles, de cotonnades, des calandriers et des teinturiers, des piqueurs dans les charbonnages, des maîtres mineurs et des fondeurs, des ouvriers du bâtiment. La troisième classe réunit l'« élite ouvrière », dont les salaires sont nettement supérieurs à 30 et à 40 sous, voire à 70 et 80 sous : tisserands des étoffes de luxe, graveurs, coloristes des indiennes, agents de maîtrise du textile et des mines, armuriers et couteliers, horlogers et bijoutiers. Tout en haut, la quatrième catégorie



LES MOUVEMENTS COMPARÉS DES SALAIRES MOYENS RÉGIONAUX DANS L'ANGLETERRE DU XVIII^e SIÈCLE

Salaires hebdomadaires, exprimés en shillings et en pence. Ils sont mis en rapport avec les prix du blé à Londres.

Deux gallons = 9,08 litres.

D'après Elisabeth GILBOY, *Wages in Eighteenth Century England*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1934, p. 220.

est celle du personnel de direction, qui n'appartient vraiment plus au monde du travail, et dont les traitements dépassent presque toujours 3 à 4 livres par jour. Finalement l'éventail s'ouvre largement : de 1 à 13 et 16 dans la draperie-toilerie; de 1 à 18 dans les charbonnages, de 1 à 60 dans l'épinglerie de Laigle, de 1 à 28 à Saint-Gobain.

En Angleterre, les salaires des journaliers ne dépassent guère 5 à 6 shillings par semaine, dans les années 1770-1780; le tisseur de Leeds en gagne 8 à 10; le peigneur de laine, 11; le coutelier de Sheffield, 13 et demi; le mineur de Newcastle, 15. A l'extrême fin du XVIII^e siècle, les ouvriers des filatures de Manchester, de Bolton, de Bury arrivent à des moyennes de 16 shillings par semaine, tandis que les métallurgistes de Birmingham atteignent 20 shillings et davantage. Dans les usines de l'Oural, en 1766, le salaire de l'apprenti se fixe à 15 roubles par an; celui du maître ouvrier, à 36 roubles.

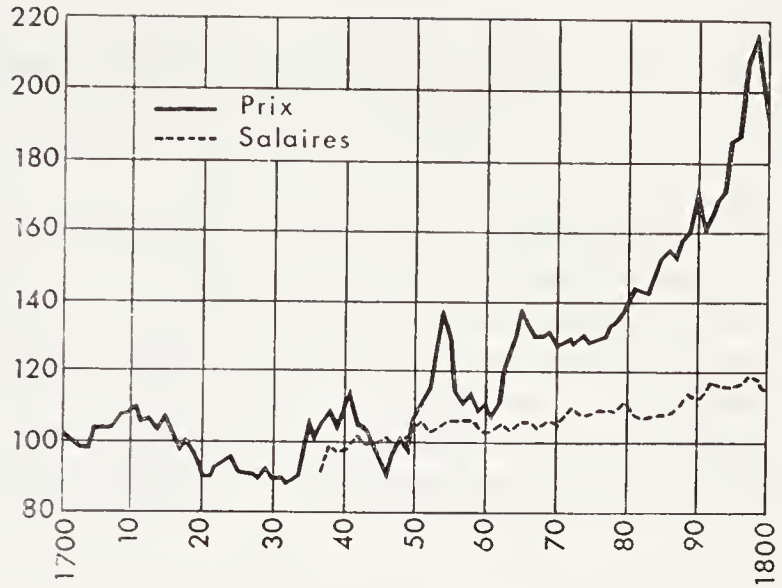
Le mouvement long du salaire nominal

Au milieu de cette perpétuelle fluctuance, le salaire nominal profite, en Europe, d'un mouvement ascendant, mais, dans l'ensemble, relativement faible. En France, la hausse moyenne de longue durée est de 17 % entre les périodes 1726-1741 et 1771-1789; elle ne dépasse pas 22 % entre la période initiale et les années 1785-1789. Sur 61 séries, entre 1726-1741 et 1771-1789, la progression est inférieure à 11 % dans la moitié des cas; elle est inférieure à 25 % dans les trois quarts des cas. N'oublions pas que, dans les mêmes limites chronologiques, la hausse de longue durée des prix varie de 48 à 65 % et que celle de la rente foncière se fixe entre 82 et 98 %. Le salaire ne connaît ainsi qu'une progression « pénible et attardée ». En Espagne, les salaires des ouvriers-artisans passent de l'indice 96 à l'indice 108, entre 1735 et 1785, traduisant une augmentation très faible. Dans la région ouralienne, autant que nous puissions nous en rendre compte, dans une situation fort complexe, le mouvement se révèle plus insensible encore.

La quasi-stabilité ou la très faible progression caractérisent les salaires des activités et des régions traditionnelles. La rétribution du tisseur d'Abbeville n'a pas bougé de 1764 à 1787, pas plus que celle des bonnetiers d'Orléans, entre 1726 et 1736; en Angleterre, la poussée des salaires du bâtiment ou du textile dans la région de Londres manifeste une grande lourdeur. Par contre, le salaire s'envole dans les activités de pointe et dans les régions nouvelles. En Espagne, le salaire du manœuvre s'accroît de 21 % à Madrid entre 1738-1742 et 1794-1798, de 110 % à Barcelone, tandis que celui du maçon hausse de 164 %. Dans les zones industrielles britanniques, la poussée

PRIX ET SALAIRES EN CASTILLE AU XVIII^e SIÈCLE

Indices-base : 1725-1750 pour les prix; 1736-1750 pour les salaires.
D'après E. J. HAMILTON,
in J. VICENS VIVES, *op. cit.*, p. 529.



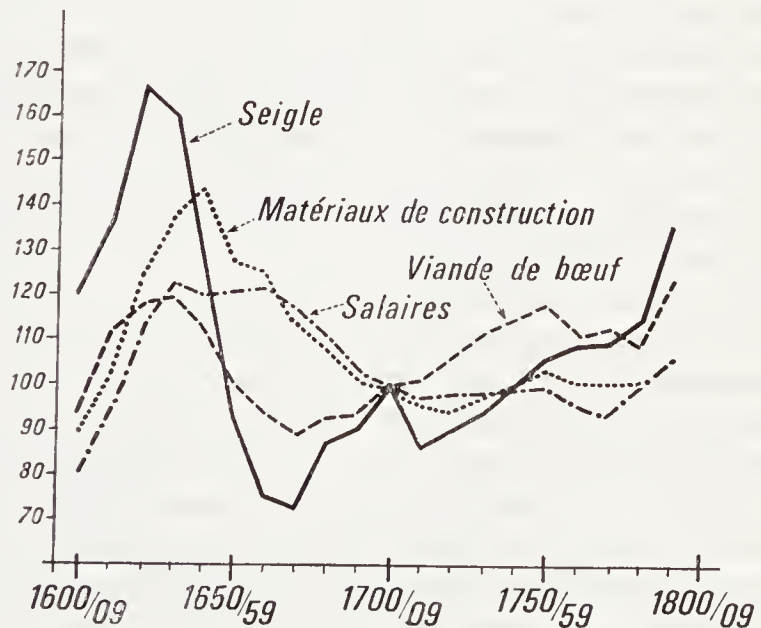
est presque verticale à partir de 1760; le salaire moyen double de 1760 à 1792 à Manchester, à Bolton, voire à Leeds, et de 1700 à 1790 le gain est de 133 %.

Le mouvement long du salaire réel

Plus révélateur encore est le mouvement du salaire réel qui, partout, dénote une baisse redoutable. En France, alors que le coût de la vie progresse

PRIX ET SALAIRES EN ALLEMAGNE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Indices-base : 1690-1719 = 100.
D'après W. ABEL, *op. cit.*, p. 174.



de 62 % entre 1726-1741 et 1771-1789, les salaires n'augmentent pas de 26 % ; il en résulte une chute d'au moins 25 % du salaire exprimé en biens de consommation. En Espagne, le salaire réel tombe de l'indice 100 à l'indice 71 à Valence, entre 1740-1745 et 1786-1790 ; il s'effondre de 96 à 69 à Madrid. En Angleterre, cependant, la situation montre plus de variété. Dans les régions du Sud et de l'Ouest, un net tassement s'observe à partir de 1750 ; par contre, le pouvoir d'achat s'améliore dans les secteurs industriels du Nord, en particulier dans le Lancashire et le West Riding, surtout à partir des années 1770 ; dans les secteurs les plus favorisés, le gain est de 45 %, voire de 50 à 60 %.

Malgré tout, il s'agit de régions exceptionnellement favorisées. Les gros bataillons des travailleurs européens apparaissent comme les victimes de la grande période de prospérité, qui s'étend des lendemains du « Système » à la crise révolutionnaire.

La misère ouvrière

Médiocrité de l'existence ouvrière

De fait, le travailleur de l'industrie est voué à une vie pour le moins médiocre. Il s'entasse, à la campagne, dans les chaumières misérables et exiguës du journalier. Dans les villes, où les loyers ne cessent de s'élever, il vit, lorsqu'il est célibataire, dans des chambres garnies ou dans des mansardes, sales et sans aucun confort, à la merci de l'expulsion ou du « déménagement honteux » ; lorsqu'il est chargé de famille, il se case, fort mal, dans des greniers ou dans des caves malsaines, souvent sans air ni lumière. A Troyes, les tâcherons du textile habitent dans des rues tristes et sombres, mal pavées, parsemées d'immondices ; il faut gravir des escaliers branlants et franchir des couloirs sombres, pour atteindre l'unique local ou les deux pièces qui servent de logement à une famille. A Lyon, mais aussi à Manchester ou à Dresde, 8 à 10 personnes vivent dans d'innombrables taudis, où le mobilier est réduit à l'extrême.

A ce point de vue, la lecture des inventaires après décès se révèle particulièrement poignante : une armoire ou un coffre, une table de bois blanc ou de chêne, un ou deux lits plus ou moins garnis, quelques chaises, peu de linge ou de vaisselle, des couverts et des pots en étain, tel est le cadre de vie de la masse ouvrière. A Lyon, les intérieurs ouvriers, décrits par Maurice Garden, sont d'une nudité « monastique », sans une gravure, même grossière, sans un miroir, sans aucun de ces ornements — même modestes — qui agrémentent la vie quotidienne, tandis que le métier à tisser remplit une bonne

partie du local, amenant les membres de la famille et les compagnons qui vivent avec eux à se tasser à l'extrême et à végéter dans ses soupentes.

Si, dans les régions rurales, le jardin fournit un supplément appréciable de nourriture, si, dans les zones industrielles de l'Angleterre, le travailleur profite, au cours de la seconde moitié du siècle, d'une alimentation plus variée, comportant de la viande, du fromage, voire du sucre, tandis que le thé remplace avantageusement le gin, il n'en est pas de même ailleurs; la majeure partie des manœuvres et des ouvriers de qualification moyenne se nourrissent de soupe et de pain, qu'ils complètent, dans la mesure du possible, par des lentilles et des fèves, des choux et des raves, voire des laitages; la viande n'apparaît qu'exceptionnellement sur leurs tables, et ils souffrent de carences variées, dues au déséquilibre de leurs régimes. Les « soyeux » lyonnais subsistent essentiellement de harengs, de merluches et de fromage blanc. Les fileurs et tisseurs de Silésie, dont la misère va croissant au cours du XVIII^e siècle, en sont réduits au pain de seigle ou d'orge, aux pois et aux choux. Partout, dans la meilleure hypothèse, la piquette tient lieu de vin; ailleurs le cidre ou le poiré, ou la bière.

Quant au vêtement, il est fait de toile grossière ou de drap commun, et les sabots protègent plus souvent les pieds que les chaussures. Les costumes de cérémonie, qui ne sont pas toujours absents des garde-robes, ne sont arborés que rarement et conservés de génération en génération.

La précarité et l'instabilité

Les budgets ouvriers, dans les conditions « normales », sont à peine en équilibre et plutôt déficitaires. Dans la région de Leeds, sur une dépense annuelle totale de 30 livres sterling, la nourriture revient à 23 livres, soit 76,6 %; le loyer monte à 1 livre 10 shillings, les dépenses en combustible à 1 livre, les frais de vêtement à 2 livres 10 shillings, les dépenses « diverses » à 1 livre 12 shillings. Cependant, l'ouvrier ne parvient pas à équilibrer ses débours, car les recettes annuelles ne dépassent pas 23 livres sterling.

Fragile dans le « quotidien », la vie ouvrière est à la merci de toutes les pulsations de l'économie. Dès que survient la crise cyclique, avec toutes ses incidences, la situation du travailleur tourne rapidement au tragique. Au chômage endémique ou saisonnier, qui réduit habituellement le temps de travail annuel — donc le gain annuel — à un maximum de 240 à 280 jours par an, vient s'ajouter un chômage « accidentel », partiel ou absolu. En même temps, les prix des denrées alimentaires grimpent à des niveaux élevés, qui rendent à l'ouvrier, totalement dépourvu de réserves monétaires, la vie absolument impossible. Dans ces conditions, le pain, indispensable à la simple

survie, absorbe la quasi-totalité des dépenses; ainsi, dans la France de 1789, le pain finit par représenter 88 % du salaire, la part des autres consommations s'effondrant de 42 à 12 %.

Misère physiologique et misère morale

Voués à des travaux épuisants et à toutes les vicissitudes de la conjoncture, les ouvriers se voient condamnés à une existence courte, résultat d'une constante sous-alimentation et d'une poignante misère physiologique. Les tisserands sont atteints de rhumatismes et de maladies pulmonaires; les mineurs, gagnés par la silicose ou par la pneumonie, dépassent rarement leur quarantième année en Angleterre. Partout, et dès l'enfance, se manifestent des signes de rachitisme, des déformations osseuses, des ulcères, et aussi des maladies intestinales. Aussi la résistance des travailleurs aux épidémies est-elle faible, d'autant plus qu'à de rares exceptions près les soins médicaux sont chez eux inconnus, l'hôpital constituant l'antichambre de la mort pour les rebuts du monde ouvrier, et que la charité révèle tragiquement son insuffisance.

La misère morale n'est pas moins grande. L'ouvrier se sent rivé à sa tâche, privé de toute indépendance, par sa pauvreté elle-même, par son ignorance aussi. Dépourvu de toute possibilité d'ascension sociale dans le système corporatif, de toute possibilité d'améliorer son sort dans les usines, il réagit par une extrême rudesse de mœurs. La brutalité va souvent chez lui de pair avec l'ivrognerie, qui lui procure une certaine « évasion », avec une grande liberté des mœurs, que favorise la promiscuité des manufactures et des demeures; les unions libres et les abandons d'enfants sont courants dans ces milieux, où l'on a, par ailleurs, le geste prompt. Les rixes, voire les batailles rangées, y sont fréquentes, en particulier dans les mines, où le mépris du danger va de pair avec celui de la vie des autres. Si la foi reste souvent ardente, et même intolérante, elle s'accompagne de superstitions grossières et d'une crédulité sans bornes, qui rendent ces hommes accessibles à tous les entraînements. Cependant, de leur commune condition, naissait une sorte d'identité des sentiments, tandis que la conscience d'une oppression subie se développait, en même temps que l'aspiration à un sort meilleur. Dès lors se nouaient des conflits sociaux, qui permettaient à la classe ouvrière de tenter de se réaliser.

3 — L'accentuation des conflits sociaux —

Les difficultés de l'action ouvrière

Les obstacles à une action concertée se révélaient redoutables. La lutte ouvrière se manifeste surtout en période de crise, lorsque l'incidence du chômage s'ajoute à la chute du salaire et à la montée exorbitante du coût de la vie, c'est-à-dire à un moment où le patron a moins besoin de main-d'œuvre. La poussée démographique encombre le marché du travail et gonfle démesurément l'offre. La solidarité patronale joue sans cesse davantage, répondant efficacement à la solidarité ouvrière. Elle s'affirme d'autant plus qu'elle bénéficie de l'appui du pouvoir. Pour les gouvernements, l'ouvrier est un suspect, et la distinction entre « classes laborieuses » et « classes dangereuses » n'a pas vraiment cours. Tant que le compagnon reste dans la corporation, ses relations avec le maître sont tenues pour une simple « affaire intérieure », dans la mesure où elles ne troublent pas l'ordre public. Vis-à-vis du travailleur des manufactures, la surveillance est beaucoup plus stricte, car ces grands rassemblements inquiètent les responsables de la stabilité sociale.

Finalement, toute une législation anti-ouvrière s'élabore, qui enserre le tâcheron dans un réseau aux mailles serrées. En France, le travailleur se voit interdire de quitter son atelier et sa fabrique avant l'expiration de son contrat et sans un congé écrit. Il doit présenter, au bureau de police du lieu, dès son arrivée dans une autre localité, son « billet », délivré dans la ville d'où il vient. En 1781, il sera pourvu d'un livret, où devront être consignés les certificats de ses patrons successifs. Il est interdit aux ouvriers de s'assembler, de se livrer à des « cabales », à des coalitions ou à des grèves; dans ce cas, la répression policière, parlementaire et administrative s'appesantit sur les « criminels ». Le « libéral » Turgot se gardera bien de rompre avec cette tradition; dans son fameux édit de 1776, qui abolit les corporations, il interdit aussi bien les syndicats ouvriers que patronaux, sous prétexte de favoriser la liberté du travail, et en défavorisant en fait les salariés, qu'il assimile aux domestiques. L'ouvrier est même surveillé dans sa vie privée; il lui est interdit de s'attarder après 22 heures, de s'attabler trop longtemps au cabaret. A Verviers, les associations ouvrières sont prohibées depuis 1743. En Angleterre, les lois de 1779 généralisent toute une législation antérieure, livrant les travailleurs à la merci des patrons, leur défendant, dans tous les métiers, de se grouper pour améliorer leur sort, sanctionnant les infractions

par des peines de prison et de travaux forcés, législation d'autant plus redoutable qu'elle traduit les accusés, non devant le jury, mais devant le juge de paix, choisi par les patrons, et que son caractère vague la rend apte à toutes les « extensions ».

L'organisation ouvrière

Les formes du passé

Cependant, les éléments les plus conscients de la classe ouvrière tentaient de s'unir et de se doter d'organisations de lutte.

Ils faisaient parfois revivre des formes traditionnelles qui, dans un « climat » nouveau, prenaient une force particulière. Les confréries, en France, aux Pays-Bas, en Italie du Nord, facilitaient parfois les groupements et les concertations. Les sociétés de secours mutuels jouaient souvent le même rôle, sous le couvert de la charité; certaines s'organisaient en Flandre, dans la région de Liège, en Saxe, en Lombardie; devant le ^{xix}^e siècle, elles dissimulaient de véritables sociétés de résistance.

Plus étendus et plus forts, les compagnonnages, qui s'étaient progressivement gonflés au cours des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, se propageaient de l'échelle nationale à l'échelle internationale. Ils gagnaient, des métiers du bâtiment, la majeure partie des branches du travail corporatif et artisanal, et, de France, rayonnaient sur l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et même l'Espagne. Reposant sur une initiation qui, par ses rites mystérieux et terribles, frappait les esprits, sur le serment qui les liait, le compagnonnage constituait une sorte de franc-maçonnerie artisanale, avec ses réseaux, ses « auberges » dans les principales villes, tenues par la « Mère », ses grandes « confédérations », qui groupaient de nombreux métiers. Il imposait ses disciplines et ses solidarités, punissait rigoureusement ceux qui les enfreignaient, tandis que la pratique du secret lui permettait de déjouer les entreprises des autorités et le rendait invulnérable. Il formait ainsi une grande force de rassemblement et de combat.

Les formes de l'avenir

Outre-Manche se créaient d'autres formes d'associations ouvrières qui s'orientaient plus nettement vers le syndicalisme de l'avenir. Dès la première moitié du ^{xviii}^e siècle naissaient les « Unions ». Elles rassemblaient, dès 1721, les charpentiers et les briquetiers, ainsi que les tailleurs, bravant un « act »

qui, la même année, les déclarait illégales. Dès 1744, l'union des tailleurs de Londres comptait 15 000 membres. Le mouvement se propagait dans l'industrie lainière du Yorkshire, puis, à partir des années 1750-1760, parmi les tisseurs de coton, les bonnetiers des Midlands et les papetiers, les ouvriers de la petite métallurgie.

Les associations se fédéraient, à partir des années 1780, au mépris du « Combination Act », de 1749. En 1799, la Société des tisseurs de coton rayonnait dans tout le Lancashire, présentait les revendications de ses adhérents aux pouvoirs publics, faisait appel à l'opinion, tandis que l'association des ouvriers en laine, fondée en 1796, se ramifiait dans tout le Nord de l'Angleterre, imposant à ses membres le paiement d'une cotisation régulière; disposant d'une caisse commune, elle avait les moyens de porter ses plaintes devant le Parlement et de solder des avocats. Seule la sidérurgie et une partie des charbonnages échappaient à l'emprise du système.

Mais à la fin du XVIII^e siècle l'organisation syndicale ne concerne pas le gros des masses laborieuses. Elle se concentre dans les milieux de l'« élite corporative », parmi les ouvriers les plus spécialisés et les mieux payés, que leur situation élevait au-dessus du commun, trop « écrasé » pour avoir la possibilité de méditer sur son sort. De fait, le mouvement ne gagnait pas encore vraiment les gros bataillons des manufactures et des usines.

L'action ouvrière

Les revendications

Malgré tout, des revendications s'élèvent. Les travailleurs réclament des réductions d'horaires et surtout la possibilité de les aménager à leur gré. Ils luttent pour des augmentations de salaires, plus encore pour s'opposer, en temps de crise, à la baisse de rémunérations jugées trop minces. Ils combattent pour le maintien du « salaire-nourriture » et contre son remplacement par un « équivalent-argent », qui favorise le maître en période de hauts prix. Par ailleurs, on refuse le *truck-system* et on réclame, en Angleterre, l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail; un « act » de 1800 donnera satisfaction aux tisseurs de coton, mais les fabricants firent le nécessaire pour éluder la loi.

Surtout, compagnonnages et « Unions » agissent par tous les moyens pour obtenir, dans le système corporatif, voire dans les manufactures, le monopole de l'embauche. De violents conflits éclateront pour le « droit syndical », et bien des patrons, mus par la crainte, recourront, en fait, aux organisations ouvrières pour recruter leur personnel. Ces revendications iront de pair avec

un effort très général pour obtenir l'établissement du « tarif syndical », témoignage de la naissance, parmi les élites, d'une « conscience ouvrière ».

Les formes de l'action ouvrière

Ainsi, se manifestaient des antagonismes sociaux, générateurs d'actions qui, selon les circonstances, prenaient des formes diverses. Parfois, il s'agit de démonstrations de portée limitée : manifestations devant les « boutiques » des patrons hostiles aux organisations ouvrières, sabotages et grèves perlées. D'autres développements tirent plus à conséquence ; tel est le cas de la « mise en interdit » d'un ou de plusieurs ateliers, qui paralyse l'embauche et rend le travail impossible ; en 1787, par exemple, lorsque les fabricants de mousselines de Glasgow veulent abaisser, d'un commun accord, le tarif des salaires à la tâche, les ouvriers exigent un salaire minimal et mettent en quarantaine les maisons qui le refusent ; en 1792, un semblable conflit, à Bolton et à Bury, aboutira à la signature d'un véritable contrat collectif, qui sera respecté pendant six ans, tandis qu'en 1796 l'association des ouvriers en laine du Yorkshire sera assez puissante pour contraindre les travailleurs à quitter les ateliers sur lesquels elle avait jeté l'interdit, semant la terreur parmi les fabricants.

La grève reste cependant l'ultime recours ; elle prend une bonne partie des caractères qu'elle conservera par la suite. Sans doute, est-elle assez difficile à distinguer, au moins jusqu'aux années 1740 et 1750, des émeutes classiques de consommateurs, en période de vie chère et de crise alimentaire, et, dans l'Europe de l'Est, l'opposition entre mouvements ouvriers et révoltes paysannes est parfois peu perceptible. D'autre part, il n'est pas aisé de discerner des « vagues de grèves », dans une efflorescence touffue, et aussi faute d'études systématiques. Cependant, il semble bien que la période difficile et contrastée, qui s'étend des environs de 1685 à ceux de 1730, soit marquée, au moins en Europe occidentale, par plusieurs séries de mouvements. Ils s'exaspèrent, en France, en Angleterre, aux Pays-Bas, de 1696 à 1700, et surtout de 1706 à 1713, ainsi que dans la période déflationniste qui, après 1724, suit le « boom » de l'immédiat « après-guerre ». De 1730 aux abords de 1760-1770, l'apaisement se produit, apaisement d'ailleurs très relatif, que coupent des explosions de longue portée, telles que celle de Lyon, qui, en 1744, se trouvera, durant plusieurs jours, sous la domination de 20 000 ouvriers soulevés, tandis que l'Oural connaît, à partir de 1754, et surtout de 1762, ses premiers remous proprement ouvriers. Mais c'est après 1770, et surtout durant les années 1780, que se développe la pulsation la plus accentuée, la plus continue, et elle semble bien avoir englobé toute l'Europe occidentale, du Lancashire et du Yorkshire

à la Belgique et à l'Italie du Nord, de Sheffield à Lyon et à Nîmes, l'épicentre se localisant des deux côtés de la Manche dans les années 1786-1788.

Les impuissances

Malgré tout, le monde ouvrier européen reste largement frappé par la dispersion et par l'impuissance. Les mouvements sont rarement concertés et la masse demeure passive; bien plus, on verra, en France et en Angleterre, des groupes agir pour le compte de leur patron et contre leurs intérêts propres. En outre, l'unité du monde ouvrier reste un mythe, dans une classe qui demeure divisée en « castes », imperméables les unes aux autres; les compagnonnages s'opposent avec violence, en des rixes qui laissent parfois des morts et des blessés sur le pavé; les ouvriers des « Unions » méprisent les inorganisés, ceux des corporations se désintéressent des manœuvres des usines ou des humbles tâcherons des campagnes; les travailleurs nationaux s'opposent à l'admission des étrangers. Partout, triomphent les « intérêts » et les égoïsmes et les organisations ouvrières ne visent trop souvent qu'à la conservation de situations acquises.

Les réactions de l'opinion

Pourtant, de ce monde en gestation, émanait déjà une force qui effrayait la bourgeoisie dominante. La peur sociale l'amenait souvent à réagir par le mépris de l'homme du peuple et du prolétaire, dont elle sentait bien que, par sa seule présence, il contestait l'ordre établi, et qu'elle assimilait parfois au criminel, pour se rassurer. Malgré tout, une certaine prise de conscience se faisait jour. Si les penseurs sociaux les plus radicaux, tels que Mably ou Godwin, constataient une « destruction » systématique du plus grand nombre au profit de quelques-uns, et réclamaient une modification totale des rapports sociaux, d'autres, poussés par l'humanitarisme et la philanthropie, s'efforçaient d'améliorer le sort des travailleurs par les méthodes du paternalisme. Boulton fondait des caisses de secours et des dispensaires, édifiait des écoles, tandis que David Dale, précurseur de Robert Owen, installait dans sa filature de New Lanark, sur la Clyde, un village modèle.

On pouvait même voir se dessiner un semblant de législation sociale en Angleterre; en 1795, la loi de Speenhamland établissait une sorte d'échelle mobile des secours aux « indigents », en rapport avec le prix du blé, et posait en principe que tout homme a droit à l'existence; en 1784 et 1796, un effort réel était tenté pour améliorer le sort des apprentis dans les usines à coton

du Lancashire, et il aboutira, en 1802, à la première loi sur le travail des enfants.

Ainsi, des masses paysannes des campagnes et des masses ouvrières des villes, se dégageait peu à peu « l'armée du travail ». Face à la société féodale du passé, elle était la conséquence même de la montée irrésistible de l'industrialisation. Face à la bourgeoisie conquérante et au patronat, en voie de constitution, elle affirmait son droit à l'existence, en même temps qu'elle prenait conscience de ses possibilités d'action. Ses jeunes forces s'éparpillaient encore en des actions vaines et peu concertées. Mais l'époque n'était plus tellement lointaine, où elle formerait l'aile marchante d'une « Société Industrielle », que le XVIII^e siècle n'avait pas vu naître, mais qu'il était en train de susciter.

DOCUMENTS

97. Un contrat d'apprentissage dans l'industrie des étamines, au Mans

Contrat passé le 27 septembre 1766 entre Étienne Bellanger, serger au Mans, et Claude Le Batteux, mineur sous l'autorité de sa mère, veuve

Ledit Bellanger promet et s'oblige de montrer sa profession de sarger audit mineur Le Batteux, circonstances et dépendance, de luy apprendre à connoître les laines et étains, luy tremper deux fois la soupe suivant l'usage, le loger s'il prend un compagnon avec luy, le traiter humainement comme son enfant, à la charge par ledit apprentif procédant sous ladite autorité de travailler de son mieux pour le profit du maître et éviter sa perte, se retirer aux heures ordinaires des apprentifs, porter honneur et respect au maître et à son épouse suivant la justice et équité, sans pouvoir se soustraire audit métier pendant l'espace de douze pièces d'étamine qu'il sera

tenu de faire et perfectionner, à peine audit cas de rendre le tems qu'il aura perdu, et pour luy donner cœur audit métier, ledit Bellanger promet et s'oblige de luy donner quarante sols par pièce; et ledit mineur, procédant sous ladite autorité, de faire tout ce qui dépendra de luy pour contenter son maître, même de balayer la boutique lorsqu'il le jugera à propos, et de se conformer en tout aux statuts et règlements de police concernant ledit métier, même par corps; s'agissant de luy procurer un état honorable pour gagner sa vie, et pour d'autant plus encourager ledit mineur à apprendre ledit métier, ledit Bellanger consent payer à sa décharge le droit de boîte.

Cité par F. DORNIC, *L'Industrie textile dans le Maine*, Le Mans, Édit. P. Belon, 1955, p. 202, d'après les archives notariales.

98. Le patronat et le salaire

Pour assurer et maintenir la prospérité de nos manufactures, il est nécessaire que l'ouvrier ne s'enrichisse jamais, qu'il n'ait précisément que ce qu'il lui faut pour se bien nourrir et bien vêtir. Dans une certaine classe du peuple, trop d'aisance assouplit l'industrie, engendre l'oisiveté et tous les vices qui en dépendent. A mesure que l'ouvrier s'enrichit, il devient difficile sur le choix et le salaire du travail. Le salaire de la main-d'œuvre une fois augmenté, il s'accroît en raison des avantages qu'il

procure. C'est un torrent qui a rompu... Personne n'ignore que c'est principalement au bas prix de la main-d'œuvre que les fabriques de Lyon doivent leur étonnante prospérité. Si la nécessité cesse de contraindre l'ouvrier à recevoir de l'occupation, quelque salaire qu'on lui offre, s'il parvient à se dégager de cette espèce de servitude, si ses profits excèdent ses besoins au point qu'il puisse subsister quelque temps sans le secours de ses mains, il emploiera ce temps à former une ligue. N'ignorant pas que le marchand

ne peut éternellement se passer de lui, il osera, à son tour, lui prescrire les loix qui mettront celui-ci hors d'état de soutenir toute concurrence avec les manufactures étrangères, et de ce renversement, auquel le bien-être de l'ouvrier aura donné lieu, proviendra la ruine totale de la fabrique. Il est donc très important aux fabricans de Lyon de retenir l'ouvrier dans un besoin continuel

de travail, de ne jamais oublier que le bas-prix de la main-d'œuvre leur est non seulement avantageux par lui-même, mais qu'il le devient encore en rendant l'ouvrier plus laborieux, plus réglé dans ses mœurs, plus soumis à leurs volontés.

MAYET, *Mémoire sur les fabriques de Lyon*, 1786; cité par E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France*, Paris, Rousseau, 1901, t. II, p. 835.

99. La prise de conscience de la condition prolétarienne

DIDEROT

J'aurais plus de confiance dans les délices de la journée d'un charpentier, si c'était ce charpentier qui m'en parlait, et non pas un fermier général, dont les bras n'ont jamais éprouvé la dureté du bois et la pesanteur de la hache. Ce bienheureux charpentier, je le vois essuyer la sueur de son front, porter ses mains sur ses hanches et soulager, par ce repos, la fatigue de ses reins, haleter à chaque instant, mesurer avec son compas l'épaisseur de la poutre. Peut-être est-il fort doux d'être charpentier ou scieur de pierre, mais, franchement, je ne veux point de ce bonheur-là, même avec l'agréable souvenir, à chaque coup de cognée ou de scie, du paiement qui m'attendrait à la fin de ma journée...

Il y a beaucoup d'états dans la société qui excèdent de fatigue, qui épuisent promptement les forces et qui abrègent la vie; et quel que soit le salaire que vous attachiez au travail, vous n'empêcherez ni la fréquence, ni la justice de la plainte de l'ouvrier. Avez-vous jamais pensé à combien de malheureux la préparation de la chaux de céruse, le transport du bois flotté, la cure des fosses causent des infirmités effroyables et donnent la mort?... Oui, l'appétit du

riche ne diffère pas de l'appétit du pauvre; je crois même l'appétit de celui-ci beaucoup plus vif et vrai; mais, pour la santé et le bonheur de l'un et de l'autre, peut-être faudrait-il mettre le pauvre au régime du riche et le riche au régime du pauvre. C'est l'oisif qui se gorge de mets succulents, c'est l'homme de peine qui boit de l'eau et mange du pain, et tous les deux périssent avant le terme prescrit par la nature, l'un d'indigestion et l'autre d'inanition. C'est celui qui ne fait rien qui s'abreuve à longs traits du vin généreux, qui réparerait les forces de celui qui travaille... Les mines du Harz recèlent, dans leurs immenses profondeurs, des milliers d'hommes qui connaissent à peine la lumière du soleil et qui atteignent rarement l'âge de 30 ans... C'est là qu'on voit des femmes qui ont douze maris... Combien d'ateliers, dans la France même, moins nombreux, mais presque aussi funestes! Lorsque je repasse en revue la multitude et la variété des causes de dépopulation, je suis toujours étonné que le nombre des naissances excède de 1/9 celui des morts.

Réponse au livre d'Helvétius, « de l'Homme », *Œuvres*, édit. Assézat, t. II, pp. 427-431; cité par R. MAUZI, *op. cit.*, pp. 171-173.

LINGUET

La société, [qui] fait du monde entier un vaste cachot, où il n'y a de libre que les gardiens des prisonniers..., se trouva divisée en deux portions; l'une, des riches, des propriétaires, de l'argent, l'étant aussi, par conséquent, des denrées, s'arrogèrent le droit exclusif de taxer le salaire du travail qui les produisait; et l'autre, des journaliers isolés, qui, n'appartenant plus à personne, n'ayant pas de maîtres, ni, par conséquent, de protecteurs intéressés à les défendre, à les soulager, se trouvent livrés sans ressources à la discrétion de l'avarice même qu'ils enrichissaient...

[La Société n'a même pas à redouter d'entendre les cris du journalier, car] il souffre et meurt sans bruit dans sa chaumière... Les journaliers naissent, croissent et s'élèvent pour le service de l'opulence, sans lui causer les moindres frais, comme le gibier qu'elle massacre sur ses domaines...

Le sort d'un cheval bien nourri, bien pansé, bien garanti des injures de l'air, bien traité dans les maladies, était préférable à celui du malheureux manouvrier, libre, mais méprisé universellement, rebuté universellement; condamné aux plus pénibles travaux dans l'été, aux plus rigoureuses privations dans l'hiver; toujours incertain de savoir si la chétive nourriture qu'il a gagnée aujourd'hui, par le sacrifice d'une partie de son existence, il pourra se la procurer demain au même prix...

Ce qui peut arriver de plus favorable à tout être portant la figure d'homme, mais condamné à gagner sa vie par l'emploi de ses bras, c'est d'être élevé à peu près au rang d'un bidet.

S.-N.-H. LINGUET, *Théorie des lois civiles, ou principes fondamentaux de la société*, Londres, 1767, t. II, p. 517, t. I, pp. 462-464; in J.-J. SPENGLER, *Économie et population*, Paris, I.N.E.D., 1954, pp. 309-310.

100. Division du travail et injustice sociale

Dans une société civilisée, bien qu'il y ait une division du travail, ce n'est pas une division égale, car il y a un bon nombre de personnes qui ne font rien du tout. La division de l'opulence ne correspond pas au travail. L'opulence du marchand est plus grande que celle de tous ses employés réunis, bien qu'il travaille moins; et ceux-ci, à leur tour, reçoivent six fois plus qu'un nombre égal d'artisans, qui ont davantage d'occupa-

tion. L'artisan qui travaille à son aise chez lui, reçoit beaucoup plus que le pauvre journalier, qui chemine sans cesse. Ainsi, celui qui semble supporter le poids de la société reçoit les plus faibles avantages.

Adam SMITH, *Lectures on Justice, Police, Revenue and Arms*, édit. par E. CANNAN, Oxford, 1896, pp. 162-163.

101. La critique de l'inégalité de la distribution de la propriété : les solutions " provisoires "

NECKER

L'inégale division des propriétés a introduit au milieu des hommes une autorité semblable, à beaucoup d'égards, à celle des maîtres sur leurs esclaves... Sous divers rapports, l'empire des riches est plus indépendant encore; car ils ne sont tenus à aucune protection constante envers ceux dont ils exigent les services; les goûts et les fantaisies de ces heureux favoris de la fortune fixent le terme de conventions avec l'homme, dont le patrimoine est uniquement composé de son temps et de ses forces; et, sitôt que cette convention est interrompue, le pauvre, absolument séparé du riche, demeure abandonné de nouveau aux hasards de sa destinée; il faut qu'avec précipitation il aille offrir son travail à d'autres dispensateurs des subsistances; il faut qu'il s'expose à leurs refus, et qu'il éprouve ainsi, plusieurs fois dans l'année, toutes les inquiétudes attachées à l'incertitude de ses ressources. Sans doute, en donnant l'appui des lois à une pareille constitution, on a supposé avec raison qu'au milieu des relations multipliées de la vie sociale, il y aurait une sorte de balance et d'égalité entre les besoins, qui obligent les uns à solliciter des salaires, et les désirs, qui engagent les autres à accepter des services; mais cet équilibre,

si essentiellement nécessaire, ne peut jamais s'établir d'une manière exacte et constante, puisqu'il doit être le résultat d'un concours aveugle de combinaisons et l'effet incertain d'une multitude infime de mouvements, dont aucun n'est soumis à une direction positive. Cependant, dès que, pour maintenir la distinction des propriétés, on s'était vu dans la nécessité de remettre au hasard, ou de confier du moins à de simples vraisemblances, la destinée du plus grand nombre des hommes, il était indispensable de trouver quelque idée salubre, propre à tempérer les abus du libre exercice des droits de propriété; et cette idée heureuse et réparatrice, on ne pouvait la découvrir que dans une obligation de bienfaisance imposée à la volonté souveraine et dans un esprit général de charité mis en recommandation parmi tous les hommes; ces sentiments, ces devoirs, la dernière ressource offerte à l'infortune, pouvaient seuls adoucir un système, où le sort de la plus nombreuse partie d'une nation repose sur l'accord douteux et fortuit des convenances du riche avec les besoins du pauvre.

Joseph J. SPENGLER, *Économie et population. Les doctrines françaises avant 1800*, Paris, I.N.E.D., 1954, t. I, De Budé à Condorcet, pp. 306-307.

102. Budgets ouvriers dans la région de Leeds, à la fin du XVIII^e siècle

(Les débours et les recettes sont évalués en livres sterling, en shillings et en pence.)

DÉPENSES HEBDOMADAIRES :

Postes	Budget n° 1	Budget n° 2	Budget n° 3
Pain	5 s 3 d	4 s 9 d	5 s 6 d
Sel.....	3 1/2 d	3 d	3 d
Viande.....	1 s 9 d	1 s	1 s 6 d
Thé-sucre	1 s	1 s	1 s
Bière			4 d
Savon	4 d	4 d	4 d
Chandelle	3 d	3 d	3 d
Fil.....	3 d	3 d	3 d
Lait		6 d	1 s
Total	9 s 1 1/2 d	8 s 4 d	10 s 5 d
Total annuel	23 l 14 s 6 d	21 l 13 s 4 d	27 l 1 s

Loyer.....	1 l 10 s	1 l 10 s	1 l 10 s
Combustible	1 l	1 l	1 l
Vêtements	2 l 10 s	2 l 10 s	2 l 10 s
Divers	1 l 12 s	1 l 12 s	1 l 12 s

DÉPENSES ANNUELLES TOTALES :

30 l 6 s 6 d 28 l 5 s 4 d 33 l 13 s 8 d

RECETTES HEBDOMADAIRES :

Homme.....	8 s	8 s	9 s
Femme			6 d
Enfants	1 s	6 d	1 s 6 d

BALANCES :

Recettes annuelles	23 l 8 s	22 l 2 s	28 l 12 s
Dépenses annuelles	30 l 6 s 6 d	28 l 5 s 4 d	33 l 13 s 8 d
Déficit.....	6 l 18 s 6 d	6 l 3 s 4 d	5 l 1 s 8 d

E. W. GILBOY, *Wages in Eighteenth Century England*, Cambridge, Mass., 1934, p. 204.

103. Les conceptions sociales de la littérature populaire dans la France de l'Ancien Régime

(D'après la *Bibliothèque bleue de Troyes*.)

Le petit peuple des villes et des campagnes — à qui ces livres sont destinés — n'est point, pour autant, flatté : plaint plutôt, lorsqu'il s'agit d'artisans des villes, accablés de besognes dures, astreints à des métiers difficiles. Méprisé à l'occasion, comme en témoignent vingt réflexions de contes, où les méchants du temps présent sont comparés avec regret aux braves artisans de jadis... Le sort des petites gens, d'une façon générale, n'est guère enviable : cas limite, mais significatif, les récits du légendaire historique les connaissent seulement lorsqu'il est question de famines, d'hécatombes, d'assiégés, de villes incendiées...

La bourgeoisie, qui s'enrichit sans mesure, est peu présente. Fustigée de la belle manière dans la « Danse macabre », elle est presque partout ignorée, ou remise à sa place... Le groupe dominant, c'est essentiellement la noblesse traditionnelle, au sens propre du terme... Certes, le seigneur au château ou à la guerre n'est-il pas toujours ménagé : la Danse macabre, elle encore, ne manque pas de mots durs pour le duc, le grand seigneur et le petit châtelain. Mais c'est

mince réserve au regard de l'exaltation des vertus et des fonctions nobiliaires que représente le légendaire historique : Roland, Turpin, Naismes, Olivier et Ogier sont les modèles d'une noblesse chevaleresque, conquérante et chrétienne, généreuse et juste...

Au demeurant, cette reconstitution de la société, dans laquelle évoluent les personnages de la *Bibliothèque bleue*, semble marquée au coin du même déterminisme, du même fatalisme que le destin individuel... Révoltes populaires, rivalité entre bourgeoisie et noblesse, progression de la noblesse de robe, toutes ces réalités sociales... n'affleurent jamais. Non plus d'ailleurs que les réalités de la vie quotidienne, où groupes et classes se mêlaient — ou s'affrontaient même plus pacifiquement : fêtes de paroisses et de villages, foires et marchés, assemblées dominicales...

Certes, aucun de ces livres ne se permet la justification, à la manière de Bossuet, de cet ordre social : indiscuté, accepté tacitement, il va de soi..., comme les secrets de la nature immuable.

Robert MANDROU, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Stock, 1964, pp. 160-162.

1. Les nouvelles offensives de l'Europe
2. L'exportation de la prospérité
3. Les résistances

ÉPILOGUE

LE MONDE FACE A L'EUROPE

Au cours du XVIII^e siècle, le continent européen, où se forgeait une nouvelle civilisation économique et sociale, s'était efforcé de s'emparer du monde beaucoup plus complètement que par le passé, et de lui imposer sa loi, pour en exploiter les richesses. Il avait largement réussi dans son entreprise, et, à la veille de la grande crise révolutionnaire, dont les retentissements seront de nature planétaire, les produits de l'Europe se diffusaient de Canton à Mexico, tandis que ceux de l'Asie et des deux Amériques affluaient dans les ports européens. Ainsi se créait une dynamique, qui, déjà, était celle de l'ère contemporaine, et qui permettait le relais des vieilles structures économiques et des formes sociales du passé par les manifestations évidentes de ce que devait être, plus tard, la société industrielle.

Si l'Occident dominait une bonne partie du monde, il ne l'avait cependant pas vraiment gagné à ses modes nouveaux d'organisation et de vie. Plus ou moins passivement, parfois ouvertement, les diverses régions de l'univers lui faisaient face; et leurs réactions se révélaient de très longue et grande portée.

I — Les nouvelles offensives de l'Europe —

Pourtant, au cours des dernières années du XVIII^e siècle, l'offensive économique de l'Europe s'accroît, directement ou par l'intermédiaire des solides prolongements de la race blanche.

Les “ Empires d'Extrême-Orient ”

Tandis que se poursuivait la conquête politique et économique de l'Inde et que la domination anglaise s'étendait du Deccan et de la plaine du Gange vers les régions de l'Indus sous la double égide, à partir de 1784, de l'East India Company et du gouvernement de Londres, la Compagnie hollandaise des Indes orientales accentuait la politique de colonisation, au plein sens du terme, qu'elle avait ébauchée, puis renforcée au cours des précédentes décennies. La France, pratiquement expulsée de l'Inde depuis 1763, s'efforçait de prendre sa revanche au Siam, et surtout en Indochine. Continuant une politique ébauchée à l'époque de Dupleix, mêlant les affaires et la religion, l'évêque Pigneau de Behaine, parti depuis 1765 pour le Cambodge et la Cochinchine, intervenait dans les affaires de l'Annam depuis 1774; bénéficiant du soutien officiel, il négociait, en 1786-1787, avec l'empereur Nguyen-Anh, qui promettait à la France la copropriété du port de Tourane, la base de Poulo Condor, le monopole du commerce extérieur, moyennant une alliance militaire.

La poussée vers le Pacifique

Les Russes en Asie

Cependant, le Pacifique, cet immense océan que nous avons vu sortir de l'ombre, suscitait de plus en plus les grandes compétitions planétaires, provoquant, pour sa conquête, de vastes expansions continentales. Au sud, l'installation de l'Angleterre dans la baie de Sidney, en 1788, passait inaperçue; nul ne pensait que ce pénitencier, qui recevait son premier convoi de convicts, serait, dans un avenir relativement proche, le noyau d'une grande puissance économique. Par contre, les zones septentrionales attiraient les deux futurs « grands » de la terre, de façon hautement significative.

La Russie, qui cherchait sans trêve à échapper à l'emprise du continent, sentait de plus en plus nettement que l'Asie serait seule susceptible de lui offrir la solution rêvée. Elle poussait, dans les années 1760 et 1770, ses troupes

et ses colons à travers les steppes du Sud. Victorieuse des Turcs, elle leur imposait successivement le traité de Kaïnardji (1774) et la paix de Iassy (1791), qui lui permettaient de s'étaler le long de la mer Noire, d'occuper la Crimée (1783) et les régions de la mer d'Azov, de déboucher au Kouban et dans les régions du Terek, en direction du Caucase; elle fondait Kherson en 1778, Odessa en 1794; elle traitait, en 1783, avec l'Arménie, qu'elle soumettait à son protectorat; elle négociait, au-delà de la grande chaîne de montagnes, avec les chefs des tribus de l'Azerbaïdjan (1786) et du Daghestan, débordant vers Ériwan.

Mais c'était surtout l'accès à l'Extrême-Orient, par la Sibérie, qui l'intéressait. Une colonisation de nature militaire, agricole, pastorale et minière s'ébauchait à travers ces espaces immenses, qui, en 1783, ne comportaient pas plus de 1 million d'habitants, dont 600 000 Russes, Cosaques, forçats ou serfs fugitifs, mais qui, au milieu des populations clairsemées, Yakoutes de la Léna, TOUNGOUZES et OSTIAKS, BOURIATES du Baïkal, formaient des sociétés de rudes et solides pionniers, jouissant du privilège inappréciable de la liberté, tandis que, dans les villes réparties le long de la grande route de l'Est, le « Trakt », se constituaient des bourgeoisies commerçantes, qui échangeaient les fourrures du pays contre les produits fabriqués chinois par le poste de Kiakhta. De 1755 à 1780, le volume du trafic avait grimpé de 837 000 roubles à 13,8 millions, grâce à ce système de troc, qui fonctionnait régulièrement.

Au-delà de ces profits limités, l'Empire des tzars en recherchait d'autres, de bien plus grande envergure. Poussés par leur désir de dominer les terrains de chasse de la loutre de mer et du phoque à fourrure, très prisés en Chine, des Russes audacieux, soutenus par leur gouvernement, avaient multiplié les voyages à travers les zones du Pacifique Nord, en partant du Kamtchatka. Si le marchand sibérien Chelikov n'avait pas réussi, dans les années 1780, à fonder une société puissante, en 1799 se créait la Compagnie russo-américaine, d'origine officielle, disposant d'un privilège commercial et minier sur toutes les terres situées au-delà du 55^e parallèle. Dépassant les Kouriles, les Russes atteignaient les Aléoutiennes et la côte de l'Alaska, qu'ils avaient exploré depuis 1761; marchant vers le sud, ils fonderont un poste à San Francisco dans les premières années du XIX^e siècle, témoignage de leurs ambitieuses visées sur toute la partie septentrionale du Pacifique.

La poussée américaine

De leur côté, les Nord-Américains faisaient leur apparition timide, mais résolue, dans ces mêmes régions. Victimes d'une dépression économique

accentuée au lendemain du traité de Versailles (1783), les négociants de Boston cherchaient à réagir par l'expansion, d'autant plus que leur marché traditionnel des Iles leur manquait. Avec une remarquable clairvoyance, ils sentirent qu'une partie de leur avenir se trouvait, au-delà de leur continent, dans ces immenses espaces océaniques de l'Ouest et dans cet Extrême-Orient, où leurs « rivaux » anglais avaient fait fortune. D'autant plus que, pour eux aussi, le trafic des fourrures pouvait servir de monnaie d'échange, incapables qu'ils étaient de concurrencer les cotonnades et les lainages britanniques.

Mais, pour atteindre ces objectifs, il s'agissait, pour les Yankees, de s'assurer de la côte du « Nord-Ouest » et d'y établir les bases nécessaires. L'urgence était grande, car non seulement jouait la concurrence des Russes, mais celle des Anglais : le troisième voyage de Cook avait amené le grand navigateur, en 1778, dans la baie de Nootka, près de Vancouver, puis, en longeant l'Alaska, jusqu'au détroit de Behring; les Britanniques avaient ensuite multiplié les expéditions commerciales, grâce à l'action des *Agency-Houses* de Bombay; en 1785, s'était formée la King's George Sound Company, tandis que la Compagnie de la baie d'Hudson et que les puissantes maisons canadiennes de Montréal faisaient progresser leurs *factories* et leurs trappeurs en direction de l'ouest, au-delà du haut Missouri et du haut Mississipi.

Dans ces conditions, les négociants de Boston et de New York se groupaient, dès 1787, et, à partir de 1790, ils prenaient position, envoyant des expéditions sur la côte pacifique, rencontrant les commerçants russes venus du Nord. Cependant, si le Nord-Ouest devenait « la banlieue économique de Boston », les Bostoniens étaient « des habitués », non « des installés », et les relations — effectuées par l'intermédiaire du cap Horn —, restaient difficiles avec des États-Unis, tassés le long de la côte orientale du continent. Les Américains comprirent qu'il leur fallait occuper tout leur espace, d'un océan à l'autre. Ce n'est pourtant qu'en 1804-1805 que la mission de Lewis et Clark assurera la première liaison, combien précaire, par le Missouri et la vallée de la Columbia.

L'investissement de la Chine

A travers tous ces mouvements stratégiques, où la politique et l'économie se trouvaient étroitement imbriquées, c'était la Chine qui, plus que jamais objet des convoitises européennes, se trouvait de plus en plus étroitement investie.

Les Russes n'avaient, en effet, songé à dominer le Pacifique septentrional

que pour maîtriser le marché des fourrures et pour faciliter une pénétration massive dans l'Empire du Milieu, à laquelle ils n'avaient jamais renoncé, tout au moins en Mandchourie et dans les régions septentrionales du pays. Au cours des années 1780 et 1790, ils revendiquaient, avec une vigueur accrue, le cours du fleuve Amour tout entier et multipliaient expéditions et prospections en Transbaïkalie. Mais, en 1784, le premier navire américain arrivait à Whampou, l'*Empress of China*, armé par des négociants de Boston, et, à partir de cette date, les États-Unis ne cesseront plus de penser à la conquête, au-delà des Hawaï, de cet immense marché de consommateurs et de ce réservoir inépuisable de métaux précieux. Les guerres de la période révolutionnaire, en provoquant la contraction des économies européennes, leur offriront une première occasion de prendre, en Chine et dans le Pacifique, le relais de l'Europe. C'est à partir de 1800 que J. J. Astor organisera le trafic de Chine sur des bases solides.

En attendant, l'Angleterre conservait et étendait sa maîtrise économique à Canton. Bien plus, elle songeait à profiter de sa puissance pour élargir sa zone d'action. En 1793, la mission de George Macartney, profitant des persécutions dont les étrangers étaient victimes dans l'Empire, avait pour but primordial d'obtenir, pour les Britanniques, de vendre, dans toute la Chine, les produits fabriqués anglais et les denrées de l'Inde, en un mot d'ouvrir un marché de 300 millions d'individus à l'industrie anglaise. Plus précisément, l'envoyé de Sa Majesté réclamait la plus totale liberté du commerce à Canton, le droit, pour les marchands, de traiter avec les négociants de leur choix, sans être contraints de passer par l'intermédiaire des « hanistes », l'application du droit commercial et du droit des gens, à l'exclusion de toutes taxes et extorsions illégales, l'ouverture des ports de Chu-San, de Ning-Po, de Tien-Tsin et la possibilité d'établir à Pékin un entrepôt et un « résident », amorce d'une « mission commerciale », enfin la cession de Hong Kong. Que l'ambassade se soit soldée par un échec n'enlève rien à sa portée; dès les dernières années du XVIII^e siècle s'annonce la grande politique d'« ouverture » et d'exploitation de l'Empire chinois, que provoquera, à partir de 1840-1842, la guerre de l'Opium.

2 — L'exportation de la prospérité —————

Cependant, aux yeux des Européens, l'expansion des intérêts paraissait se justifier, non seulement par les profits qu'elle apportait aux élites diri-

geantes, mais par la diffusion d'une grande vague de prospérité qu'elle semblait entraîner à l'échelle planétaire.

Les transformations de l'Asie

L'Asie se disposait à sortir de son immobilisme séculaire et à entrer, sous l'influence de l'Occident, dans une ère économique nouvelle.

Dans l'Inde

Dans les ports de l'Inde, de Bombay à Madras et surtout à Calcutta, se constituait une puissante élite de grands marchands-banquiers, d'origine hindoue, parsie ou arménienne. Rompus aux techniques de la lettre de change, disposant d'agents dans tout l'Extrême-Orient, ils se livraient activement, de concert avec les *Agency-Houses* britanniques, au commerce d'Inde en Inde, et leur influence à Canton, directe ou indirecte, se révélait considérable. Par eux, s'introduisaient les germes d'un capitalisme indigène, de type occidental, tandis que leur enrichissement progressait rapidement.

De même, sous l'influence directe de la Compagnie, les collecteurs de l'impôt foncier, les « zamindars », se voyaient pourvus, en guise de salaire, de concessions territoriales, qu'ils transformaient progressivement en quasi-propriétés; spéculateurs audacieux, pourvus de fortes disponibilités monétaires, ils étaient en mesure, au moins théoriquement, de poser les bases d'une sorte de capitalisme agraire, à l'imitation de celui de l'Occident.

En Chine

De son côté, l'Empire du Milieu connaît une prospérité réelle. Tandis que sa population triple, au cours du siècle, les corrélations économiques, autant que nous puissions nous en rendre compte, semblent évidentes avec l'Europe. La Chine profite d'une phase ascensionnelle, dont l'ampleur impressionne autant que celle dont l'Occident bénéficie, et la rencontre de deux mondes en plein essor apparaît frappante. Elle provoque une grande poussée de colonisation, qui déferle des régions côtières vers les zones de l'intérieur, du sud vers le nord, suscitant un immense brassage des populations et un effort considérable de défrichement. Tandis que s'étendent les terres cultivées, les spéculations agricoles de rapport se diversifient, au profit de l'exportation; le domaine de la canne à sucre, du cotonnier, du tabac et du théier s'élargit dans la Chine du Sud. Une certaine expansion industrielle se manifeste, concordant avec celle de l'Inde, où les toiles peintes et les mousselines ne subissent pas encore vraiment la concurrence de Manchester; elle affecte

surtout la fabrication des cotonnades et la métallurgie du cuivre. La Chine jouit aussi, depuis la stabilisation de la sapèque, en 1724, contemporaine de celle de la livre tournois en France, d'une aisance monétaire, qui atteint, à la fin du XVIII^e siècle, son point culminant et la libère de toute sujétion à l'égard du cuivre japonais.

Subissant la contagion de l'Occident, elle semble entrer dans l'ère de l'extraversion et du capitalisme, alors que la demande sans cesse croissante de l'Ouest stimule la production, agricole et industrielle, et que les marchands du cru, au contact des représentants de l'Europe, apprennent des techniques qu'ils ignoraient et se forment une mentalité nouvelle. Le passage du « haniste » au « comprador » traduit la liaison de plus en plus étroite de la Chine aux grands courants mondiaux et aux fluctuations des cours extérieurs. Très significativement, dans cette société si hiérarchisée, on assiste à la promotion du grand marchand, dont la vie de luxe et l'ostentation témoignent du prestige tout neuf qui pare les hommes d'argent. Comme les grands financiers de l'Ouest, les hanistes vivent dans de luxueuses résidences, au milieu de jardins magnifiques, entourés d'une armée de serviteurs et de concubines; ils donnent de somptueuses réceptions, collectionnent les œuvres d'art, réunissent de riches bibliothèques, s'efforçant de se hausser au niveau des lettrés. Certains s'entourent de poètes et d'écrivains, deviennent eux-mêmes des lettrés, et aspirent aux fonctions publiques. On verra même l'un d'entre eux, le fameux Puan Khequa (P'an-Tchin-Tching), type remarquable de *self made men*, en relation étroite, à Canton, avec les Anglais et les Suédois, se rendre en personne à Gothenbourg, en 1770.

Une telle évolution se traduit par un net gonflement d'une émigration qui, sans avoir jamais cessé, s'était cependant réduite. Les marchands chinois et les « coolies » renforcent les puissantes et riches colonies « nationales », éparpillées à travers tous les secteurs de l'Asie du Sud-Est, mais surtout groupées des confins de l'Inde aux îles de la Sonde, tandis que des éléments précurseurs commencent à s'installer sur les côtes orientales du continent africain. Témoignage supplémentaire d'une « reprise » démographique et économique, et de nouvelles ambitions expansionnistes.

Au Japon

Si le Japon demeure apparemment fermé à l'influence européenne, celle-ci n'est pas absente. Grâce aux relations nouées à Deshima, un autre capitalisme se fait jour dans l'archipel nippon; résultat d'une longue évolution, qui avait débuté au XVII^e siècle, il assure la libération et l'extension de la classe marchande, au sein des corporations libres, ou *razuka*, et des sociétés

monopolistiques, ou *kaba nakuma*. La réaction « féodale », qui essaye de s'opposer à ce mouvement, se solde par un échec total, et la bourgeoisie marchande sort renforcée de la lutte, prête à affirmer son pouvoir créateur. Déjà s'esquissent les *zaibatsus*, les futurs trusts de l'époque contemporaine, tandis que les grandes cités commerçantes s'affermissent, et la firme Mitsui, fondée à Kyoto en 1620, puis essaimant à Yedo, ou Tokio, joint la banque au grand commerce, s'intéresse à l'armement, aux travaux publics, aux mines. Dès la fin du XVIII^e siècle, elle se distinguait par l'étendue des affaires qu'elle brassait et par la forte solidarité familiale qui unissait ses éléments dirigeants, liés par une constitution qui accordait à chacun sa part dans les entreprises du groupe et fixait les règles de conduite, qui devaient diriger son action.

En Insulinde

Enfin, aux Indes néerlandaises, la Compagnie hollandaise, toute-puissante, accentuait la politique de colonisation, au sens plein du terme, qu'elle avait ébauchée, puis renforcée au cours des précédentes décennies. Elle restait, comme par le passé, le seul acheteur « monopoliste » des denrées du pays, le trafiquant unique; surtout, elle avait généralisé les « cultures forcées », à Java, annonçant le système que le gouverneur Van den Bosch perfectionnera au début du XIX^e siècle. Des dispositions très strictes réglaient la nature et les proportions des spéculations agricoles imposées aux indigènes, toutes destinées à l'exportation, à l'exclusion des cultures vivrières, qui étaient rigoureusement limitées. Le riz, le café, le sucre, les plantes tinctoriales, obligatoirement livrées à la Compagnie et exportées exclusivement par ses soins, faisaient affluer les métaux précieux, doublés par une importante circulation fiduciaire, vers la Banque de Batavia, favorisant la balance des comptes.

La montée de l'hémisphère occidental

De son côté, l'hémisphère occidental profitait, dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, d'une éclatante prospérité.

La richesse de l'Amérique latine

Tandis que, de l'Amérique latine aux espaces nord-américains se confirmait une poussée démographique dont nous avons pu mesurer l'ampleur,

l'expansion des agricultures était au moins comparable à celle dont profitait l'Extrême-Orient. Elle affectait tout spécialement les Empires brésilien et espagnol, et peut-être plus encore les îles, qui atteignent leur apogée. Le sucre y était roi; de Cuba à la Jamaïque, de la Vera-Cruz à Pernambouc, des milliers de moulins perfectionnés, annexés à de vastes plantations et présentant un caractère « industriel », produisaient des sucres de diverses qualités, le rhum et le tafia, qui s'expédiaient en masse vers l'Europe; on en comptait 252 à la Guadeloupe en 1730, 427 en 1788, produisant 31 millions de livres pesant de sucre blanc, contre 8 millions au début du siècle, tandis que Saint-Domingue en recensait plus de mille à la fin du XVIII^e siècle. Si l'indigo perdait de son importance, les propriétaires reculant devant les soins que nécessitait sa culture et surtout les difficultés de sa « manufacture », le café montait en flèche : il occupait, à la Guadeloupe, 16 hectares en 1730, 25 000 en 1790, et se diffusait plus largement encore à la Martinique, tandis qu'il se répandait au Mexique, à Cuba et au Venezuela, où il concurrençait le cacao. L'Amérique espagnole, qui en exportait 50 000 quintaux par an en 1750, en expédiait 650 000 vers 1800. Enfin, la culture du coton s'implantait solidement dans les îles et dans les régions côtières du Brésil.

De leur côté, les cultures vivrières, le blé, le maïs, le riz, la pomme de terre, profitaient d'un tel développement qu'elles réduisaient considérablement les importations; l'élevage des bovins, du Nord du Mexique à la Pampa argentine, permettait des ventes massives et fructueuses de viande séchée et surtout de peaux par Buenos Aires, tandis que, dans le Minas Geraes brésilien, les spéculations pastorales prenaient le relais de l'exploitation minière, dont le rendement ne cessait de s'affaïsser depuis les années 1760, contribuant à provoquer de nouvelles vagues d'immigration vers les régions de l'intérieur et une avance de la « frontière » en direction du Parana, du Matto Grosso et du Goiaz, voire, au sud, vers le Rio de la Plata et le territoire contesté de l'Uruguay actuel. Ainsi se créait un « nouveau Brésil », rude et pionnier, de grand avenir. Le lointain Chili lui-même était gagné par la prospérité, pendant que la région de Buenos Aires et la jeune vice-royauté de la Plata connaissaient un « boom » économique et humain sans précédent.

De toutes ces conditions, résultait un extraordinaire élan commercial, qui affectait la zone tout entière. Le commerce total de l'Amérique espagnole, constamment excédentaire, montait de 34 millions de pesos pour la période 1748-1755, à 101 millions en 1785 (+ 197 %), et les plus importants bénéfices venaient du Mexique, du Pérou et du Chili, de la Plata. Les rentrées fiscales en Nouvelle-Espagne haussaient d'une moyenne de 6,1 millions de pesos, au cours des années 1763-1767, à 18 millions pour les années 1780-1800.

A ce mouvement grandiose, correspondait un développement considérable, là aussi, du capitalisme commercial; les marchands des grands ports, titulaires de fortunes qui, à Mexico, à la Vera Cruz, à Lima, à Cartagena, pouvaient atteindre 800 000 pesos, voire 1 million de pesos, commandaient à une foule de marchands en gros et de détaillants, maîtres des marchés intérieurs, et monopolisaient les relations du continent avec l'Europe. Un certain capitalisme industriel commençait même à poindre, fondé sur les mines et sur une industrie de transformation, qui reste fort mal connue.

La consolidation de l'Amérique anglo-saxonne

Plus modestement en apparence, l'Amérique anglo-saxonne consolidait ses positions. Libérée, à partir de 1763, de l'« hypothèque » du Canada français, indépendante depuis 1783, elle pouvait donner libre cours à ses forces d'expansion. Tandis que le Sud, cotonnier et sucrier, s'alignait sur l'Amérique latine, avec ses grandes plantations à esclaves et son aristocratie anglicane, la Nouvelle-Angleterre, riche de ses céréales, de ses bois, de son élevage, sécrétait une paysannerie moyenne et une puissante bourgeoisie, qui s'enrichissait, à New York et surtout à Boston, par un fort courant d'échanges avec les Iles et aussi avec la Grande-Bretagne. Maîtresse d'une société démocratique et mercantile, elle ne négligeait pas les activités industrielles; si le textile s'y implantait, péniblement, en dehors des ateliers familiaux, les constructions navales y prospéraient, ainsi que le raffinage du sucre, tandis que les hauts fourneaux et les forges, tolérés au cours du XVIII^e siècle par les métallurgistes anglais, qui contrebalançaient ainsi l'influence de la Suède et de la Russie, avaient profité, au cours de la guerre de Sept Ans et surtout à la faveur de la guerre d'Indépendance, de conditions exceptionnellement propices, qui leur avaient permis d'améliorer leurs méthodes et de développer leur production. Ainsi se créait, dans ces régions encore sauvages, un embryon de puissance industrielle, qui suscitait des essais d'imitation dans le Canada tout proche.

Enfin, las d'être tassés entre l'Océan et la Fall Line, les jeunes États-Unis s'efforçaient de déborder les Appalaches et d'atteindre les grandes plaines intérieures. Là aussi une « frontière » s'était constituée, et, à la fin du XVIII^e siècle, la « marche vers l'Ouest », qui va dominer toute l'histoire nord-américaine, était plus qu'entamée. Elle engendrait, à l'ouest de la Nouvelle-Angleterre et surtout des régions centrales de la bande côtière, des populations agissantes qui pesaient, de tout leur poids, sur les orientations politiques, sociales et économiques de la jeune Confédération.

3 — Les résistances

Pourtant, en dépit de ces signes évidents de prospérité et de transformation structurelle, qu'une bonne partie du monde devait à l'action des Européens, des résistances plus ou moins puissantes, plus ou moins ouvertes se produisaient, qui entravaient l'action de l'Europe et lui promettaient bien des difficultés.

L'impact des crises économiques

Au cours des années 1770-1780, le climat général se modifie radicalement, et la crise des économies européennes entraîne de graves répercussions à travers les diverses régions de la planète. Dès 1774, la crise du commerce cantonnais répondait aux perturbations en chaîne qui se déroulaient en Europe; elle s'aggravait en 1777 et se terminait, en 1779, par une véritable débâcle. A partir de 1780-1783, l'Extrême-Orient tout entier connaît une pulsation extrêmement aiguë. En Chine, un net fléchissement de la croissance démographique, une recrudescence des calamités naturelles, inondations et sécheresses, génératrices de famines, d'épidémies et de révoltes, dans le Kansou (1781-1783), dans le Chen-Si (1784), à Formose (1787), provoquent une renaissance de la piraterie, un repli du pays sur lui-même, un ralentissement des activités agricoles et industrielles. L'Inde subit, dès 1770 et surtout à partir de 1783 et de 1790, la famine monétaire et de terribles crises alimentaires, la hausse des prix, une extrême misère qui, dans le Bengale, entraîne la fuite des populations, l'abandon des terres, le recul de la sériciculture et des industries cotonnières. Le Japon, touché de 1781 à 1788, souffre d'un paroxysme en 1787, qui suscite la multiplication des jacqueries, ainsi que des séditions urbaines. L'Annam lui-même est atteint, ainsi que l'Indonésie.

Dans toute l'Amérique latine, si la secousse est nettement moins forte, le malaise est réel. La famine monétaire se révèle générale, le continent se vide de ses piastres, de l'argent et de l'or, et, autant que l'on puisse s'en rendre compte, l'hémorragie se traduit par une baisse constante des prix réels, en même temps que par une tendance à l'inflation du billon et de la monnaie de papier. Par un paradoxe insoutenable, un continent dont les mines assurent la richesse et l'élan des économies européennes perd peu à peu sa substance, et se trouve de plus en plus placé sous la menace de la contraction et du déséquilibre économiques. Parfois aussi, dans une conjoncture commerciale favorable, certaines balances — telles que celle du Chili —

sont gravement déficitaires. Partout la domination économique de l'étranger, et surtout de l'Angleterre, prive les nationaux d'une partie des profits qu'ils devraient légitimement réaliser et bloque les tentatives sérieuses d'industrialisation; ainsi en va-t-il des efforts pour implanter au Pérou des filatures et des tissages de coton. La prospérité antillaise fléchissait; la terre, faute d'un renouvellement suffisant de l'humus, s'épuisait, tandis que l'élévation du prix des esclaves, conséquence d'arrivées plus faibles et du médiocre « croît » naturel du « cheptel humain », réduisait la rentabilité des domaines. A la crise du café, dès les années 1770, succédait celle du sucre.

Les États-Unis eux-mêmes ne sont pas épargnés. Le coût énorme de la guerre d'Indépendance, générateur d'inflation, la suppression brutale de l'appui que la métropole prêtait à ses colonies, le Navigation Act (1783), qui exclut les Américains du commerce avec la Jamaïque, s'ajoutent à l'influence de la récession européenne. Dès 1784, les exportations ne sont couvertes qu'à 21 %, la crise économique s'installe et les tensions deviennent vives entre l'Est et l'Ouest, aboutissant, en 1786, à la Shay's Rebellion, qui oppose les négociants du Massachusetts aux petits fermiers dont ils sont les créanciers.

L'Europe apportait aussi au monde le phénomène de crise, renforçant les tendances « structurelles » à des résistances plus profondes.

Les résistances “ structurelles ”

De fait, seule une mince frange des économies et des sociétés mondiales profitait des avantages que l'Europe pouvait parfois lui apporter. Mais les unes et les autres demeuraient fidèles à leurs mythes, à leurs manières de vivre, à leurs organisations traditionnelles.

L'Afrique noire

L'Afrique noire, fort mal connue, mosaïque extraordinaire de peuples agriculteurs, éleveurs et chasseurs, ramasseurs, sédentaires ou nomades, continue à vivre dans des conditions économiques et sociales marquées du sceau de l'archaïsme et de l'immobilisme. Si la culture du maïs et du manioc, introduite au xvi^e siècle par les Portugais, semble s'étendre au cours des deux siècles suivants, l'horizon agricole reste étroit. Les terres cultivées se dispersent en îlots, voués à des méthodes extensives, qui ne témoignent d'aucun progrès, aussi bien dans le domaine des maigres cultures vivrières que dans celui d'un élevage très sporadique. Le continent entier demeure éprouvé par une pénurie alimentaire constante, que ponctuent d'horribles

famines, tandis que les activités industrielles se limitent à un artisanat familial ou à la « production » de l'ivoire et de l'or. Le régime social va de pair avec l'économie; en dépit de très nets progrès réalisés par l'Islam sur l'animisme primitif, il reste dominé par le système tribal, par la primauté du groupe sur l'individu, par le règne absolu des chefs coutumiers et de la tradition.

Communautés fragiles que celles de cet immense continent, menacées sur leurs lisières septentrionales par l'offensive permanente des grands nomades du désert, vouées, au cours de deux « siècles obscurs », à l'émiettement politique et aux guerres civiles, nées de l'écroulement des grands États et des confédérations, qui s'étaient précédemment édifiés, aux massacres et aux ruines. Partout règne la peur. Les Européens, installés le long des côtes, en des postes dispersés, ne contribuent pas à l'apaiser. La traite négrière, effectuée du Sénégal à l'Angola, et à partir du Mozambique, à l'est, par les Hollandais, les Danois, les Portugais et, de plus en plus, les Anglais, vide littéralement l'Afrique de ses ressources humaines et provoque le reflux des populations vers les zones les plus inaccessibles et les plus pauvres. Elle se conjugue avec un « soutirage » secondaire, qui, par les pistes caravanières sahariennes, fournit le Maghreb, l'Égypte et le Moyen-Orient en esclaves. Les quelques tentatives, bien timides, de développement économique, telles que celle tentée par le gouvernement portugais en Angola, au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle, les quelques relations commerciales qui se nouent avec le nord et avec les *factories* de l'ouest n'empêchent pas un déclin qui semble irrémédiable, face à une Europe indifférente.

Le monde de l'Islam

Non moins stagnant et décadent apparaît le monde de l'Islam. Monde pourtant immense, épandu de l'Atlantique au Pacifique, par l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, la Perse, les îles de la Sonde, et qui envoie des apophyses vers les Balkans, l'Inde, la Chine, l'Asie centrale et aussi l'Afrique noire, témoignant d'une force d'expansion intacte et unissant, sous l'égide des Arabes, les populations les plus diverses, par les liens de la religion, d'une certaine communauté de civilisation, et du respect le plus absolu à l'égard d'un passé fécond, mais, à bien des points de vue, mort.

L'Islam représente incontestablement une des grandes forces humaines, économiques et sociales du monde en devenir, mais une force qui, de la fin du XVII^e siècle à celle du siècle suivant, se montre comme en « retrait », voire en repli sur certains points. Il a été définitivement arrêté, en 1685, devant

Vienne, dans sa progression vers l'Europe centrale, et, par la suite, il s'est trouvé lentement grignoté par les Autrichiens et les Russes; il se heurte, en Asie orientale, à la résistance passive de la Chine et de l'Inde. Ses grands Empires chancellent : la Perse connaît de constantes révolutions et la Turquie paraît sombrer dans les intrigues de palais et l'anarchie, tandis que d'importantes « dépendances » s'émancipent, le Maroc, les « régences » d'Alger, de Tunis et de Tripoli, l'Égypte, elles-mêmes en proie aux troubles. Enfin, si l'agressivité des pirates, barbaresques et autres, persiste, surtout en Méditerranée, elle se trouve atténuée par la force des flottes européennes et également par une piraterie antagoniste, d'origine chrétienne.

Sans doute, de la Perse au Maroc, les apparences économiques demeurent parfois brillantes; le monde de l'Islam reste celui des grandes villes peuplées, actives et riches, siège d'un artisanat prospère, celui des cuirs, des toiles fines, des soieries et des cuivres. De Bagdad à Constantinople, au Caire, à Alger et à Fez, à ces Échelles du Levant, les grandes cités et les États maintiennent et renforcent leurs relations commerciales avec l'Occident, avec Marseille et les ports français, avec une Angleterre conquérante là comme ailleurs, avec une Autriche et une Russie en voie d'expansion économique et politique vers les contrées du Sud, et les thalers circulent autour des espaces méditerranéens.

Ne nous y trompons pourtant pas. Les progrès commerciaux sont, dans ce secteur, plus lents et plus faibles que dans les secteurs « dominants » de l'Amérique et de l'Asie du Sud-Est. Le déclin des caravanes entre la Méditerranée et les contrées du golfe Persique, par suite de l'essor des relations maritimes directes, par Le Cap, de l'Europe avec l'Extrême-Orient, font perdre au Moyen-Orient son rôle traditionnel d'« écran » et d'« intermédiaire obligé », pendant que s'amenuisent les rapports entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. L'artisanat, archaïque dans ses formes, résiste de plus en plus péniblement aux produits de la grande industrie naissante; mais il résiste et refuse de se transformer. De même, le monde agricole, voué aux grands domaines extensifs ou à l'émiettement, menacé par l'offensive du désert et de la pauvreté, reste fidèle à ses traditions pluri-séculaires et ignore l'innovation. L'économie n'est d'ailleurs que le reflet d'un « ordre » social, totalement dominé par le Coran et par la foi, qui refuse l'évolution, au bénéfice de la mystique, et maintient strictement une société régie par les aristocraties du sol, par des « notables » urbains et par des corporations industrielles et commerciales sclérosées, maintenant des populations misérables et superstitieuses dans les voies de la révérence. Ainsi se survit un immense secteur d'archaïsme, de plus en plus anachronique, face à cette accélération de l'histoire, qui s'empare de l'Occident.

Les sociétés agraires de l'Extrême-Orient

Il n'en va pas différemment, en dépit de certaines apparences, dans toute la zone extrême-orientale, de l'Inde à la Chine, à cette Chine qui, pour l'Occident, n'est plus celle de la sagesse, de la tolérance et du savoir, mais celle de la ruse, du vol, de l'usure, une « Chine des marchands », tenue pour arriérée et dégradée, misérable et odieuse, méprisée par une Europe sûre de sa supériorité, mais qui regarde l'Occident de plus haut encore. L'antioccidentalisme ne cesse de se développer, à la fin du XVIII^e siècle, dans l'Empire du Milieu, choqué par la maladresse et la grossièreté des commerçants étrangers, par leur ignorance des usages, par leur absence d'idéalisme et de tenue, tandis qu'il tient pour dangereux les missionnaires qui, en visant à changer les « rites » sacro-saints, risquent d'ébranler les bases de la société traditionnelle. Xénophobie et antichristianisme, attisés par les lettrés, vont de pair.

De fait, rien n'est plus opposé au système économique et social de l'Occident que celui de la Chine, où le régime agraire privilégie, plus que jamais, la grande propriété, accuse les contrastes sociaux et la misère d'immenses masses paysannes pressurées par les régisseurs et le fisc, tandis qu'une faible minorité dispose de la richesse, de la culture et du pouvoir; à la fin du XVIII^e siècle, 30 à 60 000 « lettrés » se partagent 200 millions de *méou*, soit 200 à 400 ha en moyenne par tête. Ainsi, l'agriculture immobilise des richesses considérables, des richesses qui ne cessent de s'accroître par un continuel transfert de capitaux venant du commerce et de la fonction publique. De forme très traditionnelle, elle paralyse l'évolution économique et sociale, elle est le plus grand obstacle à la diffusion du capitalisme occidental. Bien plus, la révolution démographique ne débouche pas, comme à l'ouest, sur la révolution économique, car elle pose, de façon sans cesse plus angoissante, le problème, déjà « actuel », de la terre et de la nourriture. Enfin, les formes apparemment capitalistes qui apparaissent çà et là demeurent dominées par un étatisme rigide et tyrannique, qui fait du marchand une sorte de fonctionnaire du gouvernement, étroitement surveillé et entravé dans ses initiatives, méprisé, comme il se doit dans une société foncièrement agraire et anticapitaliste. Aussi la ville chinoise n'exerce-t-elle, en dépit de ses dimensions souvent considérables, que peu d'influence sur l'économie générale, et la croissance, l'innovation se trouvent rapidement bloquées.

Les hiérarchies latino-américaines

Du Mexique à la Méditerranée antillaise, à l'immense Brésil et au Pérou lointain, les hiérarchies du passé demeuraient intactes. Derrière la façade des cités peuplées et actives, les grands domaines restent en place : « plan-

tations » des « terras calientes », « estancias » et « haciendas » des régions tempérées. Plus que jamais, l'aristocratie créole, fière de sa naissance et de ses richesses, parfois en voie d'anoblissement, étroitement liée, sauf aux Iles, à un clergé tout-puissant et fortement possessionné, lui aussi, domine, de toute sa hauteur, la masse des marchands, des « petits Blancs » aigris et ruinés, réduits à entrer à son service, surtout les troupeaux innombrables des travailleurs indiens, groupés dans la zone andine, et des esclaves noirs, œuvrant sur les domaines côtiers, remplaçant des « engagés » du passé et essaimant vers le Sud des États-Unis.

A mesure que le XVIII^e siècle s'achève, ces sociétés apparaissent de plus en plus dualistes, de plus en plus imperméables à ces « sociétés industrielles » qui naissent en Occident et qui se dessinent nettement dans le Nord des États-Unis. Perdus dans leurs vices, dans leur corruption, dans leur racisme, les élites de la fortune se refusent à toute concession vis-à-vis des « classes inférieures », à toute émancipation des humbles. L'esclavage engendre un effroyable gaspillage des forces humaines, une mortalité dévorante, atteignant son paroxysme dans le monde antillais ; en 1789, on dénombrait, dans les îles dépendant de la France, 660 000 esclaves, sur une population totale de 769 650 habitants (88,5 %). L'organisation de la traite se développait en conséquence, par d'immenses marchés de captifs, qu'elle transférait à travers l'Atlantique dans d'effroyables conditions, qui faisaient monter la mortalité jusqu'à 34 % et qu'elle vendait comme du bétail. Sans doute, aux Iles, le Code Noir (1685), toujours en vigueur, s'appliquait à réfréner le sadisme et la cruauté des maîtres, à conserver le « cheptel » en limitant la durée de son travail et en réglant sa nourriture, et à le convertir au christianisme. Mais il légalisait aussi l'institution et posait en principe que le nègre, naturellement vicieux, ne pouvait être maintenu que par la force et la crainte dans l'obéissance nécessaire. En fait, relégués dans des cases misérables, vêtus de haillons, soumis sur les plantations à un épuisant travail forcé sous la surveillance de contremaîtres habiles à manier le fouet, le Noir même, le plus souvent, l'existence la plus misérable que l'on puisse imaginer. A Saint-Domingue, de 1763 à 1776, la population servile ne s'accroît que de 80 000 têtes, alors que les « entrées » globales dépassent le chiffre de 130 000, traduisant un excédent de décès de 50 000 individus. Si les nègres « créoles » résistent mieux, 1/3 des nègres importés meurent dans les trois premières années de la transplantation et la vie laborieuse d'un esclave n'excède pas quinze ans : accablé par la tyrannie des maîtres, par l'épuisement et la nostalgie, un nègre de 40 ans est physiologiquement un vieillard.

Finalement, l'esclavage, aussi dégradant pour le maître que pour celui qui y est soumis, constitue, comme le servage de l'Europe orientale, un

système de plus en plus antiéconomique et il émeut les esprits éclairés de l'Occident. Les propriétaires, saisis par la « réaction esclavagiste », s'accrochent désespérément à un système qui fonde leur prestige; ils limitent les affranchissements, empêchent les affranchis d'accéder à la pleine citoyenneté et les maintiennent dans une situation ambiguë et douloureuse; ils pressurent les tenanciers indiens, ils s'opposent à la promotion sociale des gérants de plantation, des petits Blancs et des mulâtres.

Les antagonismes s'exaspèrent. Les communautés indiennes des *pueblos* et des *reducciones*, reléguées dans les cantons les plus écartés et les moins fertiles, durcissent leur résistance passive, maintiennent leurs exploitations collectives, ou *ejidos*, et, de plus en plus souvent, poussées à bout par la misère, passent à la révolte : celle de Tupac Amaru (1780-1781), au Pérou, aboutissement de toute une série de mouvements, se présentera comme un appel passionné à la justice de la métropole, comme un effort spectaculaire — et dont l'exemple ne sera pas perdu — pour libérer les masses indigènes souffrantes de la dure domination des créoles.

De telles manifestations revêtaient d'autant plus d'importance que la reprise de la croissance démographique, au sein des masses indiennes, leur assurait une prépondérance numérique écrasante; à la fin du XVIII^e siècle, si les Blancs représentent 20 % de la population continentale, les Indiens en groupent 46 %, les métis, 26 %; au Pérou, ils rassemblent 56 % des effectifs totaux du pays, 60 % en Argentine.

De leur côté, les nègres antillais, las des humiliations subies, recouraient parfois au meurtre ou à la vengeance sur la plantation; d'autres s'enfuyaient et formaient des bandes d'esclaves « marrons », réfugiés dans les régions sauvages, tandis que les planteurs vivaient dans la terreur constante du soulèvement massif des opprimés. De multiples conflits les opposaient aussi aux petits Blancs et aux métis, désorientés, sans espoir, aigris, et qui se consolaient, à peu de frais, en manifestant leur « supériorité » discutable à l'égard des Noirs par un racisme sans faille.

Il est évident que de telles structures étaient à peu près totalement imperméables aux systèmes économiques et sociaux qui s'imposaient dans les pays les plus avancés du continent européen. La plantation ou l'usine à sucre, même quand elles présentaient, par les sommes mises en jeu et par les profits réalisés, des apparences capitalistes, reposaient sur des bases sociales qui s'en écartaient totalement.

La lutte active contre l'Europe

Enfin, aux résistances passives et aux inerties, s'ajoutait au, moins dans l'hémisphère occidental, des « refus » catégoriques. Dès le lendemain de la guerre de Sept Ans, l'autonomisme antillais, qui s'était déjà manifesté au début du XVIII^e siècle, en 1717 et en 1722-1723, s'affirmait avec vigueur. Les colons de Saint-Domingue refusaient la tutelle politique et administrative de la métropole, réclamaient le droit de consentir les impôts, l'abolition du régime de l'Exclusif et la possibilité de trafiquer avec l'étranger. Ils contraignaient le gouvernement français à s'engager dans la voie des concessions, sous l'influence de Choiseul et du physiocrate Mercier de la Rivière, nommé intendant à la Martinique; tandis qu'ils faisaient progressivement la conquête de la liberté économique, pratiquement obtenue en 1784, une assemblée coloniale leur assurait, en 1787, une réelle autonomie administrative.

De beaucoup plus grande conséquence étaient la révolte des colonies américaines contre la métropole, leur victoire à Yorktown (1781) sur les troupes britanniques, et le traité de Versailles qui, en 1783, consacrait le fait accompli et reconnaissait la jeune démocratie américaine. Sans doute, ainsi que l'indique Pierre Chaunu, s'unissaient paradoxalement, au sein des États-Unis d'Amérique, de grands propriétaires aristocrates, des marchands, des coureurs des bois et des pionniers, que rien, au fond, ne réunissait et qui s'empressèrent de s'opposer. Malgré tout, la déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, qui promettait aux peuples la liberté et le bonheur, avait un retentissement considérable parmi les créoles de l'Amérique latine. Bien que ceux-ci eussent obtenu, en 1778, du gouvernement espagnol la liberté commerciale, ils souffraient d'être politiquement et administrativement dominés par les *gachupines*, ou Espagnols d'origine, et ils rêvaient, eux aussi, de maîtriser leur destin. Imbus des idées de la philosophie et de l'esprit des Lumières, entraînés par le grand exemple que leur donnaient les Anglo-Saxons du Nord, ils constituaient des loges et des sociétés de pensée et se livraient au Chili, en 1776 et en 1781, en Nouvelle-Grenade, à Caracas, où « montait » Miranda, au Brésil, avec Tiradentes (1788), à des mouvements significatifs, précurseurs du grand ébranlement de l'Indépendance. Ne nous y trompons pourtant pas; ces aristocraties ne songeaient nullement à émanciper les masses qui souffraient sous leur domination. Les révolutions qui se préparaient devaient être dirigées contre la domination des métropoles; elles devaient être aussi, et très largement, des guerres civiles entre créoles.

Les « prolongements » mêmes de l'Europe refusaient donc de subir plus longtemps son joug. Leur révolte n'était cependant que celles d'enfants devenus majeurs contre la domination du père. Elles masquaient les résis-

tances infiniment plus profondes et plus grosses de conséquences des grandes civilisations extra-européennes. Au moment même où l'Occident était en train de forger les instruments qui devaient assurer effectivement sa maîtrise sur le monde, il pouvait déjà sentir le monde se refuser à lui et se dresser contre les formes économiques et sociales qu'il cherchait à lui imposer.

DOCUMENTS

104. Le “superbe isolement” de la Chine

Le Céleste Empire, qui gouverne tout sur « les quatre mers », s'applique uniquement à la conduite des affaires d'État et n'attache pas de valeur aux choses rares et précieuses. Vous, ô Roi, vous avez présenté au trône divers objets, et, en considération de votre fidélité en offrant ces présents venus de loin, nous avons spécialement ordonné au Yamen de les recevoir. En fait, la vertu et la puissance de la Dynastie céleste ont rayonné au loin sur des myriades de royaumes qui sont venus nous rendre hommage, et ainsi toutes sortes de choses précieuses d' « au-delà des montagnes et des mers » ont été rassemblées ici, choses que votre Ambassadeur et d'autres ont pu voir par eux-mêmes. Néanmoins, nous n'avons jamais attaché de prix aux articles curieux ni n'avons eu le plus léger besoin des

produits de l'industrie de votre pays. C'est pourquoi, ô Roi, nous sommes certain que votre requête concernant l'envoi d'un résident dans la capitale, qui n'est pas en harmonie avec les règlements du Céleste Empire, ne peut non plus valoir aucun avantage à votre pays. Nous avons donc arrêté ces instructions détaillées et avons ordonné à vos envoyés du tribut de retourner chez eux en sécurité. Vous, ô Roi, conformez-vous simplement à notre volonté en redoublant de fidélité et en jurant obéissance perpétuelle de façon à assurer à votre pays les bénédictions de la paix.

Lettre de l'Empereur K'ien-Long au roi d'Angleterre, 1793; citée par L. DERMIGNY, *Le Commerce à Canton*, *op. cit.*, t. I, pp. 47-48.

105. La Chine vue de l'Occident

La Chine est un superbe país dans les livres, mais un peu différente dans le país même; le gouvernement est en même tems craintif et hardi, mais minutieux, et tous les Mandarins ayant une grande disposition n'ont pas à voler mais à s'attribuer ce qui est aux autres. Il y a des choses utiles à la Chine dans les Arts, et dans le país si on y pouvoit pénétrer, mais il est à désirer, et j'espère que cela ne sera jamais, que l'Europe ne prenne aucune coutume de la Chine surtout pour dans le gouvernement; il est aisé de louer, mais la vérité de la Chine est bien peu à sa louange, et l'apparence fait

tout le mérite d'un peuple si vanté, peuple abruti par la crainte, n'osant pas même donner l'essor aux bonnes qualités qu'il peut avoir, parce que tous les hommes en ont, obligé d'obéir en aveugle aux caprices non d'un maître, mais d'une multitude de petits tyrans plus redoutables qu'un seul qui est éloigné d'eux et qu'ils haïssent... Si ce qui est ordonné et dit dans les livres s'exécutoit, la Chine seroit un peuple heureux, mais tout n'est que dehors.

Lettre de Louis-Joseph de Guignes à Bertin, 21 février 1787, in L. DERMIGNY, *op. cit.*, t. I, p. 42.

106. Les méthodes de l'artisanat en Perse

L'observation que je veux faire ensuite sur la méthode des artisans de l'Orient, est qu'il leur faut peu d'outils pour travailler. C'est assurément une chose incroyable en nos pays, que la facilité avec laquelle ces ouvriers s'établissent et travaillent. La plupart n'ont ni boutiques, ni établis. Ils vont travailler partout où on les mande. Ils se mettent dans un coin de chambre, à plate terre, ou sur un méchant tapis, et en un moment vous voyez l'établi dressé, et l'ouvrier en travail, assis sur le cul, tenant sa besogne des pieds, et travaillant des mains. Les étameurs, par exemple, à qui il faut tant de choses en Europe pour travailler, vont, en Perse, travailler dans les maisons, sans qu'il en coûte davantage. Le maître, avec son petit apprenti, apporte toute sa boutique, qui consiste en un sac de charbon, un soufflet, un peu de soude, du sel amoniac dans une corne de bœuf, et quelques petites pièces d'étain dans sa poche. Quand il est arrivé, il dresse sa boutique partout où vous voulez, en un coin de cour, ou de jardin, ou de cuisine, sans avoir besoin de cheminée. Il fait son feu proche d'un mur, afin d'y appuyer sa vaisselle, quand il la fait chauffer; il met son soufflet à plate terre, et en couvre le canon d'un peu de terre détrempée et accommodée en voûte, et puis il travaille comme s'il était dans la plus grande et la plus

commode boutique. Les orfèvres en or et en argent, comme les autres, vont travailler partout où on les mande, quoiqu'il semble que les outils qu'il leur faut, soient moins aisés à remuer. Ils portent une forge de terre, faite presque comme un réchaud, mais un peu plus haute. Le soufflet n'est qu'une simple peau de chevreau, avec deux petits morceaux de bois à un bout, pour fermer l'ouverture par où l'air entre; et quand ils s'en veulent servir, ils attachent un petit canon à l'autre bout, qu'ils fourrent dans la forge, et soufflent de la main gauche; ils tirent ce soufflet plié comme un sac, hors d'un sac de cuir qui leur sert de peau à limer, dans lequel ils serrent aussi une pincette, une lingotière, une filière, une enclume, un marteau, des limes et d'autres petits outils. Le maître porte le sac, et l'apprenti la forge, et l'on les voit aller en cet état partout d'où on les envoie quérir, et s'en revenir le soir avec leur boutique sous le bras. Quand l'ouvrier veut fondre, il fait ses creusets à mesure qu'il en a besoin; et quand il veut travailler, il attache sa peau à sa forge, et met son enclume en terre, proche de lui, et travaille sur ses genoux.

Jean CHARDIN, *Voyages en Perse*, Paris, Union générale d'Éditions, 1965, pp. 265-266.

107. Vues de l'abbé Raynal sur l'avenir politico-économique de l'Amérique du Nord, 1781

Les États-Unis ont montré à découvert le projet d'attirer à leur Confédération toute l'Amérique septentrionale. Plu-

sieurs démarches, celle en particulier d'inviter les peuples du Canada à la rébellion, ont dû faire croire que c'était

aussi le vœu de la France. On peut soupçonner l'Espagne d'avoir également adopté cette idée.

La conduite des provinces qui ont secoué le joug de la Grande-Bretagne est simple, et telle qu'il fallait l'attendre. Mais leurs alliés ne manqueraient-ils pas de prévoyance, s'ils avaient réellement le même système? Le nouvel hémisphère doit se détacher un jour de l'ancien. Ce grand déchirement est préparé en Europe par la fermentation et le choc de nos opinions; par le renversement de nos droits, qui faisaient notre courage; par le luxe de nos cours et la misère de nos campagnes... Il est préparé en Amérique par l'accroissement de la population, des cultures, de l'industrie et des lumières. Tout achemine à cette scission, et les progrès du mal dans un monde, et les progrès du bien dans l'autre.

Mais, peut-il convenir à l'Espagne et à la France, dont les possessions dans le nouvel hémisphère sont une source inépuisable de richesses, leur peut-il convenir de précipiter ce déchirement? Or, c'est ce qui arriverait, si tout le Nord de ces régions était assujéti aux mêmes lois, ou lié par des intérêts communs. A peine la liberté de ce vaste continent serait-elle assurée, qu'il deviendrait l'asile de tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes intrigants, séditions, flétris ou ruinés. La culture, le commerce, les arts, ne seraient pas la ressource des réfugiés de ce caractère. Il leur faudrait une vie moins laborieuse et plus agitée. Ce génie, également éloigné du travail et du repos, se tournerait vers les conquêtes... Dans peu, les provinces du Midi deviendraient la proie de celles du Nord, et suppléeraient, par la richesse de leurs productions, à la médiocrité des leurs. Peut-être même les possessions de nos monarchies absolues brigueraient-elles d'entrer dans la confédération des peuples libres, ou se détacheraient-elles

de l'Europe pour n'appartenir qu'à elles-mêmes.

Le parti que doivent prendre les cours de Madrid et de Versailles, s'il leur est libre de choisir, c'est de laisser subsister, dans le Nord de l'Amérique, deux puissances qui s'observent, qui se contiennent, qui se balancent. Alors des siècles s'écouleront avant que l'Angleterre et les républiques formées à ses dépens se rapprochent. Cette défiance réciproque les empêchera de rien entreprendre au loin... Il règne une grande jalousie entre les contrées du Nord et celles du Midi. Les principes politiques varient d'une rivière à l'autre... Chacun voudra éloigner de soi le fardeau accablant des dépenses et des dettes publiques. Mille germes de division couvent généralement dans le sein des États-Unis. Les dangers une fois disparus, comment arrêter l'explosion de tant de mécontentements?... Que les vrais amis des Américains y réfléchissent, et ils trouveront que l'unique moyen de prévenir les troubles parmi ces peuples, c'est de laisser sur leurs frontières un rival puissant et toujours disposé à profiter de leurs dissensions. Il faut la paix et la sûreté aux monarchies; il faut des inquiétudes et un ennemi à redouter pour les Républiques...

Mais, dans cette combinaison, à quel degré de félicité, de splendeur et de force pourront, avec le temps, s'élever les provinces confédérées? Ici, pour bien juger, commençons d'abord par écarter l'intérêt que toutes les âmes, sans en excepter celles des esclaves, ont pris aux généreux efforts d'une nation qui s'exposait aux plus effrayantes calamités pour être libre... L'espace occupé par les treize républiques entre les montagnes et la mer n'est que de soixante-sept lieues maritimes... Dans cette région, les terres sont presque généralement mauvaises ou de qualité médiocre. Il ne croît guère que du maïs dans les quatre

colonies les plus septentrionales. L'unique ressource de leurs habitants c'est la pêche... Le blé soutient généralement les provinces de New York, de Jersey et de Pennsylvanie; mais le sol s'y est si rapidement détérioré que l'acre, qui donnait autrefois jusqu'à soixante boisseaux de froment, n'en produit plus vingt que fort rarement. Quoique les campagnes du Maryland et de la Virginie soient fort supérieures à toutes les autres, elles ne peuvent être regardées comme très fertiles. La Caroline septentrionale produit quelques grains, mais d'une qualité si inférieure qu'ils sont vendus vingt-cinq ou trente pour cent de moins que dans les autres marchés. Le sol de la Caroline méridionale et de la Géorgie est parfaitement uni jusqu'à cinquante milles de l'Océan. Les pluies excessives qui y tombent, ne trouvant point d'écoulement, forment de nombreux marais, où le riz est cultivé au grand détriment des hommes libres et des esclaves occupés de ce travail... Lorsque le pays s'élève, ce ne sont plus que des sables rebelles ou d'affreux rochers...

Malgré ces désavantages, il s'était successivement formé dans le sein des treize provinces une population de 2 981 678 personnes, en y comprenant quatre cent mille Noirs... La guerre a fermé ce refuge aux malheureux; mais la paix le leur rouvrira, et ils s'y rendront en plus grand nombre que jamais. Ceux qui y passeront avec des projets de culture n'auront pas toute la satisfaction qu'ils se seront promise, parce qu'ils y trouveront les bonnes terres, les médiocres mêmes toutes occupées, et qu'on n'aura guère à leur offrir que des terres stériles, des marais malsains ou des montagnes escarpées. L'émigration sera plus favorable aux

manufacturiers et aux artisans, sans que peut-être ils aient rien gagné à changer de patrie et de climat.

On ne déterminerait pas, sans témérité, quelle pourra être un jour la population des États-Unis. Ce calcul, assez généralement difficile, devient impraticable pour une région dont les terres dégènerent très rapidement, et où la mesure des travaux et des avances n'est pas celle de la reproduction. Si 10 millions d'habitants trouvent jamais une subsistance assurée dans ces provinces, ce sera beaucoup. Alors même les exportations se réduiront à rien ou à fort peu de choses; mais l'industrie intérieure remplacera l'industrie étrangère. A peu de choses près, le pays pourra se suffire à lui-même, pourvu que ses habitants sachent être heureux par l'économie et la médiocrité.

Peuples de l'Amérique septentrionale, que l'exemple de toutes les nations qui vous ont précédés, et surtout que celui de la mère-patrie vous instruisse. Craignez l'affluence de l'or qui apporte avec le luxe la corruption des mœurs, le mépris des lois; craignez une trop inégale répartition des richesses..., d'où naît l'insolence des uns et l'avilissement des autres. Garantisiez-vous de l'esprit de conquête... Ayez des armes pour vous défendre; n'en ayez pas pour attaquer. Cherchez l'aisance et la santé dans le travail, la prospérité dans la culture des terres et les ateliers de l'industrie, la force dans les bonnes mœurs et la vertu... Que la liberté ait une base inébranlable dans la sagesse de vos constitutions et qu'elle soit l'indestructible ciment qui lie vos provinces entre elles!

Guillaume Thomas RAYNAL, *Tableau et révolutions des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale*, Amsterdam, 1781, t. II, pp. 202-217.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Le problème des sources

Les sources manuscrites

Il ne peut être question, dans le cadre de cet ouvrage, et compte tenu de l'immensité et de la variété des problèmes abordés, de fournir un aperçu, même sommaire, des grandes catégories de sources possibles à l'échelle mondiale, ou même européenne; un livre entier n'y suffirait pas. Nous nous contenterons de signaler que, tant en France que dans l'Europe — pour ne pas parler des sources arabes, persanes, hindoues, ou chinoises, voire américaines —, le volume des fonds utilisés par les historiens, ou simplement inventoriés, reste très faible par rapport à l'immense masse, demeurée à l'état brut, qui dort sur les rayons des dépôts publics et privés.

Bien plus, définir les types principaux de sources nécessaires à l'étude des sociétés et des économies de l'ère préindustrielle constitue une tâche singulièrement ardue. Bien des documents fort éloignés, en apparence, de nos préoccupations, peuvent se révéler nécessaires, voire indispensables; il y a beaucoup à glaner, pour qui sait les lire, dans les documents politiques, dans les mémoires, dans les correspondances des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Les archives publiques

Pourtant, au moins dans le cadre français et européen, les grandes archives publiques, archives d'État (Archives nationales en France), régionales (dépar-

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

tements en France) ou municipales recèlent des catégories de sources à peu près identiques. Les documents administratifs en forment la base : rapports des intendants français et de leurs homologues continentaux ; mémoires des ministres à leurs souverains (ceux de Colbert à Louis XIV sont d'une importance considérable), qui permettent de définir les politiques économiques ; dossiers d'enquêtes économiques « nationales », commerciales, industrielles, agricoles, à peu près inexistantes, avant la fin du ^{xvii}^e siècle, de plus en plus nombreux, variés et chiffrés, au cours du ^{xviii}^e ; enquêtes démographiques et recensements, dont le nombre ne cesse de s'accroître, dans tous les pays européens durant le dernier siècle de l'Ancien Régime. Ainsi, se précise une première catégorie documentaire, de valeur très inégale, où bien des découvertes restent à faire, surtout à l'échelle régionale et locale, mais où l'histoire du passé a déjà fortement puisé. Elle constitue la base d'une histoire économique et démographique des États, d'une histoire des relations économiques internationales, et aussi des rapports entre l'Europe et le monde.

Beaucoup moins explorés sont les documents fiscaux et notariaux, ainsi que les séries judiciaires, qui fournissent à l'historien des économies et des sociétés une source sans bornes de renseignements d'une précision et d'une fraîcheur remarquables, à condition de savoir les exploiter en masse, selon les règles du *comput statistique*. Pour nous borner à la France, l'utilisation systématique des registres de taille et de capitation, du dixième ou du vingtième, des révisions de feux, offre la possibilité de pénétrer intimement dans les structures des sociétés du passé, de déterminer les niveaux de fortune, de préciser même les orientations économiques. De même, les archives des Parlements, des présidiaux, des tribunaux de bailliage, celles de l'Enregistrement, permettent de déterminer, dans les villes et dans les campagnes, la nature des relations sociales, de définir les rapports entre groupes sociaux, d'expliquer leurs conflits. Quant aux registres notariés, le plus souvent conservés dans les dépôts publics nationaux ou locaux (le minutier des Archives nationales à Paris est d'une prodigieuse richesse), ils viennent compléter les séries judiciaires et fiscales, par leur abondance, le luxe des indications contenues dans la foule des contrats de mariage, des testaments et des inventaires après décès (parfois d'une grande minutie, décrivant biens ruraux et urbains, mobiliers et effets, argenterie et bibliothèques, galeries de tableaux), des obligations et des quittances, des ventes et des achats. Quant à l'histoire des campagnes et de leurs cadres économiques et sociaux, des seigneuries et des communautés, des paysanneries et des noblesses, voire des bourgeoisies conquérantes, elle ne peut se passer des terriers qui renforcent les données des séries précitées.

Finalement, pas d'histoire sociale de la profondeur, pas même de véritable histoire économique, sans l'appui de ces sources longtemps méconnues ou employées dans des buts très différents de ceux qui sont nôtres. En ce qui concerne l'histoire de la vie et de la mort, c'est dans les dénombremens et, plus encore, dans les registres des paroisses que nous la trouvons; les naissances, les mariages, les décès y sont plus ou moins bien consignés, et toute une technique scientifique de leur emploi a été mise au point par les écoles nationales de démographes.

On trouvera aussi, dans les archives publiques, d'innombrables mémoires de caractère technique, des rapports sur les inventions, petites ou grandes, et sur leurs inventeurs, des descriptions d'usines et de firmes commerciales, voire même, pour qui sait chercher, des bilans et des fragments de comptabilité : les Archives nationales, à Paris, recèlent des éléments très précieux, qui concernent Saint-Gobain et Le Creusot, ainsi que d'autres manufactures subventionnées par le gouvernement. La découverte ne connaît pas de limites.

Les archives privées

Si les archives publiques commencent à être assez bien connues, les archives privées demeurent très largement inexplorées. Elles contiennent pourtant les éléments d'une histoire économique, et aussi d'une histoire sociale renouvelées. Certaines ont été transférées dans les dépôts publics : tel est le cas des séries « Familles », dans les archives départementales françaises, où des trouvailles de grande portée ont été faites. D'autres se concentrent dans les archives des Chambres de commerce; tel se présente l'immense fonds Roux, avec sa correspondance grosse de plus de 100 000 lettres, qui est en train de permettre à Charles Carrière de modifier notre connaissance, non seulement du grand commerce de Marseille, mais d'une bonne partie du grand commerce international au XVIII^e siècle.

Malgré tout, l'essentiel de ces fonds repose dans les archives d'entreprises, commerciales, industrielles, voire bancaires, qui, parfois, sous des noms différents, se sont perpétuées depuis deux ou trois siècles; ainsi en est-il pour des firmes de la taille de Saint-Gobain, voire pour des entreprises beaucoup plus modestes. De même, les archives de bien des « grandes familles », à Lyon ou à Genève, à Amsterdam ou à Milan renferment, parfois encore jalousement, des liasses infiniment précieuses, et dont le dépouillement nous permettrait de lever le voile qui couvre les tractations du monde des affaires.

L'histoire économique et sociale n'est pourtant pas totalement dépourvue en la matière. En s'appuyant sur les fonds accessibles, elle en a extrait des comptabilités et des lettres de change, des règlements et des connaissements, des contrats d'association et d'assurances, des correspondances commerciales

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

souvent volumineuses qui, étudiées méthodiquement, lui ont fourni, sur les relations commerciales et les circuits cambistes, sur les crises et les « booms », ou sur les réseaux financiers, une documentation de grande valeur.

Les sources imprimées

Toute cette masse se trouve légitimement complétée par une autre, constituée par les imprimés du temps et aussi par de nombreuses collections de textes et de statistiques, qui ne sont pas moins nécessaires au travail historique.

Ici encore l'énumération serait fastidieuse et sans objet. Qu'il s'agisse de souvenirs de contemporains (les *Mémoires* du cardinal de Retz sont indispensables à la pleine compréhension des aspects économiques et sociaux de la Fronde, comme ceux de Saint-Simon sont inséparables de l'appréhension d'une nouvelle civilisation économique et sociale, au tournant du xvii^e siècle), d'ouvrages d'économie théorique et pratique, de traités techniques, des œuvres considérables ou mineures de penseurs sociaux, la « littérature » apporte un témoignage, qui vient compléter celui des documents manuscrits et parfois le dépasse.

Enfin, les publications scientifiques de documents, substantielles, bien que toujours insuffisantes, fournissent des instruments de travail généralement bien faits, qui donnent à l'historien des armes plus efficaces dans sa lutte pour la compréhension de l'homme et de ses œuvres. A titre d'exemple, *Les Tables de la navigation et des marchandises passant par le Sund (1497-1660)*, publiées par M^{me} Nina Ellinger Bang (Copenhague-Leipzig, 1906-1953, 7 vol. in-f^o), rendent les plus grands services pour l'étude de la conjoncture mondiale, tandis que l'œuvre d'Elisabeth Boody-Schumpeter, *English Oversea's Trade Statistics (1697-1808)* (Oxford, 1960), est indispensable pour l'analyse du grand commerce britannique.

Les travaux de synthèse ¹

Ouvrages d'envergure mondiale

Relativement peu nombreux, mais souvent enrichissants.

NEF J.-U., *La Naissance de la civilisation industrielle dans le monde contemporain*, Paris, A. Colin, 1954, 249 p.

1. Dans toute cette bibliographie, les titres sont rangés, à l'intérieur des différentes rubriques, par ordre chronologique.

Dans *l'Histoire générale des Civilisations*, Paris, Presses Universitaires de France :

t. IV : MOUSNIER R., *Les XVI^e et XVII^e siècles*, 1956, 609 p.

t. V : MOUSNIER R. et LABROUSSE E., *Le XVIII^e siècle*, 5^e édit. 1967, 581 p.

BRAUDEL F., *Civilisation matérielle et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècles)*, t. I, Paris, A. Colin, coll. « Destins du monde », 1967, 463 p.

Économies et sociétés européennes

Sur l'ensemble du continent

CHAUNU P., *La Civilisation de l'Europe classique*, Grenoble, Arthaud, 1966, 705 p.

JEANNIN P., *L'Europe du Nord-Ouest aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, P.U.F., coll. « Nouvelle Clio », t. 34, 1969, 420 p.

Sur l'économie européenne

HEATON H., *Histoire économique de l'Europe*, Paris, A. Colin, coll. « Sciences politiques », 1950-1952, 2 vol., 321 et 340 p.

CLOUGH B.S. et WILSON C.H., *The Cambridge Economic History of Europe*, t. IV, *The Economy of Expanding Europe in the Sixteenth and Seventeenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1967, xxxii-642 p.

Sur les divers pays européens

SUR LA FRANCE

SÉE H., *Histoire économique de la France*, t. I, Paris, A. Colin, 1939, 382 p.

GOUBERT P., *Louis XIV et vingt millions de Français*, Paris, Fayard, coll. « L'Histoire sans Frontières », 1966, 252 p.

MANDROU R., *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, P.U.F., coll. « Nouvelle Clio », t. 33, 1967, 335 p.

GOUBERT P., *L'Ancien Régime*, t. I. *La Société*, Paris, A. Colin, coll. « U », 1969, 271 p.

SUR L'ANGLETERRE

CLAPHAM J.H., *A Concise Economic History of Britain from the earliest times to 1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1957, 324 p.

ASHTON T.S., *An Economic History of England — The 18th Century*, Londres, Methuen, 3^e édit. 1959, 257 p.

MARX R., *Histoire du Royaume-Uni*, Paris, A. Colin, coll. « U », 1967, 423 p.
(Des chapitres remarquables sur les problèmes économiques et sociaux.)

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

SUR L'ESPAGNE

VICENS VIVES J., *Manual de Historia económica de España*, Barcelone, Édit. Teide, 1959, 706 p.

VILAR P., *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1962, 3 vol., 719, 587, 570 p.

SUR LES PAYS-BAS

VAN HOUTTE J.A., *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique*, Louvain, Édit. Universitaires, 1943, 347 p.

SUR L'EUROPE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE

BECHTEL H., *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands*, t. II, Munich, Callwey, 1952, 420 p.

LUTGE F., *Deutsche Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, Munich, Springer, 1960, 392 p.

BERGIER J.-F., *Problèmes de l'histoire économique de la Suisse*, Berne, Francke, 1968, 93 p.

HECKSCHER Eli F., *An Economic History of Sweden*, trad. angl., Cambridge, Cambridge University Press, 1954, 307 p.

RUTKOWSKI J., *Histoire de la Pologne avant les partages*, Paris, Gebethner et Wolff, 1927, 268 p.

GILLE B., *Histoire économique et sociale de la Russie, du Moyen Age au XX^e siècle*, Paris, Payot, 1944, 236 p.

LYASHCHENKO P.I., *History of the National Economy of Russia, to the 1917 Revolution*, New York, Macmillan, 1949, 880 p.

PORTAL R., *L'Empire russe, de 1762 à 1855*, Paris, C.D.U., « Les Cours de Sorbonne », ronéoté, 1966, 352 p.

Économies et sociétés extra-européennes

Sur l'Amérique du Nord

WRIGHT C.W., *Economic History of the United States*, New York, Mac Graw Hill, 1941, 941 p.

FAULKNER H.U., *American Economic History*, New York, Harper, 7^e édit., 1954, trad. franç. par Odette Merlat-Guitard, Paris, P.U.F., 1958, 2 vol., 355-357 p.

EASTERBROOK W.T. et AITKEN H.G.J., *Canadian Economic History*, Toronto, Macmillan, 1961, 606 p.

JULLIEN Ch. A., *Les Français en Amérique (1713-1784)*, Paris, C.D.U., « Les Cours de Sorbonne », ronéoté, 1951, 2 fasc. de 95 + 110 p.

Sur l'Amérique latine

- CHAUNU P., *L'Amérique et les Amériques — De la Préhistoire à nos jours*, Paris, A. Colin, coll. « Destins du monde », 1964, 472 p.
- VICENS VIVES J., *Historia social y económica de España y America*, Barcelone, Édit. Teide, t. III et IV, 1957-1958, 604 + 525 p.
- MAURO F., *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, LVIII-555 p.

Sur le monde de l'Islam et l'Asie

- MIQUEL A., *L'Islam et sa civilisation (VII^e-XV^e siècles)*, Paris, A. Colin, coll. « Destins du monde », 1968, 571 p.
- JULLIEN Ch. A., *Histoire de l'Afrique du Nord*, t. II, Paris, Payot, 2^e édit. 1956, 334 p.
- TERRASSE H., *Histoire du Maroc*, Casablanca, édit. Atlantides, 1949-1950, 2 vol., 525 + 511 p.
- GROUSSET R., *Histoire de la Chine*, Paris, Fayard, 1942, 428 p.

Sur l'Afrique noire

- CORNEVIN R.M., *Histoire de l'Afrique*, Paris, Payot, « Petite Bibliothèque Payot », t. 57, 1964, 423 p.
- LABOURET H., *Histoire des Noirs d'Afrique*, Paris, P.U.F., 1946, 127 p.

Questions démographiques

Ouvrages généraux

- LANDRY A., *Traité de démographie*, Paris, Payot, 1945, 651 p.
- REINHARD M., ARMENGAUD A., DUPAQUIER J., *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, Montchrestien, 1968, 708 p.
- ARMENGAUD A., *Démographie et Sociétés*, Paris, Stock, 1966, 212 p.

Sur l'influence du climat

- LE ROY-LADURIE E., « Histoire et climat », *Annales E.S.C.*, t. 14, janvier-mars 1959, pp. 3-34.
- LE ROY-LADURIE E., « Aspects historiques de la nouvelle climatologie », *Revue historique*, t. 175, 1961, pp. 1-20.

Études nationales

- TOUTAIN J.-C., *La Population de la France, de 1700 à 1959*, Paris, Cahiers de l'I.S.E.A., série AF, n° 133, 1963, 247 p.
- DUPAQUIER J., « Sur la population française au xvii^e et au xviii^e siècle », *Revue historique*, t. 239, janvier-mars 1968, pp. 43-79.
- HABAKKUK H.J., « English Population in the Eighteenth Century », *Economic History Review*, 2^e série, t. VI, n° 2, 1953, pp. 117-133.
- HECKSCHER E.F., « Swedish Population Trends before the Industrial Revolution », *Economic History Review*, 2^e série, t. II, n° 3, 1950, pp. 266-277.
- HENRIPIN J., *La Population canadienne au début du XVIII^e siècle*, Paris, Institut National d'Études Démographiques, Travaux et Documents, cahier n° 22, 1952, 264 p.
- A titre d'exemple, sur l'intérêt des travaux limités, mais poussés en profondeur :
- GOUBERT P., « En Beauvaisis — Problèmes démographiques du xvii^e siècle », *Annales E.S.C.*, t. 7, oct.-déc. 1952, pp. 453-468.
- GAUTIER E. et HENRY H., *La Population de Crulai, paroisse normande*, Paris, P.U.F., I.N.E.D., cahier n° 33, 1958, 270 p.

Démographie et comportements sociaux

- MORINEAU M., « Démographie ancienne : monotonie ou variété des comportements? », *Annales E.S.C.*, t. 20, nov.-déc. 1965, pp. 1185-1197.

Sur les attitudes familiales

- ARIÈS Ph., *Histoire des populations françaises et de leur attitude devant la vie depuis le XVIII^e siècle*, Paris, Édit. Self, 1948, 573 p.
- ARIÈS Ph., *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Plon, 1960, 513 p.

Sur les épidémies et leurs effets

- MEUVRET J., « Les crises de subsistance et la démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, t. I, 1946, pp. 643-650.
- BAEHREL R., « Histoire des sentiments. Épidémie et terreur », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 122, avril-juin 1951, pp. 113-146.
- RUWET J., « Crises démographiques et problèmes économiques ou crise morale? », *Population*, t. IX, 1954, pp. 451-476.
- EHRARD J., « Opinions médicales en France au xviii^e siècle. La peste et l'idée de contagion », *Annales E.S.C.*, t. 12, janv.-mars 1957, pp. 46-59.

PETER J.-P., « Une enquête de la Société Royale de Médecine : malades et maladies à la fin du XVIII^e siècle », *Annales E.S.C.*, t. 22, juillet-août 1967, pp. 711-751.

CARRIÈRE Ch., CONDURIE M., REBUFFAT F., *Marseille, ville morte. La peste de 1720*, Marseille, M. Garçon, 1968, 352 p.

Démographie urbaine et mouvements migratoires

MOLS R., *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe, du XIV^e au XVIII^e siècle*, Louvain, 1955, 3 vol. (fondamental).

MANDROU R., « Les Français hors de France aux XVI^e et XVII^e siècles », *Annales E.S.C.*, t. 14, oct.-déc. 1959, pp. 662-675.

GARDEN M., *Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle*, thèse Lettres Lyon, 1969, ronéotée, t. I, *Le Nombre des hommes*, 302 p.

Sur les doctrines de la population

SPENGLER J.-J., *Économie et Population. Les doctrines françaises avant 1800*, t. I, *De Budé à Condorcet*, Paris, I.N.E.D., cahier n° 21, 1954, 389 p.

Problèmes de stratification sociale

Il faut partir, pour l'étude de ces problèmes très neufs, de la très importante communication de :

LABROUSSE C.-E., *Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles (1700-1850)*, X^e Congrès international des Sciences historiques, Rome, 1955, t. IV, pp. 365-396.

A la suite de cette prise de position, toute une série de travaux ont été publiés, les uns favorables, les autres critiques :

DAUMARD A. et FURET F., *Structures et relations sociales à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin, Cahiers des Annales, n° 18, 1961, 98 p.

FURET F., « Structures sociales parisiennes au XVIII^e siècle. L'apport d'une série fiscale », *Annales E.S.C.*, t. 16, sept.-oct. 1961, pp. 939-958.

MOUSNIER R., « Problèmes de méthode dans l'étude des structures sociales des XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles », *Spiegel der Gcschichte*, Mélanges Max Braubach, Munster, 1964, pp. 550-564.

L'Histoire Sociale, sources et méthodes. Colloque de l'E.N.S. de Saint-Cloud (mai 1965), Paris, P.U.F., 1967, 298 p.

MOUSNIER R. (publié par), *Problèmes de stratification sociale*. Acte du Colloque international (1966). Publications de la Faculté des Lettres de Paris — Sorbonne, série « Recherches », t. 43, Paris, P.U.F., 1968, 283 p.

Le monde rural : économies et sociétés

Travaux de synthèse

Travaux généraux

SLICHER VAN BATH B.H., *The Agrarian History of Western Europe (500-1850)*, trad. angl., Londres, E. Arnold, 1966, 364 p.

On complètera par les ouvrages « classiques » qui, en dépit de leurs titres « limités », constituent les meilleurs introducteurs à l'étude de la vie rurale ancienne :

BLOCH M., *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, Oslo, 1931; 2^e édit., Paris, A. Colin, 2 vol. 1952-1956, 259 + 223 p.

DION R., *Essai sur la formation du paysage rural français*, Tours, Arrault, 1934, 162 p.

Ouvrages nationaux

SUR LA FRANCE

LIZERAND G., *Le Régime rural de l'ancienne France*, Paris, P.U.F., 1942, 190 p.

LABROUSSE C.-E., *Le Paysan français, des physiocrates à nos jours*, Paris, C.D.U., « Les Cours de Sorbonne », ronéoté, 1962, 150 p.

On ajoutera plusieurs grandes thèses :

ROUPNEL G., *La Ville et la campagne au XVII^e siècle. Étude sur les populations du pays dijonnais*, Paris, 1922; 2^e édit., S.E.V.P.E.N., 1955, 357 p.

LEFEBVRE G., *Les Paysans du Nord pendant la Révolution française*, Lille, Robbe, 1924, 1020 p., 2^e édit., texte réduit, Bari, Laterza, 1959, 923 p.

GOUBERT P., *Beauvais et le Beauvaisis, de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, LXXII-653 p. et un atlas.

DE SAINT-JACOB P., *Les Paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*, Paris, Les Belles Lettres, 1960, 643 p.

BAEHREL R., *Une Croissance. La Basse-Provence rurale (fin du XVI^e siècle-1789)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1961, 842 p. et un atlas.

POITRINEAU A., *La Vie rurale de la Basse-Auvergne au XVIII^e siècle*, Paris, P.U.F., 1965, 1 vol. de 780 p., plus un atlas de 149 p.

LE ROY LADURIE E., *Les Paysans de Languedoc*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1966, 2 vol. de 1035 p.

SUR LES DIVERSES RÉGIONS DE L'EUROPE

ERNLE (Lord), *Histoire rurale de l'Angleterre*, trad. franç., Paris, Gallimard, 1952, 610 p.

- RUWET J., *L'Agriculture et les classes rurales au Pays de Herve sous l'Ancien Régime*, Bibl. de la Fac. de Philosophie et Lettres de Liège, fasc. 100, 1943, 336 p.
- ABEL W., *Geschichte der deutschen Landwirtschaft*, Stuttgart, Ulmer, 1962, 333 p.
- LÜTGE F., *Geschichte der deutschen Agrarverfassung*, Stuttgart, Ulmer, 1963, 269 p.
- WELLMANN I., « Esquisse d'une histoire rurale de la Hongrie (début du XVIII^e siècle-milieu du XIX^e siècle) », *Annales E.S.C.*, t. 23, nov.-déc. 1968, pp. 1181-1210.

HORS D'EUROPE

- CHEVALIER F., *La Formation des grands domaines au Mexique. Terre et société aux XVI^e-XVII^e siècles*, Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Paris, 1952, 480 p.
- LAMBTON K., *Landlord and Peasant in Persia*, Oxford, Oxford University Press, 1953, 354 p.

La production agricole

- AUGÉ-LARIBÉ M., *La Révolution agricole*, Paris, Albin-Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », t. 83, 1955, 436 p.
- TOUTAIN J.-C., *Le Produit de l'agriculture française, de 1700 à 1958*, Cahiers de l'I.S.E.A., série AF, nos 1-2, 1961, 2 vol. de 216 + 283 p.
- MORINEAU M., « Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle? », *Revue historique*, t. 237, avril-juin 1967, pp. 299-326.
- LE ROY LADURIE E., « Voies nouvelles pour l'histoire rurale », *Études rurales*, avril-sept. 1964, pp. 79-95.
- LE ROY LADURIE E., « Les comptes fantastiques de Gregory King », *Annales E.S.C.*, t. 23, sept.-oct. 1968, pp. 1086-1102.

Sur l'influence du climat

- LE ROY LADURIE E., « Climat et récoltes aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales E.S.C.*, t. 15, mai-juin 1960, pp. 434-465.

Sur la viticulture

- DION R., *Histoire de la vigne et du vin en France*, Paris, l'auteur, 1959, 771 p.
- VILAR P., « Quelques points d'histoire de la viticulture méditerranéenne », *Éventail de l'histoire vivante*, Mélanges L. Febvre, Paris, A. Colin, 1953, t. I, pp. 121-135.

Régime de la propriété et régimes agraires

Le régime de la propriété

Outre les ouvrages généraux précités :

- HABAKKUK H.J., « English Landownership (1680-1740) », *Economic History Review*, 1^{re} série, t. X, n° 1, 1940, pp. 2-17.
- MINGAY G.E., « The Large Estate in Eighteenth Century England », *Première Conférence internationale d'Histoire économique*, Stockholm, 1960, Paris, Mouton, 1960, pp. 368-383.
- MEUVRET J., « Domaines ou ensembles territoriaux? », *Première Conférence internationale d'Histoire économique*, Paris, Mouton, 1960, pp. 343-352.
- CONFINO M., *Domaines et seigneurs en Russie vers la fin du XVIII^e siècle. Étude de structures agraires et de mentalités économiques*, Paris, Publications de l'Institut d'Études slaves, 1963, 311 p.

Régimes agraires et projets de réformes agraires

- SÉE H., *Esquisse d'une histoire du régime agraire dans l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Alcan, 1921, 240 p.
- BLOCH M., « La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIII^e siècle », *Annales d'Histoire économique et sociale*, t. II, 1930, pp. 329-381 et 510-556.
- DE SAINT-JACOB P., « Les enclosures anglaises », *Information historique*, t. 17, n° 3, 1955, pp. 85-93.
- HUNT H.-G., « Vers une révision critique et statistique. Aspects de la révolution agraire en Angleterre au XVIII^e siècle », *Annales E.S.C.*, t. 11, janv.-mars 1956, pp. 29-41.
- RUTKOWSKI J., « Le régime agraire en Pologne au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1927, pp. 66-108.
- DEFOURNEAUX M., « Le problème de la terre en Andalousie au XVIII^e siècle et les projets de réforme agraire », *Revue historique*, t. 217, janvier-mars 1957, pp. 42-57.

Classes sociales et rapports sociaux dans les campagnes

- DEYON P., « Quelques remarques sur l'évolution du régime seigneurial en Picardie (XVI^e-XVIII^e siècle) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. VIII, oct.-déc. 1961, pp. 271-280.
- GOUBERT P., « Recherches d'histoire rurale dans la France de l'Ouest », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 13^e série, 1965, n° 2, pp. 2-8.

- LÉON P. (sous la direction de), *Structures économiques et problèmes sociaux du monde rural dans la France du Sud-Est*, Paris, Les Belles Lettres, 1966, 383 p.
- HABAKKUK H.-J., « La disparition du paysan anglais », *Annales E.S.C.*, t. 20, juillet-août 1965, pp. 649-663.
- BLUM J., *Lord and Peasant in Russia*, Princeton, Princeton University Press, 1961, 656 p.
- LARAN M., « Nobles et paysans en Russie, de l' « âge d'or » du servage à son abolition (1762-1861) », *Annales E.S.C.*, t. 21, janv.-févr. 1966, pp. 111-140.

Structures et évolutions économiques

Relations commerciales et expansion européenne

Deux ouvrages généraux :

- MAURO F., *L'Expansion européenne (1600-1870)*, Paris, P.U.F., coll. « Nouvelle Clio », t. 27, 1964, 411 p.
- PARIAS L. (sous la direction de), *Histoire universelle des explorations*, t. III : CHARLIAT P.J., *Le Temps des grands voiliers*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1955, 363 p.

Les grands trafics

SUR LES TRAFICS EXTRA-EUROPÉENS

- MARTIN G., *L'Ère des négriers*, Paris, 1931.
- MAGALHAES GODINHO V., « Problèmes d'économie atlantique : Le Portugal, les flottes du sucre et les flottes de l'or (1670-1770) », *Annales E.S.C.*, t. 5, avril-juin 1950, pp. 184-197.
- MAURO F., *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle (op. cit.)*.
- GLAMANN K., *Dutch Asiatic Trade (1620-1740)*, La Haye, Nijhoff, 1958, 334 p.
- PORTAL R., « Les Russes en Sibérie au XVII^e siècle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. V, janv.-mars 1958, pp. 5-38.
- CHAUNU P., *Les Philippines et le Pacifique des Ibériques (XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1960, 301 p., plus un atlas.
- DERMIGNY L., *Cargaisons indiennes. Solier et Cie, 1781-1793*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1959-1960, 2 vol. de 309 + 456 p.
- DERMIGNY L., *La Chine et l'Occident. Le Commerce à Canton au XVIII^e siècle (1719-1833)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1964, 3 vol., 1625 p., plus un atlas.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

SUR LES TRAFICS EUROPÉENS

- PIUZ A.-M., *Affaires et politique. Recherches sur le commerce de Genève au XVII^e siècle*, Genève, Droz, 1964, 451 p.
- MORINEAU M., « La balance du commerce franco-néerlandais et le resserrement économique des Provinces-Unies au XVIII^e siècle », *Economisch-Historisch Jaarboek*, 1965, pp. 170-233.

Les moyens du commerce

- ROUSSEAU P., *Histoire des transports*, Paris, Fayard, 1961, 561 p.
- CAVAILLES H., *La Route française*, Paris, A. Colin, 1946, 399 p.
- LIVET G. et TRENARD L., « La route royale et la civilisation française », in *Les Routes de France depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris, « Cahiers de civilisation », 1959, 170 p.
- BILLACOIS F., « La batellerie de la Loire au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. XI, juillet-septembre 1964, pp. 163-190.
- MAURO F., « Types de navires et constructions navales dans l'Atlantique portugais aux XVI^e et XVII^e siècles », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. VI, juillet-sept. 1959, pp. 181-210.

Les vicissitudes commerciales

- DAVIS R., « English foreign Trade (1660-1700) », *Economic History Review*, 2^e série, t. VII, n° 2, 1954, pp. 150-163, et « English foreign Trade (1700-1774) », *Ibid.*, t. XV, n° 2, 1962, pp. 285-303.
- JOHN A.H., « War and the English Economy (1700-1763) », *Economic History Review*, t. VII, n° 3, 1955, pp. 329-344.
- JEANNIN P., « Les comptes du Sund comme source pour la construction d'indices généraux de l'activité économique en Europe (XVI^e-XVIII^e siècles) », *Revue historique*, t. 231, janvier-mars 1964, et avril-juin 1964, pp. 55-102 et 307-340.
- DELUMEAU J., « Le commerce extérieur français au XVII^e siècle », *XVII^e siècle*, 1966, nos 70-71, pp. 81-105.

L'évolution technique

Ouvrages d'ensemble

- FORBES R.J., *Man the Maker—A History of Technology and Engineering*, Londres, Constable, 1950, 355 p.
- MUMFORD L., *Technique et Civilisation*, trad. franç., Paris, Le Seuil, 1950, 415 p.

- USHER A.P., *History of mechanical Inventions*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1954, 450 p.
- ROUSSEAU P., *Histoire des techniques*, Paris, Fayard, 1956, 527 p.
- SINGER Ch., HOLMYARD E.J., HALL A.R., TREVOR W.I., *A History of Technology*, Oxford, Clarendon Press, t. III et IV, 1957-1958, 766 + 728 p.; avec de nombreuses illustrations et planches hors-texte.
- DAUMAS M. (sous la direction de), *Histoire générale des techniques*, t. II : *Les Premières Étapes du machinisme*, Paris, P.U.F., 1965, 750 p.

Problèmes de détail

SUR L'INFLUENCE ANGLAISE ET SUR LE MACHINISME

- MANTOUX P., *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les débuts de la grande industrie en Angleterre*, Paris, É. Cornély et C^{ie}, 1906; 2^e édit., Paris, Genin, 1959, 577 p.
- BALLOT Ch., *L'Introduction du machinisme dans l'industrie française*, Paris, F. Rieder, 1923, 575 p.
- HENDERSON W.O., *Britain and industrial Europe*, Liverpool, University Press, 1954, 255 p.

SUR LES TECHNIQUES AGRONOMIQUES

- BOURDE A.-J., *Agronomie et agronomes en France au XVIII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1967, 3 vol., 1720 p.

Industrie et industrialisation

Production et croissance

- MANTOUX P., *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle (op. cit.)*.
- ASHTON T.S., *La Révolution industrielle (1760-1830)*, trad. franç., Paris, Plon, coll. « Civilisations d'hier et d'aujourd'hui », 1955, 215 p.
- HOFFMANN W.G., *British Industry (1700-1950)*, trad. angl., Oxford, Clarendon Press, 1955, 382 p.
- LÉON P., « L'industrialisation en France, en tant que facteur de croissance économique, du début du xviii^e siècle à nos jours », *Première Conférence d'Histoire économique*, Stockholm, 1960; Paris, Mouton, 1960, pp. 163-204.
- MARCZEWSKI J., « Some Aspects of economic growth of France (1660-1958) », *Economic Development and Cultural Change*, t. IX, n^o 3, avril 1961, pp. 369-386.
- MARCZEWSKI J., *Introduction à l'histoire quantitative*, Genève, Droz, 1965, 200 p.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- KELLENBENZ H., « Industries rurales en Occident, de la fin du Moyen Age au XVIII^e siècle », *Annales E.S.C.*, t. 18, sept.-oct. 1963, pp. 823-882.
- DEANE Ph. et COLE W.A., *British Economic Growth (1688-1954)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1964, 348 p.
- BAIROCH P., *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, S.E.D.E.S., 1964, 360 p.
- CROUZET F., « Angleterre et France au XVIII^e siècle. Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques », *Annales E.S.C.*, t. 21, mars-avril 1966, pp. 254-291.

Types d'industries et centres industriels

- ROUFF M., *Les Mines de charbon en France au XVIII^e siècle*, Paris, F. Rieder, 1922, 624 p.
- GILLE B., *Les Origines de la grande industrie métallurgique en France*, Paris, Domat, 1948, 212 p.
- LÉON P., *La Naissance de la Grande Industrie en Dauphiné (fin du XVII^e siècle-1869)*, Paris, P.U.F., 1954, 956 p.
- NEF J.U., *The Rise of the British Coal Industry*, Chicago, University of Chicago Press, Routledge and Sons, 1933, 2 vol., xiv-448 et vii-490 p.
- ASHTON T.S., *Iron and Steel in the Industrial Revolution*, Manchester, University Press, 1924, 372 p.
- LEBRUN P., *L'Industrie de la laine à Verviers pendant le XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Contribution à l'étude des origines de la révolution industrielle*, Liège, Faculté de Philosophie et de Lettres, fasc. LXIV, 1948, 536 p.
- PORTAL R., *L'Oural au XVIII^e siècle*, Limoges, Bontemps, 1950, 435 p.

Monnaie et finance

Les institutions bancaires

- HARSIN P., *Crédit public et Banque d'État en France, du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Droz, 1933, 221 p.
- BIGO R., *Les Bases historiques de la France moderne*, Paris, A Colin, 1936, 224 p.
- CLAPHAM (J.), *The Bank of England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1944, 2 vol. de 305 et 460 p.
- DAUPHIN-MEUNIER A., *Histoire de la Banque*, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je? », n° 456, 1961, 125 p.
- JOSLIN D.M., « London Private Bankers (1725-1785) », *Economic History Review*, 2^e série, t. VII, n° 2, 1954, pp. 167-186.

LÜTHY H., *La Banque protestante en France, de la révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1959-1961, 2 vol., 454 + 861 p.

Problèmes monétaires et cambistes

MEUVRET J., « Circulation monétaire et utilisation de la monnaie dans la France du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècle », *Études d'Histoire moderne*, t. I, 1947, pp. 15-29.

MANDICH G., *Le Pacte de « ricorso » et le marché italien des changes au ^{xvii}^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1953, 198 p.

DE ROOVER R., *L'Évolution de la lettre de change*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1953, 240 p.

DERMIGNY L., « Circuits de l'argent et milieux d'affaires au ^{xviii}^e siècle », *Revue historique*, t. 212, oct.-déc. 1954, pp. 239-278.

SPOONER F.C., *L'Économie mondiale et les frappes monétaires en France*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1956, 544 p.

Les phénomènes capitalistes

BARBOUR V., *Capitalism in Amsterdam in the 17th Century*, Baltimore, John Hopkins Press, 1950, 171 p.

DAVIES K.G., « Joint Stock Investment in the later Seventeenth Century », *Economic History Review*, 2^e série, t. IV, n° 3, 1952, pp. 283-301.

CROUZET F., « La formation du capital en Grande-Bretagne pendant la révolution industrielle », *Deuxième Conférence internationale d'Histoire économique*, Aix-en-Provence, 1962, Paris, Mouton, 1965, pp. 589-642.

Les mouvements économiques

Ouvrages de synthèse

NEF J.U., *La Guerre et le progrès humain*, Paris, Alsatia, 1954, 566 p.

IMBERT G., *Des Mouvements de longue durée Kouchatieff*, Aix-en-Provence, Bibliothèque de la Faculté de Droit, 1959, 535 p. (fondamental).

ASHTON T.S., *Economic Fluctuations in England (1700-1800)*, Oxford, Oxford University Press, 1959, 354 p.

CHAUNU P., *Les Philippines et le Pacifique des Ibériques (^{xvi}^e-^{xviii}^e siècles) (op. cit.)*.

MEUVRET J., « La conjoncture internationale de 1660 à 1715 », *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 12^e série, 1964, n° 1, pp. 2-4.

Prix et revenus

- LABROUSSE C.E., *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz, 1933, 2 vol., 695 p. (le point de départ de toutes les études postérieures).
- GILBOY E.W., *Wages in Eighteenth Century England*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1934, 297 p.
- HAMILTON E.J., *American Treasure and the Price Revolution in Spain (1501-1650)*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1943, 428 p.
- HAMILTON E.J., *War and Prices in Spain (1651-1801)*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1947, 295 p.
- MEUVRET J., « Le mouvement des prix de 1661 à 1715 et leur répercussion », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, mai-juin 1944, n° 5-6, pp. 1-9.
- BEVERIDGE W., *Prices and wages in England from the twelfth to the nineteenth Century*, International Scientific Committee on Prices History, Longmans et Green, 1939, cxviii - 660 p.
- POSTHUMUS N.W., *Inquiry into the History of Prices in Holland (1609-1914)*, Leyde, Brill, 1946 et 1964, 2 vol., cxviii-660 p. et cxlii-830 p.
- ELSAS J., *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland*, München, 1936-1945, 3 vol.
- HOSZOWSKI St., *Les Prix à Lwow (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1954, 232 p.
- FRIIS A. et GLAMANN K., *A History of prices and wages in Denmark (1660-1800)*, Copenhagen-Londres, Longmans, 1964, xv-350 p.
- VEYRASSAT-HERREN B. et LE ROY-LADURIE E., « La rente foncière autour de Paris au xvii^e siècle », *Annales E.S.C.*, t. 23, mai-juin 1968, pp. 541-555.

Les pulsations économiques

- LABROUSSE C.E., *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, P.U.F., 1943, 664 p.
- MEUVRET J., « Les crises de subsistances et la démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, t. I, 1946, pp. 643-650.
- CIPOLLA Carlo M., « The Decline of Italy », *Economic History Review*, 2^e série, t. V, n° 2, 1952, pp. 178-187.
- HOBBSAWM E.J., « The General Crisis of the European Economy in the 17th Century », *Past and Present*, 1954, fasc. 5 et 6, pp. 33-53 et 44-65.
- SELLA D., « Les mouvements longs de l'industrie lainière à Venise aux xvi^e et xvii^e siècles », *Annales E.S.C.*, t. 12, janv.-mars 1957, pp. 29-45.

- LÉON P., « La crise de l'économie française à la fin du règne de Louis XIV », *Information historique*, t. 18, n° 4, 1956, pp. 132-137.
- TREVOR ROOPER A.H.R., « The General Crisis of the Seventeenth Century », *Past and Present*, n° 16, 1959, pp. 31-64.
- Villages désertés et histoire économique (XI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1965, 619 p.
- ABEL W., *Agrarkrisen und Agrarkonjonktur*, Hambourg-Berlin, Verlag P. Parey, 2^e édit., 1966, 301 p.

Les milieux sociaux urbains

Les aristocraties

- FORD F.L., *Robe and Sword. The Regrouping of the French Aristocracy after Louis XIV*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1953, 280 p.
- BLUCHE F., *Les Magistrats du Parlement de Paris au XVIII^e siècle (1715-1771)*, Paris, Les Belles Lettres, 1960, 463 p.
- MEYER J., *La Noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, Imp. nationale, 1966, 2 vol., 1292 p. Publications de la Fac. des Lettres de l'Université de Rennes.
- PARREAUX A., *La Société anglaise de 1760 à 1810*, Paris, P.U.F., 1966, 118 p.
- ROCHE D., « La fortune et les revenus des princes de Condé à l'aube du XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. XIV, juillet-sept. 1967, pp. 217-243.
- LADIEWIG-PETERSEN E., « La crise de la noblesse danoise entre 1580 et 1660 », *Annales E.S.C.*, t. 23, nov.-déc. 1968, pp. 1237-1261.

Les bourgeoisies

- SAYOUS A.E., « Le patriciat d'Amsterdam, des origines à 1672 », *Annales d'Histoire économique et sociale*, t. II, n° 4, 1940, pp. 177-198.
- MAURO F., « La bourgeoisie portugaise du XVII^e siècle », *XVII^e siècle*, 3^e trimestre 1958, n° 40, pp. 235-257.
- BARBER E.G., *The Bourgeoisie in the 18th Century in France*, Princeton University Press, 1955, 165 p.
- VENARD M., *Bourgeois et Paysans au XVII^e siècle. Recherches sur le rôle des bourgeois parisiens dans la vie agricole au sud de Paris*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1957, 125 p.
- GOUBERT P., *Familles marchandes sous l'Ancien Régime. Les Danse et les Motte de Beauvais*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1959, 192 p.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

VOVELLE M. et ROCHE D., « Bourgeois, rentiers, propriétaires. Éléments pour la définition d'une catégorie sociale à la fin du XVIII^e siècle », *Actes du 84^e Congrès des Sociétés savantes*, Dijon, 1959, Paris, Imp. nationale, 1960, pp. 419-452.

✓ DEYON P., *Étude sur la société urbaine au XVII^e siècle. Amiens, capitale provinciale*, Paris-La Haye, Mouton, 1967, 606 p.

Les classes populaires et le monde ouvrier

LEVASSEUR E., *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, Paris, Rousseau, 1900-1901, 2 vol., t. II, 988 p.

PORTAL R., « Manufactures et classes sociales en Russie au XVIII^e siècle », *Revue historique*, t. 201, 1949, n^o 410, pp. 161-185 et t. 202, n^o 411, pp. 1-23.

COORNAERT E., *Les Corporations en France avant 1789*, Paris, Gallimard, 1941, 306 p.

COORNAERT E., *Les Compagnonnages en France, du Moyen Age à nos jours*, Paris, Éditions Ouvrières, 1966, 436 p.

KUCZYNSKI J., *Die geschichte der Lage der Arbeiter in England*, t. IV, 1-2, 1640-1760 et 1760-1832, Berlin, Tribüne Verlag und Druckereien des F.D.G.S., 1954, 2 vol. de 276 + 247 p.

COLEMAN D.C., « Labour in the English Economy of the Seventeenth Century », *Economic History Review*, 2^e série, t. VIII, n^o 3, 1956, pp. 280-295.

PARIAS L.-H. (sous la direction de), *Histoire générale du travail*, t. II : MAURO F., *La Prérévolution du travail*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1960, 374 p.

FURET F., « Pour une définition des classes inférieures à l'époque moderne », *Annales E.S.C.*, t. 18, mai-juin 1963, pp. 459-474.

DREYFUS F.-G., *Sociétés et mentalités à Mayence dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin, 1968, 617 p.

Idéologies économiques et crises sociales

Les doctrines économiques

Travaux d'ensemble

VILLEY D., *Petite Histoire des grandes doctrines économiques*, Paris, P.U.F., 1944, 230 p.

- GONNARD R., *Histoire des doctrines économiques*, Paris, Librairie générale, 1943, 725 p.
- LAJUGIE J., *Les Doctrines économiques*, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je? », n° 386, 1949, 134 p.
- LETWIN W., *The Origins of Scientific Economics-English Economic Thought (1660-1776)*, Londres, 1963, 482 p.
- DENIS H., *Histoire de la pensée économique*, Paris, P.U.F., coll. « Thémis », 1966, 756 p.

Les écoles

SUR LE MERCANTILISME

- MORINI-COMBY J., *Mercantilisme et protectionnisme. Essai sur les doctrines interventionnistes en politique commerciale*, Paris, Alcan, 1930, 254 p.
- HECKSCHER E.F., *Mercantilismen*, Stockholm, 1931; trad. angl., édit. révisée, sous le titre : « Mercantilism », Londres, Allen et Unwin, 1935, 2 vol., de 472 + 419 p.
- COLE C.W., *Colbert and a Century of French Mercantilism*, New York, Frank Cass, 2^e édit. 1964, 2 vol., 532 + 674 p.

SUR LA PHYSIOCRATIE

- WEULERSSE G., *Le Mouvement physiocratique en France, de 1756 à 1770*, Paris, Alcan, 1910, 2 vol., 617 + 768 p.; édit. abrégée, Paris, 1931.
- WEULERSSE G., *La Physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker*, Paris, P.U.F., 1950, 375 p.
- SAUVY A. (sous la direction de), *François Quesnay et la physiocratie*, Paris, I.N.E.D., 1958, 2 vol., 1 005 p.

SUR ADAM SMITH

- MORROW G.R., *The Ethical and Economic Theories of Adam Smith*, Cornell, Studies in Philosophy, n° 13, 1923, 462 p.
- STUDENSKI P., *The Income of Nations*, New York, University Press, 1958.

L'idéologie bourgeoise

- GROETHUYSEN B., *Les Origines de l'esprit bourgeois en France, l'Église et la bourgeoisie*, Paris, Gallimard, 1956, 301 p.
- HAZARD P., *La Crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Paris, Fayard, 2^e édit. 1961, 429 p.
- MAUZI R., *L'Idée de Bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin, 1960, 727 p. (3^e édit. 1967).

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

EHRARD J., *L'Idée de Nature en France dans la première moitié du XVIII^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1963, 2 vol., 863 p.

EPSZTEIN L., *L'Économie et la morale aux débuts du capitalisme industriel en France et en Grande-Bretagne*, Paris, A. Colin, 1966, 351 p.

Les crises sociales

Sur la misère

FOUCAULT M., *Folie et Dérailson. Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1964, XII, 684 p.

DEYON P., « A propos du paupérisme au milieu du xvii^e siècle. Peinture et charité chrétienne », *Annales E.S.C.*, t. 22, janv.-fév. 1967, pp. 137-153.

Sur l'atmosphère sociale

TRENARD L., « La crise sociale lyonnaise à la veille de la Révolution », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. II, janv.-mars 1955, pp. 5-45.

MANDROU R., *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Stock, 1964, 222 p.

LE MARCHAND G., « Crises économiques et atmosphère sociale en milieu urbain sous Louis XIV », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. XIV, juillet-sept. 1967, pp. 244-265.

Sur les révoltes populaires

PORSCHNEV B., *Les Soulèvements populaires en France, de 1623 à 1648*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1963, 679 p.

MOUSNIER R., *Fureurs paysannes. Les paysans dans les révoltes du XVII^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1967, 354 p.

DAVIES C.S.L., « Les révoltes populaires en Angleterre (1500-1750) », *Annales E.S.C.*, t. 24, janv.-fév. 1969, pp. 24-60.

Voir aussi les livres précités p. 444 de LEVASSEUR E., COORNAERT E. et de KUCZYNSKI J.

TABLES

TABLE DES FIGURES

La crise commerciale du xvii ^e siècle : le trafic du Sund (1620-1733)...	16-17
Baisse longue et redressement de la conjoncture internationale au xvii ^e siècle (1660-1715).....	18
La baisse de longue durée des prix coloniaux (1640-1728)	19
La baisse de longue durée des prix agricoles: France (1600-1732)	20
Baisse de longue durée et redressement intercyclique : les prix céréa- liers en Allemagne du Sud (1630-1720).....	23
La baisse de longue durée des prix : Espagne (1650-1700)	24
La crise des revenus fonciers au xvii ^e siècle : France (mouvement des fermages, 1640-1720).....	26
Crise alimentaire et crise démographique : Amiens (1692-1695).....	50
Les grandes « mortalités » du xvii ^e siècle : Bresles-en-Beauvaisis.....	52
La misère ouvrière : le salaire réel du maître-maçon à Amiens.....	89
Un « révélateur » de la crise sociale et morale du xvii ^e siècle : les aban- dons d'enfants à Lyon (1692-1695).....	93
Les flottes en Europe à la fin du xviii ^e siècle.....	152
L'essor de la Route Royale en France et en Espagne à la fin du xviii ^e siècle.....	156-157
Le mouvement du commerce britannique (1700-1789).....	173
Mouvement des passages de navires à travers le Sund (1715-1783) ...	174
Le trafic du Sund : mouvement des navires en 1665	176
Le trafic du Sund : mouvement des navires en 1770.....	177
Structures du commerce extérieur de la France : exportations agricoles et exportations industrielles en 1787.....	180
Aires géographiques et structure du commerce anglais : importations et exportations, par pays (1786-1790).....	181
L'élan du trafic anglais à Canton (1719-1790).....	185
La poussée de longue durée des prix : le blé en France (1709-1817)....	196
Prix agricoles et non agricoles en Nouvelle-Castille (1651-1800).....	197
Le mouvement des prix des matières premières textiles sur le marché d'Amsterdam (1731-1789).....	198
Mouvement des fermages et du prix de la terre en Europe occidentale (1731-1808)	200
L'évolution de la population mondiale par continent (1650-1800)....	211

Table des figures

L'équilibre démographique des masses continentales vers 1750.....	213
Le mouvement des populations européennes par États, au cours du xviii ^e siècle.....	215
Le mouvement démographique de l'Amérique du Nord (1604-1780)...	217
Le passage d'un régime démographique « ancien » à un régime « moderne » : Saint-Lambert-des-Levés (1590-1790).....	219
Les grandes villes d'Europe, de 1600 à 1800.....	229
Les grands centres textiles de l'Europe au xviii ^e siècle.....	284
Les principales zones métallurgiques de l'Europe au xviii ^e siècle.....	291
La croissance du capital industriel en Angleterre à la fin du xviii ^e siècle.	293
L'évolution de la production de fer en Europe au xviii ^e siècle.....	299
La production de houille et de fer en Europe au début du xviii ^e siècle.	300
La Banque d'Angleterre et le marché monétaire britannique au xviii ^e siècle.....	313
Le poids des charges seigneuriales et de l'impôt royal sur le paysan français à la fin du xviii ^e siècle.....	342
Les mouvements comparés des salaires moyens régionaux dans l'Angle- terre du xviii ^e siècle.....	383
Prix et salaires en Castille au xviii ^e siècle.....	385
Prix et salaires en Allemagne aux xvii ^e et xviii ^e siècles.....	385

TABLE DES DOCUMENTS

1. La production mondiale des métaux précieux au xvii ^e siècle....	31
2. Les difficultés commerciales : chute du trafic sévillan et vicissitudes du commerce français à la fin du xvii ^e siècle	32
3. La « revanche asiatique » : puissance et structure du commerce hollandais en Asie; mouvement du commerce britannique.....	33
4. La crise commerciale du xvii ^e siècle.....	34
5. La crise des capitaux : le détournement des profits commerciaux vers l'Angleterre et la Hollande.....	35
6. L'emprise du commerce hollandais à la fin du xvii ^e siècle.....	35
7. La baisse longue des revenus en France.....	36
8. Les blocages des économies à l'ère préindustrielle	37
9. L'évolution de la population mondiale : 1650-1800.....	55
10. Les crises alimentaires au cours de la seconde moitié du xvii ^e siècle	56
11. Une grande « mortalité » au xvii ^e siècle : Lyon, 1692-1694	57
12. Les famines de l'Asie.....	58
13. La peste à Marseille en 1720.....	58
14. Une ville moyenne au xvii ^e siècle : Beauvais.....	59
15. La seigneurie en Bourgogne à la fin du xvii ^e siècle : le domaine et les droits.....	77
16. Les structures sociales paysannes : types de paysans beauvaisins vers 1680-1690.....	78
17. Bail à ferme et à cheptel de la métairie de la Ménaudière, paroisse de Secondigny-en-Gâtine, 1741.....	78
18. La « hacienda » en Amérique latine : unité économique et sociale..	79
19. Agriculture et industrie sucrière dans le Brésil du xvii ^e siècle : la comptabilité d'un « engenho » ou moulin à sucre	80
20. La situation de l'agriculture et des paysans en Écosse.....	81
21. La Fronde et la misère des campagnes parisiennes.....	98
22. Crise de subsistances et misère urbaine.....	98
23. Crises alimentaires et manœuvres spéculatives.....	99
24. Disette et troubles populaires.....	99
25. L'effervescence ouvrière au xvii ^e siècle.....	100
26. Les destins populaires : les manouvriers des campagnes à la fin du xvii ^e siècle.....	100

TABLE DES DOCUMENTS

27. La crainte des classes laborieuses et « dangereuses » à la fin du xvii ^e siècle.....	102
28. L'Église contre l'enrichissement illicite.....	102
29. Les conceptions de Colbert en matière commerciale.....	120
30. Les idées d'un mercantiliste anglais sur le commerce.....	121
31. Le mercantilisme anglais et les relations commerciales franco-britanniques à la fin du xvii ^e siècle.....	122
32. Appel aux souscriptions en faveur de la Compagnie des Indes orientales.....	124
33. L'industrialisme colbertiste.....	124
34. Mercantilisme anglais et politique d'immigration.....	126
35. Billets de monnaie, projet de Banque et bruits spéculatifs en France en 1709.....	140
36. La Banque d'Amsterdam à la fin du xvii ^e siècle.....	141
37. Lois naturelles et liberté des échanges.....	142
38. Prospérité des nations et liberté des échanges, selon Fénelon....	142
39. Prise de position contre le colbertisme industriel. Les soupirs de la France Esclave.....	143
40. La foi dans la science et dans le progrès technique : discours du médecin hollandais Boerhaave, en 1715.....	144
41. Témoignages sur l'état des routes en Angleterre.....	163
42. Les voyages par eau au xviii ^e siècle.....	163
43. Les voyages maritimes au xviii ^e siècle. Les temps.....	164
44. Les taux et dépenses d'affrètement des navires de la Compagnie hollandaise des Indes orientales.....	165
45. Les tractations commerciales au xviii ^e siècle. Une police d'assurances maritimes.....	166
46. La pratique commerciale : la rotation et la circulation des capitaux.....	167
47. L'administration de la Compagnie anglaise des Indes orientales, vers 1775.....	167
48. Les mouvements des commerces extérieurs : France et Angleterre.	188
49. Le mouvement du trafic européen à Canton au xviii ^e siècle.....	190
50. L'Angleterre et la maîtrise des relations commerciales et cambistes avec l'Inde à la fin du xviii ^e siècle.....	190
51. La Chine et la circulation mondiale des métaux précieux.....	191
52. L'évolution du stock mondial de métaux précieux au xviii ^e siècle.	205
53. Les mouvements des prix et des profits au xviii ^e siècle.....	206
54. L'évolution du revenu national de l'Angleterre.....	207

55. Les effets de la hausse longue des revenus agricoles : la supériorité de la rente foncière.....	208
56. Le mouvement de la population de l'Europe au xviii ^e siècle....	232
57. La croissance démographique de la Grande-Bretagne. Les pulsations.....	233
58. Les doctrines populationnistes. Richesse agricole et population..	233
59. Les grands propriétaires et la croissance démographique.....	234
60. Population et subsistances, d'après Robert Malthus.....	235
61. Les conditions de l' « ordre économique-politique », selon Quesnay.	253
62. Origines du profit et de la rente foncière, d'après Adam Smith..	254
63. Les données fondamentales de l'activité économique dans les sociétés évoluées : valeur, travail, profit, par Adam Smith.....	255
64. La liberté économique, vue par Condorcet.....	256
65. La réaction contre le libéralisme économique.....	257
66. Brevet de la mécanique à filer de Wyatt et Levis Paul, 1738....	277
67. Les mines et forges de Carron, vues par un technicien français, le chevalier Jars.....	277
68. L'introduction de la machine à vapeur de Watt en France.....	278
69. Les ouvriers contre les machines.....	279
70. Le progrès technique et l'emploi.....	280
71. Défense de la « grande agriculture » anglaise, par Arthur Young..	281
72. La petite industrie dispersée au xviii ^e siècle.....	303
73. La naissance de l'usine : les forges de Carron en 1796; les mines d'Anzin en 1791.....	304
74. La revendication de la liberté de l'entreprise industrielle.....	305
75. La marche vers le libéralisme au xviii ^e siècle. Le grand commerce et la croissance industrielle, selon David Hume.....	305
76. Les actifs de la plus importante société industrielle française à la fin du xviii ^e siècle : Saint-Gobain.....	307
77. La croissance industrielle de l'Angleterre.....	308
78. Les taux de croissance : France et Angleterre.....	309
79. Force et faiblesses de la Banque d'Angleterre au xviii ^e siècle...	325
80. Le système de Law, vu par Saint-Simon.....	326
81. Trafic des lettres de change et « retours » des Indes.....	326
82. Les instruments du crédit : la lettre de change au xviii ^e siècle..	327
83. Arthur Young, partisan des « enclosures ».....	350
84. La lutte contre les « usages » : les principes des réformateurs français.....	350
85. Les « enclosures » anglaises et les structures sociales.....	351

TABLE DES DOCUMENTS

86. L'opposition au partage des communaux en Lorraine, à la fin du XVIII ^e siècle.	351
87. Les paysans russes au XVIII ^e siècle.	352
88. Misère et précarité de la situation des classes rurales en Espagne.	353
89. Les projets de réforme du servage en Pologne, à la fin du XVIII ^e siècle.	354
90. La « justification providentielle » du marchand, selon Savary....	369
91. La toute-puissance du marchand.	369
92. Le marchand et l'évasion sociale.	370
93. Bilan de la maison de commerce Antoine Guymonneau, à Rouen, en 1741.	370
94. Le triomphe du banquier au XVIII ^e siècle.	371
95. Deux conceptions nouvelles de la noblesse française	371
96. L'idéologie bourgeoise. La nécessaire inégalité, selon Turgot....	372
97. Un contrat d'apprentissage dans l'industrie des étamines, au Mans	395
98. Le patronat et le salaire au XVIII ^e siècle.	395
99. La prise de conscience de la condition prolétarienne.	396
100. Division du travail et injustice sociale.	397
101. La critique de l'inégalité de la distribution de la propriété : les solutions « provisoires ».	398
102. Budgets ouvriers dans la région de Leeds, à la fin du XVIII ^e siècle.	399
103. Les conceptions sociales de la littérature populaire dans la France de l'Ancien Régime.	400
104. Le « superbe isolement » de la Chine.	420
105. La Chine vue de l'Occident.	420
106. Les méthodes de l'artisanat en Perse.	421
107. Vues de l'abbé Raynal sur l'avenir politico-économique de l'Amérique du Nord, 1781.	421

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE : DE L'ÈRE DE LA TRADITION A L'AUBE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.....	5
1. <i>Puissance et faiblesses du XVI^e siècle</i>	5
2. <i>L'accélération de l'histoire</i>	7
3. <i>La position du problème</i>	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÈRE DES DIFFICULTÉS.....	9
I. LA RÉCESSION DE L'ÉCONOMIE.....	11
1. <i>Les conditions générales</i>	11
Caractères et dimensions du mouvement long, 11. — Le problème des causes, 12.	
2. <i>La crise du commerce mondial</i>	13
L'effondrement de la puissance dominante, 13. — Les résistances, 16.	
3. <i>Les conséquences</i>	20
La baisse conjoncturelle, 20. — Le chaos monétaire, 27.	
Documents.....	31
II. LA LUTTE DE LA MORT ET DE LA VIE.....	38
1. <i>Le mouvement de la population</i>	39
Les sources, 39. — Les essais d'appréhension de la population mondiale, 40. — Les mouvements « nationaux », 41.	
2. <i>Les répartitions</i>	43
L'occupation de l'espace, 43. — Villes et campagnes, 44. — Les migrations, 45.	
3. <i>Les bases de la crise démographique</i>	46
L'élan vital, 46. — L'impact de la mort, 48.	
Documents.....	55
III. LA « REVANCHE » DES SOCIÉTÉS DE LA « TERRE ».....	61
1. <i>Le « repli » sur la terre</i>	62
Les « inerties » du monde rural, 62. — La préférence pour le placement foncier, 64.	
2. <i>Le resserrement des rapports de domination</i>	67
Le système domanial, 67. — L'emprise seigneuriale, 69.	
3. <i>La résistance de la « possession » paysanne : forces et faiblesses</i>	72
Propriété et « tenure », 72. — Le recul de la « propriété » paysanne, 73. — Les systèmes de location, 74. — Les structures sociales des paysannes, 74. — La force de la communauté villageoise, 75.	
Documents.....	77

TABLE DES MATIÈRES

IV. LA CRISE SOCIALE ET MORALE DE L'EUROPE.....	82
1. <i>L'accentuation des contrastes sociaux</i>	83
Ordres ou classes?, 83. — Les groupes « montants », 84. — La détresse des « dominés », 87. — L'accentuation des contrastes sociaux, 88.	
2. <i>L'ère des tensions</i>	90
Déclassement social et trouble moral, 90. — Les conflits sociaux, 94.	
Documents.....	98
V. L'INTERVENTION DE L'ÉTAT.....	104
1. <i>Les doctrines de la pénurie</i>	104
Les antécédents, 104. — Les traits généraux du mercantilisme, 105. — Les thèses fondamentales du mercantilisme, 106. — Les Écoles « nationales », 109.	
2. <i>Les politiques</i>	110
Les initiateurs, 110. — La promotion de l'industrie, 112. — Les méthodes de lutte commerciale, 114.	
3. <i>Les résultats</i>	116
Les décalages structurels, 116. — Le heurt des nationalismes économiques, 118.	
Documents	120
VI. LES DÉBUTS D'UNE NOUVELLE CIVILISATION ÉCONOMIQUE.....	127
1. <i>Les velléités de reprise conjoncturelle</i>	128
Le redressement commercial, 128. — Les indices « subsidiaires », 131.	
2. <i>Les modifications structurelles</i>	133
La « reprise » technique, 133. — Les formes nouvelles de la production, 135. — Les nouveaux aspects du crédit, 136.	
3. <i>Évolutions sociales et cheminements idéologiques</i>	138
Les signes d'évolution sociale, 138. — Vers de nouvelles idéologies économiques, 138.	
Documents.....	140
DEUXIÈME PARTIE : LES SYMPTOMES D'UN MONDE NOUVEAU... ..	145
VII. LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : LES MOYENS.....	147
1. <i>La « conquête » des grands espaces mondiaux</i>	148
L'élargissement de la connaissance du monde, 148. — L'essor des grandes liaisons océaniques, 149.	
2. <i>L'organisation de l'espace européen</i>	151
Le point de départ : espace européen et espaces continentaux, 151. — Les progrès des techniques de la circulation, 154. — Les résultats, 158.	
3. <i>La pratique commerciale</i>	160
Les derniers feux des Compagnies de commerce, 160. — La montée de l'entreprise privée, 161. — Les méthodes commerciales, 161.	
Documents.....	163

VIII. LA PRISE DE POSSESSION DU MONDE : L'ÉLAN COMMERCIAL	170
1. <i>La poussée des commerces extérieurs</i>	171
Les conditions de l'étude, 171. — Les mouvements nationaux, 171. — Mouvement des flottes et essor des grandes places commerciales, 172. — Les phases de la croissance commerciale, 174.	
2. <i>Les structures des commerces extérieurs</i>	175
Les balances commerciales, 175. — Les évolutions qualitatives, 179.	
3. <i>Les circuits commerciaux</i>	182
Les échanges intra-européens, 182. — L'attrait de l'hémisphère occidental, 183. — La montée de l'Asie, 184. — Mouvements commerciaux et mouvements de l'argent, 187.	
Documents.....	188
IX. LE GRAND ÉLAN CONJONCTUREL.....	192
1. <i>Les influences générales</i>	192
Le retour à l'abondance monétaire, 193. — Le rôle des conditions politiques, 194.	
2. <i>Le mouvement long des prix</i>	195
Les caractères, 195. — Les prix agricoles, 195. — Les prix industriels, 198. — Les denrées « coloniales », 199.	
3. <i>Le mouvement des revenus « dominants »</i>	199
La poussée de la rente foncière, 199. — La montée des profits industriels et commerciaux, 201.	
4. <i>Les fluctuations économiques</i>	202
Le schéma « classique », 202. — Les éléments aberrants, 203.	
Documents.....	205
X. L' « EXPLOSION » DÉMOGRAPHIQUE.....	210
1. <i>L'essor de la population mondiale</i>	210
Les doutes des contemporains, 211. — Inégalités et incertitudes de la statistique, 212. — Le mouvement planétaire, 214. — Les modalités « régionales », 214.	
2. <i>Les origines d'un nouveau régime démographique</i>	218
La position du problème, 218. — Résistance et recul de la mort, 220. — La puissance persistante de la vie, 222. — Les effets, 223.	
3. <i>Les déplacements humains</i>	224
L'occupation de l'espace, 224. — Les mouvements migratoires, 225. — L'attrait de la ville, 228.	
Documents.....	232
XI. LES DOCTRINES DE L'ABONDANCE.....	237
1. <i>Les fondements d'une nouvelle pensée économique</i>	238
Les influences, 238. — L'antimercantilisme, 240.	
2. <i>Les théories du capitalisme agraire</i>	241
L'École physiocratique, 241. — Le libéralisme « agrarianiste », 243. — La physiocratie et les origines du système capitaliste, 245.	

TABLE DES MATIÈRES

3. <i>Les fondements de l'économie et de la société industrielles</i>	246
Les origines de l'École libérale, 246. — Les bases économiques de la société industrielle, 247.	
4. <i>Les résultats</i>	250
La lutte pour le libéralisme économique, 250. — Les premières réactions contre l'individualisme, 251.	
Documents.....	253
 TROISIÈME PARTIE : LES ORIGINES DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES.....	259
 XII. LA « RÉVOLUTION TECHNIQUE ».....	261
1. <i>Les moteurs du progrès technique</i>	262
L'empire de la tradition, 262. — Les conditions nouvelles, 262. — Innovation et inventeurs, 264. — Primauté anglaise et réactions continentales, 266.	
2. <i>Les secteurs du progrès technique</i>	266
Le mouvement des techniques industrielles, 266. — Les progrès de l'agronomie, 269.	
3. <i>Les résultats</i>	271
L'efficacité des techniques nouvelles, 271. — La diffusion du progrès technique, 273.	
Documents.....	277
 XIII. LES ORIGINES DE L'INDUSTRIALISATION.....	282
1. <i>Le lent effacement des structures du passé</i>	283
Le domaine de la dispersion : villes et campagnes, 283. — Artisanat et système de l'entreprise, 285. — La lutte pour la liberté, 286.	
2. <i>La concentration industrielle</i>	287
Les degrés et les secteurs de la concentration, 287. — Les formes supérieures de la concentration, 289. — L'apparition des « régions industrielles », 290.	
3. <i>L'investissement industriel</i>	292
L'origine des capitaux, 292. — Les formes de l'investissement : les sociétés, 294. — Le mouvement de l'investissement et les taux de profit, 295.	
4. <i>Croissance industrielle et « take off »</i>	296
Les conditions de la croissance industrielle, 296. — Les mouvements de la croissance industrielle, 298. — La royauté industrielle de l'Angleterre, 301.	
Documents.....	303
 XIV. PUISSANCE ET FAIBLESSES DU CAPITALISME FINANCIER.....	310
1. <i>La « modernisation » des structures bancaires</i>	311
L'affermissement du crédit public, 311. — Les banques privées, 314.	

2. <i>L'activité bancaire</i>	316
L'essor du crédit commercial, 316. — Le financement du grand commerce, 317. — La Banque et l'investissement industriel, 318. — Les emprunts publics, 319.	
3. <i>L'essor de la spéculation</i>	320
Le mouvement des sociétés, 320. — L'activité boursière, 322.	
Documents.....	325
XV. HÉSITATIONS ET RÉSISTANCES DES SOCIÉTÉS RURALES.....	330
1. <i>La gloire des aristocraties foncières</i>	331
La condition nobiliaire, 331. — Typologie des noblesses, 332. — Le prestige social, 334.	
2. <i>La tentation du capitalisme agraire</i>	336
La richesse nobiliaire, 336. — La recherche de la grande exploitation, 337. — La réforme de l'exploitation, 339.	
3. <i>La détérioration de la condition paysanne</i>	340
La « réaction féodale », 340. — La détresse du monde rural, 343.	
4. <i>Le grand refus des paysanneries</i>	346
Les révoltes, 346. — Les tensions, 348. — Les idées de réforme, 348.	
Documents.....	350
XVI. LA MONTÉE DES FORCES SOCIALES NOUVELLES : L'ASCENSION BOURGEOISE.	356
1. <i>Mesure de la bourgeoisie</i>	357
Définition de la bourgeoisie, 357. — Les dimensions globales des bourgeoisies, 358. — Les groupes bourgeois, 359.	
2. <i>Les bases de la puissance bourgeoise</i>	360
La force économique, 360. — Les éléments « subsidiaires », 362.	
3. <i>La vie des bourgeoisies</i>	363
Les fortunes, 363. — L'ascension sociale, 365. — La mentalité bourgeoise, 366.	
Documents.....	369
XVII. LA MONTÉE DES FORCES NOUVELLES : LE MONDE DU TRAVAIL.....	374
1. <i>Les milieux ouvriers</i>	375
Les catégories ouvrières, 375. — Le problème des effectifs, 377. — Origines et mobilité de la main-d'œuvre, 378.	
2. <i>La condition ouvrière</i>	379
Le travail, 379. — Le salaire ouvrier, 381. — La misère ouvrière, 386.	
3. <i>L'accentuation des conflits sociaux</i>	389
Les difficultés de l'action ouvrière, 389. — L'organisation ouvrière, 390. — L'action ouvrière, 391. — Les réactions de l'opinion, 393.	
Documents.....	395
ÉPILOGUE : LE MONDE FACE A L'EUROPE.....	401
1. <i>Les nouvelles offensives de l'Europe</i>	402

TABLE DES MATIÈRES

Les « Empires d'Extrême-Orient », 402. — La poussée vers le Pacifique, 402. — L'investissement de la Chine, 404.	
2. <i>L'exportation de la prospérité</i>	405
Les transformations de l'Asie, 406. — La montée de l'hémisphère occidental, 408.	
3. <i>Les résistances</i>	411
L'impact des crises économiques, 411. — Les résistances « structurelles », 412. — La lutte active contre l'Europe, 418.	
Documents.....	420
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.	425
TABLE DES FIGURES.	449
TABLE DES DOCUMENTS.	451

Achevé d'imprimer
sur les presses de l'imprimerie
Chaix-Desfossés-Néogravure - Paris
en Juin 1970
Dépôt légal 2^e trimestre 1970 : 9293
N° d'ordre A. Colin 5270



HC51 .L36 t. 2
Léon, Pierre
Economies et sociétés
préindustrielles...

t 2-only

DATE

ISSUED TO

250481

COLLECTION



**HISTOIRE MODERNE
SERIE DIRIGEE PAR
PIERRE GOUBERT**

ARMAND COLIN